

**UNIVERSITE DE PARIS III - SORBONNE NOUVELLE**

ECOLE DOCTORALE ESPACE EUROPEEN CONTEMPORAIN

**UNIVERSITE DE KOCAELI**

INSTITUT DES SCIENCES SOCIALES

PRESENTEE ET SOUTENUE PUBLIQUEMENT PAR

İLHAN GÜLLÜ

LES MODELES DE FINANCEMENT DU PROCESSUS  
D'INDUSTRIALISATION DES PAYS EMERGENTS : LE  
CAS DE LA TURQUIE

GELİŞMEKTE OLAN ÜLKELERİN SANAYİLEŞME  
SÜREÇLERİNİN FİNANSMAN MODELLERİ : TÜRKİYE  
ÖRNEĞİ

**THESE**

POUR LE DOCTORAT EN SCIENCES ECONOMIQUES DE L'UNIVERSITE

PARIS III

ET UNIVERSITE DE KOCAELI

PARIS/KOCAELI- 2008

**UNIVERSITE DE PARIS III - SORBONNE NOUVELLE**

ECOLE DOCTORALE ESPACE EUROPEEN CONTEMPORAIN

**UNIVERSITE DE KOCAELI**

INSTITUT DES SCIENCES SOCIALES

PRESENTEE ET SOUTENUE PUBLIQUEMENT PAR

**İLHAN GÜLLÜ**

LES MODELES DE FINANCEMENT DU PROCESSUS  
D'INDUSTRIALISATION DES PAYS EMERGENTS : LE CAS DE  
LA TURQUIE

GELİŞMEKTE OLAN ÜLKELERİN SANAYİLEŞME  
SÜREÇLERİNİN FİNANSMAN MODELLERİ : TÜRKİYE ÖRNEĞİ

THESE DIRIGEE PAR M.ALAİN CROCHET ET M.GÜLTEKİN RODOPLU

**THESE**

POUR LE DOCTORAT EN SCIENCES ECONOMIQUES DE L'UNIVERSITE

PARIS III

ET UNIVERSITE DE KOCAELI

PARIS/KOCAELI- 2008

**UNIVERSITE DE PARIS III - SORBONNE NOUVELLE**

ECOLE DOCTORALE ESPACE EUROPEEN CONTEMPORAIN

**UNIVERSITE DE KOCAELİ**

INSTITUT DES SCIENCES SOCIALES

**THESE**

POUR LE DOCTORAT EN SCIENCES ECONOMIQUES DE L'UNIVERSITE  
PARIS III  
ET UNIVERSITE DE KOCAELİ

PRESENTEE ET SOUTENUE PUBLIQUEMENT PAR  
İLHAN GÜLLÜ

**LES MODELES DE FINANCEMENT DU PROCESSUS  
D'INDUSTRIALISATION DES PAYS EMERGENTS : LE  
CAS DE LA TURQUIE**

**GELİŞMEKTE OLAN ÜLKELERİN SANAYİLEŞME  
SÜREÇLERİNİN FİNANSMAN MODELLERİ :  
TÜRKİYE ÖRNEĞİ**

Tezin Kabul Edildiği Enstitü Yönetim Kurulu Tarihi ve No:05/11/2008-2008/26

**Jury :**

M. Jérôme BALLEET, Maître de Conférences, Université de Versailles.

M. Alain CROCHET, Maître de Conférences, Université de Paris III-Sorbonne  
Nouvelle.

M. Erol EREN, Professeur des Universités, Université de Beykent.

M. Vasfi HAFTACI, Professeur des Universités, Université de Kocaeli.

M. Xavier RICHET, Professeur des Universités, Université de Paris III-Sorbonne  
Nouvelle.

M.Gültekin RODOPLU, Professeur des Universités, Université de Kocaeli.

**PARİS/KOCAELİ- 2008**

## TABLE DES MATIERES

LISTE DES TABLEAUX.....	XI
PRINCIPAUX SIGLES ET ABREVIATIONS UTILISES DANS CE TRAVAIL.....	XVIII
INTRODUCTION.....	1
PARTIE I : ECONOMIE DE LA TURQUIE ET SON PROCESSUS DE DEVELOPPEMENT.....	5
CHAPITRE I : APPROCHE ECONOMIQUE DU PROCESSUS DE DEVELOPPEMENT.....	7
1. LE CONCEPT DE DEVELOPPEMENT.....	7
1.1. LE PERSPECTIVE HISTORIQUE DU DÉVELOPPEMENT.....	11
1.1.1. LA CRÉATION DES COMMISSION ÉCONOMIQUES PAR L'ONU.....	12
1.1.2. LA PERSPECTIVE DE CHICAGO.....	14
1.1.3. LES POLITIQUES STRUCTURALISTES.....	15
1.1.4. LE CONSENSUS DE WASHINGTON.....	16
1.1.5. LE COURANT NÉO-STRUCTURALISTE.....	17
1.1.6. L'APPROCHE ALTERNATIVE DU RÔLE DE L'ETAT.....	18
1.2. LES TYPOLOGIES DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT.....	18
1.2.1. LE PAYS "EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT" OU "EN COURS DE DÉVELOPPEMENT".....	22
1.2.2. LE PAYS "SOUS-DÉVELOPPÉS"-PAYS "À FAIBLE DEGRÉ D'UTILISATION DES RESSOURCES NATURELLES".....	24
1.2.3. LE PAYS "SOUS-DÉVELOPPÉS" - PAYS "AYANT VOCATION AU DÉVELOPPEMENT".....	26
1.2.4. LE PAYS "SOUS-DEVELOPPÉS" - PAYS "INCAPABLES DE COUVRIR LES FRAIS FONDAMENTAUX DU STATUT HUMAIN".....	28
1.2.5. LE PAYS "SOUS-DEVELOPPÉS" - LE "TIERS-MONDE".....	29
1.2.6. LE PAYS "SOUS-DÉVELOPPÉS"-PAYS "PAUVRES".....	30
1.3. LE RAPPORT ENTRE LE DÉVELOPPEMENT ET LA CROISSANCE. ....	34
1.3.1. LES INDICATEURS DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE.....	37
1.3.1.1. LE PRODUIT NATIONAL BRUT (PNB).....	37
1.3.1.2. LE PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (PIB).....	39
1.3.1.3. LE COEFFICIENT GINI.....	40
1.3.2. LES INDICATEURS DU DÉVELOPPEMENT.....	43
1.3.2.1. LA PART DU PIB DANS LES SECTEURS.....	44
1.3.2.1.1. LE SECTEUR AGRICOLE.....	45
1.3.2.1.2. LE SECTEUR DES SERVICES.....	46
1.3.2.1.3. LE SECTEUR INDUSTRIEL.....	47
1.3.2.2. PARITÉ DES POUVOIR D'ACHAT (PPA).....	49
1.3.2.3. L'INDICATEUR DE DÉVELOPPEMENT HUMAIN (IDH).....	49
1.3.2.4. LES CARACTÉRISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES.....	50

1.3.2.5. LA TECHNOLOGIE ET LA COMPÉTENCE.....	51
1.3.2.6. LA STRUCTURE DE PRODUCTION.....	54
1.4. LA DÉFINITION DU DÉVELOPPEMENT.....	57
1.5. LE DÉVELOPPEMENT DURABLE.....	58
1.5.1. LE LIEN ENTRE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET L'ENVIRONNEMENT.....	58
1.5.2. LE DÉVELOPPEMENT DÉFINI PAR LES CONCEPTS DE « BESOIN » ET DE « LIMITATION ».....	60
1.5.3. LA GOUVERNANCE INTERNATIONAL ET L'ENVIRONNEMENT.....	61
1.5.3.1. LES OBJECTIFS DU GATT ET L'ENVIRONNEMENT	62
1.5.3.2. LES OBJECTIFS DU FMI ET L'ENVIRONNEMENT...	63
1.5.3.3. LES OBJECTIFS DE LA BANQUE MONDIALE ET L'ENVIRONNEMENT.....	63
2. LE PROCESSUS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE.....	65
2.1. LES ÉTAPES DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE SUIVANT ROSTOW.....	65
2.1.1. LA SOCIÉTÉ TRADITIONNELLE.....	67
2.1.2. LES CONDITIONS PRÉALABLES DU DÉMARRAGE.....	68
2.1.3. LE DÉMARRAGE.....	69
2.1.4. LA MARCHÉ VERS LA MATURITÉ.....	70
2.1.5. L'ÈRE DE LA CONSOMMATION DE MASSE.....	70
2.2. LE RAPPORT ENTRE LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET L'INDUSTRIALISATION.....	72
2.2.1. LA PREMIÈRE VAGUE DE L'INDUSTRIALISATION.....	74
2.2.2. LA DEUXIÈME VAGUE DE L'INDUSTRIALISATION.....	76
2.2.3. LA TROISIÈME VAGUE DE L'INDUSTRIALISATION.....	78
2.2.4. LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ÉCOLOGIQUEMENT DURABLE.....	80
2.2.5. LES CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL AU 20ÈME SIÈCLE.....	81
2.3. LA THÉORIE DE L'INDUSTRIALISATION.....	85
2.3.1. LA DÉFINITION DE L'INDUSTRIE.....	86
2.3.2. LES ÉTAPES LES PLUS IMPORTANTES DU PROCESSUS DE FORMATION DE L'ÉCONOMIE INDUSTRIELLE (EUROPÉENNE) SUIVANT FURTADO.....	87
2.3.2.1. LA SATURATION DE COMMERCE.....	87
2.3.2.2. LES POLITIQUES PROTECTIONNISTES.....	88
2.3.2.3. LES ORGANISATIONS COLLECTIVES DE PRODUCTION.....	88
2.3.2.4. LA DIVISION DU TRAVAIL.....	89
2.3.2.5. LA VALORISATION CROISSANTE DES CONNAISSANCES PROGRESSIVES DE LA STRUCTURE DU MONDE PHYSIQUE ET LA VALORISATION CONSÉCUTIVE DES SCIENCES NATURELLES.....	89

2.3.2.6. L'ÉCONOMIE INDUSTRIELLE DE LIBRE-ENTREPRISE.....	90
2.3.2.7. LE DÉVELOPPEMENT DES MARCHÉS DE CAPITAUX.....	90
2.4. LA DIFFÉRENTIATION ENTRE L'ÉCONOMIE COMMERCIALE ET L'ÉCONOMIE INDUSTRIELLE.....	90
2.4.1. LA NAISSANCE DE L'ÉCONOMIE INDUSTRIELLE.....	91
2.4.2. LA DÉFINITION DE L'ÉCONOMIE INDUSTRIELLE.....	93
CHAPITRE II : ECONOMIE DE LA TURQUIE ET SON PROCESSUS D'INDUSTRIALISATION.....	97
1. LA PLACE DE LA TURQUIE PAR RAPPORT AUX PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT.....	97
1.1. LE CONCEPT DE DÉVELOPPEMENT ET SES PÉRIODES : LE CAS DE LA TURQUIE.....	98
1.2. UN PAYS DÉFINI PAR LES CRITÈRES D'EMERGENCE.....	100
1.2.1. UN NIVEAU DE REVENU FAIBLE ET SA CROISSANCE NON RÉGULIÈRE.....	100
1.2.2. UN POTENTIEL D'ARTICULATION ENCORE CONSIDÉRABLE ENTRE LES SECTEURS.....	102
1.2.3. UN NIVEAU MOYEN DU DÉVELOPPEMENT HUMAIN (IDH).....	104
1.3. UNE TYPOLOGIE DES PAYS ÉMERGENTS.....	106
1.4. UN NIVEAU D'INDUSTRIALISATION EN ÉVOLUTION.....	110
1.5. UN DEGRÉ D'INDUSTRIALISATION ÉMERGENTE.....	111
2. LES POLITIQUES D'INDUSTRIALISATION.....	119
2.1. LES POLITIQUES D'INDUSTRIALISATION DE SUBSTITUTION D'IMPORTATION.....	122
2.1.1. LES OBJECTIFS DES PAYS À TRAVERS DES POLITIQUES DE SUBSTITUTION D'IMPORTATION.....	124
2.1.2. LES ÉTAPES DE POLITIQUES D'INDUSTRIALISATION DE SUBSTITUTION.....	125
2.1.2.2. L'ÉTAPE COMPLEXE : LA SUBSTITUTION DES BIENS INTERMÉDIAIRES ET CAPITAUX.....	127
2.2. LE PARADIGME DES INDUSTRIES INDUSTRIALISANTES.....	128
2.3. LES POLITIQUES D'INDUSTRIALISATION POUR L'EXPORTATION.....	129
3. LES POLITIQUES D'INDUSTRIALISATION APPLIQUEES EN TURQUIE.....	131
3.1. LES POLITIQUES D'INDUSTRIALISATION AVANT 1980.....	132
3.1.1. UNE STRUCTURE ÉCONOMIQUE TOURNÉE VERS L'INTÉRIEUR.....	132
3.1.2. UNE POLITIQUES D'INDUSTRIALISATION TOURNÉE VERS L'INTÉRIEUR.....	134
3.1.3. UNE STRUCTURE ÉCONOMIQUE CONTRÔLÉE PLUTÔT PAR L'ÉTAT.....	135
3.2. LES DÉTERMINANTS DES POLITIQUES INDUSTRIELLES DANS LES ANNÉES 1980.....	136

3.2.1. LA STABILISATION DE L'ÉCONOMIE.....	136
3.2.2. L'OUVERTURE INDUSTRIELLE VERS L'EXTÉRIEUR.....	137
4. LES INDICATEURS DE LA STRUCTURE INDUSTRIELLE APRES 1980...	141
4.1. LA CROISSANCE INDUSTRIELLE NON RÉGULIÈRE.....	141
4.2. L'OUVERTURE INTENSIVE VERS L'EXTÉRIEUR.....	143
4.3. LA CROISSANCE PAR LE SECTEUR PRIVÉ.....	147
5. LES CONSEQUENCES DES POLITIQUES D'INDUSTRIALISATION DEPUIS 1980 OBSERVEES DANS LES ANNEES 2000.....	148
5.1. UNE APPLICATION SUR LA PRODUCTION INTÉRIEURE DE LA TURQUIE VIS À VIS DE L'IMPORTATION.....	151
5.2. UNE PRODUCTION INDUSTRIELLE DE PLUS EN PLUS DÉPENDANTE DE L'IMPORTATION.....	151
CHAPITRE III : TRANSFORMATION DE L'ECONOMIE TURQUE DANS LE PROCESSUS DE LA MONDIALISATION ET DE LA REGIONALISATION. . .	158
1. LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DANS LE PROCESSUS DE LA MONDIALISATION.....	158
1.1. LA DÉFINITION DE LA MONDIALISATION.....	158
1.2. LES ÉTAPES DE LA MONDIALISATION.....	160
1.2.1. AVANT L'INDUSTRIALISATION (DE L'ANTIQUITÉ AU MOYEN-ÂGE).....	161
1.2.2. LA PREMIÈRE ÉTAPE DE LA MONDIALISATION (1850-1914) .....	162
1.2.3. LA DEUXIÈME ÉTAPE DE LA MONDIALISATION (FIN DU 20ÈME SICLÉ).....	163
2. L'ÉVOLUTION DU COMMERCE INTERNATIONAL DANS LE PROCESSUS DE LA MONDIALISATION.....	166
2.1. L'EVOLUTION DU COMMERCE INTERNATIONAL DES MARCHANDISES.....	176
2.2. L'EVOLUTION DU COMMERCE INTERNATIONAL DES SERVICES .....	179
3. L'INTEGRATION REGIONALE DANS LE PROCESSUS DE LA MONDIALISATION.....	180
3.1. LES ACCORDS MULTILATÉRAUX.....	185
3.2. LES ACCORDS PRÉFÉRENTIELS.....	186
4. LE DEVELOPPEMENT DU COMMERCE EXTERIEUR DE LA TURQUIE DANS LE CADRE DU PROCESSUS D'INTEGRATION REGIONALE.....	191
4.1. LA COOPERATION ECONOMIQUE DE LA MER NOIRE.....	191
4.2. L'ORGANISATION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE.....	196
4.3. L'UNION EUROPEENNE.....	197
4.3.1. L'HISTORIQUE DE LA CANDIDATURE DE LA TURQUIE À L'UNION EUROPÉENNE.....	198
4.3.2. LA THÉORIE DE L'INTÉGRATION ET LE CAS DE LA TURQUIE.....	201
4.3.3. L'ARTICULATION DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA TURQUIE À L'UE.....	208

4.3.3.1. L'ÉVOLUTION DU COMMERCE EXTÉRIEUR DE LA TURQUIE AVEC L'UE.....	209
4.3.3.2. L'EFFET DE L'ARTICULATION ÉCONOMIQUE À L'UE SUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA TURQUIE.....	210
4.3.3.2.1. LE SOUTIEN FINANCIER EUROPÉEN POUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA TURQUIE.....	211
4.3.3.2.2. L'OUVERTURE COMMERCIALE DE L'ÉCONOMIE TURQUE.....	213
4.3.3.3. L'EFFET DE L'INTEGRATION SUR L'OUVERTURE COMMERCIALE.....	223
PARTIE II : MODELES DE FINANCEMENT DU PROCESSUS D'INDUSTRIALISATION DE LA TURQUIE.....	228
CHAPITRE I: EPARGNE DANS LE FINANCEMENT INTERIEUR.....	230
1. LE RAPPORT DU CONCEPT DE FINANCEMENT AVEC LE PROCESSUS D'INDUSTRIALISATION.....	230
2. LE ROLE DE L'EPARGNE DANS LE FINANCEMENT INTERIEUR.....	232
2.1. L'ÉPARGNE DANS LA THÉORIE CLASSIQUE.....	233
2.2. L'ÉPARGNE DANS LA THÉORIE KEYNÉSIIENNE.....	235
2.2.1. LA FONCTION D'ÉPARGNE DANS LA THÉORIE DE KEYNES.....	235
2.2.2. LA FONCTION DE L'INVESTISSEMENT.....	237
2.3. L'ÉPARGNE DANS L'ÉCONOMIE DE LA TURQUIE.....	238
2.3.1. L'ÉPARGNE PRIVÉE.....	240
2.3.1.1. LE REVENU NATIONAL EN TURQUIE.....	240
2.3.1.2. LES INVESTISSEMENTS EN TURQUIE.....	266
2.3.1.3. LA SITUATION MONÉTAIRE.....	251
2.3.2. L'ÉPARGNE PUBLIQUE.....	253
2.3.2.1. L'IMPÔT.....	254
2.3.2.2. L'ÉVOLUTION DU SYSTÈME FISCAL EN TURQUIE.....	255
2.3.2.2.1. LA NATURE DU SYSTÈME FISCAL TURC.....	256
2.3.2.2.2. LE REVENU FISCAL COMME UNE RESSOURCE FINANCIÈRE.....	258
2.3.2.2.3. L'ÉPARGNE FORCÉE (L'INFLATION).....	262
2.3.2.2.4. LES PRINCIPALES FORMES D'INFLATION VUES DANS L'ÉCONOMIE TURQUE.....	265
2.3.2.2.2. LES INDICES DE L'INFLATION.....	266
2.3.2.2.3. L'ÉVOLUTION DE L'INFLATION EN TURQUIE.....	268
2.3.2.2.4. L'EFFET NÉGATIF DE L'INFLATION SUR LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE.....	270
3. LE FINANCEMENT INTERIEUR PAR DES MARCHES DES CAPITAUX.....	273
3.1. LA NÉCESSITÉ DU MARCHÉ DES CAPITAUX.....	273



3.1.1. LA DÉTERMINATION DU SYSTÈME FINANCIER TURC SUR LE MARCHÉ DES CAPITAUX.....	276
3.1.2. LA PLACE DU MARCHÉ DES CAPITAUX TURQUES DANS LE SYSTÈME FINANCIER.....	280
3.2. LES INTERMÉDIAIRES FINANCIÈRS.....	285
3.2.1. LES INSTITUTIONS ET ÉTABLISSEMENTS FINANCIÈRES.....	285
3.2.2. LES ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF.....	288
3.2.3. LES FONDS D'INVESTISSEMENT.....	289
3.2.4. LES AUTRES INSTITUTIONS AUTORISÉES.....	290
3.2.4.1. LE SECTEUR DU CRÉDIT-BAIL.....	290
3.2.4.2. LE SECTEUR DU FACTORING.....	292
3.3. L'ORGANISATION DU MARCHÉ BOURSIER EN TURQUIE.....	293
3.3.1. LA BOURSE DES VALEURS MOBILIÈRES D'ISTANBUL.....	293
3.3.2. LES NOMBRE DES ACTEURS DE LA BOURSE DES VALEURS MOBILIÈRES D'ISTANBUL (IMKB).....	295
3.4. LE RÔLE DU SECTEUR BANCAIRE DANS LE SYSTÈME FINANCIER.....	298
3.4.1. LES CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DU SECTEUR BANCAIRE ACTUEL.....	299
3.4.1.1. LE NOMBRE D'AGENCE ET DE PERSONNEL.....	302
3.4.1.2. LE NOMBRE DE MAISON DE CRÉDIT.....	304
3.4.2. L'ÉVOLUTION DU SECTEUR BANCAIRE.....	305
3.4.2.1. LA RÉSTRUCTURATION DU SYSTÈME BANCAIRE.....	306
3.4.2.2. LES FUSIONS ET ACQUISITIONS.....	308
3.4.3. LES INDICATEURS GÉNÉRAUX DANS LE SECTEUR BANCAIRE.....	310
3.4.3.1. LA CONCENTRATION DES ACTIFS DANS LE SECTEUR.....	311
3.4.3.2. LA CONCENTRATION DES PORTFEUILLES DES VALEURS MOBILIÈRES.....	314
3.4.3.3. L'ÉVOLUTION DES CRÉDITS.....	315
3.4.3.4. LA CONCENTRATION DES ÉPARGNES BANCAIRES.....	317
3.4.3.5. LA CONCENTRATION DES RESSOURCES PROPRES.....	318
3.4.4. L'ÉVOLUTION DES CRÉDITS BANCAIRES.....	320
3.4.4.1. L'ÉVOLUTITON DES CRÉDITS COMMERCIAUX.....	320
3.4.4.2. L'ÉVOLUTION DES CRÉDITS AUX PARTICULIERS.....	321
3.4.4.2.1. LES CRÉDITS DE CONSOMMATION.....	322
3.4.4.2.2. LES CRÉDITS IMMOBILIERS.....	323
3.4.4.2.3. LES CARTES DE CRÉDITS.....	325
CHAPITRE II: FINANCEMENT DU PROCESSUS D'INDUSTRIALISATION PAR LES MOYENS EXTERIEURS.....	327

1. LE ROLE DE LA DETTE EXTERIEURE DANS LE FINANCEMENT DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT.....	327
1.1. LA FONCTION DE LA DETTE EXTÉRIEURE DANS LE CAS DE LA TURQUIE.....	330
1.1.1. LES RAISONS DE FAIRE RECOURS AUX DETTES EXTÉRIEURES JUSQU'À 1980.....	331
1.1.2. LES RAISONS POUR FAIRE RECOURS AUX DETTES EXTÉRIEURES DEPUIS 1980.....	332
1.1.2.1. LE FINANCEMENT DES DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.....	332
1.1.2.2. LE FINANCEMENT DES DÉFICITS BUDGÉTAIRES.....	332
1.1.2.3. LE FINANCEMENT DES ENGAGEMENTS INTERNATIONAUX.....	333
1.1.2.4. LE REFINANCEMENT DES DETTES EXTÉRIEURES.....	333
1.1.2.5. LE FINANCEMENT DU PROCESSUS DE DÉVELOPPEMENT.....	334
1.2. L'ÉVOLUTION DES DETTES EXTÉRIEURES DE LA TURQUIE.....	337
1.2.1. L'ÉVOLUTION DE STOCK DES DETTES EXTÉRIEURES.....	338
1.2.2. LES INDICATEURS DES DETTES EXTÉRIEURES DE LA TURQUIE.....	341
2. LES INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS.....	344
2.1. LES INVESTISSEMENTS DIRECTS ET LES ÉCHANGES EXTÉRIEURS SUIVANT FRANÇOIS PERROUX.....	346
2.1.1. L'INVESTISSEMENT (IE).....	347
2.1.1.1. L'EXTENSION D'UNE FIRME EXISTANTE.....	348
2.1.1.2. LA CRÉATION D'UNE FIRME NOUVELLE.....	348
2.1.1.3. LA CRÉATION D'UN COMPLEXE DE FIRMES.....	349
2.1.2. LE COEFFICIENT DE PRODUCTIVITÉ ( $\Sigma$ ).....	349
2.2. LES INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS (IDE) EN TURQUIE.....	350
2.2.1. L'ÉVOLUTION DES INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS EN TURQUIE.....	351
2.2.1.1. L'ÉVOLUTION DES IDE SUR LA PÉRIODE 1980-1990.....	352
2.2.1.2. L'ÉVOLUTION DES IDE SUR LA PÉRIODE 1990-2000.....	354
2.2.1.3. L'ÉVOLUTION DES IDE DEPUIS 2000.....	354
2.2.2. L'ÉVOLUTION SECTORELLE DES IDE.....	355
2.2.3. LA RÉPARTITION SPÉCIFIQUE DES IDE.....	357
3. LE FINANCEMENT DE L'INDUSTRIALISATION PAR LE COMMERCE EXTERIEUR.....	359
3.1. L'ÉCHANGE EXTÉRIEUR ET LE DÉVELOPPEMENT.....	359
3.2. L'ÉCHANGE EXTÉRIEUR DU POINT DE VUE DE DÉVELOPPEMENT DE TURQUIE.....	362
3.2.1. L'ÉVOLUTION DU COMMERCE EXTÉRIEUR DE LA TURQUIE.....	362

3.2.1.1. L'ÉVOLUTION DU COMMERCE EXTÉRIEUR AVANT 1980.....	363
3.2.1.2. L'ÉVOLUTION DU COMMERCE EXTÉRIEUR DEPUIS 1980.....	368
3.2.2. L'ÉVOLUTION SECTORIELLE DU COMMERCE EXTÉRIEUR DE LA TURQUIE.....	372
3.2.2.1. LA PART DU SECTEUR AGRICOLE DANS LE COMMERCE EXTÉRIEUR.....	374
3.2.2.2. LA PART DU SECTEUR INDUSTRIEL DANS LE COMMERCE EXTÉRIEUR.....	376
3.2.3. L'ÉVOLUTION DU COMMERCE EXTÉRIEUR SELON LES PAYS.....	380
4. LE ROLE DU SECTEUR DE TOURISME DANS LE FINANCEMENT DE L'INDUSTRIALISATION.....	383
4.1. L'ÉVOLUTION DU SECTEUR DE TOURISME.....	383
4.2. LE CONTENU GÉNÉRAL DU SECTEUR DE TOURISME DANS L'ÉCONOMIE TURQUE.....	389
CHAPITRE III : POLITIQUES DE FINANCEMENT DU PROCESSUS D'INDUSTRIALISATION DE LA TURQUIE.....	392
1. LES POLITIQUES DE FINANCEMENT AVANT 1980.....	392
1.1. LES POLITIQUES DE FINANCEMENT DANS LA PÉRIODE DE 1923-1929.....	393
1.2. LES POLITIQUES DE FINANCEMENT DANS LA PÉRIODE DE 1930-1946.....	395
1.3. LES POLITIQUES DE FINANCEMENT DANS LA PÉRIODE DE 1946-1960.....	396
1.4. LE PREMIER PLAN QUINQUENNAL (1963-1967).....	398
1.5. LE DEUXIÈME PLAN QUINQUENNAL (1968-1972).....	399
1.6. LE TROISIÈME PLAN QUINQUENNAL (1973-1977).....	400
1.7. LE QUATRIÈME PLAN QUINQUENNAL (1979-1983).....	402
2. TRANSFORMATION DE L'ÉCONOMIE DE TURQUIE DEPUIS 1980.....	403
2.1. L'ARTICULATION DE L'ÉCONOMIE TURQUE AVEC LE MONDE DANS LE PROCESSUS DE LA MONDIALISATION (1980-1989).....	405
2.1.1. POLITIQUES MONÉTAIRES: TAUX D'INTÉRÊT ÉLEVÉ-TAUX DE CHANGE RÉDUIT (1980-1983).....	410
2.1.2. POLITIQUES MONÉTAIRES: LA LIBÉRALISATION DE L'IMPORTATION (1984-1989).....	413
2.2. LA DÉPENDANCE VIS-À-VIS DES CAPITAUX INTERNATIONAUX (1990-1998).....	418
2.2.1. LA TRANSITION DES POLITIQUES MONÉTAIRES VERS LES POLITIQUES KEYNESIENNES (1990-1994).....	418
2.2.2. POLITIQUES MIXTES; POLITIQUES MONÉTAIRES ET KEYNESIENNES (1995-1998).....	421
2.3. LES POLITIQUES MONÉTAIRES (1990-2006).....	424
2.3.1. LE PROGRAMME DE LUTTE CONTRE L'INFLATION (2000-2002).....	427

2.3.2. LE PROGRAMME DE TRANSITION VERS UNE ÉCONOMIE FORTE (2002-2004).....	429
CONCLUSION.....	437
BIBLIOGRAPHIE.....	443
ANNEXE I:.....	465
TABLEAU 1: STATISTIQUES DE BASE : COMPARAISONS INTERNATIONALES.....	465
TABLEAU 2: STATISTIQUES DE BASE : COMPARAISONS INTERNATIONALES.....	467
ANNEXE II:.....	469
TABLEAU 1: PREMIERES 50 FIRMES EXPORTATRICES.....	469
ANNEXE III:.....	470
TABLEAU1: TABLEAU F.....	470



## LISTE DES TABLEAUX

Schéma 1: Effectif de population et valeur du PNB par tête en 1970-----	23
Schéma 2: Cercle vicieux de la pauvreté-----	25
Schéma 3: Fonctionnement du modèle dualiste-----	27
Tableau 4: Développement durable: à la confluence de trois préoccupations-----	61
Tableau 5: Les rôles des institutions pour le développement durable-----	64
Schéma 6: Étapes du développement économique pour certains pays-----	66
Tableau 7: Croissance économique des principaux pays industrialisés (PIB)-----	77
Tableau 8: Croissance de la production industrielle dans les pays en voie de développement au 20 <sup>ème</sup> siècle-----	82
Tableau 9: Points de retournement des pays en voie de développement-----	83
Tableau 10: Points de retours de la Turquie (1924-2000)-----	99
Tableau 11: Evolution du revenu par tête en Turquie (aux prix courants)-----	101
Tableau 12: Niveaux d'augmentation du revenu par habitant-----	102
Tableau 13: Part des secteurs dans la PIB-----	103
Tableau 14: Émissions de CO2 dûes à la combustion d'énergie en 2003-----	105
Tableau 15: Répartition des pays/territoires en développement par groupes de revenu-----	107
Schéma 16: Branches de l'Industrie de Turquie-----	110
Schéma 17: Degré d'industrialisation de la production et de l'exportation-----	113
Schéma 18: Degré d'industrialisation de la production et de l'exportation-----	116
Tableau 19: Calcul du degré d'industrialisation (1955-1984)-----	117
Tableau 20: Types de politiques industrielles-----	121
Tableau 21: Niveau de croissance industrielle après 1980 (avec des prix fixes)--	142
Tableau 22: Part des produits industriels dans le commerce extérieur-----	144
Tableau 23: Exportation des produits industriels (millions de dollars)-----	145
Tableau 24: Composition du commerce extérieur en fonction des matières (%)--	146
Tableau 25: Entrée de capital étranger entre 1990-2000 (Millions de dollars)---	147
Tableau 26: La part des secteurs privé et public dans les investissements (%)---	147
Tableau 27: Commerce extérieur de la Turquie selon les groupes de biens-----	149
Tableau 28: Commerce extérieur de la Turquie selon les groupes de biens-----	150
Schéma 29: Coefficients de dépendance vers l'achat extérieur-----	153
Tableau 30: Sous-secteurs ayant le coefficient plus haut que les autres-----	154
Tableau 31: Données calculées par intermédiaire de méthode d'achat extérieur des inputs intermédiaires-----	155
Tableau 32: Historique des institutions internationales-----	165
Carte 33: 500 premières firmes multinationales en 2005-----	168
Schéma 34: Diagramme des groupes d'entreprises internationales-----	169
Schéma 35: Diagramme des groupes d'entreprises turques-----	170
Tableau 36: Quatorze firmes turques présentées parmi les cinq cents premières firmes européennes-----	174
Carte 37: Commerce mondial de marchandise-----	175
Schéma 38: Commerce Mondial des Marchandises par Région en 2004-----	177

Schéma 39: Exportation mondiale des marchandises par groupe de produits en 2004-----	
178	
Tableau 40: Exportations mondiales en marchandises 2000-2004-----	179
Tableau 41: Exportations mondiales en services 2000-2004-----	180
Tableau 42: Répartition des pays/Territoires par groupements commerciaux----	182
Carte 43: Principaux processus d'intégration régionale en 2005-----	184
Tableau 44: Accords signés par la Turquie dans le cadre de l'union douanière-	187
Tableau 45: Commerce extérieur de la Turquie avec les pays dans le cadre de l'accord préférentiel signé (2000/2006)-----	189
Tableau 46: Commerce avec les pays avec lesquels la Turquie est en train de négocier dans le cadre de l'accord préférentiel-----	189
Tableau 47: Commerce avec l'Union européenne (25)-----	190
Tableau 47: Commerce avec l'Union européenne (25)-----	192
Tableau 49: Exportation de la Turquie avec les pays de la Coopération économique de la mer noire -----	194
Tableau 50: Importation de Turquie avec les pays de Coopération économique de la mer noire -----	195
Tableau 52: Intégration européenne et Accord d'association-----	203
Tableau 53: Répartition géographique du commerce extérieur de Turquie en 2005-----	
210	
Tableau 54: Echanges commerciaux de la Turquie avec l'UE-----	
----- 211	
Tableau 55: Cadre financier pour la période 2007-2009 -----	213
Tableau 56: Exportation en fonction des groupes de pays -----	215
Tableau 57: Importation en fonction des groupes de pays -----	216
Tableau 58: Commerce extérieur de la Turquie avec l'UE -----	224
Tableau 59 : Contenu de l'exportation et l'importation de la Turquie de l'UE--	226
Tableau 60: Part de l'épargne dans le PNB -----	239
Tableau 61: PNB par tête en Turquie (1980-2004)-----	241
Tableau 62: Statistiques de base : Comparaisons internationales-----	243
Tableau 63: Revenu consommable selon les tranches en pourcentage-----	244
Tableau 64: Investissements du secteur public et privé en Turquie (1980-1994)-----	
----- 246	
Tableau 65: Investissements du secteur public et privé en Turquie (1995-2004)-----	
----- 247	

Tableau 66: Investissements privés par secteurs (1980-1993)-----	249
Tableau 67: Investissements privés par secteurs (1994-2004)-----	250
Tableau 68: Evolution des indicateurs monétaires -----	252
Tableau 69: Part des revenus fiscaux (1) dans la PNB et PIB durant la période 1968-2005-----	259
Tableau 70: Evolution des impôts directs et indirects (1980-2005)-----	260
Tableau 71: Part des revenus fiscaux dans la PIB aux prix courants (Pays OCDE)-----	262
Tableau 72: Effet des groupes principaux de consommation sur le changement de l'indice général (2003=100)-----	267
Tableau 73: Evolution des indices des prix à la consommation (TUFE) et des prix de détail (TEFE)-----	269
Tableau 74: Croissance du PIB et inflation en Turquie-----	271
Schéma 75: Evolution de l'inflation et de la croissance économique-----	272
Tableau 76 a): Equilibre de l'économie générale (1988-1997)-----	278
Tableau 76 b): Equilibre de l'économie générale (1998-2003)-----	279
Schéma 77: Fonctions des systèmes financiers-----	281
Tableau 78: Actifs du secteur financier-----	283
Tableau 79: Indicateurs sur les marchés des capitaux-----	284
Tableau 80: Evolution des institutions financières depuis 1997-----	285
Tableau 81: 20 premières institutions intermédiaires financières dans le marché des actions en 2006-----	286
Schéma 82: Part des institutions intermédiaires financiers dans le marché d'action-----	287
Schéma 83: Part des institutions intermédiaires financières dans le marché d'obligation / bon -----	288
Tableau 84: Valeur totale des participations d'investissement-----	289
Tableau 85: Valeurs nets des actifs des fonds d'investissement-----	290
Tableau 86: Concentration des actifs en total des sociétés de crédit-bail-----	291
Tableau 87: Concentration du volume des crédits au total (venture capital)-----	291
Tableau 88: Concentration des actifs au total des sociétés de factoring-----	293
Tableau 89: Acteurs de la bourse des valeurs mobilières d'Istanbul-----	295
Tableau 90: Opérations faites par les étrangers sur les actions -----	296
Schéma 91: Intérêt de bon et opération totale de marché-----	296
Tableau 92: Investissements directs et indirects des étrangers-----	297
Schéma 93: EMBI Turquie et EMBI + Indice général-----	298
Tableau 94: Banques en activité en Turquie (Avril 2007)-----	300
Tableau 95: Evolution du nombre des banques en Turquie-----	301
Tableau 96: Evolution du nombre des agences et des personnels des banques---	303



Tableau 97: Nombre des maisons de crédit et des agences en Turquie et certains pays de l'UE-----	304
Tableau 98: Coût total de la restructuration du secteur bancaire-----	308
Tableau 99: Fusions dans le secteur bancaire-----	309
Tableau 100: Acquisitions dans le secteur bancaire-----	309
Tableau 101: Concentration des actifs-----	311
Schéma 102: Concentration des actifs et distribution fonctionnelle-----	312
Tableau 103: Concentration de dix premières banques dans les actifs-----	312
Tableau 104: Comparaison des actifs total entre la Turquie et certains pays de l'UE-----	
- 314	
Tableau 105: Indicateurs de la concentration des valeurs mobilières-----	315
Tableau 106: Indicateurs de la concentration de capacité de crédit-----	316
Tableau 107: Concentration des crédits dans les cinq et dix premières banques-	317
Tableau 108: Concentration des épargnes bancaires-----	318

Tableau 109: Concentration des ressources propres-----	319
Tableau 110: Dix premières banques dans la concentration des capitaux propre	320
Tableau 111: Concentration des crédits commerciaux-----	321
Tableau 112: Concentration des crédits particuliers-----	322
Tableau 113: Concentration des crédits de consommation-----	323
Tableau 114: Concentration des crédits immobiliers-----	324
Tableau 115: Comparaison entre la Turquie et l'UE dans les crédits immobiliers	325
Tableau 116: Concentration des carte de crédit-----	326
Tableau 117: Part des ressources extérieures dans l'équilibre général de l'économie (aux prix courants en milliards YTL)-----	329
Tableau 118: Profil du stock de dette extérieur (nouvelle série)-----	339
Tableau 119: Dispersion sectorielle des dettes extérieures -----	340
Tableau 120: Composition de la dette extérieure en devises (%)-----	340
Tableau 121: Ratios concernanats les dettes extérieures de la Turquie-----	341
Tableau 122: Evolution des capitaux étrangers depuis 1980-----	353
Tableau 123: Evolution sectuerielle des IDE autorisés -----	356
Tableau 124: Principaux pays d'origine des IDE autorisés-----	358
Tableau 125: Commerce extérieur 1923-2006 (000 dollars)-----	364
Tableau 126: Commerce extérieur 1923-2006 (000 dollars)-----	365
Tableau 127: Commerce extérieur 1923-2006 (000 dollars)-----	366
Tableau 128 : Commerce extérieur 1980-2006 (000 dollars)-----	369
Tableau 129: Commerce extérieur 1996-2006 (000 dollars)-----	370
Tableau 130: Evolution du commerce extérieur en fonction des groupes de produit-----	
----	373
Tableau 131 : Part des produits agricoles dans l'exportation en 1980-----	374
Tableau 132 : Evolution des produits du secteur agricole dans les exportation --	375
Tableau 133: Indices de concentration dans l'exportation en 1982-----	376
Tableau 134 : Evolution des produits du secteur industriel dans l'exportation---	378
Tableau 135 : Evolution des produits du secteur industriel dans l'exportation --	371
Tableau 136: Répartition géographique du commerce extérieur de Turquie en 2006-----	
--	381

Tableau 137: 20 premiers pays dans le commerce extérieurs de la Turquie en 2006-----	
--	382
Tableau 138: Nombre des touristes et leurs dépenses (1980-1999)-----	384
Tableau 139: Evolution du revenu dans le secteur de tourisme (2000-2005)-----	385
Tableau 140: Répartition des touristes par rapport aux pays d'origine (2000-2006)-----	
----	387
Tableau 141: Répartition des touristes par rapport aux pays d'origine (2000-2006)-----	
----	388
Tableau 142: PNB dans la période de 1923-1929-----	394
Tableau 143: Commerce extérieur de la Turquie dans la période de 1923-1929-	394
Tableau 144: Commerce extérieur de la Turquie dans la période de 1950-1960-	397
Tableau 145: Part des secteurs dans le revenu national intérieur net-----	399
Tableau 146: Composition de l'industrie manufacturière (%)-----	400
Tableau 147: Evolution de la croissance de PNB et des valeurs ajoutées sectorielles (aux prix constants)-----	401
Tableau 148: Part des investissements directs dans le PNB-----	401
Tableau 149 : Niveau de réalisation du Quatrième plan quinquennal (en %)-----	402
Tableau 150: Mouvements des capitaux nets et équilibre des opérations courantes dans les pays émergents-----	404
Schéma 151: Politiques de substitution de l'importation avant 1980-----	407
Schéma 152: Politiques monétaires: taux d'intérêt élevé-taux de change réduit (1980-1983)-----	411
Tableau 153: Indicateurs macro-économiques (1978/79-1985)-----	414
Schéma 154: Politiques monétaires (1984-1989)-----	417
Schéma 155: Transition des politiques monétaires vers les politiques Keynesiennes (1990-1994)-----	419
Schéma 156: Politiques mixtes (politiques monétaires et Keynesiennes entre 1995-1998)-----	423
Schéma 157: Politiques monétaires (1999-2006)-----	425
Tableau 158: Certains indicateurs économiques sur la période de 2000-2004---	431



## **LES PRINCIPAUX SIGLES ET ABREVIATIONS UTILISES DANS CE TRAVAIL**

A.C.R	: Accords commerciaux régionaux
A.P.D	: Aide Publique au Développement
B.C.T	: (en turc) Banque Centrale de Turquie
B.I.R.D	: Banque International de Reconstruction et de Développement
B.I.S	: Banque des Réglements Internationaux (Bank for International Settlements en anglais)
B.D.D.K	: (en turc) Autorité de Régulation et de Contrôle (BRSA anglais)
C.E.E	: Communauté Economique Européenne
C.E.I.	: Communauté d'États indépendants
C.E.P.A.L	: Commission Economique des Nations Unies pour l'Amérique latine
C.H.P	: (en turc) Parti Populaire de République
C.I.R	: Code de l'impôt sur le revenu
C.I.S	: Code de l'impôt sur les sociétés
C.N.U.C.E.D	: Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (U.N.C.T.A.D)
C.P.F	: Code des procédures fiscales
D.I.E	: (en turc) Institut Statistique de l'Etat
D.P.T	: (en turc) Organisation de Planification de l'Etat
D.T.M	: (en turc) Sous-secrétariat du Commerce Extérieur
E.M.P	: (en turc) Programme pour la Réduction de l'Inflation
F.M.I	: Fonds Monétaire Internationale
F.D	: Finances et Développement (Publication trimestrielle du F.M.I. et de la Banque Mondiale)
G.A.T.T	: General Agreement for Tarifs and Trade (Accord Général sur les Droits de Douane et le Commerce)
G.E.G.P	: Programme de Transition vers une Economie Forte
G.I.B	: (en turc) Direction d'Impôt

I.D.H	: Indicateur du Développement Humain
I.H.H	: Indice de Herfindahl-Hirschman
I.M.K.B	: (en turc) Bourse des Valeurs Mobilières d'Istanbul
I.P.A	: Instrument de pré-adhésion
I.S.I	: Industrialisation par Substitution des Importations
I.S.O	: (en turc) Chambre d'Industrie d'Istanbul
I.T.O	: (en turc) Chambre de Commerce d'Istanbul
O.C.D.E	: Organisation de Coopération et de Développement Economique
O.M.C	: Organisation Mondiale du Commerce
O.N.U	: Organisation des Nations Unies
ONUDI	: Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel
O.S.C.O	: Organisation Internationale des Instituts des Valeurs Mobilières
P.A.C	: Politique Agricole Commune
P.D	: Pays Développés
P.E.D	: Pays En Développement
P.I.B	: Produit Intérieur Brut
P.N.B	: Produit National Brut
PNUE	: Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement
P.N.U.D	: Programme des Nations Unies pour le Développement
R.N	: Revenu National
S.E.C	: Securities and Exchange Commission (Commission des titres financiers et des bourses)
S.P.K	: (en turc) Etablissement des Marchés de Capitaux
T.C.M.B	: (en turc) Banque Centrale de la République de Turquie
T.I.K	: (en turc) Organisation de Planification de l'Etat
T.M.S.F	: (en turc) Fonds d'Assurance des Comptes d'Epargne (anglais SDIF)
T.O.B.B	: (en turc) Union des Chambres et des Bourses de Turquie
T.U.R.S.A.B	: (en turc) Association des Agences de Voyages Turques
T.U.S.I.A.D	: (en turc) Association des Industriels et des Hommes d'Affaires de Turquie







## INTRODUCTION

Le débat autour des concepts primordiaux de sous-développement, de l'industrialisation et de l'endettement etc., qui commence dès la fin de la Deuxième Guerre mondiale n'est pas achevé. Le sous-développement considéré comme un problème à résoudre est impliqué dans un processus de la mondialisation qui rend le monde « un village planétaire » dans un premier quart du 21<sup>em</sup> siècle.

Une grande partie de la population mondiale souffre de la pauvreté malgré les politiques de développement, et cela met en débat le rôle de certaines institutions qui visent à éradiquer la pauvreté. Aujourd'hui, selon les World Development Reports récents, les Etats Unis, l'UE et le Japon représentent 15% de la population mondiale. Cependant, ils représentent 84% du revenu mondial. D'une façon générale, 2,8 milliards de personnes vivent avec moins de deux dollars par jour, alors que les sept plus grosses fortunes du monde possèdent à eux seuls réunis plus que le PIB total de l'ensemble des 49 pays les moins avancés dans lesquels vivent 650 millions d'individus. La PNUD considère qu'au rythme actuel, il faudrait 130 ans pour éliminer la faim dans le monde.

Les problèmes actuels générés par le développement sont multipliés et les moyens proposés pour les résoudre ne sont pas les mêmes dans la deuxième étape de la mondialisation. La protection de l'environnement est une préoccupation qui devient de plus en plus importante.

Sachant que les pays émergents, ayant suivi un processus de développement tardif par rapport aux pays industrialisés, doivent actuellement faire face aux difficultés multiples. Leurs potentiels de développement sont limités par une infrastructure financière présentant des risques, la dette extérieure, un haut niveau d'inflation etc. Ils ont des structures économiques non stables qui ne permettent pas de financer leurs processus de développement.

L'industrialisation qui est considérée par les pays comme étape ultime du processus de développement exige d'avoir une capacité de paiement, c'est-à-dire de la meilleure utilisation possible des divers moyens financiers fournis par l'intérieur comme de l'extérieur sous diverses formes. Les pays émergents ont plus ou moins du mal à s'adapter au processus d'industrialisation équilibré du point de vue du financement. Dans les décennies précédentes, nous avons été témoins des crises financières qui avaient touché les économies émergentes.

En ce qui concerne le processus d'industrialisation de la Turquie et ses modèles de financement, celle-ci présente une situation délicate entre sa tendance d'articulation aux marchés internationaux ainsi que celui de l'Union européenne et la dépendance financière et industrielle vis-à-vis de l'extérieur. De plus, en tant que pays ayant raté la révolution industrielle, et n'ayant pas les possibilités financières qui conviennent à son processus suivi, elle doit faire face aux mêmes difficultés économiques que les autres pays émergents.

La situation économique actuelle ne peut pas être séparée sans doute de son processus d'industrialisation et ses moyens de financements du passé. De nombreuses recherches ainsi que des thèses faites qui concernent le cadre du développement économique de la Turquie jusqu'en 1980 soulignent la profondeur des handicaps structurels de cette période. Certaines d'entre elles, celle de Korkmaz sur « le financement du développement économique en Turquie depuis 1950 » (Korkmaz Cemil, 1978), et celle de Dura sur « le commerce extérieur et freinage du

développement économique en Turquie » (Dura Cihan, 1975) mettent en évidence les liens inévitables entre ces périodes d'industrialisation de la Turquie, et celle de 1980-2006 sur laquelle l'objectif de notre étude sera portée.

Depuis la présentation de ces thèses, l'économie de la Turquie a évolué : les potentiels de ses moyens financiers, ses limites d'expansion etc., présentent beaucoup plus de risques et d'atouts qu'auparavant. Aujourd'hui, les investissements directs étrangers jouent un rôle capital dans le financement de l'économie alors que les rentrées de devises étrangères par les émigrants turcs, étaient considérés comme un moyen important dans les années 70. Les années 1980 marquaient le début d'une nouvelle ère en Turquie comme dans le monde après l'inefficacité des politiques Keynésiennes vers la fin des années 1970. Les pays émergents sous l'influence des politiques monétaristes étaient les témoins de l'élan de certains telles la Corée du Sud dans les années 1980, l'Irlande dans les années 2000, et l'Inde et la Chine actuellement. La Turquie qui était considérée comme un pays exemplaire pour illustrer l'efficacité des politiques des institutions internationales dans les années 1980, est un pays qui assume une période d'une vingtaine d'années marquées par les crises financières, et se trouve surtout depuis les années 1990 dans un cercle vicieux : instabilité-crise-croissance-instabilité. C'est un pays ayant un PIB de 6.439 dollars par tête en 2004, avec un niveau de croissance de 3,9 % depuis les cinq dernières années, un pays mis sous surveillance par les institutions financières tel que le FMI.

Notre analyse portera sur la période de 1980-2006, c'est-à-dire depuis les décisions du 24 janvier 1980 jusqu'en 2006, la période à laquelle l'ouverture économique de la Turquie est en cours. Nous allons essayer de répondre aux questions suivantes durant cette thèse pour pouvoir arriver à la conclusion permettant de déterminer d'une part, quel est le processus d'industrialisation de la Turquie et d'autre part quels sont ses modèles de financement :

- est ce que ce processus de transformation depuis les années 1980 qui a permis à certains pays de passer d'un niveau de développement à un autre, a été opérationnel sur l'évolution de la Turquie et à quelle niveaux?

- est ce que sa place géopolitique dans le processus de la régionalisation et de la mondialisation représente-t-elle un avantage de terrain qui facilite son intégration à l'économie internationale ? Quel est le rôle de l'Union européenne considérée comme bloc économique le plus fort dans le monde, dans l'évolution de la Turquie ?

- quels sont les modèles de financement qui conviennent au processus d'industrialisation de la Turquie ? Les divers moyens de financements intérieurs et extérieurs peuvent représenter un obstacle ou une occasion pour la continuité du développement économique de la Turquie ?

L'objectif de notre étude est d'explorer les différentes sources de financement, leurs mobilisations en vue du développement économique et les conséquences des divers politiques de financement sur l'accumulation du capital.

Notre tentative consiste à combiner essentiellement deux domaines de l'analyse économique à savoir le processus d'industrialisation des pays émergents tels que la Turquie d'une part, et leurs modèles de financement, tout en tenant compte de son expérience industrielle et son potentiel financier d'autre part.

**PARTIE I : ECONOMIE DE LA TURQUIE ET SON PROCESSUS DE DEVELOPPEMENT**



## **CHAPITRE I : APPROCHE ECONOMIQUE DU PROCESSUS DE DEVELOPPEMENT**

### **1. Le Concept de développement**

Le développement est un phénomène complexe qui nous évoque principalement la relation réciproque entre certains aspects : le capitalisme – le socialisme, l'impérialisme – l'indépendance, le Tiers-monde – le sous-développement, et la découverte du nouveau Monde – la colonisation, etc. En fait, le concept de développement implique toutes ces notions de manière plus ou moins concrètement. Celles-ci et leurs liaisons sont très généralement connues et admises.

Nous utilisons aujourd'hui les mots « développement », « development », « desarrollo » etc., dans la littérature anglo-saxonne pour exprimer le processus de croissance ou de progrès d'une certaine structure, en général dans le sens positif. Dans la constitution du Groupe des Nations, les mots “ développement ” et “ underdevelopment ” sont utilisés en même temps en indiquant le sens plutôt socio - culturel qu'économique.<sup>1</sup>

D'un point de vue anthropologique et philosophique, l'idée de développement se trouve au centre de la vision du monde qui prévaut en notre époque. L'homme est considéré ainsi comme un facteur de transformation du monde et par conséquent d'affirmation de lui-même, de réalisation des virtualités et potentialités humaines.<sup>2</sup> Cependant, la théorie générale de l'homme considère également que celui-ci n'est

---

<sup>1</sup> Groupe des Nations est considéré comme la précédent des Nations Unis, et qui étaient créées avant Deuxième Guerre Mondiale en 1919.

<sup>2</sup> L'homme a tendance de s'exprimer par l'influence de la rareté universelle des moyens économiques d'une part et la détermination des besoins par des conditions non économiques d'autre part (Voir Bonté Pierre, Izard Michel., 1992, p. 216).

pas en harmonie avec son milieu, c'est-à-dire qu'il lui faut le transformer pour se réaliser individuellement ou collectivement. L'homme qui veut réaliser ses potentialités transforme le monde et génère le développement (Furtado Celso, 1970, p.93). Cependant, le développement n'apparaît pas toujours de la même façon. Ce point de vue nous montre l'existence des conditions du développement qui est liée à certains facteurs comme la technologie, les ressources naturelles, etc. En fait, les points de vues anthropologique et philosophique s'appuient sur la réalisation des potentialités humaines pour le développement, car « l'origine de l'idée de développement ou d'industrialisation est le potentiel intellectuel de l'homme. C'est-à-dire que son potentiel consiste à acquérir l'ensemble des savoir-faire, et à réaliser une certaine technique à sa façon » (Landes 1980, p. 109).

Un certain nombre d'éléments montrent que l'invention culturelle (de partout, dans l'espace et dans le temps) tend à s'ordonner autour de deux axes ; l'action de l'homme et les fins que l'homme assigne à sa propre existence. L'invention directement liée à l'action suppose l'existence d'objectifs ou des fins antérieurement définis, elle nous donne la technique. L'invention liée aux fins nous donne les valeurs, lesquelles peuvent être de diverses natures : morales, religieuses, esthétiques, etc. Cependant selon Furtado, l'innovation, autrement dit le progrès technique possède un pouvoir de diffusion beaucoup plus important que la création de valeurs. Les techniques sont plus universelles que les valeurs mais dans la civilisation industrielle, la capacité inventive de l'homme a été progressivement canalisée vers la création technologique, ce qui explique la formidable force expansive la caractérisant. En réalité, l'idée de développement possède au moins trois dimensions :

- celle de l'accroissement de l'efficacité du système social de production,
- celle de la satisfaction des besoins élémentaires de la population,
- celle de la réalisation d'objectifs auxquels aspirent les groupes dominants d'une société et qui rivalisent dans l'utilisation de ressources rares.

La conception de développement d'une société exige une structure sociale permettant la formulation d'une politique de développement et sa mise en œuvre.



Elle exige également une préparation idéologique. « Le point de départ de la réflexion sur le développement est l'appréhension de la réalité sociale, plus exactement l'identification des entités qui assument les nouvelles formes. Cette réalité est appréhendée, d'un côté, comme quelque chose de structuré et, de l'autre, se dédoublant dans le temps, c'est-à-dire, comme un processus. ».

« L'idée de structure est le point de départ pour l'appréhension d'un tout ou totalité, dont la forme peut être décrite suivant les règles qui traduisent les relations entre les parties de ce tout. » (Furtado Celso, 1989, pp. 8, 24, 45). Il s'agit d'une structure instable dans le temps et dont les éléments sont dynamiques. Une structure instable parce que « l'optique moderne reconnaît le changement, admet que nous pouvons agir individuellement et collectivement afin, par exemple, de réduire la mortalité infantile, d'augmenter l'espérance de vie et d'accroître la productivité » (Stiglitz Joseph, 2000, p.6). Ce système implique des éléments dynamiques parce que « la clés de ces changements est l'évolution vers des modes de pensée scientifique, repérant les variables qui influent de façon déterminante sur la production, s'efforçant de faire des déductions fondées sur des données fiables et sachant reconnaître ce qu'on sait et ce qu'on ne sais pas. » (Stiglitz Joseph, 2000, p.6). Le développement signifie la modernisation d'une structure ou bien une transformation de la société, le passage de relations traditionnelles ou de modes de pensées traditionnels. De ce point de vue, le progrès industriel peut avoir un sens transformateur qui occupe une place remarquable dans le développement socio-économique de l'Europe occidentale depuis la révolution industrielle. La structure de développement est décrite comme un ensemble cohérent des relations stables entre tous les éléments. Il est habituel que de telles relations soient formalisées en un système d'équations, comme c'est le cas de la matrice d'input-output. Ainsi, l'ensemble des relations stables entre un vecteur de moyens de production et un autre de produits finals (ensemble de coefficients techniques) est la structure la plus simple (Furtado Celso, 1989, p.46).

Le processus de développement est continu dans le temps, même s'il y a des reprises perpétuelles. « Le changement n'est pas une fin en soi mais un moyen pour atteindre d'autres objectifs. Les changements associés au développement permettent

aux personnes et aux sociétés de mieux maîtriser leur propre destin. Le développement enrichit la vie de chacun en élargissant son horizon et, en faisant qu'il se sente moins isolé, réduit les détresses provoquées par la maladie et la pauvreté, non seulement en augmentant l'espérance de vie mais en améliorant la qualité de la vie". (Stiglitz Joseph, 2000, p.7).

Le développement économique signifie un niveau de performance fait par les individus, les institutions, les pays afin de poursuivre les changements socio-économiques dans un processus. C'est-à-dire que le processus de développement est l'ensemble des changements sociaux et mentaux dans la société qui permettent de dégager le produit mis en cause, de façon pertinente et simultanée. Par exemple dans la société traditionnelle, l'augmentation des terrains cultivables, l'introduction de certaines techniques dans l'agriculture et le commerce, la découverte d'un nouveau produit, etc., provoquent la productivité. Ceci se présente dans la production croissante de la société, d'un passage d'un niveau à l'autre plus productif. De ce point de vue le développement est un changement technique, et institutionnel relationnel dans la structure de production et dans les relations extérieures d'une société.

Parfois, c'est le changement du monde extérieur qui conduit les acteurs vers le processus de développement. Dans l'histoire, les sociétés traditionnelles ont eu des changements sous l'influence des facteurs extérieurs, et pas à l'intérieur comme par exemple, le renversement ou la déstructuration des sociétés sous-développées par l'influence des sociétés avancées (Rostow W.W, 1962, p. 19). Comme le contact avec une nouvelle culture, une nouvelle condition de vie qui signifie une forme de transformation pour une société, un contact avec un nouveau mode de production représente également le même processus de transformation pour une entreprise. L'influence du développement industriel du Japon sur les nouveaux pays industrialisés de sa région peut être considérée dans ce sens. Du point de vue historique de développement, l'accélération de la culture industrielle, où toutes les structures en contact avec elle se détruisent, est aussi un bon exemple du changement forcé de l'extérieur. La culture de l'industrialisation force également toutes les idées, les techniques et modèles liés à un rythme précis. Quant aux effets intérieurs, Marx

considère l'évolution des sociétés comme le résultat de leurs contradictions intérieures ; le passage des sociétés d'une étape à l'autre est indépendant de la conscience humaine (H.W. Arndt, 1982).

Dans le processus d'évolution d'un pays, le concept de développement représente un caractère progressif, comme l'augmentation de la production nationale et du revenu par habitant, du changement structurel du cadre socio-économique et culturel. Autrement dit, le progrès dans ce contexte signifie l'amélioration quantitative et qualitative en économie. Il s'agit d'une amélioration qui permettra un accroissement à la suite du développement qui prévoit l'apparition d'un nouveau monde. C'est la raison pour laquelle ce concept a un sens et n'est pas immobile. Cela cessera d'être considéré comme un progrès quand apparaîtra une nouvelle idée. C'est pourquoi le développement dépasse la limite d'un simple progrès économique, c'est-à-dire qu'il s'agit non seulement d'un accroissement quantitatif à la suite d'une croissance, mais aussi d'un changement approfondi sur la structure économique et sociale.

Comme l'indique Austruy, le développement est « le mouvement qui bouleverse fondamentalement une société pour permettre l'apparition, la poursuite et l'orientation de la croissance vers une signification humaine » (Austruy, 1972, p.103).

### **1.1. Le perspective historique du développement**

Ce concept qui a son sens économique depuis la Deuxième Guerre mondiale, est utilisé depuis le 17<sup>e</sup> et le 18<sup>e</sup> siècle. Depuis A. Smith, les économistes classiques ont porté leur attention sur les questions de croissance et de développement.<sup>3</sup> Ils étaient orientés vers les problèmes d'équilibre plutôt que de changement. Avec des exceptions notables cependant, au cœur de la pensée néo-classique : Alfred Marshall, Joseph Schumpeter. Alfred Marshall parle de « L'ancienne génération d'économistes, qui arrive à la fin de son activité, laisse place à la génération

---

<sup>3</sup> Adam Smith, dans son ouvrage intitulé "Une anquete sur la nature et les causes de la richesse des nations", voyait une méthode pour développer la prospérité et faire progresser simultanément l'équité dans la distribution des richesses (Cotta Alain, 1967, p. 25).

suivante », dans son article intitulé « L'ancienne génération d'économistes du développement et la nouvelle » (Marshall Alfred, 1897, p.115). La pensée Keynésienne ne s'intéresse pas initialement au développement, cependant les fondements de la pensée néo-classique et Keynésienne se retrouvent ultérieurement dans certaines analyses du développement. Nous avons une littérature spécifique sur le développement après la Seconde Guerre mondiale (Guillaumont Patrick, 1985, p.36).

Après la Seconde Guerre mondiale, les économistes se sont confrontés à la question du développement des nouveaux pays indépendants. En fait, l'évolution socio-économique de l'Amérique latine au début du 19<sup>e</sup> siècle a déjà donné lieu au débat sur le développement, même si cela est apparu comme une nouvelle branche de la science économique dans les années 1940 et 1950. A la fin des années 1950, les économistes formulaient de grands modèles de stratégie de développement. Les travaux des auteurs de la première génération s'appuyaient sur le concept d'accumulation du capital : le degré de croissance de Rostow, la croissance équilibrée de Nurkse, les économies externes et le « big push » de Rosenstein-Rodan, le modèle d'offre illimitée de main-d'œuvre à double secteur de Lewis, les hypothèses de Prebisch-Myrdal-Singer sur les termes de l'échange et la substitution à l'import, la thèse de l'« offre minimum critique » de Leibenstein, et le « modèle à double déficit » de Chenery (Meier Gerald M, 2002, p.13-49).

### **1.1.1. La création des commissions économiques par l'ONU**

En 1947, le Comité économique et sociale de l'ONU avait créé quatre commissions économiques régionales qui ont été chargées d'étudier les problèmes économiques dans certaines zones du monde :<sup>4</sup>

<sup>4</sup>

Commission économique pour l'Afrique, Etat de l'intégration régionale, 2006. Henri Bourguinat., Simples esquisses de coopération régionale en Asie du Sud-Est, 1968. De Lucien de Sainte-Lorette., L'intégration économique de l'Europe, PUF 1953. Nana-Sinkam C. Samuel., Pays candidats au processus de développement, Mouton, 1975.

- Commission économique de l'Afrique,
- Commission économique de l'Asie du Sud-Est,
- Commission économique de l'Europe,
- Commission économique de l'Amérique Latine.

En 1960, l'ONU a déclaré la décennie 1960-1970 comme décennie de développement et en 1964, elle organise la première conférence sur le commerce et le développement à Genève. Les pays en voie de développement ont mis d'accord sur la coopération économique, régionale pour favoriser leur développement et créer de petits marchés régionaux.

En Amérique latine, la CEPAL (la Commission économique pour l'Amérique latine, organisme des Nations Unies à Santiago du Chili) a formulé et essayé de mettre en pratique les thèses de développement qui visent à une industrialisation nationale.<sup>5</sup> En fait, les économistes de gauche et de droite sont entrés dans le débat pour trouver quels étaient les meilleurs moyens à mettre en œuvre pour améliorer la répartition des ressources et sur le rôle joué par le gouvernement. Selon la théorie du sous-développement proposée par les économistes de la CEPAL, en matière de politique économique, l'Etat devait intervenir afin d'encourager le processus d'industrialisation. « Il doit planifier le développement, en particulier fixer des critères d'allocation de ressources entre la production pour les exportations et celle destinée au marché intérieur, distribuer les ressources entre les différents secteurs et branches d'activité dans le cadre d'une planification indicative plus proche du modèle français que soviétique. » (Romo Guillen Hektor, 1994, p. 909). Cependant, ce courant a été remis en cause à partir de la fin des années 1960. Les critiques s'appuyaient sur deux aspects principaux ; tout d'abord, la stratégie de développement proposée par les structuralistes n'avait pas permis à la périphérie de retrouver des rythmes élevés de croissance, et elle avait aggravé les déficits externes des économies sous-développées ; ensuite, les propositions structuralistes ne peuvent conduire qu'à l'aggravation du sous-développement et le développement de la périphérie exige une rupture radicale avec l'économie mondiale (Ben Hammouda

---

<sup>5</sup> CEPAL était à Santiago, parcequ'un économiste d'origine argentine, Paul Presbich avait défini le modèle théorique de la croissance par l'industrialisation et le protectionnisme dans les années 1960.

Hakim, 2000, p.56). Vers le début des années 1960, une série de données montre que les pays ayant suivi la stratégie d'industrialisation par substitution d'importation étaient caractérisés par la tendance à la stagnation, le chômage et le sous-emploi, le niveau de vie très bas de la majorité de la population etc. Selon Prebisch et d'autres théoriciens de la CEPAL, il fallait donc élaborer un nouveau système d'idées capable de faire face à ces obstacles en respectant l'approche originale de la CEPAL.<sup>6</sup>

### **1.1.2. La perspective de Chicago**

Les économistes de Chicago ont élaboré des politiques protectionnistes et un développement fondé sur une forte planification. Jacob Viner (1953) et d'autres économistes de Chicago comme Milton Friedman (1964), Arnold Harberger (1972), Harry G. Johnson (1967), et George Stigler (1952), se sont intéressés d'une manière ou d'une autre au problème du développement. Ils ont insisté sur les nombreuses barrières qui s'opposent à la croissance dans les économies arriérées. Les pays sous développés ont besoin d'un marché capitaliste vigoureux et libre. Harry G. Johnson (1967) affirme que « les intellectuels migrants tels que Kurt Mandelbaum (1955), Nicholas Kaldor (1967) et Thomas Balogh (1971) étaient responsables d'une infiltration d'idées venant d'Europe centrale dans la tradition anglo-saxonne et avaient favorisé l'habitude de penser aussi bien en termes nationalistes que cosmopolites » (Romo Guillen Hektor, 1994, p.911). Au milieu des années 1950, les premières démarches ont été faites pour des actions concrètes, afin de faire face au modèle théorique de la croissance protectionniste, au sein du Département d'économie de l'Université de Chicago. Le néo-libéralisme de Chicago est apparu comme la solution aux politiques inspirées par le CEPAL (cepalienne) quand des problèmes économiques et sociaux ont commencé à se poser dans certains pays d'Amérique latine. Les programmes économiques d'ordre monétariste qui suivent de manière très stricte le schéma orthodoxe, commencent à s'appliquer en Amérique latine à la fin des années 1950.

---

<sup>6</sup> Paul Prebisch a joué dans l'économie du Tiers-Monde un rôle équivalent à celui de Keynes pour les nations industrialisées (Cotta Alain, 1967, p. 27).

### 1.1.3. Les politiques structuralistes

Dans les années 1960 et 1970, l'idée que le sous-développement est la conséquence de la domination des pays capitalistes développés sur les pays de Tiers-monde est adoptée par le mouvement tiers-mondiste. Ce mouvement avance l'idée que cette domination rend tout rattrapage impossible pour les pays du Tiers-Monde. Nous pouvons citer P. Baran (1957), A. G. Frank (1970), C. Furtado (1966), S. Amin (1970) et A. Emmanuel (1969) parmi les représentants de ce courant. Les problèmes rencontrés dans les années 1970, comme la crise de la dette largement provoquée par le retournement des politiques monétaires, a mis en évidence les approches hétérodoxes du développement.

Les travaux dans ce domaine ont évolué dans deux directions : certains auteurs comme W.W.Rostow, R. Nurskse et A. Lewis ont considéré que le sous-développement était un retard de développement caractérisant la dualité de l'économie. L'hypothèse soutenue par les économistes de droite était que le problème découlait de l'Etat. Une fois que l'Etat se serait mis en retrait, les marchés conduiraient tous seuls à une affectation efficace des ressources. D'autres, comme Paul Prebisch (1950), Furtado (1970) en Amérique latine, H. Singer (1950), François Perroux (1965a, 1965b), Gunnar Myrdal (1959) en Europe, Albert Hirschman (1964) aux Etats-Unis qui sont structuralistes, ont pris le développement comme un phénomène historique lié à la désarticulation des structures productives. Les solutions préconisées par le second courant étaient plutôt interventionnistes et fondaient les projets de développement autocentrés qui se basaient sur les stratégies de substitutions aux importations. Ce modèle de programmation du développement était influencé par le Keynésianisme et il défendait l'idée d'une intervention de l'Etat. Selon cette idée, l'Etat devait remplacer les marchés inexistantes ou imparfaits pour guider l'économie vers une allocation de ressources plus efficace.<sup>7</sup>

---

<sup>7</sup> Selon les structuralistes l'économie mondiale se compose de deux pôles et chacun d'eux a une structure de production différente. Les pays de Sud ont des structures de production hétérogène, c'est-à-dire elles comprennent des secteurs traditionnels à faible productivité et des secteurs modernes avec productivité élevée. Ces structures sont spécialisées dans une série de produits primaires exportés vers les pays développés. Les pays du Nord ont des structures de production homogène. C'est-à-dire l'ensemble des secteurs utilisent les mêmes techniques de production. Pour une étude plus détaillée de l'évolution du courant structuraliste (voir Oman P. Charles et Wignaraja Ganeshan., L'évolution de la pensée économique sur le développement depuis 1945, Centre de développement, OCDE, Paris).

Les économistes de cette époque de droite, comme de gauche, étaient d'accord sur le fait que le problème de développement était d'amélioration de l'allocation des ressources. « Ils avaient simplement des stratégies différentes pour y parvenir. Les uns voulaient utiliser le gouvernement pour suppléer les marchés. Les autres cherchaient à réduire son rôle et le considéraient comme faisant partie du problème plus que de la solution... » (Stiglitz Joseph, 2000, p.10).

#### **1.1.4. Le consensus de Washington**

Au début des années 1980, le consensus de Washington avait pour objectif d'intégrer les pays en voie développement au sein du marché mondial en construction, sous couvert de résolution de la crise de la dette. Pourtant, les conséquences de cette mise en ordre étaient désastreuses pour les pays les plus pauvres. (Berr Eric et Harribey Jean-Marie, 2005, p.463). Toutes ces formes d'interventionnismes étatiques dans le fonctionnement des économies du développement par le consensus de Washington ont été critiquées sévèrement dans les années 1980. En effet, « ...les objectifs de développement sont plus larges que ceux repris dans ce consensus, les politiques qu'il préconise sont insuffisantes et, dans les faits, certains des acteurs du développement ayant eu le plus de succès ont fait peu de cas de ses propositions » (Stiglitz Joseph, 2000, p.6). Stiglitz souligne les voies dans lesquelles le consensus de Washington s'est égaré :

-la confusion entre les moyens et les fins, c'est-à-dire la considération de la privatisation et de la libéralisation des échanges comme des fins en soi, au lieu de les prendre comme des moyens d'une croissance plus durable, équitable et démocratique,

-la focalisation sur la stabilité des prix plutôt que sur la croissance et la stabilité de la production,

-l'absence du renforcement des institutions financières qui est aussi importante pour la stabilité économique que la maîtrise des déficits budgétaires et de la masse monétaire,



-la concentration sur les privatisations sans attachement à l'infrastructure institutionnelle qui est nécessaire au bon fonctionnement des marchés et à la concurrence.

En fait, dans les années 1980, les économistes se sont concentrés sur les problèmes macroéconomiques, sur l'ajustement, sur les déséquilibres budgétaires et les politiques monétaires inappropriées. Les déséquilibres macroéconomiques empêchaient les marchés de fonctionner, ou du moins de fonctionner correctement. Les stratégies de l'époque considéraient le développement comme un problème technique appelant des solutions techniques (de meilleurs algorithmes de planification, de meilleures politiques commerciales et de fixation des prix etc.).<sup>8</sup> (Stiglitz Joseph, 2000, p.10).

### **1.1.5. Le courant néo-structuraliste**

En Grande-Bretagne Margaret Thatcher, aux Etats-Unis Ronald Reagan et en Espagne Felipe Gonzales ont approfondi des politiques libérales qui critiquent le modèle Prebisch fondé sur le protectionnisme et la substitution de l'importation. D'une part les critiques et d'autre part les problèmes économiques causés par les néolibéraux ont amené certains économistes à rejoindre la réflexion qui était développée par les théoriciens de la CEPAL (Romo Guillen Hektor, 1994, p.920). Les néo-structuralistes ont réclamé une nouvelle pensée théorique à partir de la fin des années 1980.<sup>9</sup> Leur point de départ est une double critique qui touche les fondements théoriques et les choix de développement des programmes d'ajustements structurels. Ils proposent une réhabilitation de la demande en tant que catégorie analytique et en tant que fondement de nouvelles politiques de développement (Fontaine Jean-Marc., 1993). Selon les néo-structuralistes, l'Etat doit renforcer ses

8

En effet, le développement comprenait quelque chose de plus que ce qui était reconnu par les approches techniques. Or, les approches étroites de ce concept n'ont pas la capacité à décoller de certaines régions situées dans des pays apparemment développés, c'était le cas du Sud de l'Italie. Le Sud est considéré comme étant moins développé que le Nord alors qu'il n'y avait pas de barrière douanière entre ces régions. Elles avaient le même cadre macroéconomique, en plus le Sud bénéficiait même de politiques encourageantes.

<sup>9</sup> Les analyses néo-structuralistes se distinguent des premiers structuralistes en optant pour des analyses de l'équilibre, en statique comparative. Ils restent dans le cadre de la synthèse entre les courants néo-classiques et keynésien (Ben Hammouda Hakim, 2000, p.56).

fonctions classiques, fondamentales et auxiliaires tels que la fourniture de biens publics, l'infrastructure minimale et le développement de l'infrastructure scientifique, technologique etc. l'Etat doit augmenter la source de revenus grâce à une réforme de système d'impôts. Il doit privatiser des entreprises productives non stratégiques pour avoir la compétence internationale.

### **1.1.6. L'approche alternative du rôle de l'Etat**

Certains économistes, David Ibarra au Mexique, Nicholas Stern en Grande-Bretagne, proposent une redéfinition du rôle de l'Etat dans le développement économique. Parce que les premiers économistes du développement tels que Nurkse, Hirschman et les gouvernements de certains pays industriels et en voie de développement, ont considéré pendant très longtemps que l'Etat avait un rôle central à jouer dans la production.<sup>10</sup>

Les étapes du développement peuvent être définies par certains concepts en fonction de son caractère dominant. Cette nature du développement nous oblige donc à mettre en évidence les différentes typologies des pays en développement.

## **1.2. Les typologies des pays en développement**

La nature du développement cause plusieurs typologies des pays en développement dans le monde. La dimension historique du processus de développement nous oblige à étudier d'abord les typologies des pays sous-développés, ce qui va déterminer de façon indirecte quels sont les pays en voie de développement. L'évolution du sous-développement montre que les trois quarts de l'humanité souffrent de la pauvreté. Depuis les années de la décolonisation (et de l'indépendance) jusqu'à aujourd'hui, la carte de la pauvreté de la population mondiale reste sans changement malgré qu'il existe une réflexion plus forte qu'auparavant et

---

<sup>10</sup> "On devrait considérer le gouvernement comme un acteur endogène, en interaction avec le système économique en tant que groupement cohérent d'institutions, plutôt que comme un agent neutre et omnipotent relié au système économique de manière exogène avec pour mission de pallier ses problèmes de coordination (...) Selon un tel point de vue, la politique du gouvernement n'a pas pour objectif direct de mettre en oeuvre un mécanisme de substitution pour pallier les carences du marché, mais plutôt d'augmenter la capacité des institutions du secteur privé à le faire" (Aoki Kim et Okuno-Fujiwara, 1997, p. 2).

qu'un certain nombre de la population a franchi ce niveau de développement en Asie, en Amérique latine.

Le sous-développement désigne à l'origine généralement les causes et les aspects des misères des populations de certaines régions dans le monde. Le mot sous-développement a eu le sens non seulement des situations extrêmement différentes qui coexistent à la surface du globe, mais aussi des conditions économiques et sociales qui ont existé à des époques plus ou moins reculées. De même, selon Rostow le sous-développement définit la situation économique et sociale qui existait en Europe bien avant la Révolution industrielle (W.W. Rostow, 1962, p. 18).

Dans un contexte plus varié, le sous-développement exprime une inégalité, une insuffisance, une infériorité, c'est-à-dire un rapport que l'on considère comme injuste, dangereux, gênant, ou un écart qui doit être diminué, sinon supprimé. Même ceux pour qui le sous-développement est simplement synonyme de pauvreté, considèrent implicitement cette pauvreté par rapport à des conditions d'existence qu'ils estiment meilleures (Lacoste Yves, 1976, p.25).

Les travaux de certains auteurs dans les années 1970 ont entraîné d'abondants commentaires et amorcé en quelques sortes une seconde vague dans la littérature qui traite le sous-développement.<sup>11</sup> Samir Amin reprend la formule partiellement inventée en 1915 par Boukharine pour désigner le Tiers-Monde. Il distingue des pays comme ceux du « centre » et ceux de la « périphérie » au sein du système capitaliste mondial (Boukharine, 1969). Même dans le cas des pays industrialisés le sous-développement est un terme utilisé pour désigner les inégalités de revenus non pas entre les différentes classes sociales mais entre les divers espaces régionaux qui peuvent être distingués (Lacoste Yves, 1976, p.34).

Le développement a été parfois défini comme une situation non stable qui est en train de s'améliorer. Il est donc considérable que son caractère non stable détermine un processus de sous-développement impliqué. De cela, il est possible de dire que le développement et le sous-développement sont deux concepts

---

<sup>11</sup>

Parmi eux nous pouvons citer Frank A.Gunder, Emmanuel A, Furtado Celso, PALLOIX C et Bettelheim C.

complémentaires. Il faut donc les définir conjointement et de façon homogène. Le développement désigne un processus alors que l'autre désigne un état. Tel que le sous-développement se trouve dans un état connaissant des degrés variés. C'est la raison pour laquelle nous ne considérons pas le sous-développement comme ayant un sens péjoratif (Guillaumont Patrick, 1985, p. 32).

Le sous-développement peut être défini comme la situation caractérisée non seulement par un faible niveau de revenu par tête pour la majeure partie de la population, mais encore par l'incapacité de réaliser une croissance durable, autonome et convenablement répartie, c'est-à-dire par l'ensemble des obstacles au développement.

Le sous-développement n'est pas une simple différence par rapport à la situation des pays industrialisés d'aujourd'hui, ni un simple retard pour atteindre une situation à laquelle d'autres sont déjà arrivées. Les facteurs qui forment le développement sont différents. L'absence de certains facteurs dans le passé ne constitue pas autant d'obstacles pour aujourd'hui alors que d'autres peuvent même constituer des obstacles ailleurs et inversement (Hirschman A.O, 1966, p.285-300).

Paul Romer explique le retard des pays du tiers monde par deux raisons ; d'une part, l'absence des objets qui peuvent être des usines, des routes, des matières premières et d'autre part, l'absence des idées qui peuvent être l'absence de l'accès à celles étant mises en œuvre dans les pays industriels pour générer une valeur économique (Brasseul Jacques, 1993, p.49). Nous pouvons lier la deuxième raison soutenue par Paul Romer à la thèse de Yves Lacoste qui explique en trois raisons la pauvreté continue dans les pays de Tiers-monde:

D'une part, il s'agit de l'absence de recherche à l'origine de sous-développement. C'est-à-dire que la campagne organisée par les grandes firmes, les organisations gouvernementales et internationales désireuses de faire accepter l'idée d'une aide de type néo-impérialiste aux pays « sous-développés » sans dévoiler les causes fondamentales.

D'autre part, les arguments de « gauche » sont plus ou moins directement inspirés par l'analyse marxiste. Il convient de distinguer les arguments anti-

impérialistes, celles des dirigeants des divers partis révolutionnaires qu'ils combattent pour la prise du pouvoir et celles d'hommes politiques qui traduisent les stratégies.

Enfin, l'aggravation des inégalités régionales, le passage à l'indépendance de nombre de pays ne sont pas considérées comme des soucis qui engendrent des problèmes (Lacoste Yves, 1976, p.36).

Cependant certaines métaphores sont en train d'être utilisées pour désigner des pays sous-développés : « des pays en voie de développement » ou plus simplement « en développement » pour l'ensemble des pays qui se développent le plus. D'autres expressions simples ou couramment admises comme « pays pauvres », « Tiers-monde », « Quart-monde » etc. qui tirent notre attention sur le caractère, la possibilité interne, les normes de développement, peuvent être utilisées pour désigner l'état des pays.<sup>12</sup>

Gunnar Myrdal montre la difficulté de la terminologie concernant le sous-développement (Myrdal Gunnar, 1959). Nous essayerons de mettre en évidence quelques-uns des termes concurrents qui définissent le sous-développement, dont la liste a été dressée par Yves Lacoste (Lacoste Yves, 1976, pp.37-38). Dans son article, il mentionne les principaux termes suivants:

- le pays "en voie de développement" ou "en cours de développement"
- le pays "sous-développé"-pays "à faible degré d'utilisation des ressources naturelles"
- le pays "sous-développé" - pays "ayant vocation au développement"
- le pays "sous-developpé" - pays "incapable de couvrir les frais fondamentaux du statut humain"
- le pays "sous-developpé" - le "Tiers-Monde"
- le pays "sous-développé"-pays "pauvre"

---

<sup>12</sup> La notion du "Tiers-Monde" était une formule journalistique forgé dans un article hebdomadaire par Alfred Sauvy en 1952 par la suite la paternité de cette formule à succès a été attribuée à d'autres auteurs notamment à Georges Balandier pour l'ouvrage collectif. voir France-Observateur (ancêtre du Nouvel Observateur), 14 août 1952 et Tiers-Monde, PUF, 1956.

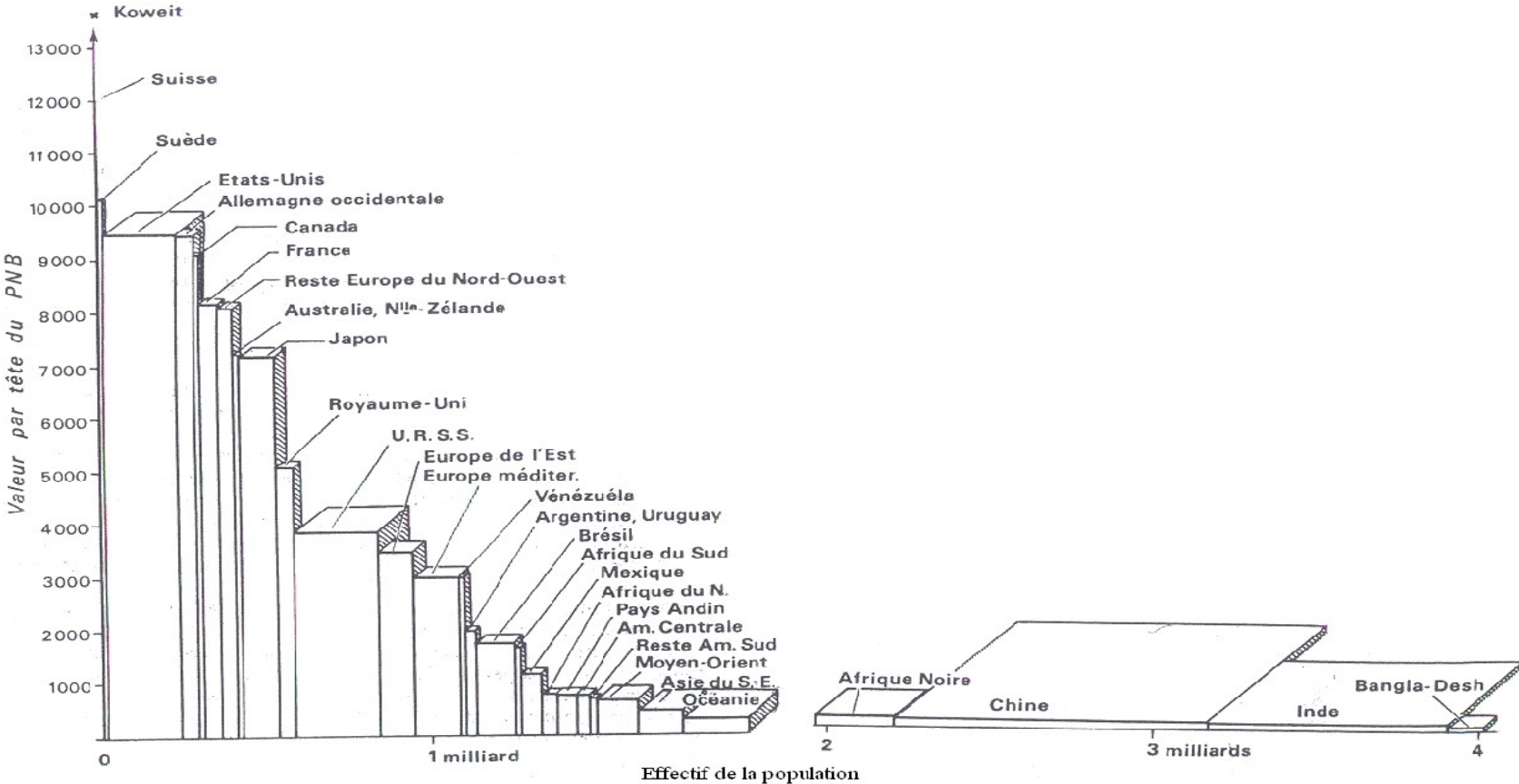
### **1.2.1. Le pays “en voie de développement” ou “en cours de développement”**

Cette qualification laisse croire que les autres pays ne se “développent” pas, ou encore que quelques pays ainsi désignés sont déjà entrés dans le processus de développement, ce qui est faux. En effet, tous les pays d’une façon ou d’une autre, se trouvent en voie de développement. Cette qualification néglige des petits lancements (take-off) dans le processus de développement. Plusieurs reprises se sont poursuivies ainsi que l’évolution du développement des pays nous le montre.

Il est évident que toutes les classifications géographiques du développement sont provisoires comme l’a indiqué Yves Lacoste en ce qui concerne la difficulté de répondre à la question de savoir si « la distinction entre situation de développement et situation de sous-développement est-elle le plan de clivage essentiel qui divise l’Humanité ? ». Yves Lacoste met en évidence l’ambiguïté du développement en disant qu’aucune classification n’est éternelle et l’évolution historique nécessite leur révision (Lacoste Yves, 1976, p.57).

Quand il s’agit de la distinction géographique entre la situation développée et en voie de développement l’ambiguïté s’aggrave alors que la réponse est plus ou moins claire pour la question concernant le développement et le sous-développement ou le Tiers-Monde. La géographie actuelle des pays nous montre l’exigence de cette révision concernant le classement. Certains pays de l’Asie centrale sont actuellement classifiés comme des pays émergents dans les rapports internationaux alors que dans le diagramme fait dans les années 1970 l’URSS se trouve parmi les pays développés (voir le Schéma 1).

**Schéma 1:** Effectif de population et valeur du PNB par tête en 1970



Source: Lacoste Yves., 1970, p.58-59

### **1.2.2. Le pays “sous-développés”-pays “à faible degré d’utilisation des ressources naturelles”**

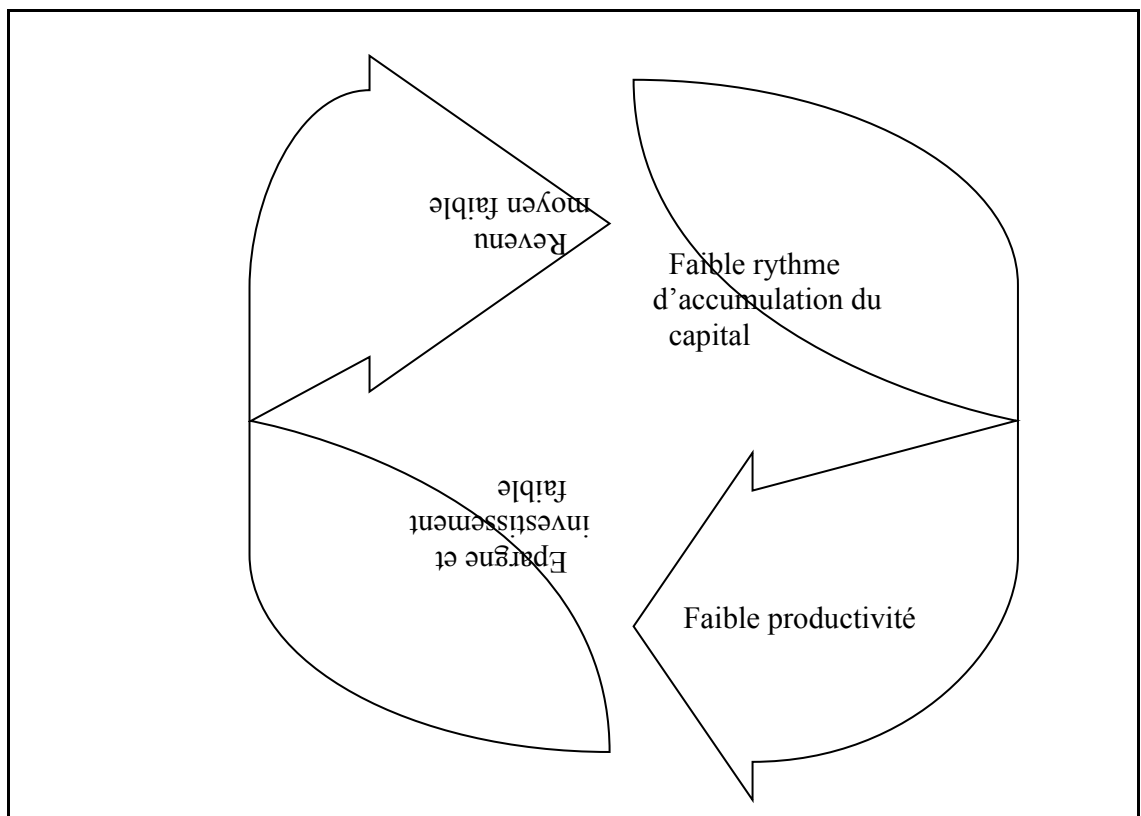
Dans cette définition du sous-développement, il s’agit de l’utilisation de cette notion dans le sens le plus large du terme. Certains auteurs définissent le sous-développement comme étant un faible degré d'utilisation des ressources naturelles. En se basant sur cette définition, Maurice Bye précise que “une économie est pleinement développée quand sa structure est telle que la productivité par tête est aussi haute qu’elle peut l’être, compte tenu des ressources nationales et mondiales et des connaissances techniques disponibles.” Il en conclut que “dans le cas contraire nous parlons d’une économie sous-développée (Bye Maurice, 1961, pp.110-124). En effet, à cette attitude s’opposent deux arguments: d’une part la notion de pleine utilisation des ressources naturelles et humaines qui est imprecise et mouvante, et d’autre part les pays les plus avancés, comme le Canada ou même les Etats-Unis qui possèdent de vastes ressources inemployées. Il est bien évident que cette situation ne met pas ce pays en place de sous-développement. Au contraire, le Japon en tant que deuxième puissance économique aujourd’hui, ne possède pas d’immenses ressources permettant d’achever son processus d’industrialisation. Comme Balassa le souligne, aucun des quatre nouveaux pays industrialisés de l’Asie du Sud-Est, c’est-à-dire Hong-Kong, Corée du Sud, Singapour, Taiwan ne possède des ressources naturelles considérables. Tous les quatre ont néanmoins réussi une croissance économique très remarquable, et témoignent de l’importance capitale d’adopter de bonnes politiques économiques pour favoriser le progrès (Balassa Bela, Williams John., 1989, p. 15) Ceci peut nous permettre de considérer que le cas de ces pays peut être interprété comme un signe d’abondance.

Une détermination des pays “sous-développés” peut se faire en s’appuyant non seulement sur les potentialités productives insuffisantes mais aussi sur d’autres forces productives comme des moyens techniques, capitaux, main-d’oeuvre qualifiée etc. Si un pays ne possède pas ces moyens comme le marché des matières premières, l’investissement étranger, il devient dépendant de certains centres de décision comme des pays développés ou bien des organisations internationales. Par ailleurs,



l'importance du capital étranger dans le processus d'industrialisation n'est pas négligeable : comme c'est le cas de l'industrie européenne où l'investissement américain est importante. Il suffit également de faire sortir la part étrangère dans certains pays comme l'Allemagne, la Suisse, pour les mettre entre les pays sous développés et en voie de développement (Nana-Sinkam Samuel, 1975, p. 10). Les économies sous-développées, n'arrivent pas en général à assurer les besoins de leurs populations et ils se trouvent dans " le paradoxe de la pauvreté " (Perroux François, 1966). Elles se trouvent dans une structure où leurs situations se renouvellent à cause des conditions socioculturelles. Il est possible de montrer ce processus comme dans le schéma 2 :

**Schéma 2:** Cercle vicieux de la pauvreté.



**Source :** Samuelson Nordhaus, 2000 p.544.

Ces économies sont confrontées à de grandes difficultés pour combiner les quatre composantes du progrès (travail, capital, ressources et innovation), le plus bas niveau du revenu national conduit à une faible épargne et le plus faible niveau de l'économie. Un capital inadéquat interdit l'introduction de nouvelles machines et une croissance rapide de la productivité. Une faible productivité mène à des faibles revenus. Ceci cause également un plus faible niveau d'investissement ce qui joue un rôle important pour la création d'emploi et pour le développement. D'autres composants de la pauvreté contribuent à la renforcer. C'est la raison pour laquelle l'accumulation du capital reste plus faible. Enfin, l'économie du pays reste au niveau plus faible des revenus (Samuelson Nordhaus, 2000, p.544).

Dans l'analyse structuraliste, il s'agit d'une formulation afin de rompre le cercle vicieux du sous-développement. La proposition développée par le courant structuraliste à partir de la fin de la seconde guerre mondiale exige un rôle de l'Etat dans la correction des imperfections du marché, et surtout dans la mise en place d'une nouvelle stratégie de développement orientée vers le marché intérieur. Ces stratégies proposent le remplacement de l'importation des produits de consommation par la production locale. Ces stratégies ont pour objectif de construire la compétitivité des activités industrielles développées dans l'ensemble de la périphérie. Le renversement de l'inégalité du développement entre le centre et la périphérie est possible par l'application des stratégies structuralistes. Autrement dit, le centrage du développement sur le marché interne et une intervention de l'Etat rendront possible un démarrage de la croissance dans les économies sous-développées (Ben Hammouda Hakim, 2000, p.55-56).<sup>13</sup>

### **1.2.3. Le pays “sous-développés” - pays “ayant vocation au développement”**

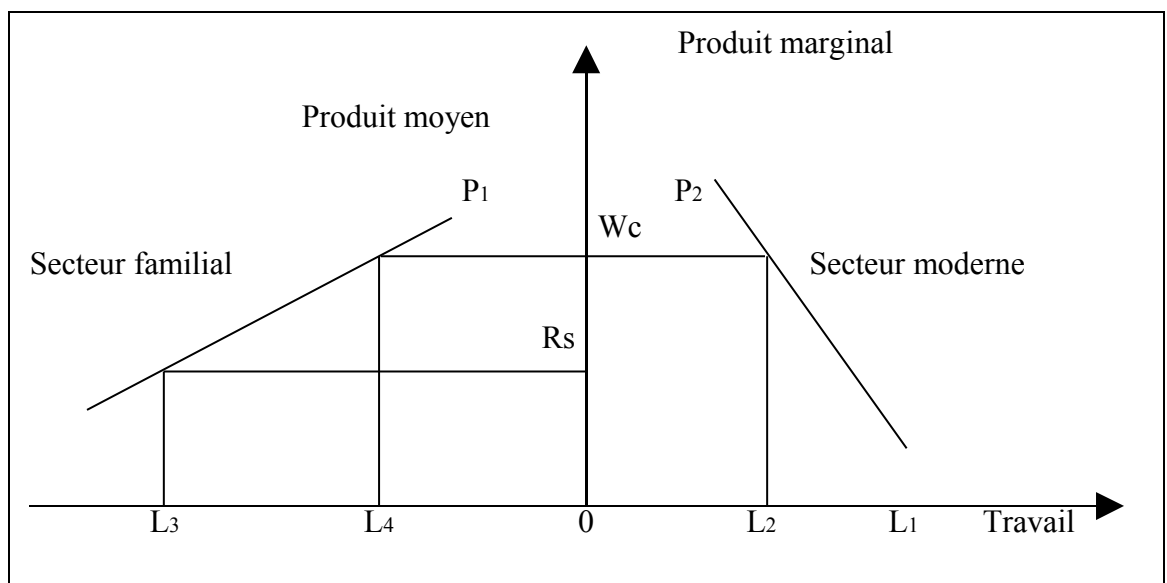
Certains auteurs pensent qu'il est possible de définir un pays sous-developpé comme un pays ayant vocation au développement ou comme pays enregistrant un

---

<sup>13</sup> Ce courant a été remis en cause vers la fin des années 1960 parce qu'il y a eu quelques échecs comme la stagnation des économies latino-américaines et de l'ensemble des économies ayant adopté les stratégies d'import-substitution (Ben Hammouda Hakim, 2000, p.55-56).

écart entre le niveau de développement actuellement atteint et un niveau raisonnablement prévisible pour l'avenir. Il s'agit d'une forme de dualisme dans les pays sous-développés ; cela veut dire d'une société dotée d'une forte avancée technologique qui donne un sens positif et souhaitable au développement auprès de la société, et en même temps il s'agit d'une société dotée de faibles moyens matériels et organisée sur des valeurs culturelles très différentes. Dans le schéma 3 nous illustrons le fonctionnement du modèle dualiste qui distingue un secteur traditionnel ou familial, et un secteur capitaliste ou salarial. Dans le schéma 3,  $P_1$  représente une courbe de produit moyen,  $P_2$  exprime une courbe de produit marginal. Les courbes montrent les fondements de la répartition du revenu dans les secteurs traditionnels et modernes quand la quantité de main-d'œuvre s'accroît.

**Schéma 3:** Fonctionnement du modèle dualiste



**Source :** Benissad Mohamed, 1986, p. 68

Dans la figure :

$R_s$  : revenu de subsistance dans le secteur familial,

$W_c$  : salaire de concurrence dans le secteur moderne,

Dans le secteur familial  $OL_3$  signifie le plein emploi du travail ; cependant si le taux du salaire de concurrence qui caractérise le secteur moderne ( $W_c$ ) remplace la rémunération du travail  $R_s$  qui caractérise le secteur familial, seulement la quantité  $OL_4$  de travail sera employée. En d'autres termes,  $L_3-L_4$  représente pour le secteur familial le volume de sous-emploi, de chômage déguisé.

Dans le secteur moderne,  $OL_2$  signifie la main d'oeuvre employée avec un taux de salaire concurrence ( $W_c$ ) alors que l'offre de travail est égale à  $OL_1$ . La différence  $L_1-L_2$  constitue le volume de chômage ouvert.

La société se présente en passage d'une forme à l'autre. En effet, ceci est valable en général pour tous les pays du monde, (y compris les pays dits développés). Selon cette réflexion, les pays qui se trouvent en dehors de cette gamme, sont justement les pays sous-développés les plus défavorisés.

Selon Pierre Moussa (Moussa P, 1959), une nation sous-développée peut être qualifiée par rapport à une nation développée. Par contre il existe des inconvénients pour cette formulation; les pays développés et sous-développés ont des degrés divers. Nous pouvons dire que l'Italie est un pays sous-développé par rapport aux Etats-Unis, ou encore que la Norvège est un pays sous-développé par rapport aux Etats-Unis. Il faut donc classer l'ensemble des économies nationales par rapport à la plus experte d'entre elles. Cette idée impose le but du développement pour atteindre le niveau du pays censé être le plus développé.

#### **1.2.4. Le pays "sous-développés" - pays "incapables de couvrir les frais fondamentaux du statut humain"**

François Perroux définit le sous-développement comme la situation dans laquelle involontairement les besoins fondamentaux de l'homme ne peuvent être satisfaits. "Les économies en examen ne livrent pas à tous les membres des populations autochtones le minimum vital évalué par la science" (Perroux F, 1966). Cependant cette formulation ne tient pas compte des particularités différentes des populations parce que la notion du besoin essentiel paraît liée à des attitudes psychologiques et à un environnement social variable dans le temps et selon les lieux.

Il est possible de mettre en évidence certaines normes en matière d'alimentation, de santé publique et d'éducation ainsi que les classements de certaines organisations internationales. Par exemple nous pouvons prendre en considération certains produits alimentaires pour calculer le niveau de vie et le salaire minimum dans un pays. Mais il est pratiquement impossible de reprendre ou d'accepter la formulation donnée par François Perroux car il y a des pays comme le Pérou qui ont des niveaux de consommation de protéines très élevés et cependant, ces pays sont sous-développés. De plus, dans les pays même les plus avancés comme le cas des Etats-Unis, une grande partie de la population reste au-dessous des normes minima.

#### **1.2.5. Le pays “sous-développés” - le “Tiers-Monde”**

L'expression de Tiers-Monde a tendance à découper le monde en trois camps: Le premier camp, il s'agit des économies capitalistes, le deuxième camp il s'agit des économies socialistes et enfin le troisième camp, celui du tiers monde qui rassemble tous les pays qui n'ont pas opté pour l'un des deux systèmes économiques, et qui semblent choisir une voie originale pour leur processus de développement. En fait ici, la distinction se fait plus selon le système économique ou l'attitude politique que selon le niveau atteint dans le processus de développement. “...la distinction entre pays capitalistes et pays socialistes était relativement peu évidente (...) la différenciation au sein du Tiers-Monde entre pays socialistes et pays capitalistes n'apparaissait guère, compte tenu de ce que l'on savait (...) les différences radicales qui s'accroissent au sein du Tiers-Monde commencent aujourd'hui à devenir manifestes.” (Lacoste Yves, 1981, p. 53).

A partir de l'indépendance des anciens pays colonisés, l'idée optimiste sur le développement du Tiers-Monde, fondée sur l'histoire économique et sur l'expérience, s'appuyait sur trois arguments (Singer Hans W, 1994, p.492):

-Un stock croissant de technologie qui existait déjà permettrait au pays en voie de développement, de croître plus rapidement que ses prédécesseurs. L'expérience de l'Allemagne, des Etats-Unis au 19ème siècle et du Japon au

20ème siècle nous montre que chaque rattrapage avait été plus rapide que le précédent. Il est raisonnable de penser que le cas se reproduira par le rattrapage de l'Argentine, du Brésil, du Mexique et encore de la Corée ou de Taiwan qui semblaient vouloir suivre le même chemin.

-Dans les pays en développement le capital se trouvait rare par rapport au travail. C'est la raison pour laquelle la productivité et l'efficacité des investissements nouveaux seraient particulièrement élevées dans ces pays par rapport à ceux qui sont saturés en capitaux et pauvres en main-d'oeuvre.

-Le secteur agricole recélait de larges réserves de main-d'oeuvre qui pourraient en être extraites sans perte de production. Il s'agira d'employer cette main-d'oeuvre excédentaire à la production d'investissement à un coût social nul ou très faible.

Le terme de "Tiers-Monde", peut être défini aujourd'hui, par élimination "des pays industrialisés (OCDE) d'Europe occidentale, d'Amérique du Nord et du Pacifique et les pays industrialisés d'Europe orientale, dont les économies étaient auparavant régies par la planification centralisée. Les autres pays forment le Tiers-Monde. Tous les Etats du Tiers-Monde sont des pays en développement; ils incluent l'ensemble de l'Amérique latine, les Caraïbes, l'Afrique, le Moyen-Orient et l'Asie, à l'exception du Japon (Gillis Malcom, Perkins H. Dwight, 1998, p.9).

#### **1.2.6. Le pays "sous-développés"-pays "pauvres"**

Selon Francesco Vito, une économie est sous-développée lorsque le niveau de vie est maintenu très bas. Elle est incapable de promouvoir un processus de développement autonome puisque, désarticulée, elle n'arrive pas à échapper au cercle vicieux. Pour lui, une économie sous-développée est également très éloignée des pays très avancés quant au niveau de vie et de développement. Francesco Vito ajoute une troisième catégorie, celles des économies déprimées (Vito Francesco, 1956).

Cependant, il est difficile d'assimiler simplement le sous-développement à l'état de pauvreté, le sous-développement étant un phénomène récent est apparu à

partir de la colonisation. B.M. Niculescu critique l'emploi des termes "sous-développé" (en anglais underdeveloped) ou encore "arriéré" (en anglais 'backward'). D'après lui, on demande ainsi à ces expressions de remplir deux fonctions incompatibles: d'une part de décrire une situation commune à un ensemble de pays, et d'autre part d'expliquer les causes de cette situation, ces causes étant par ailleurs très complexes et variables. (Niculescu B.M, 1958).

En ce qui concerne la classification des pays en voie de développement, par des institutions, il existe des dispositions, des mesures et autres initiatives prises en faveur des pays en développement et des pays les moins avancés dans le cadre du GATT et de l'OMC. Une classification des pays en termes du développement est donc obligatoire. Les institutions ne désignent pas les pays comme « en développement » ou bien « développés ». Cependant, il s'agit d'une certaine classification pratique selon les besoins de ces institutions<sup>14</sup>.

Aujourd'hui, l'ONU donne une définition des pays en voie de développement et les moins avancés dans une certaine mesure où il s'agit d'une auto sélection des "pays en développement". Les "pays les moins avancés" y sont désignés conformément à une liste des Nations Unies.

Certaines institutions comme l'Association internationale de développement (IDA) détermine le niveau de développement selon ses propres critères.<sup>15</sup> L'IDA, définit les pays les plus pauvres comme étant « les pays ayant le revenu par habitant n'excèdent pas un seuil donné » (925 dollars/habitant en 1999).

Le Fonds monétaire international (FMI), offre des crédits par l'intermédiaire de son organisation créée en 2002, aux pays à faible revenu (dont le revenu par habitant en 2002 est inférieur à 875 dollars).<sup>16</sup>

---

<sup>14</sup> [http://www.wto.org/wto/french/tratop\\_f/devel\\_f/d1who\\_f.htm](http://www.wto.org/wto/french/tratop_f/devel_f/d1who_f.htm)

<sup>15</sup> C'est une institution créée en 1960, qui est l'institution spécialisée complémentaire de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD)

<sup>16</sup> Chaque pays membre se voit attribuer une quote-part sur la base de son importance relative dans l'économie mondiale. La quote-part d'un pays membre détermine le montant maximum de ressources financières que le pays s'engage à fournir au FMI et le nombre de voix qui lui est attribué et détermine le montant de l'aide financière qu'il peut obtenir du FMI.

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/banque-mondiale-fmi/glossaire.shtml...18/09/2006>

L'Organisation mondiale de commerce (OMC) ne définit pas les pays comme "développés" ou "en développement". Les membres annoncent eux-mêmes qu'ils font partie des pays « développés » ou « en développement ». Cependant, les autres membres peuvent contester la décision, prise par un membre, de recourir aux dispositions prévues en faveur des pays en développement.

Les Accords de l'OMC contiennent des dispositions qui confèrent des droits spéciaux aux pays en développement. Elles sont appelées "dispositions relatives au traitement spécial et différencié". Elles donnent aux pays développés la possibilité d'accorder aux pays en développement un traitement plus favorable qu'aux autres membres de l'OMC. Ces dispositions spécifiques prévoient, par exemple, des périodes plus longues pour la mise en œuvre des accords et des engagements, ou des mesures visant à accroître les possibilités commerciales de ces pays.<sup>17</sup>

La Banque mondiale fait une distinction en fonction des indicateurs de revenu selon cette classification, les pays en développement ayant le revenu :

-inférieur à 675 dollars par habitant sont dotés d'un faible revenu,

-entre 675 et 8000 dollars sont dotés d'un revenu intermédiaire, cette deuxième catégorie est subdivisée entre les pays dotés d'un revenu inférieur à 2 700 dollars, situés dans la tranche inférieure du revenu intermédiaire,

Les revenus individuels sont compris entre 2700 et 8000 dollars situés dans la tranche supérieure du revenu intermédiaire. Dans cette catégorie aussi, il s'agit d'une sous-catégorie, constituée principalement de pays asiatiques et de pays de l'Amérique latine. Leurs productions industrielles augmentent rapidement et ils sont parfois classifiés comme des pays ou d'économies en voie d'industrialisation.

-dépassant 8000 dollars sont dotés d'un revenu élevé. Ces sont la plupart des pays de l'OCDE (Rapport sur le développement dans le monde 1994, New York, Oxford University Press, 1994, pp.192-193).<sup>18</sup>

<sup>17</sup> [http://www.wto.org/wto/french/tratop\\_f/devel\\_f/dev\\_special\\_differential\\_provisions\\_f.htm#legal\\_provisi](http://www.wto.org/wto/french/tratop_f/devel_f/dev_special_differential_provisions_f.htm#legal_provisi) on

<sup>18</sup> Ce classement représente quelques difficultés pour mettre en place trois groupes de pays: cinq pays du Moyen-Orient exportateurs de pétrole qui sont l'Arabie Saoudite, les Emirats arabes unis, le Koweït, la Lybie et Oman, dont le revenu individuel allait de 6 000 à 22 000 dollars en 1992,



Dans le langage actuel, les pays en voie de développement sont déterminés comme pays émergents, pays en transition, pays moins avancés etc.

Des pays émergents, ces sont des pays ayant un niveau de croissance amorcé et une infrastructure financière présentant des risques. La croissance économique est présentée dans ces pays par le PIB, l'exportation de produits manufacturés, augmentation des flux internationaux de capitaux. Ils ont des économies fragiles tels l'Argentine, le Brésil, la Turquie qui ont eu des crises financières à la fin des années 1990. Ces pays ont connu sur une période longue, des taux de croissance très forts, ce qui leur a permis de combler une partie de leur retard.

Des pays en transition, sont des pays d'Europe centrale, des pays de la Communauté des Etats indépendants (CEI), la Chine, le Cuba, ainsi que certains Etats africains ou asiatiques qui passent d'une économie étatisée et centralisée à une économie de marché ouvert aux échanges. Ils bénéficient d'un traitement préférentiel de la part de nombreuses organisations comme FMI par rapport à des pays en voie de développement.

Le Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) définit les pays moins avancés, sur la base de trois critères : le PIB par habitant, la part des industries manufacturières dans le PIB, le taux d'alphabétisation. Le groupe des pays moins avancés, compte 49 dont 34 sont en Afrique en 2004.<sup>19</sup>

---

possèdent des économies plus traditionnelles que pays à revenu intermédiaire (tranche supérieure) ou industriels classiques. Trois autres pays qui sont Hong-Kong, Israël et Singapour sont des pays en développement pour les Nations Unies et pour de nombreux autres organismes, en dépit d'un revenu individuel supérieur à 13 000 dollars en 1992. De plus, les pays d'Europe orientale dans laquelle la Russie est comprise, ont un revenu qui justifie leur place dans les pays à revenu intermédiaire, mais certains entre eux pourraient plus justement être décrits comme des pays industriels en déclin ou en transition, passant d'un développement administré à une croissance orientée sur le marché (Gillis Malcom, Perkins H. Dwight, 1998, p.9).

<sup>19</sup> Cette catégorie de pays est constitué sur la base des critères suivants : Bas revenu national (produit intérieur brut par habitant avec un seuil d'entrée à 900 dollars), faible niveau de développement du capital humain (indice composite incorporant des indicateurs de santé, de nutrition et d'éducation) et vulnérabilité économique (indice composite incorporant des indicateurs sur l'instabilité, la production et les exportations agricoles, le manque de diversification et le handicap d'être un petit pays). En outre, pour être admissible dans la catégorie des PMA, le nombre d'habitants ne doit pas dépasser 75 millions.

*Nouveaux pays industrialisés (NPI)* : Des auteurs et des organisations internationaux prennent certains des critères pour définir les pays en voie d'industrialisation. L'OCDE en prend les suivants en 1979 :

-croissance économique forte et accroissement rapide de l'emploi dans le secteur secondaire ;

-revenu moyen élevé pour le tiers monde et écart en voie de réduction avec les pays industrialisés ;

-orientation vers l'extérieur et augmentation régulière des exportations de produits manufacturés.

Aujourd'hui, cette désignation représente plutôt les pays en développement d'Asie connaissant une croissance économique rapide. Les NPI ont réussi une transformation structurelle liée à l'industrialisation et des exportations de produits manufacturés.

Il est possible d'ajouter d'autres définitions à celles que nous avons évoquées jusqu'ici. Il existe certains auteurs qui ne prennent pas en compte tous ces critères pour déterminer les pays sous-développés et ils se réfèrent à la situation actuelle du pays. Tel le cas de H.W. Singer qui estime qu'un pays sous-développé ressemblait à une girafe difficile à définir mais facile à reconnaître lorsqu'on en rencontre (H.W. Singer, 1950).

En tout cas, ces définitions ne peuvent être satisfaisantes sans l'introduction de l'idée d'un retard historique, d'un décalage dans le temps par rapport à un processus d'évolution commun à tout les pays (Samuel Nana-Sinkam, 1975, p.10).

Selon les critères ci-dessus, la Turquie se situe parmi les pays émergents, ou les nouveaux pays industrialisants (voir le chapitre II).

### **1.3. Le rapport entre le développement et la croissance**

Après l'apparition de l'économie de développement dans les années 1950, l'idée était que le développement et la croissance sont synonymes. Autrement dit, la croissance était une condition nécessaire et suffisante du développement. Dans les

années qui ont suivi, l'idée opposée était que la croissance est une condition nécessaire mais non suffisante du développement.

Ces deux concepts signifient tout d'abord une augmentation quantitative et qualitative. Il est donc possible de prendre ces concepts en se référant principalement à la littérature anglo-saxonne, comme un indicateur, une variable ou une méthode qui déterminent une situation plus avantageuse qu'auparavant. La croissance économique peut être définie comme l'augmentation du revenu nationale par tête, et celle de la production nationale (Kindleberger., 1965, p. 3). Le concept de croissance exprime l'accroissement de la production réelle (avec ou sans augmentation de la productivité physique du facteur travail) dans le cadre d'un sous-ensemble, c'est-à-dire d'un secteur productif. La croissance n'exige pas l'assimilation d'une technologie plus avancée. Autrement dit, l'accroissement de la production d'un secteur découle de l'absorption de facteurs auparavant sous-utilisés ou bien soustraits à d'autres secteurs de productivité plus faible. C'est le cas de l'augmentation de la production textile. L'utilisation de nouvelles unités productives qui ont la même technique constitue un cas typique de croissance. Il s'agit d'un accroissement qui se produit simultanément dans tous les secteurs productifs (au sous-ensemble formé par ce secteur industriel) sans augmentation de productivité.

« On peut donc admettre que la croissance est l'augmentation de la production au niveau d'un secteur productif spécialisé, et que le développement constitue le même phénomène quand on l'envisage du point de vue de ses répercussions sur l'ensemble économique de structure complexe qui comprend le secteur en question. » (Furtado Celso, 1970, p.15).

Selon Furtado, il n'est pas possible de distinguer la croissance et le développement quand il s'agit de l'économie nationale. Parce qu'il n'y aura pas de développement sans croissance et la croissance ne saurait durer sans développement. Dans l'ensemble de l'économie, la croissance ne sera pas réalisée sans développement. Par ce que s'il s'agit de la croissance d'un ensemble économique complexe sans développement, et il s'agit également de l'absence de toute modification de structure. C'est un cas valable à tous les niveaux de la division sociale du travail. En revanche, il est envisageable que l'hypothèse de la croissance

sans développement dans le cadre d'une économie dépendante est possible. Quand il s'agit d'une économie exportatrice de matières premières et qui est entourée et cette enclave est en expansion, le phénomène de développement se manifeste qu'au niveau de l'ensemble plus grand. C'est-à-dire que la croissance dans un secteur où l'ensemble ne permet pas de modifier la structure de l'ensemble plus grand et l'économie dominante.

En revanche, la croissance qui est le résultat de modification dans la fonction de production entraîne la transformation dans la composition de la demande et c'est par cela que la modification structurelle se réalise. En cas du changement de la production, comme l'innovation technologique, l'augmentation de la productivité se produit d'abord à l'intérieur du secteur en question. Sinon, l'accroissement de la productivité n'existe qu'au niveau de l'économie nationale. « Ainsi, chaque fois qu'une partie du revenu additionnel créé par une augmentation de productivité entraîne des modifications dans la composition de la demande, dont les effets ne sont pas absorbés dans leur totalité par les importations, se produisent les modifications structurales que nous avons appelées développement. » (Furtado Celso, 1970, p.16).

Le développement se produit grâce à une augmentation de productivité au niveau de l'économie nationale. Cet accroissement de productivité (et de revenu per capital) est déterminé par des phénomènes de croissance ou niveau de sous-ensembles ou de secteurs particuliers.

La croissance signifie l'augmentation du produit (revenu) total ou produit (revenu) par tête alors que nous prenons le produit par tête quand il s'agit du développement, mais aussi d'autres indicateurs, considérés souvent sur une plus longue période. Ceci peut élaborer une distinction conceptuelle ; d'une part la croissance peut être définie comme l'augmentation de la production si l'on tient compte de la démographie, comme l'augmentation du produit par habitant. D'autre part, le développement inclut la croissance mais en la dépassant par des aspects qualitatifs pouvant signifier un mieux-être des populations : espérance de vie, éducation, santé, justice, démocratie, etc. (Berr E., Harribey J. M, 2005, p.465). Selon la définition en fonction de l'augmentation de la production, il est normal que la diminution de la population par le calcul, cause une production par tête plus

élevée. Par contre, les conditions de la diminution de la croissance démographique sont expliquées par différentes causes. Thomas R. Malthus, qui a vécu les premières années de la Révolution industrielle, explique que la passion entre les sexes entraînerait une augmentation démographique tant que la production alimentaire le permettrait. Contrairement à l'histoire marquée par un processus de croissance économique, qui était en cours pendant même sa vie, Malthus soutient que les subsistances croissent selon une progression arithmétique (additive), tandis que la population se confirme à une progression géométrique explosive (multiplicative). Selon lui, les entraves à la croissance démographique sont principalement constituées de facteurs augmentant le taux de mortalité. Malthus inclut tous les désastres qui exterminent massivement les populations dans sa catégorie de contrôles positifs. Dans son ouvrage *Essai sur le principe de population*, il ajoute une deuxième catégorie de facteurs de limitation ; les contrôles préventifs qui réduisent le taux de natalité. Malthus explique que dans les sociétés traditionnelles, la cause essentielle du changement sur le revenu n'est pas seulement le nombre de la population ; les techniques de production, les épidémies etc., sont aussi des facteurs déterminants. Comme ce fut le cas de la Turquie au 19<sup>ème</sup> siècle où la diminution démographique s'accompagna d'une production diminuée (Malthus, 1845, p.109-112).

### **1.3.1. Les indicateurs de la croissance économique**

Les principaux indicateurs de la croissance économique sont le produit national brut et produit intérieur brut. Cependant les institutions prennent d'autres critères aussi, comme le coefficient Gini. Il est possible d'augmenter le nombre de ces critères selon l'intérêt. Nous en allons citer ici les trois.

- le produit national brut (PNB)
- le produit intérieur brut (PIB)
- le Coefficient Gini

#### **1.3.1.1. Le produit national brut (PNB)**

Il est possible de définir le revenu et par ce biais de formuler la croissance d'un pays. Selon Basu, nous pouvons imaginer que  $n$  représente le nombre des habitants d'un pays quelconque où le vecteur  $X = (X_1, X_2, \dots, X_n)$  constitué de coordonnées positives ou nulles, telles que  $X_i$  représente le revenu de l'individu  $i$  (BASU Kaushik, 2002, pp.53-54). Nous supposons que si  $X$  est un revenu, donc

$$X_1 \leq X_2 \leq \dots \leq X_n.$$

Nous pensons donc que cela équivaut simplement à changer l'ordre des habitants ou à les renommer arbitrairement, de telle sorte que le plus pauvre soit l'habitant 1, le deuxième plus pauvre l'habitant 2, etc. Nous acceptons que la population soit toujours variable et nous désignons par  $n(X)$  le nombre d'éléments de  $X$ . A présent, soit  $t(X)$  le plus grand entier tel que  $t(X)/n(X) \leq 1/5$ .

Etant donné un pays dont le revenu est  $X$ , le revenu du premier quintile de ce pays sera appelé  $q(X)$ , définit comme suit :

$$q(X) = [X_1 + X_2 + \dots + X_n] / t(X).$$

Nous supposons que le revenu passe de  $X_t$  pour la période  $t$  à  $X_{t-1}$  pour la période  $t + 1$ . Le taux de croissance du premier quintile de ce pays (appelons-le  $g$ ), entre les périodes (années)  $t$  et  $t + 1$  sera donc :

$$g = 100[q(X_{t+1}) - q(X_t)] / q(X_t).$$

Autrement dit : Le taux de croissance = (valeur de la variable de 2<sup>ème</sup> année - valeur de la variable de la 1<sup>ère</sup> année) / valeur de la variable de la première année.

Par exemple, nous pouvons supposer qu'en décembre 1987, l'indice de production industrielle en France est de ( $q(X_t)=105$ ), pour une valeur de ( $q(X_{t+1})=102$ ) un an plus tôt. (Base 100, 1980).

Le taux de croissance industrielle ( $g$ ) :  $(105-102)/102 = 0,029$ , soit 2,9%.

Le P.N.B. est définit comme la valeur marchande des biens et services finaux nouvellement produits pendant un an par l'ensemble des agents économiques opérant dans le cadre national et à l'étranger. C'est-à-dire que le produit national brut est égal au produit intérieur (PIB) auquel on ajoute les revenus rapatriés par les nationaux

résidents à l'étranger et auquel on retranche les revenus des étrangers résidents versés dans leurs pays d'origine.<sup>20</sup>

François Perroux, critique l'idée considérant le PNB par tête, comme un bon moyen pour mesurer le développement. Parce que cette idée suppose que l'unique mesure est la somme des revenus. De plus, sa distribution est encore plus inégale dans les Périphéries que dans les Centres. Les rapports de PNUD sur le développement humain montrent que le classement des pays par le PIB/tête diffère de celui basé sur l'IDH (indicateur de développement humain), confirmant l'impossibilité de faire du PIB l'indicateur du développement (Perroux François, 1979). Maurice Bye, refuse aussi (avec Myrdal, Boulding) de faire du PNB le critère du développement car, on peut toujours accroître le PNB en acceptant la régression du niveau de satisfaction des besoins (Bye Maurice, 1961, pp.110-124).

### **1.3.1.2. Le produit intérieur brut (PIB)**

Le PIB, est un autre indicateur pour mesurer la croissance : en termes de la comptabilité, le produit intérieur brut aux prix du marché est un indicateur synthétique qui mesure le résultat de l'activité économique, et qui représente le résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes. Autrement dit, le PIB est la somme des valeurs ajoutées hors taxes (valeur ajoutée=valeur des biens et services produits - valeur des consommations intermédiaires) réalisées par les agents économiques nationaux et étrangers opérant sur le territoire métropolitain pendant un an.<sup>21</sup>

Le PIB peut être pris comme l'indicateur du développement des pays comme c'est le cas dans les rapports de la Banque Mondiale. C'est-à-dire, un pays ayant le PIB supérieur par rapport à un autre pays peut être considéré développé. De ce point

---

<sup>20</sup> Le produit est « brut », car les amortissements ne sont pas pris en considération. « National », car la composition prend pour critère l'appartenance nationale des entreprises produisant la valeur ajoutée. En revanche, cette composition exempte la valeur ajoutée réalisée par les entreprises étrangères situées sur le territoire national.

<sup>21</sup> Le PIB comme le PNB peuvent être calculés en prix courants ou en prix constants. Pour calculer la croissance en monnaie courante, il faut prendre les prix du marché. Pour calculer la croissance en monnaie constante, il faut prendre la valeur nominale déflatée de la hausse des prix.

de vue, la composition du PIB ne représente pas un point crucial.<sup>22</sup> Les pays industrialisés aujourd'hui ont le taux de croissance moins élevé par rapport à celui des pays non industrialisés. Cependant, les pays émergents sont obligés d'investir une grande partie de leurs PIB dans certains domaines telle que l'infrastructure alors que les pays industrialisés, y ont déjà investi. C'est la raison pour laquelle le PIB d'un pays émergent peut atteindre par exemple d'un montant à un autre triplé, alors que celui d'un pays développé ne peut pas atteindre par exemple de 30 milles de dollars à 50 milles de dollars par tête.

### **1.3.1.3. Le Coefficient Gini**

La Banque mondiale utilise l'indicateur de Gini, qui permet de faire une comparaison des pays par l'intermédiaire de PNB et PIB par tête. Pour calculer cet indicateur, on prend la parité de la monnaie locale avec le dollar (le moyen des trois dernières années). Le taux d'inflation est aussi inclut dans ce calcul. Ce coefficient est utilisé pour voir l'égalité sur la distribution de revenu dans le rapport mondial sur le développement humain (PNUD 2004, p.40).

Les indicateurs cités ci-dessus sont aussi valables pour mesurer le développement mais ne sont pas suffisants. C'est la raison pour laquelle il est nécessaire de distinguer les deux notions en précisant leurs cotés complémentaires. Nous pouvons dire tout d'abord que le développement signifie une notion multidimensionnelle par rapport à la notion de croissance. Par exemple, quand nous faisons un classement des pays en fonction de la croissance dont les indicateurs sont étudiés ci-dessus, il s'agit aussi d'un calcul arithmétique. Cependant, lorsqu'il s'agit d'un classement des pays en fonction de développement, le niveau de la croissance économique ne nous suffit pas, c'est-à-dire que la distribution équitable du revenu ou bien l'écart du revenu entre les groupes sociaux nous intéresse aussi. Il faut prendre en considération la situation particulière des pays. D'après Bruton, « l'idée que le

---

<sup>22</sup> Les valeurs des PNB des différents pays se disposent en une courbe régulière où il n'est pas possible de discerner une rupture, un seuil, qui marquerait la séparation entre la catégorie des pays sous-développés et celle des pays développés. Par ailleurs, les pays pétroliers, dont les gouvernements touchent d'énormes revenus, ont des PNB per capita, qui sont devenus très élevés, mais une grande partie des populations sont encore dans la misère (Lacoste Yves, 1976, p.38).



développement est un concept multidimensionnel est naturellement extrêmement important, mais il ne paraît pas nécessaire de rechercher avec insistance une mesure multidimensionnelle. Dans presque tous les cas, le produit par tête est un substitut efficace... » (Bruton, 1965, p.5). Les études sur le classement des pays nous montrent l'importance de caractère dimensionnelle de ces deux notions. Il est possible d'augmenter les exemples pour illustrer les dimensions différentes de ces deux notions :

Ces deux notions représentent un caractère similaire du point de vue de l'accumulatif du produit, cependant la durée apparaît comme la différence entre ces deux notions. Le développement exige d'un processus assez long alors que la croissance peut être visible dans une courte période de temps. Selon Bruton, la spécificité de l'analyse du développement, c'est l'étude de « la façon dont la croissance devient une caractéristique permanente de l'économie » (Bruton, 1965, p.5). Nous trouvons même cette idée chez Haggins, soutenue également par Rostow, « le développement est un accroissement dans le revenu total et le revenu moyen par tête, diffusé largement parmi les groupes professionnels et sociaux, qui dure au moins deux générations et devient cumulatif » (Haggins, 1959, p.199).

Ce processus exigé par ces deux notions montre que le développement englobe la croissance, c'est-à-dire que dans l'existence du développement, la croissance peut être obtenue. Il convient de préciser que le développement et la croissance se différencient non seulement en fonction de la longueur du processus qui les implique et aussi en fonction de son contenu : « ...la croissance économique signifie plus de production et le développement économique implique à la fois plus de production et des changements dans les aménagements techniques et institutionnels au moyen desquels ce supplément est obtenu » (Kindleberger, 1965, p.3). Puisque, le concept de développement contient l'idée de croissance, mais il la dépasse en se référant à l'accroissement d'un ensemble de structure complexe, Furtado partage aussi cette idée « Cette complexité structurale n'est pas une simple question de niveau technologique : elle traduit en réalité la diversité des formes sociales et économique qu'engendre la division du travail social. » (Furtado Celso, 1970, p.13).

La part appartenant à la croissance dans le processus de développement est définie par j. Schumpeter comme « un processus de destruction créatrice qui révolutionne incessamment de l'intérieur la structure économique en détruisant continuellement des éléments vieillis et en créant continuellement des éléments neufs » (Schumpeter J.A, 1974). Selon lui, la croissance n'est pas la multiplication du nombre de chandelles, mais leur remplacement par électricité. D'où la contradiction suivante à l'intérieur même de la théorie du développement qui se pose pourtant en hétérodoxie : dans un premier temps, la croissance est considérée comme une simple condition nécessaire du développement et avec le temps, elle devient une condition suffisante, donnant ainsi à l'orthodoxie l'opportunité de réduire le développement à l'augmentation éternelle des quantités produites (Berr E, Harribey J. M, 2005, p.466).

Le développement peut être appliqué à n'importe quel ensemble économique dont la composition de la demande traduit des préférences individuelles et collectives basées sur un système de valeurs. Toutefois, si l'ensemble économique présente une structure simple, c'est-à-dire si la demande n'est pas auto-engendrée, comme dans le cas d'une entreprise ou d'un secteur productif spécialisé, il est préférable d'éviter le concept de développement, et d'utiliser simplement celui de croissance (Furtado Celso, 1976, p.13). Autrement dit, la croissance peut être considérée comme un petit nombre de facteurs quantifiables et principalement économiques alors que le développement peut être considéré comme un domaine plus vaste qui contient des facteurs plus variés et non exclusivement économiques, comme des facteurs sociologiques par exemple (Guillaumont Patrick, 1985, s. 32)<sup>23</sup>.

Parmi certains auteurs qui font la distinction fondée sur l'opposition quantitatif qualitatif, et qui insistent sur la dimension de progrès pour préciser la notion de développement et les aspects qui s'y rapportent, François Perroux, définit la croissance comme étant l'« accroissement durable de la dimension d'une unité économique, simple ou complexe, réalisé dans des changements de structure et éventuellement de système et accompagné de progrès économiques variables »

---

<sup>23</sup> Il faut bien constater que de nombreux pays du Tiers-Monde se caractérisent par des croissances économiques qui ne peuvent être négligées. Pourtant, dans la plupart de ces cas, le sort de la population ne s'améliore pas (Lacoste Yves, 1976, p.39).

(Perroux François, 1966, p.239). Cette définition de Perroux privilégie le changement dans le système de production (dimension d'une unité complexe). D'après Perroux, le développement est « la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire croître, cumulativement et durablement, son produit réel global» (Perroux François, 1965, p.155). Ceci veut dire que le développement doit donc nécessairement déboucher sur le progrès, à la différence de la croissance. D'un point de vue logique, il s'agit pratiquement du renversement de la proposition admise classiquement : le développement serait maintenant la condition nécessaire de la croissance. La croissance économique amène sur le moyen et long terme les changements de structures économiques et sociales qui précisément font l'une des caractéristiques essentielles du développement (Berr E., Harribey J. M, 2005, p.466).

François Perroux fait la distinction entre les progrès et le progrès économique. Il considère que les progrès sont particuliers, partiels, éthiquement neutres et les progrès techniques sont l'accroissement de la productivité dans une branche, apparition d'un produit nouveau. Le progrès économique implique une amélioration véritable pour la société. Ainsi le développement, selon la définition de Perroux, doit-il entraîner le progrès (Guillaumont Patrick, 1985, s. 43).

### **1.3.2. Les indicateurs du développement**

Il existe certains indicateurs permettant de séparer les pays en voie de développement. Dans les années 1960, la part de la production industrielle, le nombre d'automobiles en circulation, la vente de télévisions etc., étaient les critères essentiels pour regrouper les pays. Ceux qui arrivaient à produire certains biens industriels, et ayant un certain niveau de PNB, PIB étaient appelés les pays industrialisés ou en voie de développement.

Aujourd'hui, le développement est caractérisé par les aspects non seulement économiques mais aussi sociaux et écologiques. A partir des problèmes rencontrés, les recherches faites sur les pays en voie de développement ont exigé de mettre en

cause des critères désignant le développement économique. Aujourd'hui, certains critères sont utilisés afin de caractériser le niveau du développement des pays, par contre il n'est pas possible de résumer tous ces critères. C'est la raison pour laquelle nous allons tenter d'en résumer quelques uns souvent utilisés :

- la part du PIB dans les secteurs
- la parité des pouvoir d'achat (PPA)
- l'indicateur de développement humain (IDH)
- les caractéristiques démographiques
- la technologie et la compétence
- la structure de production

#### **1.3.2.1. La part du PIB dans les secteurs**

Les relations entre les secteurs montrent une évolution des parts relatives de l'agriculture, de l'industrie et des services dans la composition du produit national. Autrement dit, l'accroissement du revenu national se réalise en compagnie d'un changement structurel de ce même revenu national. L'évolution historique de l'industrialisation nous montre qu'au début du développement économique, c'est le secteur agricole qui prenait la place importante dans la production nationale. Ce secteur assure d'abord les besoins alimentaires de la population, puis il commence à économiser une partie de la production qui permettra au pays d'en exporter. Selon l'expérience des pays industrialisés d'aujourd'hui, il est évident de dire que dans les pays sous-développés, c'est le secteur agricole qui permet l'accumulation du capital et la structuration du marché pour les produits, afin d'assurer le financement de l'industrialisation (Perroux François, 1962). Dans les économies actuelles des pays en voie de développement, nous constatons que tous les secteurs ne représentent pas la même importance dans la composition de la production nationale. C'est-à-dire que les facteurs qui déterminent ces pays sont décisifs sur le choix de secteur plus efficace pour que la fonction de production puisse transformer les relations

industrielles de façon productive. Selon François Perroux, il est possible de considérer que les secteurs ont l'importance de trois degrés pour les pays :

*-Les secteurs à développer en priorité :* Ces secteurs contiennent des ressources disponibles et non encore exploitées. L'utilisation et la rénovation technique de ces ressources permettront le développement. Ces disponibilités procureront également des autres secteurs de l'économie.

*-Les secteurs secondaires :* Ce sont des secteurs qui se développent en fonction de la société. L'augmentation du revenu national, dans la population, etc., sont considérées comme des sources de développement dans ces secteurs. Nous pouvons donner comme exemple l'augmentation des produits alimentaires et de la le développement du secteur de construction en voie de développement.

*-Les secteurs en voie de développement et complétants :* Le développement de ces secteurs se réalisera à la suite du développement des secteurs à développement en priorités. C'est le cas du développement de l'industrie du charbon, du fer et des machines.

Dans une économie, les essors sont les fruits de développements dans les secteurs à développer en priorité. Cependant, ces secteurs doivent s'appuyer sur les fonctions de production en même temps que l'augmentation des capitaux. Ceci permettra de diminuer les investissements par rapport au revenu.

#### **1.3.2.1.1. Le secteur agricole**

Dans les sociétés traditionnelles l'industrialisation à long terme, exige une part considérable de l'agriculture dans les secteurs. Autrement dit, la hausse de la productivité dans l'agriculture est un facteur nécessaire à une industrialisation. L'évolution de la société traditionnelle montre que le secteur agricole a trois rôles essentiels pour le développement :

- il répond au besoin de la consommation intérieure du pays, et ainsi permet aux pays d'une part, de ne pas dépenser ou de moins dépenser leurs sources

financières pour l'importation, et d'autre part, d'avoir une source financière grâce à l'exportation des productions excédantes destinée à la consommation intérieure,

- la hausse de la productivité agricole permet une croissance du revenu par tête qui s'accompagne d'une diversification de la demande vers les produits manufacturés. Il permet d'acheter des produits industriels par le secteur primaire, et de vendre des produits agricoles au secteur secondaire, qui va les transformer. Ceci, à savoir l'augmentation de la production agricole, peut constituer une source pour le financement des services de l'Etat.

- la transformation du revenu excédant de l'agricole vers les secteurs modernes joue un rôle plus important que les deux autres cités ci-dessus. Adam Smith prétend qu'il faut transmettre le revenu agricole de ceux qui ne l'utilisent pas de façon productive, aux investisseurs productifs (Smith Adam, 1843). Le secteur agricole représente donc un élément essentiel pour la transformation de la société vers la modernisation.

#### **1.3.2.1.2. Le secteur des services**

La part du secteur des services est considérée comme un signe de développement ; dans les pays dits industriels actuellement le secteur des services comme financier, transport, sanitaire etc., créent une part de la valeur ajoutée dans la production nationale. Ce secteur par intermédiaire de commerce avec l'extérieur, permet aux pays d'obtenir le capital pour financer une partie de ses investissements.

Le commerce international est considéré aujourd'hui comme un puissant facteur d'industrialisation pour les pays émergents. Ces pays ont la possibilité de diffuser leurs technologies et d'importer les matières premières et équipements indispensables. Par contre, nous avons deux remarques sur l'évolution du commerce international; selon la première remarque, l'expérience des années 1960 montre que le commerce extérieur des pays sous-développés, dit pays de la Périphérie, n'évolue pas équitablement par rapport aux pays du Centre. Dans la période de croissance, la demande d'importation des produits manufacturés par les pays du Sud augmente plus que celui de la demande des produits primaires par les pays du centre qui s'accroît

moins. Cette relation se trouve à l'origine du déficit commercial chronique des pays de la Périphérie. En plus, la tendance dans le centre à substituer, avec le progrès technique, les produits intermédiaires synthétiques aux matières premières et aux produits primaires importés de la périphérie (Ben Hammouda Hakim, 2000, p.55). Selon la deuxième remarque, le secteur du commerce représente un paradoxe contrairement au secteur agricole. C'est-à-dire que le secteur du commerce occupe une part importante dans le PIB, alors qu'il ne représente pas d'importance majeure dans la création d'emplois. C'est la cause principale de la distribution non équilibrée du revenu national par habitant.

#### **1.3.2.1.3. Le secteur industriel**

Le secteur de l'industrie a deux effets sur l'économie nationale; d'une part, il a la part considérable dans la composition de revenu national, et d'autre part, il renforce les relations des activités entre les secteurs. L'articulation de l'industrie dans l'économie nationale permet également aux secteurs d'agriculture et des services de se développer. C'est la raison pour laquelle plus l'économie se développe, plus ce secteur la domine dans le processus de développement.

Parmi les sous-secteurs de l'industrie, c'est la manufacture qui permet de se spécialiser aux activités. A.Young considère que ce sous-secteur a indirectement un potentiel important pour le développement de la capacité de production. C'est-à-dire que les branches du secteur manufacturier s'articulent entre eux du point de vue des activités par rapport à celles d'autres secteurs. L'une assure la première matière ou bien le marché, de l'autre, ceci facilite l'investissement pour l'infrastructure commune etc. L'augmentation de la production totale dans ce secteur est suivi par une immense spécialisation et division de travail.

Le développement économique se réalise par la transformation structurelle des secteurs qui assure la durabilité de la croissance économique. La transformation structurelle, se réalise au fur et à mesure que l'articulation entre les secteurs se multiplient. C'est la raison pour laquelle le secteur manufacturier qui multiplie cette

intégration représente l'importance capitale dans le processus de développement des pays.

L'augmentation de la part du secteur industriel dans la production nationale peut être considérée comme le résultat de la croissance continue plutôt que la source ou le critère de la croissance. Aujourd'hui, les expériences dans les pays de l'OCDE et ceux du tiers monde nous montrent que la croissance continue exigée par l'industrialisation, est apportée par le secteur agricole. C'est la raison pour laquelle au début du développement économique, le secteur agricole joue un rôle central par rapport au secteur industriel (Reynolds Lyod G, 1980, p.91-95). Dans la conception classique, l'agriculture et le secteur primaire en général étaient considérés comme dominés par l'existence de rendements d'échelles décroissants et par l'absence de possibilités de progrès technique. Par contre, le secteur manufacturier, était vu comme le lieu d'une division sophistiquée du travail engendrant toutes les spirales bénéfiques de croissance de productivité, d'accroissement de spécialisation, d'économie d'échelle, et de formation de capital humain (Singer Hans W, 1994, p. 493).

Dans le processus de transformation des secteurs et d'articulation des sous-secteurs, il s'agit aussi de situations contradictoires :

La première situation est que les secteurs ne sont pas homogènes. Selon les analyses des structuralistes, les économies ayant des structures hétérogènes représentent une dualité, c'est-à-dire cette structure est formée d'une part, par des secteurs traditionnels à faible productivité et d'autre part, par des secteurs modernes avec productivité élevée. (Le cas est l'inverse dans les pays du Nord ; l'ensemble des secteurs utilise les mêmes techniques de production). Selon ce courant, le caractère des secteurs forme la production, par exemple, le chômage structurel dans les pays sous-développés s'explique par le caractère hétérogène des structures de production. D'un côté, les secteurs traditionnels qui sont grands employeurs de main-d'œuvre, ne peuvent pas absorber toute la main-d'œuvre issue des forts taux de croissance démographique. De l'autre côté, les secteurs modernes utilisent des technologies à forte intensité capitaliste et deviennent de faibles pourvoyeurs d'emplois (Ben Hammouda Hakim, 2000, p.54).



La deuxième situation est que la part des secteurs dans la production nationale n'est pas équilibrée dans les économies non développées. « Même dans les sociétés plus avancées, il existe des secteurs et des régions qui restent attachés à des modes opératoires traditionnels et des gens fidèles à des modes de pensée ancestraux. Mais, tandis que dans les sociétés les plus avancées leur proportion est relativement réduite, ils peuvent être majoritaires dans les sociétés moins avancées. En fait, l'une des caractéristiques de nombreux pays sous-développés est l'échec des secteurs les plus avancés à pénétrer profondément dans la société, ce qui conduit à ce qu'on a appelé des économies dualistes, dans lesquelles les méthodes de production les plus modernes coexistent avec des technologies très primitives » (Stiglitz Joseph, 2000, p.7).

#### **1.3.2.2. Parité des pouvoir d'achat (PPA)**

Le revenu individuel est un critère du développement qui présente une utilité importante, cependant, il représente de nombreuses insuffisances. En faisant une comparaison des revenus nationaux, l'obligation de convertir toutes les monnaies en une monnaie commune, habituellement en dollar américain, nous présente l'une de ces insuffisances. Le recours aux revenus exprimés en PPA a pour effet majeur de réduire les différences entre pays riches et pays pauvres.

#### **1.3.2.3. L'indicateur de développement humain (IDH)**

Les rapports publiés par PNUD depuis 1990 qui mesurent le niveau de prospérité des pays en s'appuyant non seulement sur des critères économiques mais aussi humains, sont considérés comme la base du développement des pays et des régions. Le cadre général de l'IDH s'appuie sur le développement durable et humain et considère les obstacles contre la liberté, la sécurité, la santé de l'homme etc., comme des problèmes essentiels à résoudre. La condition essentielle du développement est d'avoir l'accès aux services de santé, de logement, de travail etc. Les indicateurs de développement humain (IDH) sont élaborés par le programme des

Nations Unies pour le développement et utilisé depuis 1990, ils combinent trois éléments :

- l'espérance de vie à la naissance,
- le niveau d'instruction, mesuré par le taux d'alphabétisation des adultes (pour 2/3) et taux brut de scolarisation tous niveaux confondus (pour 1/3),
- le revenu, mesuré par le PIB réel par habitant.

Le programme des Nations unies pour le développement a complété en 1997 l'indicateur de développement humain (IDH) par un indicateur spécifique de la pauvreté, l'indice de pauvreté humaine, qui repose sur quatre variables suivantes :

- le risque de mourir avant 40 ans,
- le taux d'alphabétisme des adultes,
- les conditions de vie mesurées à la fois par l'accès aux services de santé, l'accès à l'eau potable et la sous-nutrition chez les enfants de moins de cinq ans.
- le taux de chômage de longue durée.

Les pays en voie de développement ne représentent pas un groupe homogène en fonction des indicateurs humains. L'écart de revenu entre ces pays est de plus en plus considérable.

« Le système international se caractérise par une forte aggravation des inégalités : un des problèmes cruciaux selon Amartya Sen, prix Nobel d'économie 1998, est celui du partage des bénéfices potentiels de la mondialisation, entre pays riches et pauvres, mais aussi entre les divers groupes humains à l'intérieur des nations »<sup>24</sup>

#### **1.3.2.4. Les caractéristiques démographiques**

Bien qu'une population en croissance rapide puisse stimuler l'activité économique, il semble que cet effet positif ne joue qu'à partir d'un seuil de revenu

---

<sup>24</sup><http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/banque-mondiale-fmi/introduction.shtml>  
18/09/2006

par habitant plus élevé que celui de la plupart des pays pauvres. Aujourd'hui, les pays développés ou industrialisés ont un niveau moins élevé que les pays en voie de développement ou sous développés. Le pourcentage plus élevé de croissance démographique par rapport au revenu national constitue un freinage au développement. La part de la population exige donc l'augmentation du capital. Sinon, la natalité est élevée, contre les services moins développés, a pour conséquence une espérance de vie plus courte que celle des pays développés.

Les pays en voie de développement, ne sont pas identiques en termes de structure sociale, et ce par rapport aux pays développés. Il n'y existe pas une situation équilibrée entre les classes sociales et un passage d'une classe à l'autre.

### 1.3.2.5. La technologie et la compétence

La technologie est une fonction de production qui montre les facteurs et leur pourcentage nécessaires pour la production. Cette fonction de production suit :

$$Y = F(K, L, t)$$

Où Y est l'output, K le capital, L le travail et t le temps.

L'accumulation de capital est considérée comme une condition nécessaire depuis des économistes de première génération, à la fin des années cinquante. Ils ont appliqué l'équation de Harrod-Domar formulée pour une situation de pleine croissance dans une économie industrielle, pour estimer le niveau de capital nécessaire dans les pays en développement.<sup>25</sup>

Selon Solow, la simple décomposition de la croissance en contribution des facteurs et partie résiduelle, se fonde sur la différenciation d'une fonction de production. Les éléments représentés dans la fonction de production ci-dessus sont pour obtenir ;

$$Y^*/Y = (F_K K/Y) K^*/K + (F_L L/Y) L^*/L + F_t/Y$$

Où les symboles en indice désignent des dérivées partielles.

<sup>25</sup> La condition de Harrod-Domar pour le taux de croissance nécessaire du stock de capital est  $K^*/K = s/v$ , où  $K^*$  est la croissance du capital, K est le capital, s est le taux d'épargne moyen, et v est le ratio capital/ output K/Y (Harrod, 1948; Domar, 1947).

La contribution de l'accumulation de capital à la croissance se mesure par le rapport ( $K^*/K$ ) multiplié par la part du capital dans le revenu national (Meier Gerald M, 2002, p.14). "...il est vrai qu'au dénominateur figurait le rapport capital/produit, et que Harrod comme Domar, comme les autres théoriciens de l'époque, étaient conscients du fait que ce rapport capital/produit dépendait des ressources humaines, de l'éducation, des savoir-faire, etc. Mais cet élément humain n'était pas explicité, il se confondait avec les autres facteurs déterminant l'efficacité de l'investissement, tels que la gestion des entreprises, la planification gouvernementale, le mode de sélection des projets, l'état des marchés, etc..."( Singer Hans W, 1994, pp.491).

L'histoire industrielle des pays occidentaux et également les expériences récentes des pays d'Asie de l'Est nous montre que la technologie est l'une des composantes importantes de la stratégie de développement. Depuis la deuxième moitié du 19<sup>ème</sup> siècle, en Allemagne le pouvoir a mis l'accent sur l'avenir, et consacré, le pourcentage important des budgets publics à la recherche technologique, surtout en temps de crises économiques. Lander et Reich en 1910, la République de Weimar juste après la Première Guerre mondiale, et encore après la Seconde Guerre Mondiale, chaque pouvoir central a pris conscience de son rôle dans l'investissement pour l'avenir, même malgré les situations économiques difficiles.<sup>26</sup> Aujourd'hui, au Bund incombe la tâche d'assurer le développement technologique. En Allemagne, toutes les universités qui sont du ressort des Lander et Bund se partagent, à parts à peu près égales, les dépenses pour les sciences et la technologie. Depuis l'unification, il incombe aux pouvoirs publics d'assurer de façon prioritaire l'égalité entre Est et Ouest. Mais l'importance de la technologie pour l'avenir a légèrement diminué. En effet, les budgets publics ont redistribué une part plus grande des revenus de l'impôt à des postes autres que les sciences et la technologie car ils semblaient plus urgents (OCDE, 2000, p. 1-7.). Au Japon, le pouvoir de « Meiji » a mis à jour une série de réformes économiques, une politique d'économie ouverte à partir de 1874. Il a commencé l'industrialisation en créant les sociétés de « Mitsui » (1875), « Mitsubishi » (1889) et de « Nichimen » (1892). Ces premières entreprises ont joué

---

<sup>26</sup>

Lander, Reich, Bund : Land est un département assez indépendant, Bund est la confédération des "lander" que compose l'Allemagne d'aujourd'hui, Reich étant l'Empire allemand à l'époque d'Hitler.

un rôle important dans les recherches d'exportation et de l'importation de technologie pour assurer le développement industriel. Aux Etats-Unis, l'investissement dans la technologie représentait la part importante dans la stratégie de développement au 20<sup>ème</sup> siècle. Les pays d'Asie de l'Est qui sont connus aujourd'hui par leurs parts expansives dans le commerce mondial font également un effort très remarquable en faveur de l'éducation et de la technologie, afin de combler leur fossé avec les pays les plus avancés, en matière de connaissances.

La technologie a deux effets sur les pays ; d'une part les pays en voie de développement ont bénéficié comme latecomers d'un réservoir technologique qui leur a permis de précipiter leur transformation et d'autre part, les pays développés ont économisé des matières premières dans le processus productif, et dans certains cas cela permet de les remplacer par des produits synthétiques (Brasseul Jacques, 1993, p.18). Le manque d'accumulation de capital oblige les pays pauvres à utiliser les technologies humaines et non des technologies de capitaux. Les nouvelles technologies ne peuvent pas y être appliquées compte tenu du fait qu'il n'y a ni science ni capital. Le secteur agricole consiste en général en production de céréales (Vural Savaş, 1986 p.5-16).

Il s'agit d'une dualité dans la technologie utilisée. Ces pays utilisent les technologies démodées dans les secteurs traditionnels alors qu'ils utilisent les technologies très modernes dans certains secteurs comme ceux du pétrole et des mines.

Les développements technologiques dans les secteurs manufacturiers sont continus et systématiques par rapport au secteur agricole. C'est la raison pour laquelle les grandes entreprises dans ces secteurs ont la possibilité d'économiser ; et ainsi l'industrialisation occupe une grande partie du développement économique.

Cependant dans certains domaines, l'utilisation des technologies modernes et importées, comme la télécommunication, est largement répandue.

La technologie augmente la productivité de la terre, de la main d'œuvre et du capital. La plupart des pays en voie de développement utilisent les technologies démodées à cause de la pénurie du capital et du niveau insuffisant d'études. Ceci

cause une productivité marginale, très basse de la main-d'œuvre. L'utilisation de la technologie moderne dans les secteurs rend un niveau plus compétant aux pays.

### 1.3.2.6. La structure de production

Certains pays dans le monde sont des exportateurs ou importateurs de produits très variés. C'est la fonction de production qui désigne les pays dans la tendance du commerce extérieur. La relation entre le volume de production et la composition des facteurs de production dans différents niveaux est appelée la fonction de production (Samuelson Paul A, 1976, p.537). Autrement, il est possible de définir la fonction de production comme « la relation quantitative existant entre la production d'une part, l'ensemble des facteurs de production d'autre part » (Cotta Alain, 1967, p. 1). Cette fonction montre les relations fonctionnelles entre le niveau de production de l'économie dans une période ( $Y_t$ ) et les éléments qui précisent le volume des entrées dans la production et la productivité des facteurs de production.

Cette relation peut être matérialisée par :

$$Y_t = f(K_t, N_t, L_t, S_t, U_t)$$

Dans ce contexte ;  $Y_t$  : le volume de production dans la période de  $t$ ,  $K_t$  : le volume de capitale dans la période de  $t$ ,  $N_t$  : le volume des ressources naturelles utilisées en  $t$ ,  $L_t$  : le volume de main d'œuvre utilisé en  $t$ ,  $S_t$  : le niveau scientifique et technologique de la société dans la période de  $t$ ,  $U_t$  : la structure socioculturelle mise en cause par les événements dans la période de  $t$ .

Nous pouvons montrer d'après Samuelson, la fonction de production d'un tel pays en démarrage comme ci-dessous<sup>27</sup> :

$$Y = (K_0, N_0, S_0, U_0; \alpha, \dots, \alpha_j)$$

Les niveaux de développement des pays peuvent être analysés grâce à cette fonction en imaginant que cette analyse est indépendante des facteurs extérieurs.

---

<sup>27</sup>

La fonction de production d'une économie nationale est le résultat d'un processus d'agrégation qui part nécessairement des unités de production, c'est-à-dire des entreprises (Cotta Alain, 1967, p.2).

L'augmentation de production dans une économie se réalise d'abord en fonction de l'accroissement dans le volume des facteurs de production, et puis en fonction de l'accroissement de la productivité marginale. Par contre cet accroissement doit être continu et régulier. Le début du développement ne se fait pas en une seule fois. Par ce que la réaction de la société contre le changement est décisif dans le démarrage du développement économique. Pour indiquer la fonction de production et le volume des facteurs de production la relation entre les deux peut se montrer comme ci-dessous :

$$\Delta K/\Delta t, \Delta N/\Delta t, \Delta L/\Delta t, \Delta S/\Delta t, \Delta U/\Delta t$$

Autrement dit, l'augmentation de la production peut être assurée en fonction de l'augmentation dans le volume du capital, de l'utilisation des sources naturelles, de la main-d'œuvre et de la vitesse de changement de la technologie.

L'augmentation régulière dans l'investissement d'un niveau plus élevé qu'au niveau de la population a joué un rôle considérable dans la phase de préparation des pays en voie de développement (Rostow W.W, 1962, p. 34).

Il est possible d'indiquer l'augmentation dans le volume de production par l'augmentation de la productivité des facteurs marginaux comme suivant :

$$\Delta Y/\Delta K; \Delta Y/\Delta N; \Delta Y/\Delta L; \Delta Y/\Delta S \text{ et } \Delta Y/\Delta U$$

L'ensemble les éléments auxquels l'augmentation de la production est liée :

$$\Delta Y = \sum \frac{\Delta Y}{\Delta K_j} \Delta K_j + \sum \frac{\Delta Y}{\Delta N_j} \Delta N_j + \sum \frac{\Delta Y}{\Delta L_j} \Delta L_j + \sum \frac{\Delta Y}{\Delta S_j} \Delta S_j + \sum \frac{\Delta Y}{\Delta U_j} \Delta U_j$$

$\Delta t$	$\Delta K_j$	$\Delta t$	$\Delta N_j$	$\Delta t$	$\Delta L_j$	$\Delta t$	$\Delta S_j$	$\Delta t$	$\Delta U_j$	$\Delta t$
------------	--------------	------------	--------------	------------	--------------	------------	--------------	------------	--------------	------------

Dans les termes le premier élément signifie le changement dans la productivité de facteur concerné alors que le deuxième signifie le changement dans le volume de facteur concerné. Chacun des facteurs impliqués dans la fonction de production influence les autres facteurs. Il est possible de montrer comme ci-dessous les changements dans le volume des facteurs :

$\Delta K_j / \Delta t = k (Y, K, N, L, S, U, t) \quad j = 1, 2, \dots, p$ $\Delta N_j / \Delta t = n (Y, K, N, L, S, U, t) \quad i = 1, 2, \dots, q$ $\Delta L_j / \Delta t = l (Y, K, N, L, S, U, t) \quad j = 1, 2, \dots, r$ $\Delta S_j / \Delta t = s (Y, K, N, L, S, U, t) \quad j = 1, 2, \dots, v$ $\Delta U_j / \Delta t = u (Y, K, N, L, S, U, t) \quad j = 1, 2, \dots, w$
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Le temps (t) est inclut dans la formule parce que l'âge de l'économie a un rôle important sur les facteurs de production.

Tous ces critères résumés ci-dessus, sont plus ou moins recourus pour séparer les pays en développement. En plus il faut prendre en considérations certaines différences influentes sur la capacité de croissance moderne (Gillis Malcolm, Dwight H. Perkins, 1998, p.28):

- une longue tradition, une formation prioritaire, un cadre d'élite dotée d'un niveau élevé de formation, l'alphabétisme quasi général,

- un système commercial, financier et de transport assez développé et géré principalement par des nationaux,

- une langue, une culture et un sentiment d'identité nationale possédée par les habitants,

- une longue tradition d'autonomie politique.



Ces conditions qu'il faut prendre en considération montre que ce modèle de Samuelson est difficilement utilisable.

#### **1.4. La définition du développement**

L'évolution des définitions du développement exige de donner des priorités à certains aspects parmi lesquelles l'objet et la condition sont étroitement liés. Pearce, Markandya et Barbier citent vingt-quatre définitions du développement (Pearce D, Markandya A, Barbier E, 1992). L'une des définitions parmi les plus anciennes est : « l'évolution du niveau de satisfaction des besoins essentiels, dans leur ordre et leur hiérarchie, par l'organisation volontaire d'une dynamique autonome longue » (De Bernis Gérard Destanne, 2001, p.92). Cette définition lie étroitement deux aspects: d'une part, la satisfaction progressive des besoins qui est appelée "la consommation de développement", et d'autre part, la dynamique longue, qui signifie la base de la dynamique, triptyque besoin - travail - surplus. Autrement dit, les consommations spécifiques élèvent à la fois le niveau de satisfaction des besoins tels que la santé, l'éducation, la nourriture, et à la fois, la productivité de la population. C'est-à-dire que les consommations relient l'investissement et le niveau des satisfactions des besoins. La population produit un surplus pour mieux satisfaire ses besoins et accroître la productivité de son travail. De ce point de vue, la condition du développement durable est le fait qu'il se fasse régulièrement, entre autres aspects, et que la pollution et la dégradation de l'environnement ne viennent pas anéantir l'effort des être humains (De Bernis Gérard Destanne, 2001, p.93).

Il est possible de redéfinir la croissance et le développement en faisant une synthèse et une indication des limites, des définitions données jusqu'ici. En définissant la croissance comme l'augmentation du produit global et du produit par tête pendant une période relativement longue, nous allons retenir la définition de François Perroux pour le développement ; « la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire croître, cumulativement et durablement, son produit réel global » (Perroux François, 1965a, p.155).

## **1.5. Le développement durable**

Selon Rostow, les étapes du développement économiques par lesquelles toutes les sociétés sont obligées de passer, se terminent par l'ère de la consommation et ceci n'inclut pas les inquiétudes environnementales (Rostow 1962, p.12). Cependant, dans les années soixante, plusieurs rapports ont mis en évidence les premiers avertissements sur la pollution environnementale. Ils ont ouvert également un processus de négociation se déroulant en plusieurs étapes.

L'inefficacité des politiques de développement depuis plus d'un demi-siècle et la multiplication désastres sociales et écologiques constatés et annoncés à cause d'un fonctionnement de l'économie mondiale ont émergé aujourd'hui plusieurs réactions opposés et un concept du développement plutôt durable (Berr Eric et Harribey Jean-Marie, 2005, pp.463-476).

### **1.5.1. Le lien entre la croissance économique et l'environnement**

La croissance économique est le résultat d'une interaction permanente entre les activités humaines et le milieu naturel. Dans cette relation, la croissance économique peut être considérée d'une part, comme un simple instrument pour atteindre le bien-être économique le plus élevé possible et d'autre part, comme une finalité destructrice. C'est la raison pour laquelle il existe un lien étroit entre ces deux concepts. L'effet déformateur de la croissance économique sur l'environnement se fait par la pollution qui se retient cinq catégories: l'air, l'eau, la ville, les déchets et des ressources naturelles. Les deux facteurs fondamentaux dont l'un concerne l'intensité capitalistique et l'autre le progrès technique, s'affrontent les trois options suivantes:

-la pollution peut être parfaitement maîtrisée par le progrès technique. La poursuite de la croissance est donc compatible avec la protection de l'environnement.

-la poursuite de la croissance est incompatible avec la protection efficace de l'environnement. Tout ne peut être résolu technologiquement.

-la pollution ne peut être maîtrisée que si une politique environnementale volontariste est mise en place (Burgenmeier Beat, 2005, pp.13-19).

Il existe des travaux concernant la maîtrise de la pollution par le progrès technique, qui sont inspirés des statistiques publiés sur l'évolution des inégalités sociales aux Etats-Unis. Ces statistiques des revenus, dans la deuxième moitié du 19<sup>ème</sup> siècle et au début du 20<sup>ème</sup> siècles montraient que les inégalités augmentaient d'abord au début de la révolution industrielle et diminuaient ensuite alors que tout au long de ces périodes, la croissance économique se poursuivait (Kuznets, 1955). Kuznets tire la conclusion de ces observations empiriques et il développe sa courbe environnementale, en remplaçant l'inégalité par la pollution. Selon son raisonnement, avec l'industrialisation et la production de masse, les revenus augmentaient et pouvaient de plus en plus être affectés à des programmes de sécurité sociale. De même, l'obligation des nouvelles lois mettrait en application des standards d'hygiène, de sécurité et de protection des ouvriers etc. Autrement dit, selon Kuznets à partir d'un seuil de richesse, les individus seront en mesure de sacrifier une partie de leurs revenus en faveur de l'environnement. C'est la raison pour laquelle la courbe de Kuznets amorce en descente.<sup>28</sup>

“En effet les néoclassiques se concentrent sur les conditions nécessaires pour assurer l'autonomie de la sphère des activités économiques vis à vis des équilibres et des logiques de la biosphère. Ils postulent la fongibilité de trois différentes formes de capital (manufacturé, humain et naturel) dans un ensemble englobant, le capital global.” (Meunie André, 2005, pp. 385-414). “En d'autres termes, même des dommages importants infligés aux écosystèmes, tels que la dégradation de la qualité environnementale, la perte de biodiversité ou le changement climatique global ne sont pas inacceptables. Le seul problème est de savoir si des investissements

---

<sup>28</sup> Les observations faites sur la relation positive entre l'accroissement de la pollution et la croissance économique ne vérifient pas la courbe environnementale de Kuznets: 18 études permettent d'établir une courbe environnementale de Kuznets. Une observation permet de conclure à une diminution et 30 autres à un accroissement de la pollution. Trois observations montrent une relation stable de la pollution en fonction de la croissance économique (Burgenmeier Beat, 2005, p.20).

compensatoires pour les autres générations dans d'autres formes de capitaux ont été réalisés”(Faucheux S, et Noel J.F, 1995, p.256).

“Cependant, la relation entre inégalité sociale et croissance économique reste contestée. La thèse la plus connue conclut sur ‘un effet de ruissellement’ tout au long de l'échelle sociale. Les effets bénéfiques de la croissance économique se font tôt au tard sentir à tous les niveaux et finissent également par profiter aux plus pauvres.

L'antithèse reconnaît peut-être le cas historique des Etats-Unis, mais conteste la généralisation et l'actualisation du lien entre croissance économique et diminution des inégalités sociales, notamment dans les pays en voie de développement” (Burgenmeier Beat, 2005, p.18).

“Le courbe environnementale de Kuznets a donc davantage servi un dessin idéologique que scientifique: face à la dégradation de l'environnement, il faut poursuivre la croissance économique. La référence à cette courbe servait donc de support à une approche non interventionniste” (Burgenmeier Beat, 2005, p.19).

### **1.5.2. Le développement défini par les concepts de « besoin » et de « limitation »**

En 1989, le développement a été défini par ses nouveaux caractères qui le mettent en forme durable. La définition du développement durable adoptée par le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) est:

“Un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre à leurs propres besoins et qui n'empiète pas sur la souveraineté nationale”.

Cette définition affirme une double identité:

-Il s'agit d'une part, d'un espace où chaque habitant de cette terre a le même droit humain aux ressources de la Terre;

-Et d'autre part, d'une période du temps où nous avons le droit d'utiliser les ressources de la Terre, mais le devoir d'en assurer la pérennité pour les générations futures.

Dans le tableau 4, nous voyons les principales interactions entre les piliers du développement.

**Tableau 4:** Développement durable: à la confluence de trois préoccupations.

	<i>Dimensions du développement durable</i>		
	Economique	Ecologique	<i>Social</i>
Marché efficient	XXX		
Economie de l'environnement	X	X	
<i>Economie écologique</i>	<i>X</i>	<i>X</i>	<i>X</i>

**Source:** Burgenmeier Beat, 2005, p.49.

Les éléments du schéma ci-dessus nous permettent de mettre en évidence et d'interpréter le contenu du développement. Le signe "X" indique le poids relatif que les différentes approches économiques du développement durable mettent sur les trois dimensions. Une société soutenable s'appuie sur ces trois volets;

-le volet économique qui implique l'allocation optimale des ressources,

-le volet social qui implique l'équité, et si cette dimension s'ajoute au développement économique, alors il s'agira d'un développement équitable.

-le volet environnemental qui implique une nature non polluée. Ci cette dimension s'articule au développement économique ou social, il s'agira d'un développement viable.

Ceci, c'est grâce à l'articulation de ces trois dimensions qu'il s'agit d'un développement durable.

### **1.5.3. La gouvernance international et l'environnement**

Dans les années 1950, l'économie mondiale a connu une forte croissance. La période d'après-guerre était également caractérisée par une réforme de l'ordre économique international. Cet ordre international avait été construit par les accords

de Bretton Woods en 1944. Le passage de l'économie de guerre vers l'économie de libre-échange qui était défini dans un cadre institutionnel basée sur une architecture en trois piliers formés par le GATT, le FMI et la Banque mondiale. Du point de vue de la protection de l'environnement, on avait besoin des institutions, des lois et des règles ainsi que des coutumes etc. Cependant, les problèmes de l'environnement étaient encore ignorés à la fin de la guerre, c'est la raison pour laquelle toutes les institutions ne prenaient pas les problèmes d'environnement. Chacune d'entre elles assuraient un rôle spécifique et se trouvaient forcément confrontées à la prise de conscience croissante de la dégradation de l'environnement à partir des années 1960.

#### **1.5.3.1. Les objectifs du GATT et l'environnement**

L'objectif principal du GATT était la libéralisation du commerce, c'est-à-dire la réduction des barrières et la lutte contre tous les obstacles dressés par les pouvoirs publics à la concurrence internationale. De plus, la protection de l'environnement n'était pas encore un thème en 1947.

Il s'agissait donc des références indirectes très vagues et très générales à travers l'article XX de l'accord initial<sup>29</sup>:

-la lettre b) de cet article ouvre les mesures nécessaires pour protéger la vie humaine, animale, végétale ainsi que la santé.

-la lettre g) de cet article, se réfère aux mesures conservant des ressources naturelles non renouvelables, appliquées en termes de restrictions de la production et de la consommation intérieure.

Dès 1995, la succession a été assumée par l'OMC, avec les problèmes environnementaux encore plus difficiles à traiter. Les applications jusqu'aux dernières années montrent que l'OMC se trouve de plus en plus mal à l'aise face aux problèmes environnementaux.

---

29

“Dans la pratique du GATT, le gain de l'échange a été plus fortement évalué que les effets négatifs de la pollution. Cette organisation considérait pendant longtemps la protection de l'environnement comme un argument protectionniste cherchant à annihiler ses efforts de libéraliser le commerce (Burgenmeier Beat, 2005, p.28).

### **1.5.3.2. Les objectifs du FMI et l'environnement**

Les accords de Bretton Woods qui avaient créé le Fonds monétaire international envisageaient d'assurer le financement du commerce international. Il avait pour objectif de mettre des liquidités internationales à la disposition de l'économie mondiale en quantité suffisante pour que la libéralisation du commerce puisse se poursuivre. De ce point de vue, le lien entre l'environnement et le FMI est moins clair encore que celle du GATT. "...le FMI a promu une vision très monétaire des relations internationales, ce qui a également favorisé l'évaluation monétaire de l'environnement, un peu trop exclusivement compris comme une charge pour l'économie et non pas comme un atout." (Burgenmeier Beat, 2005, p.31).

Cependant, la définition des conditions des prêts offerts de la part de FMI pour les pays en difficulté de paiement rapproche le FMI de la Banque mondiale sur certains points. C'est-à-dire, un fonds qui est purement monétaire, opère un glissement vers des problèmes de développement.

### **1.5.3.3. Les objectifs de la Banque mondiale et l'environnement**

L'évolution du commerce international montrait que la libéralisation seule du commerce n'était pas le moyen le plus adéquat pour gérer la transition d'une économie de guerre vers une économie de paix. La Banque internationale de reconstruction et de développement (BIRD) a été créée comme le troisième pilier de l'ordre économique international et était devenue plus tard la Banque mondiale. Son objectif principal était d'une part, de financer des projets d'investissement pour réparer les dégâts causés par la guerre et d'autre part, de promouvoir le développement du tiers monde. Cet objectif n'inclut pas directement la protection de l'environnement, par contre le sujet devient visible dans les pratiques de la Banque mondiale.

En 2001, la Banque mondiale a défini une stratégie de l'environnement pour permettre de définir les projets de développement et leur financement.

Il faut indiquer aussi qu'il existe plusieurs reprises de la part des organisations internationales, non gouvernementales et autres, pour mieux illustrer l'évolution du concept de développement durable et les rôles des institutions. Nous pouvons en citer de façon chronologique quelques unes:

**Tableau 5:** Les rôles des institutions pour le développement durable

1968	La création du Club de Rome.
1972	La publication du rapport "Halte à la croissance ?" du Club de Rome, rédigé par une équipe de chercheurs du Massachusetts Institute of Technology.
1980	La publication d'un rapport intitulé "stratégie mondiale de la conservation" par l'Union internationale pour la conservation de la nature. Dans ce rapport apparaît pour la première fois la notion de développement durable.
1987	Une définition du développement durable est proposée par la Commission mondiale sur l'environnement et le développement (Rapport Brundtland).
1992	L'adoption de la convention de Rio et naissance de l'Agenda 21.
2002	Le Sommet de Johannesburg.
2005	Le protocole de Kyōto sur la réduction des émissions des gaz à effet de serre est entré en vigueur.



Certains auteurs parlent de développement soutenable qui est une traduction plus littérale du terme anglophone “sustainable development”. Ils insistent sur la notion de durabilité qui signe une cohérence entre les besoins et les ressources globales de la Terre à long terme. Ceci est traduit comme soutenabilité forte et soutenabilité faible. D’autres préfèrent parler d’utilisation durable au lieu de développement économique.

## **2. Le processus de développement économique**

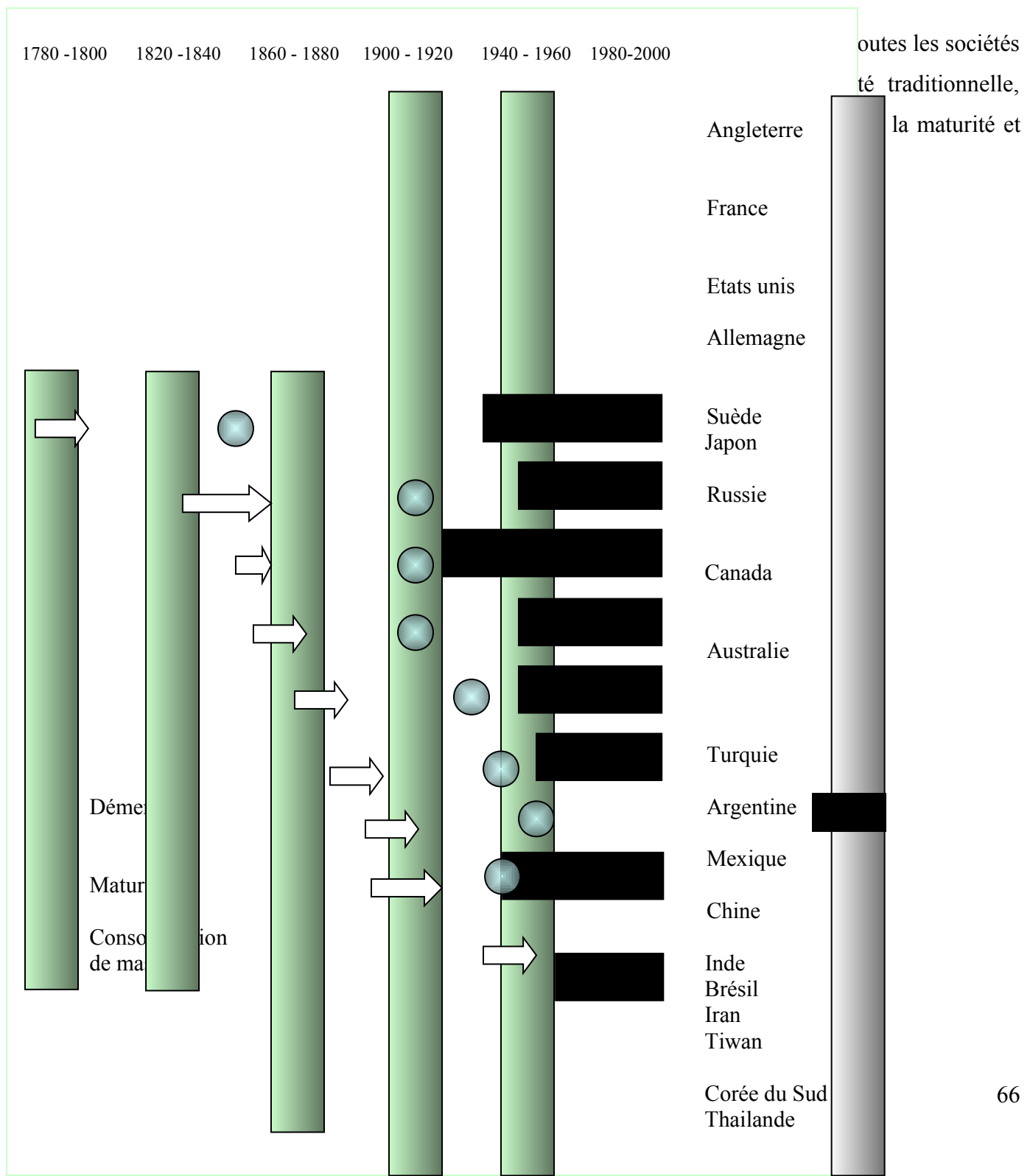
Il existe des classifications des phases du développement comme celle de Frederic List selon laquelle, sous le rapport économique, les nations ont à parcourir les phases de développement comme: état sauvage, état pastoral, état purement agricole, état à la fois agricole, manufacturier et commerçant (Frederic List, 1857, p. 288). Cependant nous allons suivre Rostow pour illustrer ce processus.

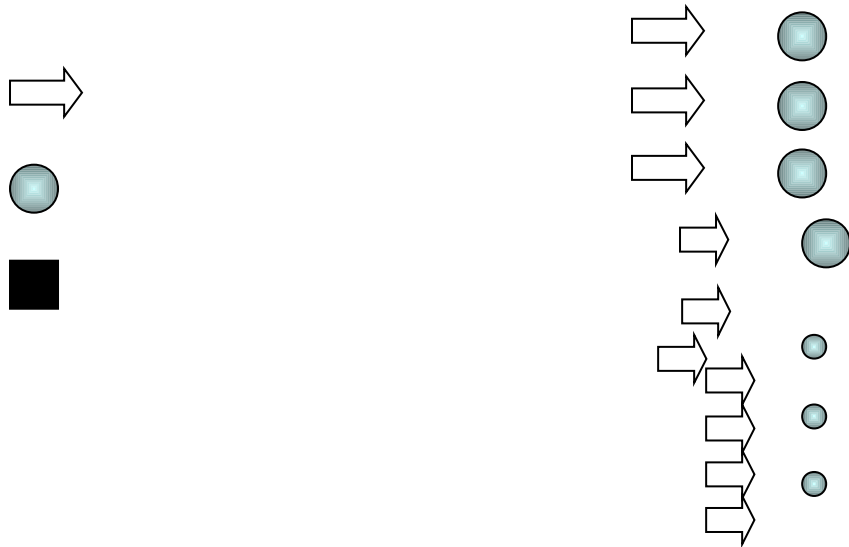
### **2.1. Les étapes du développement économique suivant Rostow**

Dans l’histoire de l’évolution mondiale, le processus de développement a plusieurs étapes qui se poursuivent. Ces étapes ne représentent pas les mêmes caractères: tout d’abord les intervalles de développement ne commencent pas et ne se terminent pas en même temps dans le monde, également dans les mêmes régions. Comme le schéma 6 le montre, l’économie d’Angleterre commence à se transformer dans la première étape de l’industrialisation durant la période 1820-1840 alors qu’il faut attendre le milieu du 19<sup>ème</sup> siècle, pour que les autres pays d’Europe et d’Amérique du Nord comme la France, les Etats-Unis et l’Allemagne se lancent dans une mutation similaire. Dans les régions hors de l’Europe, le Japon devient le premier pays non occidental qui commence à s’industrialiser vers la fin du 19<sup>ème</sup> siècle. En ce qui concerne les pays au-delà des régions dominées par la culture occidentale, comme la Turquie, l’Argentine et la Chine il faut encore attendre les années 1940 et 1960.

Puis, le contenu de cette transformation n’est pas identique dans toutes les périodes extensives dans le monde. Si nous prenons par exemple le départ de la croissance du point de vue de la population comme l’essentiel des activités socio-

économiques, c'est la deuxième moitié du 19ème siècle qui commence le début du développement considérable pour la plupart des pays industrialisés aujourd'hui. « Avant l'ère de la croissance économique moderne, vers la fin du 18<sup>ème</sup> siècle, on voyait des individus et des familles s'enrichir, mais les nations dans leur ensemble et la majorité de leurs habitants étaient pauvres. » (Gillis Malcom, Perkins H. Dwight, 1998, p.24).





**Source:**Nous avons complété le tableau du W.W.Rostow, 1962, p.12 et Frédéric Carlier, 2002, p.26.

### 2.1.1. La société traditionnelle

La conception de la société traditionnelle est fondée sur la science, la technologie et sur des attitudes pré-newtoniennes à l'égard du monde physique. La caractéristique profonde de la société traditionnelle était « celle dont la structure est déterminée par des fonctions des productions limitées, fondées sur la science et sur la technologie pré-newtonienne sur le monde physique ». Le rendement potentiel par individu ne pouvait dépasser un niveau maximum, parce que la société traditionnelle ne disposait pas des vastes possibilités qu'offrent la science et la technologie modernes ou alors on ne savait pas les exploiter régulièrement et systématiquement. Dans ces sociétés, l'extension géographique et les volumes des échanges à l'intérieur et entre elles, étaient différentes parce que ces sociétés avaient des caractéristiques différentes. Les industries de transformation ont connu un niveau de développement divers comme c'était le cas dans l'agriculture. La productivité n'a pu dépasser un niveau déterminé, car la société ignorait la science moderne, ses applications et ses modes de pensées. Les liens de famille et de clan jouaient un rôle important dans l'organisation sociale. Par contre, l'individu pouvait lutter pour améliorer ses conditions de vie et il était tenu de le faire. Dans les sociétés traditionnelles, il existe un pouvoir politique central qui imposait son autorité aux régions relativement autarciques. Ceux qui possédaient la terre entre les mains avaient une influence sur

les subordonnés. Le propriétaire foncier exerçait une influence variable mais généralement profonde sur le pouvoir politique central. Comme tous ces caractéristiques qui indiquent une société non stable, ralentissent les changements.

D'un point de vue historique, il est possible de déterminer le monde comme la société traditionnelle pré-newtonien: les dynasties chinoises, la civilisation du Moyen Orient et bassin méditerranéen, le monde de l'Europe médiévale (Rostow W.W., 1962, p.17-18).

### **2.1.2. Les conditions préalables du démarrage**

Selon la classification de Rostow, à cette étape de la croissance, les sociétés se trouvent en voie de transition. C'est l'Europe occidentale, vers la fin du 17<sup>ème</sup> et au début du 18<sup>ème</sup> siècle qui représente les caractéristiques de cette étape de croissance. Les conquêtes de la science moderne donnent naissance à de nouvelles fonctions de production dans l'industrie comme dans l'agriculture et les conditions préalables au démarrage ont commencé à se créer. C'est ainsi que les éléments qui ont préparé la fin du Moyen Age ont aussi eu un rôle dans la création des conditions préalables au démarrage en Europe occidentale. L'Angleterre était le premier pays qui réunit toutes les conditions nécessaires au démarrage de l'économie. Dans cette étape, de nouveaux types d'hommes animés de l'esprit d'entreprise apparaissent (dans le secteur privé, dans les affaires publiques ou dans les deux à la fois), décidés à mobiliser l'épargne et à prendre des risques pour obtenir des profits ou moderniser le pays. En ce qui concerne les autres économies, elles sont en train de créer les conditions préalables au démarrage, le plus souvent sous la pression venant d'économies étrangères qui avec le concours de certaines forces intérieures pousse à la modernisation. La transformation de la société traditionnelle prend du temps. Sur le plan politique, il s'agit d'un Etat-national centralisé et efficace qui joue un rôle déterminant pendant la période préalable au démarrage. L'Etat qui s'appuie sur des coalitions teintées d'un nationalisme nouveau en opposition avec les intérêts régionaux traditionnels, avec le pouvoir colonial ou avec l'un et l'autre ensemble a été une condition nécessaire au démarrage.

### **2.1.3. Le démarrage**

La période pendant laquelle la société renverse les obstacles et les barrages qui s'opposaient à sa croissance régulière, et la croissance devient la fonction normale de l'économie. Les intérêts composés s'intègrent dans les coutumes et dans la structure même des institutions. Les modifications qualitatives sont présentes dans les structures économiques et dans les formes de comportements. Cette étape « exige la réunion des trois conditions suivantes :

- l'élévation du taux d'investissement productif, qui passerait par exemple de 5% ou moins de 5% à 10% du revenu national,

- la création d'un ou de plusieurs secteurs d'industries de transformation ayant un taux d'expansion élevé,

- l'existence ou l'institution rapide d'un appareil politique et social, sur une base qui permet d'exploiter les tendances à l'expansion dans le secteur moderne, et les possibilités d'effectuer des économies dans l'achat de produits étrangers, transformant la croissance en phénomène durable ». Le processus d'expansion du secteur moderne provoque un accroissement des revenus détenus par ceux qui exercent leur activité dans des secteurs modernes de l'économie. La nouvelle classe d'entrepreneurs s'élargit et elle dirige l'orientation des investissements toujours plus importants qui affluent dans le secteur privé. La condition de réussite du démarrage est le changement radical dans la production agricole, car la société qui se modernise devient de plus en plus tributaire de la production agricole. En l'espace d'une ou deux décennies, la structure fondamentale de l'économie et la structure sociale et politique de la société se transforme de telle façon que le taux de croissance de l'économie pourra par la suite rester constant. Les exemples pour cette phase sont, le démarrage de l'économie britannique des vingt dernières années du 18<sup>ème</sup> siècle ; celui de la France et des Etats-Unis, à la période de 1820 à 1860, celui de l'Allemagne, au troisième quart du 19<sup>ème</sup> siècle ; celui de la Russie et du Canada, à la période de 1890 à 1914. L'Inde et la Chine ont fait démarrer leurs économies depuis 1950. L'économie de Turquie a connu son démarrage dans les années 1930, marquées par les révolutions de Kemal Ataturk. Les pays d'Afrique dont la plupart

sont des colonies à cette époque là, ont pris du retard dans leur processus de développement. A cette période où le développement mondial a vu son époque d'or et certains pays n'ont pas pu suivre ce processus de développement à cause de diverses difficultés.

#### **2.1.4. La marche vers la maturité**

En général, une économie qui est déjà entrée dans le stade de démarrage arrive à la phase de maturité après une soixantaine d'années. Elle s'efforce d'appliquer la technologie moderne à chacun de ses secteurs. Le volume des investissements représente régulièrement entre 10% et 20% du revenu national de telle sorte que la production peut conserver une avance constante sur l'accroissement de la population. L'économie trouve sa place dans l'économie internationale: le pays produit les biens qu'il importait autrefois. De nouveaux produits apparaissent parmi les exportations pour équilibrer les échanges. La société renonce aux valeurs et aux institutions anciennes en faveur des valeurs et des institutions nouvelles. L'économie s'organise essentiellement autour d'un ensemble d'industries et de techniques relativement peu nombreuses. Les charbonnages, la sidérurgie et les industries mécaniques lourdes qui avaient joué un rôle prépondérant lors de la phase d'expansion du réseau ferroviaire, céderont peut-être la place aux machines, aux produits chimiques et à l'équipement électrique. Telles sont par exemple, les étapes qu'ont suivies l'Allemagne, la Grande Bretagne et les Etats-Unis vers la fin du 19<sup>ème</sup> siècle ou peu après.

#### **2.1.5. L'ère de la consommation de masse**

Dans cette phase de développement la production de biens de consommation durables et les services deviennent progressivement les principaux secteurs de l'économie.

Il existe deux phénomènes qui se sont produits au cours du 20ème siècle au moment où les sociétés sont arrivées à la maturité:

- le revenu réel par habitant s'est élevé à un niveau tel que de nombreux individus ont pu régulièrement disposer de biens et de services dépassant les besoins alimentaires, de logement et de vêtements indispensables.

-la composition de la main d'œuvre s'est modifiée de telle façon que non seulement la proportion de la population urbaine dans la population totale s'est accrue, mais aussi celle de la proportion de la population des employés de bureau et des ouvriers qualifiés.

Dans cette phase, les sociétés occidentales ont décidé, tout en utilisant des moyens politiques, d'affecter une plus grande part de leurs ressources à la prévoyance et à la sécurité sociale. Elles consacrent aussi ses ressources à la production de biens de consommation durables et à la diffusion massive de services. L'utilisation de la machine à coudre, de la bicyclette et plus tard, de divers appareils électroménagers s'est répandue progressivement. L'apparition de l'automobile populaire à bon marché a été l'élément décisif sur la vie de la société et sur ses perspectives d'avenir. C'est dans les années 1913-1914 et l'après 1920, surtout après la Deuxième Guerre Mondiale que les Etats-Unis ont suivi cette phase. L'Europe occidentale et le Japon ont véritablement abordé cette étape de la croissance après 1950.

Le processus de développement à cette époque, était marqué par l'accélération de la croissance, et l'augmentation du revenu national par habitant. Cette dernière commence d'abord par la stagnation puis reprend la croissance et arrive à la maturité.

En ce qui concerne le développement de l'économie de Turquie la fin des années 1930 marque le début de la période de démarrage (Rostow W.W, 1962, p. 12). Durant cette période la croissance économique avait enregistré entre de 5% à 10 % comme prétendait Rostow qu'il était nécessaire pour un pays. Plusieurs secteurs ont été créés entre 1933-1939 et surtout les secteurs de charbonnage, du textile, du

sucre et du ciment ont enregistré un niveau de croissance spectaculaire dans la production industrielle. La production industrielle par ouvrier en 1939 était assimilable avec 40 % de celle des Anglais et 20 % de celle des Américains (Reynolds, 1985, p. 330).

Selon Carlier F. La fin des années 1970 marque le début de la phase de maturité pour l'économie de Turquie (Carlier Frédéric, 2002, p. 28). Les politiques économiques des années 1950 de la Turquie représentent la continuité avec celles de décennies précédentes même s'il y a de certains changements: les investissements de l'infrastructure étaient en expansion. Cependant la performance d'exportation de la Turquie n'était pas impressionnante. Les biens d'équipements représentaient une partie mineure du total malgré que la gamme d'industrie se soit étendue et la composition de production avait progressivement changé (Reynolds, 1985, p. 332).

La performance d'exportation de la Turquie représente 7,7 % sur la période 1950-1980 alors que la moyenne de son groupe était 10,0 % pour la même période (Reynolds, 1985, p. 400).

## **2.2. Le rapport entre le développement économique et l'industrialisation**

Les termes « économies industrialisées », « pays développés », « pays à haut revenu », « pays avancés » etc. sont empruntés aux constats tirés de l'histoire économique et sont tenus pour synonymes. Le développement économique se réalise à la suite des changements structurels. La transformation structurelle de l'économie par l'intermédiaire des secteurs et l'articulation des sous-secteurs permet l'augmentation du revenu national par tête. L'augmentation du revenu grâce au développement économique diversifie la demande. Sa croissance devient plus élevée que celle du revenu; ceci le développement économique prend la forme de l'industrialisation. Le rapport entre l'économie et l'industrie remonte au 18<sup>ème</sup> siècle même si elle s'est surtout développée en Angleterre. Les concepts clés de l'économie industrielle émergent dans les écrits des philosophes et des économistes dans de nombreux ouvrages.<sup>30</sup> « Le terme industrie est d'origine latine. Il signifie activité, ingéniosité et savoir-faire. Le développement de l'industrie est fondé sur

<sup>30</sup>



l'amélioration des techniques. Les premières techniques primitives sont aussi anciennes que l'homme, même si, pendant longtemps, ces techniques n'ont servi que pour le travail artisanal » (Levet Jean-Louis, p.IX, 2004). Selon le résultat obtenu par Chenery, une unité d'augmentation de revenu par tête (le développement) engendre une augmentation de production industrielle (manufacturière) de taux plus élevé que le revenu (Chenery, 1979, pp. 72-84). Ceci montre que la structure de la production devient plus en plus industrielle ; la part de la production industrielle dans la composition de la production nationale augmente. Cette transformation a également une influence positive sur le secteur des services ; la part du transport et de la communication se multiplient par deux, au détriment de la part du secteur agricole. Les autres sous-secteurs des services restent stables. W.Hoffmann, explique que le sous-secteur manufacturier suit aussi une transformation dans le cadre de sa structure (Hoffmann, 1958). C'est le sous-secteur des produits de consommation qui se développe d'abord. Puis, les branches de production des biens d'investissements se développent encore plus vite que ce dernier. C'est la raison pour laquelle, le pourcentage de valeur ajoutée des sous-secteurs de produits de consommation se réduit dans la valeur ajoutée des secteurs des produits d'investissement. Selon Hoffmann, l'industrie se développe en trois étapes suivantes :

En première étape, les branches industrielles des produits de consommation dominant l'industrie,

En deuxième étape, les branches industrielles des produits d'investissement deviennent de plus en plus importantes,

En dernière étape, les deux branches se trouvent en équilibre.

Aujourd'hui, les pays développés dans le monde sont aussi industrialisés. C'est-à-dire, la voie du développement pour les pays émergents passe par l'industrialisation. C'est la raison pour laquelle nous avons tendance à comprendre le terme "développement" comme synonyme du mot "industrialisation". Politiquement, l'industrialisation était considérée comme le symbole et la fondation

---

Parmi eux nous pouvons citer Turgot, comme l'un des auteurs français qui préconisait dès le 18ème siècle la libéralisation de l'industrie du monopole d'Etat et le Conservatoire des arts et métiers, comme l'une des institutions françaises, qui créa la première chaire d'économie industrielle en 1819 pour j-B.Say (Levet Jean-Louis, 2004, p.IX).

de la souveraineté et de l'indépendance nationale. Certains économistes comme Paul Prebisch, ont assimilé le colonialisme aux politiques visant à empêcher ou retarder l'industrialisation. Cette idée s'appuie sur les arguments historiques dans le processus d'industrialisation. Il est évident de prendre en considération que ce processus jusqu'à la révolution industrielle représente des différentes étapes suivies. Nous pouvons analyser ce processus de façon générale en trois phases.

### **2.2.1. La première vague de l'industrialisation**

Il est possible de trouver certaines transformations de l'Antiquité au 18<sup>ème</sup> siècle, qui ont une grande importance dans l'apparition de la première vague d'industrialisation.<sup>31</sup> « Les effets dissolvants du moulin à eau sur la société médiévale et la féodalité, les progrès de l'attelage qui augmente la puissance de traction des chevaux, ou l'invention du gouvernail d'étambot sont bien connus». Cependant, ce sont des transformations qui n'ont pas modifié les méthodes du travail humain. La technique avait très peu progressé car, il s'agissait de l'utilisation d'une seule forme d'énergie, humaine ou animale (Ashton T.S, 1955, p. II).

*-Eléments techniques :* La première vague de la révolution industrielle contenait des éléments techniques, économiques et institutionnels. Les progrès technologiques dans le domaine de la production ont eu la conséquence directe de l'avènement d'un esprit scientifique en Europe du 16<sup>ème</sup> au 18<sup>ème</sup> siècle. Selon Mantoux, la nouveauté qui caractérise la révolution industrielle sur le plan technique, n'est pas la machine, mais le machinisme (Rioux Jean-Pierre., 1971, p. 61). Mantoux limite l'apparition de la grande industrie à l'utilisation intense de la machine « mécanisme, qui sous l'impulsion d'une force motrice simple exécute les mouvements composés d'une opération technique, effectuée auparavant par un ou plusieurs hommes » (Mantoux Paul., 1906, p. 13).

La révolution industrielle en Angleterre peut être analysée comme une suite de réponses techniques à diverses limitations comme le recul progressif des forêts

---

<sup>31</sup> Léon Pierre définit la révolution industrielle par le biais de ses diverses composantes: concentration de la main d'oeuvre, machinisme, accumulation du capital, augmentation de la production, hausse des profits (Léon Pierre, 1955, p. 6).

qui fournissent le bois pour la fabrication du fer et l'énergie disponible (humaine, animale, hydraulique) à l'extension de la production. Les applications successives de la machine à vapeur ont permis de faire éclater le cadre énergétique étroit. Vers la fin du 18<sup>ème</sup> siècle, une synergie se forme entre les quatre pôles de cette révolution qui donne naissance à l'industrie moderne.

-le charbon, permet de produire le fer et l'énergie transformée par les machines à vapeur.

-les industries mécaniques et notamment les métiers à filer et à tisser du textile se développent grâce aux industries sidérurgiques.

-les machines à vapeur aident à l'extraction minière, à la production de fer et actionnent les métiers textiles.

- de l'application de la vapeur dans les transports résulte deux nouvelles innovations: navires et chemin de fer.

*-Eléments économiques :* Les grandes explorations, du 15<sup>ème</sup> siècle ont eu des effets économiques considérables à long terme. Au 16<sup>ème</sup> siècle, à l'origine de la montée de la bourgeoisie et l'accumulation progressive du capital dont d'une part l'afflux d'or et d'argent en Espagne qui a apporté une grande inflation et d'autre part les gains du commerce triangulaire entre l'Afrique, l'Europe et l'Amérique ont joué un rôle décisif. Depuis le 16<sup>ème</sup> siècle, l'Angleterre disposait d'un surplus de main d'œuvre dont elle ne savait que faire (Ashton Pierre., 1955, p. v) Par ailleurs, les revenus fixes des propriétaires terriens sont érodés par la hausse des prix et la noblesse rurale est ainsi amenée à vendre les terres, qui deviennent ainsi un facteur de production échangé sur un marché et à se tourner vers les activités de commerce.

*-Eléments institutionnels :* La chute de l'Empire romain aux 4<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup> siècle avait laissé en Europe occidentale une absence durable de pouvoir central autoritaire faisant contraste avec la situation en vigueur en Chine, en Inde ou dans le monde musulman. Ce vide du pouvoir a permis l'éclosion des villes, lieux privilégiés de la spécialisation et des échanges. L'affirmation progressive de leurs libertés économiques était le point de départ de l'extension des relations de marché et du capitalisme commercial, puis industriel. L'industrie n'allait pas seulement dans le

sens industrialisation urbanisation mais aussi dans le sens inverse, avec un surplus alimentaire, avec divers progrès agricoles. D'autres aspects politiques sont mis en avant comme les institutions démocratiques. Les événements de la fin du 18<sup>ème</sup> siècle en France mettent pareillement en place, en plus des droits de l'homme, les institutions favorables au développement du capitalisme (liberté d'entreprise, liberté du travail, unification du marché).

L'industrialisation entraîne la montée d'une nouvelle classe moyenne urbaine qui réclame une plus grande participation au pouvoir et ainsi la démocratisation progresse aux 19<sup>ème</sup> et 20<sup>ème</sup> siècles. Les croyances et les mentalités ont également joué un rôle dans le développement industriel de l'Occident. Les Huguenots aux Pays-Bas, en Angleterre, en Allemagne, ou les juifs à travers toute l'Europe étaient les vrais créateurs du capitalisme (Sombart Werner, 1928, pp 129-144 et p.341).

En dehors de ces éléments dans la première vague de l'industrialisation, il existe également certaines innovations qui correspondent à la deuxième révolution industrielle. Après la grande dépression des années 1870 à 1895, le cycle long de Kondratieff, reprend sa phase ascendante de 1896 à 1920. La nouvelle poussée de l'industrialisation se caractérise par la diffusion de nouvelle industrie, c'est-à-dire le progrès dans les secteurs de l'automobile, chimie, pétrole, aéronautique et électrification. Dans cette vague de l'industrialisation les premiers pays remarquables sont l'Allemagne, la France, les Etats-Unis. Le vieillissement de ses installations fait s'accumuler les retards techniques à l'Angleterre. Les autres pays suivant cette vague sont le Japon, la Russie, les Pays d'Europe centrale (dans l'Empire austro-hongrois jusqu'à la Première Guerre mondiale), des colonies de peuplement comme le Canada et l'Australie et les pays scandinaves (Jacques Brasseul, 1993 p.12).

### **2.2.2. La deuxième vague de l'industrialisation**

Au cours de la première vague de l'industrialisation, des entreprises familiales réunissant peu de capitaux ont joué le rôle essentiel dans l'expansion industrielle de la Grande Bretagne. Par contre, le processus d'industrialisation se réalise différemment du point de vue de l'intervention de l'Etat. Dès la seconde

moitié du 19<sup>ème</sup> siècle, les petites firmes individuelles ne suffisaient pas pour assurer nouvelle façon de production nécessitait des capitaux réunis considérables. Les banques et les sociétés anonymes ont joué un rôle essentiel dans la poursuite de l'industrialisation. L'Etat est intervenu activement comme dans la France de Napoléon III, la Prusse de Bismarck, le Japon de 1<sup>ère</sup> Meiji ou la Russie de Serge de Witte. Le problème était que les matières premières devaient être importées de plus en plus loin, vers les pays ou les colonies<sup>32</sup>. Dans le tableau 7, on voit la croissance économique des principaux pays industrialisés (PIB).

**Tableau 7:** Croissance économique des principaux pays industrialisés (PIB). Taux annuels moyens réels, %, 1820 à 1987.

Pays	1820-1870	1870-1900	1900-1913	1913-1950	1950-1973	1973-1987
<b>1<sup>ère</sup> vague ou early developers</b>						
Angleterre	2,4	1,9	1,5	1,3	3	1,6
Belgique	2,7	2	2,4	1	4,1	1,8
Pays-Bas	2,4	2,1	2,3	2,4	4,7	1,8
France	1,4	1,7	1,7	1,1	5,1	2,2
Allemagne	2	2,8	3	1,3	5,9	1,8
Suisse	2,5	2,1	2,6	2,6	4,5	1
Etats-Unis	4,4	4,1	4	2,8	3,7	2,5
<b>2<sup>ème</sup> vague ou latecomers</b>						
Australie	Nd	3,2	3,1	2,1	4,7	2,9
Canada	Nd	3,8	6,3	3,1	5,1	3,4
Autriche	1,4	2,4	2,4	0,2	5,3	2,2
Italie	Nd	1,5	2,8	1,4	5,5	2,4
Norvège	2,2	2,1	2,7	2,9	4,1	4
Suède	1,6	2,8	2,2	2,7	4	1,8
Danemark	1,9	2,7	3,2	2,5	3,8	1,8
Japon	0,4	2,5	2,5	2,2	9,3	3,7
Russie/URSS	Nd	Nd	3,5	2,7	5	2,1
<b>3<sup>ème</sup> vague ou followers</b>						
Argentine	Nd	5	6,4	3	3,8	0,8
Brésil	1,6	3,2	3,5	4,2	6,7	4,8
Mexique	1	2,1	2,6	2,6	6,4	3,6
Chine	0	1	0,8	0,1	5,8	7,5
Inde	0,5	1	1	0,7	3,7	4,1

<sup>32</sup> La croissance industrielle des latecomers ne s'intègre pas au modèle linéaire de Rostow (1960) avec ses étapes et ses conditions préalables au démarrage, ni à la nécessaire accumulation du capital de Marx.

Corée du Sud	Nd	Nd	2	1,7	7,5	7,9
Taiwan	Nd	Nd	1,8	2,7	9,3	7,8
Pays développés	2,5	2,4	2,9	2	4,9	2,4
PVD*	Nd	Nd	2,6	2,1	5,3	4,7

**Source :** Brasseul Jacques, 1993, p. 15.

\*15 pays en voie de développement d'Amérique latine et d'Asie.

Selon l'historien russo-américain Gerschenkron (1962) ces pays bénéficient des avantages suivants dans la course au développement (Gerschenkron, 1962) :

-la suite des tensions sociales augmentées au fur et à mesure que l'écart s'accroît avec les pays plus avancés et elles induisent des changements institutionnels. L'Etat fait un effort massif pour promouvoir l'industrialisation.

-l'importation de technologies modernes, capitalistiques par des grandes entreprises a facilité le rôle de l'Etat. Ceci a permis à ces pays d'éviter les tâtonnements et les erreurs propres aux pays partis en premier.

La limitation de la technologie moderne qui a influencé de nombreux pays à travers le tiers monde, a été critiquée par certains auteurs. Malgré son pouvoir explicatif pour le cas des *latecomers*, l'expérience a montré les limites de ce modèle : en fait, il ne suffit pas d'importer la technologie la plus avancée, il faut encore pouvoir l'adapter et l'exploiter de manière durable. L'Etat a souvent exercé un rôle de frein plus que de fer de lance du développement (Jacques Brasseul, 1993, p.16).

### **2.2.3. La troisième vague de l'industrialisation**

Le progrès réalisé depuis les années 1950 par des pays en voie de développement représente un caractère différent par rapport aux deux précédentes vagues. En effet, l'essentiel de la différence entre ces deux premières étapes de l'industrialisation avec celui de la dernière vient de l'existence des pays développés qui se regroupent en général dans le Nord. Ceci fait également une coupure entre le Nord et le Sud qui rend impossible la répétition des mêmes schémas du développement. Un nouveau contexte du développement peut être décrit aux niveaux économique, technologique et institutionnel comme ci-dessous :

-Après la Deuxième Guerre Mondiale, la baisse des coûts des transports et des communications ont permis d'accélérer les échanges et la mondialisation des économies. Ces nouveaux pays industrialisés ont bénéficié de marchés dynamiques pour leurs exportations industrielles. Les flux de capitaux se sont au début orientés vers les pays de peuplement européens puis vers l'ensemble des pays en voie de développement. Depuis l'indépendance, les ressources de l'aide externe se sont également introduites dans la possibilité d'épargne des pays neufs.

Le retard agricole représente un obstacle important à la croissance des industries pour ces pays. Le point de départ apparaît nettement plus bas que dans l'Europe du 18<sup>ème</sup> siècle. Dans le pays en voie de développement 70% de la population active en moyenne travaille dans l'agriculture, contre 50% en Occident au début de la révolution industrielle. C'est la raison pour laquelle le passage d'une société rurale à une société industrielle risque d'être plus longue dans les pays sous développés.

-En première étape de l'industrialisation, les pays étaient beaucoup plus moins peuplés que les nouveaux pays industrialisés. Au 20<sup>ème</sup> siècle, la chute du taux de mortalité grâce aux progrès médicaux sans que la natalité diminue autant a donné un caractère différent au contexte démographique dans les pays en voie de développement.

-Les pays en développement ont bénéficié comme les *latecomers* d'un réservoir technologique qui leur a permis de précipiter leur transformation ; les exemples sont innombrables tant dans le domaine industriel qu'agricole, le cas de la révolution verte depuis les années 60 étant particulièrement importante.

-L'accès tardif à l'indépendance politique a eu des effets parfois favorables à l'industrialisation. Il est possible de donner comme exemple, contrairement au cas de l'Inde, des pays de l'Amérique latine. La Corée et Taiwan ont commencé à s'industrialiser dès le début du siècle pendant l'occupation japonaise, tandis que des pays restés indépendants comme l'Afghanistan ou la Thaïlande ne l'ont pas fait, ou l'on fait beaucoup plus tard. En général, l'indépendance est allée de pair avec une intervention toujours plus importante du secteur public. Ceci représente évidemment

le cas contraire avec celui de l'Occident au départ. Au cours de l'industrialisation, dans les pays en voie de développement l'Etat a joué un rôle croissant ; la planification a tenu une grande place dans l'édification des industries.

Un autre aspect des différences dans l'environnement institutionnel, lié à l'existence des pays développés se trouve dans le domaine social. Les conditions de travail qui sont largement insuffisantes dans les pays en voie de développement par rapport à la norme en vigueur dans les pays riches, ont rendu les institutions comme les syndicats, les systèmes comme celui de la sécurité sociale inadaptés au cas des pays pauvres, dans la mesure où elles ont été un obstacle à la création d'emplois.

#### **2.2.4. Le développement industriel écologiquement durable**

Le développement industriel écologiquement durable peut être entendue en fonction de la définition du développement durable, adopté par le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE):

« Des structures d'industrialisation qui renforcent la contribution de l'industrie à des avantages économiques et sociaux pour les générations présentes et futures sans mettre en danger les processus écologiques fondamentaux ». Ces nouvelles structures impliquent un développement économique continu, tout en utilisant efficacement les ressources non renouvelables, en conservant les ressources renouvelables et sans dépasser les capacités d'assimilation des déchets de ces écosystèmes; et elles varieront selon les ressources naturelles et le stade de développement économique des divers pays (ONUDI, 1991, p.15).

L'ONUDI propose un mode d'industrialisation particulier qui satisfasse à trois critères suivants pour être considéré comme écologiquement durable (ONUDI, 1991, p.15):

- il doit assurer la protection de la biosphère ;
- il doit utiliser de la manière la plus efficace les richesses produites par l'homme et les richesses naturelles;
- Il doit promouvoir l'équité.



L'impact de l'homme sur l'environnement naturel dépend essentiellement de l'interaction entre la population, la croissance économique et la technologie. Cette relation peut être montrée :

$$\text{Pollution} = (\text{Pollution}/\text{PNB}) \times (\text{PNB}/\text{Pollution}) \times \text{Pollution}$$

Dans ce contexte, la pollution signifie la dégradation de l'environnement qui est apparue comme le produit de la population, du niveau des revenus (PNB par habitant) et de l'intensité de la pollution due à la production (ONUDI, 1991, p.50).

### **2.2.5. Les caractéristiques générales du développement industriel au 20<sup>ème</sup> siècle**

Le développement des échanges extérieurs joue un rôle important au début de l'industrialisation. Les exportations de produits primaires permettent d'importer des produits manufacturés. Certains produits étaient difficiles ou coûteux à transporter entre les pays (mobilier, verre, boisson) alors que certains autres comme les textiles et les produits alimentaires disposaient d'un vaste marché. Ainsi certains produits bénéficient d'une protection naturelle.

Au début du siècle, des industries légères de biens de consommation courante (cuir, bois, chaussures, jouets, céramique) et plus tard après les années 1940, les industries intermédiaires comme celles de la chimie et des hydrocarbures, et enfin les industries lourdes (métal, mécanique, électrique, transport), et les biens de consommation durable. La rupture des échanges internationaux au cours de la première moitié du siècle (Première Guerre Mondiale, crise de 1929, Seconde Guerre mondiale) oblige de profiter des industries locales des pays en cours d'industrialisation.

Le schéma décrit la première moitié du siècle et change à partir des années 1950 avec les politiques industrielles et les investissements dans les industries de base. De grandes firmes souvent étatiques dominent le paysage industriel. Par contre, dans les pays qui ont commencé à s'industrialiser, ce sont les petites et moyennes entreprises qui caractérisent le processus. Les secteurs décrits plus haut se prêtent bien à une taille réduite et les ressources en capitaux également. Ceux-ci peuvent

venir des commerçants, marchands ou importateurs qui se tournent vers la production ou des propriétaires terriens qui diversifient leurs activités en Argentine ou Brésil. Le capital peut être également apporté par les immigrants (Européens en Amérique latine, Chinois en Asie du Sud-est), et par des firmes étrangères (américaines aux Philippines ou à Cuba au début du siècle, anglaises en Amérique latine, Japonaises à Taiwan et en Corée, françaises en Afrique etc.)

Comme le tableau 8 le montre, la croissance de la production industrielle caractérise différentes étapes de l'industrialisation des pays en voie de développement au 20<sup>ème</sup> siècle.

**Tableau 8 :** Croissance de la production industrielle dans les pays en voie de développement au 20<sup>ème</sup> siècle.

1913-1950		1950-1973		1965-1980		1980-1990	
(Taux annuels moyens, %)							
Colombie	8,5	Corée	13	Corée	16,4	Chine	12,5
Brésil	6,7	Chine	12,3	Indonésie	11,9	Corée	12,2
Grèce	5,1	Thaïlande	8,8	Brésil	10,1	Thaïlande	9
Argentine	4,3	Brésil	8,7	Chine	10	Pakistan	7,3
Mexique	3,8	Pakistan	8,6	Thaïlande	9,5	Inde	6,6
Inde	2,7	Mexique	7,7	Philip.	7,7	Turquie	6,2
Chili	2,4	Turquie	7,6	Mexique	7,6	Indonésie	5,6
		Philip.	7,4	Tunisie	7,4	Colombie	5,1
		Colombie	6,6	Turquie	7,2	Bangla D.	4,9
		Pérou	6,5	Egypte	6,9	Egypte	4,3
		Inde	5,3	Pakistan	6,4	Ghana	3,3
		Bangla D.	5,2	Maroc	6,1	Maroc	2,8
		Egypte	5,2	Colombie	5,7	Tunisie	2,6
		Argentine	5,2	Pérou	4,4	Brésil	2,1
		Ghana	4,9	Inde	4,2	Mexique	1
				Argentine	3,3	Philip.	-0,8
				Bangla. D.	1,5	Argentine	-1,1
				Ghana	1,4	Pérou	-1,2

Sources : Maddison, 1970, 1983 : Banque mondiale, RDM, 1992.

Selon le tableau ci-dessus, les pays latino-américains ont initié le processus alors que les pays asiatiques le poursuivent de façon plus dynamique dans la seconde

moitié du siècle. L'industrialisation suit en général une accélération de la croissance économique dans son ensemble. Reynolds introduit les points de retournements qui correspondent au passage de l'une à l'autre (Reynolds, 1985, pp. 34-35). Il décrit les facteurs qui sont à l'origine de cette transformation comme ci-dessous :

- l'ouverture au commerce international ;
- l'indépendance nationale ;
- la stabilité politique et sociale ;
- la compétence administrative du gouvernement.

Reynolds indique dans le tableau 9 les dates de ces points de retournement qui précèdent les premières industrialisations pour différents pays du tiers monde.

**Tableau 9:** Points de retournement des pays en voie de développellent.

<b>Amérique latine</b>	<b>Asie</b>	<b>Afrique</b>
Chili 1840	Malaisie 1850	Algérie 1880
Argentine 1860	Thaïlande 1850	Nigeria 1890
Mexique 1876	Birmanie 1870	Ghana 1895
Brésil 1880	Ceylan 1880	Cote-d'Iv. 1895
Pérou 1880	Taiwan 1895	Kenya 1895
Colombie 1885	Philippines 1900	Ouganda 1895
Cuba 1900	Corée 1910	Tanzanie 1900
Vénézuela	Inde 1947	Zimbabwe
	Pakistan 1947	Maroc
	Chine 1949	Zambie
	Iran 1950	Egypte
	Irak 1950	
	Turquie 1950	
	Indonésie 1965	

**Sources :** Brasseul Jacques, 1993, p. 22.

1950 représente le point de retournement pour la Turquie, cependant Reynolds considère que la période appliquée des politiques de développement commence dans les années 1920 et 1930. C'est à cause de la Deuxième Guerre mondiale que cette période ne dure pas longtemps (Reynolds, 1985, p. 328).

La période de 1945-1973 représente certaines caractéristiques de la période de 1850-1913 du point de vue des phases d'expansion économique et de croissance rapide du commerce international. Cependant, il convient de mettre en évidence les étapes de l'industrialisation des pays en voie de développement à partir de 1913 dans sa particularité.

Maddison étudie ces étapes en examinant la croissance économique au 20<sup>ème</sup> siècle (Maddison., 1989).

*-1<sup>ère</sup> étape : l'ordre libéral mondial jusqu'en 1914 :* c'est l'époque où les pays de l'Amérique latine connaissent un niveau de croissance plus fort grâce aux exportations primaires. L'Amérique latine et les Etat-Unis restent protectionnistes dans un contexte global de libéralisme. Il existe dans cette période des institutions stables : la liberté des marchés.

*-2<sup>ème</sup> étape : le conflit et l'autarcie de 1913-1950 :* En Amérique latine la dépression entraîne une chute des exportations de produit de base et des termes de l'échange. Face à la crise et à la nécessité de la réduction des impôts de façon drastique les importations, un retournement complet de politique économique s'opère dans les années 1930. L'industrialisation est poussée par une nouvelle classe dirigeante issue des classes moyennes. La croissance reste forte jusqu'aux années 1950 grâce à cette nouvelle orientation.

*-3<sup>ème</sup> étape : l'âge d'or de la croissance économique de 1950 à 1973 :* En Amérique latine les politiques autoritaires, c'est-à-dire les contrôles, les aides de l'Etat, l'investissement public dans les secteurs de base, le protectionnisme, se poursuivent. L'industrialisation continue avec vigueur dans les années 1950 et 1960. Il s'agit d'un changement de stratégie dans les activités visant l'augmentation de l'exportation industrielle vers la fin de la période.

Dans cette période, l'Asie et l'Afrique connaissent des bouleversements considérables sur le fond de conflits Est-Ouest. L'indépendance politique permet l'application de modèles divergents. La chine, l'Inde, l'Indonésie jusqu'en 1965 sont influencées par le schéma soviétique et se sont lancées dans des politiques d'industrialisation autarcique et planifiée. L'économie de marché et la politique

industrielle à la japonaise influencent la plupart des autres pays de la région qui bénéficient d'une aide américaine massive. Dans l'ensemble la croissance est exceptionnellement forte en Asie et l'industrialisation se poursuit de façon rapide.

*-4<sup>ème</sup> étape : ralentissement de la croissance mondiale depuis 1973 :*  
L'Afrique et l'Amérique latine se trouvent dans la crise au cours de cette période à cause de l'endettement externe trop lourd. C'est la raison pour laquelle la croissance industrielle est considérablement ralentie.

Les pays asiatiques ont eu un niveau de croissance accéléré malgré la crise, grâce à un endettement limité, des politiques macroéconomiques moins inflationnistes, une plus grande intégration des échanges régionaux et surtout une orientation plus précoce vers l'extérieur.

### **2.3. La théorie de l'industrialisation**

Le terme "industrie" signifie activité, ingéniosité et savoir-faire. Son développement est fondé sur l'amélioration des techniques. L'industrialisation signifie, dans le sens étroit, une augmentation de l'utilisation des machines dans la production ou un certain niveau industriel obtenu dans le revenu national. Dans le sens élargi, elle signifie les changements économiques, sociaux, politiques apparus dans les pays depuis la révolution industrielle (Ilkin A., 1973, p.815).

L'industrie apparaît au 15<sup>ème</sup> siècle en Occident.<sup>33</sup> Cependant, nous avons des exemples antérieurs à cette période dans d'autres parties du monde; en Mésopotamie, au Proche-Orient et en Asie centrale. L'industrie primitive du textile est née en Egypte, en Inde et en Chine. Sur la route de caravanes en provenance de Chine, les Parthes ont développé une industrie des tissus de soie. En Europe l'industrie primitive remonte avant la première révolution. La recherche d'énergie motrice autre qu'humaine et animale dans le haut Moyen Age représente une première formation d'industrialisation (Au début du XVI<sup>ème</sup> siècle, il se trouvait en Europe, 600 000 moulins à eau et 20 000 moulins à vent, dont la puissance totale

---

<sup>33</sup> Il s'agit d'une phase plutôt préindustrielle. L'industrie au sens actuel démarre avec l'Angleterre au 18<sup>ème</sup> siècle cependant il y a eu avant les manufactures et des changements techniques importants.

serait de 2 000 MGW, soit l'équivalent de deux tranches d'une centrale nucléaire) (Ellul J, 1990). Généralement, un véritable essor technique et industriel se produit à partir du XIIIème siècle. Il s'agit de l'apparition de l'industrie minière, de l'assolement triennal, d'applications diverses des moulins, de l'apparition du papier, du verre, du changement de voilure des navires, etc(Gille A, 1963).

### **2.3.1. La définition de l'industrie**

Les auteurs insistent sur la notion de l'industrie selon différents intérêts. En terme de "Industrial Organisation", l'économie industrielle s'intéresse à toute activité industrielle au sens large. Selon cette définition, la théorie industrielle implique l'industrie des semi-conducteurs que l'industrie du tourisme, indépendamment du fait que la première produit des biens matériels et la seconde des biens immatériels, appelés des services (Levet Jean Louis, 2004, p.5).

L'Encyclopedie de Diderot considère l'industrie comme "le simple travail des mains" et "les inventions de l'esprit en machines utiles aux arts et métiers". Le mot "industrie" signifie "...ou le simple travail des mains ou les inventions de l'esprit en machines utiles, relativement aux arts et aux métiers [...]. L'industrie embrasse tout, vivifie tout, anime tout dans la nature: elle travaille pour la culture, elle élabore pour les manufactures, elle encourage le commerce." (Quesnay F, 1969).

Une autre définition de l'industrie, "l'activité humaine déployée dans le but de produire des marchandises utiles" (Say Jean-Baptiste, 1840). De telle sorte qu'il lui semble légitime d'appeler tous les secteurs d'activité, des industries dans laquelle il distingue: l'industrie agricole, l'industrie manufacturière et l'industrie commerciale (Levet Jean Louis, 2004, p.7).

L'industrie désigne, "l'ensemble des unités économiques de production, qui, par l'usage de facteurs (capital et travail), transforme des biens réels en produits. Elles dégagent une valeur ajoutée qui mesure la contribution productive de chacune d'elles" (Cotta A, 1968).

L'industrie peut être défini "comme la transformation continue, sur une grande échelle, de matières premières en produits transportables" (Clark Colin.,

1960, p. 153). Il ajoute que le mot fonctionnel “continue” exclut tous les processus qui s’apparenteraient à la confection artisanale des vêtements, à la réparation des chaussures, etc. De la même façon, le mot “transportables” exclut tous les processus de construction et d’installation, que l’on classe, plus opportunément, avec les activités de service. Ce sont cette “continuité” du processus et cet “aspect transportable” du produit qui constituent la nature même de l’industrie...). Conformément à la définition de Clark, Teulon définit l’industrie "traditionnellement assimilée à une activité manufacturière". Cette définition de l’industrie est aujourd’hui couramment admise. Il considère en effet, que le terme industrie fait référence à la classification des activités productives en trois grands secteurs: le secteur primaire qui regroupe l’agriculture, la pêche et les activités extractives, le secteur secondaire qui évoque une transformation des matières premières et le secteur tertiaire qui, sous le terme générique de prestations de services, englobe l’ensemble des activités immatérielles (Levet Jean Louis, 2004, p.7).

### **2.3.2. Les étapes les plus importantes du processus de formation de l’économie industrielle (européenne) suivant Furtado**

Selon Rostow, les nations ont tendance vers l’industrialisation afin d’avoir l’indépendance vis-à-vis des autres nations. C’est une idée valable quand il s’agit de la volonté d’agir pour une nation, un pays. Cependant, la formation de l’économie industrielle en Europe montre que l’industrialisation est causée par un processus qui commence sous l’influence de nombreux événements. En suivant Celso Furtado, nous pouvons illustrer certains d’eux qui font les étapes les plus importantes du processus de formation de l’économie industrielle.

Le passage du capitalisme commercial au capitalisme industriel était marqué au début par une forte concurrence.

#### **2.3.2.1. La saturation de commerce**

Les symptômes principaux de cette saturation sont le déplacement de la frontière commerciale qui a causé le conflit d’Europe, la réduction de l’espace

économique sous les pressions (comme celle de l'invasion ottoman) et l'unification politique des Etats nationaux (surtout en Angleterre), de même les artisans (comme les confréries).

### **2.3.2.2. Les politiques protectionnistes**

Dès la première moitié du 16<sup>ème</sup> siècle, l'Angleterre est le premier pays européen à formuler et à appliquer une politique résolument protectionniste.

Les politiques comprenant des barrières à l'entrée, définies par Stigler, « comme un cout de production (...) qui doit être supporté par une firme cherchant à entrer dans une industrie, mais qui n'impose pas de cout équivalent pour une firme installée » (Stigler G.J, 1968), causaient une production venue de l'étranger plus chère que celle du pays.

Comme elles étaient définies par Joe Bain, les barrières sont un ensemble de facteurs qui permettaient aux producteurs du pays de pratiquer des prix supérieurs au cout moyen minimum sur le long terme sans attirer de nouvelles entrées (Bain Joe., 1956).<sup>34</sup>

Cette politique provoque de fortes réactions en particulier dans les Pays-Bas, où l'on interdit l'importation de tissus anglais.

Cette concurrence de plus en plus vive, exige la réduction des couts de production pour lutter contre les tarifs douaniers de même pour soutenir la concurrence avec des entreprises locales bénéficiant d'une protection.

### **2.3.2.3. Les organisations collectives de production**

Les problèmes causés par l'intensification de la concurrence ; le financement de la production, l'importation des matières premières, l'exportation ont engendré des organisations collectives de production ou fabriques. L'objectif des organisations est d'intensifier le contrôle du nombre d'heures de travail, et de réduire les pertes de matières premières etc., dans ce même objectif, la main-d'œuvre féminine et

---

<sup>34</sup> Joe Bain définit les barrières, comme un ensemble de facteurs qui permettent aux entreprises d'un secteur de pratiquer des prix supérieurs au cout moyen minimum sur le long terme sans attirer de nouvelles entrées (Bain Joe, 1956).



enfantine a été utilisée comme des moyens. Cependant, cette transformation a rencontré une résistance dans différents secteurs, surtout de la part des corporations. Le système d'organisation de la production a évolué dans le temps ; le contrôle du cout de production jouait un rôle fondamental ce qui était possible par la réduction du salaire réel des artisans transformés en ouvriers. Il fallait donc faire une réduction sur la feuille de salaire et pour cela, toutes les méthodes ont été appliquées. Tellement que dans la seconde moitié du 18<sup>ème</sup> siècle et au début de 19<sup>ème</sup> siècle, les conditions de travail n'étaient pas supérieures à celle de l'Empire romain.

#### **2.3.2.4. La division du travail**

La pression vers la réduction du taux de salaire est arrivée à sa limite, et les entrepreneurs se sont rendus compte que la réduction du montant de la feuille de salaires n'était qu'un des moyens de comprimer les couts de production. Il était possible de réduire les couts de production en modifiant les méthodes de production, c'est-à-dire, en divisant mieux le travail, et en introduisant des instruments plus adaptés au lieu de réduire simplement le taux de salaires. Adam Smith dans son ouvrage Richesse des nations publié en 1776, souligne qu'au 17<sup>ème</sup> siècle, l'augmentation de la production a été obtenue par une division de travail plus rationnelle.

#### **2.3.2.5. La valorisation croissante des connaissances progressives de la structure du monde physique et la valorisation consécutive des sciences naturelles**

Le désir de perfectionner les techniques de production exige une connaissance croissante des ressources naturelles et de la nature du monde physique. L'amélioration des méthodes de production signifie l'incorporation des ressources au processus productif. Au 19<sup>ème</sup> siècle, les méthodes de production deviennent plus en plus capitaliste, basés sur l'emploi d'équipement et d'autres formes de capital. L'entrepreneur investi ses capitaux à l'intérieur de la frontière économique. Cet

investissement signifie une augmentation de la productivité et du revenu global. Cependant il s'agit d'une expansion du marché intérieur.

#### **2.3.2.6. L'économie industrielle de libre-entreprise**

L'entrepreneur a la possibilité d'abaisser les couts de production sans pour autant réduire le montant de la feuille de salaires. Autrement dit, l'entrepreneur peut rendre ses produits "meilleur marché" sans réduire le revenu de ses ouvriers. Ainsi, les bénéfices de la classe des entrepreneurs industriels sont investis de manière croissante, dans le système industriel. Donc, la principale caractéristique du nouveau système peut être résumée dans le rôle de l'organisation et de la technique de production. La technologie représente un rôle central dans l'économie industrielle. Puis, la différenciation de l'économie industrielle et l'économie commerciale est apparue. (Nous allons illustrer ce sujet sous le titre 8, dans les pages suivantes).

#### **2.3.2.7. Le développement des marchés de capitaux**

L'économie industrielle de libre-entreprise a besoin de transformer de façon permanente une masse déterminée de revenu en nouvelle capacité de production. Autrement dit, l'accumulation est nécessaire pour que le système fonctionne. Les entrepreneurs disposent de moyens imprécis, c'est la raison pour laquelle ils placent généralement trop de ressources dans un secteur, et pas assez dans d'autres. Afin de diminuer cette imprécision, les marchés de capitaux et les banques d'investissement se sont développés.

### **2.4. La différenciation entre l'économie commerciale et l'économie industrielle**

Une nouvelle configuration des marchés est apparue en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis et en Allemagne vers la fin de 19<sup>ème</sup> siècle. C'est ainsi que la différenciation entre l'économie commerciale et l'économie industrielle a été évoquée par certains auteurs.

### **2.4.1. La naissance de l'économie industrielle**

L'origine de l'économie industrielle remonte au XIV<sup>ème</sup> siècle même si elle était apparue comme une discipline économique à part entière. Ceci veut dire que la préoccupation principale de l'économie industrielle réside dans l'examen des structures de marché autres que la concurrence pure et parfaite et l'analyse des comportements des firmes.

En effet, dans l'Antiquité, Aristote (384-322 av J.-C.), condamne le monopole par sa tarification injuste (Vergnieres S, 1995). Sir Thomas More, affirme 1516, que "les structures oligopolistiques avaient exactement les mêmes effets que les monopoles en termes de structure de marché" (More T, 1965, p.756). Au XVIII<sup>ème</sup> siècle, Beccaria et Turgot, s'intéressent aux structures monopolistiques et au comportement de tarification des firmes (Baccaria C.B, 1804, Turgot A.R.J, 1776). Adam Smith, utilise la théorie de la valeur pour expliquer les politiques publiques nécessaires durant les dernières décennies du mercantilisme, à la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle (Smith A, 2000). "Son analyse originale des effets négatifs des restrictions à l'échange et au monopole d'Etat se complète par son approche non moins intéressante de l'entrée sur un marché. Du point de vue de l'économie industrielle, cette contribution est d'une importance capitale par rapport à son approche visant à condamner le monopole d'Etat. Il préconisa dans le premier livre de *La Richesse des Nations*, que l'entrée libre sur un marché, ou plus exactement la *perfect liberty*, est nécessaire à l'efficacité de la concurrence."(Levet Jean Louis, 2004).

Nous pouvons identifier trois phénomènes qui ont donné lieu à la naissance de l'économie industrielle en tant que discipline nouvelle de la science économique (Levet Jean-Louis, 2004, p.20,):

-l'émergence de la société industrielle moderne, caractérisée par la naissance de la grande industrie et des entreprises de très grande taille (concentration

industrielle) ; Dans la deuxième moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle, les grandes entreprises à structure organisationnelle nouvelle par rapport aux structures productives antérieures de type artisanal, voient le jour aux Etats-Unis. La deuxième révolution industrielle se termine par un bouleversement notable des industries associées à la découverte de l'électricité et la chimie. L'émergence de la grande industrie bénéficie de la création des sociétés par actions. Il s'agit alors pour la première fois dans l'histoire économique de l'Occident, de phénomène de concentration. A cette époque là, l'économie allemande et américaine sont caractérisées par une croissance rapide de la taille des entreprises. «La pensée libérale dominante de l'époque est progressivement remise en cause par le mécontentement croissant du monde politico-économique. L'accentuation du débat entre les partisans de la sélection naturelle darwinienne (selon lesquels il faut laisser le marché sélectionner les entreprises les plus performantes) et ceux de l'approche néoclassique (selon lesquels il faut, au contraire, élaborer des règles pour préserver le marché des dysfonctionnements et du pouvoir du monopole), va donner naissance à de multiples réflexions sur l'efficacité des marchés, notamment en termes de régulation. » (Levet Jean-Louis, 2004, p.14).

-les travaux d'Alfred Marshall qui annoncent la remise en cause de la théorie des rendements décroissants de Ricardo et la naissance de la société industrielle avec des rendements croissants (économies d'échelle, effets de taille, marché oligopolistique, marché pertinent et discrimination). Dans son ouvrage *Economics of Industry* (Marshall A. et Marshall P., 1879) le terme « Industrial Organization » apparaît pour la première fois. Selon les auteurs, « un marché à configuration monopolistique permet à la firme en situation de monopole d'obtenir un profit supérieur au profit concurrentiel, en déterminant elle-même les prix et en pratiquant un prix supérieur au prix concurrentiel ; mais dans le même temps, ce niveau élevé des prix incite de nouveaux entrants à investir ce marché, ce qui menace alors la position de monopole de cette firme. Les Marshall, abordent ainsi la dynamique sectorielle sous une approche alors très moderne »;

-la constitution de la Standard Oil Company, comme monopole dans le secteur pétrolier, qui est à l'origine de la première loi antitrust, le Sherman Act

(monopole, régulation, comportement anti - concurrentiel, pouvoir de marché).

Cette entreprise créée en 1865, détient 84% du marché américain en 1884 dont la position suscite un débat au sein du monde politico-économique américain et des producteurs indépendants qui cause le Sherman Act en 1890. L'autorité de régulation américaine juge la position de la Standard Oil Company comme dominante et la conduit à la dissolution. De là, deux douzaines de compagnies indépendantes apparaissent et se font concurrence (Exxon, Mobile, Esso etc.).

Les travaux anglo-saxons fondateurs qui se concentrent sur l'analyse de nouvelles structures de marché, essentiellement oligopolistiques et monopolistiques, qui provoquent des comportements de firmes inhabituels de 1879 à 1926. Les années 1930 apportent d'importants bouleversements théoriques et des importants outils d'analyse. L'économie industrielle est reconnue comme une discipline de la science économique au cours des années 1960-1970.

#### **2.4.2. La définition de l'économie industrielle**

Les fondateurs ayant l'idée selon laquelle l'économie industrielle constitue une approche nouvelle de la réalité des marchés, se distinguent clairement des économistes néoclassiques de la concurrence pure et parfaite. Ils considèrent que;

“La concurrence pure et parfaite n'est plus le cadre analyse des marchés; elle est remplacée par la concurrence imparfaite, cette forme de concurrence correspondant davantage à la réalité observée de l'époque.” (Levet Jean-Louis, 2004, p.22).

Il y a deux approches qui se distinguent dans la définition contemporaine de l'économie industrielle. La première approche considère que l'économie industrielle fait partie intégrante de la microéconomie. Dans cette perspective, selon Stigler, l'économie industrielle ne constitue pas une discipline nouvelle, car son domaine d'investigation est la théorie des prix et l'allocation des ressources (Stigler J, 1952). La seconde approche considère l'économie industrielle comme une discipline indépendante.

Cabral, l'un des auteurs de cet approche, considère que l'économie industrielle et la microéconomie sont deux disciplines parfaitement séparées par leur attitude respective face au contexte concurrentiel des marchés. Il définit que la microéconomie est celle de l'économie de la concurrence pure et parfaite et l'économie industrielle, l'économie de la concurrence imparfaite (Cabral L, 2000).

Selon Tirole de même approche, le champ de l'économie industrielle recouvre l'organisation interne des entreprises (répartition des tâches et responsabilité, méthodes d'incitation, structure comptable et financière) et leur positionnement stratégique (tarification, qualité de services, réseaux de distribution, investissement et choix des produits et recherche et développement). L'économie industrielle a donc développé une microéconomie plus proche des préoccupations des décideurs. Elle est plus qu'une analyse de la structure des marchés et des comportements d'entreprise. Sa deuxième dimension réside dans la possibilité qu'elle donne de vérifier l'efficacité du marché: aussi bien pour un économiste, un fonctionnaire ou un spécialiste du droit de la concurrence (Tirole J, 1995).

Pour Mason, "la problématique de l'économie industrielle est d'expliquer des différences dans les pratiques concurrentielles relatives aux politiques de prix, de production et d'investissement, par le biais d'un examen de la structure des marchés et de l'organisation des firmes" (Mason E, 1957).

Furtado, fait une distinction du point de vue du coût de production; Le processus de développement en vue de la réduction des coûts, s'est transformé en un processus de progrès de la technologie qui ouvre aux capitaux constamment accumulés, une opportunité de se réincorporer dans le processus productif. Ceci veut dire que l'économie industrielle n'a pas besoin pour augmenter d'une frontière géographique en expansion, contrairement à l'économie commerciale. Elle se développe en profondeur, cela veut dire qu'il ne sera possible de concevoir une économie industrielle qu'en expansion réelle ou virtuelle parce que ses éléments constitutifs essentiels existent en fonction de l'accumulation de capital. En effet, la différence profonde est visible entre l'économie industrielle et les économies commerciales, du point de vue de l'utilisation du revenu. « Le revenu des grands commerçants pouvait en partie rester sous une forme liquide et être thésaurisé

indéfiniment. En se formant en dehors du système économique constitué par la collectivité urbaine, ce revenu ne trouvait pas de contrepartie en biens produits à l'intérieur de ce système. Dans l'économie industrielle, le revenu de l'entrepreneur, de même que celui du salarié ou n'importe quel autre revenu, doit être réintroduit dans le circuit économique afin que celui-ci ne soit pas interrompu. » (Furtado Celso, 1970, p.118).

Il existe aussi d'autres auteurs comme Morvan, qui préfèrent conceptualiser le champ d'analyse de l'économie industrielle au lieu de proposer une définition. Morvan considère que;

-l'économie industrielle n'est ni de la microéconomie, ni de la gestion, même si ses affinités sont grandes avec ses disciplines et si ses spécialistes y puisent une grande partie de leurs aspirations.

-l'analyse de l'activité économique approchée sous l'angle de l'analyse de la production; de façon plus précise, est l'analyse des modalités de mise en valeur du capital.

-son champ d'analyse est très vaste, puisqu'à côté de l'industrie au sens strict, il comprend aussi les activités liées plus ou moins directement à la production des biens et services (conseil, financement...) et les activités liées indirectement à la compétitivité du système productif dans toutes ses dimensions (la R&D et la formation) (Morvan Y, 1991, p.191).





## **CHAPITRE II : ECONOMIE DE LA TURQUIE ET SON PROCESSUS D'INDUSTRIALISATION**

### **1. La place de la Turquie par rapport aux pays en voie de développement**

La Turquie actuelle est un pays exportateur de certains produits industriels et membre de certaines organisations comme l'OCDE, ou l'UE par le biais de l'union douanière, qui regroupent des pays ayant un niveau considérable du développement industriel. Cependant, son niveau d'industrialisation qui la détermine comme pays émergent ou nouveau pays industrialisant représente des caractéristiques propres à son processus.

Selon Rostow, la Turquie est arrivée au stade de démarrage dans le processus de l'industrialisation dans les années 1930. Yves Benot, dans son classement géographique, met la Turquie et la Grèce dans le groupe des pays développés en dépit de leur faible produit national par tête (Benot Yves, 1973, p. 7). Selon Reynolds, la Turquie représente un point de retournement dans la croissance de la production industrielle à partir de 1950 (Reynolds L.G, 1985, p. 32). Pour déterminer la place de la Turquie dans le classement des pays industrialisés, nous pouvons faire référence à d'autres auteurs comme Balassa (Balassa, 1964) ou Chenery (Chenery, 1979) qui ont sélectionné des pays en fonction de leur produit national par tête. Yves Lacoste, met la Turquie parmi les pays plus ou moins développés mais dans la périphérie (Lacoste Yves, 1976, p.281).<sup>35</sup> Les auteurs cités ont à peu près la même approche concernant le début du stade de développement et le point de retournement industriel.

---

<sup>35</sup> Auteur dans sa carte du "Centre" et le Tiers-Monde, il présente dans le centre les deux super-puissances qui sont les Etats Unis et l'URSS, l'Europe orinetale, les pays socialistes du Tiers-Monde, les pays sous-développés et les pays développés capitalistes plus ou moins développés (Argentine, Grèce, Espagne, Portugal).

En ce qui concerne le classement des pays, la Turquie étant un pays émergent, elle a été citée pendant longtemps sur le même plan que des pays comme la Corée du Sud, le Brésil, l'Argentine etc. Elle fait partie des pays de l'OCDE, et se place dans le groupe du G20<sup>36</sup>. Elle est entrée dans le processus des négociations depuis le 17 décembre 2004 avec l'UE<sup>37</sup>. Pour définir la Turquie, nous allons préférer le terme « nouveau pays industrialisant » afin de mettre en évidence ses politiques dans le processus d'industrialisation.

### **1.1. Le concept de développement et ses périodes : le cas de la Turquie**

Nous avons retenu ci-dessus, la définition du développement comme étant « la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire croître, cumulativement et durablement, son produit réel global » (Perroux François, 1965, p.155). En ce qui concerne le processus de développement de la Turquie, il faut souligner certains aspects cités dans cette définition.

Selon les notions citées dans cette définition, le processus de développement de la Turquie représente un sens occidental.<sup>38</sup>

Les études sur la dimension historique du développement de la Turquie montrent que les concepts du développement et d'occidentalisation ne sont pas

---

<sup>36</sup> Dans le rapport du développement humain des Nations Unies, la Turquie est le 84ème parmi les 159 pays en 1985 (United Nations, Rapport sur le Développement Humain 2007/2008, p. 230). [http://www.pnud.org.ec/idh2007/report/french/HDR\\_20072008\\_FR\\_Indictables.pdf](http://www.pnud.org.ec/idh2007/report/french/HDR_20072008_FR_Indictables.pdf)

<sup>37</sup> Le pays le plus avancé de l'UE des 25 dans le classement du développement humain est les Pays-Bas, il est le 9ème qui est suivi par la France au 10ème rang. Parmi les dix pays adhérents récemment, la Bulgarie se trouve au 53ème rang, et la Roumanie se trouve 60ème rang mondial (United Nations, Rapport sur le Développement Humain 2007/2008, pp. 229-230).

<sup>38</sup> En 1924, au lendemain de la proclamation de la République de la Turquie, P.Gentizon écrivait que: «l'Europe peut être satisfaite: l'opération que depuis l'aube du dix-neuvième siècle elle n'avait cessé de suggérer au gouvernement ottoman est dès maintenant accomplie. En trois jours, la République turque a réalisé plus de réformes que la vieille Turquie en trois siècles. Se débarrassant d'un geste brusque des dernières entraves théocratiques, elle s'élançait sans frein dans le sillon des idées européennes. C'est l'écroulement complet d'institutions que tous les penseurs et écrivains occidentaux considéraient jusqu'à hier encore comme immuables et figées. Dès aujourd'hui, tous les livres de la **veille**, dénonçant le Turc comme incapable de changement et d'efforts, sont périmés. La République turque vient en effet de couper le cordon ombilical qui la reliait aux traditions asiatiques; elle vient d'adopter en bloc tous les principes de la civilisation occidentale, sa mentalité, son idéal. Elle vient de dire définitivement : adieu à l'Orient» (Gentizon P, 1924, pp. 154-155).

séparables.<sup>39</sup> La transformation de la Turquie qui se réalise en plusieurs étapes implique des périodes de ralentissement et de rupture. Selon Boratav nous pouvons définir les périodes de ce processus comme dans le tableau 10 (Boratav, 2003, p.203) :

**Tableau 10:** Points de retours de la Turquie (1924-2000).

Périodes	Définition de la période
1924-1929	Le début de reconstruction dans les conditions d'économie ouverte
1930-1939	L'industrialisation Etatique
1940-1945	Une étape d'arrêt de la Deuxième Guerre Mondiale
1946-1953	L'adaptation à l'économie mondiale
1954-1961	Une étape bloquée et réadaptation
1962-1979	La croissance élargie à l'intérieur, dépendant de l'extérieur et une nouvelle crise
1980-1988	La contre-attaque du capital
1989-2004	Le passage au contrôle du capital/ international

**Source:** Boratav Korkut, 2003, s. 203.

Boratav prend une date antérieure déterminant le stade de démarrage de la Turquie par rapport à celle de Rostow qui indique les années 1930. Selon Boratav, ces sont les années 1920 qui ont marqué cette phase de développement. Dans tous les cas de figure, il s'agit d'un processus qui est continué dans les années 1920 et 1930. Cependant, il faut prendre en considération qu'il s'agissait d'une accélération en développement qui était apparue à la suite d'une période d'accumulation. Nous pouvons donc prendre l'année 1908 comme point de démarrage (Şenses Fikret, 2003). En fait le développement économique de la Turquie se base sur l'héritage de l'Empire ottoman ayant une industrie composée des entreprises de petite taille qui produisaient des biens de consommation (Dura Cihan, 1991, p. 3). L'objectif de ce travail consiste à étudier la transformation de l'économie turque depuis 1980, car

<sup>39</sup> Il est possible de voir cette articulation dans l'écrit de l'ancien Président de la République Turque Özal: "Comme dans tous les pays à développement tardif, ce qui aurait du être fait au début ne l'a été qu'à la fin...Les premières réformes occidentales nous avaient donné de bons officiers supérieurs, des diplomates, des poètes et de nouveaux réformistes. Les dernières nous ont fourni des technocrates et des entrepreneurs...L'occidentalisation en général, les réformes économiques en particulier, nous ont fourni cette culture rationaliste à l'élaboration de laquelle nous n'avons pas pu participer au moment de la Renaissance. Le pays en s'occidentalisant, est devenu moderne, et en se modernisant, s'occidentalisé", (Özal Turgut., 1988, pp. 224 et 248).

c'est grâce aux décisions du 24 janvier 1980 que l'économie turque commence à s'intégrer à l'économie mondiale.

## **1.2. Un pays défini par les critères d'émergence**

Nous avons déjà défini la Turquie dans le chapitre précédent comme un pays émergent ou nouveau pays industrialisant. Il est évident que la Turquie a également des caractéristiques particulières liées à son environnement géopolitique, son potentiel d'articulation à l'économie mondiale et régionale, etc. Nous allons illustrer par l'intermédiaire de certains indicateurs la place de la Turquie parmi les pays émergents.

### **1.2.1. Un niveau de revenu faible et sa croissance non régulière**

La croissance économique peut être considérée comme l'un des indicateurs du développement, si elle se poursuit sur une longue période.<sup>40</sup> Comme le tableau 11 le montre, le revenu par tête en Turquie est de 1 570 dollars (0,1193 YTL) en 1980, et s'élève à 5 519 dollars en 2006<sup>41</sup>. C'est-à-dire qu'il est multiplié par 2,6 à la fin d'une période de 24 ans. En revanche, l'étude détaillée de cette période indique que la croissance économique de la Turquie présente des potentiels et des limites.

#### **Tableau 11:** Evolution du revenu par tête en Turquie (aux prix courants)

<sup>40</sup> La Turquie a enregistré en moyenne 4,9% de la croissance économique sur la période 1923-2006. Cependant, au cours de certaines périodes, elle a eu une forte croissance comme 7,8% dans la période du 1923-1938, dit l'époque d'Ataturk, puis 6,3% dans la période 1950-1960, et puis 6% dans la période 1965-1971 (<http://www.hurriyet.com.tr/ekonomi/6636961.asp?gid=196> , 04/06/2007)

<sup>41</sup> Monnaie: Nouvelle livre turque, depuis le 1er janvier 2005. Au 28/02/2007, 1 EUR = 1,8397 YTL, 1 USD = 1,3922 YTL.

Années	Revenu par tete en \$	Années	Revenu par tete en \$
1980	1 570	1994	2 159
1981	1 598	1995	2 784
1982	1 412	1996	2 936
1983	1 299	1997	3 032
1984	1 238	1998	3 159
1985	1 356	1999	2 827
1986	1 487	2000	2 987
1987	1 668	2001	2 110
1988	1 693	2002	2 634
1989	1 979	2003	3 390
1990	2 712	2004	4 172
1991	2 657	2005	5 042
1992	2 752	2006	5 519
1993	3 056		

Source: DPT, <http://www.dpt.gov.tr/> 20/07/2007

Selon les données du tableau ci-dessus nous remarquons que le revenu national par tête ne se développe pas à un rythme régulier. Il s'agit souvent de ralentissements qui sont suivis à la fois par des chutes et à la fois par des ruptures.

Au cours de la période 1982-1986, et pendant les années 1991, 1994, et 2001, nous considérons que le revenu national enregistre une chute importante suivant une croissance économique. Durant la période 1980-2006, c'est dans les années 1994, 1999 et 2001 que la Turquie a connu une chute importante du revenu national liée aux crises financières. La crise de 2001 a causé une récession marquée par un recul important de la croissance économique (6,7%).

Nous constatons que le revenu national par tête de la Turquie représente en moyenne 4,9 % au cours de la période 1980-1988. Il est de 3,3 % durant la période de 1989-2000 et de 5,5 % sur la période de 1989-2000.<sup>42</sup> Ces niveaux de revenu national par tête correspondent à ceux des pays en voie de développement.

**Tableau 12** : Niveaux d'augmentation du revenu par habitant.

<sup>42</sup> Il est au tour de 7,6 % en 2005, 9,9 % en 2004, 5,9 % en 2003, 7,8 % en 2002 et -9,5 % en 2001.

<b>Pays-Régions</b>	<b>1913 (%)</b>	<b>1950 (%)</b>	<b>1973 (%)</b>	<b>2000 (%)</b>
Turquie	1.00	1.33	3.13	5.00
Chine	1.00	0.80	1.52	5.65
Inde	1.00	0.91	1.27	2.59
Corée du Sud	1.00	0.86	3.18	13.61
Egypte	1.00	0.98	1.40	2.91
Japon	1.00	0.39	8.26	14.74
Etats-Unis	1.00	1.80	3.15	5.16
Europe Occidentale	1.00	1.36	3.30	5.08
Europe du Sud	1.00	1.27	4.17	6.83
Amérique Latine	--	1.00	1.53	1.81
Afrique	--	1.00	1.20	1.65

**Source:** Boratav Korkut, 2003, s. 204.

Le tableau 12 montre qu'en 1950, la Turquie a un niveau de revenu supérieur à celui de la Corée et des pays d'Europe du Sud. Cependant, les données montrent que le développement de ces pays est considérable jusqu'en 1973 alors que celui de la Turquie ne l'est pas autant.

Dans les années 1970, la Turquie a un revenu restant supérieur seulement à celui de Thaïlande, les autres pays ont dépassé son niveau.

Tous les pays comparés à la Turquie ont eu une croissance importante dans les années 1980. En 1995, la Turquie ayant le revenu de 2936 dollars par habitant possède un revenu inférieur à celui de la Corée du Sud, de la Malaisie, de la Thaïlande, du Singapour et du Portugal, pays comparés dans les années 1950.<sup>43</sup>

### **1.2.2. Un potentiel d'articulation encore considérable entre les secteurs**

Il est possible de définir une économie nationale comme une forme d'articulation des secteurs d'agriculture, d'industrie et de services. Il s'agit naturellement de relations réciproques à différents niveaux entre les secteurs, en fonction de l'industrialisation en économie. C'est-à-dire que l'augmentation du

<sup>43</sup> La Turquie se trouve du point de vue de PNB parmi les cinq derniers pays auprès de l'OCDE en 2006. Elle représente 5519 dollars PNB par tête. Parmi les pays de l'OCDE, c'est le Luxembourg qui enregistre 87 955 dollars qui représente le PNB par tête le plus élevé. C'est l'Inde qui enregistre 797 dollars, PNB par tête le plus inférieur (<http://www.hurriyet.com.tr/ekonomi/6636971.asp?gid=196> , 04/06/2007).

revenu différencie la demande, et cette dernière conduit l'économie vers l'industrialisation dans le processus de développement: plus l'économie s'industrialise plus les activités entre les secteurs se multiplient et s'articulent. Nous avons dans le tableau 13 les chiffres qui montrent l'articulation des secteurs au cours de la période 1980-2004.

**Tableau 13:** Part des secteurs dans la PIB

<b>SECTEURS</b>	<b>1980</b>	<b>1985</b>	<b>1990</b>	<b>1995</b>	<b>2000</b>	<b>2004</b>
Agriculture	26,1	19,7	17,5	15,7	14,1	11,2
Industrie	19,3	21,7	25,5	26,3	23,3	24,9
- mine	1,4	1,6	1,6	1,3	1,1	1,2
-manufacture	17,1	18,3	22,0	22,6	19,2	20,4
-énergie	0,8	1,8	2,0	2,5	3,0	3,3
Construction	5,7	5,8	6,3	5,5	5,2	3,6
Commerce	16,0	19,1	19,1	20,5	20,0	20,6
Transport	11,1	12,7	11,8	12,6	14,2	14,4
Institutions financières	2,0	2,2	3,2	4,2	3,8	5,0
Bâtiment	8,2	7,2	3,4	3,2	4,6	4,3
<b>TOTAL DES SECTEURS</b>	<b>89,4</b>	<b>91,7</b>	<b>87,9</b>	<b>88,2</b>	<b>85,4</b>	<b>84,9</b>

**Source:** DIE Yeni GSMH serisi, 2005.

L'agriculture est un secteur important dans le processus de développement d'un pays car les activités dans une économie se forment grâce aux échanges des produits agricoles. C'est par ce biais que les autres secteurs telle que l'industrie se développent. Cependant, il devient moins important dans la production nationale au fur et à mesure que l'économie s'industrialise. C'est le cas également de la Turquie, comme il est visible dans le tableau ci-dessus: la part de l'agriculture diminue durant la période 1980-2004. C'est le cas contraire pour le secteur de l'industrie pour la même période. Le poids du secteur agricole dans la composition de PIB représente 2 % dans les économies industrialisées. De ce point de vue, la Turquie doit encore faire des efforts dans les années à venir.

La chute dans le secteur agricole a été favorisé par trois raisons: la première raison est que les mesures du 24 janvier 1980 envisageaient la réduction de la part de ce secteur, la deuxième raison : la transformation des secteurs a été encouragée par

l'accord d'Uruguay Round en 1994 qui exigeait la suppression des subventions dans l'agriculture et la libéralisation du commerce international. La troisième raison, l'objectif de la Turquie vers l'adhésion à l'Union européenne nécessite cette réduction. En ce qui concerne la part de l'agriculture dans la création de l'emploi, il représente moins de 30% dans les nouveaux pays industrialisés alors qu'il est de plus de 35% en Turquie. Ceci montre que l'agriculture est un secteur encore important dans l'économie de la Turquie, même si son poids a diminué depuis 1980 (Şahinöz Ahmet, 2001, p.78).

Une économie nationale en développement envisage d'abord l'augmentation de la part du secteur industriel, puis sa domination sur les autres secteurs. Au cours de la période 1980-2004, l'augmentation de la part du secteur industriel est l'un des éléments qui récompense la réduction de la part du secteur agricole en Turquie. Le poids du secteur industriel représente 19,3% en 1980, et sa croissance continue jusqu'en 2000. Le recul de la croissance de ce secteur qui représente 3% durant la période 1995-2000, peut être expliquée par la crise économique sous une haute inflation. L'augmentation de la part du secteur industriel qui est en moyenne de 6,2 % durant la période 1980-2004, ne récompense pas la place réduite du secteur agricole qui est en moyenne de 11,9% dans la même période. C'est la place importante du secteur des services qui a également un poids important dans la transformation structurelle dans l'économie.

### **1.2.3. Un niveau moyen du développement humain (IDH)**

L'indicateur du développement humain, est le moyen arithmétique de certains critères comme l'espérance de vie à la naissance, le taux d'obtention d'un diplôme d'enseignement scolaire, le produit intérieur brut par tête etc. Selon les rapports publiés par PNUD, la Turquie était au 69<sup>ème</sup> rang en 1995, et elle se trouve au 84ème rang en 2005, dans le groupe de développement humain moyen, devant le Pérou, Turkménistan et après certains pays émergents comme le Brésil, Mexique et la Chine. Son niveau moyen est loin encore des pays de l'Union européenne<sup>44</sup>.

---

<sup>44</sup> (United Nations, Rapport sur le Développement Humaine 2007/2008, p. 230).  
[http://www.pnud.org.ec/idh2007/report/french/HDR\\_20072008\\_FR\\_Indictables.pdf](http://www.pnud.org.ec/idh2007/report/french/HDR_20072008_FR_Indictables.pdf)



En ce qui concerne les autres critères qui sont complémentaires pour la qualité de niveau de vie ;

-le pourcentage des ménages ayant accès à un ordinateur et à l'Internet n'est pas considérable ; cette disponibilité en Turquie représente 10,2% de la population contre 68,7% en Allemagne, 29% en Grèce, 31,9% à l'Hongrie, 18% au Mexique, 36,1 en Pologne, 41,3% en Portugal, et 29,5% à la République Tchèque en 2004.<sup>45</sup>

-la Turquie est parmi les pays qui ont déjà signé le protocole de Kyoto. Concernant l'émission de CO2 dues à la consommation d'énergie, la Turquie ayant 203 millions de tonnes d'émission de CO2, est un pays moins polluant par rapport aux pays émergents comme le Mexique (374 millions de tonnes), la Corée du Nord (448 millions de tonnes).

**Tableau 14:** Émissions de CO2 dues à la combustion d'énergie en 2003.

<b>Pays</b>	<b>Tonnes</b> (en millions de tonnes)	<b>Pays</b>	<b>Tonnes</b> (en millions de tonnes)
Allemagne:	854	Portugal:	59
Corée:	448	République slovaque:	39
Espagne:	313	République tchèque:	117
France:	390	Brésil:	303
Grèce:	94	Chine:	3717
Hongrie:	58	Fédération de la Russie:	1527
Pologne:	293	Inde:	1050

**Source:**OECD Stats Extracts,

<http://stats.oecd.org/WBOS/ViewHTML.aspx?QueryName=201&QueryType=View&Lang=fr>

- l'espérance de vie à la naissance en moyenne représente en Turquie 68,7 ans, alors qu'elle est de 79,4 ans en France, 74,7 ans en Pologne, 77,3 en Portugal, 74,5 au Mexique, 77,8 en Hongrie, 78,1 en Grèce et 76,9 en Corée. Selon ce critère, la Turquie a un niveau moins élevé par rapport aux pays de l'Union européenne et certains pays émergents.

<sup>45</sup> En Turquie le chiffre représente la zone urbaine (Panorama des statistiques de l'OCDE 2006: Économie, environnement et société - ISBN 92-64-03563-X - © OCDE 2006).

### **1.3. Une typologie des pays émergents**

Il est possible d'avoir une idée générale sur l'économie de la Turquie, en nous appuyant sur le chiffre du PNB qui représente 385 milliards de dollars en 2006.<sup>46</sup> Les pays émergents sont regroupés en fonction de leurs distances par rapport aux pays développés, dit industrialisés aussi. Dans le Manuel de statistiques de la CNUCED, un certain nombre de classifications des pays et territoires sont utilisées afin de mieux mettre en évidence les différences entre les économies en développement. Ils sont divisés en trois groupes de revenus (par habitant en 2000):

- revenu élevé,
- revenu intermédiaire,
- revenu faible.

Nous voyons dans le tableau 15 la répartition des pays / territoires en développement par groupes de revenus (UNCTAD Handbook of Statistics, 2005, p.xxiii.).

---

<sup>46</sup> Egilmez Mahfi., <http://www.radikal.com.tr/haber.php?haberno=207350> 14/12/2006

**Tableau 15:** Répartition des pays/territoires en développement par groupes de revenu.

PIB courant par habitant supérieur à 4500 dollars en 2000:Revenu élevé (50 pays)			
Anguille	Chine, Macao RAS	Iles Vierges américaines	Qatar
Antigua-et-Barbuda	Chine, Taiwan Province de	Iles Vierges britanniques	Réunion
Antilles néerlandaises	Corée, République de	Jamahiriya arabe libyenne	Saint-Kitts-et-Nevis
Arabie saoudite	Emirats arabes unis	Koweït	Sainte-Lucie
Argentine	Grenade	Liban	Saint-Pierre-et-Miquelon
Aruba	Groenland	Martinique	Samoa américaines
Bahamas	Guadeloupe	Mexique	Sychelles
Bahrein	Guam	Montserrat	Singapour
Barbade	Guyane française	Nouvelle-Calédonie	Trinité-et-Tobago
Bermudes	Iles Caimanes	Oman	Uruguay
Brunei Darussalam	Iles Fakland (Malvinas)	Palaos	Venezuela
Chili	Iles Mariannes du Nord	Polynésie française	
Chine, Hong Kong RAS	Iles Turques et Caïques	Porto Rico	
PIB courant par habitant compris entre 1000 et 4500 dollars en 2000: Revenu intermédiaires 50			
Afrique du Sud	Equateur	Maroc	Samoa
Algérie	Fidji	Maurice	Suriname
Belize	Gabon	Micronésie	Swaziland
Bolivie	Guatemala	Naimbie	Territoir palestinien
Bostwana	Guinée équatoriale	Nauru	Thaïlande
Brésil	Iles Cook	Nioué	Tokélaou
Cap-Vert	Ils Marshall	Panama	Tonga
Colombie	Iles Wallis et Futuna	Paraguay	Tunisie
Costa Rica	Iran, République islamique	Pérou	<b>Turquie</b>
Cuba	Jamaïque	République arabe syrienne	Tuvalu
Dominique	Jourdanie	République dominicaine	Vanuatu
Egypte	Malaisie	Sainte-Hélène	

El Salvador	Maldives	Saint-Vincent-et-les Grenadines	
PIB courant par habitant inférieur à 1000 dollars en 2000: Revenu faible (65pays)			
Afghanistan	Ethiopie	Malawi	République démocratique du Congo
Angola	Gambie	Mali	République-Unie de Tanzanie
Bangladesh	Ghana	Mauritanie	Rwanda
Bénin	Guinée	Mongolie	Sao Tomé-et-Principe
Bhoutan	Guinée-Bissau	Mozambique	Sénégal
Burkina Faso	Guyana	Myanmar	Sierra Leone
Burundi	Haiti	Népal	Somalie
Cambodge	Honduras	Nicaragua	Soudan
Cameroun	Iles Salomon	Niger	Sri Lanka
Chine	Inde	Nigéria	Tchad
Comores	Indonésie	Ouganda	Timor-Leste
Congo	Iraq	Pakistan	Togo
Corée, république populaire démocratique de	Kenya	Papouasie-Nouvelle-Guinée	Viet Nam
Cote d'Ivoire	Kiribati	Philippines	Yémen
Djibouti	Lesotho	République démocratique populaire	Zambie
Erythrée	Libéria	lao	Zimbabwe
	Madagascar	République centrafricaine	

Actuellement dans l'ordre mondial, selon les rapports publiés par certaines institutions, il existe une vingtaine sur les 27 pays qui sont candidats aux pays industriels. Ce sont également des pays de marché en amont "emerging markets" comme la Chine, Hong-Kong, l'Inde, l'Indonésie, la Malaisie, le Pakistan, les Philippines, le Singapour, la Corée du Sud, le Taiwan, la Thaïlande, l'Argentine, le Brésil, le Chili, la Colombie, le Mexique, le Pérou, le Vénézuéla, l'Égypte, l'Israël, l'Arabie saoudite, l'Afrique du Sud, la République Tchèque, la Hongrie, la Pologne, la Russie et la Turquie. Certains d'entre eux sont déjà des pays industriels comme la Russie, ou des nouveaux pays industriels telle que la Corée du Sud.

La place occupée par la Turquie au niveau international reste modeste parmi les pays de l'OCDE. Même si elle a eu 5-6% de la croissance économique depuis les 5 dernières années son niveau n'est pas comparable à celui des pays industrialisés de l'OCDE en ce qui concerne l'économie. Car la Turquie manque encore d'investissements dans l'infrastructure alors que les pays de l'OCDE ont déjà résolu ce genre de problèmes. Nous faisons les mêmes constats en faisant la comparaison avec les pays de l'Union européenne (voir l'annexe I, Tableau 1 et Tableau 2).

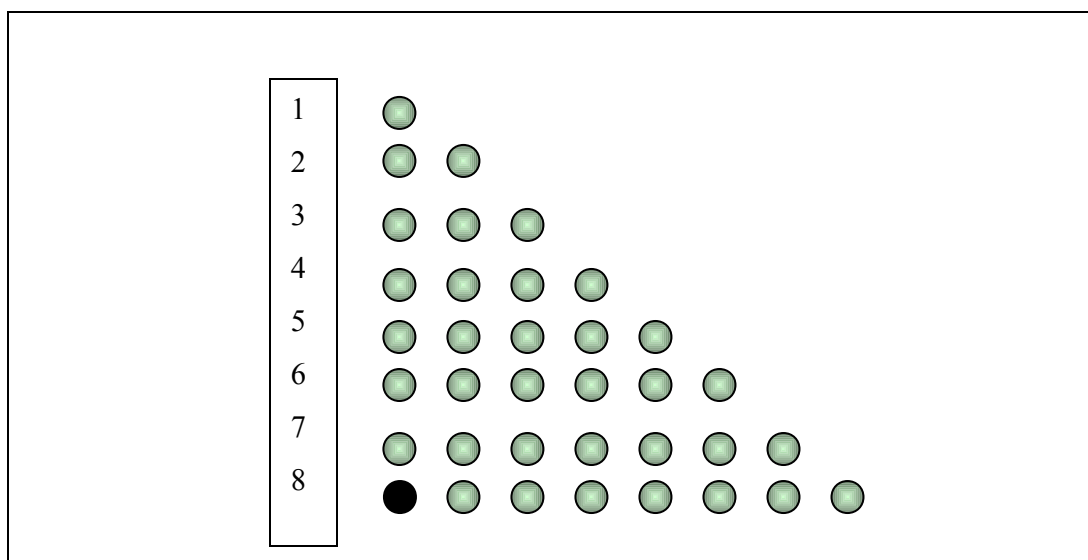
Cependant, comme le dit Cem İsmail, il faut éviter de comparer la Turquie avec les pays sous-développés qui n'ont même pas suivi une période de développement durant 30-40 ans. Son processus de développement peut être assimilé à celui d'un pays ayant une accumulation économique, une tradition d'État, même si elle doit faire face aux difficultés qui la paralysent actuellement dans ce processus (Cem İsmail, 1974, p. 14). "Il faut quand même la considérer comme un pays ayant franchi l'étape de démarrage du développement dans les années 1930, ayant eu la part considérable des produits industriels dans les années 1970". Dura qui affirme ainsi l'idée soutenue par Cem, ajoute également qu' "...il ne faut pas nier aussi que dans la dimension historique de son développement, la Turquie n'a pas pu s'empêcher de suivre la même évolution de développement que certains pays qui sont entrés en processus de développement dans les années 1940-1950" (Dura Cihan, 1991, p. 219).

#### 1.4. Un niveau d'industrialisation en évolution

Dans le processus d'industrialisation, l'augmentation de la production engendre la naissance de secteurs diversifiés et spécialisés, en forme de différenciation des produits industriels dans l'exportation. Autrement dit, plus le nombre et la part des produits industriels augmentent en exportation, plus le degré d'industrialisation s'élève dans l'économie du pays. En utilisant ce rapport nous illustrons le degré d'industrialisation de la Turquie par rapport à certains pays.

C'est le sous-secteur manufacturier qui joue un rôle capital dans la diversification des produits industriels, donc il est nécessaire de montrer la place de ce sous-secteur dans l'évolution de l'industrie turque. Nous pouvons illustrer les branches et les relations entre les unités industrielles, en miniaturisant l'économie, comme Kılıçbay avait montré par la pyramide dans le schéma 16 (Kılıçbay Ahmet, 1993, p. 62).

**Schéma 16:** Branches de l'Industrie de Turquie.



**Source :** Kılıçbay Ahmet, 1993, p. 63.

Nous pouvons analyser la pyramide dans le sens horizontal. Dans la pyramide, chacun des éléments représente une branche de l'industrie. La branche indiquée par 8, plus à gauche de la ligne horizontale rend l'entrée aux sept branches

qui se trouvent à sa droite. Cette branche d'industrie ne reçoit aucune sortie des autres. C'est exactement une branche d'industrie structurelle. La production de cette industrie a un effet sur l'ensemble de la production (y compris lui-même) tandis que la production des sept branches suivantes ont seulement un effet sur leurs branches suivantes. Autrement dit, la réduction dans la production de l'unité (8) cause une réduction multipliée par sa grandeur, dans la production totale. Dans le cas de l'industrie turque le sous-secteur de l'acier peut être assimilable à l'unité 8 dans la pyramide. C'était le cas de l'économie turque dans la période qui suit l'année 1974.

Selon le raisonnement, l'unité (7) donne l'entrée aux six unités se trouvant à sa droite, elle n'en donne pas seulement à l'unité (8). La branche industrielle (7) est une branche structurelle mais partielle. Nous pouvons continuer à analyser la pyramide dans la même logique à partir de 6, 5, jusqu'à la branche une. C'est une branche de superstructure, ne produisant que des biens de consommation.<sup>47</sup> Elle ne rend aucun bien intermédiaire nulle part dans le système. C'est le cas du sous-secteur de tissu dans l'industrie de la Turquie qui correspond à l'unité (1) dans la pyramide.

Cette simple présentation était une structure industrielle qui est héritée dans les années 1980. La composition actuelle des produits industriels exportés de la Turquie a été influencée par cette structure aussi, qui a permis de diversifier les produits dans ce domaine.

### **1.5. Un degré d'industrialisation émergente**

La simple présentation ci-dessus montrait une structure industrielle héritée dans les années 1980 qui a influencé la composition actuelle des produits industriels exportés de la Turquie permettant d'une diversification des produits dans ce domaine. Notre étude ici, portera sur la question suivante : quel est actuellement l'effet de l'industrie sur l'exportation ? Autrement dit, quel est le degré d'industrialisation de l'exportation en Turquie actuelle?

<sup>47</sup>

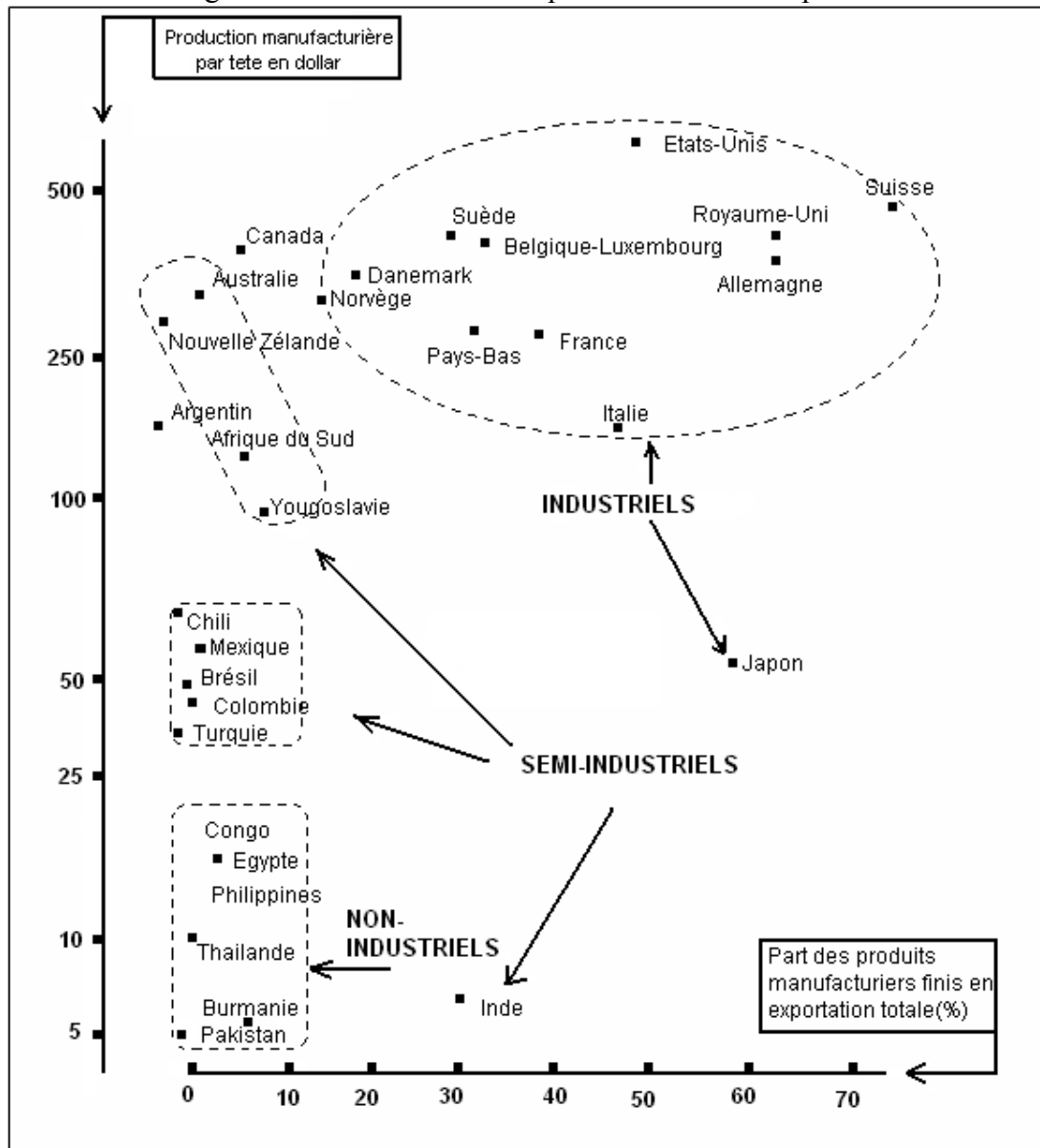
Nous pouvons définir la notion d'investissement structurel comme une branche qui fournit les entrées des autres branches de l'économie, mais ne reçoit aucune sortie des autres ou très peu. Comme le cas d'une centrale hydraulique qui implante à peu près toutes les branches de l'industrie, mais par contre reçoit moins d'entrées.

Nous allons analyser le rapport entre la production manufacturière et la structure d'exportation pour répondre la question posée ci-dessus, d'abord pour les années 1980, puis les années 2000. Cela va nous permettre de voir la place obtenue par la Turquie au niveau international.

Nous illustrons ci-dessous un schéma fait par Maizels qui s'appuie sur les données de l'année 1955 (Maizels A, 1970, p. 61), puis développé par Dura qui a élargi le processus étudié jusqu'à 1984 (Dura Cihan, 1991, p.221). Cela nous permettra de voir l'évolution de la relation entre la production manufacturière et la structure de l'exportation de la Turquie sur une longue période (1955-1984).



**Schéma 17:** Degré d'industrialisation de la production et de l'exportation.



Source : Maizels A, 1970, p.61.

Dans le schéma les carrés noirs marquent la place des pays en fonction de la distribution fonctionnelle, par l'intermédiaire de la fonction de (i), des données appartenant à l'année 1955. De ce point de vue :

$$X_{ni} = f(q_{ui})$$

$X_{ni}$  : la part des produits finis dans l'exportation totale du pays (i).

qui : la production manufacturière par tête du pays (i).<sup>48</sup>

La formulation de cette fonction peut être traduite comme suivant : le degré de l'industrialisation dans l'exportation s'élève en fonction de l'industrialisation des pays.

Le schéma se compose de quatre groupes de pays en fonction de deux critères ; la part de l'industrie dans la production nationale considérée comme la signification du développement économique, et la part des produits industriels dans l'exportation.

Maizels met dans sa distinction les Etats-Unis et les pays de l'Europe de l'Ouest (l'Allemagne de l'Est, le Royaume-Uni, la France, l'Italie, la Danemark, la Suisse, la Suède, la Norvège, les Pays-Bas, la Belgique, la Luxembourg) dans le premier groupe. Cependant, l'Australie, le Danemark et la Finlande se trouvent aussi dans ce groupe. Ces sont des pays qui ont la production industrielle par tête plus de 155 dollars en 1955 et la production manufacturière de plus en plus augmentée<sup>49</sup>.

Dans le deuxième groupe, on trouve des pays ayant la production industrielle de 75 dollars en 1955. La part des produits manufacturiers occupe un maximum de 15% de leur exportation totale. En respectant ce critère, le Canada est exclu de ce groupe. Les pays qui s'y trouvent sont l'Australie, la Nouvelle Zélande, l'Afrique du Sud, la Yougoslavie<sup>50</sup>. A l'exception de la Yougoslavie, tous les pays de ce groupe sont appelés « countries of recent settlement » y compris l'Argentine<sup>51</sup>.

En troisième groupe se trouvent les pays ayant une production industrielle entre 30-75 dollars par tête en 1955. Ce sont des pays qui sont tout juste entrés dans le processus de la production manufacturière et la part des produits dans

---

<sup>48</sup> Maizels Alfred, **Growth And Trade, Cambridge**, At The University Pres, 1970, p. 60

<sup>49</sup>

Il est possible de mettre le Japon dans ce groupe, par contre, il est considéré dans cette distinction, comme un pays dont la production industrielle est relativement réduite, mais sa structure d'exportation est semblable à celle des pays de l'Europe de l'Ouest. Le Japon est l'un des cinq pays ayant la part des produits manufacturiers de plus en plus élevée dans l'exportation (Maizels, 1970, p. 61).

<sup>50</sup> L'Australie qui a déjà été mise dans le premier groupe et la Nouvelle Zélande peuvent être mis dans ce groupe parce que les caractéristiques de leurs produits industriels sont définis par les critères des pays de ce groupe.

<sup>51</sup> Le terme "countries of recent settlement", est utilisé pour la première fois par Hilgerdt dans l'ouvrage **Industrialization and Foreign Trade**, League of Nations, Geneva, 1945.

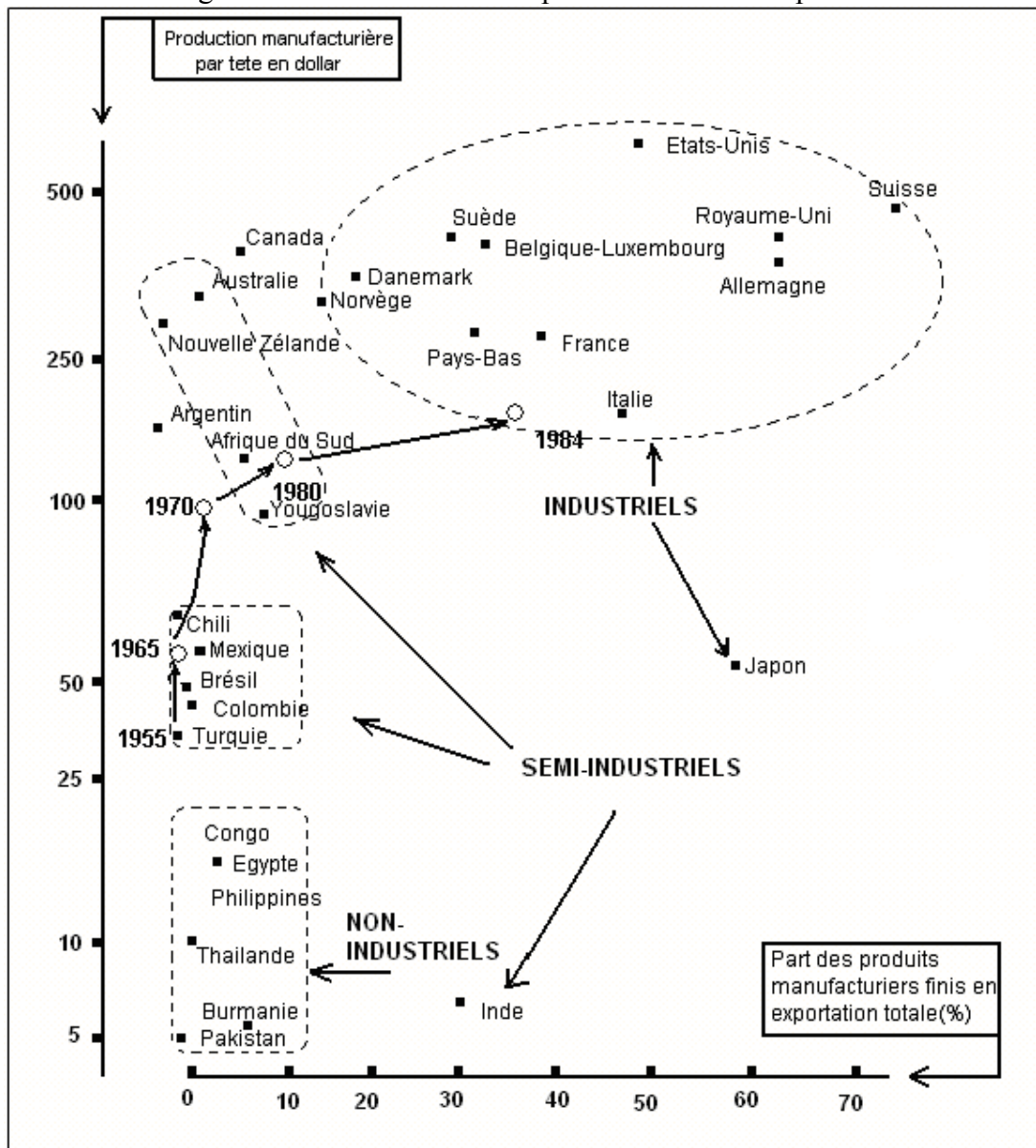
l'exportation de ce domaine est très limitée. Quand ils sont signalés par des flèches, les pays des deuxième et troisième groupe sont semi industrialisés. L'Inde ayant une exportation industrielle supérieure à celle des pays d'Amérique latine, elle peut être considérée parmi les pays semi-industrialisés malgré sa production manufacturière par tête de 10% en 1955.

Dans le quatrième groupe, on trouve des pays dont la production manufacturière est de moins de 15 dollars par tête en 1955 et l'exportation industrielle n'est pas considérable. Ces pays dits « non industriels », se trouvent au début du processus d'industrialisation et ils font beaucoup d'importation pour la production industrielle.

Après avoir résumé l'étude faite par Maizels, nous allons aborder le travail fait par Dura, qui s'appuie sur ce dernier. Comme nous avons observé dans le tableau fait par Maizels, le niveau d'industrialisation de la Turquie dans les années 1950 est proche de zéro (0,4) parmi les pays semi développés comme le Chili, le Mexique, le Brésil et la Colombie. Nous nous posons la question suivante : durant une période d'environ 30 ans, à quel niveau historique des pays industriels la Turquie est-elle arrivée?

Nous imaginons que dans le tableau de Maizels le degré d'industrialisation de tous les autres pays est stable sauf celui de la Turquie. Nous illustrons ci-dessous le schéma développé par Dura, qui se base sur les données appartenant à la période comprise entre 1965 et 1984.

**Schéma 18:** Degré d'industrialisation de la production et de l'exportation.



Source : Dura C, 1991, p.221

Les données concernant la Turquie, visibles sur les parties des pays semi industriels et industriels, sont calculées. La distribution fonctionnelle des données concernant la période 1965-1984 (c'est-à-dire de  $X_n$  et de  $\mu$ ), a été montée sur le schéma de Maizels. Les ronds et les flèches qui les précèdent, montrent l'orientation de la Turquie (T) durant la période de 1955-1984 en fonction de :

$$X_{nt} = f(q_{\mu}T)$$

Cette orientation se réalise sur les périodes (1955-1965-1970-1980-1984) qui se succèdent.

-Dans l'étude de Maizels, les données utilisées sont de l'année 1955. Il faut donc utiliser dans ce travail les données de la production manufacturière aux prix de l'année 1955. Cependant, dans cette étude, les données sont obtenues par l'intermédiaire de l'utilisation de certaines statistiques à cause du manque d'information et de données dans ce domaine.

-Maizels calcule le degré d'industrialisation des pays, en utilisant la part de l'exportation des produits finis, dans l'exportation totale. C'est la raison pour laquelle il fallait calculer les valeurs d'exportation des produits finis des années concernées. De ce point de vue, l'exportation des produits finis sont considérés comme l'ensemble des catégories SITC : 54, 56, 59, 64, (65-651), 665, 666, 69, 7 et 8 (OCDE., 1983). Ces chiffres sont montrés ci-dessous :

**Tableau 19:** Calcul du degré d'industrialisation (1955-1984)

Années	Q $\mu$	X n	X n / X
1955	30.0	1.0	0.4
1965	64.4	3.6	0.7
1970	94.6	18.3	3.1
1975	125.1	186.5	13.3
1980	122.4	408.0	14.1
1984	155.2	2 480.5	35.0

q $\mu$  : en dollar et aux prix de 1984, Xn : en million de dollars, Xn/X : en %.

**Source :** Maizels 1970, UN et Dura 1991.

En analysant le schéma ci-dessus, nous constatons qu'il s'agit d'une augmentation de la production manufacturière par tête, et la part des produits finis dans l'exportation sur la période 1955-1984. Autrement dit, l'industrialisation durant cette période a eu un effet industrialisant sur la structure d'exportation de la Turquie.

Cependant, les sous périodes de changement ne sont pas identiques : l'accumulation industrielle est remarquable, par contre l'industrialisation de l'exportation est modeste au cours de la période 1965-1980. Contrairement à cette période, durant les années 1980-1984, la vitesse de l'industrialisation était réduite malgré un niveau d'industrialisation de l'exportation élevé. Cette contradiction peut être expliquée par deux raisons selon Dura :

« D'abord c'est dans la période 1965-1980, les politiques de substitution de l'importation appliquées ont orienté la production manufacturière vers le marché intérieur et ceci ne faisait pas beaucoup d'influence positive sur la structure de l'exportation. Puis durant les années 1980, les politiques d'ouverture vers l'extérieur ont orienté la production manufacturière vers les marchés extérieurs. C'est la raison pour laquelle la production manufacturière, accumulée depuis les années 1950, a eu très fort influence sur l'industrialisation de la structure de l'exportation durant la période 1980-1984. Il est possible de dire qu'il s'agit de l'effet retardé de cette relation entre le niveau d'industrialisation et l'exportation » (Dura 1991, p.222).

La réponse à notre question posée ci-dessus est donc : Le degré d'industrialisation de l'exportation de la Turquie dans les années 1990 est assimilable à celui de l'Italie juste avant 1955.

Comme c'est le cas de la Turquie, la hausse du degré d'industrialisation de l'exportation est lié aux politiques d'industrialisation et nécessite d'investissement dans ce domaine. Dans les années 1990, la Turquie a investi dans l'infrastructure, et elle a eu sa croissance industrielle grâce à la mise en activité de la capacité non utilisée. C'est la raison pour laquelle il est possible de dire comme le prétendait Dura que « ...le niveau d'industrialisation de la Turquie dans les années 2000, n'est pas plus différent de celui des années 1990 ». Cependant il faut ajouter à son analyse que le nombre des produits d'exportation de la Turquie se sont multipliés au cours du temps. Nous allons revenir sur ce point et analyser ce changement dans le chapitre suivant.

## **2. Les politiques d'industrialisation**

On distingue différentes étapes dans l'évolution du développement économique, tout comme celle-ci était distinguée en trois périodes en Amérique latine : La première étape est l'expansion du commerce international qui se caractérise par une progression rapide et régulière des exportations. La deuxième étape débute avec la Grande Crise de 1929 qui met la fin au modèle traditionnel de division internationale du travail. La troisième étape commence par l'orientation des efforts de substitution vers les secteurs des biens de consommation durables, des produits intermédiaires et des biens capitaux. Cependant ce découpage entre les périodes est fort critiquable (Sid Ahmed Abdelkader, 1969, p. 15). Paul Prebisch dans le rapport de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Amérique latine (CEPAL) met en évidence le rapport entre l'industrialisation et le développement en précisant que l'industrialisation était la seule voie capable de promouvoir le développement. Le développement est une transformation de l'ensemble des structures sociales, politiques, économiques ou institutionnelles. L'offre est conditionnée par le profil de demande globale, et c'est en ce sens que la poursuite de l'industrialisation requiert la modification des structures (CEPAL, 1963).

Les politiques d'industrialisation envisagent une structure économique transformée par l'intermédiaire de changement des techniques, de diversification de la production nationale et de l'importation. Les natures de ces concepts imposent aux pays de poursuivre différentes stratégies d'industrialisation au cours du processus de développement. En d'autres termes, chaque pays a ses conditions propres, tels que les moyens correspondants à sa stratégie, même si tous les pays ont pour même objectif leur développement.

Dans ce contexte, l'analyse économique sur les trajectoires nationales dégage une typologie des politiques d'industrialisation ainsi que des politiques d'industrialisation industrialisantes, des politiques d'industrialisation par substitution d'importations, des politiques d'industrialisation par promotion des exportations (Courtot Thomas et Husson Michel., 1993, p. 113).

Cependant il est possible de classer ces politiques en fonction de différents aspects, comme suivant:

-en fonction de la relation avec l'extérieur d'une part les politiques ouvertes (tournées vers l'extérieur E) et les politiques qui recherchent la protection du marché intérieur (tournées vers l'intérieur E\*), d'autre part les politiques acceptant la dépendance des secteurs industriels modernes vis-à-vis du capital étranger et les politiques qui visent l'indépendance la plus élevée possible.

-en fonction du rapport du marché avec l'étranger d'une part les politiques industrielles dépendantes (D), et d'autre part les politiques visant l'autonomie (D\*) ;

-en fonction de neutralité du marché d'une part les politiques neutres (N), et d'autre part, les politiques correctives vis-à-vis du marché (N\*)

-en fonction de l'intervention d'une part les politiques favorisant le secteur public (socialistes C\*) et d'autre part les politiques favorisant le secteur privé (capitalistes C) (Weiss J, 1988).

Ces distinctions peuvent être résumées de la façon suivante et présentées par divers pays dans un tableau:

E : Politiques industrielles tournées vers l'extérieur, E\* : Politiques industrielles vers l'intérieur.

D : Politiques dépendantes, D\* : Politiques indépendantes (autonomes) à l'égard de l'étranger.

N : Politiques de neutralité vis-à-vis des mécanismes de marché, N\* : Politiques impliquant des distorsions (correctives)

C : Politiques favorisant le secteur privé (capitaliste), C\* : Politiques favorisant le secteur public (socialistes).



**Tableau 20:** Types de politiques industrielles

	Pol.neutres/marché N		Pol.correctives/marchés N*		
Politiques tournées vers l'extérieur E	Mozambique END*C* Chine(3) Nicaragua	EN*D*C Inde(3)	EN*D*C Inde (2)	EN*D*C* Corée du Nord Chine(2)	<b>Autonomie D*</b>
		Taiwan ENDC Hong-Kong Singapour Corée Brésil (3)	EN*DC Cote d'Ivoire Brésil (2)		<b>Dépendance D</b>
Politiques tournées vers l'intérieur E*		E*ND*C* Yougoslavie	<b>E*N*DC</b> <b>Sénégal</b> <b>Brésil (1)</b>		
		E*ND*C* Yougoslavie	E*ND*C Philippines	E*N*D*C Inde (1)	E*N*D*C* Chine (1)
	<b>Politiques socialistes</b>	<b>Politiques « capitalistes » C</b>		<b>Politiques socialistes C*</b>	

Sources : Brasseul Jacques, 1993, p.103.

NB : Ces catégories peuvent être illustrées par quelques exemples :

E\*ND\*C\* : ex-Yougoslavie

E\*N\*D\*C : Inde (1)

E\*ND\*C : Philippines

EN\*D\*C\* : Corée du Nord, Chine (2), Tanzanie, Madagascar, Ghana

E\*NDC : Colombie

**E\*N\*DC : Sénégal, Brésil (1), Egypte, Argentine, Mexique, Turquie, Pakistan, Uruguay, Bolivie, Pérou.**

ENDC : Corée du Sud, Singapour, Taiwan, Hong-Kong, Tunisie, Chili, Brésil (3), Malaisie, Argentine, Cameroun

EN\*DC : Côte-d'Ivoire, Brésil (2), Argentine

END\*C\* : Cuba, Nicaragua, Chine (3), Mozambique, ex-Yougoslavie

EN\*D\*C : Inde (2)

END\*C : Inde (3)

E\*N\*D\*C\* : Chine (1)

□ : Ensemble vide

Les flèches indiquent des changements possibles et les évolutions des pays indiqués.

### **2.1. Les politiques d'industrialisation de substitution d'importation**

La politique d'industrialisation de substitution envisage de la production partielle ou totale des biens qui étaient importés auparavant. Elle traduit le caractère dynamique parce qu'il s'agit d'une évolution du pourcentage de l'importation dans l'offre globale. En d'autres termes, cette politique signifie la chute dans la part d'importation quand la production locale substitue l'importation. Cependant, la technologie de production et la structure de la demande ne se change pas.

Les politiques de substitution d'importation sont apparues à deux périodes dans l'histoire :

En première période, les conditions après la crise mondiale de 1929 avaient affecté de manière durable le fonctionnement du modèle traditionnel de division internationale du travail, et les politiques de substitution d'importation sont apparues. La détérioration des termes de l'échange provoqué par la chute de la demande externe avait compromis la capacité d'importation. Par ailleurs, la chute des prix des produits traditionnels avait causé la diminution du revenu d'exportation. Il s'agissait également de la pénurie des biens dans la production locale. Les pays étaient obligés de varier leurs produits domestiques. C'est la raison pour laquelle les différentes mesures gouvernementales avaient modifié le profil de la demande globale, et par là même, la structure de l'offre spécialement au niveau des biens de consommation non durables (Morgan Théodore., 1973, p. 26). Ainsi, les politiques d'industrialisation qui avaient remplacé l'importation provenaient des conditions socio-économiques de l'époque. Certains pays comme la Turquie, ou les pays de l'Amérique latine ont connu ces stratégies à cause des difficultés commerciales. En appliquant les politiques de substitution d'importation, les pays renoncent au modèle traditionnel de division internationale du travail, car ils commencent à produire certains biens sur lesquels le pays n'était pas spécialiste auparavant.

En deuxième période, les politiques de substitution d'importation sont apparus après la Deuxième Guerre mondiale qui avait freiné l'offre des biens d'importation. Les pays avaient choisi ces politiques en vue de la reconstruction de l'industrie nationale. (Morgan Théodore., 1973, p. 26).

Les politiques d'industrialisation de substitution prévoient l'intervention de l'Etat ; c'est-à-dire que les politiques industrielles peuvent tenter de superviser l'allocation des ressources par divers moyens comme le contrôle des prix, l'orientation des investissements etc. Les politiques d'industrialisation peuvent s'étendre au secteur productif contrôlé par l'Etat ou elles peuvent réduire les secteurs dans l'économie au profit du secteur industriel privé.

Les politiques d'industrialisation de substitution considèrent qu'il existe un échange non équilibré entre les pays en voie de développement et les pays riches. En fonction de ces politiques, les pays envisagent la limitation de l'importation avec des pays de la périphérie, et le contrôle de la production nationale pour pouvoir rattraper les pays industriels. Ces politiques projettent aussi d'établir un système de production en envisageant de la production des biens de consommation durable dans l'économie nationale. Il faut donc sauver l'économie nationale contre l'extérieur parce qu'il s'agit d'une situation d'échange inégale. Cette forme de fermeture nécessitait la présence d'un Etat Nation.

L'application de la politique d'industrialisation de substitution exige certaines conditions : le pourcentage de la production domestique des produits importés augmente au fur et à mesure que les conditions pour ces politiques deviennent favorables.<sup>52</sup>

Furtado mit en évidence un certain nombre de conditions nécessaires à la naissance de l'industrialisation de substitution de l'importation :

- il doit y avoir une base industrielle significative,
- le marché interne doit avoir atteint une dimension qui permet une diversification immédiate de l'activité industrielle,

---

<sup>52</sup>

En fait, le recul la diminution du pourcentage de l'importation dans l'offre globale n'est pas toujours liée à la substitution. Cette évolution peut aussi être le résultat de la croissance économique etc.

-le pays ne doit pas dépendre essentiellement d'importations d'aliments et autres matières premières requises par l'industrie de biens de consommation générale (Furtado Celso., 1968, p. 26)<sup>53</sup>.

L'analyse de Furtado concerne les pays de l'Amérique latine mais exclut alors des pays comme le Venezuela, l'Equateur etc.

Il existe des méthodes appliquées pour prévoir le niveau de la substitution dans une économie (Desai P., 1969, p. 318-321). En revanche, la plupart de ces méthodes sont inefficaces. Parce que l'évolution des produits importés dépend de nombreux facteurs, et pas uniquement de la substitution.

### **2.1.1. Les objectifs des pays à travers des politiques de substitution d'importation**

Les pays en voie de développement ont des conditions différentes comme des ressources naturelles, des mains d'œuvre etc. C'est la raison pour laquelle chaque pays cherche des politiques d'industrialisation qui correspondent à ses conditions. En plus, il existe certains facteurs externes qui sont l'influence sur le choix des pays émergents concernant les politiques, comme la crise mondiale des années 1930. Par contre, l'objectif principal de tous les pays en voie de développement est la transformation de l'économie traditionnelle ou duale vers une économie industrielle. De ce point de vue, il est possible de déterminer certains objectifs des pays en voie de développement par l'intermédiaire de l'application des politiques de substitution d'importation :

- *La transformation de l'économie* : Les économies des pays en voie de développement représentent la structure traditionnelle dans laquelle la part du secteur industriel est insignifiante. Dans ce cas, la politique de substitution d'importation est considérée par les pays émergents comme le moyen permettant la création d'une industrie nationale.

---

<sup>53</sup> Par contre, l'analyse de Furtado concernant les pays de l'Amérique latine exclut alors des pays comme le Venezuela, l'Equateur etc.

- *L'équilibre des paiements* : les pays en voie de développement ont un excédent d'importation dans leurs échanges avec l'extérieur. Ils n'arrivent pas à produire certains biens ou services, ou alors leur production traditionnelle ne suffit pas aux besoins domestiques. Les pays d'une part, investissent pour produire à l'intérieur du pays les biens d'importation, et d'autre part augmentent les droits de douane, les obstacles etc., pour faire face à cet échange inégal qui cause le déficit dans le commerce extérieur. Il faut prendre en considération que la politique de substitution peut exiger au début l'augmentation de l'importation pour pouvoir assurer des matériels, des matières premières nécessaires à l'industrie (Griffin Keith B. et Enos John L., 1970, p.144).

- *Planification efficace*: les conditions non recensées mettent en péril le succès des plans de développement. Le marché extérieur soulève de nombreuses ambiguïtés pour les politiques de développement par les plans. La production nationale réduit le risque des plans de développement.

- *Indépendance économique* : les pays deviennent économiquement dépendants vers l'extérieur au fur et à mesure que la part de l'importation dans le commerce extérieur augmente. De ce point de vue les politiques de substitution peuvent être considérées comme des moyens d'indépendance économique. La production des biens d'importation dans le pays affaiblit la dépendance du pays vis-à-vis de l'étranger.

- *Développement de l'industrie nationale* : le développement d'une industrie engendre de développement des sous secteurs. Une relation réciproque se développe entre les industries.

- *Offre d'emploi* : Les politiques d'industrialisation de substitution encouragent les investissements dans les secteurs qui utilisent plus de main d'œuvre, et qui envisagent de créer des emplois.

### **2.1.2. Les étapes de politiques d'industrialisation de substitution**

La production des biens intermédiaires et capitaux exige d'avoir un niveau technologique plus avancé et différents moyens commerciaux comme des obstacles douaniers par rapport aux biens de consommation.

#### **2.1.2.1. L'étape facile : la substitution des biens de consommation non durables**

Au cours de la première étape de l'industrialisation, le marché interne s'élargit et l'augmentation de revenu national favorise la demande locale. Cette dernière augmente en général plus que le revenu national grâce à son « caractère élastique ». La demande tend vers une spécialisation croissante et à l'avènement d'industries de biens de consommation non durables. La création du marché contient le facteur dynamique de cette étape, sans assimiler la technologie.

En fait, la production des biens de consommation à l'intérieur du pays est exigée par certaines conditions :

- le marché des biens de consommation existe déjà alors que la demande domestique pour les biens intermédiaires et capitaux n'est pas encore assez développée. De même, l'application de certains obstacles afin de réduire ou empêcher l'importation des biens de consommation ne pose pas de difficultés tandis que le renoncement de l'importation des biens intermédiaires et capitaux rend impossible la production industrielle. Dans la première étape de la substitution le processus d'exportation et même de formation du capital commence à se développer.

- la production de biens de consommation n'exige pas d'investissements dans le capital et, de technologies sophistiquées. La production des biens de consommation non durable est possible en investissant moins de capital par une technologie amorcée.

- en cas de non développement d'un marché ou de la demande locale, la substitution des biens intermédiaires et capitaux est à l'origine d'une production nationale inefficace. La substitution d'importation constitue une faible valeur de produit fini et l'industrie locale des biens capitaux reste insignifiante. Autrement dit, la production des biens intermédiaires et capitaux Parce que la demande

concernant les biens intermédiaires et capitaux n'existe pas encore et ainsi l'industrie de ces biens sera restée pendant longtemps inefficace. En plus cette structure de production causera le retard dans la production des biens de consommation. En fait, la production des biens de consommation dans le pays en cas de l'existence de la demande facilite l'entreprise de la deuxième étape de la substitution.

- il s'agit d'un coût en cas de production des biens dans le pays au lieu d'importer. En première étape, le coût des biens intermédiaires et capitaux est plus élevé que celui des biens de consommation.

Certains produits comme des biens d'habillement, de ménage, d'alimentation etc., et certaines industries qui soutiennent la production de ces biens sont protégées par des obstacles non tarifaires et les tarifs douaniers. Par ailleurs, ces derniers sont moins élevés quand il s'agit de biens intermédiaires et d'investissement.

La production industrielle domestique augmente plus vite grâce à l'application des obstacles. La production répond dans cette étape à la demande intérieure et elle substitue certains biens d'importation. Cependant, à la fin de la première étape de substitution l'augmentation de la production commence à diminuer en fonction de la chute de la demande (Balassa Bela., 1980, p. 6).

#### **2.1.2.2. L'étape complexe : la substitution des biens intermédiaires et capitaux**

La transformation de l'industrie oblige la substitution des biens intermédiaires et capitaux suite à l'achèvement de la substitution des biens de consommation afin que le processus d'industrialisation se poursuive. Les passages de première étape de substitution à l'étape finale dépendent de l'objectif de développement. Cependant, les expériences des pays montrent que le passage d'une étape à une autre, c'est-à-dire de la substitution des biens de consommation vers les biens intermédiaires et capitaux, se réalise difficilement (Nixson Frederic I, 1968, p. 310). Dans le développement, ce processus d'industrialisation n'a eu lieu que dans un nombre relativement limité de pays. Le changement du profil de la demande globale signifie le début de cette étape. C'est-à-dire que les pays ayant un certain degré de

développement et de diversification industrielle durant la première étape arrivent à cette étape finale de substitution.

Les biens intermédiaires et capitaux exigent des technologies plus modernes et représentent plus de valeur ajoutée par rapport aux biens de consommation. La production de ces biens nécessite une industrie dans l'interrelation avec les autres. C'est-à-dire, une industrie encourage en se développant les autres industries. (Hirschman O.A, 1962, p. 112).

Furtado, en s'appuyant sur l'expérience des pays de l'Amérique latine, souligne qu'un processus circulaire s'établit entre les industries (Furtado Celso, 1966, p. 215).

## **2.2. Le paradigme des industries industrialisantes**

Le paradigme des industries industrialisantes a pour l'objectif de rendre les pays en développement plus autonomes en créant les industries prioritaires qui favorisent les autres. Nurkse suppose une « croissance équilibrée » visant un progrès des différents secteurs de l'économie, de manière à ce que les moins dynamiques ne freinent pas les autres « ...Le taux auquel chaque industrie peut croître est inévitablement conditionné par le taux auquel croissent les autres industries, bien que, naturellement, certaines industries puissent croître plus vite que les autres, du fait que les élasticités de demande et d'offre varient selon les différents produits. Grâce à l'application du capital dans un grand nombre d'activités, le niveau général de l'efficacité économique se trouve amélioré et la dimension du marché est agrandie. » (Nurkse, 1968, p. 20). Hirschman recommandait une politique fondée sur les « effets entraînés » afin d'avoir les secteurs les plus dynamiques sur l'ensemble de l'économie. Il faut donc déséquilibrer le développement en faveur de certains secteurs (Hirschman, 1958). Ainsi, l'Etat a un rôle essentiel pour la création et la gestion des grandes unités spécialisées dans l'industrie lourde qui produisent des inputs pour la production. Cette idée qui s'appuie sur le développement déséquilibré se rejoint à l'idée formulée par Perroux autour de la notion de « pôle de croissance » (Perroux François, 1955).



Cette théorie a été critiquée sur certains points ;

Tout d'abord, les voies suivies par l'URSS de Staline et la Chine de Mao ont illustré que la priorité de certaines industries ne simplifie pas le débat entre industrie lourde et industrie légère (Coutrot Thomas et Husson Michel, 1993, p. 115).

Puis, le développement des industries industrialisantes, comme la sidérurgie, la métallurgie et la chimie lourde cause des problèmes d'échelle : le coût de ces industries augmente et pèse sur l'inflation et la monnaie du pays, et ponctionne le surplus disponible du pays et l'endettement lié à la mise en place de grands équipements (Coutrot Thomas et Husson Michel, 1993, p. 115).

-les effets d'entraînement ne jouent pas spontanément, comme dans le cas de l'Algérie, les produits des industries à très haut degré capitaliste n'étaient pas adaptés au goût des consommateurs, et le marché interne s'est révélé incapable d'absorber toute la production (Gürbüz Burak., 1994, p. 28).

- les investissements pour les industries à haute technologie entraînent une dépendance technique et financière vis-à-vis de l'étranger et une faible absorption de la main d'œuvre, aggravant le chômage et l'émigration (Ikonicoff M., 1987).

### **2.3. Les politiques d'industrialisation pour l'exportation**

La politique d'industrialisation pour l'exportation exige une transformation de l'économie grâce aux potentiels intérieurs et du commerce extérieur. Il s'agit d'un changement marqué par une augmentation de la part des produits industriels dans le commerce extérieur. Autrement dit, la production industrielle remplace les produits traditionnels. C'est la condition de la réussite du modèle (Cherney H.B., 1980, p. 281). Les pays en voie de développement envisagent de dépasser une étape importante dans le processus d'industrialisation grâce à ce modèle. Le pays assure l'importation nécessaire pour l'industrialisation, grâce à l'augmentation du revenu d'exportation, et c'est ainsi que l'industrialisation devient durable.<sup>54</sup>

---

<sup>54</sup>

Selon Kindleberger, la condition pour laquelle l'exportation accélère l'économie, est l'augmentation de l'exportation plus vite ou bien aussi vite que le développement de l'économie (Kindleberger, 1965).

L'exportation joue un rôle double pour les pays en voie de développement : elle augmente le revenu national par un coefficient accélérateur, et en même temps elle élargit la capacité d'importation par l'intermédiaire des revenus d'exportation (Balassa B., 1964, p. 3). Cependant, l'augmentation de la part des produits d'exportation de bonne qualité, la création d'un système d'exportation et l'acquisition d'une expérience dans ce domaine peuvent se révéler difficiles dans les pays en voie de développement.

C'est la raison pour laquelle, la plupart de pays en voie de développement préfèrent la politique d'industrialisation de substitution et la considèrent comme un moyen de réussite pour franchir la première étape dans le processus d'industrialisation. Autrement dit, ils envisagent cela une industrie développée sous la protection qui permettra ensuite d'accéder à l'étape pour l'exportation.

En général, les politiques d'industrialisation pour l'exportation sont impliquées dans une étape suivant des politiques de substitution. Autrement dit, la structure économique se trouve sous protection et c'est pourquoi il faut équilibrer la situation qui était en faveur de la substitution au début. L'intervention sur les prix est l'un des moyens pour favoriser la production destinée à l'exportation.

-la fixation du taux de change, d'une façon réaliste permet un changement des prix en faveur des produits d'exportation, et naturellement au détriment de la production de substitution. En fixant un taux de change moins élevé de la monnaie nationale, il est possible d'augmenter la valeur marginale des moyens de production.

- le remboursement des impôts d'exportation est un moyen souvent utilisé afin de l'augmentation de la capacité compétitive des produits nationaux.

- l'exportation est encouragée par les crédits moins chers, en revanche, ces moyens ne sont pas souvent utilisés dans les pays en voie de développement en raison des difficultés financières.

L'objectif principal de la politique d'industrialisation pour exportation est la transformation de la structure de l'exportation. En investissant dans l'exploitation des richesses nationales comme des ressources naturelles, les pays envisagent un niveau compétitif dans les marchés extérieurs. Ils envisagent également de résoudre le

problème de financement dans une courte période, grâce au revenu d'exportation de certains produits compétitifs. Ces politiques donnent aux entreprises la capacité d'élargissement pour les produits au marché.

Suivant les politiques d'encouragement de certains secteurs, la productivité augmente grâce à l'utilisation des ressources, et les industries incompetentes se disparaissent. Les industries qui visent à l'exportation ont une productivité marginale plus élevée par rapport aux autres industries (Feder Garshon, 1982, pp. 59-73).

L'expérience des pays en voie de développement montre qu'il y avait un lien entre le développement rapide et l'augmentation d'exportation. Les pays ayant une marge d'exportation élevée enregistrent une augmentation de revenu considérable.

### **3. Les politiques d'industrialisation appliquées en Turquie**

Les politiques d'industrialisation de la Turquie portent les traces de l'héritage de l'Empire ottoman qui avait raté sa grande révolution industrielle. Le bilan reçu de l'Empire ottoman ne possédait pas des moyens permettant de résoudre des problèmes économiques de l'époque. Il fallait donc assimiler les moyens disponibles pour répondre aux besoins. C'était l'un des objectifs principaux du Premier Congrès d'Economie à Izmir en 1923. La conclusion de ce congrès était le développement par l'intermédiaire de plans. A partir des années 1960, les plans quinquennaux de développement ont été appliqués. Les résultats de ces plans étaient en cohérence avec les objectifs jusqu'à la crise mondiale causée par le choc pétrolier en 1973. La Turquie avait dû faire face à de multiples difficultés comme l'inflation, le déficit budgétaire et commercial à partir du triolisme plan quinquennal (Kazgan Gülten, 1985, p.333).

Dans les années 1980, des politiques monétaires ont remplacé celles de Keynes qui étaient mis en application dans les années 1970. Ce changement dans l'économie mondiale constituait le climat essentiel dans lequel les objectifs du 24 janvier 1980 avaient été fixé pour la transformation de l'économie turque. Le reflet de ce climat économique était le remplacement des politiques industrielles tournées vers l'intérieur par les politiques industrielles de l'ouverture vers l'extérieur à partir des années 1980.

Dans les années 2000, l'industrie de la Turquie représente un caractère dont la part dans le produit national n'a pas considérablement augmenté. Cependant, les produits en exportation sont enrichis suivant une transformation des sous-secteurs dans ce domaine. Cette période d'une vingtaine d'années a rendu l'industrie de la Turquie plus ouverte, mais il manque encore la compétitivité dans un climat économique dirigé plutôt par les politiques du FMI.

### **3.1. Les politiques d'industrialisation avant 1980**

Au début de la République, les politiques de développement industriel étaient plutôt choisies en fonction des problèmes socio-économiques. L'insuffisance de l'infrastructure industrielle, le besoin des ressources financières pour l'investissement, le manque d'accumulation de capitaux et d'entrepreneuriat caractérisaient ces politiques.

Les politiques d'industrialisation de la Turquie appliquées avant 1980 représentent trois caractéristiques qui proviennent en réalité d'application des politiques tournées vers l'intérieur et de substitution à l'importation. Nous pouvons déterminer ces trois caractéristiques :

- une structure économique tournée vers l'intérieur,
- une politique d'industrialisation intensive,
- une structure économique contrôlée plutôt par l'Etat.

#### **3.1.1. Une structure économique tournée vers l'intérieur**

Dans l'économie dirigée par les politiques tournées vers l'intérieur la part du commerce extérieur c'est-à-dire, l'exportation et l'importation dans la production nationale reste très faible. Ceci donne à l'économie turque son caractère tourné vers l'intérieur. En ce qui concerne les secteurs industriels, le commerce représente également un niveau modeste concernant les produits industriels dans l'importation

et l'exportation par rapport à l'ensemble. Le commerce extérieur des produits industriels représente donc un niveau très bas dans le PIB national.

Les politiques industrielles tournées vers l'intérieur ont donné le caractère général de l'économie avant 1980 comme l'insuffisance du niveau d'investissement étranger dans la période de 1954-1980. Malgré les encouragements de l'Etat, le recours d'investissement étranger n'a atteint que 663 millions de dollars (Türkkan Erdal, 1992, p.50).<sup>55</sup>

L'appréciation du Livre turque (TL) avait causé une marge d'exportation limitée jusqu'aux années 1980. C'est-à-dire que le taux de céchange fixe, avait encouragé la production pour le marché national plutôt que pour le marché extérieur.

La mis en application des politiques de substitution à l'importation comme la limitation ou bien l'interdiction dans l'importation, les obstacles douaniers avait limité la part des biens industriels dans la composition du PIB national. Le taux de change fixé d'un niveau élevé avait encouragé l'importation qui rendant moins chers les produits du marché extérieur. C'est à cause du manque de devise et les obstacles concerter la production de certains produits que l'importation était très limitée.

Il convient de dire qu'il s'agit d'une structure industrielle incompétente qui peut être déterminée comme :

- une unité de production en petite quantité,
- une structure de production en sous capacité et incompétente visant maximum d'input domestique,
- un niveau de technologie modeste,
- une structure de marché monopolistique,
- un niveau insuffisant de l'infrastructure pour la production.

---

<sup>55</sup>

Le montant de l'investissement des capitaux étrangers entrés est : 115 millions de dollars sur la période 1963-1967, 183 millions de dollars sur la période 1968-1972, et 362 millions de dollars sur la période 1973-1977. Le montant concerné sur les périodes 1954-1963 et 1977-1980 n'est pas considérable.

### **3.1.2. Une politiques d'industrialisation tournée vers l'intérieur**

L'industrie était en priorité dans les investissements : elle représentait 30 % des investissements en total avant 1980. En revanche, il est remarquable que dans cette période, la productivité industrielle n'ait pas augmenté autant que l'investissement dans le secteur. La création d'entreprises se multipliait, mais elles fonctionnaient en sous capacité. L'industrialisation introvertie n'avait pas favorisé la compétitivité et la création d'emploi des entreprises.

En fait, la structure industrielle non compétitive était le résultat de certaines politiques :

- la politique d'intérêt négative,
- la politique du taux de change qui avait causé l'appréciation du Livre turque,
- la politique de substitution à l'importation, ayant l'influence sur le commerce extérieur par l'intermédiaire des obstacles et des encouragements d'investissement industriel.

Les entreprises avaient la possibilité d'importer des équipements de production grâce à la politique d'intérêt et du taux de change. Les obstacles dans l'importation avaient donné lieu au monopole dans le marché intérieur. Il s'agissait d'une forme d'autofinancement dans l'industrie grâce à la multiplication des bénéfices. De plus, il était question de crédits avec un minimum d'intérêts (au prix de revient) pour encourager les entreprises à investir.

Ces politiques avaient caractérisé une structure industrielle extensive déterminée comme suit :

- les entreprises avaient profité des crédits en supportant un niveau d'intérêts très modeste au lieu de mettre des capitaux propres. La part du capital propre pour une grande quantité d'entreprises était de 5% du capital total.
- l'industrie représentait une capacité de production largement inactive.
- le modèle de production qui s'appuie sur une technologie modeste était défini plutôt par la main d'œuvre. Cette forme de technologie risquait la production des entreprises en cas de manifestation pour les droits sociaux. C'est la raison

pour laquelle certaines entreprises avaient choisi la technologie de capital, et ceci avait mis en cause une forme d'industrie duale.

-le lieu de création des entreprises était souvent mal choisi : les entreprises étaient souvent en déplacement en fonction d'une croissance rapide. C'est pourquoi elles avaient la difficulté de poursuivre facilement leurs activités.

-le cadre dirigeant des entreprises n'était pas bien formé.

### **3.1.3. Une structure économique contrôlée plutôt par l'Etat**

Les entreprises étatiques ont joué un rôle considérable dans le processus d'industrialisation de la Turquie dans un cadre économique mixte. Ces entreprises se trouvaient dans une situation privilégiée parce qu'elles détenaient le monopole dans leurs secteurs. Comme c'était le cas avec les produits d'alcool, du sucre et du tabac. Elles exerçaient également des activités privilégiées dans les produits chimiques et le papier.

Leurs objectifs étaient d'une part la réduction de l'importation et d'autre part l'industrialisation permettant d'abord d'avoir une capacité industrielle autosuffisante.<sup>56</sup>

En revanche, au cours du temps les produits des entreprises étatiques avaient perdu leurs compétences en face des produits des entreprises privées. En effet, la plupart de ces entreprises avaient été créées avec une technologie moderne, apportée par des constructeurs occidentaux. Cependant, ces entreprises étatiques ont été considérées au cours du temps, comme un avantage pour la création d'emploi et elles ont perdu leur compétitivité, leurs technologies et sont devenues modestes. Il est possible de résumer de façon générale les caractéristiques de ces entreprises comme suit :

-elles étaient considérées comme une source pour la création d'emploi,

-elles avaient besoin de ressources propres et de moyens de financement,

---

<sup>56</sup> Cette politique d'industrialisation envisageait de la production possible de tous les biens sur la chaîne de production.

- elles étaient dirigées par des cadres non professionnels,
- elles sont devenues les investisseurs non productifs, comme des logements ouvriers.
- elles étaient chargées d'assurer les besoins de l'industrie comme les matières intermédiaires en achetant des matières premières coûteuses et en les revendant à bas prix.

### **3.2. Les déterminants des politiques industrielles dans les années 1980**

Dans les années 1980, les conditions économiques étaient plus décisives que les objectifs des gouvernements sur l'industrialisation. Les gouvernements avaient trois objectifs en fonction des obligations économiques :

- la stabilisation de l'économie,
- l'ouverture industrielle vers l'extérieur et
- l'industrialisation équilibrée dans les secteurs de production.

#### **3.2.1. La stabilisation de l'économie**

L'inflation a joué un rôle décisif dans le processus d'industrialisation après 1980. Les décisions du 24 janvier prévoyaient un recul important de l'inflation qui se montait à plus de 100%. L'inflation a été contrôlée dans la période 1980-1983 ; par contre, à partir de 1984 elle a commencé à réaugmenter, puis elle a pris un caractère continu. Entre les années 1980-1990, son niveau moyen enregistre 50%. Il s'agissait donc une politique d'industrialisation dans un environnement économique où l'inflation devient décisive.

Les politiques d'industrialisation après 1980, envisageaient en priorité le contrôle équilibré entre l'offre et l'inflation.<sup>57</sup> En revanche, ces politiques n'avaient pas de succès envisagés.

Les politiques qui dépendent de l'évolution de l'inflation présentait une ambiguïté pour les entrepreneurs : cette dépendance des politiques a causé le recul

<sup>57</sup> Il s'agit de la politique monétaire, de l'endettement interne, du taux d'intérêt, du taux de change réel, et de l'application de TVA etc.



des investissements de grande capacité à long terme, et ainsi les entrepreneurs se sont concentrés dans les investissements à court terme à cause des risques élevés à long terme. Les résultats de ces politiques ont obligé de nombreuses entreprises à la fermeture.

Un autre obstacle pour les investissements était le taux d'intérêt élevé qui suivait une évaluation en fonction de l'inflation. Les intermédiaires financiers avaient des difficultés à offrir des crédits à cause du coût très élevé du taux d'intérêt. Par ailleurs, il s'agissait aussi des effets positifs de ces politiques sur l'économie : la consommation intérieure avait baissé, et ceci avait encouragé l'épargne nationale, avant de orienter vers le financement des activités des entreprises. C'est pour cela que les entreprises avaient augmenté leurs capitaux propres dans un tel climat inflationniste, dans la période 1980-1990.

A partir de 1984, l'inflation a perdu sa situation prioritaire. Un niveau d'inflation élevé mais contrôlable était acceptable. Suivant ces politiques :

- il s'agissait de déplacement des fonds du secteur privé vers le secteur public,
- les politiques du taux d'intérêt sont devenus les moyens principaux pour la libéralisation du taux de change : ce dernier se contrôlait par l'intermédiaire de l'augmentation et de la réduction du taux d'intérêt,
- le coût de financement avait augmenté en fonction de l'endettement intérieur.

Toutes ces politiques avaient joué en général un rôle négatif sur l'industrialisation, parce que le ratio endettement / capital propre dans les entreprises, était très élevé. Les entreprises n'avaient pas trouvé les conditions favorables pour augmenter leur capital propre à cause des coûts de financement très élevés.

### **3.2.2. L'ouverture industrielle vers l'extérieur**

Après les années 1980 l'ouverture industrielle vers l'extérieur est devenue un objectif pour les gouvernements. Il y avait trois obligations qui nécessitaient cette ouverture :

En premier lieu, l'ouverture de l'économie était la cause des politiques socio-économiques influencées par les crises économiques apparues vers la deuxième moitié des années 1970<sup>58</sup>. La Turquie étant un pays surendetté, elle n'avait pas d'autres choix que l'ouverture de l'économie.

En deuxième lieu, l'ouverture industrielle fut une étape suivante dans le processus d'industrialisation de la Turquie. La première étape qui concernait la production des biens de consommation était achevée. L'ouverture industrielle était envisagée par les plans quinquennaux des années 1970.

En troisième lieu, la préférence pour l'ouverture industrielle de la Turquie est apparue au même titre que son ouverture politique : se tourner vers l'Europe et les pays islamiques.<sup>59</sup>

Il est possible de regrouper les politiques d'ouverture industrielle sous trois aspects :

- les politiques de libéralisation de l'importation,
- les politiques d'encouragement à l'exportation,
- les politiques de restructuration de l'infrastructure industrielle.

*Les politiques de libéralisation de l'importation* : La libéralisation de l'importation avait été réalisée en deux étapes : d'abord, l'importation de certains produits considérés comme l'input dans la production en vue d'exportation avait été libérée entre 1980-1984, c'est-à-dire que les droits de douane avaient été supprimés. Puis le cadre de la libéralisation de l'importation avait été précisé. En fait, l'enlèvement des obstacles même pour les produits de luxe et les limitations en vue de la production des biens de consommation et partiellement pour d'autres produits

---

<sup>58</sup>

Dans l'application de ces politiques la crise du pétrole pendant la guerre arabo-israélienne au Proche Orient et la crise mondiale avaient le rôle décisif.

<sup>59</sup>

Il s'agit d'adhésion à l'Union européenne et à l'Organisation de développement des pays islamiques.

avait été réalisé plutôt après 1984. Cependant, dans les années 1990, le niveau global de protection douanière était de 10 -11%.

Le droit de change donné aux agences privées qui appartenait auparavant seulement aux banquiers peut être considéré comme l'un des moyens favorisant l'importation. Par ailleurs, l'Etat avait également utilisé certains moyens de contrôle sur l'importation comme le taux d'intérêt la dévaluation de la valeur de la monnaie nationale.

L'industrie turque avait eu son niveau compétant sur le plan international, grâce à ces politiques de libéralisation. Les producteurs avaient eu la possibilité d'utiliser des matières intermédiaires moins chères et de bonne qualité par rapport à celles qui existaient dans le marché national. L'entrée des flux financiers de l'étranger avait augmenté le niveau de capital dans le marché national. De nombreux produits comme les produits de ménage qui étaient importés auparavant commençaient à se produire grâce à la favorisation des investissements dans le pays dans les années 1980. Ainsi, le monopole de certains produits avait disparu. En revanche, la réglementation pour la protection des consommateurs n'avait pas pu être appliquée en même temps que la libéralisation de l'importation. Les fonds sur l'importation pour la construction de logements qui étaient mal gérées sont aussi l'un des effets négatifs des politiques de libéralisation.

*Les politiques d'encouragement à l'exportation :* un autre aspect de l'ouverture industrielle vers l'extérieur est l'encouragement de l'exportation. Les politiques de la libéralisation industrielle obligeaient aussi l'augmentation régulière dans l'exportation, dans l'investissement pour certaines branches de l'industrie, destinés à l'exportation mais qui n'étaient pas encore compétents. Les politiques de taux de change dans le sens positif favorisaient les investissements au cours de la période de 1980-1989. Le livre turque (TL) avait subi une dévaluation d'environ 5%. Cette politique du taux de change avait été abandonnée suivant une dévaluation de 30% en 1990.

Il existait d'autres encouragements tels que :

-les crédits d'exportation au taux plus bas,

- les exonérations d'impôt,
- la possibilité de transfert à l'étranger d'une partie des gains venant de l'exportation,
- la possibilité d'importation des biens de production sans douanes,
- les paiements de prime pour l'exportation de certains produits.

Ces encouragements financiers au bénéfice des exportateurs arrivaient à peu près à 25-40% de la valeur totale de l'exportation. C'est par l'intermédiaire de l'Eximbank que toutes ces activités d'encouragement avaient été réalisées. Il s'agit d'une banque d'investissement publique qui donne des crédits aux exportateurs.

Les encouragements de l'exportation avaient permis tout d'abord l'élargissement du marché pour les produits industriels. Les producteurs nationaux se sont dirigés non seulement vers le marché national mais aussi les marchés extérieurs. Le développement de capacité de production surtout dans le secteur du textile était considérable. Il s'agissait de la modernisation et spécialisation dans certains produits d'exportation.

*Les politiques de restructuration de l'infrastructure industrielle* : l'ouverture commerciale dans les années 1980 avait mis en lumière l'insuffisance de l'infrastructure industrielle. En fait, la Turquie se trouvait parmi les premiers pays ne disposant pas de l'infrastructure suffisante mais elle s'industrialisait avant 1980. L'insuffisance était visible dans le secteur énergétique, le secteur de transport et de communication. L'économie se trouvait dans une impasse qui exigeait de nouvelles politiques dans ces domaines et dans certains secteurs comme le tourisme, le secteur financier, le bâtiment etc. Les politiques envisageant la restructuration de l'infrastructure nécessitaient les transformations financières suivantes :

- la limitation des investissements dans les entreprises étatiques.
- l'augmentation des fonds financiers.
- l'assainissement de l'endettement intérieur et extérieur.

Même après l'application de ces politiques, les problèmes d'infrastructure étaient présents encore dans certains secteurs comme celui de l'énergie. Le niveau du

secteur privé dans les investissements était insuffisant. C'est la raison pour laquelle les problèmes financiers dans l'infrastructure n'ont pas diminué malgré les investissements du secteur public. En effet, l'existence encore de ces problèmes peut être liée aux politiques appliquées dans l'industrialisation qui ne correspondaient pas aux conditions de l'économie du pays. Parce que l'industrialisation n'était pas le seul objectif de ces politiques qu'elles n'étaient pas continues

#### **4. Les indicateurs de la structure industrielle après 1980**

L'industrialisation après 1980 avait été marquée par l'intermédiaire des politiques de limitation ainsi que des obstacles. Nous pouvons mettre en évidence le caractère de l'industrialisation sous trois titres:

- la croissance industrielle non régulière,
- l'ouverture intensive vers l'extérieur,
- la croissance par le secteur privé.

##### **4.1. La croissance industrielle non régulière**

La croissance industrielle de la Turquie dans la période 1980-1990 n'a pas une trajectoire normale. Selon le tableau 21, elle représente en moyenne 7% de croissance dans la période 1980-1990 mais son développement ne continue pas régulièrement : son niveau le plus élevé est 10,4 % en 1984, et le plus modeste est 3,4 % dans les années 1988 et 1989. Cette croissance n'est pas égale dans tous les secteurs. Les secteurs de la manufacture et de l'énergie sont en bonne croissance. C'est le secteur de l'énergie qui représente le plus haut niveau avec 15% de croissance dans l'industrie en 1986. Le secteur minier suit une chute dans la croissance industrielle par secteurs avec un taux négatif. En outre, on distingue une chute dans le secteur minier et dans tous les secteurs dans les années 1994, 1999 et 2001 lorsque le pays se trouve en période de crise économique. En général, dans l'industrie il s'agit d'une variation d'environ 9-10% qui joue le rôle principal dans le développement durant cette période.

**Tableau 21:** Niveau de croissance industrielle après 1980 (avec des prix fixes)

Secteurs	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Mine	-4.4	-7.3	-5.5	7.5	7.9	11.9	-6.3	4.2	8.7	-3.7	0.4	8.0	-6.9	2.3	4.7	9.3	-7.3	-1.1	-8.8	-4.4
Manufacture	-6.4	9.5	5.4	8.7	10.2	5.5	9.6	9.9	4.9	3.2	10.0	-7.6	13.9	7.1	11.4	1.2	-5.7	6.4	-8.1	10.4
Electrique	-4.5	7.0	11.7	2.2	11.4	7.8	15.5	10.9	9.8	7.4	7.3	3.4	9.6	9.7	5.0	5.3	1.3	6.5	-2.1	8.0
INDUSTRIE	-6.0	7.4	4.9	8.0	10.4	6.3	8.7	9.6	3.4	3.4	9.0	-5.7	12.1	7.1	10.4	2.0	-5.0	6.0	-7.5	9.4

Source : TOBB, 1991. p. 29., TUIK [http://www.tuik.gov.tr/VeriBilgi.do?tb\\_id=12&ust\\_id=4](http://www.tuik.gov.tr/VeriBilgi.do?tb_id=12&ust_id=4)

## 4.2. L'ouverture intensive vers l'extérieur

Le commerce international est aujourd'hui considéré comme le facteur important de l'industrialisation des pays en voie de développement. L'exportation a un effet favorable sur l'industrialisation et la croissance économique. Balassa explique ci-dessous la liaison qui existe entre l'exportation et l'industrialisation (Balassa, 1989):

-les marchés intérieurs sont trop étroits pour mettre en oeuvre les économies d'échelle, c'est la raison pour laquelle ces dernières ne sont possibles qu'avec le marché mondial. Le marché industriel de l'Inde est inférieur à celui de la Belgique.

-les entreprises obtiennent une meilleure capacité de production grâce aux exportations. En cas d'une firme trop grande pour le marché un pays en voie de développement peut éviter d'avoir la capacité de la production inactive grâce à l'exportation.

-la concurrence internationale oblige les entreprises pour acquérir les nouvelles technologies. La firme exportatrice doit donc rester compétitive et améliorer sa capacité de production. Sinon, en cas de la protection la concurrence intérieure sera limitée et le cadre étroit du marché implique l'existence de firmes incompetentes en situation d'oligopole ou de monopole.

-l'augmentation du revenu liée aux exportations permet l'accroissement de l'épargne intérieur et l'expansion des exportations réduit le déficit extérieur et stimule la croissance, ce qui attire l'épargne étrangère sous forme d'investissements directs.

-l'exportation a un effet favorable sur l'emploi; une politique d'exportations crée plus d'emplois que la stratégie de remplacement des importations et ainsi améliore les salaires, ce qui permet de réduire l'inégalité des revenus (Brasseur Jacques, 1993, p.48-49).

Les pays développés essaient d'adapter leurs systèmes industriels aux nouvelles conditions de production afin de garder leurs présence dans le marché local

et international. En ce qui concerne la Turquie, l'ouverture sur l'extérieur signifie l'augmentation de la valeur ajoutée dans la production industrielle. Il est constatable que la part de l'industrie dans le commerce extérieur a augmenté après 1980. Elle est passée de 36% à 70% au cours d'une période de 10 ans : elle passe de 36% en 1980, à 75,3% en 1985, et à 79% de PNB en 1990 (TOBB., 1990, p. 84). Comme le tableau 22 montre, la part de l'industrie dans l'exportation augmente de 84,2 % en 1990, à 92,5 en 2000. Cependant quand il s'agit de l'importation, elle progresse moins rapidement par rapport à l'exportation.

**Tablo 22:** Part des produits industriels dans le commerce extérieur

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
<b>EXPORTATION (%)</b>											
Mine	2,5	2,1	1,8	1,5	1,5	1,8	1,6	1,5	1,3	1,4	1,4
Manufacture	79,9	78,6	83,5	83,4	85,7	88,2	87,7	88,0	88,2	89,3	91,1
TOTAL	84,2	80,7	85,3	84,9	87,2	90,0	89,3	89,6	89,5	90,8	92,5
<b>IMPORTATION (%)</b>											
Mine	18,6	15,8	14,6	11,4	14,4	11,5	11,7	10,6	8,2	10,5	13,2
Manufacture	73,9	81,0	81,3	84,0	81,8	83,2	83,3	84,3	86,9	85,3	82,4
TOTAL	92,5	96,8	95,9	95,4	96,2	94,7	95,0	94,2	95,1	95,8	95,5

**Source :** DİE., 2001b, pp. 178-185

La part de l'importation industrielle représente 92,5 % en 1990, et elle monte à 95,5 %. Cette croissance signifie un niveau d'augmentation de la compétence dans la production industrielle en Turquie dans la période 1980-2000. Dans l'exportation et l'importation industrielle, les produits manufacturés jouent rôle principal.



**Tableau 23:** Exportation des produits industriels (millions de dollars)

PRODUITS	1980	1986	1990
<b>Produits agricoles</b>	20.0	12.5	8.0
<b>Produits pétroliers</b>	3.7	3.3	2.8
<b>Produits manufacturés</b>	76.3	84.1	89.2
Ciment	5.0	0.6	0.8
Chimique	9.5	9.5	9.5
Plastique	2.0	3.1	2.7
Cuir	6.2	7.7	8.1
Produits forestiers	0.6	1.2	0.2
Tissage	53.1	41.3	45.3
Verre et céramique	4.5	3.5	3.6
Fer et acier	4.2	17.9	17.7
Métal	2.3	2.5	2.7
Ménage métallique	1.0	1.3	0.4
Machine	2.7	4.5	2.3
Machine électrique	1.4	2.9	4.8
Véhicule de transport	6.3	1.8	2.3
Autres produits industriels	1.3	3.7	2.3

**Sources :** Parasız İlker, 1998, p. 272

Le tableau 24 montre la part des matières dans la composition du commerce extérieur sur la période 1990-2000. Selon les données dans ce tableau, les biens d'investissement jouent un rôle important dans l'augmentation de l'exportation industrielle : ils passent de 2,2 % en 1990 à 7,3 % en 2000.

**Tableau 24:** Composition du commerce extérieur en fonction des matières (%).

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
<b>EXPORTATION (%)</b>											
Biens d'investissement	2,2	2,5	3,3	3,5	4,0	3,8	4,8	5,0	5,1	6,0	7,3
Biens de consommation	51,5	50,6	53,2	53,5	50,5	54,7	53,3	52,9	53,3	51,9	50,6
Biens intermédiaires	46,7	46,8	43,4	42,9	45,4	41,4	41,7	41,9	41,3	40,8	41,8
<b>IMPORTATION (%)</b>											
Biens d'investissement	18,1	20,4	21,1	25,0	22,4	22,7	23,7	22,8	23,2	21,5	20,8
Biens de consommation	9,3	7,5	7,7	8,6	5,9	6,8	10,1	10,9	11,6	12,4	13,3
Biens intermédiaires	72,4	71,5	70,8	65,9	71,2	70,2	65,9	65,7	64,4	65,3	65,5

**Source :** DİE., 1998, pp. 183-188 et DİE., 2001b, pp. 179-181

Dans la composition de l'importation la croissance des biens d'investissement et de consommation devient importante. La chute dans la part des biens intermédiaires dans l'importation peut être considérée comme la cause de la chute des biens de consommation et des biens intermédiaires dans l'importation.

L'importation des produits industriels prend également une place importante dans le commerce extérieur de la Turquie dans la période 1980-2000. La part des produits industriels dans l'importation totale est multipliée par 2 dans les années 1990 son niveau en 1980. Elle occupe 95 % des importations totales en 2000 (DİE., 2001b, p. 185).

Au niveau du capital étranger, il s'agit d'une augmentation considérable au cours de la période 1980-2000. Le montant cumulatif de capital étranger qui est entré jusqu'à 1980 représente 663 millions de dollars (Parasız İlker., 1998, p. 273). Le tableau 25 montre l'évolution du capital étranger entrant dans la période 1990-2000. Sauf les années de crise économique, elle suit une augmentation considérable : le capital étranger autorisé progresse de 1861 millions de dollars en 1990 à 3059 millions de dollars en 1990.

**Tableau 25:** Entrée de capital étranger entre 1990-2000 (Millions de dollars).

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Autorisation annuelle	1861	1967	1820	2063	1478	2938	3837	1678	1645	1700	3059
Investissements Directs Nets*	700	783	779	622	559	772	612	554	573	138	112
Investissement en portefeuille	-	-	-	3917	1158	237	570	1634	-6711	3429	1022

\*Investissement direct net = Entrée de capital étranger – fuite de capital étranger

Source : DPT., 1998, p. 70 et DPT 2001, p. 42, 76

En revanche, il existe une différence notable entre le montant autorisé et le montant entré : ceci signifie qu'il y a encore des difficultés à résoudre dans la législation ou dans l'économie nationale.

### 4.3. La croissance par le secteur privé

La caractéristique la plus significative du processus d'industrialisation après 1980 est le rôle du secteur privé dans les investissements et dans la production. La part des investissements publics dans l'ensemble des investissements manufacturiers avait diminué de 29 % à 5 % sur la période 1980-1990. L'augmentation de la part du secteur privé était spectaculaire à partir des années 1990. Le tableau 26 montre la part des secteurs privé et public dans les investissements.

**Tableau 26:** La part des secteurs privé et public dans les investissements (%)

Secteurs	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Public	4,5	5,2	5,5	3,2	3,1	5,7	4,1	2,5	2,7	2,7	3,7
Privé	29,9	30,4	29,1	23,6	23,8	26,2	26,1	22,9	23,1	23,1	22,6

Source :DPT., 2001, p. 35

La part des investissements manufacturiers du secteur public représente 4,5 % en 1990, et celle du secteur privé représente 29,9 %. Autrement dit, la part des investissements manufacturiers au total (public et privé) représente 34,4 % en 1990. En revanche, ils commencent à diminuer à partir de 1992 à 2,5 % en 1997 et remonte à 3,7 % en 2000.

Le niveau de l'utilisation de la capacité augmente dans les années 1980 et cela signifie un changement structurel s'appuyant sur la croissance intensive. Avant 1980, il était de 50% et il atteint 74% dans les années 1990.

En revanche, on remarque une chute du niveau d'investissement industriel dans l'investissement total. Cette situation peut être expliquée par l'utilisation de la capacité inactive (Türkkan Erdal, 1992, p.75).

### **5. Les conséquences des politiques d'industrialisation depuis 1980 observées dans les années 2000**

Nous avons souligné dans le chapitre précédant que l'industrialisation après 1980 peut être définie autour de deux caractéristiques : l'investissement infrastructurel et la production industrielle par utilisation de la capacité inactive. Comme les tableaux 27 et 28 montrent les catégories de biens exportés et importés sont en évolution.

**Tableau 27:** Commerce extérieur de la Turquie selon les groupes de biens.

<b>EXPORTATION (million de dollar)</b>										
Année	Biens d'investissement			Biens intermédiaires			Biens de consommation			Total
	Montant	Part (%)	Evolution(%)	Montant	Prt(%)	Evolution (%)	Montant	Part(%)	Evolution(%)	
1994	727	4,0	-	8 222	45,4	-	9 156	50,6	-	18 105
1995	837	3,9	15,1	8 946	41,3	8,8	11 854	54,8	29,5	21 636
1996	1 125	4,8	34,5	9 745	42,0	8,9	12 354	53,2	4,2	23 224
1997	1 339	5,1	19,0	11 032	42,0	13,2	13 890	52,9	12,4	26 261
1998	1 378	5,1	2,9	11 129	41,3	0,9	14 374	53,3	3,5	26 974
1999	1 796	6,8	30,3	10 840	40,8	-2,6	13 895	52,3	-3,3	26 587
2000	2 140	7,7	19,2	11 573	41,7	6,8	14 013	50,5	0,8	27 775
2001	2 618	8,4	22,3	13 299	42,4	14,9	15 221	48,6	8,6	31 342
2002	2 739	7,6	4,6	14 636	40,6	10,1	18 532	51,4	21,8	36 059
2003	4 217	8,9	54,0	18 398	38,9	25,7	24 344	51,5	31,4	47 252
2004	6 530	10,3	54,8	25 868	41,0	40,6	30 486	48,3	25,2	63 120
2005	7 974	10,9	22,1	30 129	41,0	16,5	34 665	47,2	13,7	73 476
2006	9 264	10,9	16,2	37 699	44,3	25,1	37 644	44,2	8,6	85 141

Source : <http://www.dtm.gov.tr/dtmadmin/upload/AB/EuromedEntegrasyonDb/malgrupdunya.xls>

**Tableau 28:** Commerce extérieur de la Turquie selon les groupes de biens.

<b>IMPORTATION</b>										
Année	Biens d'investissement			Biens intermédiaires			Bien de consommation			Total
	Montant	Part (%)	Evolution (%)	Montant	Part (%)	Evolution(%)	Montant	Part (%)	Evolution (%)	
1994	5 319	22,9	-	16 536	71,1	-	1 416	6,1	-	23 270
1995	8 215	23,0	54,4	25 037	70,1	51,4	2 456	6,9	73,4	35 707
1996	10 624	24,4	29,3	28 737	65,9	14,8	4 266	9,8	73,7	43 627
1997	11 352	23,4	6,9	31 871	65,6	10,9	5 335	11,0	25,0	48 559
1998	11 027	24,0	-2,9	29 560	64,4	-7,3	5 320	11,6	-0,3	45 921
1999	8 729	21,5	-20,8	26 553	65,3	-10,2	5 063	12,4	-4,8	40 671
2000	11 341	20,8	29,9	35 710	65,5	34,5	7 220	13,2	42,6	54 503
2001	6 964	16,8	-38,6	28 931	69,9	-19,0	4 083	9,9	-43,4	41 399
2002	8 492	16,5	21,9	37 442	72,6	29,4	5 007	9,7	22,6	51 553
2003	11 470	16,5	35,1	49 489	71,4	32,2	7 903	11,4	57,8	69 339
2004	17 382	17,8	51,5	67 387	69,1	36,2	12098	12,4	53,1	97 539
2005	20 236	17,3	16,4	81 320	69,6	20,7	13 926	11,9	15,1	116 774
2006	22 135	16,2	9,4	98 275	71,7	20,8	15 955	11,6	14,6	137 032

Source : <http://www.dtm.gov.tr/dtmadmin/upload/AB/EuromedEntegrasyonDb/malgrupdunya.xls>

En exportation, la part des produits industriels a augmenté toutefois, la part des matières intermédiaires a une évolution croissante en importation. Nous allons mettre en évidence cette évolution des produits industriels de la Turquie, par le biais d'une analyse faite sur la production intérieure.

### **5.1. Une application sur la production intérieure de la Turquie vis à vis de l'importation**

La structure économique d'un pays peut être analysée par les modèles d'input-output qui facilitent l'analyse des secteurs dans une économie et met en évidence les relations réciproques dans une évolution. Nous allons présenter la structure de production de la Turquie, par une analyse qui s'appuie sur une méthode d'input-output.

Le modèle d'input-output analyse les secteurs de l'économie par ses caractères de producteur et d'acheteur. L'ensemble des matières et des services achetés par les secteurs compose la totalité des inputs. La différence entre le prix de vente des produits et des services, et les paiements effectués pour les inputs donne la valeur ajoutée du secteur concerné. Le modèle « input-output » détermine les échanges entre les composantes du secteur : la partie qui offre et la partie qui demande dans une structure raisonnable. Les inputs intermédiaires utilisés par les producteurs nationaux sont classés en fonction de l'origine du pays. Ainsi, les matières intermédiaires, directes et indirectes utilisées par les secteurs deviennent plus visibles. Une analyse faite par Senesen illustre la dépendance de la production intérieure de la Turquie de l'extérieur (Şenesen Ümit et Şenesen Gülay, 2004, p. 51).

### **5.2. Une production industrielle de plus en plus dépendante de l'importation**

Comme nous l'avons déjà indiqué dans certains chapitres précédents, la Turquie avait choisi, à partir de 1980 les politiques d'ouverture vers les marchés extérieurs au lieu des politiques de substitution à l'importation appliquée dans les années 1970. Toutes ces politiques ont amené la Turquie vers une économie

dépendante. Nous constatons que durant la période de 1970-1996, le degré d'indépendance vers l'extérieur a augmenté de façon considérable.

Le tableau 29 montre les coefficients de dépendance de l'économie turque vers l'achat d'extérieur concernant les années 1973, 1985 et 1996 (Şenesen Ümit et Şenesen Gülay, 2004, p. 53).

La dimension verticale du tableau montre les coefficients de chacun des 24 sous-secteurs en Turquie. La dimension horizontale montre les années concernées dans notre analyse. Il existe un rectangle pour chacune des années 1973, 1985 et 1996. Chacun des trois rectangles représente les 24 sous-secteurs précisés en fonction des relations réciproques entre eux. Il s'agit de 24 sous-secteurs en échange des input-outputs domestiques : on exclut les inputs achetés de l'extérieur et on trouve les outputs domestiques concernés les 24 sous-secteurs. Les lignes noires dans les rectangles représentent la place des 12 sous-secteurs auprès des 24 sous-secteurs. C'est-à-dire, ils représentent le moyen de degré de dépendance des 12 sous-secteurs. Les lignes horizontales liées aux carrés, de deux côtés au-dessous et au-dessus montrent les places des sous-secteurs qui se trouvent à l'extrême parmi les 24 sous-secteurs<sup>60</sup>.

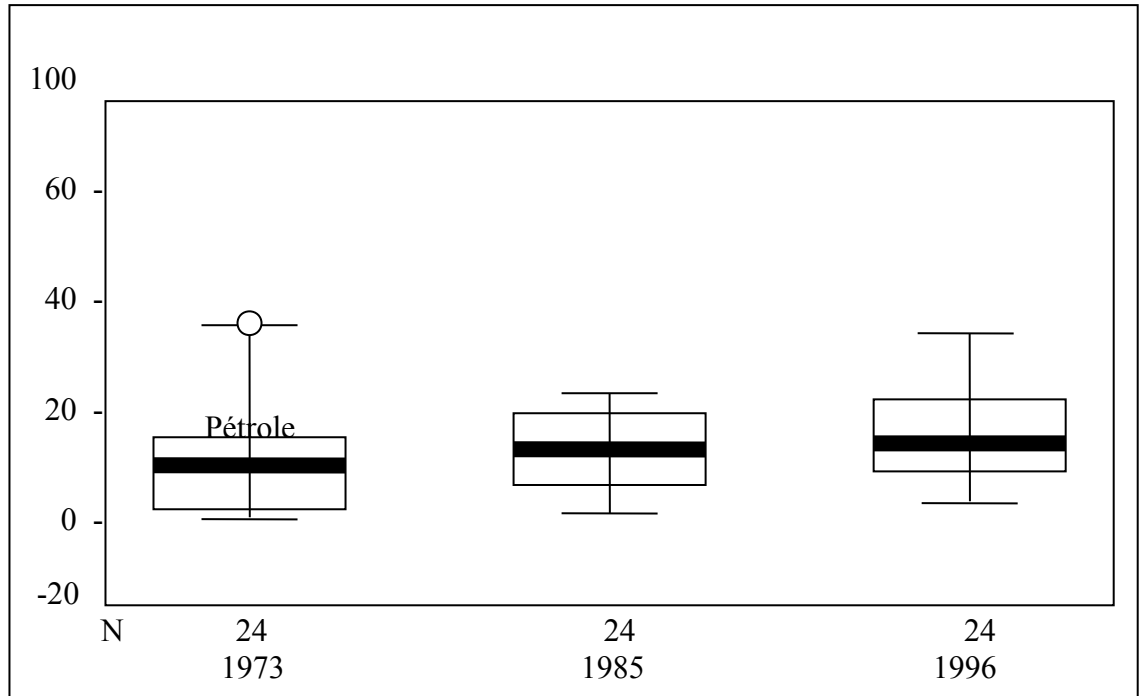
---

<sup>60</sup>

Les données des inputs-outputs sont regroupés de la part de DİE dans les années 1968, 1973, 1979, 1985, 1990 et 1996. Le premier des tableaux des input-outputs se composait des 50 domaines en 1968, et le dernier se composait des 97 domaines en 1996. Dans ce travail, les inputs-outputs regroupés dans les tableaux des années 1973, 1985 et 1996 sont classifiés sous 24 domaines. La conversion des prix courants vers les prix fixes n'était possible que pour un certain nombre de domaines et c'est la raison pour laquelle dans cette analyse, seulement les 24 sous-secteurs ont été choisis.



**Schéma 29:** Coefficients de dépendance vers l'achat extérieur (aux prix de l'année 1996)



**Source :** Şenesen Ümit et Şenesen Gülay, 2004, p. 53.

Ce tableau montre que la dépendance de la production vers l'achat d'extérieur en Turquie a augmenté durant la période concernée.

En 1973, les 12 sous-secteurs parmi les 24 se trouvent entre les degrés 10 et 20. La grande ligne noire et horizontale qui se trouve un peu plus haute dans le rectangle montre que le niveau de dépendance entre ces 12 sous-secteurs augmente. Cette ligne montre également que le degré de dépendance vers l'achat extérieur de ces 12 sous-secteurs est en moyen de 10. La ligne horizontale au-dessus du rectangle, montre que certains secteurs parmi les 24, se trouvent à l'extrême. Autrement dit, ils ont un coefficient de dépendance vers l'achat d'extérieur d'environ 40%.

Il est possible d'analyser l'année 1985 selon la même logique : les principaux changements sont l'augmentation du degré de dépendance vers l'achat extérieur et le recul de la dépendance des sous-secteurs en extrémité.

En 1996, le rectangle montre que l'évolution des sous-secteurs vers la dépendance d'achat d'extérieur se poursuit. C'est-à-dire en 1996, la dépendance de la

production de l'économie turque vers l'achat extérieur de matières intermédiaires est plus élevée qu'en 1985, encore plus qu'en 1973. Nous constatons aussi que les sous-secteurs en extrémité de la dépendance sont encore plus dépendants qu'en 1985. Dans le tableau 30, nous montrons les sous-secteurs ayant le coefficient plus haut que les autres

**Tableau 30:** Sous-secteurs ayant le coefficient plus haut que les autres

1973		1985		1996	
(aux prix de l'année 1996)					
Pétrole	0,38	Pétrole	0,84	Pétrole	0,36
Plastique	0,22	Verre, ciment	0,23	Plastique	0,33
Chmie	0,19	Métal principal	0,23	Chimie	0,27
Moyens de transport	0,18	Papiers, imprimé	0,19	Métal principal	0,25
Métal principal	0,17	Chimie	0,19	Machine électrique	0,22
Machine	0,16	Moyens de transport	0,19	Produit métallique	0,21
Papier, imprimé	0,15	Plastique	0,19	Moyens de transport	0,20
Verre, ciment	0,14	Produit métallique	0,17	Machine	0,18
Machine électrique	0,14	Machine	0,15	Tissu, confection	0,18
Produit métallique	0,14	Tissu, confection	0,13	Papier, imprimé	0,16

**Source :** Şenesen Ümit et Şenesen Gülay, 2004, p. 53

Dans le tableau, les dix sous-secteurs de production importants sont illustrés pour les années 1973, 1985 et 1996. Les chiffres qui correspondent aux secteurs représentant l'achat total extérieur dans l'économie, quand la demande définitive change d'une unité. Nous imaginons par exemple qu'en 1996, la demande intérieure vis-à-vis des produits pétroliers a augmenté d'un million de dollars. Dans ce cas, le montant des matières intermédiaires achetées de l'extérieur, augmente à 360 000 dollars (=1 000 000 x 0,36).

Le coefficient plus élevé du sous-secteur pétrolier montre que l'économie turque connaît toujours une très forte dépendance vers le pétrole. Dans le tableau 31, Senesen montre les données calculées par intermédiaire de la méthode d'achat extérieur des inputs intermédiaires, concernant le sous-secteur de tissu-confection en 1996.

**Tableau 31:** Données calculées par intermédiaire de méthode d'achat extérieur des inputs intermédiaires

VENDEUR	ACHETEUR		
	Tissu	Pétrole	TOTAL
Mines		0.0113	0.0177
Tissu	0.0591		0.0591
Chimie	0.0588		0.0681
TOTAL	0.1344	0.0114	0.1754

Source : Şenesen Ümit et Şenesen Gülay, 2004, p. 53

Dans le tableau, nous imaginons que la demande de sous-secteur de tissu-confection augmente d'un million de dollars en 1996. Cette augmentation signifie selon le tableau que l'achat de l'extérieur de matière intermédiaire de toute l'économie augmentera de 175 400 dollars (=1 000 000 x 0,18) dont 134 400 dollars appartiennent au sous-secteur du tissu, et 11 400 dollars appartiennent au sous-secteur pétrolier.

De même, le sous-secteur de tissu-confection reçoit la part de 59 100 dollars pour ses besoins, du sous-secteur de tissu qui se trouve à l'étranger. Il reçoit la part de 58 800 dollars de ses besoins, du sous-secteur de chimie se trouvant à l'étranger.

Il est possible de continuer dans cette analyse, et augmenter les sous-secteurs, cependant les données illustrées dans les tableaux ci-dessus permettent d'en tirer les conséquences (Senesen Umit et Senesen Gulay, 2004, p. 54):

- l'augmentation de la demande des sous-secteurs productifs est dépendante des matières intermédiaires venant de l'étranger,

- certains sous-secteurs comme le papier, l'imprimerie, les produits chimiques, les métaux principaux, les machines, les moyens de transport, etc., qui sont les vendeurs, sont considérés aussi comme les acheteurs. Ceci peut être traduit par une dépendance en matière intermédiaire des sous-secteurs nationaux vis-à-vis des mêmes secteurs à l'étranger, cette dépendance reste structurelle.

- après 1980, la dépendance des sous-secteurs d'agriculture, du tabac, de l'alimentation et de l'alcool, vis-à-vis des matières intermédiaires à l'étranger a

augmenté alors qu'ils étaient dans les années 1970, les secteurs nationaux vendeurs. En ce qui concerne le sous-secteur du tissu, il commence à provoquer la demande des matières intermédiaires venant de l'étranger. De ce fait, tous les sous-secteurs agricoles, celles d'alimentation-tabac-alcool, du tissu qui sont traditionnellement les secteurs exportateurs de la Turquie, deviennent de plus en plus dépendants des matières intermédiaires venant de l'étranger.

- l'augmentation de la demande des sous-secteurs, sauf les sous-secteurs de mines, des produits pétroliers, de métaux principaux, de communication-transport, provoque toujours la demande des matières intermédiaires étrangères.

- les sous-secteurs sauf quelques uns, augmentent la demande de sous-secteur des produits pétroliers, vis-à-vis de la demande de pétrole intermédiaire étrangère. Ceci montre le rôle important du pétrole dans le processus de développement de l'économie de Turquie.

En résumé, l'augmentation du besoin des matières intermédiaires et sa variation sur la période de 1970-2000 est considérable. De plus, ce changement est la cause des transformations structurelles, ce qui est contradictoire avec les politiques appliquées depuis 1980, qui encouragent l'exportation (Senesen Umit et Senesen Gulay, 2004, p. 56). Il est important de mettre en évidence que l'analyse faite ci-dessus montre la forte dépendance des secteurs industriels de la Turquie vers les ressources pétrolières. Son processus de développement oblige donc la création des secteurs exportateurs qui vont assurer l'achat à l'étranger.



## **CHAPITRE III :TRANSFORMATION DE L'ECONOMIE TURQUE DANS LE PROCESSUS DE LA MONDIALISATION ET DE LA REGIONALISATION**

### **1. Le développement économique dans le processus de la mondialisation**

En 1960, l'Assemblée générale des Nations Unies lançait la première décennie du développement et les années 1960 concevaient le développement comme la transformation des sociétés traditionnelles en sociétés modernes et industrielles, transportables à l'ensemble du tiers monde<sup>61</sup>. A partir des années 1970, on a constaté des évolutions structurelles rapides, déterminées en particulier par l'expansion planétaire de l'économie de marché, la décomposition de l'URSS et la conversion rapide de la Chine. Ce changement est appelé parfois "le nouvel ordre mondial" par sa dimension politique et que l'on l'appelle aujourd'hui "la mondialisation" ou "globalisation"<sup>62</sup>. Les grandes innovations technologiques dans certains secteurs comme celles de la communication ont multiplié l'évolution de ce changement. C'est la raison pour laquelle les répercussions d'événements localisés peuvent avoir dans un délai très court des conséquences de grande ampleur.

#### **1.1. La définition de la mondialisation**

La mondialisation peut être définie comme "l'intégration des activités économiques par l'intermédiaire des marchés" (Martin Wolf, 2004, p.19). Martin Wolf ajoute aussi l'importance des forces pour déterminer sa dynamique comme les progrès technologiques et les changements de politique. Nous observons "une mondialisation accélérée des marchés, un entrecroisement des flux transnationaux et

---

<sup>61</sup>

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/banque-mondiale-fmi/mondialisation..18/09/2006>.

<sup>62</sup> Cependant, ces deux concepts ne sont pas synonymes; "la mondialisation dépasse la transnationalisation dans la mesure où la firme ne se positionnera plus sur un marché en opérant une différenciation d'avantages entre certains pays, mais entre tous les pays constituant un "marché mondial". Dans le cadre de la globalisation, la firme se positionnera non pas par rapport à un marché mondial mais par rapport à l'ensemble des marchés mondiaux, ceux-ci formant un tout où elle optimisera sa stratégie tant au niveau des inputs que des outputs, considérant à chaque niveau leur interchangeabilité en termes d'avantages comparatifs" (Crochet Alain, 1997, p.63).

des centres de décision, une dérèglementation et des progrès de télécommunication conduisant à un marché unique des flux de marchandises et de capitaux. Les firmes transnationales tissent entre elles des réseaux mondiaux; elles agissent sur des marchés stratégiques et passent entre elles des accords conçus à l'échelle mondiale et non régionale." (Hugon Philippe, 1993, p.734). De Bernis met en évidence les rôles des entreprises transnationales sur les nations trop faibles « ...le transport maritime se limitent au commerce Nord-Nord ou Sud-Nord, et il n'y a pas de lignes régulières assurant les échanges Sud-Sud ; les institutions financières contrôlent la politique monétaire et économique ; les entreprises de publicité transforment les habitudes de consommation des pays périphériques, plus encore que ne le faisait le cinéma etc. » (De Bernis Gérard Destanne, 2001, p.86).

L'intégration des activités par l'intermédiaire des marchés peut être définie comme l'intégration des économies avec l'économie mondiale. Il s'agit des facteurs de production; les biens, les services et les capitaux qui circulent librement dans les pays et ceci permet d'une façon ce rapprochement (Campbell D, 1994, p.185).

L'idée de Karl Marx qui déterminait l'évolution des bourgeois et des ouvriers, comme la transformation de la production en disant que « ...les anciens besoins qui sont récompensés par les produits locaux, sont remplacés par les nouveaux besoins qui sont récompensés seulement par les produits venant des climats les plus loin. L'autosuffisance locale, et la couverture nationale se remplacent par l'échange avec le monde entier et l'interdépendance des nations dans tous les domaines...les produits intellectuels des pays de l'un à l'autre deviennent des biens communs... » (Marx Karl, Engels Friedrich, 2002, pp.71-73) indique également que la mondialisation ne se déroule pas dans un processus tout neuf.

Selon Lacoste, « La mondialisation apparaît comme un ensemble de phénomènes économiques - et surtout commerciaux financiers et monétaires - qui se déploient au niveau planétaire, sur l'ensemble des États, en réduisant les pouvoirs de chacun d'eux, comme les fonctions de leurs frontières ». <sup>63</sup>

La mondialisation signifie un mouvement rapide de libéralisation des échanges

---

<sup>63</sup> Lacoste Yves, « Mondialisation et géographie », Hérodote Revue de géographie et de géopolitique, N° 108, premier trimestre 2003. [http://www.herodote.org/article.php3?id\\_article=59](http://www.herodote.org/article.php3?id_article=59)

commerciaux, des investissements directs étrangers et des flux de capitaux, l'emprise croissante des entreprises transnationales sur l'économie mondiale. Elle traduit surtout une intensification des échanges économiques entre les principaux pôles de développement capitalistes que sont l'Amérique du Nord, le Japon, l'Europe occidentale, les nouveaux pays industrialisés d'Asie et d'Amérique latine, la Chine, l'Inde, l'Indonésie, le Mexique et le Brésil (Pierre de Senarclens, 2005, p.65). "On peut donc dire à l'inverse du discours habituel, que la mondialisation n'est pas l'extension du commerce, mais sa réduction, ou quelle n'est pas une manifestation d'ouverture, mais la substitution des espaces fermés des firmes aux espaces fermés des nations."(De Bernis Gérard Destanne, 2001, p.85). Par exemple, Toyota produit ses biens d'équipement au Japon, les envoie dans ses propres usines aux Philippines, en Malaisie etc., pour y fabriquer les pièces détachées assemblées dans d'autres de ses usines, d'où sortent les voitures qu'elle vend dans la région ou dans le monde.

La mondialisation permet aujourd'hui non seulement des échanges commerciaux mais aussi des relations culturelles, politiques entre les pays qui s'intègrent sous certaines formes avec les accords de libre échange, les unions douanières, les marchés uniques etc. C'est la raison pour laquelle la régionalisation est un aspect inclus dans la mondialisation et peut être également une forme de défense contre les effets négatifs de la mondialisation. La production par les firmes multinationales ont non seulement accéléré la mondialisation, mais aussi obligé la coopération des pays qui partagent la même géographie et qui ont des caractéristiques communes (DPT, 2000, pp.4-5).

## **1.2. Les étapes de la mondialisation**

L'accroissement du volume des échanges internationaux lié à la transformation mondiale est remarquable depuis la Deuxième Guerre mondiale. Cependant, la mondialisation n'est pas un phénomène nouveau : vers la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, le terme de « village planétaire » est apparu pour la première fois. Il est possible de prolonger ce processus dans l'histoire en prenant l'évolution des événements par exemple, à partir du fax aujourd'hui, vers le télégraphe et le bateau à vapeur.



Une étude historique depuis l'Antiquité, et au Moyen-âge montre que chaque étape de l'histoire correspond à une forme de mondialisation économique. Il convient donc de mettre en évidence les étapes de l'histoire qui correspondent à la mondialisation.

### **1.2.1. Avant l'industrialisation (de l'Antiquité au Moyen-âge)**

Dès l'Antiquité, autour de la Méditerranée de l'Égypte et de l'Orient, il y avait des réseaux d'échanges établis par les cités maritimes de Grèce et les navigateurs Phéniciens. Le commerce se constituait de céréales, de métaux, de produits artisanaux et d'esclaves. La domination d'Athènes dans le commerce sur l'ensemble du bassin méditerranéen a continué du cinquième siècle (avant J.-C.) jusqu'à la chute de l'Empire romain qui a causé l'insécurité et le ralentissement du commerce occidental.

Au IX<sup>e</sup> siècle, certaines villes affirment leur autonomie vis-à-vis de l'Italie surtout Venise, la république marchande qui domine le commerce en établissant des réseaux commerciaux. Il s'agissait d'un échange d'esclaves, de bois, de fer, de draps de laine achetés à l'Occident vendus aux byzantins et aux musulmans contre des épices et de la soie venues d'Extrême Orient. Le déclin des Empires byzantins et musulmans a permis à Venise, d'étendre son influence sur l'ensemble de l'espace méditerranéen. Elle a profité également de la constitution de l'Empire mongol (XIII<sup>e</sup> siècle) pour se passer de l'intermédiaire des arabes sur les marchés orientaux. La route commerciale terrestre était ouverte vers l'Inde et la Chine.

A la fin du XI<sup>e</sup> siècle, par l'intermédiaire de certaines villes autonomes dans un réseau commercial comme celui du Sud de l'Italie mais à une moindre échelle, un développement commercial s'est produit au Nord de l'Europe autour de la mer du Nord et de la Baltique. Au XII<sup>e</sup> siècle, le développement du commerce est caractérisé par des expositions, des foires qui rassemblent des commerçants de l'Europe du Nord et du Sud.

Certains événements comme la prise de Constantinople par les Turcs en 1453, l'exploration des côtes ouest de l'Afrique jusqu'à doubler le Cap de Bon Espérance

par les Portugais en 1488, l'arrivée des Occidentaux en Chine en 1520 et la découverte de nouveau monde ont bouleversé le commerce international. Au XVIème siècle, le centre du grand commerce maritime s'est déplacé de la Méditerranée vers l'Atlantique dont les villes importantes sont Lisbonne et Séville. Certaines matières reçues de l'Amérique comme des métaux précieux, de nouvelles plantes, du sucre, du café etc., ont bouleversé les structures des économies européennes. Les européens sont dominants dans le commerce triangulaire entre l'Europe-Amérique-Afrique. Les produits comme les armes, les alcools embarqués dans les ports atlantiques sont échangés sur les cotes de l'Afrique noire contre des esclaves destinés au Brésil, aux Antilles, en Floride pour alimenter en main-d'œuvre les plantations. Les échanges intereuropéens se sont intensifiés conjointement avec le commerce atlantique par l'intermédiaire des réseaux complexes.

Au XVIIème siècle, les principales villes de l'Europe du Nord-Ouest comme Anvers et Amsterdam sont devenues la plaque tournante des échanges et le principal foyer d'innovations financières. Le dynamisme du commerce colonial des anglais et des français continue au XVIIème siècle. La construction navale et la navigation sont les premiers secteurs d'activité avant la révolution industrielle (Crouzet F, 2000, pp. 89-105).

### **1.2.2. La première étape de la mondialisation (1850-1914)**

Le commerce international a connu une expansion considérable au XIXème siècle grâce à la révolution industrielle. Les principales caractéristiques de ces échanges peuvent être définies par un quasi-monopole pour les exportations manufacturières à quelques pays, une division de travail entre les pays avancés ayant des produits industriels, des produits alimentaires et des pays neufs ou coloniaux ayant des matières premières. Il s'agissait à long terme d'une baisse des coûts de transport grâce à l'accélération de navigation au milieu du XIXème siècle. La construction des chemins de fer a unifié les marchés nationaux et les grands ports. La navigation à vapeur, le canal de Suez (1869) et Panama (1914) ont joué le rôle

important dans la révolution des transports. Le premier câble transatlantique qui est établi en 1865 a permis de transmission instantanée des informations.

La fin du XIXème siècle fut marquée par la crise financière anglo-américaine suivie par les crises en Argentine en 1890. Ces crises ont révélé une interdépendance croissante entre les économies nationales et l'économie internationale. L'augmentation, puis la chute des prix du coton brut a eu un effet négatif sur l'industrie textile d'abord en Europe puis en Australie, en Inde et en Egypte.

Les échanges se sont intensifiés par le choix de libre échange d'abord par l'Angleterre en 1846 puis par les principaux pays d'Europe en 1860.<sup>64</sup> Par contre, le protectionnisme favorise l'émergence d'économies nationales puissantes ayant eu une industrialisation rapide : l'Allemagne, les Etats-Unis et le Japon.

L'internationalisation de cette époque contient aussi les flux migratoires intercontinentaux, principalement de l'Europe vers l'Amérique. L'intensification des flux de capitaux en investissements direct et en portefeuille a témoigné d'une première époque d'intégration financière mondiale.

Au XXème siècle, l'Europe se trouve au centre des échanges mondiaux avec une position industrielle et financière dominante.

### **1.2.3. La deuxième étape de la mondialisation (fin du 20<sup>ème</sup> siècle)**

L'économie mondiale avait trouvé un équilibre dynamique vers la fin du XIXème siècle. Les événements marquants le XXème siècle comme la guerre de 1914, la crise de 1929 et la Seconde Guerre mondiale ont créé une rupture de cet équilibre. Dans les années 1930, le protectionnisme revient et la contraction des échanges annule en quelques années toute la progression du demi-siècle précédent. Les obstacles et les contrôles ont été intensifiés.

Une nouvelle expansion du commerce international était reprise par une accélération continue avec une croissance moyenne du volume des exportations

---

<sup>64</sup>

Le processus d'ouverture de l'époque peut être considéré en différentes dimensions comme c'était le cas dans les achats de matériel ferroviaire jusqu'au flux des touristes américains depuis 1850.

mondiales vers la fin des années 1940.<sup>65</sup> Comme nous l'avons partiellement illustré sous le titre du développement durable, le rôle de la gouvernance internationale ne peut pas être négligé dans les évolutions du commerce international. Le tableau 32 montre l'historique de ces institutions internationales. L'essor global des échanges s'accompagne de mutations structurelles. Ce sont des échanges de produits manufacturés entre pays avancés qui forment la composante la plus dynamique du commerce mondial.

Certains événements du dernier demi-siècle ont joué un rôle central pour former les stratégies de développement. Ces événements sont :

- l'écroulement de l'URSS a été interprété comme l'inefficacité des économies socialistes. Selon l'idée, il fallait faire confiance aux marchés.

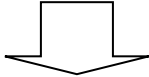
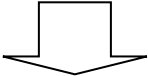
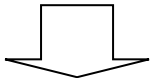
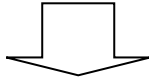
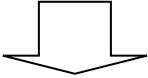
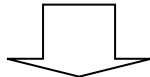
- les limites du consensus de Washington dont les résultats ont montré que les propositions de libéralisation, stabilisation et privatisation n'étaient évidemment pas suffisantes.

- le miracle asiatique qui a montré que le développement était possible et qu'il pouvait s'accompagner d'une réduction de la pauvreté et d'un processus de démocratisation.

---

<sup>65</sup> La croissance moyenne du volume des exportations mondiales par an pour la période 1953-1958 est de 6,1 %, pour la période 1958-1963 est de 7,4 %, pour la période de 1963-1968 elle est de 8,3 %, et pour la période 1968-1973 elle est de 9,2 % (Asselain Jean Charles et Blancheton Bertrand., 2005, p.38)

**Tableau 32:** Historique des institutions internationales

<b>1944 Accords de Bretton Woods</b>		
<b>GATT</b> (General Agreement on Tariffs and Trade)    Libre-échange des biens	<b>FMI</b> (Fonds Monétaires International)    Régime de change fixe	<b>BIRD</b> (Banque Internationale de Reconstruction et de Développement)    Développement
<b>1971 Annulation des accords de Bretton Woods</b>		
 <b>OMC</b> Libre-échange de services et de la propriété intellectuelle	 <b>FMI</b> Régime de change flexible	 <b>Banque Mondiale</b> Banque d'Investissement
<b>1986 Concensus de Washington</b>	-	<b>Publication du rapport de Brundtland</b>
Croissance par les marchés sur le plan mondial		Mise en œuvre du concept du développement durable

**Source :** Burgenmeier Beat, 2005, p.32.

Stiglitz n'est pas d'accord avec ces interprétations parce que la première remarque n'ignore que le socialisme de marché et les économies capitalistes n'étaient pas équivalents. Car le socialisme de marché ne contenait pas tout ce que les économies capitalistes constituent par exemple sur le rôle des institutions. Concernant la deuxième, en réalité c'est à cause de solutions techniques proposées que de nombreux pays n'ont pas progressé. La troisième est que dans la plupart des cas, les gouvernements ont suivi certaines des préconisations techniques habituelles, telle une politique économique stable, mais ils ont ignoré les autres. (Stiglitz Joseph, 2000, p.12-15).

Le processus de la mondialisation qui s'effectue par étapes forme le monde dans un village. La libération des flux de capitaux et de biens étaient les activités essentielles durant la première étape. Elles allaient profiter au monde développé et à ses principaux partenaires commerciaux, entre autres le Brésil, la Chine et l'Inde. La deuxième étape de la mondialisation nous entre dans le nouvel âge de la mobilité, permettant la libre circulation des personnes, favorise l'économie mondiale. « ...à la recherche d'un emploi et d'une vie meilleure, ces personnes pourront réduire les fortes inégalités qui caractérisent notre époque et accélérer le progrès dans l'ensemble du monde en développement...»<sup>66</sup>.

## **2. Evolution du commerce international dans le processus de la mondialisation**

Depuis les années 1950, le commerce international a connu un progrès considérable, enregistrant un taux de croissance deux fois plus rapide que celui de la production mondiale. Cette rapidité de la croissance du commerce international est considérée comme le vecteur principal de la mondialisation. L'enlèvement des obstacles douaniers, le progrès technique en particulier dans le domaine de la technologie ainsi que l'abaissement des coûts de transports (le coût du transport maritime a été divisé par deux, celui du transport aérien a été abaissé de 85% et celui

---

<sup>66</sup> Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies. [http://www.lefigaro.fr/debats/20070709.FIG000000132\\_il\\_faut\\_reussir\\_a\\_faire\\_des\\_migrations\\_un\\_facteur\\_de\\_developpement.html](http://www.lefigaro.fr/debats/20070709.FIG000000132_il_faut_reussir_a_faire_des_migrations_un_facteur_de_developpement.html)

des communications téléphoniques de 99% durant la même période) ont donné un dynamisme certain au commerce international (Abdelmaliki Lahsen et Sandretto René, 2005, p.3).

En 1955, les six principaux pays industriels réalisaient à eux seuls la moitié du commerce mondial, leurs poids commercial est légèrement retombé en 1999 s'établissant à 44%<sup>67</sup>. En général, les pays développés à économie de marché ont une part qui oscille entre 2/3 et 3/4 du commerce mondial. Celle des pays en voie de développement fluctue entre 1/6 et 1/4. Celles des pays en transition varient autour d'1/10. Ce qui est le plus remarquable dans la structure géographique des échanges est que la part de ces trois groupes de pays est quasiment la même aujourd'hui qu'en 1948 (Abdelmaliki Lahsen et Sandretto René, 2005, p.6).

Les entreprises multinationales jouent le rôle primordial dans le partage du commerce international. Comme l'indique la carte 33, la plupart des firmes multinationales se trouvent dans les grands pays industrialisés comme l'indique la carte suivante, il est tout à fait évident que le tableau des années 1950 soit quasiment inchangé. Parmi les 500 premières firmes en 2005, ce sont les multinationales américaines qui représentent la plus grande partie du commerce mondial. Elles sont suivies par celles du Japon et de l'Angleterre.

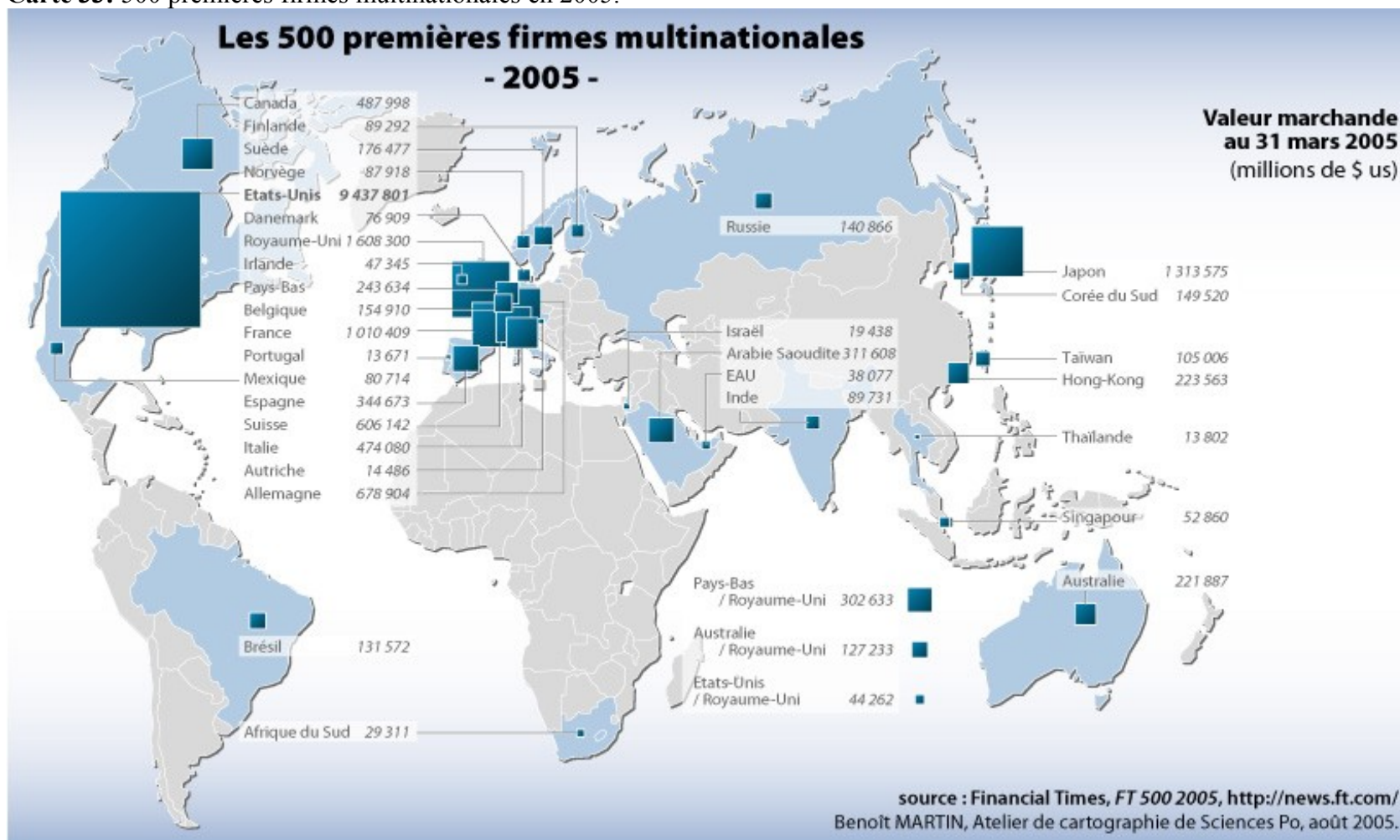
Selon les recherches du quotidien économique allemand Handelsblatt<sup>68</sup>, BP, Shell et Total sont les trois grandes firmes parmi les 500 premières en Europe. L'Angleterre se trouve au premier rang grâce à ses 112 firmes, suivie par la France (68 firmes) et l'Allemagne (57 firmes). La Turquie se trouve en 8<sup>ème</sup> rang avec 14 firmes.

---

<sup>67</sup> Les six pays industriels sont les Etats-Unis, l'Angleterre, le Canada, l'Allemagne, le Japon et la France.

<sup>68</sup> <http://www.milliyet.com.tr/2007/05/25/ekonomi/axeko03.html>

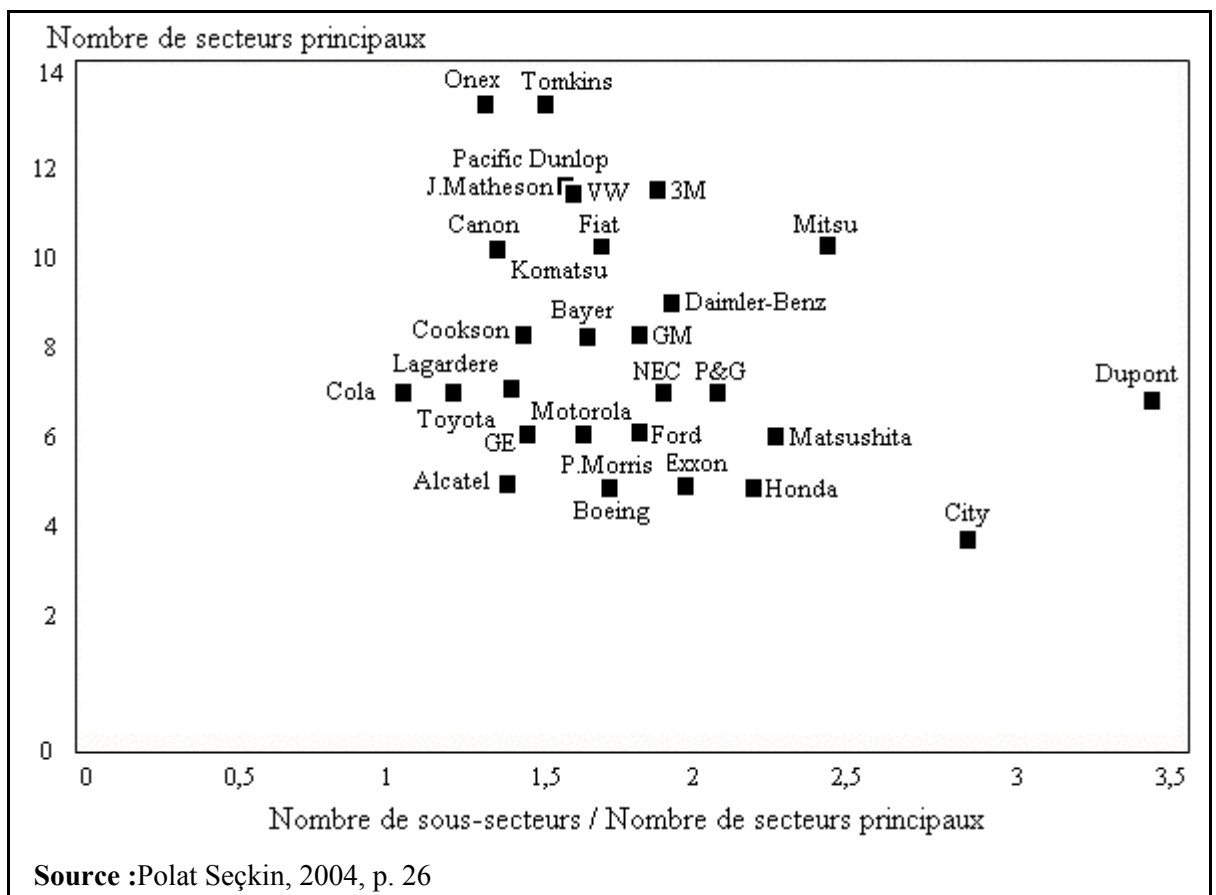
Carte 33: 500 premières firmes multinationales en 2005.





Les firmes multinationales présentées par la valeur marchande dans la carte ci-dessus, sont des firmes comme Canon, Dupont, Bayer, Motorola, Dupont, P. Morris, Alcatel, Boeing, Fiat, etc., spécialisées dans certains domaines. Nous illustrons dans le schéma 34 la dispersion de ces firmes dans des secteurs pour pouvoir bien analyser la carte ci-dessus. En général, ces sont des firmes multinationales qui sont présentes dans une quinzaine de secteurs principaux et sous-secteurs.

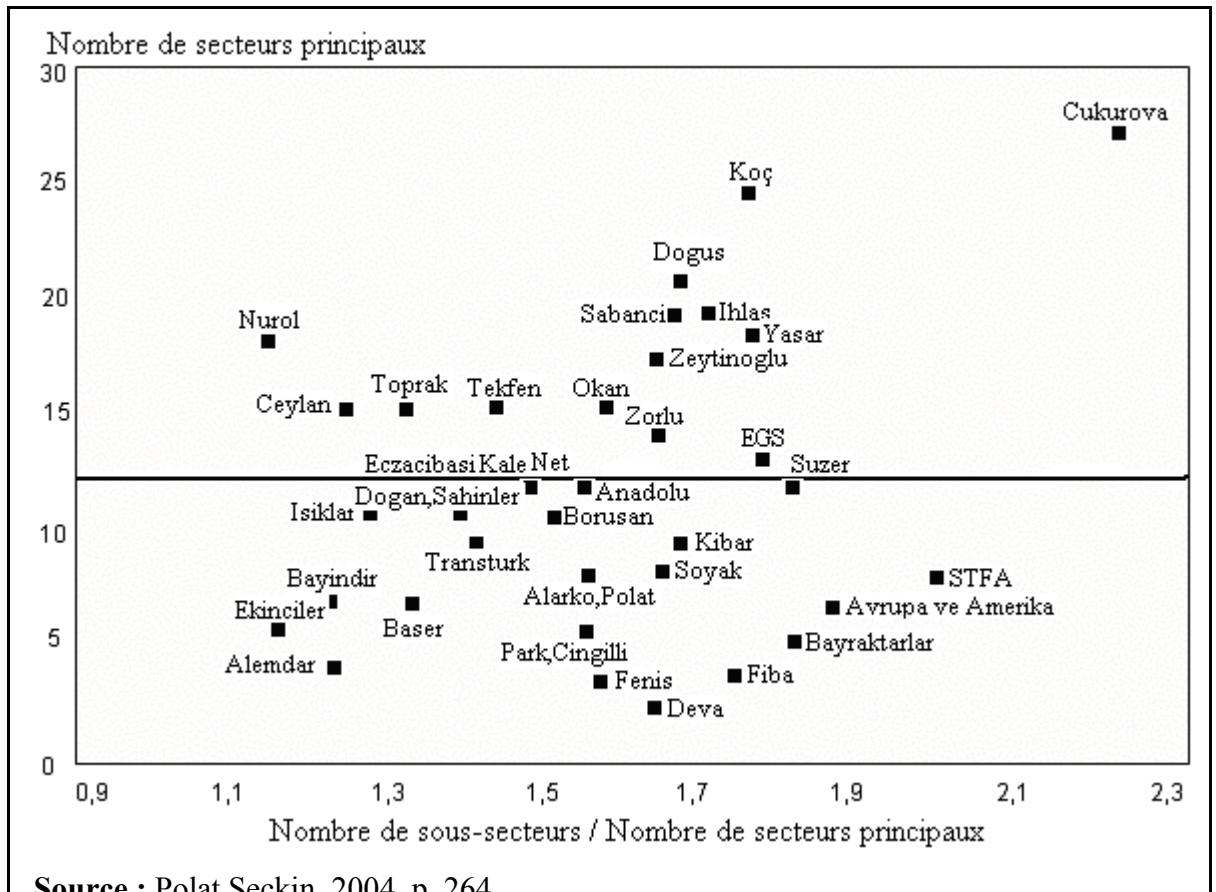
**Schéma 34:** Diagramme des groupes d'entreprises internationales



En ce qui concerne les entreprises multinationales turques, elles ne sont pas nombreuses, mais elles sont présentes dans de nombreux secteurs en même temps. Il existe une trentaine de secteurs principaux auprès des groupes d'entreprises turques. Dans la moyenne internationale, ce chiffre ne dépasse pas une quinzaine de secteurs

principaux. Le schéma 35 montre la dispersion de ces firmes dans les secteurs principaux.

**Schéma 35:** Diagramme des groupes d'entreprises turques



Source : Polat Seçkin, 2004, p. 264

Selon le journal Handelsblatt, le groupe Koç Holding, se trouve au 49<sup>ème</sup> rang parmi les cinquante premières firmes en Europe<sup>69</sup>. Le groupe de Koç Holding inclut également six firmes turques présentées parmi les cinq cents firmes en Europe. Les quatorze premières firmes turques dans les cinq cents européennes sont présentées dans le tableau 36 :

<sup>69</sup>

Le groupe de Koç Holding, était seule firme turque qui était la 358ème dans la classement de Fortune Global en 2006. <http://money.cnn.com/magazines/fortune/global500/2006/countries/T.html> 24/07/2006.

**Tableau 36:** Quatorze firmes turques présentées parmi les cinq cents premières firmes européennes.

Rang en 2005	Rang en 2006	Firme	Chiffre d'affaire (million euros)	Bénéfice (million euros)
49	88	Koç	27438.5	311.6
128	152	Tüpraş	11199.6	458.2
186	177	Petrol Ofisi	7334.4	123.2
202	210	Doğan Holding	6715.0	496.7
242	154	Sabancı	5655.3	275.2
329	359	Arçelik	3725.5	173.5
337	316	Turkcell	3601.9	680.1
347	314	Ford Oto. San.	3491.4	268.1
387	413	Enka İnşaat	3084.4	314.7
399	390	Vestel	2914.3	1.7
422	407	Ereğli Demir Çelik	2625.1	366.7
424	406	Aygaz	2622.2	56.6
468	-	Migros	2288.7	42.1
489	498	Türk Hava Yolları	2124.7	

**Source :** Milliyet, <http://www.milliyet.com.tr/2007/05/25/ekonomi/axeko03.html>, 25/05/2007.

Une recherche faite sur l'évolution des firmes multinationales turques explique que ces entreprises (Polat Seçkin, 2004, pp. 18-25):

-sont présentes dans différents secteurs ; une firme spécialisée en textile est présente aussi dans le secteur du tourisme. La réduction du champ d'activité est donc évidente pour augmenter le niveau de la spécialisation et de la compétitivité au niveau international.

-ont des objectifs de croissance non cohérents, elles élargissent leurs activités dès le début, dans plusieurs domaines. Le passage par exemple du secteur textile vers celui de l'alimentation puis vers celui de la construction est quelque chose de courant pour ces firmes.

-ont mal orienté leurs stratégies à cause des politiques d'encouragement de l'Etat. Les subventions ont joué un rôle de motivation pour ces firmes ; elles ont choisi les domaines encouragés par l'Etat, au lieu de se développer dans la dimension verticale.

-ont une préférence pour le secteur financier : la banque a été considérée pendant longtemps (jusqu'à la crise de 2001) comme un moyen inévitable pour financer les activités de ces firmes.

-commencent en général dans la spécialisation par les produits de ménage ou le textile comme le cas de Vestel, Beko etc.

L'économie mondiale dans la plupart des grandes régions a enregistré en 2004 une forte croissance économique qui a permis une expansion vigoureuse du commerce. La croissance des échanges est plus rapide que la production et ceci permet d'accroître le degré d'ouverture des économies nationales<sup>70</sup>. De même, le poids des importations en pourcentage du PIB croît de manière régulière. Les pays de l'Amérique du Sud et de l'Amérique centrale ainsi que ceux de la Communauté d'États indépendants (CEI) ont eu des résultats notables en matière d'échanges et de PIB<sup>71</sup>. En fait une croissance économique exceptionnelle a été enregistrée en 2004 par la Chine et l'Inde (respectivement 9,5% et 7,3%), les deux pays les plus peuplés de la planète.

---

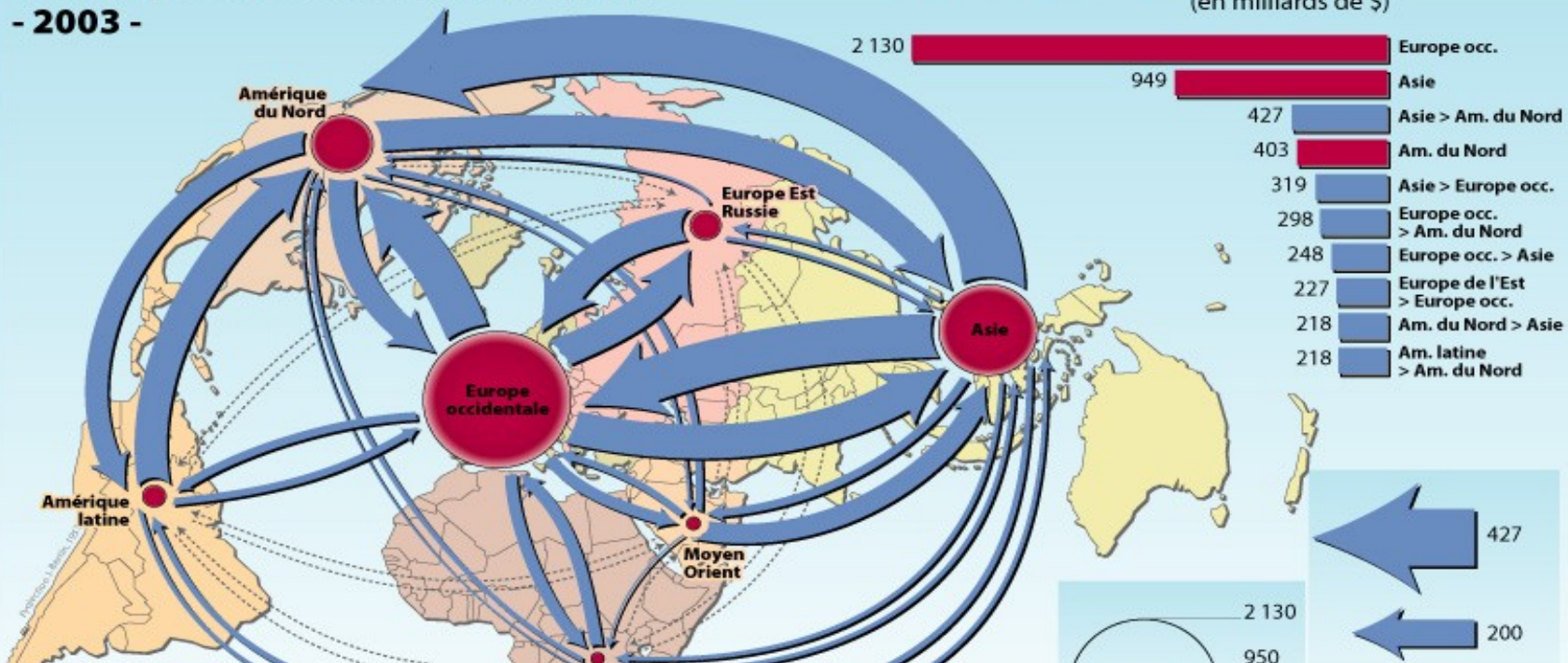
<sup>70</sup> Le degré d'ouverture indique le ratio d'exportation/PIB ou "coefficient d'ouverture sur l'extérieur", c'est-à-dire la part de l'activité consacrée à l'exportation.

<sup>71</sup> La croissance des échanges et de la production s'est également accélérée en Amérique du Nord, en Asie et, dans une moindre mesure, en Europe.

**Carte 37:** Commerce mondial de marchandise

# Commerce mondial de marchandises - 2003 -

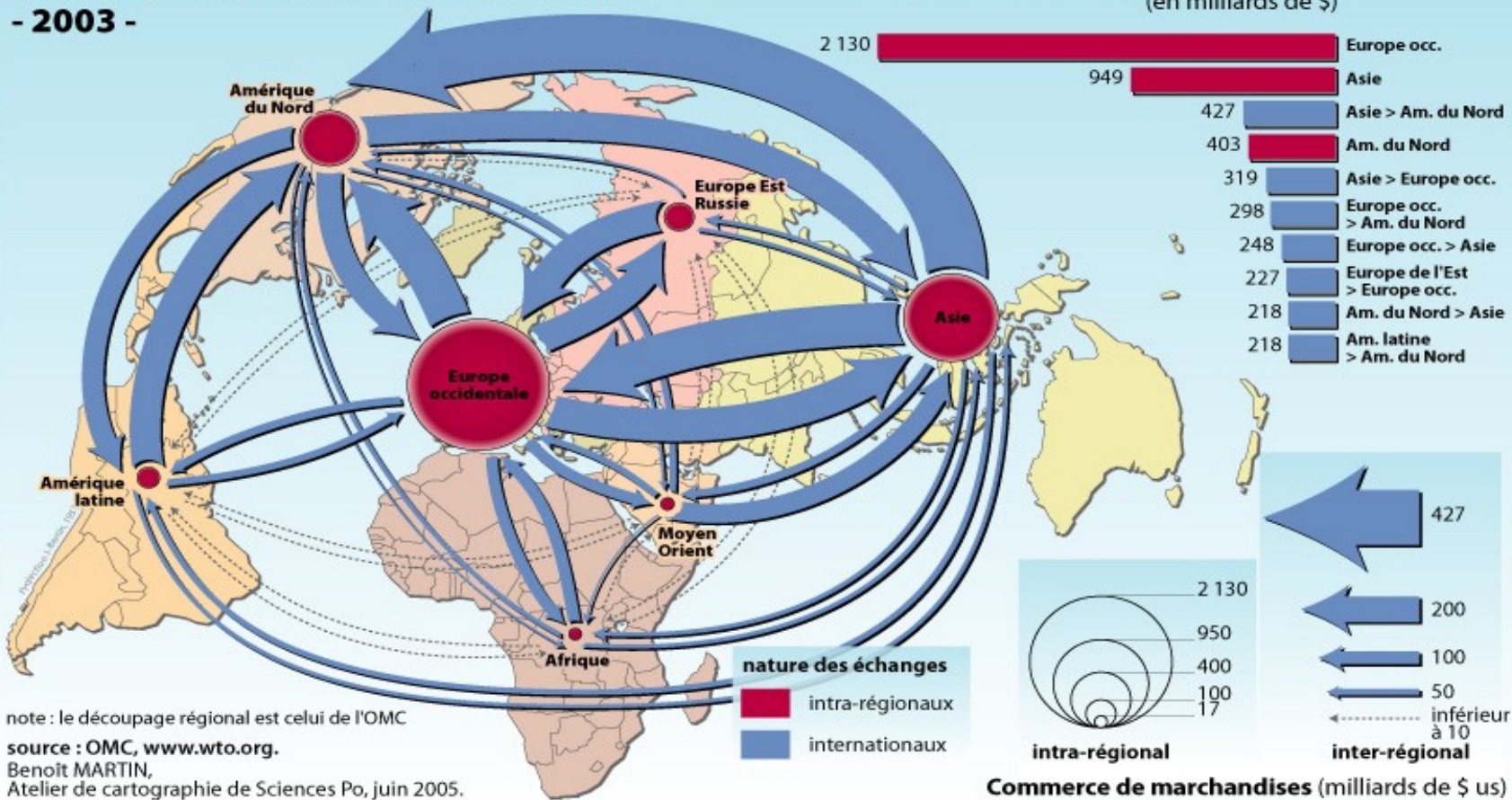
## Les 10 principaux échanges commerciaux (en milliards de \$)





# Commerce mondial de marchandises - 2003 -

## Les 10 principaux échanges commerciaux (en milliards de \$)



L'évolution du commerce mondial en 2003 nous montre que chaque économie nationale devient de plus en plus dépendante du reste du monde, tant au niveau des débouchés qu'au niveau des approvisionnements. Dans la carte 37, l'Europe occidentale, l'Asie, l'Amérique du Nord se situent comme des centres commerciaux du monde et sont suivies par l'Amérique latine, l'Afrique et le Moyen Orient comme des centres complémentaires. Aujourd'hui, la géographie des flux commerciaux est fortement structurée autour des trois pôles dominants. Le commerce vers l'intérieur et entre ces trois pôles représente 71% de la totalité du commerce international en 2003. L'Asie, et plus particulièrement la Chine, est un exportateur vers l'Europe occidentale et l'Amérique du Nord et en même temps, elle est dépendante de ces régions au niveau de ses approvisionnements<sup>72</sup>. Il s'agit donc d'une forme d'interdépendance développée entre les différents pays du monde qui est particulièrement significative depuis l'année 2003 (Abdelmaliki Lahsen et Sandretto René, p.4).

### **2.1. L'Evolution du commerce international des marchandises**

La croissance des échanges représente un niveau supérieur à celle de la production en 2004. Un examen des tendances par secteurs montre que ce phénomène a été particulièrement notable pour les produits manufacturés et seulement marginal pour les produits agricoles. L'évolution du commerce des marchandises depuis les années 1950 montre que les produits manufacturés sont la catégorie la plus dynamique. Leurs échanges croissent beaucoup plus vite que ceux des produits miniers et des produits agricoles et plus rapidement que l'ensemble du commerce international.

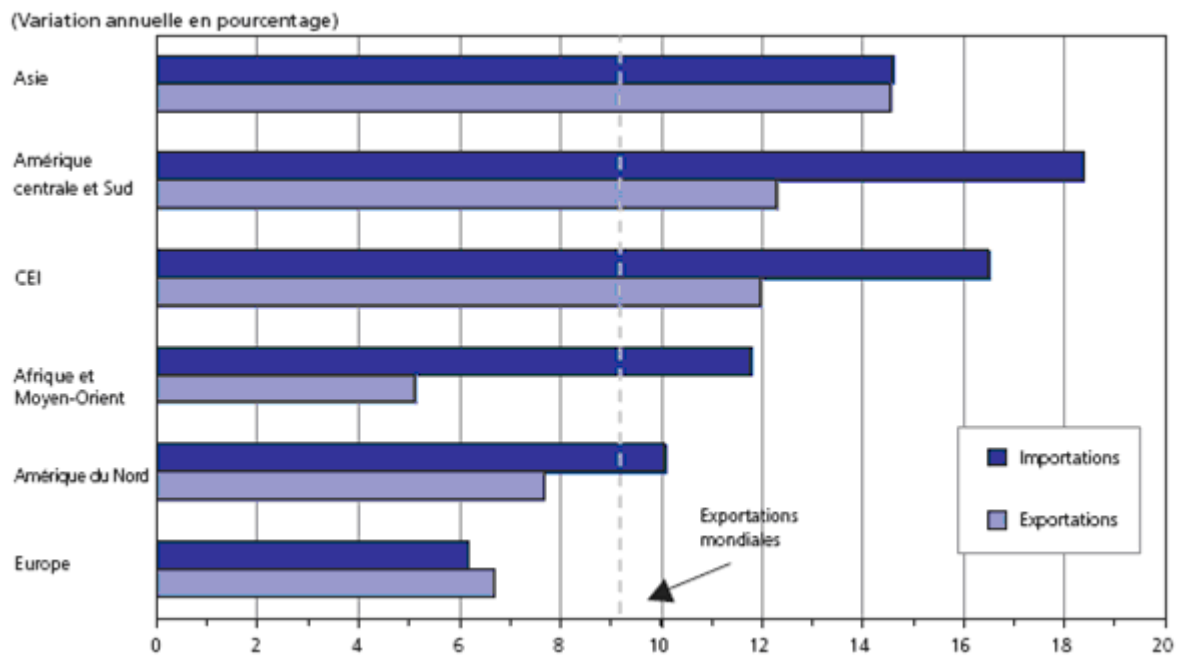
L'évolution du commerce des marchandises enregistre en général une plus forte croissance réelle au niveau mondial en 2004. Les exportations des marchandises en Asie représentent une croissance de 11 %, contre un accroissement de 15 % de l'importation.

#### **Schéma 38: Commerce Mondial des Marchandises par Région en 2004.**

---

<sup>72</sup> Le coefficient d'ouverture sur l'extérieur de la Chine est de l'ordre de 1% en 1973 et passe à 21% en 1990 puis 42% 2003.





Source : OMC., 2005, p. 5. [http://www.wto.org/french/res\\_f/reser\\_f/wtr\\_arc\\_f.htm#2005](http://www.wto.org/french/res_f/reser_f/wtr_arc_f.htm#2005) 10/09/2007

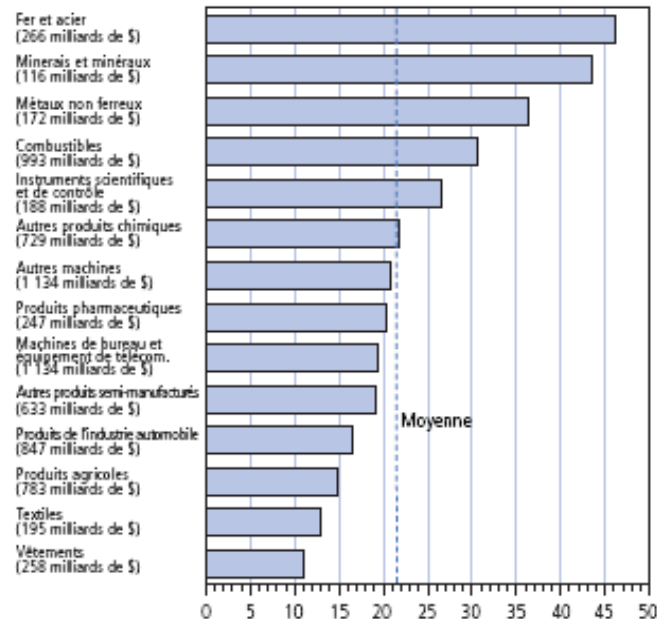
L'Amérique du Sud a connu une hausse vigoureuse dans le commerce des marchandises, cependant, les exportations de la région ont progressé plus lentement par rapport aux importations. Les pays spectaculaires dans l'importation sont l'Argentine et le Venezuela avec une augmentation d'au moins 50 %. En Amérique du Nord, le niveau des exportations a dépassé son niveau en 2000, grâce à une progression de 7,5 %. La croissance de l'importation de la région représente une augmentation de 10 %. C'est au Canada que les exportations sont plus progressives que les importations contrairement aux cas des Etats-Unis et du Mexique.

En ce qui concerne la reprise du commerce des marchandises en Europe, malgré sa contribution à hauteur d'environ 46 % des échanges mondiaux, la croissance réelle des importations de marchandises était la plus faible. Les exportations ont augmenté plus que les importations, cependant son niveau reste plus faible que le commerce mondial.

L'évolution des prix a souvent été le principal facteur à l'origine de la fermeté relative des courants d'échanges en 2004. Cette observation est valable tant pour le commerce des marchandises que pour celui des services commerciaux.

Essentiellement grâce à une forte augmentation des prix, la valeur des exportations mondiales de fer et d'acier, de minerais et de minéraux, de métaux non ferreux et de combustibles a enregistré une hausse de l'ordre de 30 à 45% en 2004.

**Schéma 39:** Exportation mondiale des marchandises par groupe de produits en 2004



Source : OMC., p. 1 [http://www.wto.org/french/res\\_f/statis\\_f/its2005\\_f/its05\\_general\\_overview\\_f.pdf](http://www.wto.org/french/res_f/statis_f/its2005_f/its05_general_overview_f.pdf)

Les exportations de marchandises de la Communauté des Etats Indépendants, de l'Afrique et du Moyen-Orient, qui sont constituées essentiellement de combustibles et autres produits des industries extractives, ont connu une progression de 29 à 37% en 2004. Les ventes de l'Amérique du Sud et de l'Amérique centrale, plus diversifiées, ont augmenté de près de 30%, sous l'effet notamment de la reprise économique enregistrée en Argentine et au Venezuela. Les importations de l'Asie, de l'Europe et de l'Amérique du Nord, régions importatrices nettes de combustibles et autres produits des industries extractives, ont augmenté en valeur plus rapidement que les exportations en grande partie grâce à l'évolution relative des prix.

**Tableau 40:** Exportations mondiales en marchandises 2000-2004.

	Valeur	Variation annuelle en pourcentage			
	2004	2000-04	2002	2003	2004
Marchandises	8907	9	5	17	21
Produits agricoles	783	9	6	16	15
Combustibles et produits des industries extractives	1281	10	0	23	32
Produits manufacturiers	6570	9	5	16	20

Source : OMC., p. 3 [http://www.wto.org/french/res\\_f/statis\\_f/its2005\\_f/its05\\_general\\_overview\\_f.pdf](http://www.wto.org/french/res_f/statis_f/its2005_f/its05_general_overview_f.pdf)

Mis à part la hausse des prix des produits pétroliers, l'autre fait particulièrement notable en 2004 a été la confirmation de l'émergence de la Chine en tant qu'un importateur et fournisseur de biens et services. La croissance dynamique et soutenue de ses exportations et importations au cours des dernières années a placé la Chine au troisième rang des grandes puissances commerciales en 2004. La Chine est même devenue le premier importateur mondial de nombreux produits de base et le premier fournisseur mondial d'un certain nombre de produits manufacturés.

## 2.2. L'Evolution du commerce international des services

En 2004, la part des échanges de services commerciaux a été plus élevée par rapport à celle des marchandises. En effet, il est généralement admis que le commerce des services croît plus rapidement que celui des marchandises. Par contre, l'évolution des services commerciaux depuis les années 1990 montre que les échanges internationaux de services augmentent globalement au même rythme que ceux des marchandises. A l'origine de cette stagnation du commerce des services (commerciaux), il se trouve un manque de dynamisme qui est lié à l'évolution de certaines catégories de services. C'est-à-dire que certaines catégories de service comme les transports, les services liés à la construction ont progressé moins rapidement alors que d'autres comme l'informatique, la finance et l'assurance soient remarquablement plus soutenues sur la période récente (Abdelmaliki Lahsen et Sandretto René, 2005, p.5).

**Tableau 41:** Exportations mondiales en services 2000-2004.

	Valeur	Variation annuelle en pourcentage			
	2004	2000-04	2002	2003	2004
Services commerciaux	2125	9	7	14	18
Transports	500	10	4	14	23
Voyages	625	7	4	10	18
Autres services commerciaux	1000	11	10	16	16

**Source :** OMC., p. 1, [http://www.wto.org/french/res\\_f/statis\\_f/its2005\\_f/its05\\_general\\_overview\\_f.pdf](http://www.wto.org/french/res_f/statis_f/its2005_f/its05_general_overview_f.pdf)

Les exportations de services commerciaux ont augmenté de 16% pour atteindre 2,1 billions de dollars qui peuvent être attribués en partie à la reprise des dépenses venant du tourisme (OMC, 2005, p.3).

### **3. L'intégration régionale dans le processus de la mondialisation**

Le lien fort entre l'intégration régionale et la mondialisation, vient en fait du caractère des acteurs qui sont identiques. A cet égard, l'intégration régionale est un moyen de renforcement des acteurs de la mondialisation qui sont en collaboration avec les acteurs locaux dans les marchés concurrents.

Le principal objectif de l'intégration régionale est la coopération économique, sociale et sécuritaire. Dans l'intégration régionale certaines institutions créées après la deuxième guerre mondiale ont joué des rôles essentiels. Selon l'Organisation des Nations Unies, une coopération dans le cadre de la région et avec les pays voisins permettrait aux pays d'avoir à peu près la même situation économique, un même niveau de vie etc.

En 1947, le Comité économique et social de l'ONU a créé quatre commissions économiques régionales qui sont chargées d'étudier les problèmes économiques dans les zones:

- Commission économique de l'Afrique,
- Commission économique de l'Asie du Sud-est,
- Commission économique de l'Europe,

-Commission économique de l'Amérique Latine.

En 1960, l'ONU déclare la période 1960-1970 comme décennie du développement et en 1964, elle organise la première conférence sur le commerce et le développement à Genève. Les pays en voie de développement partagent cet objectif dans le cadre régional afin de favoriser le développement et de créer de petits marchés régionaux.

Vers la fin des années 1980, du point de vue du commerce international, l'économie mondiale se trouvait en profonde mutation. Les négociations de l'Uruguay Round montraient qu'il fallait de nouvelles lignes de partage entre les pays tels que les pays européens des pays du Tiers Monde. La réunification de l'Allemagne, l'évolution de l'Afrique du Sud, la transition des pays de l'Est, la montée en puissance de l'Asie face à la marginalisation de l'Afrique ont orienté l'Europe vers le développement de liens avec le Sud<sup>73</sup>.

Les intégrations favorisées par les démarches importantes vers la libéralisation des échanges sont devenues les acteurs principaux de la régionalisation. Aujourd'hui, environ plus de 80 intégrations régionales sont formées ou en état de constitution. Tous les pays membres de l'OMC sont représentés au moins dans une intégration régionale. Nous illustrons dans le tableau 42, certaines dates importantes depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, qui caractérisent le cadre de la régionalisation dans le monde actuel.

**Tableau 42:** Répartition des pays/Territoires par groupements commerciaux

Europe	AELE (Association européenne de libre-échange)	3 pays	1960
--------	------------------------------------------------	--------	------

<sup>73</sup> Les relations entre l'Europe et le Tiers Monde consistent principalement à mettre en liaison la régionalisation horizontale en cours entre pays industrialisés de l'Europe de l'Ouest, la régionalisation "diagonale" entre l'Ouest et les nouveaux pays industrialisés de l'Est, d'Asie et d'Amérique latine, avec la régionalisation verticale entre le Nord et le Sud de proximité anciennement colonisé (Hugon Philippe, 1993, p.726).

	UE (Union européenne)	25 pays	1957
Amérique	MCAC (Marché commun d'Amérique centrale)	5 pays	1961
	CARICOM (Communauté des Caraïbes)	15	1973
	ALADI (Association latino-américaine d'intégration)	12 pays	1980
	OECO (Organisation des Etats des Caraïbes orientales)	9 pays	1981
	ALENA (Accord de libre-échange nord-américain)	3 pays	1992
	ZLEA (Zone de libre échange des Amériques)	34 pays	1994
	MERCOSUR (Marché commun austral)	4 pays	1994
	ANCOM (Communauté andine)	5 pays	1996
Afrique	UFM (Union du fleuve Mano)	3 pays	1973
	CEDEAO (Communauté économique des pays des Grands Lacs)	15	1975
	CEPGL (Communauté économique des pays des grands Lacs)	3 pays	1976
	CEEAC (Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale)	11 pays	1983
	UMA (Union du Maghreb arabe)	5 pays	1989
	CDAA (Communauté de développement de l'Afrique australe)	14 pays	1992
	CEMAC (Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale)	6 pays	1994
	UEMOA (Union économique et monétaire ouest-africaine)	8 pays	1994
	COMESA (Marché commune des Etats de l'Afrique de l'Est et du Sud)	19 pays	1994
Asie	ANASE (Association des nations de l'Asie du Sud-Est)	10 pays	1967
	Accord de Bangkok	4 pays	1975
	CCG (Conseil de coopération du Golfe)	6 pays	1981
	SAARC (Association de l'Asie du Sud pour la coopération régionale)	7 pays	1985
	Groupe Fer de lance mélanésien	4 pays	1988
	ECO (Organisation de coopération économique)	10 pays	1985
Groupements interrégionaux	CEAP (Coopération économique de l'Asie et du Pacifique)	21 pays	1989
	CEI (Communauté des Etats indépendants)	12 pays	1991
	CEMN (Coopération économique de la Mer Noire)	11 pays	1992

**Source :** UNCTAD Handbook of Statistique, 2005, pp.xv-xviii.

Aujourd'hui, les pays deviennent plus puissants au fur et à mesure qu'ils intègrent leurs objectifs dans le processus de la mondialisation. De ce point de vue, la mondialisation représente un atout pour les pays en voie de développement. Ils ont la possibilité d'augmenter leur niveau de développement en s'intégrant dans le

commerce mondial. C'est en s'intégrant d'abord dans la région que les pays participent dans le commerce mondial. La Chine qui est de nos jours considérée comme la vitrine de la mondialisation réalise une grande partie de son commerce extérieur avec les pays de sa région. De même, en s'intégrant dans la structuration autour de l'ASEAN qui forme l'ASEAN + Chine, elle envisage de devenir le pays plus puissant dans le monde<sup>74</sup>.

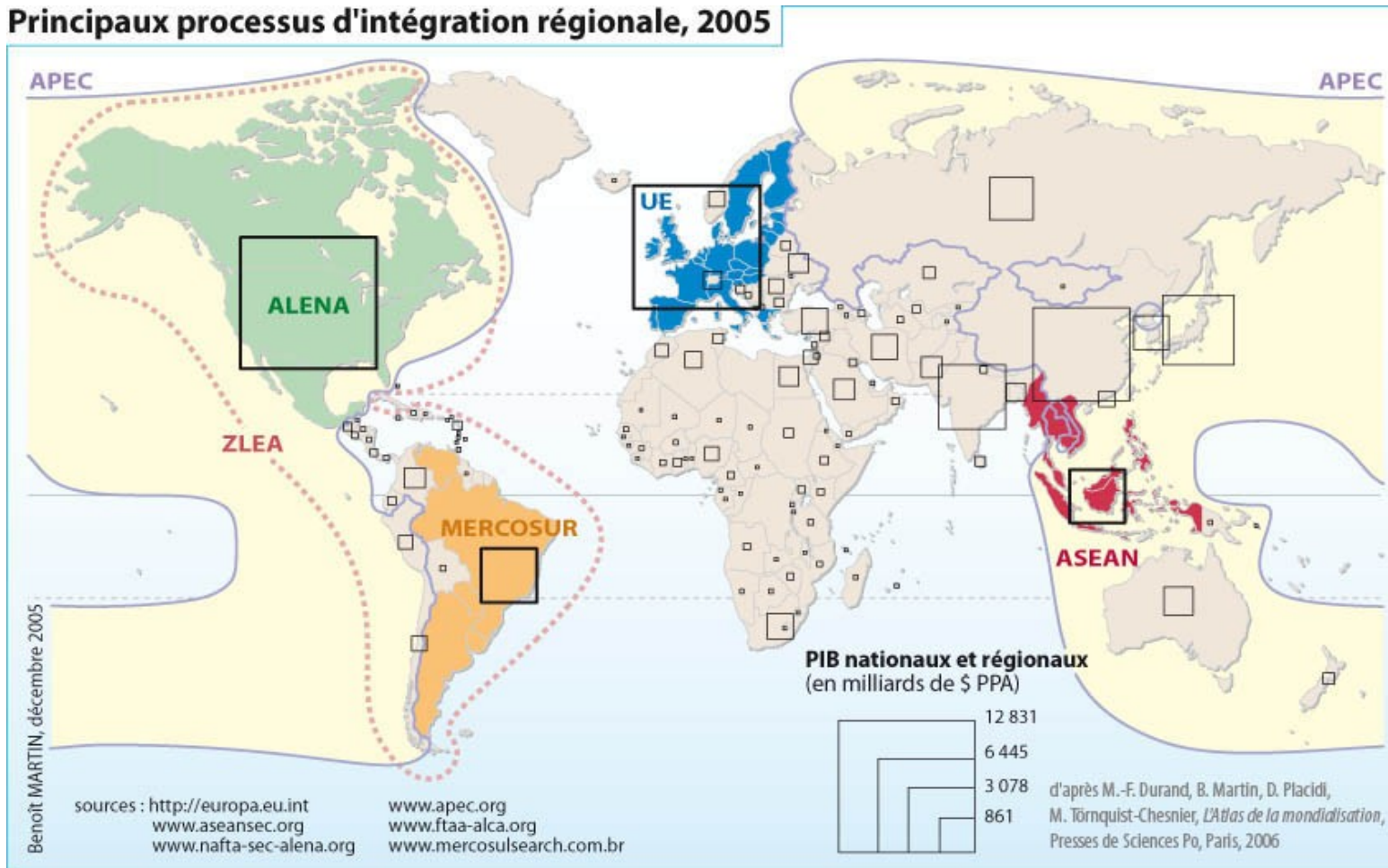
Les Etats-Unis en Amérique, la Chine en Asie et les pays de l'Europe sont suivis par les autres pays des régions pour profiter de leurs proximités dans le commerce mondial. En 2004, 158 accords à l'OMC étaient considérés appliqués. Dans la carte 43, nous voyons les cinq principaux processus d'intégration régionale :

---

<sup>74</sup> L'ASEAN créée en 1967 regroupe aujourd'hui dix pays ; l'Indonésie (1967), la Malaisie (1967), les Philippines (1967), Singapour (1967), la Thaïlande (1967), Brunei (1984), Vietnam (1995), Birmanie (1997), Laos:1997, Cambodge (1999). Elle a permis plusieurs avancées en matière de coopération régionale : autres structururations autour de l'ASEAN du dialogue régional à travers les différents formats sont ASEAN + Chine, ASEAN + Japon, ASEAN + Corée du Sud puis ASEAN + 3.

Carte 43: Principaux processus d'intégration régionale en 2005

**Principaux processus d'intégration régionale, 2005**





Certaines zones régionales représentent une part considérable du commerce international. En 2003, la part des principales zones d'intégration régionale est les suivantes :

UE	: 45
ALENA	: 18
MERCOSUR	: 2
ASEAN	: 7
APEC	: 49

Les quatre principales zones suivant l'Union européenne, l'Alena, le Mercosur et l'ASEAN représentent 70% du commerce mondial (Siroen Jean Marc, 2005, p.44).

Il s'agit d'accords internationaux concernant certaines activités ou domaines comme la douane, le transport etc. « Il convient de distinguer les zones 'naturelles', conséquence spontanée de la libéralisation multilatérale des échanges, des zones 'construites' qui reposent sur des accords préférentiels». (Siroen Jean-Marc, 2005, p.45). Le voisinage géographique ou économique donne aux pays la possibilité d'augmenter leurs échanges.<sup>75</sup> Les zones de la mer noire ou de la mer méditerranée peuvent être considérées comme les zones naturelles. Car, les pays qui sont autour de la mer méditerranée ou de la mer noire ont intérêt à participer aux échanges inter régionaux. C'est un sens qui se trouve à l'origine de nombreuses intégrations régionales présentes actuellement. En ce qui concerne les zones construites les pays bénéficient d'avantages, autrement dit de préférences réciproques.

### **3.1. Les accords multilatéraux**

Le multilatéralisme s'appuie sur la non-discrimination. L'un des accords multilatéral est celui du GATT du 30 octobre 1947 que la Turquie a signé le 20 juillet 1951. Selon la codification du GATT et de l'OMC (depuis le 15 avril 1994), le même régime commercial est imposé à tous les pays membres. Les pays sont obligés de faire bénéficier les autres pays membres de l'OMC des préférences commerciales

---

<sup>75</sup> Il s'agit d'une zone fondée sur un processus d'ouverture multilatérale, c'est la raison pour laquelle certains auteurs parlent de régionalisme ouvert.

qu'ils accordent à d'autres (par le principe de la clause de la nation la plus favorisée). Les zones construites dérogent donc à la clause de la nation la plus favorisée, même si cette exception est prévue dans les textes fondateurs. Les tolérances de l'OMC à l'égard des accords régionaux sont :

*-l'article XXIV du GATT* : elle reconnaît la constitution d'une union douanière ou d'une zone de libre-échange. Elle a « pour objectif de faciliter le commerce entre les territoires constitutifs et non d'opposer des obstacles au commerce d'autres parties contractantes avec ces territoires ». Ces accords doivent impliquer « l'essentiel des échanges commerciaux ». L'article interdit la constitution d'un bloc protecteur. Les accords sectoriels trop partiels ou les accords de préférences non réciproques ne sont pas couverts sauf s'ils préfigurent un accord complet.

*-la clause d'habilitation* : elle est adoptée à l'issue des accords du Tokyo Round (1979), autorise les parties contractantes du GATT à accorder un traitement préférentiel aux pays en développement qui ne serait pas nécessairement fondée sur la réciprocité. Comme dans l'article XXIV, le « traitement différencié et plus favorable » ne doit pourtant pas être conçu pour élever les obstacles au commerce vis-à-vis des pays tiers.

*-l'article V du GATS (Accord Général sur le Commerce des Services)* : les Accords de Marrakech (15 avril 1994) ont étendu aux services les tolérances de l'article XXIV du GATT<sup>76</sup>.

*-les dérogations* : l'article XXV sur les dérogations peut également être évoqué, notamment lorsque les accords préférentiels introduisent une discrimination entre les pays en développement (initiative du bassin des Caraïbes ou les Accords de Lomé-Cotonou). Ils rendent envisageables des accords préférentiels sectoriels.

### **3.2. Les accords préférentiels**

---

<sup>76</sup> L'Accord de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) a été signé par 123 pays à Marrakech. Il conclut le plus long cycle de négociations commerciales multilatérales jamais engagé, le Cycle d'Uruguay, démarré en 1986 à Punta del Este. La durée de cette négociation s'explique en grande partie par les difficultés à intégrer l'agriculture dans le champ du General Agreement on Trade and Tariffs (GATT).

Les accords préférentiels se réalisent en général entre les pays riches et les pays pauvres. Les pays riches accordent des facilités d'accès aux exportations des pays pauvres. Il existe des accords entre l'Union européenne et certains pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.

La Turquie fait partie de nombreux accords préférentiels, signés dans le cadre des décisions de l'OMC qui sont considérés par cette dernière comme un moyen d'intégration au commerce international. La Turquie a multiplié ses accords à la suite de son adhésion à l'Union douanière avec l'Union européenne depuis le 01 janvier 1996. Dans le tableau 44, nous illustrons les accords signés de la Turquie dans le cadre de l'union douanière.

**Tableau 44:** Accords signés par la Turquie dans le cadre de l'union douanière.

<b>Pays</b>	<b>Date en vigueur</b>
Israël	01 mai 1997
Roumanie	01 février 1998
Lituanie	01 mars 1998
Hongrie	01 avril 1998
Estonie	01 juillet 1998
Slovaquie	01 septembre 1998
République Tchèque	01 septembre 1998
Bulgarie	01 janvier 1999
Macédoine	12 mars 2000
Pologne	01 mai 2000
Slovénie	01 juin 2000
Léthonie	01 juillet 2000
Bosnie Hérzégovie	01 janvier 2001

**Source:** ITO, 2003, p.7.

Selon l'article 16 de la décision du 06 mars 1995 et du numéro du 1/95 du Conseil d'adhésion, la Turquie, devrait identifier étape par étape sa politique du commerce vis-à-vis celle de l'union européenne dans cinq ans sur les produits industriels. C'est la raison pour laquelle elle devrait également signer les accords préférentiels avec les pays qui sont déjà inclus dans celles de l'union européenne.

Les tableaux 45, 46 et 47 montrent que le commerce extérieur de la Turquie avec les pays dans le cadre de l'accord préférentiel et avec l'UE est déficitaire. En 2000, son commerce extérieur représente 2.636 millions de dollars (1.029 millions de dollars + 1.607 millions de dollars) déficit avec les pays dans le cadre de l'accord préférentiel (les accords signés et en cours). Ce montant augmente à 3.372 millions de dollars (2.287 millions de dollars + 1.085 millions de dollars) en 2006. Ce déficit est favorisé par l'intermédiaire de l'union douanière avec l'UE depuis 1996.

**Tableau 45:** Commerce extérieur de la Turquie avec les pays dans le cadre de l'accord préférentiel signé (en Million \$ 2000/2006)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Exportation	1 879	2 106	2 515	3 610	4 729	6 000	7 485
Importation	2 908	2 989	4 329	5 649	7 455	8 955	9 772
Commerce extérieur	4 787	5 095	6 844	9 259	12 184	14 955	17 257
Substitution	-1 029	-883	-1 814	-2 039	-2 726	-2 955	-2 287
Part dans l'exportation (%)	6,8	6,7	7,0	7,6	7,5	8,2	8,8
Part dans l'importation (%)	5,3	7,2	8,4	8,1	7,7	7,7	7,1
Part dans le commerce (%)	5,8	7,0	7,8	7,9	7,6	7,9	7,8

Source : T.C. Başbakanlık Dış Ticaret Müsteşarlığı AB Genel Müdürlüğü,  
<http://www.dtm.gov.tr/dtmadmin/upload/AB/EuromedEntegrasyonDb/STA.xls>

**Tableau 46:** Commerce avec les pays avec lesquels la Turquie est en train de négocier dans le cadre de l'accord préférentiel

(en Million \$ 2000/2006)	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Exportation	2 567	3 161	3 357	4 245	5 787	7 296	8 718
Importation	4 174	3 717	3 861	4 706	6 289	8 075	9 803
Commerce extérieur	6 741	6 878	7 218	8 951	12 076	15 371	18 521
Substitution	-1 607	-556	-504	-461	-502	-779	-1 085
Part dans l'exportation (%)	9,2	10,1	9,3	9,0	9,2	9,9	10,2
Part dans l'importation (%)	7,7	9,0	7,5	6,8	6,5	6,9	7,2
Part dans le commerce ex (%)	8,2	9,5	8,2	7,7	7,5	8,1	8,3

Source : T.C. Başbakanlık Dış Ticaret Müsteşarlığı AB Genel Müdürlüğü,  
<http://www.dtm.gov.tr/dtmadmin/upload/AB/EuromedEntegrasyonDb/STA.xls>

**Tableau 47:** Commerce avec l'Union européenne (25), (Million \$)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Exportation	15 085	16 854	19 468	25 898	34 417	38 306	43 924
Importation	27 387	18 948	24 518	33 494	45 434	48 957	53 849
Commerce extérieur	42 472	35 802	43 986	59 392	79 851	87 263	97 773
Substitution	-12 302	-2 094	-5 050	-7 596	-11 017	-10 651	-9 925
Part dans l'exportation (%)	54,3	53,8	54,0	54,8	54,6	52,1	51,6
Part dans l'importation (%)	50,2	45,8	47,6	48,3	46,7	41,9	39,3
Part dans le commerce ex (%)	51,6	49,2	50,2	50,9	49,8	45,9	44,0

Source : T.C. Başbakanlık Dış Ticaret Müsteşarlığı AB Genel Müdürlüğü,  
<http://www.dtm.gov.tr/dtmadmin/upload/AB/EuromedEntegrasyonDb/STA.xls>

Autrement dit, il faut ajouter le déficit de 3.372 millions de dollars appartenant aux pays de l'accord préférentiel au déficit avec l'UE qui représente 9.925 millions de dollars en 2006. Ce déficit qui se chiffre à 13.297 millions de dollars représente un montant important dans le commerce extérieur de la Turquie qui était de 222.173 millions de dollars en 2006<sup>77</sup>.

#### **4. Le développement du commerce extérieur de la Turquie dans le cadre du processus d'intégration régionale**

La Turquie se participe dans certains regroupements régionaux qui représentent une place importante dans son articulation à l'économie mondiale. Elle a été associée à la CEE en 1962 et elle fait aujourd'hui environ la moitié de son commerce avec l'UE. Elle a été parmi les pays créateurs de l'Organisation de développement économique en 1964, et également de la Coopération économique de la Mer noire en 1992.

##### **4.1. La Coopération économique de la Mer noire**

Une dizaine de pays, l'Albanie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Bulgarie, Fédération de Russie, la Géorgie, la Grèce, la Moldavie, le Roumanie, la Turquie et l'Ukraine qui sont autour de la Mer noire (dont certains sont dans la régions voisinage) ont mis d'accord le 25 juin 1992, pour « ...enrichir et développer les relations bilatérales et multilatérales, économiques...en profitant des potentiels de proximité.. permettre de transformer le bassin de la Mer noire comme une région de la paix, de la stabilisation et de la prospérité » dans la déclaration du Bosphore<sup>78</sup>.

Dans le domaine de l'économie, la création de la Banque de commerce et de développement en 1999 à Salonique, une démarche considérable pour les activités

---

<sup>77</sup>

L'exportation représente 85.141 millions de dollars en revanche l'importation est de 137.032 millions de dollars en 2006.

<sup>78</sup> Pendant le sommet d'Istanbul l'Allemagne, les neuf pays; la France, la Tunisie, l'Israël, l'Egypte, la Slovaquie, l'Italie et l'Autriche ont signé la déclaration en tant que pays observateurs.

des pays membres. Chacun des trois pays qui sont la Turquie, la Russie et la Grèce détient 16,5 % du capital de la Banque.

La Coopération économique de la Mer noire était vue comme un moyen pour le développement économique, la stabilité et de la paix dans la région après la décomposition de la Russie. Cependant, malgré l'effort fait par les Etats membres, depuis 1992, les démarches de coopération n'ont pas abouties dans tous les domaines envisagés comme elles étaient prévues dans les objectifs. Nous voyons dans le tableau 48 les relations économiques de la Turquie avec la Coopération économique de la Mer noire.

**Tableau 48:** Commerce extérieur de la Turquie avec les pays de la Coopération économique de la Mer noire (million dollars).

1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
<b>EXPORTATION</b>										
1.00 7	1.04 5	1636	2.41 7	2.90 5	3.78 2	3.23 0	2.17 0	2.36 8	2.85 1	3.448
<b>IMPORTATION</b>										
1.74 4	2.76 6	2.16 7	3.99 8	3.86 7	4.46 8	4.32 9	4.33 1	6.69 9	5.54 5	6.538

**Source:** DPT., <http://www.dpt.gov.tr/dei/index.html>

Les échanges économiques se développent depuis 1992: ils augmentent au cours d'une période de dix ans de 1 781 millions de dollars à 9 986 millions de dollars. Les échanges s'intensifient dans les années 2000: ils dépassent 38 500 millions de dollars en 2006. En revanche, le commerce extérieur de la Turquie représente 106 900 millions de dollars en 2006 et ce montant reste modeste quand il s'agit de onze pays de voisinage par rapport au potentiel disponible. Il est possible de souligner certaines difficultés qui paralysent les relations :

-le dernier élargissement de l'Union européenne, c'est-à-dire l'adhésion de la Bulgarie et la Roumanie à l'Union européenne, affaiblit non seulement la Coopération économique de la Mer noire vis-à-vis de ses membres et aussi de sa zone d'influence vis-à-vis d'autres pays des Balkans.



-les conflits entre les pays membres: l'occupation d'une partie du territoire de l'Azerbaïdjan par l'Arménie, et l'accusation par ce dernier de la Turquie sur les événements de 1915, à l'époque de l'Empire Ottoman, bloquent les relations entre ces pays.<sup>79</sup>

---

<sup>79</sup> Voir Gurbanov Turab., Le pétrole de la Caspienne et la politique extérieure de l'Azerbaïdjan, Tome 2, l'Harmattan, Paris 2007.

**Tableau 49:** Exportation de la Turquie avec les pays de la Coopération économique de la mer noire (000 dollars)

<b>Pays</b>	<b>2000</b>	<b>2001</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>	<b>2005</b>	<b>2006</b>
Albanais	61 305	73 205	79 761	114 426	161 028	191 140	214 241
Azarbaidjan	230 375	225 214	231 431	315 488	403 942	528 076	695 287
Bulgarie	252 934	299 415	380 332	621 685	894 326	1 179 313	1 567 987
Géorgie	131 771	144 049	103 221	155 070	199 699	271 828	407 962
Moldavie	26 232	27 816	39 991	46 794	66 352	81 108	107 371
Roumanie	325 818	392 028	566 497	873 347	1 235 485	1 785 409	2 350 016
Russie	643 903	924 107	1 172 039	1 367 591	1 859 187	2 377 050	3 237 611
Sérbie	98 683	81 362	122 051	184 676	211 944	257 879	278 784
Ukraine	258 121	289 180	313 265	444 967	575 827	821 034	1 121 364
Grèce	437 725	476 095	590 382	920 401	1 171 203	1 126 678	1 602 376
<b>TOTAL</b>	<b>2 466 867</b>	<b>2 932 471</b>	<b>3 598 969</b>	<b>5 044 444</b>	<b>6 778 995</b>	<b>8 619 516</b>	<b>11 583 000</b>

Source : TIK., [http://www.tuik.gov.tr/PrelstatistikTablo.do?istab\\_id=774](http://www.tuik.gov.tr/PrelstatistikTablo.do?istab_id=774) 29/08/2007

**Tableau 50:** Importation de Turquie avec les pays de Coopération économique de la mer noire ( 000 dollars)

<b>Pays</b>	<b>2000</b>	<b>2001</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>	<b>2005</b>	<b>2006</b>
Albanais	2 795	3 615	3 973	4 578	15 529	16 237	12 571
Azarbaidjan	95 615	78 075	64 625	122 607	135 537	272 256	340 481
Bulgarie	465 408	393 516	508 449	689 462	959 471	1 190 079	1 661 697
Géorgie	155 315	127 231	137 873	273 917	306 669	392	41
Moldavie	7 047	2 592	4 646	10 606	27 131	302 902	344 813
Roumanie	673 928	481 140	661 765	955 971	1 699 553	31 447	31 347
Russie	3 886 583	3 435 673	3 891 721	5 451 315	9 033 138	2 285 592	2 668 535
Sérbie	47 407	7 484	11 146	29 988	87 405	12 905 620	17 806 137
Ukraine	981 560	757 626	991 097	1 331 505	2 509 351	96 719	49 081
Grèce	430 813	266 254	312 462	427 743	594 351	2 651 017	3 058 349
<b>TOTAL</b>	<b>6 746 471</b>	<b>5 553 206</b>	<b>6 587 757</b>	<b>9 297 694</b>	<b>15 368 136</b>	<b>20 480 090</b>	<b>27 017 434</b>

Source : TIK., [http://www.tuik.gov.tr/PrelstatistikTablo.do?istab\\_id=774](http://www.tuik.gov.tr/PrelstatistikTablo.do?istab_id=774) 29/08/2007

La relation particulière de la Turquie et de la Russie avec les pays turcophones de l'Asie centrale permet l'élargissement de la zone d'influence de la Coopération économique de la Mer noire. Le besoin énergétique du monde actuel, le potentiel de gaz et de pétrole des pays de l'Asie centrale joue un rôle capital qui donne une place stratégique à la coopération sur la scène internationale.

Comme le tableau ci-dessus montre le commerce extérieur de la Turquie avec les pays de la Coopération économique de la Mer noire se centre autour de quelques pays: concernant l'exportation de la Turquie, les trois premiers pays sont la Russie, la Roumanie et la Grèce. Pour ce qui est de l'importation de la Turquie, c'est la Serbie qui a la part la plus importante avec 17 800 millions de dollars. La Russie et la Grèce se trouvent aussi parmi les trois premiers pays dans l'importation de la Turquie.

#### **4.2. L'Organisation de la coopération économique**

L'Organisation de développement économique créé en 1964 par la Turquie, l'Iran et le Pakistan a été changée en Organisation de coopération économique en 1985. Les divers bien culturels, historiques, religieux, politiques, économiques ainsi que le désir d'indépendance vis-à-vis de pays du monde occidental avaient amené ces trois pays à signer un accord tripartite.<sup>80</sup> L'Organisation de développement économique qui était créée pour objectif de coopération et de développement régionale, avait été suspendue pendant la révolution islamique en Iran en 1979 et le coup d'Etat en Turquie en 1980. Les pays membres se sont mis d'accord pour redémarrer les efforts pour la coopération économique dans la région et ils ont formé l'Organisation de coopération économique à Izmir (Turquie) en 1985.

Après la décomposition de l'URSS, les Etats membres se sont réunis à Islamabad, et l'Organisation de coopération a été élargie par l'adhésion de six nouveaux pays de l'Asie centrale; l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan.

---

<sup>80</sup> Voir Zahedi Parviz, La coopération économique entre l'Iran, le Pakistan, la Turquie, Thèse de doctorat, Université de Paris, 1974.

L'Organisation de coopération économique a pris les domaines de l'Organisation de développement économique comme objectif: le commerce, le transport, la communication et l'industrie.

Les membres de l'Organisation de coopération économiques sont des pays émergents qui manquent de soutiens financiers pour réaliser ses objectifs. Cependant, la région entourée par ces pays représente un potentiel énergétique énorme qui devient un élément clé du développement économique. Le Pakistan et la Turquie sont des pays exportateurs de produits agricoles et agro-industriels depuis les années 1970; la Turquie a franchi l'étape importante dans l'exportation des produits industriels après 1980. L'Iran est un grand producteur de pétrole. Il a 28 % de la production pétrolière du Moyen-Orient, voire 9% environ du pétrole mondial.<sup>81</sup> En revanche les pays de l'Organisation de coopération économique manquent de la stabilité politique qui est essentielle pour l'exploitation des moyens ainsi que le pétrole dans la région en vue d'un développement durable.

### **4.3. L'Union Européenne**

Les relations entre la Turquie et l'Union européenne en vue d'adhésion, se poursuivent depuis environ une quarantaine d'années. L'Union européenne représente le plus grand partenaire commercial de la Turquie auprès des pays de l'OCDE. C'est la raison pour laquelle il s'agit d'une intégration au bloc économique le plus fort dans le monde, qui n'est pas encore achevée contient toujours un débat délicat sur l'adhésion de la Turquie. Les commentaires se concentrent sur certains aspects ; parfois sur l'identité européenne, parfois sur la rationalité économique ou politique.<sup>82</sup> Il faut donc prendre en considération plusieurs aspects influents pour pouvoir déterminer les relations économiques de la Turquie avec l'UE; comme l'adhésion prévue, l'intégration à l'union douanière etc.

---

<sup>81</sup> Le terme, "Moyen-Orient" d'origine britannique, s'applique aux pays de l'Asie du sud-est, celui du Proche-Orient désignant ceux de l'Europe du sud-est (Le Général Parré, *Géostratégie du Moyen-Orient, Défence de l'Occident*).

<sup>82</sup>

### 4.3.1. L'historique de la candidature de la Turquie à l'Union européenne

L'ouverture économique de la Turquie et ses échanges commerciaux avec l'Union européenne ne peuvent pas être séparés de sa marche d'intégration vers cette dernière. Nous allons donner un bref historique de son parcours vers l'adhésion à l'UE.

*Un objectif d'adhésion ancien* : Les traités de Rome entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1958. Dès le 31 juillet 1959, la Turquie présente sa demande d'association avec la Communauté économique européenne (CEE). « Ceci signifie que la Turquie avait bien compris ce mouvement d'intégration économique marquée par l'histoire européenne en 1957 » (Töre Nihat, 2001, p. 492). Elle suit en cela la Grèce, qui avait présenté sa demande le 8 juin 1959.<sup>83</sup>

*Accord d'Ankara*: La demande de la Turquie a débouché sur la signature de l'Accord d'association en 1963 (Accord d'Ankara), entré en vigueur le 1<sup>er</sup> décembre 1964.<sup>84</sup> Le préambule de l'accord d'association « reconnaît que l'appui apporté par la CEE aux efforts du peuple turc pour améliorer son niveau de vie facilitera ultérieurement l'adhésion de la Turquie à la Communauté ». Dans le texte même de l'accord, l'article 28 précise : « Lorsque le fonctionnement de l'accord aura permis d'envisager l'acceptation intégrale de la part de la Turquie des obligations découlant du traité instituant la Communauté, les parties contractantes examineront la possibilité d'une adhésion de la Turquie à la Communauté ».

L'Accord d'Ankara prévoyait la mise en place de l'association en trois étapes : une étape préparatoire, une étape de transition et une étape finale. Durant l'étape préparatoire (1964-1973), la CEE a accordé des concessions unilatérales à la

---

<sup>83</sup> L'accord d'association avec la Grèce est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 1962.

<sup>84</sup> Au départ, la France était plutôt hostile à l'association de la Turquie : « La Turquie ressentit de façon pénible le refus opposé par la France lors de la réunion du Conseil des ministres européens, les 26 et 27 septembre 1961, à l'engagement immédiat de négociations, d'autant plus que Paris avait jusque-là affirmé son soutien de principe à son association à la CEE » (Georges-Henri Soutou, *La France du Général de Gaulle, la Turquie et l'Europe*, Commentaire, n° 104, hiver 2003-2004) Puis, la position de la France a évolué ; Georges-Henri Soutou avance trois raisons possibles de cette évolution. D'une part, les dirigeants français ont pu comprendre qu'il ne s'agissait pas seulement d'une question d'amour-propre pour la Turquie, mais d'une question existentielle. D'autre part, l'accord de la France peut avoir fait partie d'un accord global avec les Allemands pour que ceux-ci acceptent la convention d'association avec les États africains et malgaches, signée à Yaoundé le 20 juillet 1963. Enfin, la politique extérieure de la France avait évolué durant cette période et la Turquie pouvait constituer un élément important de cette nouvelle politique.

Turquie sous forme de contingents tarifaires agricoles et d'une aide financière. Dans l'intervalle, la Turquie n'était pas tenue d'amorcer une libéralisation commerciale.

En 1967, la Turquie a présenté une demande en vue de négocier l'ouverture de l'étape de transition. Quand il a reçu à l'Élysée le 27 juin 1967 le Président de la République de Turquie, le Général de Gaulle indiquait d'ailleurs : « En Europe, [...] l'intérêt de nos deux Républiques n'est-il pas de conjuguer leurs efforts pour qu'au lieu de l'opposition stérile de deux camps s'établissent la détente, l'entente et la coopération entre tous les peuples de notre continent ». Le Protocole additionnel à l'Accord d'Ankara a été signé en 1970 et est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1973. Son objectif de base était de créer une union douanière avec l'Union européenne. Les préférences commerciales suivantes ont été accordées à la Turquie :

Depuis 1971, les produits industriels d'origine turque sont exemptés de droit de douane et de taxes d'effet équivalent dans les Communautés. Concernant les exportations de textiles et de vêtements à destination des Communautés, l'Union européenne a entrepris de supprimer graduellement les droits applicables et dans le cas de certains produits, d'établir des contingents tarifaires, sur une période de 12 ans. L'Union européenne a également aboli toutes les restrictions quantitatives applicables à ces produits, à quelques exceptions près. Les dispositions sur l'union douanière que renfermait le Protocole additionnel ne s'appliquent pas aux produits agricoles. Les exportations turques de produits agricoles qui, dans l'Union européenne, sont régies par la politique agricole commune, ont été exemptées des droits d'importation de l'Union européenne à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1987, mais non des prélèvements variables. Pour certains produits, l'exemption des droits a été accompagnée de restrictions quantitatives, de contingents saisonniers, ou de l'obligation d'appliquer des prix de référence, des prix minimums à l'importation ou des restrictions volontaires à l'exportation.

*Renouvellement de la candidature* : La Turquie dépose formellement sa candidature le 14 avril 1987, à la suite de l'élargissement de la Communauté économique européenne à six nouveaux membres. La Commission européenne rend le 18 décembre 1989 un avis négatif provisoire sur l'ouverture des négociations d'adhésion de la Turquie. Le Conseil des ministres européens adopte le 5 février

1990 les grandes lignes de l'avis de la Commission, et les institutions européennes et la Turquie relancent alors le processus d'intégration économique de l'accord d'Ankara: l'union douanière entre la Turquie et l'Union européenne, phase définitive de l'accord d'association, entre en vigueur le 31 décembre 1995.

*Union douanière* : L'accord d'union douanière signé le 6 décembre 1995, dans le prolongement de l'accord d'association de 1963, considère en préambule que « les objectifs fixés par l'accord d'association, et notamment par son article 28 [possibilité d'adhésion], restent d'actualité au moment où des changements politiques et économiques importants se produisent sur la scène européenne ». Avec cet accord, la Turquie devient depuis lors le seul pays ayant réalisé une union douanière avec l'Union européenne.

Il prévoit de supprimer les tarifs totaux réciproques et progressifs sur les produits industriels et sur la part industrielle des produits agricoles transformés. Les services comme les produits agricoles et la part agricole des produits agricoles transformés sont exclus dans l'immédiat du champ de l'accord.

De plus, la Turquie prend une autre grande orientation de l'accord, c'est-à-dire le tarif extérieur commun (TEC) appliqué par l'Union aux produits industriels des pays tiers. Le gouvernement turc bénéficie d'une période transitoire de 5 ans, jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2001 pour l'application du TEC aux secteurs sensibles (automobile, certains produits du cuir, céramique, porcelaine). L'obligation de mettre en œuvre un TEC devient une grande contrainte pour la Turquie depuis l'achèvement de cette période transitoire.

*Reconnaissance du statut de candidat*: En décembre 1997, le Conseil européen de Luxembourg décide de « lancer un processus d'adhésion englobant les dix États candidats de l'Europe centrale et orientale (la Hongrie, la Pologne, l'Estonie, la République tchèque et la Slovaquie) et Chypre ». Il confirme l'éligibilité de la Turquie à l'Union européenne, mais il ajoute que « les conditions politiques et économiques permettant d'envisager des négociations d'adhésion ne sont pas réunies ».



Cependant, la Commission commence à publier en novembre 1998, pour chaque pays candidat dont la Turquie, un « rapport régulier sur les progrès accomplis sur la voie de l'adhésion ». En décembre 1999, le Conseil européen d'Helsinki, présente une avancée décisive vers la reconnaissance du statut de candidat à la Turquie, puisque « le Conseil européen réaffirme inclusivement le caractère du processus d'adhésion, qui regroupe maintenant treize pays candidats dans un cadre unique ». Avec cela, la Turquie devient donc, partie intégrante du processus.<sup>85</sup>

*Ouverture des négociations:* En décembre 2002, lors du Conseil européen de Copenhague les États membres prennent acte de la conclusion des négociations d'adhésion avec dix États membres et prévoient leur adhésion effective au 1<sup>er</sup> mai 2004. en ce qui concerne la Turquie, « l'Union encourage la Turquie à poursuivre énergiquement son processus de réforme » et lui donne un « rendez-vous » : « Si, en décembre 2004, le Conseil européen décide, sur la base d'un rapport et d'une recommandation de la Commission, que la Turquie satisfait aux critères politiques de Copenhague, l'Union européenne ouvrira sans délai des négociations d'adhésion avec ce pays ».<sup>86</sup>

#### **4.3.2. La théorie de l'intégration et le cas de la Turquie**

Dans la logique de l'intégration européenne et celle de l'Accord d'Ankara, c'est la dimension économique qui est mise en avant pour avancer dans la voie d'intégration même si la politique apparaît comme déterminant en dernière instance. A l'origine du choix de l'intégration économique, on peut de trouver la logique de

<sup>85</sup>

Le Conseil européen précise : « Le Conseil européen se réjouit des éléments positifs qui ont récemment marqué l'évolution de la situation en Turquie, et que relève d'ailleurs la Commission dans son rapport sur les progrès réalisés par les pays candidats, ainsi que de l'intention de la Turquie de poursuivre ses réformes en vue de satisfaire aux critères de Copenhague. La Turquie est un pays candidat, qui a vocation à rejoindre l'Union sur la base des mêmes critères que ceux qui s'appliquent aux autres pays candidats. Dans le cadre de la stratégie européenne actuelle, la Turquie, comme les autres pays candidats, bénéficiera d'une stratégie de pré-adhésion visant à encourager et à appuyer ses réformes ».

<sup>86</sup>Les critères politiques de Copenhague: « L'adhésion aura lieu dès que le pays membre associé sera en mesure de remplir les obligations qui en découlent, en remplissant les conditions économiques et politiques requises. L'adhésion requiert de la part du pays candidat qu'il ait des institutions stables garantissant la démocratie, la primauté du droit, les droits de l'homme, le respect des minorités et leur protection, l'existence d'une économie de marché viable ainsi que la capacité de faire face à la pression concurrentielle et aux forces du marché à l'intérieur de l'Union. L'adhésion présuppose la capacité du pays candidat à en assumer les obligations, et notamment de souscrire aux objectifs de l'union politique, économique et monétaire ».

Montesquieu qui apporte la paix en établissant des interdépendances entre les pays participants (Akagul Deniz., 2006, p. 228).<sup>87</sup> Ces idées sont développées par des économistes qui envisageant les transactions économiques comme des problèmes politiques résolus (Lerner A., 1972, p. 259). Selon la théorie de Jacob Viner concernant l'intégration des pays en voie de développement et des pays développés, il faut remplir les trois conditions suivantes pour qu'une parfaite union douanière soit construite (Viner Jacob, 1953, p. 5):

- l'élimination complète des tarifs sur les territoires des pays membres,
- l'établissement d'un tarif unique sur les importations de l'extérieur de l'union
- la répartition des recettes douanières entre les membres doit être établie selon une formule convenue.

En ce qui concerne l'union douanière entre la Turquie et l'Union européenne, le système ne correspond pas exactement à la théorie de Viner. Nous illustrons ci-dessous le tableau d'intégration européenne et celui de l'Accord d'association.

---

<sup>87</sup> Selon Montesquieu, "l'effet naturel du commerce est de porter à la paix. Deux nations qui négocient ensemble se rendent réciproquement dépendantes: si l'une a intérêt d'acheter, l'autre a intérêt de vendre; et toutes les unions sont fondées sur des besoins mutuels", (Montesquieu, De l'esprit des lois, Livre XX, chapitre II (de l'esprit du commerce), Garnier Flammarion, Paris, 1979, p. 510).

**Tableau 52:** Intégration européenne et Accord d'association.

<b>Les étapes de l'intégration économique et de l'intégration européenne<sup>88</sup></b>	<b>Les phases de l'association UE-Turquie<sup>89</sup></b>
<b>Zone de libre échange (ZLE)</b> Suppression des obstacles aux échanges commerciaux	<b>Phase préparatoire (01/12/1964)</b> -Renforcement des relations commerciales
<b>Union douanière (UD)=ZLE +</b> Politiques commerciale commune Traité de Rome (1957/1968)	<b>Phase transitoire (01/01/1973)</b> -Libre circulation des marchandises <i>-Libre circulation des personnes (1968)</i> -Libre circulation des capitaux (1989) <i>-Rapprochement des politiques économiques</i>
<b>Marché commun (MC) = UD +</b> Libre circulation des personnes et des capitaux Acte unique (1985/1992)	<b>Phase définitive (01/01/1995)</b> -Union douanière (1995) <i>-Coordination des politiques économiques</i> <i>-Adhésion de la Turquie</i>
<b>Union monétaire (UM) = MC +</b> Taux de change fixes ou monnaie unique Traité de Maastricht (1992/1999)	
<b>Union économique et monétaire (UEM) = UM +</b> Politiques économiques communes	

**Source:** Akagul Deniz., 2006, p. 228.

Selon la théorie de Jacob Viner, un bien en circulation a un effet positif et négatif sur l'intégration économique. Quand il s'agit d'une union douanière et si la production d'un bien se déplace vers un pays de l'union où le coût de production est inférieur relativement à celui du pays producteur, c'est l'effet formateur en échange commercial. S'il se déplace vers un pays de l'union douanière où le coût de production est relativement plus cher, c'est l'effet déformateur, en échange commercial (l'union douanière est le groupe de pays ayant décidé d'harmoniser leur législation douanière à l'égard de tous les autres pays ; elle s'instaure souvent après une période de construction d'une zone de libre-échange.)

Viner distingue économiquement deux catégories de pays : les pays concurrents et les pays complémentaires (Viner Jacob, 1953, p.44). Selon les

<sup>88</sup>

Les dates entre parenthèses indiquent les dates d'entrée en vigueur et de réalisation des Traités.

<sup>89</sup> Les objectifs de l'association signalés en italique sont ceux qui ne sont pas réalisés. Les dates entre parenthèses indiquent celles de réalisation ou les échéances prévues par l'Accord d'association ou le Protocole additionnel.

caractéristiques dominantes, l'intégration a une influence formatrice ou déformatrice sur les économies des pays. Dans le cas des pays concurrents dans l'intégration, il s'agit de l'effet créatif parce que le sens du commerce reste le même. Le niveau d'importation des pays dans l'intégration n'est pas gravement influencé. Dans le cas des pays complémentaires au sein de l'intégration, il s'agira d'un effet négatif sur l'exportation des pays hors union. Nous pouvons donner l'exemple d'une relation entre un pays dominant par la technologie de main-d'œuvre et un pays dominant par la technologie du capital. Quand il s'agit d'une importation déplacée d'un pays hors communauté où le coût de production est moins cher vers un pays de la communauté où le coût de production est plus cher, nous pouvons constater un effet destructif du commerce (selon la distinction de Viner, l'union douanière entre la Turquie et l'Union européenne est l'exemple des économies complémentaires).

L'union douanière entre la Turquie et l'UE représente les caractéristiques suivantes (Lebulenger Joel et Rapoport Cecile., 2006, p. 244):

-l'union douanière est essentiellement consacrée à la libre circulation des produits industriels entre les deux territoires.

- les produits agricoles ne sont pas soumis au régime de l'union douanière : le Conseil d'association prévoit un délai supplémentaire, afin de permettre à la Turquie « d'adopter les mesures de politique agricole commune nécessaire à l'établissement de la libre circulation des produits agricoles »<sup>90</sup>

-le domaine des services, visé par les articles 13 et 14 de l'accord d'Ankara n'est pas l'objet de mesures de libéralisation.<sup>91</sup>

-la décision 1/95 enjoint d'autre part à la Turquie d'harmoniser sa législation sur celle de la CE, pour tout ce qui concerne les règles de concurrence et le régime des aides publiques.

---

<sup>90</sup>

Article 25 de la décision 1/95.

<sup>91</sup> JOCE L 138, 9 juin 2000, p. 27.

-la Turquie prend des engagements spécifiques visant à garantir sur son territoire, une protection adéquate et effective des droits de propriété intellectuelle et commerciale.<sup>92</sup>

Ces particularités citées ci-dessus donnent à l'union douanière d'une caractère asymétrique. Du point de vue de l'économie générale (Lebulenger Joel et Rapoport Cecile, 2006, p. 244):

-l'union douanière rend moindre la marge de manœuvre de la Turquie dans ses relations commerciales extérieures depuis son application. La décision 1/95 faisant référence à la nécessité pour la Turquie d'avoir une politique commerciale harmonisée avec celle de la Communauté limite les manœuvres en relations commerciales extérieures de la Turquie. Selon l'article : « Afin d'harmoniser sa politique commerciale avec celle de la Communauté, la Turquie dispose d'un délai de cinq ans à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente décision. Cet alignement concerne à la fois les régimes autonomes et les accords préférentiels avec les pays tiers. La Turquie prend, à cette fin, toutes les mesures nécessaires et négocie sur une base mutuellement avantageuse, des accords avec les pays concernés ». Cet article pose trois questions à la Turquie :

En premier lieu, l'article 14§1 de la décision 1/95 prévoit que « les décisions de modification du tarif douanier commun prises par la Communauté (...) sont communiquées à la Turquie en temps utile pour lui permettre de procéder à l'alignement simultané du tarif douanier turc sur le tarif douanier commun... La Commission informe la Turquie sur l'évolution de la politique commerciale pour que l'assimilation du tarif douanier turc soit applicable à celui de la communauté. Cependant la Turquie est exclue des négociations des accords, elle n'est pas en mesure d'exprimer sa position. Elle n'est toutefois associée ni à l'élaboration de la politique commerciale communautaire, ni à la définition de ses objectifs » (Lebulenger Joel et Rapoport Cecile, 2006, pp. 248-249). C'est-à-dire que des relations contractuelles privilégiées avec les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) seront plus intéressantes pour la Communauté européenne que pour

---

<sup>92</sup> Article 31 de la décision 1/95.

la Turquie, par contre une telle relation concernera la Turquie. C'est comme l'accord conclu de la Communauté avec le Chili dans lequel la Turquie est incluse.<sup>93</sup>

En deuxième lieu, l'article 13§2 de la décision 1/95 stipule que « la Turquie modifie son tarif douanier, chaque fois que cela est nécessaire, pour l'adapter aux modifications du tarif douanier commun ». La densification du réseau d'accords préférentiels de la Communauté renforce les contraintes résultant de la participation turque à l'union douanière. Dans le cadre de l'OMC, la Turquie risquerait toutefois de s'exposer à des contentieux, puisqu'elle enfreindrait l'article XXIV § 8 a) ii) du GATT qui stipule que « les droits de douane (...) appliqués par chacun des membres de l'union au commerce avec les territoires qui ne sont pas compris dans celle-ci sont identiques en substance ». Sur le plan bilatéral, l'esprit de la relation associative rend politiquement improbable le recours par la Communauté aux procédures endogènes de règlement des litiges pour sanctionner un défaut d'alignement de la Turquie sur le tarif douanier commun.<sup>94</sup>

En troisième lieu, la Turquie n'a pas encore achevé la reprise de l'acquis douanier communautaire malgré qu'elle fût avancée dans l'obligation d'alignement sur le tarif douanier extérieur de la Communauté européenne. La Turquie avait déjà conclu un accord avec l'AELE le 1<sup>er</sup> avril 1992 bien avant de l'entrée en vigueur de l'union douanière.<sup>95</sup> En 2004, la Turquie a conclu des accords de libre-échange avec tous les dix nouveaux membres de l'UE, ainsi qu'avec la Roumanie et la Bulgarie, à l'exception de Chypre et de Malte. Les accords signés par la Turquie sont suivants :

Année	Type d'accord	Pays en dehors de l'UE
En 1997	accord de libre-échange	Israël
En 2000	accord de libre-échange	Macédoine
En 2002	accord de libre-échange	Croatie

---

<sup>93</sup>

Décision du Conseil du 18 novembre 2002 «relative à la signature et à l'application provisoire de certaines dispositions d'un accord établissant une association entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République du Chili, d'autre part», JOCE L 352, 30 décembre 2002, p. 1.

<sup>94</sup> Le règlement des différends relatifs au fonctionnement de l'union douanière est prévu à l'article 25 de l'accord d'association CE-Turquie.

<sup>95</sup> «Accord entre les Etats membres de l'AELE et la Turquie», 10 décembre 1991. voir, <http://www.efta.int>.

En 2003	accord de libre-échange	Afrique du Sud.
En 2004	accord de libre-échange	Autorité palestinienne
En 2004	accord de libre-échange	Maroc
En 2004	accord de libre-échange	Egypte (en négociation)
En 2004	accord de libre-échange	Jordanie (en négociation)
En 2004	accord de libre-échange	Liban (en négociation)

Il convient de noter que le total de ses échanges interrégionaux dans la zone méditerranéenne qui n'a jamais dépassé les 5 à 6% montre la tendance d'occidentalisation de sa politique extérieure de la Turquie (Lebulenger Joel et Rapoport Cecile., 2006, p. 252).

-les prescriptions du GATT sur les accords commerciaux régionaux (ACR) pèsent inégalement sur la communauté et la Turquie. L'interprétation de l'article XXIV du GATT depuis la mise en vigueur de l'Accord d'Ankara, remet en cause certaines notions comme le délai raisonnable, l'essentiel des échanges commerciaux, l'harmonisation des droits de douane et les échanges avec les pays tiers.

-la finalité incertaine de l'association euro-turque cause des contraintes subies par la Turquie. La perspective incertaine de l'adhésion de la Turquie engendre certaines contraintes :

En cas d'adhésion de la Turquie l'union douanière et les progrès qu'elle a permis de réaliser en ce qui concerne la reprise de l'acquis communautaire, facilite l'adhésion de la Turquie à l'UE. L'accord d'association prévoit en effet l'harmonisation de politiques entières à l'exemple de la PAC ou du droit communautaire de la concurrence, ainsi que la mise en place progressive des quatre libertés qui fondent le marché intérieur européen. Par ailleurs, le soutien financier européen à la Turquie qui ne compense qu'une partie des coûts de l'union douanière facilite également les réformes internes qui sont nécessaires à la reprise de l'acquis communautaire par la Turquie.

En cas d'échec de l'adhésion :

-la Turquie aura perdu l'aide financière européenne concernant le coût économique de pré-adhésion. Dans ce cas, l'UE aura évidemment plus d'avantage.

-la structure du commerce extérieur de la Turquie montre une évolution interdépendante en faveur de l'UE : les exportations de la Turquie vers l'UE sont essentiellement composées par des biens de consommation alors que ses importations sont de biens intermédiaires et de biens équipement. Cette structure commerciale posera des difficultés à la Turquie pour qu'elle puisse repositionner l'essentiel de son commerce extérieur vers d'autres zones géographiques.

-l'adhésion prévue à l'UE favorise la réalisation d'une économie d'échelle pour la Turquie, ceci attire les investissements étrangers. Dans l'hypothèse de la non-adhésion, le renforcement économique de la Turquie manquera les effets dynamiques réels de l'intégration.

-l'union douanière fait l'effet d'accélérateur pour les réformes structurelles, économiques et institutionnelles. Le cas contraire aura l'effet négatif sur les investisseurs étrangers.

-l'économie turque s'intègre à l'économie mondiale grâce à l'union douanière. Elle poursuit une stratégie de diversification géographique de ses partenaires commerciaux sur tous les continents.

#### **4.3.3. L'articulation du développement économique de la Turquie à l'UE**

L'intégration de la Turquie à l'Union européenne dans sa version initiale envisageait la convergence des économies. Il était estimé que le marché commun et l'appui financier européen rendent un rattrapage du niveau de développement à la Turquie.<sup>96</sup> Cependant, durant une quarantaine d'années depuis l'entrée en vigueur de l'Accord d'association l'écart de développement n'a pas disparu: il demeure entre la Turquie et l'Union européenne au même niveau: en 2003, le PNB par habitant de la

---

<sup>96</sup> Le premier alinéa de l'article 2 de l'Accord d'Association indique clairement que "L'Accord a pour objet de promouvoir le renforcement continu et équilibré des relations commerciales et économiques entre les Parties, en tenant pleinement compte de la nécessité d'assurer le développement accéléré de l'économie de la Turquie et le relèvement du niveau de l'emploi et des conditions de vie du peuple turc". Accord créant une association entre la Communauté économique européenne et la Turquie du 12 septembre 1963, JOCE P 217, 29 décembre 1964, p. 3687.



Turquie exprimé en parité de pouvoir d'achat, représentait comme au début, environ 30% de la moyenne européenne (Akagül Deniz, 2006, p. 230).

#### **4.3.3.1. L'évolution du commerce extérieur de la Turquie avec l'UE**

L'union douanière qui s'est réalisée en trois étapes a joué un rôle important dans l'évolution des échanges entre la Turquie et l'UE. Comme nous avons illustrée dans le schéma d'intégration ci-dessus la période du 1er décembre 1964 à 1er janvier 1973 contenaient le renforcement des relations, la période de 1973 jusqu'à 1995 représente le passage à la phase transitoire à l'union douanière, et la période qui commence à partir de 1995 signifie la phase définitive. Cependant notre objectif concerne plutôt les échanges diversifiés à partir de l'application de l'union douanière en 1996 sur laquelle nombreuses études faites montrent l'influence sur l'économie de Turquie. Nous allons aborder le rôle des relations économiques sur le financement de l'industrialisation de la Turquie depuis 1980.

L'évolution des échanges économiques de la Turquie avec l'Union européenne dans la période 1980-1995 présente les caractéristiques générales du commerce extérieur de la Turquie: une période qui marque le début de l'ouverture économique vers l'extérieur. Dans cette période, l'exportation qui n'avait pas pu dépasser 3 milliards de dollars depuis 1923 jusqu'en 1980 (2.9 milliards de dollars), représentait en moyenne 15% d'augmentation. L'exportation destinée vers l'Europe avait augmenté de 16% durant ces années. En ce qui concerne l'importation, l'augmentation moyenne était 12%, par contre, l'importation venant de l'Europe avait été augmentée 15% en moyenne (Serin Necdet, 2001, p.309). Le déficit de commerce extérieur de la Turquie qui était monté jusqu'à 46% en 1980, était enregistré autour de 25% avant 1996. Au cours de cet période, le déficit avec l'Union européenne qui était enregistré 29%, avait reculé jusqu'à 20% avant l'union douanière.

Les échanges entre la Turquie et l'UE se sont intensifiés suite à l'enlèvement d'obstacles bilatéraux. Par contre, c'est à cause des politiques protectionnistes et certains engagements réciproques que les échanges entre la Turquie et l'UE ne sont

pas équilibrés. Le tableau 53 montre la part de l'UE dans le commerce extérieur de la Turquie par rapport aux autres partenariats

**Tableau 53:** Répartition géographique du commerce extérieur de Turquie en 2005 (Million dollars)

<b>Groupes des Pays</b>	<b>Exportation</b>	<b>Importation</b>
Pays de l'OCDE	44.334,0	66.012,5
Pays de l'Union européenne	38.391,1	49.144,2
Pays de la Communauté des Etats indépendant (CEI)	2.967,7	758,3
Pays de l'EFTA	820,8	4.438,1
Pays de l'Organisation de Coopération Economique de la Mer Noire	8.611,9	20.424,9
Pays de l'Organisation de Coopération Economique	2.661,8	5.104,3
Union des Pays Indépendants	5.051,2	17.196,8
Pays turcs de l'Asie centrale	1.408,2	1.263,9
Pays de l'Organisation de Conférence islamique	13.033,6	14.440,6

Source :TÜİK <http://www.tuik.gov.tr/VeriBilgi.do> 10/06/2007

Les importations en provenance de l'UE ont progressé, en passant de 17 milliards de dollars à 49 milliards de dollars sur la période 1995-2005, soit à peu près la moitié des importations de la Turquie (97.539,8 millions de dollars en 2005). En revanche, les exportations destinées à l'UE ont légèrement augmenté dans la période de 1996-2002. Son niveau augmente plus vite que celui de l'importation dans les années 2000.

#### **4.3.3.2. L'effet de l'articulation économique à l'UE sur le développement économique de la Turquie**

Le retard du développement économique de la Turquie occupe une place importante dans les débats sur son processus d'adhésion à l'UE. Le rattrapage du niveau de développement européen par l'économie turque nécessitait l'appui financier européen. La liberté de circulation des biens, la liberté des personnes et des capitaux qu'ils étaient prévus dans l'Accord d'association, étaient considérés comme des moyens pour recompenser les coûts et les gains inégaux entre la Turquie et l'UE.

Cependant, seules l'intégration commerciale par l'union douanière et la libre circulation des capitaux ont été réalisées parmi les moyens prévus.

#### **4.3.3.2.1. Le soutien financier européen pour le développement économique de la Turquie**

En ce qui concerne la part de l'UE dans le financement du développement économique de la Turquie :

-les envois de fonds générés par les migrants turcs installés dans les pays de l'UE, ont permis de compenser le déficit commercial de la Turquie vis-à-vis de l'UE jusqu'aux années 1990. Comme le tableau 54 le montre, les envois qui représentent 102,2 millions de dollars dans la période de 1965-1969, arrivent à 3 352,2 millions de dollars dans la période de 1995-1999.

-les investissements directs européens restent modestes par rapport aux attentes. D'une part, l'instabilité économique en Turquie et d'autre part, l'incertitude de l'évolution d'adhésion n'encouragent pas les investisseurs européens.

-les échanges commerciaux de la Turquie avec l'UE se développent encore en faveur de l'UE même si depuis la mise en vigueur de l'union douanière, la part de l'exportation dans le commerce extérieur de la Turquie augmente, elle est toujours déficitaire.

**Tableau 54:** Echanges commerciaux de la Turquie avec l'UE (en millions de dollars, en moyenne annuelle de la période)

	1965-69	1970-79	1980-89	1990-94	1995-99	2000-04 <sup>97</sup>

<sup>97</sup>

Exportation(X)	176,4	682,2	3 093,5	7 580,5	12 539,6	21 877,3
Importation(M)	239,8	1 507,2	4 001,9	10 730,1	22 072,4	29 415,9
Solde(X-M)	-63,4	-825,0	-908,4	-3 149,6	-9 532,8	-7 538,6
Envois de fonds(Ef) <sup>98</sup>	102,2	888,8	1 631,1	1 772,6	3 352,2	2 181,0
(X+Ef)-M	38,8	63,7	754,7	-1 377,0	-6 180,6	-5 357,6
X/M%	73,6	46,0	77,3	70,6	56,8	74,3
(X+Ef)/M%	116,2	104,2	118,9	87,2	72,0	81,8
Investissements directs <sup>99</sup>	21,2	50,9	167,4	688,6	529,8	1 909,2
<i>Pour mémoire en % du PNB turc</i>						
Exportation	0,3	1,5	4,1	4,9	6,7	8,9
Importation(M)	0,4	3,5	5,3	7,0	11,8	13,0
Solde(X-M)	-0,1	-1,9	-1,2	-2,1	-5,1	-4,1
Envois de fonds(Ef)	0,2	2,0	2,2	1,2	1,8	1,7
(X+Ef)-M	0,1	0,2	1,0	-0,9	-3,3	-2,4
Investissements directs	<	1,2	0,2	0,5	0,3	0,8

**Source:** Akagul Deniz, 2006, p. 232

-depuis 1964, les aides financières reçues par la Turquie représentent au total 3,2 milliards d'euros dont 620 millions sont des dons. Comme le tableau ci-dessous le montre, la programmation 2007-2009, dans le cadre du nouvel instrument de pré-adhésion (IPA), prévoit une aide de 1 600 millions d'euro dont 497 millions d'euro en 2007, 539 millions d'euro en 2008, et 566 millions d'euro en 2009. Il s'agit d'une hausse de près de 50% par rapport à l'enveloppe 2004-2006.

**Tableau 55:** Cadre financier pour la période 2007-2009 (000 euros)

De 1995 à 1994 l'UE à douze, de 1995 à 2004 l'UE à quinze. La part des trois nouveaux pays membres correspond à 5% du total UE en 1995.

<sup>98</sup> Selon l'hypothèse retenue, les envois de fonds des travailleurs turcs dans l'UE correspondent à 80% du total, comme la part des effectifs dans les pays de l'UE.

<sup>99</sup>

Montant total, y compris les flux en provenance d'autres pays que l'UE n'inclut pas les bénéficiaires réinvestis. Voir, Main Economic Indicators et Banque Central de Turquie, Quarterly Bulletin, Ankara.

<b>COMPOSITION</b>	<b>2007</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>	<b>TOTAL</b>
Structuration institutionnelle	252.3	248.7	231.9	723.9
Coordination hors frontière	6.567	8.842	9.398	24.807
Développement régional	167.6	173.8	182.7	524.1
Développement de ressources humaines	50.2	54.4	57.0	161.6
Développement rural	20.7	53.0	85.5	159.2
<b>TOTAL</b>	<b>497.367</b>	<b>538.742</b>	<b>566.498</b>	<b>1.602.607</b>

**Source:** Türkiye Sigorta ve Reassurans Şirketleri Birliği, 2006, p. 15

Dans le cas optimiste pour l'adhésion de la Turquie à l'UE, le coût de l'adhésion immédiate et du maintien de la solidarité budgétaire à 15, les estimations des transferts budgétaires nets au bénéfice de la Turquie coûtent entre 8 et 14 milliards d'euros.<sup>100</sup>

#### **4.3.3.2.2. L'ouverture commerciale de l'économie turque**

L'Union européenne représente actuellement le deuxième grand partenariat de la Turquie après les pays de l'OCDE dans l'échange extérieur. Les relations économiques sont renforcées depuis l'application de l'Union douanière.

En 1996, le commerce extérieur de la Turquie avec l'Union européenne représente 36 888 millions de dollars dont les 12 568 millions de dollars sont des exportations et les 24 320 millions de dollars sont des importations. Après une période de dix ans, le commerce extérieur de la Turquie avec l'UE arrive à 128 994 millions de dollars dont la part de l'exportation est de 60 405 millions de dollars, celle de l'importation est de 68 589 millions de dollars. Le commerce extérieur de la

<sup>100</sup> Les estimations effectuées pour les années récentes en Europe vont de 8 milliards d'euros selon le Bureau central du plan du ministère de l'économie des Pays-Bas à 14 milliards d'euros selon l'Osteuropa Institute de Munich, en passant par les 11 milliards d'euros de l'Institut de l'économie mondiale de Kiel. Selon les sources turques comme l'Office national de Planification, les transferts nets au bénéfice de la Turquie seraient situés dans une fourchette de 7,5 à 8,5 milliards d'euros entre 1997 et 1998. Enfin, selon les simulations qui figurent dans le dernier avis de la Commission, le montant des transferts budgétaires nets de l'UE au bénéfice de la Turquie s'élèverait à 10,8 milliards d'euros à l'horizon 2025 (Akagül Deniz, 2006, 231).

Turquie avec l'UE est donc déficitaire: il représente 8 184 millions de dollars en 2007 (substitution de 88 %). Comme les tableaux 56 et 57 le montre, l'union européenne reste le partenaire important de la Turquie en commerce après l'union douanière aussi: le déficit du commerce extérieur de la Turquie avec l'UE d'abord augmente dans les premières années de l'application de l'Union douanière et puis se diminue au cours des années.

**Tableau 56:** Exportation en fonction des groupes de pays (000 \$)

	1996	1997	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
<b>A-UE (27PAYS)</b>	12 568 775	13 434 739	15 424 238	15 664 421	17 545 567	20 415 034	27 393 762	36 580 859	41 364 962	47 929 220	60 405 296
<b>C-AUTRES PAYS</b>	10 208 582	12 215 459	10 382 499	11 215 065	12 854 872	14 205 578	17 930 808	24 022 657	29 138 222	34 631 977	43 808 706
-Europe (Hors de l'UE)	2 549 338	3 295 533	1 739 881	1 854 093	2 095 118	2 606 971	3 361 997	4 507 410	5 855 304	7 961 546	10 841 912
-Afrique du Nord	985 655	980 157	1 343 558	1 087 400	1 149 647	1 266 596	1 576 974	2 203 356	2 544 398	3 096 665	4 030 219
-Amérique du Nord	1 739 694	2 148 995	2 585 713	3 308 600	3 297 479	3 596 000	3 972 875	5 206 705	5 275 698	5 439 399	4 514 767
-Moyen-Orient	2 595 420	2 821 084	2 566 397	2 572 846	3 261 099	3 439 789	5 464 810	7 921 284	10 184 230	11 315 185	14 990 488
<b>Groupes des Pays</b>											
-Pays de l'OCDE	14 455 527	15 608 863	18 077 218	19 005 942	20 616 019	23 551 240	30 424 741	40 518 488	44 354 995	54 475 349	65 655 315
-Pays de l'EFTA <sup>101</sup>	335 941	414 273	361 613	324 252	316 114	409 043	538 086	666 588	820 849	1 189 172	1 327 763
-Coopération Economique de la Mer noire	2 926 482	3 824 986	2 232 284	2 466 867	2 932 471	3 598 969	5 044 444	6 778 995	8 619 516	11 583 000	16 788 727
-Organisation de Coopération Economique	1 129 289	1 286 467	865 876	873 613	971 620	1 041 911	1 569 221	2 206 321	2 669 869	3 340 505	4 641 746
-Communauté des Etats Indépendants	2 663 909	3 512 048	1 532 806	1 648 737	1 978 150	2 278 878	2 962 593	3 961 619	5 056 779	6 992 480	10 084 084
-Pays Tucophones de l'Asie Centrale	747 290	907 834	573 617	572 451	557 362	619 345	899 114	1 194 307	1 409 257	1 981 561	2 871 149
-Organisation de la Conference Islamique	4 142 965	4 217 681	3 961 428	3 573 099	4 196 595	4 725 287	7 204 574	10 214 345	13 061 019	15 006 891	20 217 717
<b>TOTAL</b>	23 224 465	26 261 072	26 587 225	27 774 906	31 334 216	36 059 089	47 252 836	63 167 153	73 476 408	85 528 416	107 153 918

Source: TIK., [http://www.tuik.gov.tr/PreIstatistikTablo.do?istab\\_id=62625/02/2008](http://www.tuik.gov.tr/PreIstatistikTablo.do?istab_id=62625/02/2008)

**Tableau 57:** Importation en fonction des groupes de pays (000 \$)

<sup>101</sup> EFTA (European Fair Trade Association) est une association de coordination et de coopération européenne du commerce équitable créée en 1990 regroupant 11 importateurs européens. Elle facilite les échanges d'informations, la mutualisation des moyens et l'importation de produits et veille au respect des règles du commerce équitable. [www.eftafairtrade.org](http://www.eftafairtrade.org)

	1996	1997	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
<b>A-UE (27PAYS)</b>	24 320 874	26 118 982	22 529 938	28 526 902	19 823 457	25 688 833	35 140 139	48 102 744	52 695 793	59 400 922	68 589 779
<b>C-AUTRES PAYS</b>	19 009 061	22 079 080	17 633 531	25 480 054	21 272 426	25 290 460	33 610 642	48 625 562	63 318 298	79 231 111	100 176 121
-Europe (Hors de l'UE)	3 973 645	4 512 245	4 172 156	6 149 009	5 737 873	7 487 347	10 341 499	15 756 926	20 385 906	25 695 361	34 248 397
-Afrique du Nord	1 618 200	1 812 519	1 403 964	2 257 119	2 114 680	2 138 099	2 518 707	3 231 235	4 212 112	4 878 401	3 614 727
-Amérique du Nord	3 859 521	4 640 703	3 256 527	4 167 457	3 390 445	3 420 584	3 740 706	5 114 159	5 822 698	6 935 690	9 010 851
-Moyen-Orient	3 314 822	2 774 024	2 123 861	3 373 163	3 016 496	3 185 675	4 455 199	5 584 836	7 966 854	10 568 063	12 638 651
<b>Groupes des Pays</b>											
-Pays de l'OCDE	31 115 638	34 837 592	28 356 316	35 681 983	26 011 321	32 984 638	43 899 441	59 649 528	66 106 955	77 812 573	91 810 797
-Pays de l'EFTA <sup>102</sup>	1 112 068	1 287 220	926 070	1 155 270	1 480 929	2 511 999	3 395 678	3 911 430	4 439 552	4 522 434	5 774 443
-Coopération Economique de la Mer noire	3 896 560	4 495 437	4 307 610	6 746 471	5 553 206	6 587 757	9 297 694	15 368 136	20 480 090	27 021 455	34 803 029
-Organisation de Coopération Economique	1 196 818	1 106 929	1 123 322	1 542 984	1 237 671	1 548 166	2 735 688	3 217 953	5 108 258	8 101 662	9 970 917
-Communauté des Etats Indépendants	3 074 153	3 615 084	3 733 803	5 693 036	4 630 241	5 554 504	7 777 111	12 926 894	17 252 743	23 372 924	31 258 949
-Pays Tucophones de l'Asie Centrale	304 007	399 430	457 200	628 013	282 509	467 790	623 295	753 526	1 267 479	1 967 429	2 669 476
-Organisation de la Conference Islamique	5 587 347	5 233 492	4 078 474	6 320 881	5 539 877	6 071 754	8 195 006	10 630 643	14 459 182	19 110 794	21 520 692
<b>TOTAL</b>	43 626 642	48 558 721	40 671 272	54 502 821	41 399 083	51 553 797	69 339 692	97 539 766	116 774 151	139 576 174	169 986 851

Source: TÜİK., [http://www.tuik.gov.tr/PreIstatistikTablo.do?istab\\_id=626\\_25/02/2008](http://www.tuik.gov.tr/PreIstatistikTablo.do?istab_id=626_25/02/2008)

<sup>102</sup> EFTA (European Fair Trade Association) est une association de coordination et de coopération européenne du commerce équitable créée en 1990 regroupant 11 importateurs européens. Elle facilite les échanges d'informations, la mutualisation des moyens et l'importation de produits et veille au respect des règles du commerce équitable. [www.eftafairtrade.org](http://www.eftafairtrade.org)



Les tableaux illustrés ci-dessus montrent qu'il existe des effets positifs de l'Union douanière sur le commerce extérieur de la Turquie. Il est possible de vérifier l'effet de l'Union douanière sur le commerce extérieur de la Turquie en utilisant les données obtenues depuis 1980 jusqu'à l'année 2006. Nous pouvons poser la question ainsi : qu'est ce que l'année 1996 pendant laquelle le traité de l'Union douanière a été signé entre la Turquie et l'Union européenne, celui-ci représente-t-il le point de rupture dans le commerce extérieur de la Turquie avec l'Union européenne ?

Nous allons essayer de répondre la question à l'aide d'une analyse statistique. Il est possible de montrer de façon approximative qu'il existe, ou pas, une relation entre deux variables ayant un point de rupture dans un intervalle de temps (Johnston Jack, DiNardo John, 1997, p.113). Nous allons nous appuyer sur le test de Chow pour voir s'il existe un changement structurel sur les modèles de régression qui définissent les variables ayant une densité normale. Le test de Chow s'applique en général pour préciser l'effet de changement structurel des périodes de crise sur l'une des variables de l'économie. Ce test vérifie que le coefficient d'une variable est différent pour deux groupes de données. Dans l'exemple donné plus tôt, le test de Chow vérifierait si la constante est statistiquement différente avant et après la rupture. Le résultat du test est une statistique F (voir le tableau 1 dans l'annexe III) (Leblond Simon et Belley-Ferris Isabelle, 2004, p. 7).

Pour appliquer ce test, nous allons d'abord définir l'intervalle de temps de 1980-2006 comme le bloc, puis nous allons la subdiviser en petits intervalles de temps à analyser. Nous supposons que l'année 1996 est la période où le changement structurel est réalisé. Nous précisons trois intervalles de temps en fonction de l'année 1996 :

- premier intervalle de temps : 1980-1995,
- deuxième intervalle de temps : 1996-2006,
- troisième intervalle de temps : 1980-2006.

Années	Exportation (X)	Importation (M)	PIB	x/m
1980	1 300	2 360	5 230 617,5	55,1
1985	3 204	3 895	35 095 480,8	82,3
1993	7 599	13 875	1 981 867 095,5	54,8
1994	8 635	10 915	3 868 429 189,0	79,1
1995	11 078	16 861	7 762 456 071,3	65,7
1996	11 549	23 138	14 772 110 189,0	49,9
1997	12 248	24 870	28 835 883 135,0	49,2
1998	13 498	24 075	52 224 945 129,0	56,1
1999	14 348	21 401	77 415 272 000,0	67,0
2000	14 510	26 610	124 583 458 276,0	54,5
2001	16 118	18 280	178 412 438 499,0	88,2
2002	18 459	23 321	277 574 057 483,0	79,2
2003	24 484	31 695	359 762 925 944,0	77,2
2004	34 417	45 434	430 511 476 968,0	75,8
2005	38 394	49 220	487 202 362 279,0	78,0
2006	47 928 072	59 018 745	576 322 230 865,0	81,2

Si nous supposons le modèle avant et après la période de changement structurel nous pourrions obtenir des sous-groupes homogènes.

Nous voulons savoir s'il s'agit d'une différenciation des relations supposées à partir du point de rupture.

Pour appliquer le test de Chow nous considérons :

C : PIB, variable dépendant,

X : déficit du commerce extérieur de la Turquie avec l'UE qui est la variable indépendant,

1996 : année de rupture du commerce extérieur,

1980-1995 : premier intervalle de temps,

1996-2006 : deuxième intervalle de temps.

En prenant l'année critique 1996, nous précisons deux intervalles de temps : 1980-1995 et 1996-2006 pour appliquer le test de Chow. Nous obtenons les résultats d'analyse suivants grâce au logiciel d'evIEWS:

Variable dépendant: PIB				
Methode: Moindres Carrés				
Date: 07/02/07 Time: 17:39				
Sample: 1980 1995				
Observations incluses: 5				
	Coefficient	Erreur-type	Statistique t	Prob.
C	1.95E+09	9.84E+09	0.198488	0.8554
X	11530719	1.44E+08	0.080103	0.9412
R <sup>2</sup> ( Coefficient de détermination)	0.002134	Mean dependent var		2.73E+09
R <sup>2</sup> ajusté	-0.330488	S.D. dependent var		3.24E+09
Erreur-type de la régression	3.73E+09	Critère d'Akaike		47.20736
<b>Somme des carrés des résidus</b>	4.18E+19	Critère de Schwarz		47.05114
Log likelihood	-116.0184	Hannan-Quinn criter.		46.78807
F-statistic	0.006417	Durbin-Watson stat		0.578650
Prob(F-statistic)	0.941200			

Nous avons trois équations de régression comme suit :

$$C1 = 1.95E+09 + 11530719 X \quad (1)$$

C1 (PIB) est le variable dépendant. Il s'agit d'un modèle linéaire ayant un seul variable. Dans l'équation, le coefficient de X (signifie exportation/importation et qui est le variable indépendant), montre l'influence du changement d'une unité sur le variable dépendant C1.

Variable dépendant: PIB				
Methode: Moindres Carrés				
Date: 07/02/07 Time: 17:39				
Sample: 1996 2006				
Observations incluses: 11				

	Coefficient	Erreur-type	Statistique t	Prob.
C	-4.93E+11	2.25E+11	-2.192024	0.0561
X	1.06E+10	3.21E+09	3.306739	0.0091
R <sup>2</sup> ( Coefficient de détermination)	0.548522	Mean dependent var		2.37E+11
R <sup>2</sup> ajusté	0.498358	S.D. dependent var		2.00E+11
Erreur-type de la régression	1.42E+11	Critère d' Akaike		54.35489
<b>Somme des carrés des résidus</b>	<b>1.81E+23</b>	Critère de Schwarz		54.42724
Log likelihood	-296.9519	Hannan-Quinn criter.		54.30929
F-statistic	10.93453	Durbin-Watson stat		1.082742
Prob(F-statistic)	0.009131			

$$C_2 = -4.93E+11 + 1.06E+10X \quad (2)$$

C<sub>2</sub> (PIB) est la variable dépendante. Il s'agit d'un modèle linéaire ayant une seule variable. Dans l'équation, le coefficient de X (signifie exportation/importation et qui est la variable indépendante), montre l'influence du changement d'une unité sur la variable dépendante C<sub>2</sub>.

Variable dépendante: PIB				
Méthode: Moindres Carrés				
Date: 07/02/07 Time: 17:40				
Sample: 1980 2006				
Observations incluses: 16				
	Coefficient	Erreur-type	Statistique t	Prob.
C	-4.03E+11	2.32E+11	-1.740554	0.1037
X	8.30E+09	3.33E+09	2.490611	0.0259
R <sup>2</sup> ( Coefficient de détermination)	0.307038	Mean dependent var		1.64E+11
R <sup>2</sup> ajusté	0.257541	S.D. dependent var		1.98E+11
Erreur-type de la régression	1.71E+11	Critère d' Akaike		54.68137
<b>Somme des carrés des résidus</b>	<b>4.08E+23</b>	Critère de Schwarz		54.77795
Log likelihood	-435.4510	Hannan-Quinn criter.		54.68632
F-statistic	6.203143	Durbin-Watson stat		0.753644
Prob(F-statistic)	0.025933			

$$C = -4.03E+11 + 8.30E+09X \quad (3)$$

C (PIB) est le variable dépendant. Il s'agit d'un modèle linéaire ayant un seul variable. Dans l'équation, le coefficient de X (signifie exportation/importation et qui est le variable indépendant), montre l'influence du changement d'une unité sur le variable dépendant C.

Nous pouvons définir les variables indéfinis appartenant à ces trois équations de regression comme suivant:

$$1980-2006 : 4,08 \quad (3)$$

$$1980-1995 : 4,18 \quad (1)$$

$$1996-2006 : 1,81 \quad (2)$$

A ce niveau, nous faisons deux hypothèses suivantes :

H0 : il n'existe pas de changement structurel,

H1 : il existe un changement structurel.

Nous faisons le test de F., nous n'avons pas les éléments réels et nous utilisons la formule suivante (Johnston Jack et Di Nardo John, 1997, p. 114):

$$F = \frac{[S e^2 - (S e1^2 + S e2^2)] / k}{(S e1^2 + S e2^2) / (n-2k)}$$

$$f1 = k ;$$

$$f2 = n1 + n2 - 2k$$

n1 = le volume de 1<sup>er</sup> exemple,

n2 = le volume de 2<sup>ème</sup> exemple,

k = coefficient d'équation dans les exemples.

$$F \text{ calculé} = \frac{[4,08\text{€} + 23 - (4,18\text{€} + 19 + 1,81\text{€} + 23)] / 2}{4,18\text{€} + 19 + 1,81\text{€} + 23 / [5 + 11 - (2 \times 2)]} = -1,38741$$

$$F \text{ tableau} = 3,89$$

$$F_{\text{calculé}} < F_{\text{tableau}}$$

Dans le contexte du test de Chow, l'hypothèse zéro est qu'il n'y a pas de changement structurel, les coefficients sont égaux pour les deux groupes de données. Donc, si on rejette l'hypothèse nulle ( $F_{\text{calculé}} < F_{\text{tableau}}$ ), il y a bel et bien un changement structurel et il est justifié de le modéliser (Leblond Simon et Belley-Ferris Isabelle., 2004, p. 7).

Le montant que nous avons trouvé (-1,38741) est inférieur au montant indiqué (3,89) dans le tableau de F (il faut voir le tableau F dans l'annexe III) et ceci va nous permettre d'accepter l'hypothèse qui prévoyait l'égalité des écarts-types.

$H_0 : S_1^2 = S_2^2$  ; les écarts-types sont égaux, c'est-à-dire qu'il n'existe pas de changement structurel.

Selon le test chow, on accepte l'hypothèse qui suppose l'inexistence du changement structurel entre les périodes 1980-1995 et 1996-2006. Nous pouvons déduire que les deux périodes sont identiques.

Nous concluons l'analyse en acceptant qu'il n'y a pas de changement structurel. Cela veut dire que les régressions appartenant avant et après 1996 et qui signifient le déficit du commerce extérieur ne représentent pas les structures différentes. Cela nous indique que l'Union douanière n'a pas eu d'influence sur le déficit du commerce extérieur de la Turquie.

Cependant, il est possible d'analyser l'influence de l'union douanière sur le déficit extérieur de la Turquie avec l'UE, en utilisant un autre modèle :

$H_0$  : il y a de rupture structurelle.

$H_1$  : il n'y a pas de rupture structurelle.

Selon le test, on obtient les résultats ci-dessous.

Chow Breakpoint Test: 1996			
Hypothèse nulle: No breaks at specified breakpoints			
Varying regressors: All equation variables			
Echantillon: 1980 2006			
F-statistic	7.549360	<b>Prob. F(2,12)</b>	<b>0.0075</b>
Log likelihood ratio	13.03328	Prob. Chi-Square(2)	0.0015

Statistique de Wald	15.09872	Prob. Chi-Square(2)	0.0005
---------------------	----------	---------------------	--------

$F_{calculé} (0,02) < F_{tableau} (0,05)$  ceci nous permet de d'accepter l'hypothèse qui prévoyait la rupture structurelle.

Les différents résultats qui existent entre les deux modèles peuvent être déduits de l'insuffisance du nombre d'observation.

Evolution du commerce extérieur de Turquie avec l'Union européenne montre que le déficit en commerce se réduit en faveur de la Turquie. Il est tout à fait normal que la Turquie soit déficitaire au début de l'intégration à l'union douanière à cause des produits moins compétitifs. Au cours du temps, les entreprises turques ont transféré de nouvelles technologies et aussi investi en recherches et développement. Il est possible de dire que l'UE était le plus grand partenariat commercial de la Turquie et cette relation n'a pas changé, au contraire, elle s'est renforcée considérablement depuis 1996. Cette orientation rendra les entreprises turques plus compétitives dans les années à venir.

### **6.3.2.3. L'effet de l'intégration sur l'ouverture commerciale**

La politique de l'intégration sur la stabilité économique « refléterait le désir des Etats d'exporter ou d'importer les institutions désirables de leurs voisins » (Melo, Panagariya et Rodrik, 1992). En fait, les crises russe et asiatique en 1998, avaient montré que le commerce avec un partenaire comme l'Union européenne ayant une économie solide et stable, réduisait le risque de la Turquie dans les crises économiques mondiales (Soguk, 2002, p. 6). L'union douanière entre la Turquie et l'Union européenne qui est le seul accord de ce type pour un pays non membre de l'Union, va prolonger l'ouverture de l'économie turque sans la bouleverser.<sup>103</sup>

Le commerce extérieur de la Turquie avec l'UE depuis la mise en vigueur de l'Union douanière est développé en faveur de la Turquie. En effet, à partir des années

<sup>103</sup> Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001, la Turquie applique les mêmes droits de douane que la Communauté européenne à l'égard des pays tiers; cet exemple montre la particularité d'un tel accord douanier: la Turquie applique des mesures à la décision à laquelle elle ne participe pas. L'accord douanier concerne la plupart des biens et marchandises, à l'exception des produits agricoles; les services ne sont pas non plus inclus dans l'accord.

1980, l'économie turque s'ouvre peu à peu vers l'extérieur en libéralisant son régime commercial: en abaissant les droits de douane et en éliminant les restrictions quantitatives sur les importations. L'augmentation du commerce extérieur de la Turquie est également le résultat de cette ouverture depuis 1980.

**Tableau 58:** Commerce extérieur de la Turquie avec l'UE (Million dollars).

Année	Exportation	Importation	Substitution
1980	1 300	2 360	55,0
1985	3 204	3 895	82,3
1993	7 599	13 875	54,8
1994	8 635	10 915	79,1
1995	11 078	16 861	65,7
<b>1996</b>	<b>11 549</b>	<b>23 138</b>	<b>49,9</b>
1997	12 248	24 870	49,2
1998	13 498	24 075	56,1
1999	14 348	21 401	67,0
2000	14 510	26 610	54,5
2001	16 118	18 280	88,2
2002	18 459	23 321	79,2
2003	24 484	31 695	77,2
2004*	34 417	45 434	75,8
2005	38 394	49 220	78,0

\*depuis le 1 mai 2004 l'Europe des 25 pays.

**Source:** DPT.

<http://www.dtm.gov.tr/dtmadmin/upload/AB/EuromedEntegrasyonDb/genel.xls>

La part de l'exportation a augmenté plus vite que celle de l'importation durant la période de neuf ans: en 2005, le niveau de substitution enregistre 78% tandis qu'elle représentait 49% en 1996. Cependant, le commerce extérieur de la Turquie est encore déficitaire malgré cette évolution.

-la Turquie avait profité des suppressions des tarifs douaniers concernant les produits industriels (sauf quelques exceptions) depuis 1971 alors que l'UE a eu le même droit en 1996.

-les évolutions macroéconomiques en Turquie et dans le monde avaient eu une influence négative sur le commerce extérieur de la Turquie. En 1994, l'économie de Turquie avait rencontré une crise économique. Les conditions avaient obligé



l'application de politiques des prix suite à une dévaluation de la monnaie nationale, qui n'étaient pas en cohérence avec la politique de l'Union douanière. Les produits avaient perdu leur compétitivité sur les prix entraînant une baisse de l'exportation pendant quelques années après 1996. De même, en 1998 la crise financière qui s'est produite en Russie et en Asie, avait négativement influencé l'économie européenne. Les produits de consommation exportés vers l'Europe étaient sous l'influence négative des prix et des revenus en Europe. C'est la raison pour laquelle la part réduite de l'exportation avait augmenté le déficit du commerce extérieur de la Turquie (Soğuk, 2002, p.7).

- en 2006 le commerce extérieur de la Turquie représente 3.372 millions de dollars (2.287 millions de dollars + 1.085 millions de dollars) déficit avec les pays dans le cadre de l'accord préférentiel (les accords signés et en cours). Ce déficit est favorisé par l'intermédiaire de l'union douanière avec l'UE depuis 1996.

-comme le tableau 59 montre la part des biens d'investissement est de 27,4%, celle des matières intermédiaires est de 58,5%, et celle des produits de consommation est de 13,8% en importation dans la période de 1994-2003.

**Tableau 59** : Contenu de l'exportation et l'importation de la Turquie de l'UE

Années	EXPORTATION (%)						IMPORTATION (%)					
	Investissement		Matières intermédiaires		Consommation		Investissement		Matières intermédiaires		Consommation	
	Part (%)	Evolution. (%)	Part (%)	Evolution (%)	Part (%)	Evolution (%)	Part (%)	Evolution. (%)	Part (%)	Evolution (%)	Part (%)	Evolution (%)
<b>1994</b>	2.9	-	32.5	-	64.6	-	29.4	-	63.3	-	7.3	-
<b>1995</b>	2.9	26.2	31.8	25.8	65.3	29.7	28.7	50.5	62.5	52.5	8.8	87.5
<b>1996</b>	3.4	24.5	32.3	5.6	64.3	2.7	31.9	52.9	55.7	22.2	12.4	92.5
<b>1997</b>	3.5	6.8	33.5	10.1	63.0	4.0	29.5	-0.8	56.3	8.8	14.2	23.2
<b>1998</b>	3.6	15.6	34.2	12.4	62.2	8.8	29.8	-2.0	55.1	-5.3	15.0	2.5
<b>1999</b>	4.4	29.0	34.7	8.0	60.9	4.0	28.4	-15.5	55.2	-10.9	16.5	-2.7
<b>2000</b>	4.6	5.5	35.9	4.5	59.5	-1.2	27.3	19.5	53.0	19.4	19.2	45.1
<b>2001</b>	6.0	44.1	35.7	10.5	58.1	8.4	23.6	-40.5	61.1	-20.9	14.2	-49.3
<b>2002</b>	6.9	32.7	31.6	1.4	61.4	21.1	23.0	24.2	61.8	29.1	13.7	23.2
<b>2003</b>	8	63.0	30.4	27.4	61.0	31.8	22.1	30.6	60.7	33.4	16.2	61.0

Source : DTM., <http://www.dtm.gov.tr/dtmin/upload/AB/EuromedEntegrasyonDb/genel.xls>

Les deux facteurs sont remarquables sur cette évolution: tout d'abord, l'enlèvement des droits douaniers sur les biens d'investissement depuis les années 1980 (dans le cadre de l'encouragement des investissements), a mis en cause le niveau plus élevé des biens d'investissement et des matières intermédiaires par rapport à celui des produits de consommation. Cependant, nous pouvons expliquer l'importation des produits de consommation par l'effet de l'union douanière en 1996. Les reculs considérables dans l'importation de ces produits dans les années 1999 et 2001 peuvent s'expliquer par les crises financières. En ce qui concerne l'augmentation plus rapide de l'importation en 2003, nous pensons qu'elle peut être liée à l'utilisation des crédits offerts aux consommateurs par les institutions financières après la crise de 2001. Il est possible d'y ajouter l'appréciation de la monnaie nationale, comme un autre facteur influant sur l'augmentation de l'importation depuis 2001.

-l'augmentation de l'importation des produits de consommation et des matières intermédiaires peut avoir l'effet positif sur deux points: d'une part, elle peut aider au développement des droits des consommateurs, et d'autre part, elle peut améliorer la technologie des entreprises qui utilisent des biens intermédiaires dans la production.

Les effets venants de l'Union européenne sous forme de forte concurrence et réglementation juridique ou économique rapprocheront la Turquie de l'Europe, et l'orienteront vers rattrapage du rythme de l'économie européenne. De ce point de vue, l'Union douanière peut être considérée comme une période de transition dans l'intégration de l'économie turque à l'UE.

**PARTIE II :MODELES DE FINANCEMENT DU PROCESSUS  
D'INDUSTRIALISATION DE LA TURQUIE**



## **CHAPITRE I:EPARGNE DANS LE FINANCEMENT INTERIEUR**

### **1. Le rapport du concept de financement avec le processus d'industrialisation**

Nous avons donné dans la partie précédente, la définition de François Perroux pour le développement ; « la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire croître, cumulativement et durablement, son produit réel global » (Perroux François, 1965, p.155). Ce concept implique la transformation des modes d'organisation d'une société et le passage d'un type de civilisation à une autre. « Cette transformation, que l'on peut appeler processus de développement, s'étale sur une longue période » (Penouil M., 1986, p. 199). Ce processus (y compris l'industrialisation), exige des moyens de financement. De ce point de vue, certains caractères du développement représentent la priorité. Selon R. Nurkse, le problème de formation du capital doit être résolu en premier lieu dans le processus d'industrialisation. Le degré d'industrialisation et le niveau du revenu par tête peuvent être à l'action de l'offre de capital. « ...un transfert de travail de l'agriculture à l'industrie ne représente pas, par lui-même, une solution parce qu'il néglige la question de la formation du capital ; il ne procure pas par lui-même le capital nécessaire à l'industrie » (Nurkse R, 1968, p. 55). Il existe une forte liaison entre les ressources financières et l'accumulation de capital signifiant en général des biens physiques de production directe ou indirecte dans la théorie du développement.

L'objectif de développement nécessite donc des investissements économiques et sociaux qui sont assurés par des ressources financières extérieures ou intérieures. L'étude des ressources de financement montre qu'il existe une situation contradictoire entre le potentiel des ressources intérieures et l'objectif du

développement. Autrement dit, certains pays, comme les pays émergents n'arrivent pas à dégager des ressources de financement intérieures satisfaisantes et les exigences du développement. C'est la raison pour laquelle ils font recours aux moyens financiers extérieurs qui obligent l'intégration économique à l'ordre mondial. Pourtant, cette situation oblige d'existence d'une coordination cohérente entre les politiques de développement et son modèle de financement.

Le nouvel ordre mondial favorise la coordination des politiques économiques pour la participation dans l'économie mondiale.<sup>104</sup> La coordination est «une main invisible qui conduit des pays ayant leurs propres objectifs nationaux à faire une sorte qu'aucun d'eux n'agisse à l'encontre des autres, et que tous coopèrent au bien-être commun» (Crockett A, 1990, p. 344). Ce qui pose la difficulté aux pays émergents ou bien non développés est l'insuffisance de capacité d'intégration, par des voies brutales à l'économie internationale évolutive. «L'idée de non-coordination peut exposer les pays à des situations très aléatoires, alors que la coordination réduit les incertitudes des pays sur la conjoncture mondiale à court et à moyen terme.» (Greffé X, 1991, p. 528). Cependant, les différentes structures des pays développés et émergents ne permettent pas la réalisation d'une coordination parfaite. En général, les pays émergent se trouvent, contrairement aux pays industriels, en déficit budgétaire en assumant la hausse de taux d'intérêt qui ne facilite pas du tout la croissance économique. C'est le cas qui cause la contradiction par rapport à la réalité. L'idée d'une restructuration du système financier par l'intermédiaire des politiques monétaires est devenue prioritaire par rapport à celle d'un développement à long terme. Dans ce contexte, les nouveaux produits financiers constituent un moyen de substitution aux investissements productifs, et ils deviennent trop souvent comme un obstacle au développement.

Le processus du développement des pays émergents montre surtout depuis les années 1970 l'importance de bonne intégration des moyens financiers par rapport

---

<sup>104</sup> «Une distinction doit être faite entre la coordination relative qui se préoccupe de la stabilisation des taux de change et des soldes des balances des paiements entre les pays, et la coordination absolue qui a un sens beaucoup plus extensif, embrassant toutes les décisions possibles et empêchant les pays d'adopter des politiques restrictives susceptibles de se retourner contre les intérêts de l'ensemble» (Greffé X., 1991, p. 526).

aux exigences du développement. Les crises qui subissent dans les années 1970, ont fait agir les institutions internationales pour intégrer les pays en développements au sein du marché mondial en construction, cependant les conséquences de ce qui étaient mis en œuvre étaient désastreuses pour les pays les plus pauvres (Berr Eric et Harribey Jean-Marie, 2005, p.463). Les crises financières dans les pays en voie de développement se sont poursuivies en Asie, en Russie, en Amérique latine et en Turquie vers la fin des années 1990 et au début des années 2000. Le déclenchement de la crise de l'endettement a mis en évidence le caractère lié au financement interne du développement.

## **2. Le rôle de l'épargne dans le financement intérieur**

L'épargne est la partie du revenu courant qui n'est pas consacrée à des dépenses de consommation. Il est possible de classer l'épargne en fonction de sa nature : l'épargne financière comme un revenu courant mis de côté en vue d'une consommation future, et l'épargne non financière comme un logement, terrains etc. au niveau macro-économique, en comptabilité nationale, l'épargne est le solde du compte d'utilisation du revenu disponible (ou du compte d'utilisation du revenu disponible ajusté). Les variations de l'épargne privée (celle des ménages et des entreprises) et de l'épargne publique (celles des administrations) ont été fortes dans les pays de l'OCDE.<sup>105</sup>

L'épargne, est l'un des moyens satisfaisant l'accumulation de capital qui est une condition fondamentale du développement économique. Autrement dit, l'épargne équilibre l'investissement qui est nécessaire à la croissance économique. En fait, « la discussion sur la part qu'à l'épargne dans la formation du capital est presque aussi ancienne que l'économie scientifique. Les Physiocrates y faisaient déjà allusion et Smith l'a énergiquement formulée. Soutenue par l'autorité de Smith, elle a régné seule pendant un certain temps, et bien que plus tard elle ait été fortement ébranlée, elle a trouvé encore jusque dans ces derniers temps de notables des partisans » (Bohm Bawerk, 1929, p. 238). Après les Physiocrates, A. Smith avait

---

<sup>105</sup>

Voir Greenwald Douglas, 1987, p. 205, Beitone Alain et Cazorla Antoine, 2002, p. 189, Bernard Yves et Colli Jean-Claude, 1996, p. 638.



formulé la théorie de l'épargne en se basant sur la formation du capital : « la cause immédiate de l'augmentation du capital c'est l'économie et non industrie » (Smith A, 1843, p. 422). Les idées des économistes sont en général basées sur l'opinion d'Adam Smith. Selon certains économistes qui ont pris les idées d'A. Smith, l'épargne financière est considérée comme la source de capital : « L'homme qui, au lieu de consommer tout son revenu disponible, en réserve une part, se crée du capital, il épargne et c'est en ce sens que l'on peut dire que l'épargne est la source du capital » (Truchy H, 1936, p. 185). La nature de l'épargne est défini comme une abstention de consommer dans le présent en vue de l'avenir (Guranowski J, 1936, p. 97) « Dans son expression plus générale, l'épargne peut être définie comme l'opération par laquelle un individu donné n'emploie pas tout son revenu pour la satisfaction de ses besoins immédiats, mais en conserve une certaine partie pour l'avenir » (Graziadei, 1935, p. 139). Rist C., fait la distinction entre l'épargne-réservé et l'épargne-créatrice, en contestant l'idée que l'épargne financière était la source la plus importante de la formation du capital. Selon lui, toute épargne n'aboutit pas à la création du capital. Il est possible d'envisager l'épargne comme moyen de la formation du capital, si elle est créatrice (Rist C, 1921, p. 348).

Certains économistes qui ne sont pas sous l'influence des idées d'A. Smith, souligne également la différence entre l'épargne-financière et l'épargne-économique. Pareto V. fait la distinction entre la simple épargne et l'épargne-transformée en capitaux : « ...le blé qui se trouve dans un grenier, par exemple, est de l'épargne simple ; au moment où une partie de ce blé servira à nourrir les ouvriers qui travaillent la terre, (partie qui consommée de cette sorte, sera reconstituée au moment de la récolte) est de l'épargne-capital (c'est-à-dire épargne destinée à la formation du capital) ; la partie qui est employé à acheter les bœufs qui labourent la terre, ou la locomobile qui set à battre le blé, cessera d'exister sous forme d'épargne, et sera transformée en capital » (Pareto V., 1927).

L'épargne est considérée comme le sujet principal d'accumulation du capital dans la théorie classique, keynésienne et au théorie moderne.

## **2.1. L'épargne dans la théorie classique**

Selon Adam Smith, « Les capitaux augmentent par l'économie ; ils diminuent par la prodigalité et la mauvaise conduite.

Tout ce qu'une personne épargne sur son revenu, elle l'ajoute à son capital ; alors, ou elle l'emploie elle-même à entretenir un nombre additionnel de gens productifs, ou elle met quelque autre personne en état de le faire, en lui prêtant ce capital moyennant un intérêt, c'est à dire une part dans les profits. De même que le capital d'un individu ne peut s'augmenter que par le fonds que cet individu épargne sur son revenu annuel ou sur ses gains annuels, de même le capital d'une société, lequel n'est autre chose que celui de tous les individus qui la composent, ne peut s'augmenter que par la même voie. » (Jessua Claude, 1991, p. 156). Adam Smith montre ainsi le rapport entre l'épargne et le travail productif.

Selon la théorie classique, l'épargne est une abstinence volontaire de consommation qui est récompensée par une rémunération. Le plein emploi des facteurs de l'économie est assuré, et la répartition du revenu entre la consommation et l'épargne n'influe pas sur le volume du revenu. Une augmentation ou changement de la consommation marginale n'affecte que la façon dont est réparti le revenu et ne change pas le volume du revenu.

Dans cette théorie, comme le plein emploi faisait partie de l'ordre naturel des choses, et comme il se réalisait automatiquement s'il n'y a pas d'intervention extérieure, on n'a jamais considéré que l'épargne pourrait accroître le volume du revenu grâce aux investissements.<sup>106</sup> La loi de Say était à l'origine de supposition que l'offre crée sa propre demande. En d'autre terme, en créant un bien, l'on créait également un pouvoir d'achat suffisant pour en permettre l'acquisition. Cette description de l'équilibre conduit naturellement à un équilibre de plein emploi : les débouchés ne constituant pas une contrainte pour la production, l'équilibre global se fixe par défaut (et du fait de la concurrence entre les entrepreneurs) au plein emploi des facteurs (Ventelou Bruno, 1997, p. 88). De temps en temps un chômage très

---

<sup>106</sup> Pendant la Seconde Guerre mondiale, Lord Beveridge avait défini le plein emploi comme une situation où le taux de chômage est inférieur à 3 %. Cependant après guerre, dans la plupart des pays industriels occidentaux, le chômage est demeuré en moyenne, légèrement supérieur à 1,5 %. Il convient de dire d'une façon générale qu'un pays jouit du plein emploi si pratiquement tous ceux qui désirent un travail en ont un ou peuvent en trouver un sans grande difficulté.

important se manifestait mais, c'était un phénomène temporaire et il disparaissait toujours de lui-même au bout d'un ou deux ans (Steward Michael., 1969, p. 40).

## **2.2. L'épargne dans la théorie keynésienne**

Après la Deuxième Guerre mondiale, Keynes et ses disciples ont influencé les politiques économiques des pays. Keynes considérait trois aspects comme fondamentaux: l'existence d'une économie de production spécifiquement monétaire, le principe de la demande effective et le rôle causal de l'investissement. L'approche keynésienne considère l'emploi, le revenu, le niveau d'activité comme pas des données mais comme des variables. Elle demande qu'est ce qui détermine le volume de la production globale et de l'emploi, la distribution du revenu national entre la consommation globale et l'investissement global...etc (Samuelson A., 1990, p. 405).

### **2.2.1. La fonction d'épargne dans la théorie de Keynes**

Selon Keynes, l'épargne est la partie du revenu non consommée. La fonction d'épargne est la fonction du revenu (consommation). "Dans le tourbillon des acceptations divergentes, il est agréable de trouver un point fixe. Autant que nous sachions, personne ne conteste que l'épargne soit l'excès de revenu sur la dépense pour la consommation. Les seules hésitations possibles au sujet de la signification du mot épargne sont donc celles qui ont pour origine soit le sens du mot revenu, soit le sens du mot consommation" (Keynes, 1982, p. 81).

Dans la théorie Keynésienne, le volume de la consommation globale  $C$  effectué au cours d'une période dépend du montant du revenu globale réel disponible ( $Y$ ) dans la même période.

$$C = f(Y)$$

Dans cette approche il est possible de montrer la nature du lien causal (Samuelson Alain, 1990, pp. 417-418):

*Dans le concept statique* : la propension moyenne à consommer est le rapport de la variation de la consommation globale au revenu qui lui correspond :

$$PMC = \text{Consommation nationale/Revenu disponible} = C/Y$$

Il est donc la partie du revenu disponible consacrée à la consommation. Si l'on ne tient pas compte d'une consommation incompressible, PMC prend une valeur entre 0 et 1. pour une valeur égale à 1, à l'évidence tout le revenu est consommé.

Dans le concept dynamique : la propension marginale à consommer est le rapport de la variation de la consommation à la variation correspondante du revenu, soit :

$$pmc = \Delta C/\Delta Y$$

Dans l'hypothèse commode pour la représentation algébrique, où l'on considère que la croissance du revenu se réalise de manière continue par variations infinitésimales, pmc peut s'exprimer en termes différentiels comme la dérivée de C par rapport au revenu Y, soit :

$$Pmc = dC/dY = a$$

Nous pouvons montrer la fonction de l'épargne du Keynes (Samuelson Alain., 1990, pp. 417-418):

On pose  $S = Y - C$ , d'où il se déduit:

$$Y/Y = C/Y + S/Y = 1$$

La propension moyenne à épargner

$$S/Y \text{ ou } 1 - C/Y$$

La propension marginale à épargner:

$$S = \Delta S/\Delta Y \text{ ou } s = 1 - \Delta C/\Delta Y$$

Dans l'hypothèse de variations infiniment petites:

$$s = dS/dY$$

La valeur de ce rapport constitue également un complément à 1 par rapport à la propension marginale à consommer:

$$pmc + pmc = 1$$

en effet  $Y = C + S$ , d'où:

$$1 = \Delta C/\Delta Y + \Delta S/\Delta Y$$

### 2.2.2. La fonction de l'investissement

Selon Keynes, l'investissement est " l'adjonction nette aux équipements en capital de toute nature, après déduction des variations des valeurs des anciens équipements qui entrent dans le calcul du revenu net. L'investissement ainsi défini correspond à l'accroissement de l'équipement en capital" (Keynes J.M, 1982, p. 402). Selon lui, le volume d'investissement est déterminé par le taux d'intérêt réel négatif et la demande effective positive. La demande d'investissement est causale car elle détermine l'accroissement de richesse de la période ainsi que le revenu et l'emploi compatibles avec les décisions des entrepreneurs et celles des consommateurs. (Lavoie M, 1985, p.137). « L'épargne globale est en effet commandée par l'investissement global » (Keynes J.M, 1973, p.110). Keynes s'exprime la logique de sa théorie : "le montant de l'investissement courant dépend lui-même de ce que nous appellerons l'incitation à investir et nous verrons que l'incitation à investir dépend de la relation entre la courbe de l'efficacité marginale du capital et la gamme des taux d'intérêt afférents aux prêts d'échéance et de sécurité diverses" (Keynes J.M, 1982, p. 52).

Keynes, considère l'épargne et l'investissement comme deux termes identiques et plus souvent sont égaux. Cette égalité est parfois traduite comme la condition d'équilibre. Sinon, l'épargne et l'investissement pourraient diverger: « Il est tout aussi impossible à la communauté dans son ensemble d'épargner moins que le montant d'investissement courant, car une tentative de cet ordre fait nécessairement monter les revenus jusqu'à un niveau où les sommes que les individus décident d'épargner atteignent un montant exactement égal à celui de l'investissement » (Keynes J.M, 1973, p.84). Dans la notation de Keynes l'épargne totale montrée par S qui est égale à:

$$S = Y - C \text{ d'où:}$$

$Y = C + I$  par ailleurs  $I = Y - C$  donc

$I = S$

L'épargne est l'excès du revenu sur la dépense pour la consommation. C'est à dire, l'épargne est définie comme la différence entre le revenu et la consommation. L'investissement représente la partie du revenu de la période qui n'a pas été absorbée par la consommation. Donc en général, l'épargne est égale à l'investissement.<sup>107</sup>

Keynes détermine dans un pays et à un moment donnés le niveau de la consommation et le niveau de l'investissement. Il décompose le revenu national en ces deux éléments ; la consommation et l'investissement. C'est à dire en déterminant ces deux composantes il détermine également le revenu national.

### **2.3. L'épargne dans l'économie de la Turquie**

Dans une économie monétaire, quelque soit le système économique, l'équilibre symétrique du partage du revenu entre ses deux affectations, c'est à dire entre la consommation, l'épargne et de la répartition de la production entre biens de consommation et bien de production, ne peut se réaliser que de trois façons (Bernard Yves et Colli Jean-Claude, 1996, p. 638):

-ou bien par une heureuse convergence des comportements qui peut être favorisée par le maniement des instruments de la politique économique,

-ou bien par une prédétermination autoritaire par la taxation rigoureuse des prix,

-ou bien encore, dans une économie de marché par le glissement des prix (généralement dans le sens de la hausse) qui se combine toujours avec une modification des comportements.

---

<sup>107</sup> Cette démonstration arithmétique de Keynes dans la Théorie général publié en 1936, a été critiqué quand il s'agit d'application au monde réel: Ces deux quantités peuvent être loin de l'égalité, auquel cas, il y aura une différence entre ce que les gens veulent faire et ce qu'ils réussissent à faire... L'épargne effective sera toujours égale à l'investissement effectif si l'épargne souhaitée et l'investissement souhaité sont égaux entre eux. C'est à dire, si les sommes que les hommes d'affaires désirent investir sont égales à celles que les familles désirent épargner (Steward Michael, 1969, p. 89).

Pour A.Lewis, l'augmentation du taux d'épargne est l'essentiel élément du processus de développement. Le problème essentiel dans la théorie de la croissance économique, consiste à comprendre qu'il faut que le taux d'épargne dans le PIB passe de 4-5 % à 12-15 % ou plus pour amorcer le développement. Lewis ajoute la nécessité de l'accompagnement de tous les changements dans les attitudes, les institutions et les techniques qui accompagnent cette conversion (Lewis W. Arthur., 1971, p. 234). « La croissance économique rapide dans les nouveaux pays industrialisés d'Asie a souvent été associée à des taux d'épargne élevés (Balassa Bela et Williamson John., 1989, p. 17).<sup>108</sup>

Comme tous les pays émergents, la Turquie est caractérisée par l'insuffisance de sa capacité d'épargne. C'est le cas pour le secteur public autant que secteur privé. Nous allons aborder d'abord le niveau d'épargne dans le secteur privé.

**Tableau 60:** Part de l'épargne dans le PNB (en %).

Années	Epargnes	Années	Epargnes
1980	16,0	1992	21,6
1981	18,3	1993	22,7
1982	17,1	1994	23,1
1983	16,5	1995	22,1
1984	16,5	1996	19,9
1985	18,9	1997	21,3
1986	21,9	1998	22,7
1987	23,9	1999	21,2
1988	27,2	2000	18,2
1989	22,1	2001	17,5
1990	22,0	2002	19,2
1991	21,4	2003	19,3
1992	21,6	2004	20,2

**Source :** DPT, <http://ekutup.dpt.gov.tr/tg/index.asp?>

Selon le tableau 60, l'accroissement du volume d'épargne en Turquie, représente une difficulté car la part important du PNB est consacré à la consommation. La part de l'épargne en Turquie est inférieur par rapport aux pays de même catégorie (pour plus de détail voir Annexe I Tableau 1 et 2).

<sup>108</sup> La Corée du Sud avait un taux d'épargne relativement faible, doublé entre 1963-1973 et 1973-1985, dépassant les trois NPI d'Amérique latine.

### **2.3.1. L'épargne privée**

L'épargne privée est la fraction non consommée du revenu courant des individus et entreprises. Comme un individu peut réserver une partie de son revenu pour des causes différentes ; pour acheter une maison par exemple, une entreprise peut également épargner, généralement en conservant une partie de ses bénéfices au lieu de les distribuer aux actionnaires, afin de réinvestir l'argent dans l'entreprise. Il existe différents facteurs qui a l'influence sur le niveau de l'épargne :

- le montant épargné augmente en fonction de l'accroissement du revenu.

- l'épargne des consommateurs dépend aussi des anticipations relatives au revenu futur. En d'autre terme, plus le revenu que les individus s'attendent à recevoir à l'avenir est important, moins ils sont incités à épargner.

- plus le revenu futur anticipé est certain comme un revenu d'un emploi sur, moins les individus ont des motifs d'accumuler un fonds d'épargne.

- la mesure dans laquelle les biens sont désirés par rapport aux biens futurs et le soin avec lequel l'avenir est anticipé sont aussi des facteurs importants dans la détermination des habitudes d'épargne des individus.

- une hausse du taux d'interet réel incite les individus à reporter à plus tard leur demande de bien ou de services. C'est à dire, plus le taux d'intérêt est élevé sur les fonds investis, plus l'incitation à épargner est forte. Cependant selon Keynes, l'épargne et la consommation sont des fonctions du revenu et non du taux d'intérêt. Une hausse du taux d'interet favorise l'épargne placée au détriment de la thésaurisation mais n'augmente pas le volume global de l'épargne.

- la désinflation permet de moins épargner

Il est possible d'analyser certains facteurs pour montrer les causes de la faiblesse de l'épargne privée en Turquie.

#### **2.3.1.1. Le revenu national en Turquie**



Le niveau bas du revenu national par tête, cause les épargnes insuffisantes pour le financement du développement économique. Comme il est remarquable dans le tableau 61, le produit national par tête qui est de 1570 dollars en 1980, passe à 4172 dollars en 2004.

**Tableau 61:** PNB par tête en Turquie (1980-2004, au prix courants en dollars).

Années	PNB par tête en (\$)	Années	PNB par tête en (\$)
1980	1 570	1993	3 056
1981	1 598	1994	2 159
1982	1 412	1995	2 784
1983	1 299	1996	2 936
1984	1 238	1997	3 032
1985	1 356	1998	3 159
1986	1 487	1999	2 827
1987	1 668	2000	2 987
1988	1 693	2001	2 110
1989	1 979	2002	2 634
1990	2 712	2003	3 390
1991	2 657	2004	4 172
1992	2 752		

Source: DPT, <http://ekutup.dpt.gov.tr/tg/index.asp>?

Cependant, durant la période du 1980-2004, l'augmentation de la PNB se réalise sur plusieurs périodes qui ne sont pas indentiques. Après l'application des décisions du 24 janvier 1980, le redressement dans l'économie se présente comme une chute du revenu de 1 570 en 1980 à 1 238 dollars en 1984. La croissance du PNB par tête commence en 1985, continue jusqu'à 1994 et arrive au 3 056 dollars. C'est la crise financière en 1994 qui oblige le gouvernement pour prendre des mesures nécessaires en économie. Le 05 avril 1994 est marqué par une série des mesures faisaient la dévaluation de livre turc (TRY).<sup>109</sup> C'est la raison pour laquelle le PNB par tête descend de 3 056 dollars à 2 159 dollars. Le PNB reprend la croissance et ne continue jusqu'en 1999 sans pouvoir arriver au niveau qu'il avait en

<sup>109</sup>

“Nouvelle” livre turque (TRY) depuis le 1er janvier 2005. Au 27/06/2007 1 EUR = 1,7753 TRY, 1 USD = 1,3197 TRY.

1993. En 1999, la croissance est encore en rupture qui représente 2 827 dollars. Les mesures qui manquent l'influence causent encore une grande rupture dans la croissance économique en 2001. Economie turque rencontre la crise financière la plus touchante depuis 1980. La dévaluation de livre turque voit le jour et le PNB descend à 2 110 dollars. Un plan de redressement s'applique grâce au soutien des institutions financières internationales suivant la crise économique en Turquie. Chacun des années 2003, 2004 représentent une forte accroissement de PNB. En 2004 le PNB par tête arrive au niveau de 4 172 dollars.

Le tableau 62 donne la possibilité de comparer la Turquie avec d'autres pays. La Turquie ayant de 6439 dollars du PIB par habitant a un niveau moins élevé par rapport aux pays en voie de développements par exemple au Mexique dont le PIB représente 9 152 dollars par habitant. Par rapport aux nouveaux pays industrialisés par exemple au Corée du Sud qui représente le PIB de 15 055 dollar par habitant, la Turquie se trouve plus loin alors que dans les années 1960 tous les deux faisaient partie de même groupe de pays.

**Tableau 62:** Statistiques de base : Comparaisons internationales

<b>Population</b>	<b>Unité</b>	<b>Période de référence</b>	<b>Turquie</b>	<b>Hongrie</b>	<b>Corée du Sud</b>	<b>Mexique</b>	<b>Pologne</b>	<b>Portugal</b>	<b>Grèce</b>	<b>Rép. Slovaque</b>	<b>Zone Euro</b>
Total	Milliers	2000	67461	10024	47275	97379	38646	10008	10516(98)	5401	300595
<b>Produit intérieur brut (PIB)</b>											
A prix et taux de change courants	Milliards USD	2000	199.9	46.6	457.2	573.9	157.6	106.2	113.3	19.3	6036.1
Par habitant	USD	2000	2991	4649	9671	5903	4078	10614	10733	3568	19812
Aux prix et PPA courants	Milliards USD	2000	430.3	125.4	711.7	889.8	370.2	180.3	177.5	62.9	7395.5
Par hanbitant	USD	2000	6439	12507	15055	9152	9579	18022	16817	11643	24273
<b>Taux d'épargne brut</b>	% du PIB	2000	15.6	.....	32.1	20.6	20.9(99)	19.0	18.2	26.2(98)	....
<b>Ensemble des administrations publiques</b>								18.1	14.0	19.2	.....
Dépenses courantes en biens et services	% du PIB	2000	12.4	20.7	8.6	9.0	14.2	38.7	41.4	56.3(98)	.....
Empolis courants	% du PIB	2000	.....	.....	17.2(99)	17.7(99)	39.5(99)	38.6	43.9	53.8(98)	.....
<i>Ressources courantes</i>	<i>% du PIB</i>	<i>2000</i>	<i>.....</i>	<i>.....</i>	<i>26.3(99)</i>	<i>19.7(99)</i>	<i>41.4(99)</i>				

Source: OCDE, Turquie, volume 2004/15-Décembre 2004.

La Turquie représente un niveau plus faible encore par rapport à la zone européenne ayant le PIB de 24 273 dollars par habitant. Quand il s'agit de pays de derniers élargissement, l'écart se diminue; parmi les dix nouveaux pays adhérents, la Pologne qui est le pays le plus peuplé, a le PIB de 9 579 dollars alors que l'Hongrie en a 12 507 dollars par habitant. Cependant en Turquie, l'accroissement du PIB durant la période de 1980-2004 est considérable.

Nous voyons dans le tableau 63, les études faites sur la distribution de la revenu en Turquie. La population est divisée en cinq groupes en fonction de revenu.

**Tableau 63:** Revenu consommable selon les tranches en pourcentage.

%20 Tranches	Cumul %	1987		1994		2003		2005
		%	Cumul. %	%		Cumul %	%	%
Première %20	20	5.24	5.24	4.86	20	4.86	6.0	6,1
Deuxième %20	40	9.61	14.84	8.63	40	13.49	10.3	11,1
Troisième %20	60	14.06	28.91	12.61	60	26.10	14.5	15,8
Quatrième %20	80	21.15	50.06	19.03	80	45.13	20.9	22,6
Cinquième %20	100	49.94	100.00	54.88	100	100.00	48	44,4
<i>Coefficient de Gini</i>		0.43		0.49		0.42		0,38

Source: D.İ.E. [http://www.tuik.gov.tr/PreIstatistikTablo.do?istab\\_id=151](http://www.tuik.gov.tr/PreIstatistikTablo.do?istab_id=151) 10/09/2007

Durant la période de 1987-2005, la répartition du revenu national représente encore une situation non-équilibrée : les revenus de ceux qui sont impliqués dans la première tranche de la population, c'est à dire ceux qui ont un niveau de revenu le plus bas touchent 6,1 % du revenu national en 2005 tandis que ce pourcentage était 4,86 % en 1994 et 5,24 % en 1987. Il s'agit d'une augmentation dans les revenus de ce groupe de la population durant la période 1987-2005. Dans la même période, le cas est contraire pour ceux qui sont impliqués dans la cinquième tranche de la population, c'est à dire pour les plus riches : leurs parts sur le revenu national représentent 44,4 % en 2005, alors qu'elle était 49,94 % en 1987. Autrement dit la

répartition du revenu national commence à s'améliorer à partir de 1994 et continue durant les années 2000 alors qu'elle était détériorée pendant la période 1987-1994. Cependant la période 1994-2002 avait été marquée par un niveau plus élevé de l'inflation et du chômage et l'absence des politiques sociales qui ne permettaient pas à une telle amélioration dans la répartition du revenu national. Sahin prétend que cette situation contradictoire découle de la méthode utilisée ou bien de la relation affaiblie entre la répartition fonctionnelle et individuelle du revenu (Şahin Hüseyin, 2007, p. 582).

#### **2.3.1.2. Les investissements en Turquie**

Comme nous avons expliqué en première partie, le manque de capital dans le secteur privé a donné une place privilégiée à l'Etat. La création des entreprises étatiques étaient l'objectif principal de l'Etat au début de la république. C'est la cause principale de la présence majoritaire de l'Etat dans les investissements qui envisageaient davantage de soutenir le secteur privé dans les plans quinquennaux avant 1980: les investissements représentaient 14,1 % des PNB dans la période 1950-1960 dont 6,8 % appartenaient au secteur public alors que 7,3 % étaient du secteur privé (Şahin Hüseyin, 2007, p. 106).

**Tableau 64:** Investissements du secteur public et privé en Turquie (1980-1994, au prix courants en YTL).

Année	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
TOTAL (en mille YTL)	1 156	1 589	2 034	2 799	4 284	7 115	11 671	18 491	33 738	51 837	89 892	150 156	258 406	525 506	952 322
PUBLIC	462	723	869	1 213	1 777	3 236	5 222	7 480	11 451	17 346	27 684	47 585	81 295	143 977	192 052
PRIVE	694	865	1 165	1 586	2 507	3 879	6 449	11 011	22 286	34 490	62 208	102 571	177 111	381 529	760 270
PUBLIC / TOTAL	40,0	45,5	42,7	43,3	41,5	45,5	44,7	40,5	33,9	33,5	30,8	31,7	31,5	27,4	20,2
PRIVE / TOTAL	60,0	54,4	57,3	56,7	58,5	54,5	55,3	59,5	66,1	66,5	69,2	68,3	68,5	72,6	79,8
TOTAL / PNB	21,8	19,8	19,2	20,1	19,3	20,1	22,8	24,6	26,1	22,5	22,6	23,7	23,4	26,3	24,5
PUBLIC / PNB	8,7	9,0	8,2	8,7	8,0	9,2	10,2	10,0	8,9	7,5	7,0	7,5	7,4	7,2	4,9
PRIVE /PNB	13,1	10,8	11,0	11,4	11,3	11,0	12,6	14,7	17,3	15,0	15,7	16,2	16,0	19,1	19,6

Source: DPT. <http://ekutup.dpt.gov.tr/tg/index.asp?>

**Tableau 65:** Investissements du secteur public et privé en Turquie (1995-2004, au prix courants en YTL).

Années	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
TOTAL	1 882 225	3 757 812	7 728 372	13 022 212	17 328 839	28 573 893	33 470 391	47 482 293	57 423 184	78 781 743
PUBLIC	328 577	763 421	1 782 699	3 359 435	5 172 830	8 602 103	11 300 047	17 335 397	17 588 271	19 314 124
PRIVE	1 553 648	2 994 391	5 945 673	9 662 778	12 156 009	19 971 790	22 170 344	30 146 896	39 834 913	59 467 619
PUBLIC / TOTAL	17,5	20,3	23,1	25,8	29,9	30,1	33,8	36,5	30,6	24,6
PRIVE / TOTAL	82,5	79,7	76,9	74,2	70,1	69,9	66,2	63,5	69,4	75,4
TOTAL / PNB	24,0	25,1	26,3	24,3	22,1	22,8	19,0	17,3	16,1	18,4
PUBLIC / PNB	4,2	5,1	6,1	6,3	6,6	6,8	6,4	6,3	4,9	4,5
PRIVE /PNB	19,8	20,0	20,2	18,1	15,5	15,9	12,6	11,0	11,2	13,9

Source: DPT, <http://ekutup.dpt.gov.tr/tg/index.asp?>

Il est évident de souligner que l'accroissement de la part du secteur privé n'est pas durable, même après 1980. Comme il est visible dans les tableaux 64 et 65, l'investissement privé qui occupe 60,0 % des investissements en 1980, diminue à 54,4 % l'année suivante. Cependant, son niveau continue à diminuer jusqu'en 1988 et reogmente 59,5 % en 1987. C'est en 1988 où la part du secteur privé dépasse son niveau qui était en 1980, et arrive à 66,1 % des investissements totaux.

En 1995, les investissements privés arrivent à 82,5 % de l'ensemble qui est le plus haut niveau durant le 1980-2004. Cependant l'année 1995 est également marqué par la chute des investissements privés. Il s'agit d'une période de ralentissement dans l'investissement privé qui dure jusqu'à l'année suivante de la crise financière de 2001. En fonction des mesures prises dans l'économie, l'accroissement des investissements privés prend la reprise en 2003. En 2004 il arrive à 75,4 % des investissements totaux.

La part des investissements est de 21,8 % en 1980 dont le 8,7% est de secteur privé. Les années 1988 et 1993 dont les niveaux d'investissement sont 26,1% et 26,3%, sont remarquable même si la croissance d'investissement n'est pas régulière. La tendance décroissante des investissements continuent jusqu'à l'année 2004.

Les tableaux 66 et 67 montrent l'orientation des investissements: dans la période de 1980-2004 les investissements privés sont plutôt orientés vers les secteurs de construction et manufacturier. En 1994, c'est le secteur de construction qui absorbe plus de moitié des investissements privés. En ce qui concerne le secteur de transport et communication, il se présente en troisième rang parmi les secteurs.

Comme nous avons déjà constaté dans le tableau 63 en haut, que la distribution du revenu selon les tranches de la population montre une inégalité constante, nous voyons également que le cas n'est pas différent pour la canalisation de l'épargne dans les secteurs.



**Tableau 66:** Investissements privés par secteurs (1980-1993, au prix courants en YTL)

SECTEURS	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993
AGRICULTURE	7,4	10,8	11,2	11,4	10,1	7,7	5,7	5,7	4,4	3,0	3,6	3,2	3,1	3,3
MINE	0,5	0,6	0,6	1,1	1,1	1,2	1,1	1,3	1,3	1,3	1,1	1,1	1,0	0,9
MANUFACTURIER	30,0	34,1	33,6	32,9	32,9	31,9	31,8	25,2	21,4	19,6	26,2	25,3	24,3	23,6
ENERGIE	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,4	0,8	0,7	1,5	1,9	1,3	1,9	1,0	0,8
TRANSPORT	9,7	15,3	16,2	16,9	17,2	17,0	13,8	11,7	9,1	8,6	10,7	10,8	14,7	18,8
TOURISME	0,6	0,7	0,7	0,6	1,1	1,8	2,5	3,1	4,0	5,3	5,0	4,7	3,5	2,4
BATIMENT	44,7	30,1	29,5	29,2	30,0	32,3	37,0	45,7	52,6	54,1	46,0	46,4	45,9	44,5
EDUCATION	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,5	0,6	0,6	0,5	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8
SANTE	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,5	0,6	0,6	0,5	0,7	0,9	1,4	1,4	1,3
AUTRES SERVICES	6,3	7,4	7,2	7,0	6,7	6,7	6,1	5,4	4,8	4,8	4,4	4,3	4,4	3,7
TOTAL	100, 0	100, 0	100, 0	100, 0	100, 0	100, 0	100, 0	100, 0	100, 0	100, 0	100, 0	100, 0	100, 0	100,0

Source:DPT, <http://ekutup.dpt.gov.tr/tg/index.asp?>

**Tableau 67:** Investissements privés par secteurs (1994-2004, au prix courants en YTL)

SECTEURS	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
AGRICULTURE	2,6	4,1	4,7	4,3	4,8	2,9	3,3	2,1	2,1	2,7	3,3
MINE	1,2	1,1	1,1	1,1	1,4	1,6	1,1	1,6	1,8	2,2	1,9
MANUFACTURIER	23,8	26,2	26,1	22,9	23,4	23,8	26,5	24,8	35,6	39,5	43,1
ENERGIE	0,9	0,8	2,9	6,4	5,3	4,5	3,9	9,8	4,5	3,1	1,8
TRANSPORT	11,5	16,4	17,4	21,6	20,7	20,0	27,9	23,6	18,4	16,9	20,3
TOURISME	2,3	2,4	2,3	2,5	3,7	5,5	4,9	6,3	6,9	8,6	7,2
BATIMENT	51,5	43,0	38,7	33,4	32,0	31,8	22,2	19,6	17,1	14,5	11,8
EDUCATION	0,8	0,7	1,1	1,1	0,9	1,7	1,9	1,9	1,5	1,6	1,4
SANTE	1,5	1,2	1,8	2,9	3,6	3,3	3,7	4,0	4,0	4,0	3,9
AUTRES SERICES	4,0	4,1	4,0	3,8	4,2	4,9	4,7	6,4	8,1	6,9	5,3
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

**Source:** DPT, <http://ekutup.dpt.gov.tr/tg/index.asp>

### **2.3.1.3. La situation monétaire**

En Turquie, il existe toujours un déséquilibre entre l'accroissement de l'offre monétaire et l'accroissement du revenu national. Dans les années précédant 1980, l'accroissement du volume de l'émission monétaire était la cause principale de l'accroissement des prix. C'était le financement des investissements par la voie d'inflation qui avait fait accélérer la hausse des prix. Comme le tableau 68 le montre, le volume de l'émission représentait 6,7 % du PIB en 1970. En 1980, l'inflation avait monté à plus de 100 %, c'est la raison pour laquelle les décisions du 24 janvier avaient visé l'inflation comme premier objectif à dépasser. Dans les années 1980, le volume d'émission de la monnaie commence à diminuer: il enregistre 2,9 % du PIB en 1995. Cependant, les réserves de la monnaie commencent à augmenter qu'à partir de 1995.

Comme nous l'avons expliqué dans la première partie, la période qui survient après 1980 en Turquie ne connaissait pas d'investissements comme il pouvait se voir dans les années 1970. Cependant, l'émission monétaire a été considérée comme la source principale des investissements dans l'infrastructure.

**Tableau 68:** Evolution des indicateurs monétaires (% dans le PNB)

Indicateurs	Années					
	1970	1980	1990	1995	2000	2005
Volume d'émission	6,7	5,3	3,5	2,9	3,0	4,0
Monnaie en réserve	–	–	0,0	4,4	4,7	6,7
M1	16,8	13,9	7,9	4,9	5,4	8,7
M2	21,2	17,4	18,0	16,0	24,8	31,5
-Monnaie en circulation	5,8	4,1	2,8	2,4	2,5	3,8
-Monnaie de banque	15,4	13,3	15,2	13,6	22,2	27,8
M2Y	0,0	0,0	23,5	30,7	44,6	47,2
Crédits de BCT	7,7	12,4	1,9	2,6	0,4	0,0
-Publics	3,8	7,3	1,1	2,5	0,0	0,0
-Privés	3,8	5,1	0,8	0,2	0,4	0,0
Crédits des banques de dépôt	17,8	14,9	16,4	17,1	21,0	24,8
Crédits des b. D'investissement	7,2	3,3	1,3	1,1	1,4	1,2
Volume de crédit net	28,9	25,5	18,8	20,7	22,4	26,0
Comptes de devise	0,0	0,0	5,5	16,0	20,2	16,4
Dépôt total en TL	17,3	14,2	16,6	14,2	24,4	30,0
Dépôt d'épargne	12,0	6,5	8,8	14,2	12,7	18,0
-Dépôt	8,2	3,5	1,3	0,7	0,7	1,7
-Dépôt à terme	3,8	3,0	7,5	8,1	13,5	16,2
-Dépôt commercial	3,4	5,5	3,7	2,6	4,6	6,5
-Autres dépôts à la BCT	1,9	2,2	4,1	2,9	5,5	5,6
<b>Dépôt total (TL+devise)</b>	17,3	14,2	21,1	30,2	44,6	46,5

Source: Karluk Ridvan, 2007, p. 335.

M1: Pièces+billets+comptes courants

M2: M1+dépôts à terme

M3: M2+dépôts du secteur public + autres dépôts à la Banque centrale

La part de l'émission monétaire dans le bilan de la Banque centrale de Turquie, représente 40-50 % dans la première partie des années 1970, 13 % en 1988 et 17,1 % en 1989 (Parasız İlker, 1998, p.228). En revanche, la décroissance dans l'émission monétaire ne signifie pas que la Banque centrale n'avait pas financé les

investissements par crédits. La part des crédits nets dans le PNB diminue jusqu'à 18,8 % en 1995 et réaugmente à 26 % en 2006.

Dans la période du 1971-1974, 70 % du financement des actifs intérieurs dans le bilan de la Banque centrale était fait par l'émission monétaire. La part de ce financement était décroissante dans les années suivantes, et 15 % en 1988, cependant, à partir de l'année 1989 elle était devenue croissante (Parasız İlker, 1998, p.230).

### **2.3.2. L'épargne publique**

La croissance économique peut être continuée en cas de l'entreprise des investissements et ces derniers sont dépendants d'un soutien à certains moyens comme l'épargne.<sup>110</sup> En d'autres termes, le taux d'épargne détermine l'efficacité et la durée du processus de développement. Au fur et à mesure que le taux d'épargne est plus élevé, les objectifs du développement se réalisent plus vite et avec succès. Rostow prétend que pendant la période de démarrage, le taux de l'investissement et de l'épargne réels doit passer de 5 % du revenu national à 10 % ou plus pour qu'il y ait des investissements sociaux pour créer les conditions techniques préalables au démarrage de l'économie (Rostow W.W., 1960, p. 20). L'épargne permet de la formation du capital dans une économie. Cependant, le niveau de l'épargne dépend du revenu qui est plus élevé dans les pays industrialisés par rapport aux pays en voie de développement. Ceci montre que l'épargne peut se réaliser par la réunion de deux conditions; la hausse du revenu individuel et la consommation réduite.

La différence du niveau de revenu national par tête d'un pays à l'autre constitue l'essentiel des politiques pour augmenter la propension à épargner. Les pays ayant un niveau de revenu élevé ont la facilité pour appliquer des politiques amenant la population à coopérer volontairement à la formation du capital alors que les pays ayant un niveau de revenu moins élevé n'a de choix que la réduction de consommation. Comme la distribution de la richesse n'était pas équitable dans le

---

<sup>110</sup> Lewis analyse séparément les forces qui déterminent l'épargne et celles qui déterminent l'investissement. C'est à dire, comme l'épargne n'est pas toujours investie, une partie de l'investissement peut être financée par la détrésaurisation ou la création de monnaie (Lewis A. W, 1971, p. 223)

monde, le revenu individuel est très faible. Il est encore plus difficile de réduire la consommation en faveur de l'épargne si les masses populaires vivent à la limite du minimum de subsistance.

### **2.3.2.1. L'impôt**

L'évolution du concept classique des activités socio-économiques de l'Etat donne un rôle important aux impôts dans le financement des investissements de l'Etat. L'impôt était considéré dans le concept classique comme un moyen pour financer les dépenses courantes de l'Etat. Il assure certains services comme l'éducation nationale, la santé publique, la sécurité etc. Ainsi l'impôt s'explique de façon générale comme la contrepartie de ces services publics. De ce point de vue, l'objectif classique de l'imposition est "d'assurer la balance de budget que l'on a besoin, c'est-à-dire d'avoir le revenu nécessaire pour le financement des services publics (Sandford G.T., 1978, p. 80). Depuis cet objectif, la définition de l'impôt a introduit de nouveaux aspects socio-économiques. Selon Adolph Wagner, un autre objectif de l'imposition avec celui du financement qui était principal, est la justice dans le partage de revenu. C'est est un objectif socio-politique dont le système de marché a besoin. La définition commune de l'impôt n'exite pas, cependant les autres la déterminent par certaines caractères (Wagner Adolph, 1909-13). F. Neumark, définit l'impôt comme "un transfert des valeurs économiques des individus, sous ses puissances politiques, sans contrepartie vers l'Etat souverain ou bien ses désignés" (Neumark F, 1948). L'impôt peut être appliqué afin de limiter l'utilisation d'une ressource financière et aussi pour réduire la capacité de consommation (Turvey Ralph, 1958, p. 87)

L'impôt est considéré dans les économies développées comme un moyen d'intervention sur la demande nationale, la balance des paiements etc., plutôt qu'une ressource pour les dépenses publiques (Akdoğan Abdurrahman, 1997, p. 105). Comme d'autres moyens, l'imposition permet l'utilisation optimale des ressources financières pour éviter l'inflation et le déficit budgétaire. Par ce biais, il peut être considéré comme un moyen d'encouragement et de protection. Autrement dit, en tant

que moyen politique et social, l'impôt peut d'une part limiter la consommation de certains biens, et d'autre part encourager la production nationale en réduisant l'importation (Sandford G.T, 1978, pp. 80-81).

### **2.3.2.2. L'évolution du système fiscal en Turquie**

L'application de l'impôt existe de certaines façons dans la tradition d'Etat turc même si le passage à la démocratie avait eu lieu plus tard par rapport aux pays occidentaux. Durant la période de l'Empire ottoman, l'imposition se faisait selon les critères religieux et traditionnels, et s'appliquait différemment en fonction de la région du pays. La principale source du système fiscal de l'Empire était un système basé sur les terres publiques appelées "timar".<sup>111</sup>

En 1804, la souveraineté du sultan du point de vue de l'impôt, a été limitée en faveur des gouverneurs régionaux. Par contre, les décisions de ce traité n'ont jamais été respectées. En 1839, le sultan avait limité lui-même sa souveraineté en renonçant à certains de ses droits sur l'imposition. Dans les années 1856 à 1875, le sultan avait accepté d'établir un système fiscal. Cependant, tous ces changements restaient modestes. Entre les années 1876 et 1878, le sultan avait partagé son pouvoir d'imposition avec le premier parlement (Küçükkelay A.Mesud, 1999, p. 55). Par ailleurs, l'Empire ottoman s'affaiblissait de plus en plus du point de vue de sa souveraineté économique à cause des capitulations et des dettes extérieures dont le garant était le revenu public.<sup>112</sup> En 1881, l'Empire avait fait une déclaration de moratoire (Muharrem Kararnamesi) en expliquant qu'il n'a pas la possibilité de rembourser ses dettes extérieures, ainsi une nouvelle institution a été créée, (Duyunu

---

<sup>111</sup> Le timar est le nom donné à une unité économico-administrative comprenant un ou plusieurs villages, voire de petites villes. Le timar est une unité indivisible. Selon la loi ottomane, il ne peut être ni divisé, ni agrandi par concentration d'autres timars (Barkan O. Lutfi, 1943, tome1).

<sup>112</sup>

Les capitulations sont accordées pour la première fois par Soliman Le Magnifique à François Ier en 1535. Ces capitulations ne permettaient aux marchands français qu'organiser leur commerce en toute sécurité et elles ne donnaient lieu à aucun privilège notable en ce qui concerne aussi bien les droits de douane que les prohibitions d'exportation existants jusqu'à cette date (Masson Paul, 1896, Introduction). Les marchands anglais ont obtenu les mêmes privilèges en 1579 et les Hollandais en 1612. A chaque avènement d'un nouveau souverain ottoman, l'ensemble de ces capitulations ont été renouvelées et leurs stipulations concernant le commerce ont subi des modifications plus ou moins notables (Gürsel Seyfettin, 1987, p. 149).

Umumiye İdaresi) qui remplace le ministère de l'économie et qui s'occupe des revenus de l'Empire (Gürsel Seyfettin, 1999, p.395).<sup>113</sup> Une commission dirigée par les représentants anglais, français et italiens a été également créée pour gérer le reste des revenus comme certains impôts. C'est ainsi que l'Empire ottoman a perdu sa souveraineté économique.

En 1923, la République turque a repris sa souveraineté économique avec la signature du traité de Loussen. Il est possible de dire que le droit fiscal a vu le jour avec la création de la République.

#### **2.3.2.2.1. La nature du système fiscal turc**

Le système économique de l'Empire ottoman s'appuyait sur trois structures héritées, qui étaient celle des anciennes civilisations anatoliennes, celle des traditions de l'Asie centrale et celle de l'économie de l'Islam (Tabakoğlu Ahmet, 1999, p. 17). Tous ces caractères avaient eu une influence sur l'imposition de l'Empire. En ce qui concerne le système économique de la République turque, le système est tout nouveau malgré quelques difficultés persistantes du système de l'Empire. Le système fiscal a été remplacé par les lois fiscales européennes. C'est la raison pour laquelle l'origine du droit fiscal turc n'est pas nationale. La grande majorité des lois fiscales de l'Europe de l'Est, notamment celle de l'Allemagne a été adoptée. Cependant, les lois ont été changées au cours du temps pour être adaptées à la vie socio-économique (Öncel Mualla, Kumrulu Ahmet, 2001, p. 10). Dans l'histoire de République de la Turquie, la plus importante réforme de l'impôt a été réalisée dans les années 1949 et 1950<sup>114</sup>.

- le code de l'impôt sur le revenu (CIR)
- le code de l'impôt sur les sociétés (CIS)
- le code des procédures fiscales (CPF) sont acceptés.

Les classifications des différentes catégories d'impôts sont nombreuses ; donc en Turquie existent différents codes particuliers pour chaque impôt. Car, le système

---

<sup>113</sup>

MD,T.109,Doc.1er Juillet 1878, p. 87, Brochure de 1924, Quelques précisions sur l'Administration de la Dette Publique Ottomane.,

<sup>114</sup> Gelir Vergisi Kanunu (GVK), Kurumlar Vergisi Kanunu (KVK), Vergi Usul Kanunu (VUK).



fiscal turc a ses particularités en fonction de l'évolution économique et sociale de la structure du pays. Ce système turc qui est dans un processus d'évolution ne représente pas toutes les exigences d'un système fiscal parfait. En 1980, le système fiscal turc était mis en cause par des raisons d'inégalité, d'inefficacité etc. C'est la raison pour laquelle les décisions du 24 janvier 1980 avaient obligé à prendre des mesures permettant d'augmenter les ressources financières de l'Etat. Certains changements concernant le système fiscal turc ont été appliqués:

- la simplification du système fiscal,
- l'application des impôts dans l'égalité,
- l'efficacité sur certains métiers imposables,
- la réorganisation sur les taux de certains impôts,
- la réduction des impôts sur la production etc.

Ces objectifs ont eu du succès; le début des années 1980 en Turquie était marqué par la part de l'impôt aussi élevé que dans les pays de l'OCDE. Par contre, ils ont été réétudiés dans les années 1983 et 1984: en particulier l'impôt sur le revenu a été changé. Le TVA et l'impôt sur la consommation de carburant ont été inclus dans le système fiscal turc en 1984.

Il s'agissait aussi de certaines réductions sur l'impôt comme celle du taux sur le revenu qui a diminué de 36% à 30. L'introduction des crédits de l'étranger a été libérée en supprimant les fonds appliqués afin de favoriser les investissements étrangers.

Dans les années 1990, le système fiscal a été mis en cause et certains changements sur les taux des impôts ont été poursuivis. Le système fiscal turc s'appuie de plus en plus sur les impôts indirects. La part du TVA dans les revenus fiscaux était de 12 % en 1998, et a augmenté jusqu'à 14 % en 2000.

Le système fiscal turc s'est fondé sur un système déclaratif. Les contribuables souscrivent des déclarations reconnues comme sincères et complètes. Différents types d'impôts sont appliqués pour les contribuables. Donc les codes particuliers sont appliqués pour chaque bénéficiaire et revenu. Les personnes physiques et les personnes

morales n'ont pas le même statut du point de vue de l'imposition. Par exemple, à l'imposition des revenus, aux personnes physiques s'applique le code de l'impôt sur le revenu ; aux personnes morales s'applique le code de l'impôt sur les sociétés.

On peut classer les systèmes de l'imposition (Öncel Mualla, Kumrulu Ahmet., 2001, p. 227):

- I- L'imposition des revenus
  - 1- L'impôt sur le revenu
  - 2- L'impôt sur les sociétés
- II- L'imposition du capital et du patrimoine
  - 3- Les taxes foncières
  - 4- Les taxes successions et les taxes mutations
- III- L'imposition sur les dépenses
  - 5- La taxe sur la valeur ajoutée
  - 6- La taxe sur l'opération des banques et des sociétés d'assurance
  - 7- La taxe sur le droit d'enregistrement
- IV- La taxe spécifique sur la consommation

Le code accepte le taux progressif pour les bénéfices et les rentes des personnes physiques. Le taux progressif s'échelonne de 15% à 35% en fonction de la tranche d'imposition. Cependant le taux unique s'applique à partir d'un certain montant du bénéfice. En 2006, le tarif d'impôt est défini comme ci-dessous, par la loi sur l'impôt sur le revenu ( Loi 5479, Article 103).<sup>115</sup>

Jusqu'à 7.000 YTL	: 15 %
18.000 YTL dont pour 7.000 YTL	1.050 livres, pour le reste : 20 %
40.000 YTL dont pour 18.000 YTL	3.250 livres, pour le reste : 27 %
Plus de 40.000 YTL dont pour 40.000 YTL	9.190 livres, pour le reste : 35 %

Ce sont des tarifs d'impôts imposés qui s'appliquent à la fois aux revenus de salaire et aux revenus en dehors du salaire.

#### **2.3.2.2.2. Le revenu fiscal comme une ressource financière**

<sup>115</sup> Gelir İdaresi Başkanlığı <http://www.gib.gov.tr/index.php?id=1028> 14/09/2007

Les revenus fiscaux sont en général, les ressources les plus importantes pour le financement des activités. Les autres moyens de financement du budget comme l'inflation, la dette extérieure etc., causent des difficultés importantes aux pays émergents, comme la Turquie. C'est la raison pour laquelle les revenus fiscaux deviennent des ressources privilégiées. Ils représentent une part importante dans les économies telle que la Turquie dont la part des impôts dans le PNB et le PIB sont présentées ci-dessous.

Le tableau 69 montre le poids de l'impôt qui enregistre une chute pendant la période allant de 1980 à 1984: il a diminué jusqu'à 10,8 % en 1984. Il commence à augmenter à partir de 1985 et son niveau arrive à 22,3 % en 2001. Le poids de l'impôt représente en moyenne 15,3 % sur la période 1980-2005.

**Tableau 69:** Part des revenus fiscaux (1) dans la PNB et PIB durant la période 1968-2005

	<b>Revenus d'impôt (1)</b>	<b>PIB (2)</b>	Poid d'impôt	<b>PNB (2)</b>	Poid d'impôt
Années	YTL	YTL	(%)	YTL	(%)
	1	2	½	3	1/3
1980	749.849,4	5.230.617,5	14,3	5.303.010,2	14,1
1981	1.190.203,8	7.901.027,1	15,1	8.022.745,3	14,8
1982	1.522.329,2	10.492.186,4	14,5	10.611.859,2	14,3
1983	1.934.491,9	13.905.812,7	13,9	13.933.008,1	13,9
1984	2.372.211,1	21.997.145,5	10,8	22.167.739,9	10,7
1985	3.829.117,0	35.095.480,8	10,9	35.350.318,4	10,8
1986	5.972.033,9	51.079.323,8	11,7	51.184.759,3	11,7
1987	9.051.003,1	74.721.925,2	12,1	75.019.388,0	12,1
1988	14.231.761,2	129.224.504,6	11,0	129.175.103,7	11,0
1989	25.550.319,8	227.324.008,1	11,2	230.369.937,1	11,1
1990	45.399.534,3	393.060.170,5	11,6	397.177.547,4	11,4
1991	78.642.770,2	630.116.960,5	12,5	634.392.841,1	12,4
1992	141.602.093,8	1.093.368.044,8	13,0	1.103.604.908,9	12,8
1993	264.272.936,4	1.981.867.095,5	13,3	1.997.322.597,4	13,2
1994	534.888.082,4	3.868.429.189,0	13,8	3.887.902.916,5	13,8
1994	587.760.247,7	3.868.429.189,0	15,2	3.887.902.916,5	15,1
1995	1.084.350.504,0	7.762.456.071,3	14,0	7.854.887.166,7	13,8
1996	2.244.093.829,9	14.772.110.189,0	15,2	14.978.067.283,0	15,0
1997	4.745.484.021,0	28.835.883.135,0	16,5	29.393.262.147,0	16,1
1998	9.228.596.187,3	52.224.945.129,0	17,7	53.518.331.580,0	17,2
1999	14.802.279.916,3	77.415.272.000,0	19,1	78.282.966.809,0	18,9
2000	26.503.698.413,3	124.583.458.276,0	21,3	125.596.128.755,0	21,1
2001	39.735.928.149,7	178.412.438.499,0	22,3	176.483.953.021,0	22,5
2002	59.631.867.852,1	277.574.057.483,0	21,5	275.032.365.953,0	21,7

2003	84.316.168.755,7	359.762.925.944,0	23,4	356.680.888.222,0	23,6
2004	101.038.904.000,0	430.511.476.968,0	23,5	428.932.343.026,0	23,6
2005	119.250.807.000,0	487.202.362.279,0	24,5	486.401.032.274,0	24,5

Source :GİB [http://www.gib.gov.tr/fileadmin/user\\_upload/VI/GBG/Tablo\\_4.xls.htm](http://www.gib.gov.tr/fileadmin/user_upload/VI/GBG/Tablo_4.xls.htm)

Cependant, le système fiscal doit introduire l'indépendance vis-à-vis des institutions et des personnes, l'égalité et l'efficacité dans toutes les activités de l'économie.

**Tableau 70:** Evolution des impôts directs et indirects (1980-2005).

	Revenus d'impôt		Impôts directs (1)		Impôts indirects (2)	
Années	(1000 TL)	(%)	(1000 TL)	(%)	(1000 TL)	(%)
1980	749.849.431	100	470.770.957	63	279.078.474	27
1981	1.190.203.802	100	708.894.229	60	481.309.573	40
1982	1.304.865.756	100	777.105.470	60	527.760.286	40
1983	1.934.491.872	100	1.107.961.517	57	826.530.355	43
1984	2.372.211.072	100	1.356.231.375	57	1.015.979.697	43
1985	3.829.116.958	100	1.795.733.830	47	2.033.383.128	53
1986	5.972.033.930	100	3.106.014.912	52	2.866.019.018	48
1987	9.051.003.125	100	4.492.169.973	50	4.558.833.152	50
1988	14.231.761.223	100	7.065.885.861	50	7.165.875.362	50
1989	25.550.319.857	100	13.644.960.836	53	11.905.359.021	47
1990	45.399.534.298	100	23.656.790.314	52	21.742.743.984	48
1991	78.642.770.254	100	41.093.677.371	52	37.549.092.883	48
1992	141.602.093.850	100	71.392.139.056	50	70.209.954.794	50
1993	264.272.936.382	100	128.324.179.797	49	135.948.756.585	51
1994	587.760.247.715	100	283.733.274.009	48	304.026.973.706	52
1995	1.084.350.504.039	100	441.787.096.000	41	642.563.408.039	59
1996	2.244.093.829.920	100	884.067.428.115	39	1.360.026.401.805	61

1997	4.745.484.020.950	10 0	1.931.968.730.255	41	2.813.515.290.695	59
1998	9.228.596.187.270	10 0	4.302.829.162.253	47	4.925.767.025.017	53
1999	14.802.279.916.274	10 0	6.715.637.982.320	45	8.086.641.933.954	55
2000	26.503.698.413.260	10 0	10.849.961.708.33 0	41	15.653.736.704.93 0	59
2001	39.735.928.149.700	10 0	16.058.048.860.09 0	40	23.677.879.289.61 0	60
2002	59.631.867.852.060	10 0	20.060.524.607.61 0	34	39.571.343.244.45 0	66
2003	84.316.168.755.700	10 0	27.780.137.575.95 0	33	56.536.031.179.75 0	67
2004	101.038.904.000.00 0	10 0	31.147.157.000.00 0	31	69.891.747.000.00 0	69
2005	119.250.807.000.00 0	10 0	36.589.582.000.00 0	31	82.661.225.000.00 0	69

Source : GIB.[http://www.gib.gov.tr/fileadmin/user\\_upload/VI/GBG/Tablo\\_3.xls.htm](http://www.gib.gov.tr/fileadmin/user_upload/VI/GBG/Tablo_3.xls.htm)

L'analyse de l'évolution des impôts directs et indirects dans le tableau 70 montre que le système fiscal en Turquie n'introduit pas l'égalité: les impôts indirects représentent à peu près 70 % des revenus fiscaux en 2005 tandis qu'ils représentaient 29 % en 1980. Quand on prend en considération aussi des fonds sur certaines activités il s'agit d'une augmentation considérable des poids des impôts indirects durant la période 1980-2005<sup>116</sup>. Comme l'impôt sur la consommation de carburant, les impôts indirects facilitent l'encaissement dans un court terme et ainsi ils représentent une sorte de motivation pour les gouvernements. En revanche, les impôts sur la consommation rendent le système fiscal responsable de l'approfondissement des inégalités dans les pays où la distribution des revenus est inéquitable.

En général, le système fiscal turc n'assure pas de recettes importantes par rapport aux autres pays de l'OCDE. Comme il est visible dans le tableau 71, le taux d'impôts en Turquie est moins élevé que celui d'autres pays de l'OCDE.

<sup>116</sup> La part des impôts indirects dans les revenus fiscaux représente entre 25-35 % dans les pays de l'UE.

**Tableau 71:** Part des revenus fiscaux dans la PIB aux prix courants (Pays OCDE)

Pays	2003	Pays	2003
Suède	50,6	Angleterre	35,6
Danemark	48,3	Allemagne	35,5
Belgique	45,4	Nouvelle Zélande	34,9
Finland	44,8	Espagne	34,9
Norvège	43,4	Pologne	34,2
France	43,4	Canada	33,8
Autriche	43,1	Turquie	32,8
Itali	43,1	Autriche	31,6
Luxembourg	41,3	Slovaquie	31,1
Island	39,8	Irlande	29,7
Pays-bas	38,8	Suisse	29,5
Hongrie	38,5	Etats-Unis	25,6
République Tchèque	37,7	Corée du Sud	25,3
Portugal	37,1	Japon	25,3
Grèce	35,7		

**Source:** OCDE, 2005. <http://www.gib.gov.tr/fileadmin/HTML/VI/OECD/Tablo%201.xls.htm>

Une autre raison de la faiblesse du revenu fiscal en Turquie, l'inefficacité de l'encaissement. Dans les dernières années, une amélioration est visible, cependant, lorsqu'on observe la période de 25 ans avant, ce n'est pas le cas d'un système fiscal bien appliqué.

### **2.3.2.2. L'épargne forcée (l'inflation)**

L'inflation est d'une façon générale, une hausse des prix régulière et soutenue. L'inflation est "un phénomène général d'ajustement, par voie monétaire, des tensions s'exerçant dans un ensemble socio-économique et caractérisé par la hausse du niveau général des prix et la dépréciation de la monnaie"(Bernar Yves, Colli Jean-Claude., 1996, p. 816). Autrement dit, "il s'agit d'un processus inflationniste à l'intérieur duquel les prix augmentent sans que le gouvernement intervienne et ait recours au contrôle des prix ou à une technique similaire" (Friedman Milton., 1976, p. 117).

Au fur et à mesure que l'augmentation des prix des biens est plus élevée par rapport aux salaires nominaux, la demande des consommateurs diminue. C'est-à-dire l'inflation débouche et ceci l'épargne réelle (forcée) des consommateurs augmente.

Comme il est souligné dans les définitions, l'indication plus marquante et la plus connue de l'inflation est la hausse généralisée des prix qui mesurent le rapport entre la valeur intrinsèque du bien ou service et la valeur de l'unité. Cependant, la hausse des prix sans inflation existe aussi, quand il s'agit d'une hausse subite et de faible durée, qui n'affecte pas durablement les anticipations. L'inflation est un processus qui est:

- accompagné toujours de la hausse des prix et des coûts,
- généralement lié à une distorsion entre les flux monétaires (masse monétaire disponible) et les flux réels (biens et services disponibles),
- souvent lié à un déséquilibre entre la demande et l'offre.

Selon l'idée largement admise, l'inflation est un phénomène inévitable dans un pays qui cherche à accélérer son développement. Cependant, Friedman conteste cette idée en s'appuyant sur les expériences de certains pays et prétend que :

- l'inflation est toujours et partout un phénomène monétaire,
- l'inflation n'est pas inévitable en période de développement. L'idée selon laquelle, un pays qui cherche à accélérer son développement exerce une forte pression sur les ressources disponibles, confond les grandeurs physiques et les grandeurs monétaires. Parce que tout dépend de la manière dont sont acquises les ressources réelles qui sont employées au cours du développement. Elle n'a pas de lien spécial avec la pression exercée sur les ressources réelles. Elle tient cependant davantage aux institutions et aux politiques monétaires.

-dans des conditions normales, l'inflation peut difficilement promouvoir le développement et, même si c'est le cas, ce n'est peut être qu'une panacée provisoire.

-en tant qu'impôt sur les encaissements, l'inflation peut être le moindre mal dans certaines circonstances, mais elle a de toutes les façons, des répercussions très facheuses (Friedman Milton, 1976, p. 148).

En Turquie, on mesure l'inflation par l'intermédiaire de deux indices: l'indice des prix à la consommation (TÜFE) est construit par la pondération d'un panier de biens qui sont définis par la consommation des différents biens (de consommation) par les agents. L'indice des prix de détail (TEFE) est construit par la même voie que TÜFE, mais la différence d'une part, on prend des prix de détail au lieu des prix à la consommation et d'autre part on ajoute les services comme la santé, le transport etc., dans le panier.<sup>117</sup> Ces indices permettent d'apprécier la variation du coût de la vie pour les consommateurs, et donc la valeur de la monnaie dans ses aspects les plus concrets pour les citoyens. Les indices TÜFE et TEFE se calculent par différentes institutions en Turquie cependant les calculs de l'Institut Statistique de l'Etat (DİE) et se la Chambre de Commerce d'Istanbul sont utilisés le plus souvent. Cependant ce sont les données de DİE qui sont utilisées plutôt que les autres.

Quand il s'agit de calculer un indice qui permet de mesurer l'évolution du niveau général des prix, en utilisant les pondérations de la date de référence, on peut utiliser la formule suivante (l'indice de Laspeyres):<sup>118</sup>

$$\Delta P_L = \frac{\sum p_1 q_0}{\sum p_0 q_0},$$

Dans la formulation :

$p_0$  et  $p_1$  désignent les prix de l'année 0 et 1,

$q_0$  et  $q_1$  les quantités consommées l'année 0 et 1.

<sup>117</sup> La variation en pourcentage de ces indices sur une période donnée est appelée le taux d'inflation: si le prix moyen du « panier » est passé de 100 à 102, l'inflation est de  $(102-100)/100 = 2/100 = 2\%$ .

<sup>118</sup> Pour le calcul de l'indice, il existe aussi d'autres formulations : celle de Paasch permet de le faire en prenant la pondération de la date courante (l'indice de Paasch)

$$\Delta P_P = \frac{\sum p_1 q_1}{\sum p_0 q_1},$$

La formulation de Fisher représente la moyenne géométrique d'un indice de Laspeyres et Paasch. Cet indice est théoriquement supérieur aux indices de Laspeyres et de Paasch.

$$\Delta F_L = \sqrt{\Delta P_L \cdot \Delta P_P}$$



En Turquie les TÜFE et TEFE publiés par le DİE et la Chambre de commerce d'Istanbul sont des indices de Laspeyres.

Les études sur le processus de développement des pays montrent qu'il existe différents types d'inflation.

#### **2.3.2.2.1. Les principales formes d'inflation vues dans l'économie turque**

Les déséquilibres économiques se manifestent différemment et c'est la raison pour laquelle sa nature différencie les types d'inflation. Il s'agit des caractères variés de l'inflation selon le rythme, le contexte, la modalité etc. En ce qui concerne les formes de l'inflation vues en Turquie il s'agit d'une évolution qui représente certaines formes en fonction de la période:

*-l'inflation rampante (creeping inflation):* elle signifie une situation durable mais de hausse modérée du niveau général des prix. La dérive des prix ne dépasse pas le rythme de 3 % à 4 % par an. Celle-ci n'accompagne aucun bouleversement économique mais cause une lente et progressive dépréciation monétaire. Lorsque la dérive des prix n'est pas supérieure à 2 % elle est considérée comme étant une situation de stabilité. Les premières années de la République turque ont connu ce genre d'inflation : l'indice de TÜFE représente 2 %, et celui de TEFE représente 4,8 % en 1939. Cependant, la dérive des prix dépasse le rythme de l'inflation qui représente les indices 3,6% (TÜFE), et -4,1 % (TEFE) en 1945. En 1950 le niveau d'inflation est au-dessous de zéro, -44 %, -10 % en 1950 ce qui signifie un cas de stagnation dans l'économie.

*-l'inflation ouverte (open inflation):* il s'agit de la hausse des prix de l'ordre de 5 à 10 % ( voir 20 %) qui annonce tous les symptômes correspondants et l'apparition des conséquences sur les structures économiques. La période entre 1955-1977 peut être définie par ce genre d'inflation. Depuis les années 1930, elle suit une trajectoire au-dessous de 5 % d'augmentation, suit une hausse arrivant jusqu'à 20 % d'augmentation sur cette période. En 1955, elle enregistre les indices de 12 % (TÜFE) et de 7,6 % (TEFE). Sauf quelques années d'exception pendant lesquelles elle continue au-dessous de 20 %. En 1976, elle représente son dernier niveau

inférieur à 20 % : Les indices (TÜFE) montrent 16,4 %, et ceux de (TEFE) présentent 15,6 %.

*-l'inflation galopante ou hyperinflation:* en général, elle désigne les périodes de taux d'inflation à deux chiffres. Elle s'accompagne d'un taux élevé de hausse des prix de plus de 20 %. Cette forme d'inflation déclare l'équilibre menacé et laisse entrevoir le signe d'une crise économique. C'était le cas dans les pays occidentaux et la Turquie dans les années 1970.<sup>119</sup> A partir de 1977, l'inflation en Turquie se présente en deux chiffres voir trois chiffres durant certaines périodes de crise : elle passe de 28 % (TÜFE), 24,1 % (TEFE) en 1977 à 115,6 en 1980. Après les mesures prises par les décisions du 24 janvier 1980, elle descend à 21,9 % en 1982, puis elle continue à augmenter dans les années 1990.

Gendarme parle de l'inflation propre aux pays sous-développés, il la distingue en quatre groupes:

-l'inflation structurelle liée aux mouvements géographiques de la population;

-l'inflation institutionnelle ayant pour cause la faiblesse de l'Etat;

-l'inflation importée, conséquence de la dépendance à l'égard du commerce extérieur;

-l'inflation imposée résultant de l'aide étrangère accordée soit en fonction des ressources existantes, soit en fonction de la situation stratégique du pays (Gendarme René., 1973, p. 425).

#### **2.3.2.2.2. Les indices de l'inflation**

Le changement de pourcentage sur les indices de prix et les déflateurs montre le niveau de l'inflation. Ces notions peuvent représenter des différents caractères en fonction de l'économie concernée. C'est la raison pour laquelle nous allons déterminer ces notions dans le contexte de l'économie turque.

---

<sup>119</sup>

Il est possible également de parler de l'inflation de prospérité, l'inflation de pénurie, l'inflation continue, l'inflation importée etc.

De manière générale, un déflateur est un instrument permettant de corriger une grandeur économique des effets de l'inflation. Quand on calcule le déflateur du PIB, on corrige le (PIB) des effets de l'inflation. C'est-à-dire qu'il s'agit de mesurer le prix actuel de tous les biens et services de produits dans une économie, par rapport à une année de référence.<sup>120</sup> La hausse du déflateur de PIB montre l'augmentation de l'inflation. La Turquie a enregistré l'indice de PIB le plus élevé parmi les pays de l'OCDE sur la période 1992-2005: la croissance moyenne annuelle du déflateur de PIB en Turquie a enregistré 53,5 %<sup>121</sup>.

L'inflation peut être mesurée par le biais d'un indice pour lequel on observe un panier pondéré de biens représentatifs de l'ensemble des biens consommés sur une période basée. Ces biens sont répartis parmi les différents secteurs d'activités de l'économie. Le poids de certains groupes de biens de consommation dans l'indice basée sur l'année 1994, a été changé suite à la variation en 2005. Le poids des produits de l'alimentation et boissons sans alcool est par exemple 28,47 % depuis 2005, alors qu'il était de 31,09 % auparavant.

**Tableau 72:** Effet des groupes principaux de consommation sur le changement de l'indice général (2003=100)

Groupes principaux de consommation	Poids des groupes de consommation	Changement par rapport au mois précédent	Effet des groupes de consommation sur le changement
TURQUIE	100,00	0,02	0,02
Alimentation et boissons sans alcool	28,47	1,69	0,49

<sup>120</sup> Déflateur du PIB=(PIB nominal/PIB réel)100

PIB nominal = valeur des biens et services mesurés à prix courants.

PIB réel = valeur des biens et services mesurés à prix constants (en prenant les prix d'une année de référence)

<sup>121</sup> <http://arsiv.sabah.com.tr/2007/04/03/eko99.html>

Tabac et boissons alcoolisés	5,06	0,00	0,00
Habillement et chaussures	7,86	-7,13	-0,56
Maison	16,62	0,70	0,12
Ménage	7,22	-0,04	0,00
Santé	2,66	0,13	0,00
Transport	11,60	-0,10	-0,01
Communication	4,41	-2,92	-0,13
Loisirs	3,16	0,57	0,02
Education	2,15	0,26	0,01
Restaurants&Hôtels	6,40	0,71	0,05
Divers biens et services	4,39	0,66	0,03

**Source:** DPT, <http://ekutup.dpt.gov.tr/tg/index.asp?yayin=teg&yil=0&ay=0> 12/09/2007

### 2.3.2.2.3. L'évolution de l'inflation en Turquie

Les politiques d'industrialisation des années 1970 ont influencé l'évolution de l'inflation et c'est ainsi que la Turquie a connu un taux supérieur à 10 %. Dans un cadre d'économie fermée à l'extérieur, la hausse des prix de pétrole, le déficit du commerce extérieur etc., étaient des facteurs provoquant l'augmentation de l'inflation. La fin de la période 1978-1980 qui est marquée par une crise financière profonde amène la Turquie à une étape de retournement. Les décisions du 24 janvier 1980, envisageaient une ouverture économique dans un long délai, en installant de nouvelles politiques d'industrialisation permettant de battre la haute inflation.

Comme l'indique le tableau 72, l'inflation suit une chute dans le cadre de la croissance économique sur la période 1981-1987. Le niveau de l'inflation représente 115,6% (TÜFE) et 107,2 % (TEFE) en 1980 et diminue durant les trois premières années suivant les mesures prises le 24 janvier 1980. L'expansion de l'exportation dans cette période avait permis un recul considérable de l'inflation. En 1984, la hausse de l'inflation à 48,4 % (TÜFE) et à 52 % (TEFE), puis sa chute l'année suivante qui continue jusqu'à 1988 montre qu'elle est maîtrisable sur la période 1981-1987.

Dans la première partie nous avons expliqué que la période après 1980 est marqué par les investissements infrastructurels. La politique essentielle des investissements publics consistaient à créer le climat permettant d'investir dans le secteur privé. Dans les années 1986 et 1987 les investissements publics augmentent considérablement: il enregistrent 11.671 millions YTL en 1986, et 18.491 YTL en

1987 (voir les tableaux 63 et 64). Ils favorisent aussi la croissance du secteur agricole sur la même période. C'est ainsi que l'inflation commence à augmenter à partir de 1988: les indices représentent 73,7 % (TÜFE) et 70,5 % (TEFE).

L'année 1989 est une date de retournement pour l'économie turque parce qu'il s'agit de restructuration du système financier. Les politiques d'Etat attirent les ressources financières du secteur privé pour financer le déficit budgétaire de l'économie, et c'est pour cela que le niveau de l'inflation sur la période 1989-1993 commence à diminuer sauf l'année 1992.

La deuxième moitié des années 1990, signifie le changement dans le financement de l'économie qui provoque la hausse de l'inflation. Il passe de 66,1% (Tüfe), de 58,4 % (Tefe) en 1993, à 106,3 % (Tüfe), et à 120,6 % (Tefe) en 1994. Une courte période qui commence par le déficit de commerce extérieur en 1993, puis continue par l'épuisement des réserves des devises et la fuite des capitaux à court terme, se termine par une crise financière en 1994.

**Tableau 73:** Evolution des indices des prix à la consommation (TÜFE) et des prix de détail (TEFE), les déflateurs des prix de PNB et de PIB en fonction des années.

ANNEES	TÜFE Indice des prix à la consommation	TEFE Indice des prix au détail	PNB déflateur de prix	PIB déflateur de prix
1939	2.0	4.8	1.8	1.8
1940	9.6	22.7	22.5	22.5
1945	3.6	-54.1	-3.4	-3.4
1950	-4.4	-10.2	-2.1	-2.1
1955	12.2	7.6	11.3	11.3
1960	5.2	5.4	3.3	3.9
1965	5.8	8.1	4.3	4.2
1970	8.1	6.7	8.5	8.5
1975	19.8	10.1	21.2	21.2
1980	115.6	107.2	89.6	89.6
1981	33.9	36.8	44.3	44.3
1982	21.9	25.2	28.3	28.3
1983	31.4	30.6	26.0	26.0
1984	48.4	52.0	48.5	48.5
1985	45.0	40.0	52.9	52.9
1986	34.6	26.7	35.6	35.6
1987	38.9	39.0	33.5	33.5
1988	73.7	70.5	69.7	69.7

1989	63.3	63.9	75.5	75.5
1990	60.3	52.3	57.6	58.3
1991	63.8	55.4	59.2	58.8
1992	72.3	62.1	63.5	63.7
1993	66.1	58.4	67.4	67.8
1994	106.3	120.6	107.3	107.1
1995	93.6	88.5	81.9	81.4

**Source:** DİE – İstatistik Gostergeler (1923-1995), 2 OCAK 2001

Généralement, il est possible de dire que l'inflation a eu une influence négative sur le développement économique de Turquie sur la période après 1980. A partir de 1983, même si elle était contrôlable jusqu'à 1988, elle a donné à l'économie un caractère instable à long terme. Le recul dans les salaires réels, également dans la demande domestique, la hausse dans les coûts des crédits ont empêché l'expansion des capacités productives.

#### **2.3.2.2.4. L'effet négatif de l'inflation sur la croissance économique**

Le niveau plus élevé de l'inflation était considéré comme la principale cause de l'instabilité économique depuis 1980 voire depuis les années 1970. Selon les critères de l'équilibre macro-économique, la Turquie a connu ce climat instable depuis 1978 qui prend de plus en plus d'ampleur depuis 1988 (Kazgan Gülten., 2006, p.259). Le niveau de la croissance économique représente un taux supérieur à celui de l'inflation jusqu'à la fin des années 1960 alors que durant la période suivante elle devient un obstacle. "En période d'inflation rapide, l'épargne tend à diminuer parce que la propension à consommer augmente dans toute la société considérée. Les investissements des sociétés diminuent tandis que les trésoreries des entreprises gonflent" (Gendarme René., 1973, p. 431). De la même manière que l'instabilité économique causée par l'inflation influence les investissements de façon négative, elle engendre une croissance moins élevée dans le cas de la Turquie.

La croissance PNB ralentit au fur et mesure que l'inflation augmente et décourage les investisseurs à cause des incertitudes pour l'avenir. Le tableau 74 et le

schéma 75 montrent cette relation entre l'inflation et la croissance du PNB en Turquie.

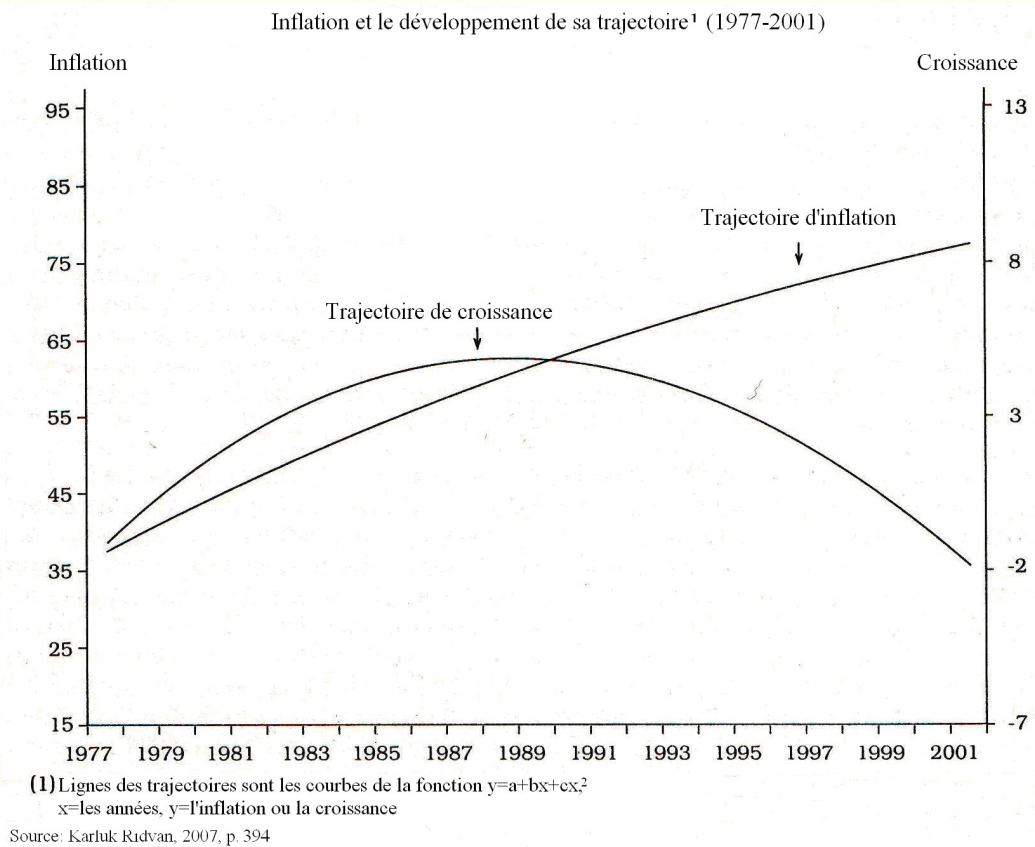
**Tableau 74:** Croissance du PIB et inflation en Turquie

	1970-1979	1980-1989	1990-2001
<b>CROISSANCE DU PIB</b>			
-Moyenne	4,8	4,0	3,2
-Ecart-type	3,2	3,5	5,9
<b>Prix de consommation (TUFE)</b>			
-Moyenne	24,1	49,6	74,8
-Ecart-type	15,7	26,7	21,9

Source: TCMB, [www.tcmb.gov.tr/yeni/evds/konusma/tur/2002/ODTU.pps#262,5Slayts](http://www.tcmb.gov.tr/yeni/evds/konusma/tur/2002/ODTU.pps#262,5Slayts)

Comme indique le tableau l'écart-type qui était 3,2 % sur la période 1970-1979 augmente à 5,9 % dans la période 1990-2001. Il représente ainsi l'instabilité de la croissance économique.

## Schéma 75: Evolution de l'inflation et de la croissance économique (1977-2001)



Dans le cas de la Turquie, la stabilité des prix devient l'une des conditions de la croissance économique. Comme il est visible dans le schéma ci-dessus, la Turquie enregistre 4,8 % de la croissance et 24 % de l'inflation sur la période 1970-1979. En revanche, la croissance économique recule à 3,2 % quand l'inflation était de 75 % sur la période 1990-2001 (Karluk Ridvan, 2007, p. 394).

En fait, la cause principale de l'inflation est l'instabilité économique et politique en Turquie. Les décisions du 24 janvier 1980 envisageaient des politiques monétaristes alors que les politiques appliquées les années suivantes étaient keynesiennes (Parasiz Ilker, 1998, p. 293).

“En période inflationniste, on remarque que la propension à importer augmente beaucoup plus rapidement qu'en période de stabilité monétaire et que la



demande de produits de luxe augmente très rapidement, malgré les droits prohibitifs perçus sur ces articles” (Lambert Denis, 1959, p. 51).

### **3. Le financement intérieur par des marchés des capitaux**

Les marchés de capitaux sont essentiels pour le financement des investissements surtout dans une économie où les investisseurs ne possèdent pas de fonds disponibles alors que les prêteurs en ont la disponibilité. Ils assurent ou rencontrent des moyens financiers entre l’offre et la demande dans une structure financière déterminée. Les marchés des capitaux sont donc les moyens de regroupement des petites épargnes et l’allocation de ces mêmes épargnes aux entrepreneurs. Autrement dit, ils encouragent le développement en mobilisant les ressources de financement inemployées vers les investissements. Cette mobilisation exige d’avoir deux conditions: il faut d’une part que les épargnes s’accumulent suffisamment, et d’autre part que cette accumulation se mobilise vers les investissements.

La capacité d’épargne dans une économie a un double effet : créatif et limitatif. Selon les économistes classiques, l’accumulation du capital est la fonction du taux d’intérêt parce que la hausse du taux d’intérêt favorise la tendance de l’épargne et ceci augmente les capitaux pour les investissements.

Cependant, les néoclassiques expliquent qu’il existe des effets qui neutralisent le taux d’intérêt sur l’accumulation du capital. Car la baisse du taux d’intérêt cause la mobilisation des épargnes vers la consommation.

#### **3.1. La nécessité du marché des capitaux**

Avant 1980, l’industrialisation était financée par des intermédiaires des banques commerciales ou des banques d’investissement. Les décisions du 24 janvier 1980 envisageaient d’établir un système d’économie de marché. C’est pour cela que l’existence d’un marché des capitaux avait été vue comme l’une des conditions pour le développement économique et le financement de l’industrialisation à long terme.

Après 1980, les politiques sont marquées par une moindre intervention de l'Etat, et l'encouragement du secteur privé. Selon les décisions du 24 janvier 1980, l'importance du marché des capitaux découlait de:

-la nécessité de transformation des fonds disponibles vers les investisseurs.

-l'encouragement du secteur privé qui est le demandeur des fonds pour les investissements.

-l'objectif de privatisation des entreprises étatiques et l'encouragement des investissements étrangers.

En 1981, les activités sur le marché des capitaux ont été régularisées. Toutefois, ses frontières sont encore ambiguës (Karan Baha M et Karacabey Argün A, 2003, p. 40).

La loi du marché des capitaux (Sermaye Piyasasi Kanunu Article 1) précise que l'objectif du marché des capitaux consiste "à assurer la participation efficace et en grande quantité des épargnes au processus de développement par intermédiaire des investissements sur les instruments financiers, à organiser et contrôler le fonctionnement en régularité et efficacité du marché des capitaux et les intérêts des prêteurs". Le fonctionnement du marché de capitaux nécessite la création d'une institution qui organise l'achat et la vente des moyens financiers, qui fait le contrôle du système et qui diffuse les informations nécessaires. De ce point de vue, SPK (Organisme de marché des capitaux) peut être considéré comme équivalent du SEC (Securities and Exchange Commission) qui est l'organisme de réglementation et de contrôle des marchés financiers aux Etats-Unis<sup>122</sup>. La responsabilité de SPK consiste à :

-organiser l'offre des moyens financiers, déterminer et contrôler les conditions de vente. Selon la décision 32 en 1989, toutes les limites sur les investissements étrangers ont été supprimées et ceci a donné un visage assez libéral au marché de capitaux en Turquie.

La libéralisation de mouvements des capitaux était l'un des moyens importants permettant de l'intégration de l'économie turque aux marchés

---

<sup>122</sup> Commission des titres financiers et des bourses aux Etats-Unis.

internationaux<sup>123</sup>. Cette libéralisation avait pour deux objectifs: elle envisageait d'abord de profiter des fonds internationaux qui cherchent des marchés disponibles pour l'investissement dans les années 1980, puis de récupérer les fonds domestiques qui sont auparavant quittés le pays pour divers raisons. Le résultat le plus significatif de ces objectifs avait été vue sur l'évolution des dettes extérieures de la Turquie: la part de la dette extérieur avait augmenté dans l'ensemble de l'endettement suivant les encouragements des capitaux étrangers.

À la suite de la mise en application de la décision du 11 août 1989 (la décision du Conseil des Ministres) les activités et autorisations ont été confiées à SPK (Etablissement des marchés de capitaux). Ces activités et autorisations concernaient:

-le recours du crédit d'extérieur pour les personnes et organisations demeurant en Turquie,

-l'offre ou la suspension de l'émission des moyens financiers.

-le contrôle des institutions intermédiaires financières ayant des activités sur le marché des capitaux.

-la coordination avec les autres institutions du marchés des capitaux<sup>124</sup>.

-l'autorisation aux comptes bancaires en devises pour les banques turques,

-l'achat et la vente des valeurs mobilières cotées à la Bourse des valeurs mobilières d'Istanbul (İMKB) et le droit de transfert à l'étranger des revenus gagnés en Turquie par les habitants hors du pays, par intermédiaire des banques. Le cas contraire était également valable pour les habitants dans le pays.

En fait, cette libéralisation avait eu deux effets sur l'évolution de l'économie: En premier lieu, la réorganisation des marchés de capitaux dans les années 1980 a favorisé les entrées des mouvements de capitaux dans les années 1990. La part de capitaux entrés par les non habitants en Turquie était de 3,8 % du PNB dans la

---

<sup>123</sup> Turk Parasının Kıymetini Koruma Hakkında 32 Sayılı Karar, Resmi Gazete tarihi 11 Ağustos 1989. [http://www.iab.gov.tr/docs/mev/mev\\_kar1.pdf](http://www.iab.gov.tr/docs/mev/mev_kar1.pdf) 09/07/2007

<sup>124</sup> SPK (Etablissement des marchés de capitaux) est membre de l'organisation internationale des Instituts des valeurs mobilières (OSCO).

période 1990-1993, contre 6 % du taux de croissance. Les flux financiers venant de l'étranger représentent 4,8 % du PNB contre 7,8 % de la croissance dans la période de 1995-1997 (Boratav Korkut, 2001, p.5). Cependant, elle avait d'abord motivé les mouvements des capitaux à court terme. Ainsi l'économie avait été élargie par le soutien des capitaux à court terme dans les années 1990. Elle représentait environ 68 % de mouvement de capitaux étrangers vers la fin des années 1990 (Ongun Tuba, 2001, p. 346).

En deuxième lieu, cette libéralisation avait permis la fuite des capitaux dans les années 1994, 1999, 2000 et 2001 en causant ainsi le redressement de l'économie pendant cette période.

L'évolution du marché des capitaux montre que les établissements ou les institutions intermédiaires financières n'avaient pas eu assez d'expérience comme les pays développés. C'est la raison pour laquelle le marché des capitaux ne joue pas un rôle important dans le financement des entreprises. Parmi les difficultés qui paralysent l'efficacité des marchés de capitaux en Turquie nous pouvons citer:

- le processus de développement en cours qui ne permet pas encore d'accumulation des capitaux suffisants pour le financement des entreprises,

- le financement du déficit public limite la disponibilité des moyens financiers pour les entreprises. De façon générale, 85% ou 90% des fonds existants dans les marchés financent le déficit public (SPK, 2001, p. 93) .

- l'impossibilité du droit d'émission dans le marché au public pour 99,8 % des entreprises qui sont des PME.

### **3.1.1. La détermination du système financier turc sur le marché des capitaux**

Comme dans les pays en voie de développement la Turquie a toujours besoin des ressources financières afin d'assurer l'équilibre général de l'économie. Le fonctionnement du système financier turc montre que le partage du revenu entre les consommations et les investissements n'est pas équitable. C'est à dire que l'épargne

ne suffit pas au financement des investissements. En 1983, la consommation totale est de 83,4 % du revenu national, alors que la part de l'investissement total était de 20,9 %. Ceci peut être traduit comme un déficit extérieur de 4,1 % du revenu national. C'est pour cela que les ressources extérieures ont toujours une place inévitable pour le financement du déficit public.

Les tableaux 76-a) et 76-b) montrent le partage des revenus entre les consommations et les investissements dans l'équilibre général de l'économie. Les données dans le tableau montre que:

-les ressources financières dans l'économie turque durant la période de 1996-2000 ne rémunèrent pas les investissements. De plus, le revenu consommable est réduit alors que la dépense publique était augmenté. La part de l'épargne dans le revenu consommable n'est pas considérable. C'est seulement en 1997 que l'excédent de revenu consommable est présent. À l'exception de là, les revenus ne sont pas suffisants pour financer les investissements. Par ailleurs, l'augmentation des dépenses courantes aggrave le besoin du capital. Le manque des ressources extérieures est donc inévitable pour le développement économique.

- l'épargne privée est considérable par rapport à l'épargne publique. C'est à cause de cette dernière que le besoin de ressources extérieures est inévitable.

-le financement des investissements par les ressources extérieurs provoque l'écart entre la consommation et l'épargne publique.

**Tableau 76 a):** Equilibre de l'économie générale (1988-1997) (aux prix courants)

Milliard YTL	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Revenu public consommable	17,4	17,6	18,5	16,6	16,1	14,0	9,6	9,5	8,1	11,6
-Consommation publique	8,6	11,3	14,0	15,9	17,5	18,7	10,6	9,6	9,8	10,7
-Epargne publique (E)	8,8	6,3	4,6	0,7	-1,4	-4,7	-1,1	-0,1	1,7	-0,8
-Investissement publique (I)	10,7	9,9	12,0	10,5	9,3	9,4	3,6	3,8	5,3	6,3
-Ecart (E-I)	-2,1	-3,6	-7,4	-9,8	-10,7	-14,1	-4,7	-3,9	-7,0	-5,5
Revenu privé consommable	82,6	82,4	81,5	83,4	83,9	86,0	90,04	90,5	91,9	88,5
-Consommation privée	65,0	65,4	62,5	61,7	60,8	61,9	66,2	68,4	70,4	68,0
-Epargne privée (E)	17,5	17,0	19,0	21,7	23,0	24,1	24,1	22,2	21,6	20,5
-Investissement privé (I)	13,2	12,2	14,0	11,7	13,2	14,2	17,9	21,5	19,3	18,8
-Ecart (E-I)	4,3	4,7	5,0	10,1	9,9	9,9	6,2	0,7	2,2	1,7
Investissement total (I)	23,9	22,1	26,0	22,2	24,4	23,6	21,6	25,3	24,6	25,1
Epargne totale (E)	26,3	23,3	23,6	22,4	21,6	19,4	23,0	22,1	19,8	21,3
Ecart (E-I)	-2,3	-1,2	2,4	-0,2	0,8	4,2	-1,5	3,2	4,8	3,8

Source: Kepenek Yakup, Yenturk Nurhan., 2007, p. 569.

**Tableau 76 b):** Equilibre de l'économie générale (1998-2003) (aux prix courants)

Milliard YTL	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Revenu public consommable	9,2	6,6	7,2	3,3	6,5	7,0
-Consommation publique	11,1	12,4	12,1	13,2	12,4	12,0
-Epargne publique (E)	-1,9	-5,7	-4,9	-9,9	-5,9	-5,0
-Investissement publique (I)	6,8	6,8	7,7	5,1	6,1	4,4
-Ecart (E-I)	-8,7	-12,5	-12,6	-15,0	-12,0	-9,4
Revenu privé consommable	90,8	93,4	92,8	96,7	93,5	93,0
-Consommation privée	66,3	67,0	67,6	68,6	65,8	66,0
-Epargne privée (E)	24,6	26,4	25,2	28,1	27,7	27,0
-Investissement privé (I)	16,9	17,2	18,5	10,5	14,3	18,3
-Ecart (E-I)	7,6	9,2	6,7	17,6	13,3	8,7
Investissement total (I)	23,7	24,0	26,2	15,6	20,4	22,6
Epargne totale (E)						
Ecart (E-I)	1,1	3,3	6,0	-2,6	-1,3	0,6

Source: Kepenek Yakup, Yentürk Nurhan., 2007, p. 570.

-les ressources financières ont favorisé le secteur public à court terme au lieu du secteur privé et l'industrialisation à long terme, contrairement à l'objectif initial du marché des capitaux.

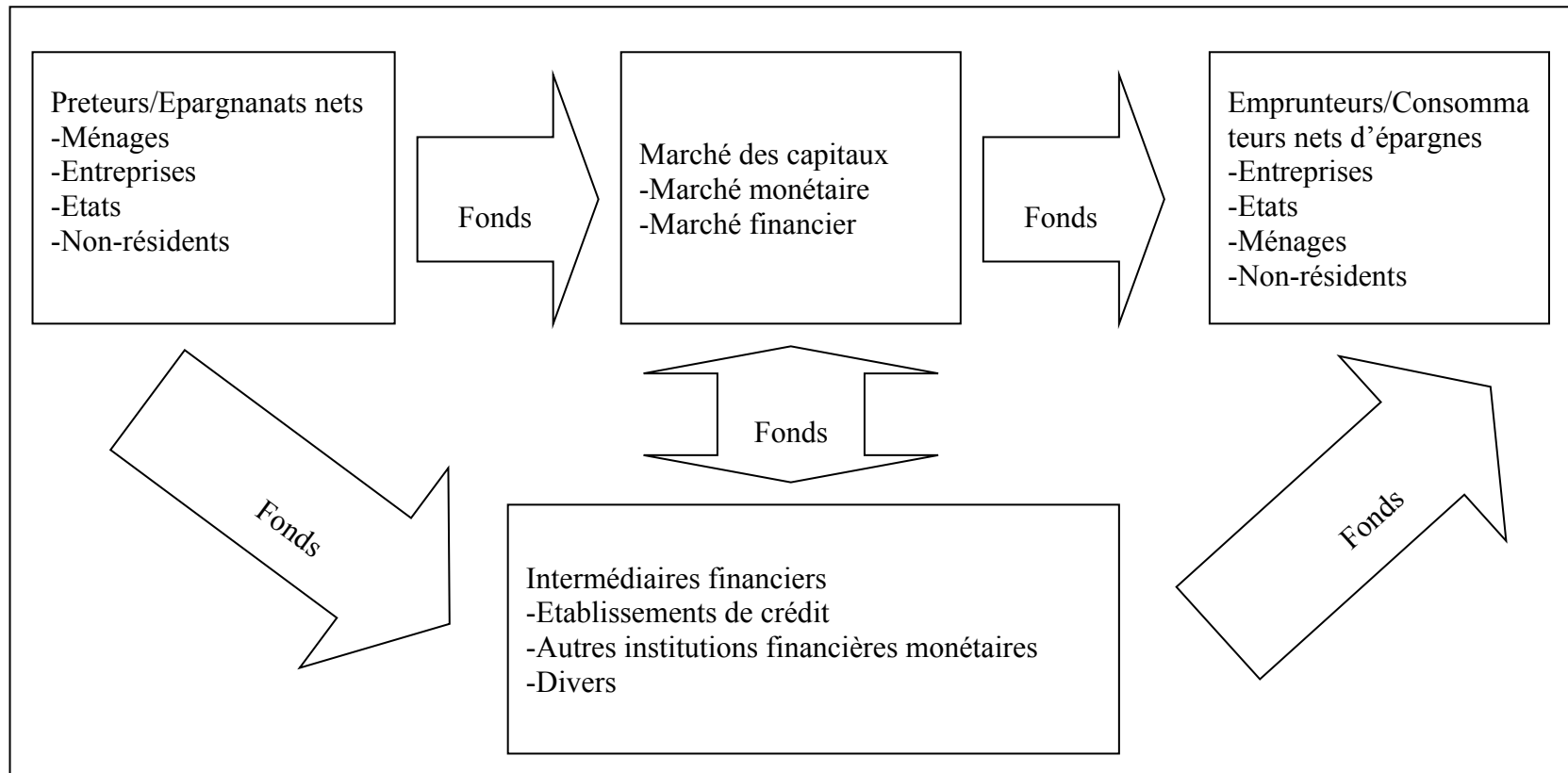
Le marché des capitaux qui n'avait pas été efficace dans le financement sur la période 1980-1986, de façon générale n'a pas été utile pour le secteur privé et l'industrie. L'Etat a utilisé environ de 85% de la disponibilité annuelle de marché des capitaux dans la période 1990-2000 (Akmüt Özdemir, 2001 p. 234).

### **3.1.2. La place du marché des capitaux turques dans le système financier**

Les caractéristiques générales des marchés des capitaux sont identiques dans tous les systèmes financiers mais ils fonctionnent différemment selon la structure de l'économie. Cela signifie que le fonctionnement du marché des capitaux n'est pas le même dans un pays industrialisé et dans un pays en voie de développement. En ce qui concerne le cas de la Turquie, il est possible de montrer comme ci-dessous



**Schéma 77:** Fonctions des systèmes financiers



**Source:** Gaudron Pascal, Lecarpentier-Moyal Sylvie., 2006, p. 250

Comme il est montré dans le schéma 77, le marché de capitaux est intégré dans le système financier et se trouve dans une interrelation avec les autres composantes du système.

Les marchés des capitaux peuvent être classés en fonction de l'efficacité, en trois groupes; l'efficacité fragile, l'efficacité semie puissante et puissante. L'efficacité signifie les informations nécessaires pour déterminer le prix. Dans le cas de l'efficacité parfaite, les prix des actions révèlent toutes les informations disponibles au public. Tout le monde a la possibilité d'accéder à ces informations sans payer (Harrington R, 1987, p. 24). En ce qui concerne la bourse des valeurs mobilières d'Istanbul, elle représente un niveau d'efficacité très fragile, encore plus de faible degré.

En 2006 le secteur financier turc représente 564,7 milliards YTL (sauf les capitaux de la Banque centrale de Turquie et la Bourse des valeurs mobilières d'Istanbul) qui enregistre 20% d'augmentation par rapport à l'année 2005.<sup>125</sup> Les actifs du secteur financier représentent 98% de PIB en Turquie. D'une façon générale il est possible de déterminer le secteur financier turc comme un secteur dominé par le secteur bancaire, à hauteur de 86,7% en décembre 2006. Il existe d'autres organisations financières en dehors des banques, comme les sociétés de crédit-bail, de factoring, etc., qui représentent 11,3% des actifs du secteur (BDDK, 2006a, p. 27).

---

<sup>125</sup> Monnaie : « nouvelle » livre turque (YTL) depuis le 1er janvier 2005 au 27/06/2007 : 1 EUR = 1,7753 YTL 1 USD = 1,3197 YTL

**Taleau 78:** Actifs du secteur financier (Milliard YTL)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2006 Actifs/PIB
Banques	171,9	216,7	255	313,8	406,9	499,7	86,7
Sociétés de crédit-bail	2,8	3,8	5,0	6,7	6,1	10,0	1,7
Sociétés de factoring	1,5	2,1	2,9	4,1	5,3	6,3	1,1
Sociétés de financement aux consommateurs	0,7	0,5	0,8	1,5	2,5	3,4	0,6
Sociétés d'assurance	4,4	5,4	7,6	9,8	14,4	17,4	3,0
Sociétés de retrait aux particuliers	0,0	0,0	3,3	4,2	5,7	7,1	1,2
Etablissement intermédiaire des valeurs mobilières	0,9	1,0	1,3	1,0	2,6	2,9	0,5
Participation d'investissement dans les valeurs mobilières	0,1	0,1	0,2	0,3	0,5	0,5	0,1
Fons d'investissement dans les valeurs mobilières	4,8	9,3	19,9	24,4	29,4	22,0	3,8
Participation d'investissement dans l'immobilier	0,9	1,1	1,2	1,4	2,2	2,5	0,4
<b>Total</b>	<b>188,0</b>	<b>240,1</b>	<b>293,7</b>	<b>363,0</b>	<b>469,9</b>	<b>564,7</b>	<b>98,0</b>

Source: BDDK, 2006a, p. 27

Le secteur financier a les mêmes caractéristiques au niveau de création d'emploi: en 2006 dans le secteur, la capacité de création d'emploi est 176 123 personnes (y compri les agences d'assurances). La part des banques s'élève à 85,6 % dans la création d'emploi.

**Tableau 79:** Indicateurs sur les marchés des capitaux

	2003	2004	2005	2006
<b>Nombre des sociétés enregistrées</b>	631	625	614	612
<b>SOCIETES ENREGISTREES DE IMKB**</b>	298	307	316	329
-Sociétés actives auprès de l'IMKB	285	297	304	316
-Sociétés actives hors de l'IMKB	13	10	12	13
<b>VALEURS DESSOCIETES COTEES A IMKB</b>	<i>Milyon YTL</i> 96,073	132,555	228,429	230,038
<b>VALEURS DES SOCIETES COTEES A IMKB (Ouvertes)</b>	<i>Milyon \$</i> 69,003	98,576	168,321	162,870
	<i>Milyon YTL</i> 23,864	36,453	72,093	75,569
	<i>Milyon \$</i> 17,140	27,108	53,123	53,504
<b>INVESTISSEURS EN ACTION</b>	1,122,372	1,416,615	1,068,584	1,068,584
<b>INVESTISSEURS DANS LES FONDS D'INVESTISSEMENT</b>	2,204,924	2,632,462	3,113,199	2,945,826
<b>INVESTISSEURS DANS LES FONDS DE PENSION</b>	-	324,583	706,328	1,100,121
<b>NOMBRE D'INTERMEDIAIRES FINANCIERES</b>	161	154	149	147
-Institutions intermédiaires	117	112	108	106
-Banques	44	42	41	41
<b>FONDS D'INVESTISSEMENT</b>	245	254	278	286
-Nombre des Fonds	<i>Milyon YTL</i> 19,624	24,444	29,176	22,165
-Valeur net des actifs	<i>Milyon \$</i> 13,970	18,098	21,588	15,625
<b>FONDS DE RETRAITE PARTICULIERES</b>	-	81	96	102
-Nombre des sociétés	-	11	11	11
-Valeur nets des actifs	<i>Milyon YTL</i> -	296	1,219	2,792
	<i>Milyon \$</i> -	219	902	1,968
<b>FONDS D'INVESTISSEMENT ETRANGERS (Nombre)</b>	47	47	53	60
-Valeurs nets des actifs	<i>Milyon \$</i> 28	27	34	71
	<i>Milyon \$</i> 20	20	24	48
<b>SOCIETES D'INVESTISSEMENT DANS LES VALEURS IMMOBILIERES</b>	22	23	26	30
-Valeurs nets des actifs	<i>Milyon YTL</i> 220	314	452	555
	<i>Milyon \$</i> 156	232	334	392
<b>SOCIETES D'INVESTISSEMENT DANS LES VALEURS IMMOBILIERES</b>	9	9	10	10
-Valeurs nets des actifs	<i>Milyon YTL</i> 1,173	1,382	2,209	2,363
	<i>Milyon \$</i> 835	1,023	1,636	1,608
<b>SOCIETES D'INVESTISSEMENT DE CREDIT-BAILS</b>	1	2	2	2
-Valeurs nets des actifs	<i>Milyon YTL</i> 4	104	110	126
	<i>Milyon \$</i> 3	77	81	86
<b>SOCIETES GERANTES DE PORTEFEUILLE</b>	21	21	19	19
-Taille des portefeuilles gérés	<i>Milyon YTL</i> 17,784	24,453	30,226	25,267
	<i>Milyon \$</i> 12,661	18,105	22,394	17,198
<b>SOCIETE INDEPENDENTES DE CONTROLE</b>	80	83	91	93
	6	6	9	13
<b>SOCIETES DE NOTATION</b>	1	5	5	6

Source: SPK Arastirma Dairesi Sermaye Piyasalarindaki Gelismeler Raporu, 23 Aralik-5 Ocak 2007 Sayi 1, p. 44

### 3.2. Les intermédiaires financiers

Selon la décision de SPK (Etablissement des Marchés de Capitaux) concernant la réorganisation des marchés des capitaux, les institutions financières sont organisées en quatre groupes: les institutions intermédiaires, les participations d'investissement, les fonds d'investissement, et les autres institutions autorisées (Akmüt Ozdemir, 2001, p. 226). Les banques sont obligées depuis 1997, de poursuivre ses activités dans le marché des capitaux, par le biais des institutions financières intermédiaires créées ou bien acquises. Dans le tableau 80 nous illustrons l'évolution de nombre des institutions financières depuis 1997.

**Tableau 80:** Evolution des institutions financières depuis 1997

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Etablissements financiers	206	209	209	205	186	169	161	154	149	146
Institutions financières	142	143	136	133	130	121	117	112	108	106
<i>Banques</i>	<i>63</i>	<i>66</i>	<i>73</i>	<i>72</i>	<i>56</i>	<i>48</i>	<i>44</i>	<i>42</i>	<i>41</i>	<i>40</i>

**Source:** SPK., 2007, p. 25

Après la réorganisation des marchés financiers, certaines banques et institutions financières ont été transformées ou englobées dans la liquidation par le TMSF (Fond d'Assurance d'Epargne). Ceci provoque une chute de 28,8 % du nombre de ces institutions.

#### 3.2.1. Les institutions et établissements financiers

Les institutions intermédiaires sont les éléments importants du marché des capitaux, surtout dans la bourse des valeurs mobilières. Quand il s'agit de nouvelles sociétés qui offrent des actions dans le marché les institutions intermédiaires financières jouent un rôle capital. Dans le tableau 81 les institutions intermédiaires financières sont indiquées.

**Tableau 81:** 20 premières institutions intermédiaires financières dans le marché des actions en 2006.

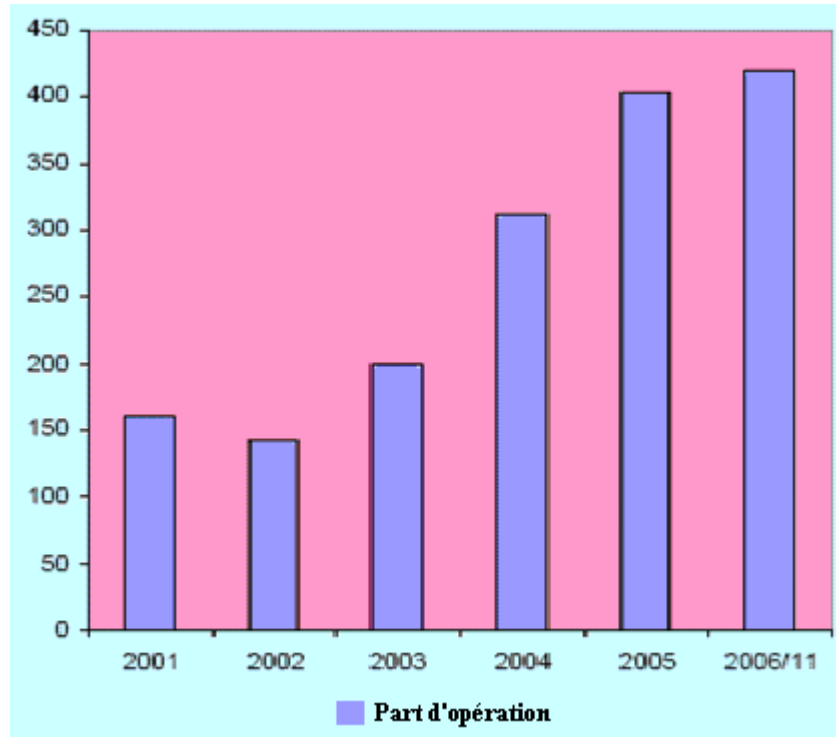
Institution intermédiaires financières	Volume d'opération (YTL)	Part d'opération (%)
Deniz Yatırım Menkul Kıymetler A.Ş.	556.468.726	6.78
Finans Yatırım Menkul Değerler A.Ş.	472.184.806	5.76
Ak Yatırım Menkul Değerler A.Ş.	452.056.188	5.51
İş Yatırım Menkul Değerler A.Ş.	440.410.866	5.37
Raymond James Yatırım Menkul Kıymetler A.Ş.	362.443.511	4.42
Garanti Yatırım Menkul Kıymet A.Ş.	327.414.134	3.99
Yapı Kredi Yatırım Menkul Değerler A.Ş.	305.603.264	3.73
Ekspres Yatırım ve Menkul Değerler A.Ş.	253.853.744	3.09
TEB Yatırım ve Menkul Değerler A.Ş.	212.377.357	2.59
EFG İstanbul Menkul Değerler A.Ş.	211.118.673	2.57
Yatırım Finansman Menkul Değerler A.Ş.	208.442.766	2.54
Tacirler Menkul Değerler A.Ş.	198.891.720	2.42
Bender Menkul Değerler A.Ş.	198.886.665	2.42
Global Menkul Değerler A.Ş.	197.364.280	2.41
HSBC Yatırım Menkul Değerler A.Ş.	188.421.916	2.30
Fortis Yatırım Menkul Değerler A.Ş.	155.576.084	1.90
OYAK Yatırım ve Menkul Değerler A.Ş.	147.525.429	1.80
Marbas Menkul Değerler A.S.	138.270.672	1.69
MEKSA Yatırım Menkul Değerler A.Ş.	131.473.209	1.60
INFO Yatırım A.Ş.	127.897.062	1.56
	5.286.681.073	64.45

**Source:** SPK, 2007, p. 11.

Les vingt premières institutions intermédiaires financières représentent du point de vue des opérations, plus de 60% du marché. Les cinq premières institutions occupent plus de 25% du marché.

Les opérations enregistrées sont 161 milliards de dollars en 2001, 142 milliards de dollars en 2002, 200 milliards de dollars en 2003, 312 milliards de dollars en 2004 et 403 milliards de dollars en 2005 (SPK, 2007, p. 11). Elles suivent une évolution régulière.

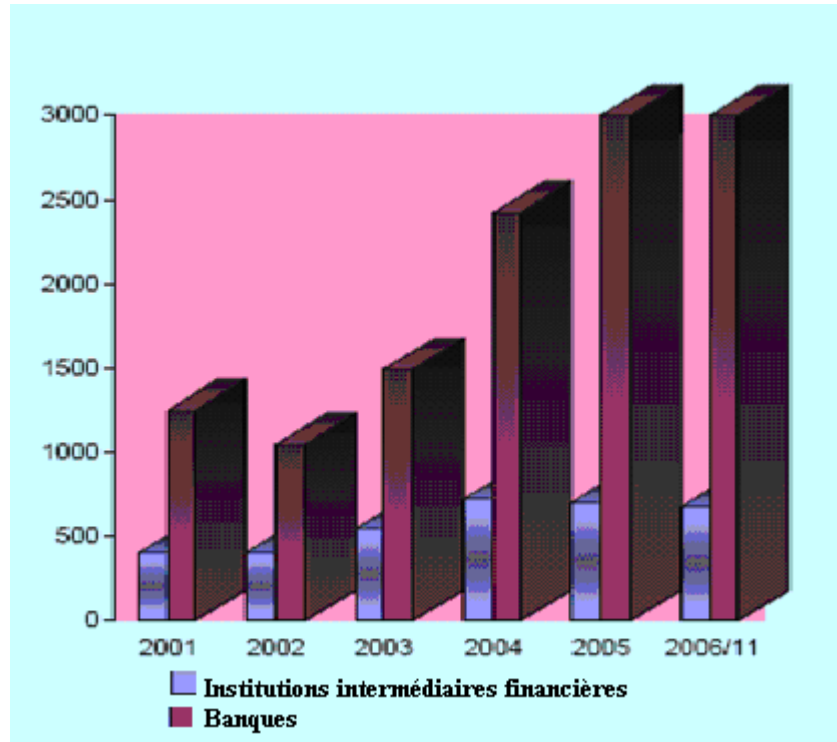
**Schème 82:** Part des institutions intermédiaires financiers dans le marché d'action (en milliards de dollars)



**Source:** SPK, 2007, p. 27

Les institutions financières intermédiaires se concentrent sur le marché des obligations, de bons etc. Dans le marché d'action, elles ont enregistré 161 milliards de dollars en 2001, en passant à 200 milliards de dollars en 2003 et à 312 milliards de dollars en 2004. En ce qui concerne l'ensemble des marchés d'action et de bons, elles ont enregistré 552 milliards de dollars en 2003 et 723 milliards de dollars en 2004. Cependant, en 2005, leur capacité d'opération a diminué de 2% par rapport à l'année précédente (SPK, 2007, p. 27).

**Schéma 83:** Part des institutions intermédiaires financières dans le marché d'obligation / bonds (en milliards de dollars)



Source: SPK, 2007, p. 27

Les banques se présentent dans le marché plus progressives par rapport aux autres institutions financières: elles enregistrent 1.494 milliards de dollars en 2003. Suite à une hausse de 62% elles arrivent enregistrer 2.422 milliards de dollars en 2004 (SPK., 2007, p. 27).

### 3.2.2. Les organismes de placement collectif

Les institutions d'investissement enregistrent un fort développement depuis 2000. Elles ont des actifs qui représentent 387 millions de dollar en 2006.



**Tableau 84:** Valeur totale des participations d'investissement

<b>Années</b>	<b>Valeur totale (Million de YTL)</b>
1998	21
1999	84
2000	79
2001	129
2002	139
2003	224
2004	314
2005	452
2006	529
2007 janvier	552

**Source:** SPK, 2007, p. 39

Elles concentrent leurs investissements plutôt dans le marché d'actions: elles enregistrent 56% en 2004, 53,4% en 2005, 50% en 2006. En ce qui concerne les titres d'emprunt public, elles occupent la deuxième place dans les investissements : 33,8% en 2004, 31,5% en 2005 et 31,8% en 2006 (SPK, 2007, p. 39). Autres instruments en dehors des actions, des titres d'emprunt public, et de répos (remise) n'occupent pas une part considérable dans l'investissement de ces institutions.

### **3.2.3. Les fonds d'investissement**

Les fonds d'investissements se développent assez vite dans ces dernières années; les investisseurs individuels ont de plus en plus tendance à gérer leurs portefeuilles par l'intermédiaire des fonds.

**Tableau 85:** Valeurs nets des actifs des fonds d'investissement

<b>Années</b>	<b>Valeur totale (million de YTL)</b>
1996	118
1997	190
1998	347
1999	1,219
2000	1,938
2001	4,756
2002	9,347
2003	19,858
2004	24,900
2005	29,176
2006	21,842
2007 Janvier	21,850

Source: SPK, 2007, p. 31

Les fonds d'investissement sont orientés en grande partie vers les titres d'emprunt public; 70,2% en 2005 soit 20.467 million YTL, et 66,8 en 2006 soit 19.548 million YTL. Les fonds à court terme (mis à jour) sont attirés, après les titres d'emprunt public: 25,9 % en décembre 2005 soit 7.551 million YTL, et 60,5 % en novembre 2006 qui est l'équivalent à 13,301 million YTL. Les investissements concernant les actions et les autres instruments restent modestes en 2006: la part est 2,7% pour les actions et 1,3% pour les autres instruments (SPK, 2007, pp. 31-34).

### **3.2.4. Les autres institutions autorisées**

Dans le secteur financier turc, il existe certaines institutions qui restent en dehors du secteur bancaire. La plupart de ces institutions fonctionnent sous forme de sociétés de crédit-bail et de factoring.

#### **3.2.4.1. Le secteur du crédit-bail**

Les sociétés de crédit-bail ont évolué en fonction du développement économique du pays: la restructuration dans le système financier a eu de l'influence. Autrement dit, les acquisitions et les fusions dans le secteur ont formé le secteur

soutenu par les capitaux étrangers. Le nombre des sociétés étrangères qui était de 7 en 2005, arrive à 12 en décembre 2006.

**Tableau 86:** Concentration des actifs en total des sociétés de crédit-bail

Actifs (%)	2005	Décembre 2006
Les cinq premières sociétés	49	54
Les dix premières sociétés	72	78
Indice de HH	688	812
Répartition selon la taille <sup>126</sup>		
Grande taille	55	70
Moyenne taille	37	23
Petite taille	8	7

Source: BDDK, 2006b, p. 80

En décembre 2006, dans le secteur, il existe 81 sociétés de crédit-bail dont 56 sont des capitaux privés, 6 sont des capitaux publics et 12 sont des capitaux étrangers. La capacité de l'offre d'emploi dans le secteur accroît en fonction de ses activités: l'effectif du personnel qui était de 1.146 en 2005, augmente à 1.311 en décembre 2006. L'indice de Herfindahl-Hirschman (IHH) représente un faible degré de concentration des actifs même s'il s'agit d'une augmentation de 688 en 2005 à 812 en 2006<sup>127</sup> (BDDK, 2006b, pp. 79-80).

En ce qui concerne la concentration des crédits offerts par les sociétés de crédit-bail, il existe une évolution négative pour les cinq premières sociétés du secteur: elles représentent une chute de 58 % en 2005 à 55 % en 2006. La part des cinq grandes sociétés suivantes augmente modestement.

<sup>126</sup> Selon le BDDK, les sociétés ayant la part de 5% des actifs dans le secteur sont considérées comme de grandes tailles, les sociétés ayant la part de 1-5% des actifs dans le secteur sont considérées comme de taille moyenne, et ceux qui ont la part moins à 1% des actifs dans le secteur sont considérées comme de petite taille.

<sup>127</sup> L'IHH est l'indice de concentration du marché, c'est-à-dire il mesure la concentration du marché en additionnant les carrés des parts de marché de toutes les entreprises du secteur. Plus l'IHH d'un marché donné est élevé, plus la production est concentrée entre un petit nombre d'entreprises. D'une manière générale, lorsque l'IHH est inférieur à 1 000, la concentration du marché est considérée comme faible, lorsqu'il est compris entre 1 000 et 1 800, elle est considérée comme moyenne et lorsqu'il est supérieur à 1 800, elle est considérée comme élevée.

**Tableau 87:** Concentration du volume des crédits au total (venture capital).

<b>Crédit Total (%)</b>	<b>2005</b>	<b>2006/3</b>	<b>2006/6</b>	<b>2006/9</b>	<b>2006/12</b>
5 premières banques	58	54	52	51	55
10 premières banques	77	75	75	75	79
Indice de HH	827	796	767	747	878
<b>Dispersion selon l'échelle</b>					
Grande	58	54	63	62	72
Moyenne	36	42	32	32	23
Petite	6	4	5	6	5
Total	100	100	100	100	100
<b>Dispersion fonctionnelle</b>					
Sociétés de crédit-bail	82.6	97.4	97.9	91.1	88.6
Investissement & Développement	4.7	1.0	1.0	3.0	3.4
Banque de participation	12.7	1.6	1.1	5.9	8.0
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

**Source:**BDDK, 2006, p. 81

Cependant l'indice de Herfindahl-Hirschman (IHH) montre qu'il existe une augmentation de concentration des crédits dans le secteur. L'indice montre que la concentration dans les crédits qui représentent 878 en 2006 est plus élevée par rapport à la concentration des actifs qui représente 812 en 2006 dans les sociétés du crédit-bail.

Selon la dispersion fonctionnelle, ce sont les sociétés de crédit-bail qui jouent un rôle important dans le financement des entreprises. Elles effectuent surtout le financement des petites et moyennes entreprises qui ont souvent des possibilités très limitées.

#### **3.2.4.2. Le secteur du factoring**

Les sociétés de factoring ont à peu près la même évolution que les sociétés de crédit-bail: le nombre de ces sociétés n'a pas beaucoup changé. On en compte 88 en 2005, et 86 en 2006. Comme dans le cas des sociétés de crédit-bail le secteur attire les capitaux étrangers: 8 sociétés se présentent dans le secteur en 2006 tandis qu'elles étaient au nombre de 5 en 2005. Dans le secteur, il existe une seule société de capitaux publics contre 73 sociétés de capitaux privés en 2006. Ces sociétés ont un effectif de personnel plus nombreux que celles de crédit-bail: elles ont 2.053 personnes en 2005, et 2.425 personnes en 2006.

**Tableau 88:** Concentration des actifs au total des sociétés de factoring

<b>Actifs (%)</b>	<b>2005</b>	<b>Décembre 2006</b>
Les cinq premières sociétés	35	44
Les dix premières sociétés	55	60
Indice de HH	419	522
<b>Dispersion selon la taille</b>		
Grande taille	35	44
Moyenne taille	45	36
Petite taille	20	20

**Source:** BDDK, 2006, p. 85

Comme la hausse de 9 points dans les actifs de cinq premières sociétés le démontre, la concentration d'actifs a augmenté suite aux fusions en 2006. Parmi ces cinq sociétés Koç Finansal Kiralama et Garanti Finansal Kiralama qui font partie du Groupe Koç représentent 30,8 % des actifs du secteur en 2006. Cette concentration est marquée par l'augmentation de l'indice HH de 419 à 522.

### **3.3. L'organisation du marché boursier en Turquie**

Les marchés qui composent le système financier de la Turquie sont regroupés sous le toit de la Bourse des valeurs mobilières d'Istanbul, comme la bourse des actions, la bourse des obligations etc.

#### **3.3.1. La bourse des valeurs mobilières d'Istanbul**

La première bourse en Turquie est connue sous le nom de "Dersaadet Tahvilat Borsası" (Bourse d'obligations d'Etat) créée en 1866 par la décision d'Etat. En fait, depuis les 15ème et 16ème siècles les immigrants juifs venus de l'Espagne effectuaient entre eux une forme d'échange qui conduit l'Etat à la création de la bourse (Akmüt Özdemir, 2001, p. 224). Les banquiers de Galata et des Etats prêteurs ont également joué un rôle important dans la création de la bourse.

La bourse qui fonctionnait irrégulièrement au cours du temps, termine ses activités. En 1923, la bourse poursuit les réorganisations sous la responsabilité de la

nouvelle République. La loi sur les valeurs mobilières et les échanges en 1929, réorganise la bourse sous le nom de la Bourse des valeurs mobilières d'Istanbul. D'abord la crise du 1929, puis les années de la Deuxième guerre mondiale influencent négativement l'évolution de la bourse.<sup>128</sup> Le manque d'un marché des capitaux dans le système financier d'une part, et la loi sur la protection de la valeur de la monnaie nationale qui limite les opérations de change d'autre part avaient joué un rôle négatif sur l'évolution de la bourse (Rodoplu Gültekin, 2001, p. 383).

Les années 1980 voient une évolution véritable des marchés des capitaux: la loi sur le marché des capitaux (SPK, Sermaye Piyasasi Kanunu) entre en vigueur en 1981 et l'établissement du marché des capitaux voit le jour en 1982, et prend le contrôle et la législation du marché des capitaux.

Une décision du conseil des ministres en 1983 prévoit la création de la bourse des valeurs mobilières d'Istanbul et à la fin de l'année 1985 la bourse était officiellement créée. A partir de 03 janvier 1986, les premiers échanges commencent.

En 1991, le marché des obligations et des bons, en 1995 le marché des nouvelles sociétés, et en 1996 le marché des certificats de l'immobilier ont été créés auprès de la bourse des valeurs mobilières d'Istanbul (Ceylan Ali, Korkmaz Turhan, 2004, p. 72).

La bourse des valeurs mobilières d'Istanbul, est devenue membre de la fédération des bourses internationales (FIBV) en 1994, et elle est reconnue par l'Union des institutions intermédiaires (JSDA) au Japon en 1995. La bourse des valeurs mobilières d'Istanbul est également membre ou connue dans les autres organisations:

- Federation Internationale Des Bourses de Valeurs (FIBV, 1992),
- Federation of Euro-Asian Stock Exchanges (FEAS, 1995),
- International Securities Services Association (ISSA),
- International Securities Market Association (ISMA),
- European Capital Market Institute (ECMI),

---

<sup>128</sup> <http://www.imkb.gov.tr/genel/tarih.htm> 27/07/2007

- World Economic Forum (WEF),
- Swiss Commodities Futures and Options Association (SCFOA).

### 3.3.2. Les nombre des acteurs de la bourse des valeurs mobilières d'Istanbul (IMKB)

La bourse des valeurs mobilières d'Istanbul (IMKB) se compose de différents marchés comme le marché des actions, le marché des obligations etc., que nous allons brièvement étudier.

**Tableau 89:** Acteurs de la bourse des valeurs mobilières d'Istanbul

	2003	2004	2005	2006
<b>Nombre des sociétés</b>				
TOTAL <sup>129</sup>	298	307	316	329
-Cotées à IMKB	285	297	304	316
-Opérateurs hors de l'IMKB	13	10	12	13
<b>Valeur actuelle des sociétés de IMKB (million dollars)</b>				
Sociétés	69 003	98 576	168 321	162 870
Sociétés (ouvertes au public)	17 140	27 108	53 123	53 504
<b>Nombre d'investisseur</b>				
Actionnaires <sup>130</sup>	1 222 372	1 416 615	1 068 584	1 068 584
Investisseurs de fonds	2 204 924	2 632 462	3 113 199	2 945 826
Investisseur de fonds de retraite	--	324 583	706 328	1 100 121

**Source:** SPK, 2007, p.44

*Le marché des actions:* Le marché des actions de IMKB a enregistré une évolution notable durant ces dernières années. Les relations financières avec les institutions internationales ainsi que le FMI ont eu un effet positif sur les valeurs des actions en bourse en 2005. Le progrès enregistré dans le marché des actions a été certifié par les sociétés de notations en augmentant le niveau de crédibilité de la Turquie.

<sup>129</sup> Compté du 27/10/2005.

<sup>130</sup> La pourcentage d'ouverture au public est 32,25% à compté du 2006.

Durant les premiers mois de 2006, intervient la chute des prix du pétrole dans le monde, et la prévision optimiste sur la reprise des négociations avec l'Union européenne les valeurs des actions a suivi la hausse. L'indice de la bourse arrive d'abord à 45.000 points puis connaît une chute jusqu'à 35.453 en juin. Le marché reprend la hausse à partir de juillet et termine à 38.436 en décembre 2006 (SPK, 2007, p. 7).

Les opérations faites sur les actions par les étrangers ont eu un développement spectaculaire: 37,4 milliards de dollars en 2004, se voit multiplier par 1,2 en 2005 et atteint 81,2 milliards de dollars.

**Tableau 90:** Opérations faites par les étrangers sur les actions (millions de dollars)

Années	Achat	Vente	Achat net	Volume d'opération
2001	6.323	5.815	509	12.137
2002	6.428	6.442	-14	12.870
2003	9.173	8.163	1.010	17.336
2004	19.397	17.971	1.426	37.368
2005	42.643	38.550	4.093	81.193

Source: SPK, 2007, p. 13

*Le marché des obligations:* Le volume d'opération des obligations qui représente 35 milliards de YTL à la fin de l'année 2005, enregistre 45 milliards de YTL au mois de mars en 2006. Elle enregistre 22.8 milliards de YTL à la fin de l'année 2006.

**Schéma 91:** Intérêt de bon et opération totale de marché

	2005	2006											
Mois	12	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11	12
Volume Milliard	35	29,6	38,1	45,8	34,6	36,3	27,7	24,7	25,2	31	32,8	33,5	22,8



Taux d'intérêt	13,9	13,7	13,4	14,0	13,9	17,1	20,9	19,4	19,2	21,8	21,6	21,2	21,3
----------------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------

Source: SPK, 2007, p. 15

Le trend du taux réel des bons qui subit une chute depuis l'année 2003, représente 13,1 % à la fin de 2005 et il arrive au 21,2% en décembre 2006.

*Le marché à terme et d'option:* Dans ce marché, et contrairement aux autres marchés, les engagements se réalisent dans une date à venir, alors que les opérations sont faites instantanément. La gestion de risque et la prévision du prix sont les deux conditions non négligeables dans ce marché pour que la décision soit prise efficacement.

Le marché à terme et d'option représente une capacité de 498 millions de YTL, dont 51,96 % appartiennent aux opérations d'échanges, dont 48,04 % appartiennent à la bourse des valeurs mobilières d'Istanbul.

*Les investissements étrangers dans la bourse des valeurs mobilières d'Istanbul :* L'entrée de capital direct augmente considérablement à partir de 2001 alors qu'elles représentaient moins d'un milliard de dollars jusqu'en 2001. Les investissements de portefeuille occupent une grande place dans les capitaux étrangers.

**Tableau 92:** Investissements directs et indirects des étrangers (millions de dollars)

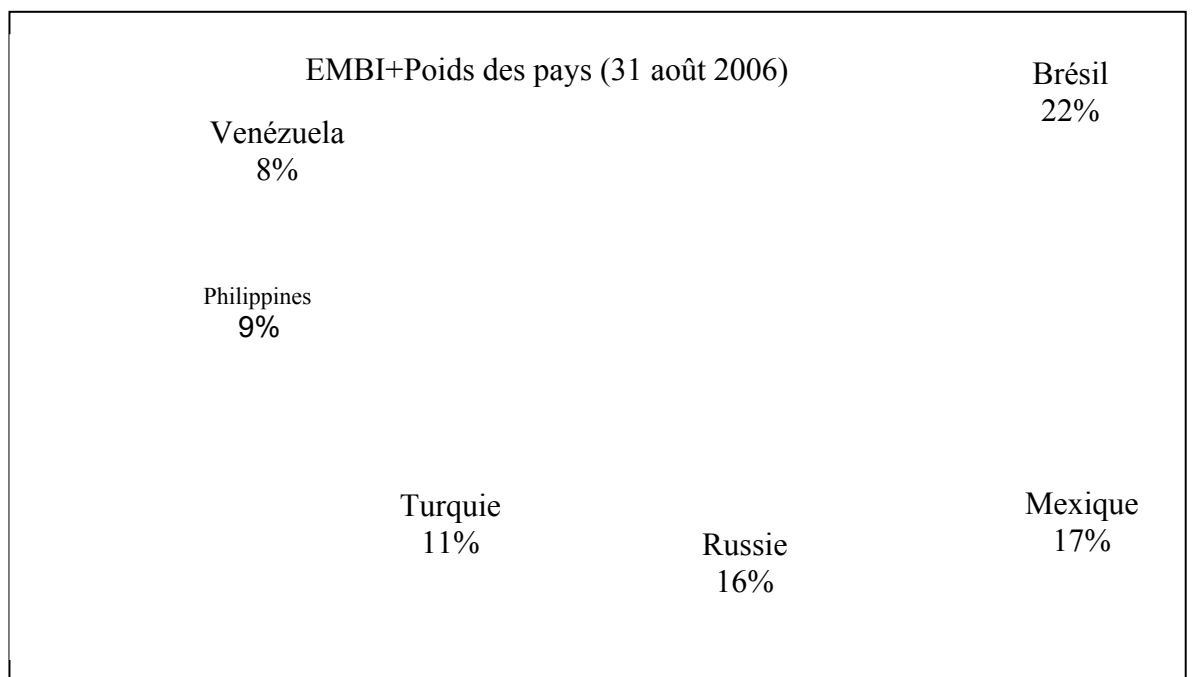
	Entrée de capital direct	Investissement de portefeuille	Entrée nette
1994	559	1,024	1,583
1995	772	317	1,089
1996	612	619	1,231
1997	554	570	1,124
1998	573	- 4,510	- 3,937
1999	138	968	1,106
2000	112	- 4,637	-4,525
2001	2,769	- 3,823	-1,054
2002	863	913	1,776
2003	1,195	2,623	3,818
2004	1,709	7,250	8,959
2005	2,153	2,561	4,714

<b>2006 (octobre)</b>	2,936	3,957	6,893
-----------------------	-------	-------	-------

Source: SPK, 2007, p. 22

*EMBI + Indice des pays* : Ces indices sont publiés par J.P.Morgan qui est une organisation internationale de notation d'investissement. J.P. Morgan prend le revenu total des bons appartenant aux pays émergents dans les marchés internationaux pour calculer l'indice. Comme le schéma 93 montre les bons en euros du Brésil représentent 22 %, la part la plus élevée dans l'indice des pays émergents.

**Schéma 93:** EMBI Turquie et EMBI + Indice général



Source: SPK, 2007, p. 24

Le Brésil est suivi par le Mexique et la Russie. La Turquie représente 11 % de l'indice qui est une part modeste par rapport aux autres pays émergents (selon les données du 30 août 2006).

### 3.4. Le rôle du secteur bancaire dans le système financier

Le secteur bancaire turc a un rôle capital dans le système financier. Il est possible en général de déterminer le système financier turc comme un système qui s'appuie sur le système bancaire (Esen Oguz., 2001, p. 238). Les actifs dans le secteur s'élèvent en 2006, à environ 350 milliards de dollars (équivalant à 499,7 milliards YTL) malgré le redressement. Les banques d'épargne occupent 66% du secteur devant les banques de développement et d'investissement (26%) et des banques participatives (8%).

### **3.4.1. Les caractéristiques générales du secteur bancaire actuel**

Dans le système financier turc les banques jouent un rôle essentiel. Selon la loi du 01/11/2005 sur les banques, le secteur bancaire comprend les banques de dépôt, les banques de participation, les banques de développement et d'investissement. Selon la même loi, les banques sont :<sup>131</sup>

-les banques commerciales, qui sont des organisations commerciales installées dans le pays et des succursales des banques étrangères qui font des opérations de dépôts en monnaie turque et en devises, des prêts aux particuliers et aux entreprises (comme les banques HSBC, Türkiye İş Bankası, Akbank, Ziraat Bankası etc.).

-les banques de participation sont des organisations financières créées en vue d'accueillir des fonds et donner des crédits par l'intermédiaire des comptes courants et d'épargne. Ce sont des banques installées en Turquie ou des succursales de banques étrangères qu'elles distribuent le dividende sur l'épargne au lieu d'appliquer le taux d'intérêt (comme les banques Asya Katılım Bankası, Kuveyt Türk Katılım Bankası, Türkiye Finans Katılım Bankası etc.).

-les banques de développement et d'investissement sont des organisations financières créées dans le pays. Les succursales des banques étrangères offrent essentiellement des crédits, et participent au programme de développement (comme Türkiye Sınai ve Kalkınma Bankası, İller Bankası, Türkiye Kalkınma Bankası etc.).

---

<sup>131</sup>Resmi Gazete., Bankacılık Kanunu, madde 1  
[http://www.bddk.org.tr/turkce/Mevzuat/Bankacilik\\_Kanunu/15405411%20Say%C4%B1%C4%B1%20Bankac%C4%B1%20Kanunu.pdf](http://www.bddk.org.tr/turkce/Mevzuat/Bankacilik_Kanunu/15405411%20Say%C4%B1%C4%B1%20Bankac%C4%B1%20Kanunu.pdf)

Selon la décision de SPK, les banques sont obligées de poursuivre leurs fonctions dans le marché de capitaux par le biais des institutions financières, et ceci augmente le rôle des banques dans le marché.

**Tableau 94:** Banques en activité en Turquie (Avril 2007)

<b>No</b>	<b>Banques</b>	<b>Activité</b>	<b>Appartenance</b>
1	Adabank A.Ş.	Epargne/ Dépot	<i>Domestique Privée</i>
2	Akbank T.A.Ş.	Epargne/ Dépot	<i>Domestique Privée</i>
3	Alternatifbank A.Ş.	Epargne/ Dépot	<i>Domestique Privée</i>
4	Anadolubank A.Ş.	Epargne/ Dépot	<i>Domestique Privée</i>
5	Oyakbank A.Ş.	Epargne/ Dépot	<i>Domestique Privée</i>
6	Şekerbank A.Ş.	Epargne/ Dépot	<i>Domestique Privée</i>
7	T. Ekonomi Bankası A.Ş.	Epargne/ Dépot	<i>Domestique Privée</i>
8	T. Garanti Bankası A.Ş.	Epargne/ Dépot	<i>Domestique Privée</i>
9	T. İş Bankası A.Ş.	Epargne/ Dépot	<i>Domestique Privée</i>
10	Tekstil Bankası A.Ş.	Epargne/ Dépot	<i>Domestique Privée</i>
11	Turkish Bank A.Ş.	Epargne/ Dépot	<i>Domestique Privée</i>
12	Yapı ve Kredi Bankası A.Ş.	Epargne/ Dépot	<i>Domestique Privée</i>
13	Birleşik Fon Bankası	Epargne/ Dépot	<i>Publique</i>
14	T. Halk Bankası A.Ş.	Epargne/ Dépot	<i>Publique</i>
15	T. Vakıflar Bankası T.A.O.	Epargne/ Dépot	<i>Publique</i>
16	T.C. Ziraat Bankası A.Ş.	Epargne/ Dépot	<i>Publique</i>
17	Abn Amro Bank N.V. İstanbul Şubesi	Epargne/ Dépot	<i>Etrangère</i>
18	Arap Türk Bankası A.Ş.	Epargne/ Dépot	<i>Etrangère</i>
19	Banca Di Roma İstanbul Şubesi	Epargne/ Dépot	<i>Etrangère</i>
20	Bank Mellat İstanbul Şubesi	Epargne/ Dépot	<i>Etrangère</i>
21	Citibank A.Ş.	Epargne/ Dépot	<i>Etrangère</i>
22	Denizbank	Epargne/ Dépot	<i>Etrangère</i>
23	Deutsche Bank A.Ş.	Epargne/ Dépot	<i>Etrangère</i>
24	Finansbank A.Ş.	Epargne/ Dépot	<i>Etrangère</i>
25	Fortis Bank A.Ş.	Epargne/ Dépot	<i>Etrangère</i>
26	Habib Bank Limited İstanbul Şubesi	Epargne/ Dépot	<i>Etrangère</i>
27	HSBC Bank A.Ş.	Epargne/ Dépot	<i>Etrangère</i>
28	JPMorgan Chase Bank National Association İstanbul Şubesi	Epargne/ Dépot	<i>Etrangère</i>
29	Millenium Bank A.Ş.	Epargne/ Dépot	<i>Etrangère</i>
30	Societe Generale S.A. İstanbul Şubesi	Epargne/ Dépot	<i>Etrangère</i>
31	Tekfenbank A.Ş.	Epargne/ Dépot	<i>Etrangère</i>
32	Turkland Bank (T-Bank) A.Ş.	Epargne/ Dépot	<i>Etrangère</i>
33	Westlb A.G. İstanbul Şubesi	Epargne/ Dépot	<i>Etrangère</i>
34	Asya Katılım Bankası A.Ş.	Participation	<i>Domestique Privée</i>
35	Türkiye Finans Katılım Bankası A.Ş.	Participation	<i>Domestique Privée</i>
36	Albaraka Türk Katılım Bankası A.Ş.	Participation	<i>Etrangère</i>
37	Kuveyt Türk Katılım Bankası A.Ş.	Participation	<i>Etrangère</i>
38	Çalık Yatırım Bankası A.Ş.	Development & Investment	<i>Domestique Privée</i>

39	Diler Yatırım Bankası A.Ş.	Development & Investment	<i>Domestique Privée</i>
40	GSD Yatırım Bankası A.Ş.	Development & Investment	<i>Domestique Privée</i>
41	Nurol Yatırım Bankası A.Ş.	Development & Investment	<i>Domestique Privée</i>
42	T. Sınai Kalkınma Bankası	Development & Investment	<i>Domestique Privée</i>
43	İller Bankası	Development & Investment	<i>Publique</i>
44	İMKB Takas ve Saklama Bankası A.Ş.	Development & Investment	<i>Publique</i>
45	T. İhracat Kredi Bankası A.Ş.	Development & Investment	<i>Publique</i>
46	T. Kalkınma Bankası A.Ş.	Development & Investment	<i>Publique</i>
47	Bank Pozitif Kredi ve Kalkınma Bankası A.Ş.	Development & Investment	<i>Etrangère</i>
48	Calyon Bank T.A.Ş.	Development & Investment	<i>Etrangère</i>
49	Merrill Lynch Yatırım Bank A.Ş.	Development & Investment	<i>Etrangère</i>
50	Taib Yatırım Bankası A.Ş.	Development & Investment	<i>Etrangère</i>

**Source:** BDDK, Aylık Bülten Haziran 2007

[http://www.bddk.org.tr/turkce/Istatistiki\\_Veriler/Aylik\\_Raporlar/3435Ay1%C4%B1k%20B%C3%BClten%20Haziran%2007.pdf](http://www.bddk.org.tr/turkce/Istatistiki_Veriler/Aylik_Raporlar/3435Ay1%C4%B1k%20B%C3%BClten%20Haziran%2007.pdf)

Le système bancaire turc a eu une place importante dans le processus d'industrialisation de la Turquie depuis les années 1980, comme cela est le cas dans les pays en voie de développement. Le système bancaire turc a eu une évolution sous l'influence de certains événements nationaux et internationaux ainsi que les crises économiques dans les années 1994, 1999, 2001 et le processus de mondialisation.

**Tableau 95:** Evolution du nombre des banques en Turquie

	2002	2003	2004	2005	2006
BANQUES DE DEPOT	40	36	35	34	33
Banques publiques	3	3	3	3	3
Banques privées	20	18	18	17	14
TMSF	2	2	1	1	1
Banques étrangères	15	13	13	13	15
BANQUES DE PARTICIPATION	5	5	5	4	4
BANQUES DE DEVELOPPEMENT&INVEST.	14	14	13	13	13
<b>Total</b>	<b>59</b>	<b>55</b>	<b>53</b>	<b>51</b>	<b>50</b>

**Source:** BDDK, 2006b, p. 1

À partir de 1990 jusqu'aux années 2000, le secteur bancaire enregistre un progrès remarquable : 73 banques en 1999. La crise économique entre 2001-2002 a un effet négatif sur le secteur bancaire et le nombre des banques actives dans le secteur diminue : il passe de 59 en 2002, à 50 en 2006. De même, il s'agit de la

liquidation faite par le Fonds d'Assurance des Comptes d'Epargne (TMSF) entre 2002 et 2006.

#### **3.4.1.1. Le nombre d'agence et de personnel**

Le nombre des agences poursuit une évolution parallèle à celle de l'économie: avec la crise du 2001, le nombre des banques chute, puis en 2004 enregistre une hausse dans le secteur bancaire. Ainsi, la part des agences des banques de dépôt dans le secteur passent de 97,1 % en 2002, à 94,5 % en 2006. Dans la même période, la part des développement et investissement reste stable en revanche, celle des banques participatives augmente de 2,3 % à 4,9 %. Comme le tableau ci-dessous le montre, les banques représentent 7 296 agences en 2006 (SPK, 2007, p. 2).

En ce qui concerne le nombre d'employés, dans le secteur public, il a diminué dans les années 1990, et commence à augmenter à partir de 1997. Il arrive 72.000 personnes en 1997 et il recommence à diminuer en 2000. Dans le secteur privé, le nombre d'employés est toujours en augmentation: il dépasse 92000 personnes en 1999, et il commence à diminuer à la suite de la crise de 2000 (Esen Oğuz., 2001, p. 242). Il augmente de 8,7 % à la fin du 2006, il regroupe 150.793 des employés dans le secteur. Sur la période 2002-2006, la part du nombre des employés du secteur dans l'ensemble n'a pas changé considérablement : il ne s'agit que d'un changement qu'à 1 ou 2 % (SPK, 2007, p. 5).

**Tableau 96:** Evolution du nombre des agences et des personnels des banques

	Evolution des agneces					Evolution des personnels				
	2002	2003	2004	2005	2006	2002	2003	2004	2005	2006
<b>NOMBRE</b>	<b>6.351</b>	<b>6.267</b>	<b>6.474</b>	<b>6.568</b>	<b>7.296</b>	<b>12.539</b>	<b>127.532</b>	<b>132.734</b>	<b>138.724</b>	<b>150.793</b>
Banques de dépôt	6.169	6.046	6.186	6.241	6.898	118.321	118.603	122.592	127.851	138.426
Banques de participation	148	189	255	292	356	2.530	3.502	4.790	5.747	7.112
Banques de développement et d'investissement	34	32	33	35	42	5.688	5.427	5.352	5.126	5.255
<b>%</b>										
Banques de dépôt	97,1	96,5	95,6	95,0	94,5	93,5	93,0	92,4	92,2	91,8
Banques de participation	2,3	3,0	3,9	4,4	4,9	2,0	2,7	3,6	4,1	4,7
Banques de développement et d'investissement	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6	4,5	4,3	4,0	3,7	3,5

Source: BDDK, 2006b, pp. 2-3

### 3.4.1.2. Le nombre de maison de crédit

L'évolution du secteur financier en Turquie a encore un potentiel de développement. De plus, la spécialisation de ces organisations n'est pas encore assez variée. Quand il s'agit d'une comparaison entre la Turquie et les pays de l'Union européenne, en Turquie le nombre des banques est encore moins nombreux que des agences des maisons de crédits dans certains pays européens, malgré le fait que le système bancaire représente le tronc commun du système financier turc. Cependant, comme il est montré dans le tableau 97, les banques turques ont de nombreuses agences par rapport aux maisons de crédit en Europe.

**Tableau 97:** Nombre des maisons de crédit et des agences en Turquie et certains pays de l'UE

	Maison de crédit		Agences	
	2002	2005	2002	2005
<b>UE-25</b>	9 311	8 684	202 809	201 259
Allemagne	2 363	2 089	50 868	44 044
Espagne	359	348	39 009	41 979
France	989	854	26 162	27 075
Portugal	202	186	5 348	5 427
Pologne	666	739	4 302	5 078
Grèce	61	62	3 263	3 576
Hongrie	227	215	2 992	3 122
Chypre	408	391	993	951
Malt	14	18	99	109
<b>TURQUIE</b>	59	51	6 351	6 568

Source: BDDK, 2006b, p. 3

En Turquie dans le secteur, on compte plus d'agences européennes que d'agences hors Union européenne. En 2006, on compte les 1.010 agences d'origine européenne, alors qu'elles se représentaient à peine 530 agences en 2002. La hausse



du nombre d'agences de banques d'origine européenne, peut être liée à la vente des banques turques durant cette période.

### **3.4.2. L'évolution du secteur bancaire**

Le secteur bancaire turc a subi des changements structurels en fonction des réorganisations financières faites à partir de 1980. Les politiques de libéralisation des taux d'intérêts concernant les crédits et les épargnes, la régulation du taux d'échanges etc., ont rendu au secteur bancaire plus de dynamisme, qui oriente alors les règlementations vers les normes internationales.

Dans le cadre de la transformation du système financier, le secteur bancaire a connu un changement considérable sur la période 1980-2000 sous l'influence des réorganisations institutionnelles et juridiques. Le nombre de banques s'élevait à 43 en 1980, 66 en 1990 et 81 en 1999. Le volume des actifs a augmenté en fonction du nombre des banques: il était de 20,8 milliards de dollars en 1980, qui soit 28,6 % du PNB; en 1990 il atteint 58,2 milliards de dollars, soit 38,2% du PNB; et en 2000 il atteint 155 milliards de dollars. Les actifs du secteur bancaire représentent 350 milliards de dollars, soit 86,7 du PNB en 2006 (BDDK., 2006, p. 35).

Cependant le rôle du secteur bancaire dans l'orientation des fonds pour le financement des investissements reste modeste dans les années 1990, malgré les changements structurels depuis les années 1980. Dans le système bancaire turc, la durée moyenne de l'épargne est de 45 jours qui ne correspond pas à celle des crédits. Ainsi l'offre des crédits sur 2-3 ans devient impossible de la part des banques (Rodoplu Gultekin., 2002, p. 27). La part des crédits dans les actifs qui était 47 % en 1990 est réduite à 33 % en 2000. De même, la part des crédits dans les épargnes représentait 84 % en 1990, et chute à 51 % en 2000. A titre de comparaison, la part des crédits dans le PNB en Turquie reste très inférieur par rapport au pays de la même catégorie (BDDK., 2006, p. 36).

### 3.4.2.1. La réstructuration du système bancaire

Le secteur bancaire turc n'a pas pu faire face aux problèmes posés par les incertitudes macro-économiques, politiques, les déficits budgétaires de l'Etat etc., dans les années 1990, malgré les réorganisations institutionnelles des années 1980. Dans ce cas, les incertitudes internationales s'ajoutent et les problèmes du secteur bancaire s'aggravent dans les années 1990. Les régulations du secteur bancaire ont été confiées à l'Autorité de Régulation et de Contrôle (BDDK, Bankacılık Düzenleme ve Denetleme Kurulu) en 1999: la loi des banques (Bankalar Kanunu, sous le numéro de 4389) et le secteur bancaire turc a été intégré dans le système financier.

Les caractéristiques générales du secteur bancaire turc vers la fin des années 1990 étaient:

- l'insuffisance du capital propre,
- la structure de petite taille et divisée,
- une grande part du secteur public,
- un système d'auto-contrôle insuffisante.

Les mesures prises au début de l'année 2000, visaient ces handicaps du secteur bancaire, et la mise en place de la politique de taux d'échange avait formé le bilan des banques. La crise financière vecue en novembre 2000 avait causé de graves problèmes pour la structure financière de certaines banques privées et des banques étatiques qui avaient besoin de fonds. Le renoncement à des politiques de taux de change et l'application du taux flexible ont multiplié les difficultés du secteur en février 2001.

Pour améliorer la situation du secteur bancaire, un programme de restructuration a été mis en place en mai 2001, et comportait quatre objectifs:

*-la restructuration des banques publiques en vue de leur privatisation:* la restructuration des banques publiques signifiait en assumer les responsabilités à court terme, en rembourser les déficits de fonctionnement et les soutenir au niveau des capitaux. Elle envisageait d'annuler les décisions du Conseil des ministres qui ont causé cette situation dans le secteur bancaire. La réorganisation des agences et des

personnels des banques était aussi envisagée pour que le secteur devienne plus efficace.

*-la réalisation de la vente, de la fusion et de la liquidation des banques transférées au TMSF:* l'objectif était l'efficacité des fonds dans le secteur par la vente ou bien la liquidation des banques.

*-l'amélioration de la structure des banques privées:* les fusions entre les banques étaient encouragées et l'accès au marché des banques étrangères a été facilité. Le programme de renforcement des capitaux des banques a été mis en place.

*-le cadre institutionnel et juridique:* le développement du cadre institutionnel et juridique assure l'efficacité de l'organisation et de contrôle du secteur, et rend le secteur encore plus compétitif et efficace.

La mise en place de ces objectifs a été soutenue par de nombreuses reprises de restructuration depuis 2001, dont la dernière est la loi sur le secteur bancaire (loi 5411), entrée en vigueur en novembre 2005.

En ce qui concerne le coût de la restructuration dans le secteur bancaire, le coût total est de 47,2 milliards de dollars. Dans le cadre de la restructuration des finances publiques, il s'agit d'un poids extrêmement lourd qui coûte 39,3 milliards de dollars (équivalant à 26,6 % du PIB), dont 21,9 milliards de dollars dûs aux déficits budgétaires des banques publiques, et 17,3 milliards de dollars dûs aux banques transférées au TMSF. Après le transfert de Imar Bankasi au Fonds d'Assurance des Comptes d'Épargne (TMSF) qui coûtait 5,9 milliards de dollars, le coût total de la restructuration atteint 53 milliards de dollars.

Le coût de ce processus de transformation pour le secteur privé représente 7,9 milliards de dollars.

**Tableau 98:** Coût total de la restructuration du secteur bancaire

	<b>Milliard de dollar</b>	<b>Part dans le PIB (%)</b>
Déficit de fonctionnement des banques publiques	19,0	12,8
Soutenance financier aux banques publiques	2,9	2,0
Coût de transfert des banques au Fonds d'Assurance des Comptes d'Epargne (TMSF)	22,5	15,2
Ressources assurées par le secteur public	17,3	11,7
Ressources assurées par le secteur privé	5,2	3,5
<b>1. TOTAL (Intermédiaire)</b>	<b>44,4</b>	<b>30,0</b>
Soutient public par les crédits	0,1	0,1
Coût supporté pour renforcer les capitaux des banques privées	2,7	1,8
<b>2. TOTAL (le coût de restructuration)</b>	<b>47,2</b>	<b>31,9</b>
Sur le finance public	39,3	26,6
Secteur privé	7,9	5,3
İmar Bankası	6,4	2,3
<b>3. COÛT TOTAL (y compris İmar Bankası)</b>	<b>53,6</b>	<b>34,2</b>

Source: BDDK, 2006b, p. 40

Dans le secteur, le nombre des banques a diminué à la suite des consolidations. En 2006, 50 banques restent en activité dont les 4 sont des banques de participation. Cependant, les actifs dans le secteur sont élevés en 2006, à peu près à 350 milliards de dollars (équivalant à 499,7 milliards YTL) malgré le redressement.

### 3.4.2.2. Les fusions et acquisitions

La restructuration du système bancaire et l'évolution des moyens dynamiques de l'économie ont apporté des changements importants dans la structure de capitaux des banques. Dans la période de 2001-2007, les 10 fusions et 14 acquisitions ont vu le jour.

Parmi les 24 banques impliquées dans cette évolution, 4 sont des banques de développement et d'investissement, et 20 sont des banques de dépôt. Les fusions faites parfois entre les banques de petite taille et parfois entre les banques d'un même groupe, permettent de faire face à la concurrence, et de s'adapter aux conditions du marché.

**Tableau 99:** Fusions dans le secteur bancaire

Institutions fusionnées	Titre après fusion	Origine et date de l'institution créée
1   Türkiye Emlak Bankası A.S. et Türkiye Ziraat Bankası A.S.	TC Ziraat Bankası	Turquie 09.07.2001
2   Tefken Yat., Finansman Bank A.S. et Bank Ekspres A.S.	Tekfenbank A.S.	Turquie 18.10.2001
3   Morgan Guaranty trust Co. et The Chase Manhattan Bank	The Chase Manhattan Bank	Etats-Unis 10.11.2001
4   Birleşik Türk Körfez Bankası A.Ş. et Osmanlı Bankası A.Ş.	Osmanlı Bankası A.Ş.	France 29.08.2001
5   Osmanlı Bankası A.Ş. et T. Garanti Bankası A.Ş.	T. Garanti Bankası A.Ş.	Turquie 11.12.2001
6   Türkiye Sınai Kalkınma Bankası A.Ş. et Sınai Yatırım Bankası A.Ş.	TSKB A.Ş.	Turquie 27.03.2002
7   Finansbank A.Ş. et Fiba Bank A.Ş.	Finansbank A.Ş.	Turquie 03.04.2003
8   Credit-Lyonnois SA et Credit Agricole Indosuez T.A.S.	Credit Agricole Indosuez T.A.S.	France 03.03.2004
9   Ak Uluslararası Bankası A.S. et Akbank T.A.Ş.	Akbank T.A.S.	Turquie 19.09.2005
10   Koçbank A.S. et Yapı ve Kredi Bankası A.Ş.	Yapı ve Kredi Bankası A.Ş.	Turquie-Italie 28.09.2006

Source: BDDK, 2006b, p. 42

Les acquisitions sont réalisées en grand partie par les capitaux étrangers: sur 14 acquisitions, 13 appartiennent aux capitaux étrangers.

**Tableau 100:** Acquisitions dans le secteur bancaire

Institution cédante	Institution acquérante	Titre après transfert	Date	Origine de l'acquérante	Explication
---------------------	------------------------	-----------------------	------	-------------------------	-------------

1	Koçbank A.Ş.	Unicredito	Koçbank A.Ş.	08.08.2002	Italie	Bankanın %49,5 oranındaki dolaylı payı UCI'ya geçmiştir.
2	T. Ekonomi Bankası A.Ş.	BNP Paribas	T. Ekonomi Bankası A.Ş.	28.12.2004	France	BNP Paribas'ın TEB'deki dolaylı hissesi %42,1 oranındadır.
3	T. Dış Ticaret Bankası A.Ş.	Fortis Bank NV-SA	Fortis Bank A.Ş.	22.06.2005	Luxem.-Belgique	Dışbank hisselerinin %89,3'ü Fortis Grubuna devredilmiştir.
4	Yapı ve Kredi Bankası A.Ş.	Koç-Unicredito	Yapı ve Kredi Bankası A.Ş.	11.08.2005	Turquie-Italie USA-France	Banka hissesinin %57,4'ü Koç-Unicredito'ya devredilmiştir.
5	T. Garanti Bankası A.Ş.	General Electric	T. Garanti Bankası A.Ş.	22.12.2005	Grèce	Bankanın %25,5 oranındaki hissesi General Electric Ata ve Müşavirlik Ltd. Şti.'ye devredilmiştir.
6	Finans Bank A.Ş.	National Bank of Greece SA	Finans Bank A.Ş.	28.07.2006	Israël	Finans Bank A.Ş. hisselerinin %46'sının National Bank of Greece S.A.'ya devri gerçekleşmiştir.
7	C Kredi ve Kalk. Bankası A.Ş.	Tarshish Hapolim Hold.& Inv. Ltd.	Bank Pozitif Kredi ve Kalkınma B. A.Ş.	17.08.2006	Liban-Kuveyt	Hapoalim Grubuna bağlı Tarshish-Hapoalim Hold. and Invest. Ltd. şirketi Bankanın %57,6 oranındaki hissesini devralmıştır.
8	Arap Türk Bankası A.Ş.	Libyan Foreign Bank	Arap Türk Bankası A.Ş.	22.06.2006	Belgique-France USA	Arap Türk Bankası A.Ş.'nin %47,7'sine sahip olan Libyan Foreign Bank, bankanın %10,9 oranındaki hissesini Tekfenbank A.Ş.'den devralmıştır.
9	Denizbank A.Ş.	Dexia Participation B. S.A.	Denizbank A.Ş.	28.09.2006	USA	Denizbank A.Ş.'nin %75 oranındaki hissesi Dexia Participation Belgique S.A.'ya devredilmiştir.
10	Tat Yatırım Bankası A.Ş.	Merrill Lynch European A. H. Inc.	Merrill Lynch Yatırım B. A.Ş.	30.11.2006	Kazakistan	Tat Yatırım Bankası A.Ş.'nin %99,95'i Merrill Lynch European Asset Holdings Inc.'e devredilmiştir.
11	Akbank T.A.Ş.	Citibank Overseas I.C.	Akbank T.A.Ş.	06.12.2006	Jordanie-Liban	Akbank T.A.Ş.'nin %20'si Citibank Overseas Investment Corporation (COIC) tarafından devralınmıştır.
12	Şekerbank T.A.Ş.	Bank Turanalem JSC	Şekerbank T.A.Ş.	21.12.2006	Grèce	Bankanın %33,98'ine karşılık gelen hisseler, Bank TuranAlem JSC'nin sahip olduğu Turan Alem Securities JSC tarafından devralınmıştır.
13	MNG Bank A.Ş.	Arap Bank BankMed	Türkland Bank A.Ş.	28.12.2006		MNG Bank A.Ş. hisselerinin %50'si Arap Bank'a ve %41'i BankMed'e devredilmiştir.
14	Tekfenbank A.Ş.	EFG Eurobank Ergasias S.A	Tekfenbank A.Ş.	23.02.2007		Tekfenbank A.Ş.'nin %70 oranındaki hissesi EFG Eurobank Ergasias S.A.'ya (Eurobank EFG) satılmıştır.

Source: BDDK, 2006b, p. 43.

Depuis 2001, le secteur bancaire en Turquie compte 50 banques au total:

Banque de dépôt : 33

Banque de participation : 4

Banque de développement et d'investissement: 13

Le secteur bancaire représente 7.296 agences et 150.793 personnels en 2006.

### 3.4.3. Les indicateurs généraux dans le secteur bancaire

Nous allons utiliser certains critères comme la concentration des actifs dans les secteurs, et dans les portefeuilles, l'évolution des crédits etc.

### 3.4.3.1. La concentration des actifs dans le secteur

L'indice de concentration Herfindahl-Hirschman mesure la concentration du marché en additionnant les carrés des parts de marché des entreprises du secteur. Un indice inférieur à 1000 est signe d'un marché faiblement concentré; avec un indice compris entre 1000 et 1800, un marché est modérément concentré; avec un indice supérieur à 1800, un marché est très concentré.<sup>132</sup> Dans le tableau 101 les actifs de dix premières banques et l'indice de HH sont donnés:

**Tableau 101:** Concentration des actifs

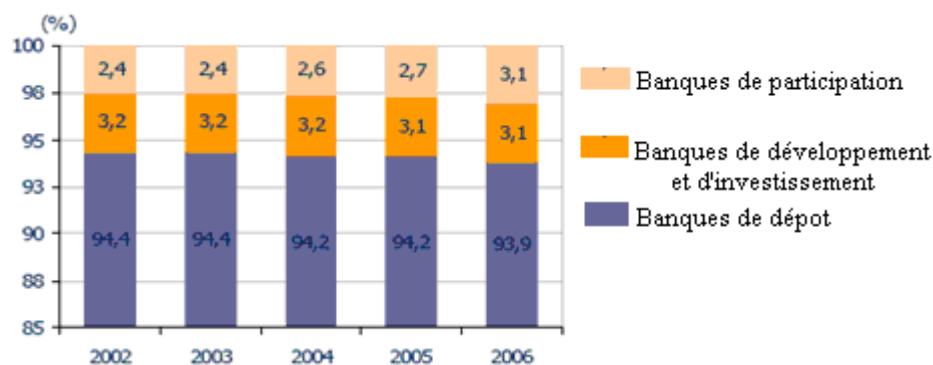
Actif total (%)	2002	2003	2004	2005	2006
5 Premières banques	57,4	59,0	58,1	61,4	60,9
10 Premières banques	79,3	80,6	82,0	82,9	83,5
IHH	851,7	904,6	905,9	934,7	911,0
<b>Dispersion selon l'échelle</b>					
Grande	74,0	73,4	71,6	71,8	75,2
Moyenne	16,0	16,2	18,0	17,5	14,9
Petite	10,1	10,4	10,4	10,7	9,8
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
<b>Dispersion fonctionnelle</b>					
Banques de dépôt	94,4	94,4	94,2	94,2	93,9
Investissement&Développement	3,2	3,2	3,2	3,1	3,1
Banques de participation	2,4	2,4	2,6	2,7	3,1
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

**Source:** BDDK, 2006b, p. 8

Selon les données dans le tableau, l'indice de HH montre qu'il s'agit d'une concentration dans la période de 2002-2005. Cependant, c'est une concentration faible qui chute encore en 2006.

<sup>132</sup> Voir une application sur les réunifications des entreprises aux Etats-Unis, "Horizontal Merger Guidelines", US Department of Justice and the Federal Trade Commission, Revised April 1997. [www.usdoj.gov](http://www.usdoj.gov)

**Schéma 102:** Concentration des actifs et distribution fonctionnelle



**Source:** BDDK, 2006b, p. 10

Selon les schéma 102, la dispersion fonctionnelle montre que ces sont des banques de dépôt qui possèdent le principal part des actifs. En revanche, elles ont 93,39% des actifs dans le secteur en 2006 alors qu'elles possédaient 94,4% des actifs en 2002. En ce qui concerne les banques participatives, elles ont une tendance progressive depuis 2002.

Comme le tableau 103 montre, İş Bankası (Banque d'affaire) et Zraat Bankası (Banque agricole), (la première ayant un capital privé, et la deuxième ayant un capital public), ont le capital le plus concentrée depuis quatre dernières années.

**Tableau 103:** Concentration de dix premières banques dans les actifs.

2002			2006		
Actifs (%)	Part	Cumul.	Actifs (%)	Part	Cumul.



1.T.C. Ziraat Bankası	17,4	17,4	1.T.İş Bankası	15,1	15,1
2.Akbank	11,3	28,7	2.T.C.Ziraat Bankası	14,5	29,6
3.T.İş Bankası	11,0	39,6	3.Akbank	11,5	41,1
4.T.Garanti Bankası	9,0	48,7	4.T.Garanti Bankası	10,1	51,1
5.Yapi ve Kredi Bankası	8,7	57,4	5.Yapi ve Kredi Bankası	9,8	60,9
6.T.Halk Bankası	8,0	65,4	6.T.Vakıflar Bankası	7,4	68,3
7.T.Vakıflar Bankası	5,9	71,3	7.T.Halk Bankası	6,9	75,2
8.Koçbank	3,1	74,3	8.Finansbank	3,6	78,8
9.Pamukbank	2,7	77,0	9.Oyakbank	2,4	81,2
10.Finansbank	2,3	79,3	10.Denizbank	2,3	83,5

Source:BDDK, 2006b, p. 10

En général, le secteur bancaire en Turquie est moins concentré dans les actifs par rapport aux pays de l'UE : ils ont une moyenne de 1.158 en 2002, et de 1.153 en 2005.

Selon les données dans le tableau 104, la Turquie se situe le premier parmi les dix premiers pays par l'importance de ses actifs: elle est devant la Pologne, la Hongrie et elle s'approche à la Grèce. Parcontre quand il s'agit d'une comparaison avec l'ensemble de l'UE, ce grandeur qui est à peu près 23% du moyen général de 25 pays européens reste très modeste.

**Tableau 104:** Comparaison des actifs total entre la Turquie et certains pays de l'UE

PAYS	Taille des actifs (Milliard €)		Indice de croissance des actifs 2002=100		
	2002	2005	2002	2003	2005
Pays	2002	2005	2002	2003	2005
Allemagne	6 370	6 827	100,0	100,4	107,2
France	3 862	5 090	100,0	103,4	131,8
Espagne	1 348	2 151	100,0	111,9	159,6
Portugal	352	360	100,0	99,1	102,3
Grèce	202	281	100,0	105,4	139,1
Turquie	127	255	100,0	115,0	200,8
Pologne	116	152	100,0	89,7	131,0
Hongrie	46	75	100,0	115,2	163,0
Chypre	41	60	100,0	102,4	146,3
Malte	16	27	100,0	112,5	168,8
Moyenne de UE-25	1 015	1 315	100,0	104,4	129,6
UE-25	25 296	32 882	100,0	104,7	130,0

Source: BDDK, 2006b, p. 11

### 3.4.3.2. La concentration des portefeuilles des valeurs mobilières

Les valeurs mobilières occupent une place capitale dans le bilan du secteur bancaire en Turquie. Les principaux acteurs de secteur bancaire de point de vue de la concentration des portefeuilles des valeurs mobilières sont des banques de grande taille et les banques de dépôt. Dans le tableau 105, les grandes banques ont un portefeuille dont 80,5% se composent de valeurs mobilières en 2002, part à 89,4% en 2006. Selon la dispersion fonctionnelle, ce sont les banques de dépôt qui concentrent dans les valeurs mobilières: 99,0% en 2002, et 98,9% en 2006.

**Tableau 105:** Indicateurs de la concentration des valeurs mobilières

Valeur mobilier total (%)	2002	2003	2004	2005	2006
5 Premières banques	69,6	71,3	74,0	74,7	74,7
10 Premières banques	88,0	89,4	91,3	91,4	93,3
IHH	1 220,2	1 300,9	1 461,7	1 386,7	1 415,6
<b>Dispersion selon l'échelle</b>					
Grande	80,5	82,5	85,6	86,1	89,4
Moyenne	16,0	13,2	9,8	8,7	6,4
Petite	3,5	4,3	4,7	5,2	4,1
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
<b>Dispersion fonctionnelle</b>					
Banques de dépôt	99,0	99,0	98,8	98,5	98,9
Investissement&Développement	1,0	1,0	1,1	1,5	1,1
Banques de participation	0,002	0,043	0,038	0,013	0,003
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

**Source:** BDDK, 2006b, p. 13

L'indice de HH dans le secteur qui se trouve entre 1000 et 1800 représente une concentration modérée dans les valeurs mobilières. Il enregistre une évolution de 1.220 en 2002, à 1.415 en 2006.

#### **3.4.3.3. L'évolution des crédits**

Dans le secteur bancaire turc, les banques de capital privé offrent des crédits plus que les banques publiques. La part des banques privées a augmenté de 40% en 1990, à 55% en 2000. La part du secteur public est de 45% en 1990 et diminue à 27% en 2000. Par contre les banques étrangères sont moins présentes dans ce domaine: elles représentent 30 % de crédit dans le secteur (Şahinöz Ahmet, 2001, p. 245).

**Tableau 106:** Indicateurs de la concentration de capacité de crédit

Crédit total (%)	2002	2003	2004	2005	2006
5 Premières banques	54,0	52,2	51,6	53,0	55,9
10 Premières banques	73,8	73,4	75,3	76,3	80,4
IHH	732,0	710,2	712,6	751,0	805,8
<b>Dispersion selon l'échelle</b>					
Grande	62,0	62,6	63,4	63,9	68,8
Moyenne	24,5	24,0	23,7	25,9	19,8
Petite	13,5	13,4	12,9	10,2	11,4
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
<b>Dispersion fonctionnelle</b>					
Banques de dépôt	87,6	88,4	90,2	90,4	92,5
Investissement&Développement	8,3	7,1	5,1	3,7	3,3
Banques de participation	4,1	4,5	4,7	5,9	4,3
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: BDDK, 2006b, p. 14

La concentration des crédits est moins élevée par rapport à celle des actifs: les cinq premières banques offrent plus de la moitié des crédits et l'offre des dix premières banques évolue plus vite que celui des cinq premières dans la période de 2002-2006. Selon la dispersion fonctionnelle, les banques de dépôt possèdent la part principale en augmentation depuis 2002. Elles remplacent également la part des banques de développement et d'investissement, qui est diminuée de 8,3% en 2002 à 3,3% en 2006.

**Tableau 107:** Concentration des crédits dans les cinq et dix premières banques

2002			2006		
Crédits (%)	Part	Cumul.	Crédits (%)	Part	Cumul.
1.Yapı ve Kredi Bankası	13,3	13,3	1.T.İş Bankası	13,0	13,0
2. Yapı Kredi Bankası	12,5	25,9	2.Akbank	12,7	25,7
3.Akbank	11,5	37,4	3.T.Garanti Bankası	12,2	37,8
4.T.Garanti Bankası	9,7	47,1	4.Yapı Kredi Bankası	10,0	47,8
5.T.C.Ziraat Bankası	6,9	54,0	5.T.Vakıflar Bankası	8,1	55,9
6.T.Vakıflar Bankası	5,6	59,7	6.T.C.Ziraat Bankası	7,7	63,6
7.Koçbank	4,4	64,1	7.T.Halk Bankası	5,2	68,8
8.TurkEximbank	3,8	67,9	8.Finansbank	5,0	73,8
9.Finansbank	3,2	71,1	9.HSBC Bank	3,3	77,2
10.HSBC Bank	2,7	73,8	10.Oyakbank	3,3	80,4

Source: BDDK, 2006b, p. 15

Dans l'ordre en fonction des crédits offerts, les banques qui ont des capitaux privés sont en première place, et les 4 premières d'entre eux représente 47,8% des crédits. Le changement durant la période de 2002-2006 découle de la consolidation de la restructuration et des nouvelles conditions dans le secteur bancaire.

#### 3.4.3.4. La concentration des épargnes bancaires

Les épargnes suivent une évolution progressive depuis 2002. Elles ont un indice HH de 1.034,1 en 2006 alors qu'il était de 969,8 en 2002. Comme indiqué dans le tableau 108, 79,5% des épargnes en 2006 sont concentrées dans des banques de grande taille, dont la plupart sont des banques de dépôt.

**Tableau 108:** Concentration des épargnes bancaires

<b>Epargne total (%)</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>	<b>2005</b>	<b>2006</b>
5 Premières banques	60,8	61,4	62,9	63,9	63,2
10 Premières banques	84,5	85,3	86,8	86,9	87,3
IHH	969,8	1 027,0	1 090,3	1 056,7	1 034,1
<b>Dispersion selon l'échelle</b>					
Grande	78,6	78,4	76,6	76,9	79,5
Moyenne	14,6	15,0	16,3	15,7	13,8
Petite	6,8	6,6	7,1	7,4	6,7
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
<b>Dispersion fonctionnelle</b>					
Banques de dépôt	96,7	96,8	96,6	96,5	96,4
Investissement&Développement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,à
Banques de participation	3,3	3,2	3,4	3,5	3,6
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

**Source:** BDDK, 2006b, p. 20

### 3.4.3.5. La concentration des ressources propres

Dans la période de 2002-2006, quand il s'agit des ressources propres du point de vue d'IHH, la concentration dans le secteur bancaire est réduite: l'indice est 788,6 en 2006 tandis qu'il était 973,3 en 2002. Dans les banques de développement et d'investissement ainsi que dans les banques participatives, la concentration des ressources propres suit une évolution progressive.

**Tableau 109:** Concentration des ressources propres

<b>Ressources propres totales %</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>	<b>2005</b>	<b>2006</b>
5 Premières banques	62,2	62,3	57,0	54,8	54,1
10 Premières banques	82,5	83,4	78,6	77,3	79,3
IHH	973,3	987,8	829,1	813,2	788,6
<b>Dispersion selon l'échelle</b>					
Grande	71,5	86,6	67,7	63,7	66,1
Moyenne	14,9	11,6	15,9	16,2	13,1
Petite	13,6	1,9	16,5	20,0	20,8
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
<b>Dispersion fonctionnelle</b>					
Banques de dépôt	87,0	86,6	87,0	86,8	84,7
Investissement&Développement	11,5	11,6	11,0	11,4	12,7
Banques de participation	1,5	1,9	2,0	1,7	2,6
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

**Source:**BDDK, 2006b, p. 29

La concentration des ressources propres, diminuée durant la période de 4 ans, met en priorité les banques des capitaux privés. Dans le tableau 110 Ziraat Bankasi (Banque agricole) qui se trouve au deuxième rang en 2002, en remplacée par İş Bankası (Banque d'affaires) en 2006.

**Tableau 110:** Dix premières banques dans la concentration des capitaux propre

2002			2006		
Ressources propres (%)	Part	Cumul.	Ressources propres (%)	Part	Cumul.
1.T.İş Bankası	16,3	16,3	1.T.İş Bankası	15,8	15,8
2.T.C.Ziraat Bankası	15,9	32,2	2.Akbank	11,9	27,7
3.Akbank T.A.Ş.	12,4	44,7	3.T.C.Ziraat Bankası	11,1	38,7
4.Yapı ve Kredi Bankası	10,5	55,2	4.T.Garanti Bankası	7,8	46,6
5.T.Halk Bankası	7,0	62,2	5.T.Vakıflar Bankası	7,5	54,1
6.T.Garanti Bankası	6,4	68,6	6.T.Halk Bankası	6,3	60,5
7.Türk Eximbank	4,2	72,8	7.İller Bankası	5,8	66,2
8.İller Bankası	4,0	76,8	8.Yapı ve Kredi Bankası	5,6	71,8
9.T.Vakıflar Bankası	2,9	79,7	9.Türk Eximbank	3,9	75,7
10.HSBC Bank	2,8	82,5	10.Finansbank	3,6	79,3

Source: BDDK, 2006b, p. 29

#### 3.4.4. L'évolution des crédits bancaires

La taille d'actif dans le secteur bancaire est de 499,7 milliards YTL en décembre 2006. Dans la même année le volume de crédit du secteur représente 219 milliards YTL (BDDK, 2006b, p. 50).

##### 3.4.4.1. L'évolution des crédits commerciaux

La part des crédits commerciaux dans l'ensemble, représente 68,2 % en décembre 2006 alors qu'elle était de 86,8 % en 2002. Le volume des crédits commerciaux réalisé dans cette période est de 149,4 milliards YTL, enregistrant 36,3 % d'augmentation annuelle.



**Tableau 111:** Concentration des crédits commerciaux

<b>Crédits commerciaux (%)</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>	<b>2005</b>	<b>2006</b>
5 Premières banques	54,2	50,9	48,8	50,3	54,4
10 Premières banques	72,9	73,1	73,9	73,3	77,3
IHH	742	697	676	695	758
<b>Dispersion selon l'échelle</b>					
Grande	62,3	61,7	61,4	60,4	66,8
Moyenne	25,0	24,9	24,4	22,0	18,5
Petite	12,7	13,5	14,2	17,6	14,6
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
<b>Dispersion fonctionnelle</b>					
Banques de dépôt	88,2	88,3	89,3	87,4	90,2
Investissement&Développement	7,0	6,0	4,2	5,3	4,8
Banques de participation	4,9	5,7	6,5	7,3	5,0
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

**Source:** BDDK, 2006b, p. 51

Dans la période 2002-2006, la part des cinq banques reste à peu près stable, après une chute durant 3 ans. La part des dix premières banques enregistre une augmentation qui représente 77,3 % des crédits commerciaux en 2006.

#### **3.4.4.2. L'évolution des crédits aux particuliers**

Les crédits aux particuliers se composent des crédits de consommation et des crédits par cartes bancaires. Le volume des crédits aux particuliers dans son ensemble est en augmentation, et représente 69,6 milliards YTL en décembre 2006. La part des crédits aux particuliers représente 31,8% des crédits en total en fin 2006.

**Tableau 112:** Concentration des crédits particuliers

Crédits aux particuliers (%)	2002	2003	2004	2005	2006
5 Premières banques	63,1	64,3	63,6	63,8	63,4
10 Premières banques	88,0	87,0	91,4	89,0	89,0
IHH	1 069	1 029	1 012	985	971
<b>Dispersion selon l'échelle</b>					
Grande	71,7	74,5	74,2	72,2	73,0
Moyenne	25,3	24,0	24,4	23,5	22,7
Petite	2,9	1,6	1,4	4,4	4,3
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
<b>Dispersion fonctionnelle</b>					
Banques de dépôt	100,0	100,0	100,0	97,5	97,2
Investissement&Développement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Banques de participation	0,0	0,0	0,0	2,5	2,7
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: BDDK, 2006b, p. 52

L'indice de concentration pour les crédits aux particuliers diminue : pour la période 2002-2006, il passe de 1.069 à 971. Durant cette période la part des dix banques enregistre 1 point d'augmentation alors que les cinq premières enregistrent 0,3 points.

#### 3.4.4.2.1. Les crédits de consommation

Les crédits de consommation représentent 68,3% des crédits particuliers en décembre 2006.

**Tableau 113:** Concentration des crédits de consommation

<b>Crédits de consommation (%)</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>	<b>2005</b>	<b>2006</b>
5 Premières banques	59,6	68,3	66,7	63,1	60,6
10 Premières banques	86,9	91,2	91,7	86,8	87,7
IHH	931	1 088	1 082	979	928
<b>Dispersion selon l'échelle</b>					
Grande	65,3	71,6	71,8	69,2	70,5
Moyenne	32,1	27,3	26,7	25,5	24,2
Petite	2,6	1,1	1,4	5,2	5,4
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
<b>Dispersion fonctionnelle</b>					
Banques de dépôt	100,0	100,0	99,9	96,6	96,5
Investissement&Développement	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1
Banques de participation	0,0	0,0	0,0	0,0	3,3
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

**Source:** BDDK, 2006b, p. 53

En 2003 la hausse considérable dans la part des cinq et dix premières banques peut être expliquée par la crise financière de 2001. La consommation est encouragée par le secteur bancaire pour les consommateurs qui manquaient des moyens financiers.

#### **3.4.4.2.2. Les crédits immobiliers**

Les crédits immobiliers occupent 10,7% de la totalité des crédits soit 23,4 milliards YTL en décembre 2006. La chute de la part des cinq premières et dix premières banques dans les crédits immobiliers est considérable cependant la part des banques de grande taille est en augmentation. Ceci peut être expliqué par une augmentation de nombre des banques dans le secteur.

**Tableau 114:** Concentration des crédits immobiliers

<b>Crédits immobiliers (%)</b>	<b>2004</b>	<b>2005</b>	<b>2006</b>
5 Premières banques	63,9	59,7	56,6
10 Premières banques	91,9	85,8	86,5
IHH	1 048	920	868
<b>Dispersion selon l'échelle</b>			
Grande	60,6	64,4	66,9
Moyenne	36,6	28,7	25,9
Petite	2,8	6,9	7,2
TOTAL	100,0	100,0	100,0
<b>Dispersion fonctionnelle</b>			
Banques de dépôt	100,0	95,2	94,4
Investissement&Développement	0,0	0,0	0,0
Banques de participation	0,0	4,8	5,6
TOTAL	100,0	100,0	100,0

**Source:** BDDK, 2006b, p. 54

Les crédits immobiliers représentent à peu près 300 millions d'euros en 2002, suite à d'une augmentation considérable: en 2005 il enregistre 8,2 milliards d'euros, et en 2006, 12,6 milliards d'euros. Quand il s'agit d'une comparaison avec l'UE, les crédits immobiliers en Turquie représentent un potentiel de développement dans les années à venir. Dans le tableau 115 six pays des 25 pays de l'UE se trouvent au-dessous de la Turquie dans ce domaine.

**Tableau 115:** Comparaison entre la Turquie et l'UE dans les crédits immobiliers

	Crédits immobiliers		Crédits de consommation*	
	2002	2005	2002	2005
<b>UE-25</b>	3 323,0	4 669,3	786,8	886,9
Allemagne	921,8	961,2	225,2	171,0
France	347,9	495,1	121,1	142,0
Espagne	236,4	448,3	53,8	77,2
Portugal	64,9	79,5	8,2	9,4
Grèce	21,1	43,0	9,8	20,8
Pologne	6,9	13,2	10,3	13,9
Hongrie	3,6	9,0	1,2	4,8
TURQUIE	0,3	8,2	1,0	10,3
Slovaquie	1,0	3,1	0,1	0,7
Estonie	0,6	2,6	0,1	0,3
Lettonie	0,4	2,5	0,1	0,5
Lituanie	0,3	1,9	-	0,4
Malte	0,9	1,5	0,1	0,2
Slovenie	0,5	1,4	-	2,0

\* En 2006 le volume des crédits de consommation est 13.0 milliard €.

**Source:** BDDK, 2006b, p. 56

#### 3.4.4.2.3. Les cartes de crédits

La part des cartes de crédit se développe dans la période de 2002-2006. Cependant la part des banques de petite taille se réduit, contrairement celle des banques de grande taille. Les cinq premières banques représentent 71,5 % en 2002, représente en 2006, 80,7 % du secteur. Les dix premières banques ont suivi la même évolution : elles enregistrent 90,2 % en 2002, et 94,8 % en 2006.

**Tableau 116:** Concentration des carte de crédit

Carte de crédit (%)	2002	2003	2004	2005	2006
5 Premières banques	71,5	75,0	75,6	77,6	80,7
10 Premières banques	90,2	91,8	93,7	93,6	94,8
IHH	1 390	1 421	1 388	1 447	1 576
<b>Dispersion selon l'échelle</b>					
Grande	75,1	76,8	76,4	77,0	78,6
Moyenne	21,8	21,2	22,2	20,0	19,4
Petite	3,1	2,0	1,4	3,0	2,0
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
<b>Dispersion fonctionnelle</b>					
Banques de dépôt	100,0	100,0	100,0	98,8	98,6
Banque de participation	0,0	0,0	0,0	1,2	1,4
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

**Source:** BDDK, 2006b, p. 57

L'indice d'HH montre également cette évolution: il enregistre 1.390 en 2002, et 1.576 en 2006. Cette hausse de 129 points de l'indice, signifie l'augmentation de la concentration dans les cartes de crédits pour la période concernée.

## **CHAPITRE II:FINANCEMENT DU PROCESSUS D'INDUSTRIALISATION PAR LES MOYENS EXTERIEURS**

### **1. Le rôle de la dette extérieure dans le financement des pays en voie de développement**

Les pays émergents ayant encore des étapes à franchir dans le processus de développement ont besoin de ressources pour financer les investissements. Autrement dit, les pays émergents doivent avoir la tendance marginale à épargner au niveau national plus que la tendance moyenne d'investissement. Du point de vue de ces deux concepts, les pays émergents se trouvent face à une situation contradictoire: d'une part, ils sont dans l'obligation d'investir pour pouvoir avancer dans le processus d'industrialisation, et d'autre part leurs revenus ne suffisent pas à couvrir les dépenses d'investissement.

L'insuffisance des ressources financières oblige les pays à faire recours aux ressources extérieures sous différentes formes (crédits, dons, émission de bons et obligations, aides etc.). Il est possible d'adopter le point de vue de Frederic List pour soutenir la première raison ci-dessus en disant « Une nation qui ne possède ni littoral ni navigation marchande ni forces navales ou qui n'a pas en sa puissance les embouchures de ses fleuves, dépend des autres peuples pour son commerce extérieur ; elle ne peut ni établir de colonies ni enfanter des nations nouvelles ; trop-plein de sa population, de ses ressources morales et matérielles... » (List Frederic., 1857, p. 287). C'est la raison pour laquelle, ces pays font recours aux ressources de financement extérieur parallèlement à celles venant de l'intérieures.

D'autre part, la dette extérieure joue un rôle important comme l'expliquent Chenery et Strout : l'épargne nationale et les revenus en devises en forme de l'endettement extérieur ou l'investissement étranger sont les deux facteurs principaux

qui déterminent le niveau de développement dans les pays émergents (Chenery H, 1959). Les investissements directs étrangers et les dettes extérieures sont importants du point de vue de leurs rémunérations, en particulier en ce qui concerne la dette extérieure (Ongun Tuba, 2001, p. 323).

L'endettement extérieur tout comme les investissements directs étrangers, a deux fonctions sur un pays demandeur de ressources extérieures :

D'une part, la dette extérieure permet de couvrir le besoin des capitaux dans l'insuffisance des épargnes. La fonction ci-dessus monte l'équilibre macroéconomique dans un pays :

$$Y_k (=Y_{ko}+Y_{kg}) = C+G+So+Sg \quad (1)$$

Selon cette fonction, le revenu utilisable se compose des revenus consommables des secteurs public et privé. Dans la fonction, So et Sg signifient les épargnes des secteurs public et privé. Quand on ajoute l'écart des opérations courantes à la fonction elle devient :

$$Y_k (=Y_{ko}+Y_{kg}) = C+G+I_o+I_g+(X-M) \quad (2)$$

Il est possible de montrer par cette fonction l'équilibre macroéconomique dans une économie déficitaire. A partir de cette fonction nous obtenons :

$$I_o+I_g+X = So+Sg+M \quad (3)$$

Nous pouvons réorganiser les trois parties de la fonction en fonction des épargnes ou déficits:

$$(So-I_o)+(Sg-I_g)+(M-X) = 0 \quad (4)$$

Dans la fonction les parties :

(So-I<sub>o</sub>) : l'épargne du secteur privé (ou bien déficit), (Sg-I<sub>g</sub>) : l'épargne du secteur public (ou bien déficit), (M-X) : l'épargne extérieure ou l'investissement étranger. En cas de (M>X) elle représente l'épargne extérieure, et en cas de (X>M) elle représente l'investissement extérieur.



La fonction (4) montre que dans une économie, les trois parties ne peuvent pas être déficitaires ou excédentes en même temps. Si l'une de ces parties est déficitaire une autre sera excédente pour assurer l'équilibre.

Le tableau 117 montre l'équilibre général de l'économie sur la période 1995-2006.

**Tableau 117:** Part des ressources extérieures dans l'équilibre général de l'économie (aux prix courants en milliards YTL)

Années	PNB aux prix courants	Compte d'extérieur aux investissements des biens et des services	
	(Y)	(M-X)	(M-X)/Y
1995	7.85	0.31	3.95
1996	14.98	0.53	3.54
1997	29.39	1.08	3.67
1998	53.5	0.92	1.72
1999	78.3	2.62	3.35
2000	125.6	9.04	7.20
2001	176.5	+0.49	+0.28
2002	275.0	5.96	2.17
2003	356.7	13.53	3.79
2004	428.9	23.80	5.56
2005	486.4	32.55	6.69
2006	575.8	47.23	8.20

Source : Şahin Hüseyin, 2007, p. 541

L'épargne du secteur public est toujours déficitaire et elle est couverte par l'excédent des parties privées et extérieures. L'épargne du secteur privé représente l'excédent sur la période 1998-2004 par contre son bilan des opérations courantes est déficitaire dans la même période. C'est-à-dire que le secteur public est emprunteur vis-à-vis du secteur privé et de l'étranger (Şahin Hüseyin, 2007, p. 540).

Les dettes extérieures sont des transferts internationaux qui ont un effet progressif ou réductif sur le PNB du pays. En général, on y a recours quand un pays a besoin d'importer les équipements de production et quand il ne possède pas les moyens de financement de l'intérieur. Le PNB augmente au début grâce à l'endettement extérieur puis à la période de remboursement il produit un effet négatif. De même, le remboursement de la dette extérieure, plus son intérêt, recompose des obstacles majeurs pour les pays émergents n'ayant pas d'épargne nationale. De tels cas les dettes extérieures remplissent leurs fonctions si elles permettent d'augmenter la capacité de production dans une économie.

### **1.1. La fonction de la dette extérieure dans le cas de la Turquie**

La Turquie est un pays qui se trouve au centre des débats par ses caractères dépendants des institutions internationales ainsi que le FMI dans ces dernières années. En effet, la tradition du financement turc montre que le manque de ressources financières pour la dépense publique existent depuis la deuxième moitié du 18ème siècle. Le premier recours à la dette extérieure a lieu juste après la Guerre de Crimée en 1854: les fonds disponibles en France et en Angleterre sont transférés afin de financer les dépenses de guerre (Kazgan Gülten., 2006, p. 22). Durant la période de 1854-1879 on a prolongé 17 fois la date de remboursement en renouvelant le contrat de dette. Les endettements dans les années 1865, 1873 et 1874 étaient obtenus contre la caution de tous les revenus de l'Empire ottoman. L'Administration des Dettes Générales d'Etat (Düyun-i Umumiye) a été créée à la suite de la déclaration moratoire par l'Empire ottoman en 1875. Il s'agissait d'une institution ayant une structure plus forte et étalée que le Ministre de l'Economie de l'époque (Cem İsmail, 1974, p. 244). En 1881, elle a été chargée par le gouvernement du remboursement des dettes extérieures et de prélèvement des impôts dans l'Empire. En 1914, la dette extérieure de l'Empire ottoman était arrivée à 160 millions Livres sterling (équivalent du 65 milliards USA).<sup>133</sup> Il est intéressant de voir que la dernière partie de ces dettes avait été remboursée par la République turque en

---

<sup>133</sup> La République turque qui est créée en 1923, s'était engagé suivant les négociations à Lausanne, pour rembourser sa part de dette qui correspondait à la superficie de l'Anatolie sur celle de l'Empire ottoman.

1954, c'est-à-dire après exactement un siècle du premier endettement de l'Empire ottoman (Tabakoğlu Ahmet, 2005, pp. 212-213).

### **1.1.1. Les raisons de faire recours aux dettes extérieures jusqu'à 1980**

La République turque n'a pas fait recours à l'endettement dans les premières décennies. D'un point de vue général, elle a financé la première étape d'industrialisation commencée dans les années 1930 en faisant recours aux ressources intérieures. Cependant la Turquie s'est endettée de l'extérieur dans les années 1928, 1930 et 1934 pour des raisons industrielles mais ces ressources extérieures n'étaient pas énormes à l'époque (Ongun Tuba, 2001, p. 342).

Dans les années 1950, la dette extérieure de la Turquie prend un caractère inquiétant: à partir de 1955, les dettes extérieures deviennent non remboursables à cause de l'évolution des mauvaises conditions économiques dans le monde. Les mesures prises en 1958 exigent la requête d'un crédit extérieur de 359 millions de dollars, et de la première prolongation de la dette. (Karluk Rıdvan, 1992, p. 218). Durant la période allant de la fin de 1950 à la fin de 1960, la dette extérieure de la Turquie enregistre 410 % d'augmentation (Ongun Tuba, 2001, p. 343).

Dans la période des plans quinquennaux qui commence en 1963, la dette extérieure occupe toujours une place importante dans le processus du développement. À partir de 1962, les crédits extérieurs sont distribués par un consortium d'aide pour la Turquie auprès des pays de l'OCDE (Karluk Rıdvan, 1992, p. 218). Pendant la période du premier plan quinquennal 1 218 millions de dollars et pendant la période du deuxième plan quinquennal 1 342 millions de dollars de ces crédits avaient été utilisés.

La hausse des prix du pétrole (multipliés par 4) entre la fin de l'année 1973 et le début de l'année 1974, avait creusé le déficit du commerce extérieur de la Turquie. Elle risquait de ne pas pouvoir payer l'intérêt de ses dettes extérieures en 1977. La dette de 5,5 milliards de dollars a été reportée à la suite des accords avec les pays occidentaux dans les années 1978-1979. Un autre accord avait été fait dans la période 1980-1983 pour reporter le remboursement des dettes extérieures.

### **1.1.2. Les raisons pour faire recours aux dettes extérieures depuis 1980**

Les pays font recours aux ressources extérieures à cause du manque de l'épargne nationale, du déficit du commerce extérieur, etc., et ils les dépensent pour différents objectifs. Il est possible de déterminer pour la Turquie les raisons de faire recours aux dettes extérieures depuis les années 1980 comme suivant:

#### **1.1.2.1. Le financement des dépenses extraordinaires**

La perte des ressources financières disponibles pour différentes causes oblige les pays à demander un soutien financier à l'extérieur. L'aide Marshall durant la période de 1948-1952 est bien connue dans la reconstruction des pays de l'Europe de l'Ouest après les destructions dûes à la Deuxième Guerre mondiale (12,8 milliards de dollars). Même la Turquie avait bénéficié de cette aide pour soutenir sa production et mécanisation agricole dans la même période (225 millions de dollars). Ce crédit peut être considéré comme le début d'une période d'endettement durant jusqu'à la période de développement planifié pour la Turquie qui n'avait pas fait un recours considérable à ce moyen jusqu'à ce moment là (Karluk Rıdvan, 1992, p.217).

Après 1980, deux grandes crises financières ont vu le jour en 1994 et en 2001, et ont obligé à faire des dépenses extraordinaires pour la réstructuration de l'économie.

#### **1.1.2.2. Le financement des déficits budgétaires**

La dette extérieure est un moyen souvent utilisé par les pays en voie de développement pour financer le déficit budgétaire quand l'épargne nationale ne suffit pas à couvrir le besoin de financement. En général l'expérience des pays montre qu'une fois un pays en développement fait recours à l'endettement il ne cesse pas de devenir demandeur. Ou, à l'instar de certains pays, comme le démontre le cas de la Turquie. Le début du déficit budgétaire du système financier turque comme une raison principale pour faire recours à l'endettement extérieur remonte au 19e siècle.

Le premier endettement en 1854 était pour financer le déficit budgétaire causé par la guerre de Crimée, puis les endettements qui ont suivis entre les années 1863-1876 avaient même raisons.

La Turquie a du faire face à un manque de devises à cause des politiques de substitution de l'importation durant les années planifiées. À partir de la deuxième moitié des années 1980, l'épargne nationale n'a pas pu couvrir le financement du développement et l'endettement extérieure était ainsi devenu inévitable. Le stock de la dette de la Turquie était arrivé à 49 milliards de dollars en 1990 alors qu'il représentait 16,2 milliards de dollars en 1980. C'est-à-dire, il s'agit d'une augmentation de 24,6 milliards de dollars dans une période de dix ans (Karluk Rıdvan, 1992, p. 218).

#### **1.1.2.3. Le financement des engagements internationaux**

La fragilité dans la puissance d'achat extérieur et dans la disponibilité de financement des engagements internationaux oblige les pays à faire recours à la dette extérieure. Si les revenus en devises sont moins élevés que les dépenses en devises, les pays émergents sont souvent obligés de chercher des ressources extérieures.

L'engagement de la Turquie vis-à-vis des institutions internationales ont eu un rôle important sur l'augmentation de stock de dette: durant la période 1980-1990, la Turquie a fait des ajustements de remboursement de dette avec certaines institutions internationales ainsi que l'OCDE, l'FMI, Banque mondiale. Selon une étude faite, 73 % de l'augmentation de la dette venaient d'ajustement des dettes extérieures avec ces institutions internationales sur la période 1980-1990 (Karluk Rıdvan., 1992, p. 219).

#### **1.1.2.4. Le refinancement des dettes extérieures**

La Turquie est un pays dont la balance des paiements présente souvent du déficit et c'est la raison pour laquelle la demande des ressources extérieures devient inévitable pour pouvoir prolonger l'échéance des dettes extérieures. C'est le cas lors de l'augmentation des dettes sur la période 1980-1990 que nous avons citée ci-dessus, dont 43 % venaient de l'utilisation des crédits, et les 14,2 % qui venaient de la prolongation des dettes.

#### **1.1.2.5. Le financement du processus de développement**

Il existe un lien direct entre la part sur le PNB pour les investissements et le développement économique du pays: plus la part des investissements financés par le PNB augmente, plus le développement économique accélère.

Cependant, le niveau de l'épargne dans les pays en voie de développement ne permet pas de poursuivre un processus de développement correspondant à l'objectif de rattrapage. Dans un tel cas, les pays émergents choisissent deux formes d'endettement: le financement des projets d'investissement par les moyens extérieurs à long terme, et le financement des engagements financiers par les moyens extérieurs à courts termes.

Le besoin de financement extérieur pour les pays émergents est illustré dans le modèle de Domar. Cependant, nous allons expliquer d'abord le modèle de Domar, puis le besoin de financement extérieur pour les pays émergents selon son modèle.

Le modèle de Harrod-Domar s'appuie sur le principe fondamental de l'investissement qui a toujours deux effets :

- un effet revenu (keynésien) dont l'importance dépend de la propension marginale à épargner  $s$  qui détermine la valeur du multiplicateur
- un effet de capacité dépendant de la productivité marginale du capital nouveau  $v$ , inverse du coefficient marginal de capital, et traduisant le fait que l'investissement nouveau permet de produire plus.

Autrement dit, quand il s'agit d'un investissement net comme par exemple l'entreprise d'une usine la demande vis-à-vis des machines, des matériels de construction, va augmenter en fonction de cet investissement. Une fois que la

construction de l'usine est achevée, la capacité de production de l'économie va augmenter. Ainsi, un investissement dans une économie a deux effets: l'augmentation de la demande et de la capacité.

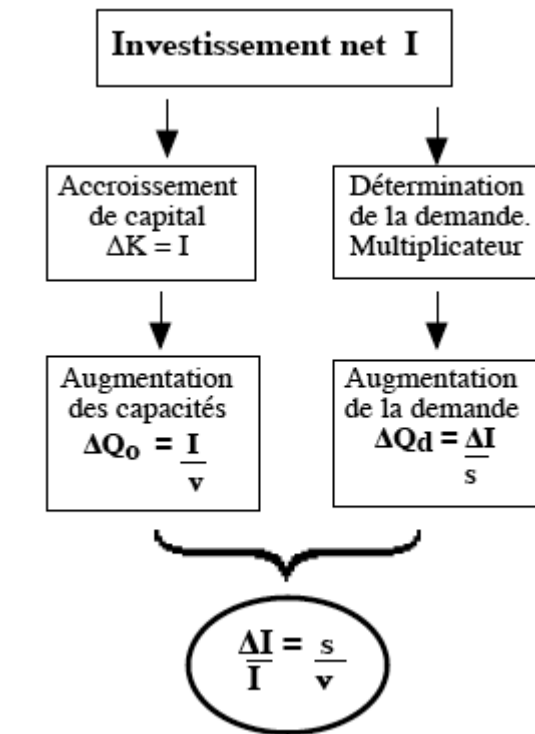
Cependant, dans la théorie générale, J.M. Keynes néglige explicitement l'effet de la capacité (il raisonne sur une courte période et privilégie les variations de la demande). Pour la dynamique sur une longue période, il faut rétablir l'effet de la capacité et s'assurer que le supplément d'offre de produits est équivalent au supplément de demande de produits.

Selon le modèle Domar, l'équilibre<sup>134</sup> n'est possible que si les deux paramètres; un taux précis, fonction de l'épargne  $s$  et du coefficient marginal du capital  $v$  (quantité de capital utilisée pour produire une unité) entretiennent une relation telle que leur rapport soit égal au taux de croissance de l'investissement. Ce taux de croissance de l'investissement est égal au taux de croissance de la production  $g$  puisque le coefficient du capital est supposé constant.

Le modèle de Domar peut être schématisé comme ci-dessous:

---

<sup>134</sup> C'est-à-dire que l'offre de production augmente ni moins (sous production) ni plus (surproduction) que la demande)



Les trois grandeurs, taux de croissance de la production, coefficient du capital et propension à épargner sont indépendantes. Il n’y a donc pas de raison pour que la condition d’équilibre de la croissance soit réalisée.

La nature du déséquilibre est importante et analysée par Domar<sup>135</sup>.

Si l’effet revenu est supérieur à l’effet capacité  $g > s/v$ , le déséquilibre est de type inflationniste.

Dans le cas inverse  $g < s/v$  le déséquilibre est déflationniste et correspond à la situation la plus probable d’après Domar qui analyse la situation des économies à la lumière de l’expérience récente de la crise de 1929. Cette tendance est d’ailleurs

<sup>135</sup> La simplicité du modèle Evsey Domar représente une faiblesse parcequ’il n’a pas de contenu dynamique réel (pas de décalage), il n’analyse pas les déterminants de l’investissement. Il est en fait entièrement construit par la reproduction dans un cadre temporel différent des conditions d’équilibre de courte période de Keynes. C’est beaucoup et peu à la fois (GILBERT Abraham-Frois : “Problématique de la croissance” *Économica* 1974 volume 1.)



renforcée par la croissance de la propension à épargner à long terme sous l'effet de la croissance du revenu<sup>136</sup>.

Le besoin de financement extérieur pour les pays émergents est illustré dans le modèle de Domar comme suit:

$$dY = 1/k \times I$$

où :  $dY$  : le niveau de développement économique,

$k$  : le coefficient de capital / revenu,

$I$  : le pourcentage de l'investissement

Afin de trouver le besoin de ressources extérieures, il faut d'abord préciser le niveau de développement, puis il faut prendre le ratio du capital / revenu qui est un donné: ceci permet de calculer le montant de la part du PNB, qui doit être réservé pour les investissements. Enfin, cette part moins le ratio des épargnes sur le PNB donne le montant de la ressource extérieure nécessaire.

## 1.2. L'évolution des dettes extérieures de la Turquie

Les années 1980 sont marquées par les politiques d'harmonisation structurelle qui sont utilisées pour deux causes : d'une part, elles ont permis de libéraliser les mouvements capitaux, et d'autre part elles ont changé les dynamiques de la dette extérieure. Au moment où les décisions du 24 janvier ont été prises, le montant de la dette extérieure de la Turquie était de 16.2 milliards de dollars, qui a augmenté à 19.2 milliards de dollars en 1983, et à 40.3 milliards de dollars en 1987.<sup>137</sup> Dans la période de 1980-1990, les dettes extérieures à long et moyen termes avaient gardé leurs places, cependant la part des dettes à court terme sont élevées à 19,3 % en 1990 qui était de 14,8 % en 1980. En fait, un nouveau changement sur la loi avait causé cette

<sup>136</sup> Les modèles Roy Harrod et Evsey Domar ont une conclusion principale identique puisqu'ils montrent à partir d'hypothèses différentes que la croissance équilibrée est l'exception, le déséquilibre étant la règle, car les conditions de régularité de la croissance ont peu de chance d'être réalisées. Pour Domar "Capital expansion, rate of growth and employment" *Econometrica* 1946 et "Expansion and employment" *American Economic Review* 1947, pour Harrod "Towards a Dynamic Economics" *Macmillan* 1948.

<sup>137</sup> Cette augmentation a été provoqué par la chute du dollar USA à partir de la deuxième moitié de 1985, et ceci, 36% de l'augmentation de la dette durant la période de 1985-1990 peut être expliqué par le taux de change.

situation: l'endettement intérieur de l'Etat était limité par le volume de cinq fois plus du capital et des prévisions dans le bilan de la Banque nationale. Cependant, en 1996 cette limite a été supprimée (Erol U., 1997, pp. 93-109). Après la convertibilité de la monnaie nationale, les banques et les autres institutions financières ont été autorisées pour l'endettement des marchés extérieurs et ainsi le trésor public avait eu la possibilité de pouvoir s'endetter sans limite (Kazgan Gülten., 2007, p.212)

En 2006, les dettes totales de la Turquie représentent environ 247 milliards de dollars, dont 182,4 milliards de dollars de dette domestique, et 64,6 milliards de dollars de dettes extérieures (Karluk Rıdvan, 2007, p. 150). En 1989, la libéralisation des mouvements des capitaux avait intégré l'économie de la Turquie aux marchés internationaux et avait influencé l'évolution des dettes extérieures.<sup>138</sup>

Les résultats de cette libéralisation sur les dettes extérieures ont été observés dans les années 1990, comme l'augmentation des dettes à court terme et du secteur privé, le soutien de l'endettement à court terme par l'intermédiaire des opérations spéculatives.

### **1.2.1. L'évolution de stock des dettes extérieures**

La libéralisation financière en 1989 a eu une influence capitale sur la structure des dettes extérieures. Le stock de dette extérieure a rapidement évolué dans les années 1990: il enregistre le 111 milliards de dollar en fin 1999, qui était de 38 milliards de dollar en 1989 (le montant de nouvel série).<sup>139</sup> Cependant dans les années 2000 le stock de dette extérieure diminue: Il enregistre de 66,4 milliards de dollar en 2006.

---

<sup>138</sup> Türk Parasının Kıymetini Koruma Hakkında 32 Sayılı Karar, Resmi Gazete tarihi 11 Ağustos 1989. [http://www.iab.gov.tr/docs/mev/mev\\_kar1.pdf](http://www.iab.gov.tr/docs/mev/mev_kar1.pdf) 09/07/2007

<sup>139</sup> Les montants comptés selon la nouvelle série sont plus élevés que celles de l'ancienne série. Les statistiques sur les dettes extérieures, diffusés à partir de 12 juin 1997 contiennent la nouvelle série dans laquelle:

- les aides militaires de la part des Etats-Unis sont inclus,
- les dettes extérieures en monnaie nationale (YTL), reçues de la part des habitants hors du pays sont inclus,
- le taux de change appliqué par les pays donneurs est en pris en compte pour les dettes aux Banque mondiale et Banque d'investissement européenne,
- le taux de change annoncé par le FMI est appliqué pour les dettes à la Banque de Développement islamique.

**Tableau 118:** Profil du stock de dette extérieure (nouvelle série)

	1996	1997	1999	2000	2001	2002	2003
Stock de dette extérieure en total (Mds dollars)	79 222	84 236	102 979	118 691	113 818	130 928	147 264
Dispersion du stock de dette en (%)	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
Moyen et long terme	78,45	79,00	77,74	76,16	85,59	87,46	84,43
Court terme	21,55	21,00	22,26	23,84	14,41	12,54	15,57
Evolution annuelle du stock de dette en (%)		6,33	6,81	15,26	-4,11	15,03	12,48
Moyen et long terme		7,07	5,85	12,91	7,77	17,54	8,59
Court terme		3,63	10,34	23,47	-42,04	0,13	39,56

Source : HM, <http://www.hazine.gov.tr/stat/ti87.htm>, 07/08/2007

Durant la période 1990-1993, les déficits publics avaient enregistré une forte augmentation, et provoquaient l'endettement extérieur, provoquant la hausse du stock de dette extérieure. Durant cette période, le stock de dette enregistre une croissance de 37,6 % qui servait au financement de la croissance économique. Cependant, le redressement dans l'économie, suivant la crise financière en 1994 avait réduit le stock de dettes de 2,6 %.

Entre les années 1995 et 1999, la Turquie n'avait pas pu prendre les mesures permettant d'augmenter ses ressources intérieures, et le manque de capitaux étrangers accroît encore. Cette période avait connue la dépendance de la Turquie vis-à-vis des capitaux étrangers à court terme, et qui augmentait de plus en plus. Le stock de dette extérieure avait augmenté de 29%, dans la période 1996-1999. C'est à partir de cette période que le montant des remboursements de dettes extérieures dépasse celui des dettes extérieures utilisées: dans la période 1994-1999, le montant des dettes remboursées était de 17.261 milliards de dollar. Ce montant était égal à peu près à 45 % du montant des dettes remboursées qui était de 38.1 milliards de dollar entre 1984-1999 (Ongun Tuba., 2001, p. 347).

En 1999, l'économie turque entre dans une période de redressement, dûe à deux événements majeurs: d'abord, la crise financière en Russie, qui avait commencé

en Asie, avait influencé de façon négative les investisseurs étrangers. Après leurs départs, la Turquie avait rencontré de graves problèmes de financement. Puis, un tremblement de terre avait détérioré les balances dans l'économie: le taux d'intérêt pour l'endettement intérieur était élevé jusqu'à 116,5 %. La dette extérieure s'est élevée à 113.818 millions de dollar en 2001 et 147.264 millions de dollar en 2003.

En 1989, la libéralisation financière avait eu l'influence sur le caractère du stock de dette extérieure. La part du secteur privé augmente sur la période à partir du milieu des années 1990.

**Tableau 119:** Dispersion sectorielle des dettes extérieures (Mds dollars)

	1996	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Stock de dette extérieure en total	79 222	96 411	10297 9	11869 1	11381 8	13092 8	147 264
-Secteur public	51 417	51 957	52 691	61 237	69 927	84 268	91 824
-Secteur privé (*)	10 733	23 680	27 367	29 153	27 488	30 236	32 518

Source : HM, <http://www.hazine.gov.tr/stat/ti87.htm>,07/08/2007

(\*) suivis par TCMB depuis le 01.10.2001.

La part du secteur privé dans les dettes extérieures sont passées de 10.733 millions de dollar en 1996 à 32.518 millions de dollar en 2003. Autrement dit, elle a été multipliée par trois sur la période, ce qui augmente le risque d'un faible contrôle. L'Etat qui dispose tous les moyens tels que les politiques de dépenses publiques, d'investissements pour maîtriser les dettes du secteur public, n'a pas même la facilité du contrôle de la dette du secteur privé.<sup>140</sup>

La composition en devises de dette extérieure change sur la période 1996-2003 : le dollar américain a toujours l'importance dans la composition. L'Euro remplace la part perdue par la monnaie allemande à partir de 2002.

**Tableau 120:** Composition de la dette extérieure en devises (%)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Dolar USA	37,53	46,33	48,36	52,71	54,32	50,45	46,95	45,79
D. Mark	32,81	34,05	35,19	26,78	19,50	0,73	0,00	0,00
Euro	1,97	1,63	1,54	6,99	12,50	30,06	30,64	33,40
Yen	14,17	10,66	8,31	7,78	6,27	4,55	4,05	3,06

<sup>140</sup> La dette extérieure nette = la dette brute - les réserves des banques dans la région de BIS.

Autres	13,52	7,34	6,60	5,75	7,41	14,21	18,37	17,76
--------	-------	------	------	------	------	-------	-------	-------

Source : HM, <http://www.hazine.gov.tr/stat/ti87.htm> , 07/08/2007

En 1996 la part du Yen de Japon est 14,17 % du stock cependant au cours du temps il enregistre un recul considérable et il représente de 3,06 % du stock en 2003.

### 1.2.2. Les indicateurs des dettes extérieures de la Turquie

Certains ratios sur les indicateurs économiques permettent de définir un pays comme crédible, d'une part par le remboursement de ses dettes, et d'autre part par la possibilité de trouver des crédits. La Banque mondiale et le Fond monétaire international prennent en compte quatre critères pour désigner les pays. Pour déterminer un pays trop endetté il faut que ce pays concerné remplisse au minimum l'un de ces quatre critères suivantes:

La dette totale / PNB qui doit être plus de 50 %,

La dette totale / Exportation qui doit être plus de 275 %,

Service de dette / Exportation qui doit être plus de 30 %,

Service d'intérêt / Exportation qui doit être plus de 20 %.

Dans le tableau ci-dessus, nous avons ces ratios sur la Turquie, qui sont en évolution sur la période de 1996-2003. Le ratio de dette totale sur PNB qui était de 43,05 % en 1996, s'élève à 79,03 % en 2001 et enregistre 61,64 % en 2003. Le ratio de dette totale sur l'exportation qui était de 341,11 % en 1996, arrive à 427,33 % en 2000, et enregistre 314,14 % en 2003. Le ratio de service de dette sur les exportations est de 49,16 % en 1996, augmente régulièrement tout les ans. Le ratio de service d'intérêt sur l'exportation qui représentait de 18,08% en 1996, se diminue de plus en plus mais il représente 14,91 % en 2003. En fonction des données de l'année 2003 les indicateurs de l'économie turque au niveau de l'endettement:

La dette totale / PNB : 61,64 qui est plus de 50 %

La dette totale / Exportation : 314,14 qui est plus de 275 %,

Service de dette / Exportation : 59,24 qui est plus de 30 %,

Service d'interet / Exportation : 14,91 qui est plus de 20 %.

Trois ratios sur quatres montrent que la Turquie se trouvent parmi les pays lourdement endettés. En ce qui concerne le quatrième ratio, la Turquie se situe au même niveau que les pays connaissant un endettement de moyenne portée.

**Tableau 121:** Ratios concernanats les dettes extérieures de la Turquie

En (%)	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
DETTES EXTERIEURES TOTALE / PNB	43,05	43,58	47,01	55,27	58,94	79,03	71,68	61,64
DETTES EXTERIEURES TOTALES / EXPORTATION (FOB)	341,1 1	320,7 6	357,4 3	387,3 3	427,3 3	363,2 4	363,09	314,14
SERVICE DE DETTE EXTERIEURE / EXPORTATION (FOB)	49,16	47,29	61,22	68,89	78,98	78,58	80,01	59,24
INTERET / EXPORTATION (FOB)	18,08	17,47	17,88	20,50	22,68	22,77	17,75	14,91
RESERVES DE BANQUE CENTRALE (NET) / DETTES A COURT TERME	103,1 7	110,3 0	99,77	105,5 0	81,81	120,7 1	170,91	153,40
RESERVES DE BANQUE CENTRALE (NET)/ IMPORTATION (FOB)	40,37	40,18	45,13	59,46	42,48	47,83	54,45	51,16
BALANCE DES OPERATIONS COURANTES / PNB	-1,32	-1,36	0,97	-0,72	-4,88	2,35	-0,83	-2,85

**Source :** HM, TCMB, DPT, DİE / UT, CBRT, SPO, SIS, <http://www.hazine.gov.tr/stat/ti87.htm>,07/08/2007

Le ratio des réserves nets sur l'importation est de 40,37 % en 1996, et représente 51,16 % en 2003. Cependant il a une tendance à la chute depuis 2002. De même, le ratio des réserves de la Banque centrale sur les dettes à court terme qui est de 103,17 % en 1996, qui s'élève à 153,40 % en 2003, après une chute brutale en 2000.

La structure et l'évolution générale des dettes montre la nécessité d'un objectif à long terme qui s'appuie plutôt sur les ressources intérieures pour le financement du développement.

Les dettes extérieures de la Turquie ont augmenté de 132,6 % sur la période 1990-2000, alors que l'augmentation de PNB était de 31,5 %. Ce résultat met en discussion la fonction de la dette extérieure sur l'augmentation du produit national.

## **2. Les investissements directs étrangers**

Il existe un lien entre les mouvements des capitaux et la dépendance extérieure des pays inclus dans cette relation. Selon les objectifs les mouvements de capitaux se définissent exactement en forme des mouvements stabilisants-déstabilisants, normaux-anormaux, spéculatifs-commerciaux, induits-autonomes (Kindleberger Charles P., 1963, p. 333).

L'investissement direct étranger est "une opération par laquelle un investisseur basé dans un pays (pays d'origine) acquiert un actif dans un autre pays (pays d'accueil) avec l'intention de le gérer."<sup>141</sup> Cette définition suggère trois formes d'investissement:

- la participation au capital (par fusion, acquisition ou création de nouvelle installation) à un niveau suffisant pour pouvoir exercer un contrôle,
- le réinvestissement sur place des bénéfices d'une filiale implantée à l'étranger,

---

<sup>141</sup> Il ne faut pas confondre avec l'investissement de portefeuille. Selon FMI quand il s'agit de l'investissement de portefeuille : "il n'a pas en général pour but d'acquérir un intérêt durable dans une entreprise ou d'avoir un pouvoir de décision effectif dans la gestion de l'entreprise. Selon la Banque de France, lorsque l'investisseur contrôle 10% ou plus du capital de l'entreprise dont il acquise les actions, il s'agit de l'IDE (Beitone Alain, Cazorla Antoine, 2007, p. 264).



- les prêts à court ou long termes réalisés entre la société mère et sa filiale (Beitone Alain, Cazorla Antoine, 2007, p. 264).

Les investissements directs sont exclus de la théorie pure et de l'échange extérieur pour deux raisons (Perroux François, 1965b, p. 49)<sup>142</sup>:

D'une part il ne sont pas classiques puisque leur présence suffit à rendre impossible la construction des équilibres de concurrence parfaite et des rétablissements spontanés de ces équilibres. En fait, leurs caractères non-classiques viennent de leur rôle de formateurs et déformateurs de structures dans des conditions d'inégalité entre les structures et les sujets collectifs considérés.

D'autre part, ils procèdent de calculs globaux étrangers aux modèles de la concurrence complète.

Les investissements étrangers qui sont réalisés plutôt par l'intermédiaire des entreprises multinationales envisagent principalement :

- d'exploiter ou de contrôler les matières premières,
- d'utiliser une main d'oeuvre qualifiée ou non qualifiée moins chères,
- d'intégrer les activités de production à différentes étapes,
- de contourner des obstacles ou sortir des limites des devises imposées par le pays importateur,
- d'éviter certains impôts dans le pays national comme celui de l'environnement,
- de faciliter les exportations à partir des pays accueillant vers les pays-tiers, en profitant de l'union douanière etc.,
- de profiter des encouragements offerts dans le pays accueillant.

---

<sup>142</sup>

La théorie pure du modèle néoclassique concernant l'échange extérieur est la mise en équation de la théorie ricardienne (dont on peut resumer comme la notion d'avantage comparatif, le principe de spécialisation, les productivités comparées, la division internationale du travail et la limite) par A. Marshall.

Cette version de base a été reprise par deux économistes Heckscher et Ohlin dont le travail a donné la première version de la théorie pure du commerce international. Dans les années 1950, le modèle H.O. a été complété par Samuelson et a donné lieu au modèle H.O.S.

À partir de la deuxième moitié des années 1980 les investissements IDE se sont multipliés. Selon le rapport publié par les Nations Unies, durant la période 1986-1999, les IDE ont enregistré 20-25% de croissance annuelle (World Investment Report 2000).<sup>143</sup>

Cependant, les IDE représentent certains avantages mais aussi certains désavantages pour les pays d'accueil. Les avantages principaux sont:

- le transfert de technologie,
- la formation de la main d'oeuvre,
- la création d'emploi,
- le renforcement de la concurrence sur le marché national etc.,

Les IDE qui apportent certains avantages cités ci-dessus, provoquent également des désagréments pour le pays accueillant. Ils peuvent causer une forme de dépendance technologique par rapport à l'offre etc.

Selon Perroux, d'une part, il s'agit aussi de la dépendance "par la quasi-mécanisme des prix et des revenus, qui jouent en régime de concurrence incomplète", et d'autre part il s'agit de la dépendance "variée étrangère aux quasi-mécanismes des prix et des revenus. Les prix, les couts, les taux d'intérêts, les revenus demeurent des variables à considérer mais elles se situent parmi de nombreuses autres variables, expressives des structures et des stratégies."

Les investissements peuvent jouer le rôle formateur et déformateur dans des conditions d'inégalité entre les structures (Perroux François, 1965b, pp.48-49).

## **2.1. Les investissements directs et les échanges extérieurs suivant François Perroux**

En suivant l'analyse de François Perroux nous appliquons la théorie de l'investissement entraînant et de l'investissement entraîné. Nous imaginons dans un pays B un investissement entraînant qui est le fait du pays A, et qui dépend de ses

---

<sup>143</sup> [http://www.unctad.org/en/docs/ldc2007ch1\\_en.pdf](http://www.unctad.org/en/docs/ldc2007ch1_en.pdf)

décisions. L'investissement total qui se compose de l'investissement entraînant et de l'investissement entraîné peut être formulé comme suivant:

$$I_T = I_E + I_{e2} + I_{en} + \dots + I_{en} \quad (1)$$

Dans cette formulation:

$I_T$  : L'investissement total,

$I_E$  : L'investissement entraînant

$I_e$  : L'investissement entraîné

Chacun de ces investissements affectés d'un coefficient de productivité  $\sigma$  donne un produit additionnel par comparaison à une situation originaire ( $I_T \times \sigma_T = P_T$ , etc.).

$$I_T \times \sigma_T = I_E \times \sigma_E + (I_{e1} \times \sigma_{e1}) \\ + (I_{e2} \times \sigma_{e2}) \dots (I_{en} \times \sigma_{en}) \quad (2)$$

Ou

$$P_T = P_E + P_{e1} + P_{e2} + \dots + P_{en} \quad (3)$$

Chacun de ces produits additionnels engendre un surplus d'exportation exprimée par un coefficient appliqué:  $m$

$$m_E \times P_E + m_1 \times P_{e1} + m_2 \times P_{e2} + \dots + m_n \times P_{en} \quad (4)$$

ou un surplus d'importation représenté par un autre coefficient :  $x$

$$x_E \times P_E + x_1 \times P_{e1} + x_2 \times P_{e2} + \dots + x_n \times P_{en} \quad (5)$$

Le résultat additionnel total pour la balance du pays B est :

$$M - X = \sum m_e \times P_e - \sum x_e \times P_e + (m_e \times P_e - x_e \times P_e) \quad (6)$$

Ces relations décrivent en quantités algébriques les effets de l'investissement direct réalisé par le pays A sur l'investissement, les produits et le commerce extérieur du pays B. (Perroux François, 1965b, p. 52).

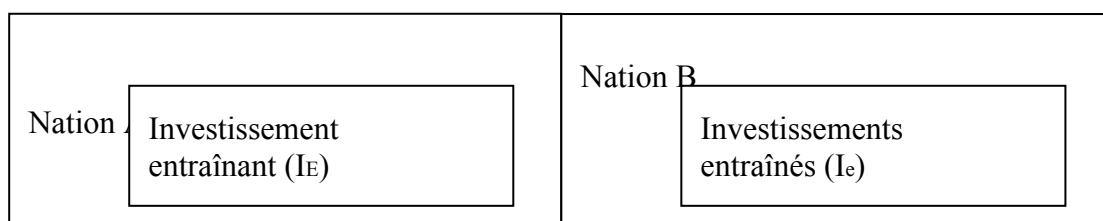
L'analyse des termes dans la formulation donnée met en lumière différents cas sur la base de deux nations A et B.

### 2.1.1. L'investissement ( $I_E$ )

Il s'agit de trois sous-modèles distingués en fonction de la place de l'investissement entraînant et des investissements entraînés.

#### 2.1.1.1. L'extension d'une firme existante

Dans le premier cas d'analyse des termes, il s'agit de deux nations frontalières dans le pays **A** et dans le pays **B**: l'investissement entraînant se situe dans la nation **A**, et les investissements entraînés dans la nation **B**.

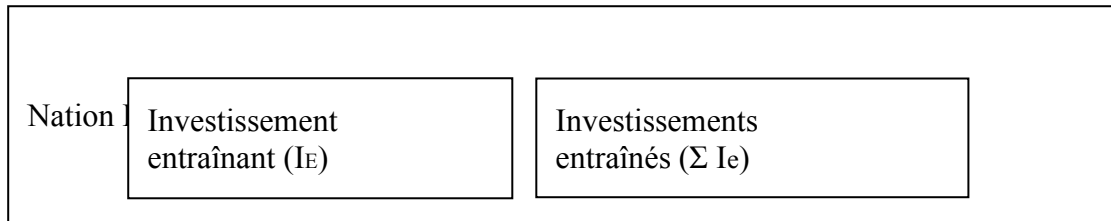


Il s'agit d'une extension d'une firme existante dans la nation **A** et de ses conséquences dans la nation **B**. Par exemple une unité d'extraction de pétrole en Russie (nation **A**), des investissements de raffinerie dans le Nord de la Turquie (nation **B**): un investissement frontalier de ce côté d'une frontière qui provoque des investissements de l'autre côté.

Par la localisation dans l'espace structure-homogène, dans l'espace-polarisé et dans l'espace-contenu de plan, se construisent nombreuses différences qui s'attachent aux effets des investissements en **A** et en **B** (Perroux François, 1965b, p. 52).

#### 2.1.1.2. La création d'une firme nouvelle

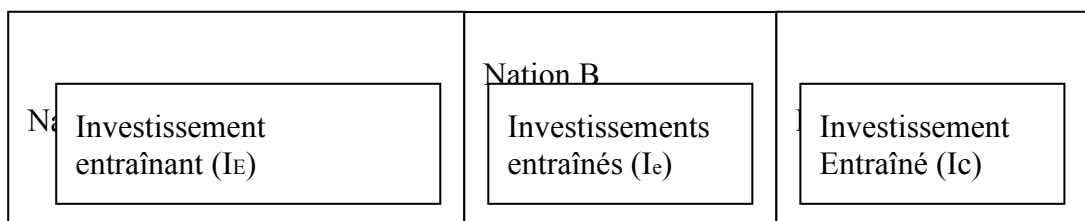
Dans le deuxième cas l'investissement entraînant et les investissements entraînés se trouvent dans la même nation. Il s'agit donc d'une seule nation dans l'analyse concernée.



Il s'agit de la création d'une firme nouvelle dans la nation **B**, et également de ses conséquences dans la même nation. Par exemple, les investissements du gaz de Lacq entraînent des investissements d'infrastructure et des investissements terminaux, les investissements d'industrialisation de la Bretagne suscitent des effets locaux ou lointains. Parfois un investissement en **B** peut être rattachante à un centre de décision en **A**. Par exemple un investissement direct américain en France suscitant des investissements entraînés en France.

### 2.1.1.3. La création d'un complexe de firmes

Dans le troisième cas, un investissement entraînant dans un pays exerce une influence directe et indirecte sur deux pays différents. Comme dans le schéma illustré ci-dessous, l'investissement entraînant dans le pays **A** provoque une suite d'investissements entraînés: il s'agit d'un effet direct sur le pays **B**, et indirect sur le pays **C**. Autrement dit, l'investissement entraîné de **B** agit sur **C**.



Un investissement aux Etats-Unis et la création d'une grande firme provoquent la création de filiales en Allemagne, qui provoque celle de filiales en France.

### 2.1.2. Le coefficient de productivité ( $\sigma$ )

Le coefficient de productivité évoque le modèle d'E. Domar qui comporte des difficultés conceptuelles et opératoires: à l'inverse du coefficient de capital (I/K) c'est par rapport à la quantité ou volume de capital (K) que l'on peut, de façon univoque, évaluer la dimension du produit (Perroux Français, 1965b, p. 57).

$$M_E P_E, X_E P_E$$

$P_E$  est le produit vendu soit à l'intérieur, soit à l'extérieur,

$M_E$  mesure le degré d'intraversion des ventes additionnelles,

$X_E$  mesure le degré d'intraversion des achats additionnelles

Un raisonnement qui s'appuie sur un modèle à deux pays illustre le rôle décisif des importations et des exportations sur l'investissement entraînant : le pays **A** fait un investissement direct entraînant sur le territoire du pays **B** qui provoquera des investissements entraînants dans ce pays. La réalisation de l'investissement, autrement dit la transformation de devises de **A** en devises de **B**, provoque éventuellement des exportations de marchandises de **A** vers **B** et le cas échéant des importations par **B** en provenance d'autres pays exportateurs. Quand l'investissement a eu son produit, une partie du produit peut être exportée vers le pays **A**. Il est évident qu'une part des profits et des gains de capital prend la même direction. À partir d'un équilibre initial de la balance des paiements on constate et construit des changements provoqués par l'investissement direct entraînant réalisé par **A** en **B**.

$$\sum_1^n m_e \cdot P_e, \sum_1^m x_e \cdot P_e$$

## 2.2. Les investissements directs étrangers (IDE) en Turquie

Comme tous les pays en voie de développement, la Turquie souffre de l'insuffisance de l'épargne nationale et d'un manque de devises, éléments incontournables afin de soutenir une croissance durable. Les investissements directs étrangers sont des moyens aux quels on a recours pour combler les lacunes de financement. La part des IDE dans le développement économique de la Turquie représente une évolution considérable depuis la fin des années 1990 alors qu'elle était assez modeste dans les années 1980.

### 2.2.1. L'évolution des investissements directs étrangers en Turquie

L'encouragement de l'investissement du capitaux étrangers constituait l'un des objectifs principaux des décisions de 24 janvier 1980. En effet, depuis le Premier Congrès Economique d'Izmir en 1923 le capital étranger avait toujours été un élément capital du développement économique de la Turquie<sup>144</sup>.

La première loi qui encourageait le capitaux étrangers avait été mise en vigueur en 1951 mais cette loi avait été considérée comme partielle. Parce que selon cette loi les secteurs agricole et commerciaux sont exemptés, et le transfert du bénéfice obtenu par l'associé étranger était interdit. C'est par la loi d'encouragement des capitaux étrangers (Yabancı Sermayeyi Tesvik Kanunu) en 1954 que tous ces inconvénients ont disparu. Selon la loi, les secteurs agricole et commerciaux étaient ouverts pour les capitaux étrangers et l'importation des équipements, et des matériels étaient autorisée.<sup>145</sup> La loi de pétrole qui était entrée en vigueur la même année était un autre moyen pour attirer les capitaux étrangers. Ces encouragements avait eu des résultats: les investissements directs de capitaux étrangers privés qui étaient entrés sur la période 1950-1960 avaient enregistré 101 millions de dollar. Le capital étranger avait joué un rôle formateur sur les entrepreneurs turcs collaborant avec les investisseurs étrangers. General Electric, Singer, Philips, Hoechst, Prelli, Mobil, Shell qui sont actuellement des entreprises multinationales en Turquie avaient profité des lois favorables dans les années 1950 (Ongun Tuba, 2001, p. 328). L'évolution de l'entrée de l'investissement des capitaux étrangers privés sur les périodes suivantes étaient:

1963-1967 : 115 millions de dolar,

1968-1972 : 183 millions de dollar,

1973-1977 : 362 millions de dollar.<sup>146</sup>

<sup>144</sup> Dans ce congrès les limites de l'économie nationale avaient été précisé. Dans ce contexte les capitaux étrangers avaient été autorisé à condition qu'ils respectent aux lois nationales et qu'ils soient productifs pour le développement de la Turquie (Sahin Huseyin, 2007, p. 34).

<sup>145</sup> Numéro de la loi: 6224, datée le 18.01. 1954, Article 1, Article 2 [http://209.85.135.104/search?q=cache:N4w9QIzUifwJ:www.alomaliye.com/yabanci\\_serm\\_tesvik\\_kanunu.htm+yabanci+sermayeyi+tesvik+kanunu&hl=tr&ct=clnk&cd=1&gl=fr&lr=lang\\_tr&ie=UTF-8&inlang=tr](http://209.85.135.104/search?q=cache:N4w9QIzUifwJ:www.alomaliye.com/yabanci_serm_tesvik_kanunu.htm+yabanci+sermayeyi+tesvik+kanunu&hl=tr&ct=clnk&cd=1&gl=fr&lr=lang_tr&ie=UTF-8&inlang=tr) 21/08/2007.

<sup>146</sup> Voir les 1., 2. et 3. Plan de développement quinquinal.

L'augmentation rapide des investissements directs étrangers sur ces périodes peut être liée à la politique d'industrialisation de l'époque: les entreprises multinationales ayant des difficultés pour entrer sur les marchés étrangers à cause de la politique de substitution d'importation ont installé leurs base de production de montage afin d'affranchir les barrières, les obstacles posés par les pays concernés(Ongun Tuba, 2001, p. 330).

#### **2.2.1.1. L'évolution des IDE sur la période 1980-1990**

Les décisions de 24 janvier 1980 avait apporté des facilités dans les domaines du transport, de l'importation et de l'investissement. Dans ce cadre les autorités compétantes avaient été mieux organisées avec la Direction de département des capitaux étrangers (Yabancı Sermaye Başkanlığı) auprès de l'Organisation de Planification d'Etat (DPT). En 1984 la loi sur la protection de la valeur de la monnaie turque (Türk Parasının Değerini Koruma Kanunu) avait été réorganisée. Comme le tableau 121 montre, un investissement de 704,2 millions de dollar de l'IDE avaient été autorisé durant la période 1980-1983.

En 1985, la loi sur les zones de libre échange dispensait les entrepreneurs investissant dans la zone, de certaines obligations comme l'impôt posé sur la zone nationale, les tarifs douaniers. Après la libéralisation financière en 1989 l'investissement des étrangers dans la Bourse des valeurs mobilières d'Istanbul avait été autorisé.

À partir de l'année 1986 les IDE autorisés se multiplient: ils passent de 364 millions de dollar en 1986 à 655,24 millions de dollar en 1987. La restructuration dans le secteur financier avait porté ses fruits vers la fin des années 1980. La Turquie devient alors l'un des centres convoités par les investisseurs étrangers : les IDE autorisés enregistrent 1 511,94 millions de dollar en 1989 alors qu'ils étaient 822,52 millions de dollar en 1988.



**Tableau 122:** Evolution des capitaux étrangers depuis 1980

ANNEES	Capitaux étrangers autorisés (Million \$ USA)	Montant total des certificats d'investissement (Milliard TL)	Nombre des firmes de capitaux étrangers (Cumulatif)(**)	Montant total des capitaux des firmes (Milliard TL - Cumulatif)	Réalisation (Million \$ USA)
1980	<b>97,00</b>	76,87	78	28 390	35
1981	<b>337,51</b>	72,16	109	47 400	141
1982	<b>167,00</b>	218,14	147	100 196	103
1983	<b>102,74</b>	199,22	166	147 109	87
1984	271,36	312,28	235	254 775	162
1986	364,00	3 099,74	619	707 164	170
1987	655,24	3 179,53	836	960 035	239
1988	820,52	5 468,27	1 172	1 597 103	488
1989	1 511,94	9 507,35	1 525	4 847 832	855
1990	1 861,16	18 249,28	1 856	7 943 775	1 005
1991	1 967,26	15 893,98	2 123	13 101 036	1 041
1992	1 819,96	17 976,36	2 330	23 441 214	1 242
1993	2 063,39	70 136,27	2 554	36 737 050	1 016
1994	1 477,61	37 202,36	2 830	62 449 964	830
1995	2 938,32	328 447,82	3 161	113 013 790	1 127
1996	3 835,97	1 250 652,13	3 582	235 971 182	964
1997	1 678,21	624 461,10	4 068	458 968 459	1 032
1998	1 646,44	1 016 653,54	4 533	823 560 554	976
1999	1 699,57	1 599 520,36	4 950	1 446 503	817
2000	3 477,42	7 883 004,85	5 328	3 063 464	1 719
2001	2 725,28	2 568 750,00	5 841	6 184 411	3 288
2002	2 242,92	1 535 599,00	6 280	10 092 737	590
2003(*)	1 207,99	2 161 400,68	6 511	12 605 285	150(***)
<b>TOTAL</b>	<b>35 203,30</b>	<b>19 151 249</b>	---	---	<b>18 085</b>

(\*) A partir de juin, (\*\*\*)A partir de janvier-mai

Source: [http://www.hazine.gov.tr/stat/yabser\\_ist.htm](http://www.hazine.gov.tr/stat/yabser_ist.htm),20/08/2007

### **2.2.1.2. L'évolution des IDE sur la période 1990-2000**

La libéralisation financière commencée vers la fin des années 1980 avait continué dans les années 1990 en autorisant les investisseurs étrangers dans toutes les activités de production et de services, dans tous les domaines ouverts aux investisseurs privés nationaux en 1995.<sup>147</sup>

L'évolution des IDE durant la période 1990-2000 représente un ralentissement: les IDE autorisés représentent 1 861,16 millions de dollar en 1990 dont 1 005 millions de dollar sont réalisés, et 1 699,57 millions de dollar en 1999 dont 817 millions de dollar sont réalisés. Les années 1994 et 1997 accusent une chute brutale. En 1994 les IDE autorisés représentent 1 477,61 millions de dollar alors qu'ils étaient 2 033,69 millions de dollar dans l'année précédente. Les IDE réalisés enregistrent également une chute importante: ils sont 830 millions de dollar en 1994 tandis qu'ils étaient 1 016 millions de dollar en 1993. La crise financière de 1994 a joué un rôle dans ce recul des IDE. En ce qui concerne la chute brutale en 1997 qui se poursuit dans les années 1998 et 1999, elle peut être liée à la crise financière de 1999.<sup>148</sup>

### **2.2.1.3. L'évolution des IDE depuis 2000**

Les crises financières qui donnent leur caractère à la période 1990-1999 marquent également le début de la période suivante. En 2000 les IDE autorisés représentent 3 477,42 millions de dollars dont 1 719 millions de dollars sont réalisés, après avoir suivi une période de chute vers la fin des années 1990. Il est intéressant de remarquer la hausse dans les IDE réalisés de 1 719 millions de dollars en 2000 à 3 288 millions de dollars en 2001 alors que les IDE autorisés commencent à reculer de 3 477,42 millions de dollars à 2 725,28 millions de dollars. C'est ainsi que la grande

---

<sup>147</sup> Les lois qui concernent le capitaux étrangers entrées en vigueur dans la même période sont la loi sur la concurrence en 1994, la décision équivalant de loi sur le droit d'auteurs en 1995, la décision équivalant de loi sur le droit des marques en 1995, et la loi sur la protection des consommateurs en 1995.

<sup>148</sup> La différence entre le montant d'investissements autorisés et réalisés vient des politiques des investisseurs étrangers. Ils préfèrent parfois d'apporter une petite part de l'investissement en laissant la grande part dans le pays d'origine ou alors en étalant les entrées des capitaux dans le temps.

crise financière qui éclate vers la fin de 2001, et dans les années 2002 et 2003 les IDE réalisés accompagnent à la chute des IDE autorisés depuis 2001.

### **2.2.2. L'évolution sectorielle des IDE**

En 1980 la répartition des IDE n'était pas la même dans tous les secteurs. La plupart des IDE s'intéressaient au secteur manufacturier: les investissements dans le secteur manufacturier représentait 88,76 millions de dollars, c'est à dire, 92 % des IDE totaux. Le commerce qui était le deuxième secteur intéressé par les IDE représentait 8,24 millions de dollars, c'est à dire 8 % des IDE totaux.<sup>149</sup>

L'évolution des IDE durant la période 1980-2003 montre qu'il s'agit bien de développement de secteur des services au détriment du secteur manufacturier: il représente 15 502,93 millions de dollars c'est à dire, 44 % des investissements. Autrement dit, les investissements dans ce secteur ne sont pas devenus structurels. Dans le secteur des services ce sont des sous-secteurs de commerce, de finance et tourisme qui occupent la plus grande place. Par ailleurs, durant cette période les secteurs d'agriculture et des mines n'enregistrent pas la même évolution.

---

<sup>149</sup> à partir de 17.06.2003 les statistiques sur les IDE autorisés ne sont pas publiées.

**Tableau 123:** Evolution sectorielle des IDE autorisés (en millions dollars)

Années	Manufacture	%	Agriculture	%	Mines	%	Services	%	Total
1980	88,76	%92	-	%0	-	%0	8,24	%8	97,00
1981	246,54	%73	0,86	%0	0,98	%0	89,13	%26	337,51
1982	98,54	%59	1,06	%1	1,97	%1	65,43	%39	167,00
1983	88,93	%87	0,03	%0	0,02	%0	13,76	%13	102,74
1984	185,92	%69	5,93	%2	0,25	%0	79,26	%29	271,36
1985	142,89	%61	6,37	%3	4,26	%2	80,97	%35	234,49
1986	193,47	%53	16,86	%5	0,86	%0	152,81	%42	364,00
1987	293,91	%45	13,00	%2	1,25	%0	347,08	%53	655,24
1988	490,68	%60	27,35	%3	5,62	%1	296,87	%36	820,52
1989	950,13	%63	9,36	%1	11,69	%1	540,59	%36	1 511,77
1990	1 214,06	%65	65,56	%4	47,19	%3	534,49	%29	1 861,30
1991	1 095,48	%56	22,41	%1	39,82	%2	809,55	%41	1 967,26
1992	1 274,28	%70	33,59	%2	18,96	%1	493,13	%27	1 819,96
1993	1 568,59	%76	21,05	%1	11,37	%1	462,38	%22	2 063,39
1994	1 107,29	%75	28,27	%2	6,20	%0	335,85	%23	1 477,61
1995	1 996,48	%68	31,74	%1	60,62	%2	849,48	%29	2 938,32
1996	640,59	%17	64,10	%2	8,54	%0	3 122,74	%81	3 835,97
1997	871,81	%52	12,22	%1	26,70	%2	767,48	%46	1 678,21
1998	1 017,29	%62	5,75	%0	13,73	%1	609,67	%37	1 646,44
1999	1 123,22	%66	16,19	%1	6,76	%0	553,40	%33	1 699,57
2000	1 105,49	%32	59,74	%2	5,01	%0	2 307,18	%66	3 477,42
2001	1 244,59	%46	134,38	%5	29,11	%1	1 317,20	%48	2 725,28
2002	892,01	%40	32,82	%1	17,29	%1	1 300,81	%58	2 242,93
2003	710,65	%59	7,73	%1	124,18	%10	365,43	%30	1 207,99
<b>TOTAL</b>	<b>18 641,60</b>	<b>%53,0</b>	<b>616,37</b>	<b>%1,8</b>	<b>442,38</b>	<b>%1,3</b>	<b>15 502,93</b>	<b>%44,0</b>	<b>35 203,27</b>

Source: [http://www.hazine.gov.tr/stat/yabser\\_ist.htm](http://www.hazine.gov.tr/stat/yabser_ist.htm),20/08/2007

### **2.2.3. La répartition spécifique des IDE**

Si on observe la répartition des IDE en fonction de l'origine des pays, on remarque que la plupart des investissements viennent des pays de l'UE. Comme on observe dans le tableau 124 la France est le premier pays investissant en Turquie. Elle représente 5 665,01 millions de dollars des IDE autorisés en 2002. Pourtant elle suit un processus descendant : elle représente 134,06 millions de dollars d'investissement tandis qu'elle possédait 353,75 millions de dollars d'investissement autorisé en 1992.

Les autres pays de l'OCDE occupent aussi une part importante dans ce domaine. Les Etats-Unis qui représentent 3 928,78 millions de dollars dans les IDE autorisé en 2002 sont les premiers pays dans ce groupe. Puis c'est la Suisse qui représente 2 260,60 millions de dollars et occupe deuxième rang. Le Japon qui représente 1 818,69 millions de dollars et le Canada qui représente 26,63 millions de dollars arrivent juste après la Suisse en 2002.

**Tableau 124:** Principaux pays d'origine des IDE autorisés

PAYS	1980-1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	TOTAL
France	1 045,61	249,18	353,75	223,15	255,29	476,05	2 370,35	103,94	135,5	146,72	33,7	137,71	134,06	5 665,01
Pays-Bas	322,4	280,3	272,9	179,42	194,02	559,32	338,61	206,35	352,05	234,57	1 381,34	635,47	379,27	5 336,02
Allemagne	696,43	196,41	202,46	145,37	223,46	392,13	226,47	281,5	329,8	407,31	636,84	319,31	271,99	4 329,47
Etats-Unis	770,59	460,87	197,55	248,34	158,32	231,37	179,44	174,48	297,2	292,51	291,3	316,06	310,75	3 928,78
Angleterre	877,44	80,82	109,34	120,49	47,42	161,37	164,8	122,25	44,43	88,4	98,15	506,53	247,66	2 669,11
Suisse	799,61	109,08	203,51	136,11	54,29	327,75	156,84	50,28	101,58	50,89	35,26	86,1	149,3	2 260,60
Italie	214,06	180,66	119,66	419,29	164	98,57	43,24	124,5	128,69	95,22	17,86	33,63	243,51	1 882,89
Japon	363,33	54,59	36,6	237,06	125,92	283,84	21,14	126,68	17,54	13,85	150,78	258,6	128,76	1 818,69
Autres pays	582,16	38,07	52,02	43,85	67,5	63,74	74,88	297,62	40,4	198,16	62,15	71,33	82,77	1 674,65
Belgique	87,54	8,27	20	21,1	13,43	36,2	70,18	7,61	17,82	23,41	161,79	7,98	10,08	485,41
Corée du Sud	20,59	0,94	10,29	93,3	0,53	15,94	30,99	17,88	2,51	13,62	113,52	1,96	3,56	325,63
Arabie saoudite	125,35	43,95	34,07	15,08	8,44	11,81	8,98	11	17,14	14,47	9,01	13,59	8,05	320,94
Luxembourg	27,95	23,2	24,73	9,81	19,85	33,29	0,8	16,07	10,64	4,2	31,85	72,12	45,95	320,46
Canada	31,85	51,26	22,63	58,31	37,37	41,33	1,42	0,41	12,86	1,91	2,61	0,67	4	266,63
Danemark	82,96	4,73	3,66	5,21	8,57	3,63	0,44	13,68	4,15	11,28	10,05	69,86	4,89	223,11
Autriche	24,47	8,36	8,83	5,55	3,59	32,92	11,2	8,42	6,1	16,41	27,86	2,31	19,89	175,91
Suède	41,05	13,96	14,39	6,25	8,7	11,84	22,09	7,52	19,42	6,88	8,73	2,06	7,74	170,63
Espagne	8,26	9,16	8,84	4,39	5,79	2,8	10,72	1,74	9,14	30,95	6,31	12,28	42,89	153,26
Singapour	55,61	9,67	14,07	15,03	1,32	18,13	6,17	8,35	0	0,16	2,79	0	0,02	131,32
Iran	59,21	3,23	8,95	5,8	3,96	5,63	5,35	9,58	5	1,58	1,98	4,62	4,08	118,97
Syrie	31,35	3,56	0,99	2,69	1,69	1,49	10,47	4,58	0,72	1,87	0,51	0,7	1,97	62,6
Russie	1,79	3,82	2,66	9,54	6,56	11,29	5,78	5,29	3	4,13	2,26	4,36	1,77	62,27
Grèce	0,42	1,34	2,75	4,22	0,35	2,97	1,2	1,99	1,56	2,64	32,7	3,47	4,85	60,46
Israël	0,74	0,2	0,93	0,66	0,03	0,2	7,39	1,53	1,63	1,31	3,48	14,39	5,84	38,33
<b>TOTAL</b>	<b>6 421,36</b>	<b>1 967,26</b>	<b>1 819,96</b>	<b>2 063,39</b>	<b>1 477,61</b>	<b>2 938,32</b>	<b>3 836,69</b>	<b>1 678,21</b>	<b>1 647,44</b>	<b>1 700,57</b>	<b>3 474,93</b>	<b>2 726,14</b>	<b>2 242,92</b>	<b>33 995,32</b>

Source: [http://www.hazine.gov.tr/stat/yabser\\_ist.htm](http://www.hazine.gov.tr/stat/yabser_ist.htm), 20/08/2007

### **3. Le financement de l'industrialisation par le commerce extérieur**

La part du commerce extérieur dans le revenu national a une signification particulière sur la dimension d'une économie. Dans les économies de petite dimension le commerce représente une grande partie du revenu national (Perroux François, 1972, p. 129). En effet, depuis Alfred Marshall on met l'accent sur l'importance relative croissante des échanges extérieurs proportionnellement inverse à la dimension de l'économie (Marshall Alfred, 1932). Selon J. Stuart Mill "un pays qui produit pour un marché plus vaste que le sien, seul peut introduire une plus grande division du travail, peut utiliser davantage les machines et est plus à même d'effectuer des inventions relatives aux processus de production et d'y amener des améliorations" (Mill Stuart J, 1892). A. Lösch, ayant développé un raisonnement pour illustrer la relation entre ces deux concepts considère que plus l'espace national est étroit, plus les aires structurées par les frontières politiques sont nombreuses, de sorte que l'importance relative de commerce extérieur tend à diminuer avec la dimension croissante de l'espace national (Deutsch, Bliss et Ekstein, 1962, pp. 353-366).<sup>150</sup> C'est à dire, le commerce international a davantage d'importance pour les petite nations que pour les grandes.

#### **3.1. L'échange extérieur et le développement**

Les travaux de S. Kuznets et de M. Michaely ont aussi tendu à établir que l'importance relative du commerce extérieur d'une nation est inversement proportionnelle à sa dimension.<sup>151</sup> Cette relation se trouve beaucoup mieux

---

<sup>150</sup>

A. Lösch considère une surface de vente dans son démonstration et établit la production de toutes les localisations sans voir les frontière politiques ; puis il dessine ces forntières et considère leur action sur l'extension des aires d'écoulement. Il considère que toutes les productions dont les aires de vente sont découpés par les frontières sont alors des biens d'exportation si leur centre de production est localisé en deçà de celle-ci, et des biens d'importation si elle se trouve au delà (Perroux François, 1972, p. 129).

<sup>151</sup> Les travaux de S. Kuznets consistent à étudier pour les années 1938 et 1939 la relation entre le rapport du volume des échanges extérieurs au revenu national augmenté de leurs importations de 53 pays d'une part et la dimension de leurs économies mesurée par le chiffre de leur population de l'autre part (Kuznets Simon, 1972, p. 19). En ce qui concerne le travail de M. Michaely, il confirme l'importance décroissante des échanges extérieurs en fonction de la dimension des nations. Il retient pour sa démonstration les rapports des exportations de biens et de services au produit national de 33 nations (Michaely M., 1962, p. 110).

démontrée que celle qui lie le volume du commerce extérieur au niveau de développement économique atteint. Elle apparaît en tout cas davantage confirmée par les faits (Perroux François., 1972, p. 131).

François Perroux aboutissant, au terme d'une démonstration théorique et des recherches inductives, à la conclusion qu'une économie se trouve d'autant plus engagée dans le commerce international que sa dimension faible. Il analyse les effets de la relation qui existe entre l'échange extérieure et la dimension de l'économie:

Les échanges des marchandises entre les nations ne sont pas l'unique cause de la dépendance de l'extérieur. Entrent en jeu des aspects différents comme les innovations et les investissements dans cette relation. Lewis considère que cette relation offre un dynamisme de l'extérieur à la croissance de l'économie. Le développement d'une nation peut être fondé principalement sur son marché domestique et dépend néanmoins de l'extérieur par exemple le seul jeu des investissements étrangers, puisque les échanges extérieurs occupent une place importante dans les petites nations, ils influencent directement les secteurs de l'économie (W.A.Lewis, 1962). Autrement dit, l'importation et l'exportation peuvent avoir une influence non négligeable sur l'ensemble du pays. Elles sont capables de transformer les structures mentales des agents économiques.

Perroux trouve cette constatation très relative, parce que toute économie évoluée peut être considéré dans une situation de dépendance dès lors qu'elle commerce (Perroux François, 1972, p. 132). Y.Sayegh insiste sur le rôle que des échanges tiennent dans la création et la formation d'une classe d'entrepreneurs au Liban (Sayegh Y., pp. 129-130). De même, comme en Grande-Bretagne, le capitalisme commercial était suivi par le capitalisme industriel, le secteur de commerce considéré dans son ensemble peut être à l'origine de la plupart des vocations industrielles et des capitaux investis (Perroux François., 1972, p. 132).

R. Gendarme montre plusieurs catégories d'effets néfastes aussi bien dans le secteur commercial, que dans les secteurs avancés de l'économie. "Les nations à l'échange, étant censées avoir le même niveau de développement et par conséquent offrir une structure de consommation identique, des infrastructures à vocation



centrifuge, l'intervention des mécanismes de propagation du revenu en faveur de l'étranger" (Gendarme R, 1963). W.C.Demas met en évidence la probabilité de présence du dualisme économique en raison de l'importance du secteur "étranger" dans les économies de petite dimension (Demas W.C., 1965).

Cependant, un exemple remarquable de la réalisation d'économies externes par l'échange extérieure existe au Japon. Ce pays constituait une exposition de techniques étrangères grâce au rôle que pouvaient jouer les échanges internationaux dans la diffusion des techniques de production. La plupart des industries comme celle des produits chimiques ont été effectuées en coopération avec des firmes européennes et américaines (Perroux François, 1972, p. 133).

Les nations dont la croissance économique est fondée sur le commerce extérieur sont nombreuses, comme la Grande-Bretagne et la Suisse. En 1820, près de 60% de la production britannique de cotonnade était destinée aux marchés d'exportation (Rostow W.W., 1960, p. 64). C'est ainsi que les échanges extérieurs ont joué un rôle important dans la demande de machines à vapeur et de machines textiles (Perroux François, 1972, p. 133). Hoselitz considère que certains pays tels que le Danemark et la Suisse ont pu adapter leurs structures productives aux opportunités offertes par le commerce international (Hoselitz B., 1955, p. 420). Certains nouveaux pays industrialisés comme celles de l'Asie du Sud-Est, la croissance rapide était liée à l'expansion de l'exportation. Ils ont eu par exemple 15,2 % de croissance annuelle sur la période 1963-1984. "Le développement des exportations agit comme le moteur de la croissance économique pour plusieurs raisons liées entre elles. Les exportations stimulent la demande interne de facteurs de production par le biais de la consommation domestique. Elles sont aussi une source de devises, garantissant ainsi le financement des importations supplémentaires de biens intermédiaires et d'équipement nécessaire pour l'augmentation de la production" (Balassa Bela et Williamson John, 1989, p. 15). En ce qui concerne les pays sous-développés, "le commerce extérieur a une importance considérable et les profits qui découlent de ce commerce ainsi que leurs variations, se répercutent profondément sur le revenu national de ces pays" (Singer, 1950, p. 473). La prépondérance des exportation dans le revenu national est "...plutôt un indice de leur

sous-développement, et plus précisément, du faible niveau de leur production et de leur revenu globaux” (Myrdal Gunnar, 1958, p. 319).

Par ailleurs, Perroux souligne, avec la plupart des économistes qu’une économie est beaucoup plus dépendante lorsque le capital de ses sociétés est détenu par des ressortissants étrangers que lorsqu’elle se trouve fortement engagée dans les courants d’échange internationaux. Il est évident qu’une telle dépendance de l’extérieur ne comporte pas que des aspects positifs. Cependant, les nations considérées dans le courant d’échange internationaux n’ont pas seulement pour objectif de les rendre très dépendants de l’extérieur. Des modifications profondes de leurs structures productives en vue de la spécialisation se produisent également dans ce processus (Perroux François, 1972, p. 134).

### **3.2. L’échange extérieur du point de vue de développement de Turquie**

Comme le commerce extérieur a une part importante dans les économies de petite dimension, il représente un secteur important pour les pays en voie de développement. L’évolution actuelle du commerce international montre que l’échange extérieur des pays leur donne la possibilité de transformer rapidement la structure de l’économie. En ce qui concerne l’échange extérieur de la Turquie, les chiffres montrent que le commerce extérieur a encore un potentiel à jouer un rôle important dans le développement économique. Car, le déficit du commerce extérieur a toujours été présent: plus le niveau de développement était fort, plus le déficit s’aggravait. Le volume de commerce extérieur représente 225 millions de dollars en 2005 dont 73 millions de dollars pour l’exportation, et 117 millions de dollars pour l’importation.

#### **3.2.1. L’évolution du commerce extérieur de la Turquie**

L’évolution du commerce extérieur, a eu souvent un rôle significatif pour la croissance économique de la Turquie. Du point de vue de sa composition, son développement, ses secteurs, sa destination elle représentent un caractère différent selon les périodes suivies par l’économie.

### **3.2.1.1. L'évolution du commerce extérieur avant 1980**

La nécessité d'importation de certains biens comme les matières premières et intermédiaires pour le développement donne son caractère au commerce extérieur de la Turquie. En 1923, l'échange extérieur de la Turquie représente 137.662.000 de dollars, dont 50.790.000 de dollars sont des exportations alors que 86.872.000 de dollars sont des importations. La supériorité de l'importation sur l'exportation continue durant la période 1923-1929 : le déficit du commerce extérieur est de 29.500.000 de dollars par an en moyenne.

La mise en place des barrières douanières, le contrôle établie sur le système de taux de change et la Grande crise économique mondiale dans les années 1929 et 1930 jouent un rôle décisif sur le développement du commerce extérieur. Le déficit disparaît sur la période 1930-1946, sauf pour l'année 1938 où il représente 3.880.000 de dollars. Il faut considérer que cette évolution du commerce est également le résultat du contrôle sévère de l'économie dans le contexte de la Deuxième Guerre mondiale.

**Tableau 125:** Commerce extérieur 1923-2006 (000 dollars)

Années	EXPORTATION		IMPORTATION		Balance de commerce extérieur	Volume de commerce extérieur	Substitution
	Valeur	Changement %	Valeur '000 \$	Changement %	Valeur '000 \$	Valeur '000 \$	Changement %
1923	50 790		86 872		- 36 082	137 662	58,5
1924	82 435	62,3	100 462	15,6	- 18 027	182 897	82,1
1925	102 700	24,6	128 953	28,4	- 26 253	231 653	79,6
1926	96 437	-6,1	121 411	-5,8	- 24 974	217 848	79,4
1927	80 749	-16,3	107 752	-11,3	- 27 003	188 501	74,9
1928	88 278	9,3	113 710	5,5	- 25 432	201 988	77,6
1929	74 827	-15,2	123 558	8,7	- 48 731	198 385	60,6
1930	71 380	-4,6	69 540	-43,7	1 840	140 920	102,6
1931	60 226	-15,6	59 935	-13,8	291	120 161	100,5
1932	47 972	-20,3	40 718	-32,1	7 254	88 690	117,8
1933	58 065	21,0	45 091	10,7	12 974	103 156	128,8
1934	73 007	25,7	68 761	52,5	4 246	141 768	106,2
1935	76 232	4,4	70 635	2,7	5 597	146 867	107,9
1936	93 670	22,9	73 619	4,2	20 051	167 289	127,2
1937	109 225	16,6	90 540	23,0	18 685	199 765	120,6
1938	115 019	5,3	118 899	31,3	- 3 880	233 918	96,7
1939	99 647	-13,4	92 498	-22,2	7 149	192 145	107,7
1940	80 904	-18,8	50 035	-45,9	30 869	130 939	161,7
1941	91 056	12,5	55 349	10,6	35 707	146 405	164,5
1942	126 115	38,5	112 879	103,9	13 236	238 994	111,7
1943	196 734	56,0	155 340	37,6	41 394	352 074	126,6

Source : TIK, [http://www.tuik.gov.tr/PreIstatistikTablo.do?istab\\_id=621](http://www.tuik.gov.tr/PreIstatistikTablo.do?istab_id=621) 29/08/2007

**Tableau 126:** Commerce extérieur 1923-2006 (000 dollars)

Années	EXPORTATION		IMPORTATION		Balance de commerce extérieur	Volume de commerce extérieur	Substitution
	Valeur	Changement %	Valeur '000 \$	Changement %	Valeur '000 \$	Valeur '000 \$	Changement %
1944	177 952	-9,5	126 230	-18,7	51 722	304 182	141,0
1945	168 264	-5,4	96 969	-23,2	71 295	265 233	173,5
1946	214 580	27,5	118 889	22,6	95 691	333 469	180,5
1947	223 301	4,1	244 644	105,8	- 21 343	467 945	91,3
1948	196 799	-11,9	275 053	12,4	- 78 254	471 852	71,5
1949	247 825	25,9	290 220	5,5	- 42 395	538 045	85,4
1950	263 424	6,3	285 664	-1,6	- 22 240	549 088	92,2
1951	314 082	19,2	402 086	40,8	- 88 004	716 168	78,1
1952	362 914	15,5	555 920	38,3	- 193 006	918 834	65,3
1953	396 061	9,1	532 533	-4,2	- 136 472	928 594	74,4
1954	334 924	-15,4	478 359	-10,2	- 143 435	813 283	70,0
1955	313 346	-6,4	497 637	4,0	- 184 291	810 983	63,0
1956	304 990	-2,7	407 340	-18,1	- 102 350	712 330	74,9
1957	345 217	13,2	397 125	-2,5	- 51 908	742 342	86,9
1958	247 271	-28,4	315 098	-20,7	- 67 827	562 369	78,5
1959	353 799	43,1	469 982	49,2	- 116 183	823 781	75,3
1960	320 731	-9,3	468 186	-0,4	- 147 455	788 917	68,5
1961	346 740	8,1	507 205	8,3	- 160 465	853 945	68,4
1962	381 197	9,9	619 447	22,1	- 238 250	1 000 644	61,5
1963	368 087	-3,4	687 616	11,0	- 319 529	1 055 703	53,5
1964	410 771	11,6	537 229	-21,9	- 126 458	948 000	76,5
1965	463 738	12,9	571 953	6,5	- 108 215	1 035 691	81,1

Source : TIK, [http://www.tuik.gov.tr/PreIstatistikTablo.do?istab\\_id=621](http://www.tuik.gov.tr/PreIstatistikTablo.do?istab_id=621) 29/08/2007

**Tableau 127:** Commerce extérieur 1923-2006 (000 dollars)

Années	EXPORTATION		IMPORTATION		Balance de commerce extérieur	Volume de commerce extérieur	Substitution
	Valeur	Changement %	Valeur '000 \$	Changement %	Valeur '000 \$	Valeur '000 \$	Changement %
1966	490 508	5,8	718 269	25,6	- 227 761	1 208 777	68,3
1967	522 334	6,5	684 669	-4,7	- 162 335	1 207 003	76,3
1968	496 419	-5,0	763 659	11,5	- 267 240	1 260 078	65,0
1969	536 834	8,1	801 236	4,9	- 264 403	1 338 070	67,0
1970	588 476	9,6	947 604	18,3	- 359 128	1 536 081	62,1
1971	676 602	15,0	1 170 840	23,6	- 494 239	1 847 442	57,8
1972	884 969	30,8	1 562 550	33,5	- 677 581	2 447 519	56,6
1973	1 317 083	48,8	2 086 216	33,5	- 769 133	3 403 299	63,1
1974	1 532 182	16,3	3 777 501	81,1	-2 245 319	5 309 683	40,6
1975	1 401 075	-8,6	4 738 558	25,4	-3 337 483	6 139 633	29,6
1976	1 960 214	39,9	5 128 647	8,2	-3 168 433	7 088 862	38,2
1977	1 753 026	-10,6	5 796 278	13,0	-4 043 252	7 549 304	30,2
1978	2 288 163	30,5	4 599 025	-20,7	-2 310 862	6 887 187	49,8
1979	2 261 195	-1,2	5 069 432	10,2	-2 808 236	7 330 627	44,6

Source : TIK, [http://www.tuik.gov.tr/PreIstatistikTablo.do?istab\\_id=621](http://www.tuik.gov.tr/PreIstatistikTablo.do?istab_id=621) 29/08/2007

L'année 1947 est la dernière année d'une période pendant laquelle la balance de commerce extérieur de la Turquie est positive (95 691 000 de dollars). Après cette date jusqu'à présent, le commerce extérieur est toujours resté négatif. En 1948, l'évolution de l'exportation enregistre un recul tandis que celle de l'importation est en augmentation. Durant les cinq années suivantes, elle est à nouveau en hausse grâce aux conditions mondiales favorables. Cependant l'importation augmente progressivement à partir de 1948 date à laquelle les politiques libérales commencent à s'appliquer jusqu'en 1953.

Les politiques appliquées dans la première moitié des années 1950 provoquent le déficit de commerce extérieur dans la deuxième moitié. Le commerce extérieur qui représente 928 594 000 de dollars en 1953, dépasse ce montant en 1962, après avoir suivi une chute durant neuf ans. L'application de la politique de taux de change fixe en même temps que les politiques libérales provoquent la hausse de l'importation alors que l'exportation est en chute. Cette évolution suit une série de mesures prises en 1958 qui permet de reprendre le contrôle sur le taux de change, par contre, elle provoque le déficit des opérations courantes. Cependant le volume de commerce extérieur dépasse le seuil d'un milliard de dollars en 1962.

Après 1963, durant la période des plans quinquennaux, les politiques d'industrialisation qui avaient pour objectif de maîtriser le déficit du commerce et de transformer la structure de production n'aboutissent pas comme prévu: le déficit continue à augmenter et la tendance à l'évolution des produits d'exportation se limite encore au secteur agricole. À partir de 1971, le volume du commerce extérieur augmente progressivement: il représente 2 447 millions de dollars en 1972, et 7 088 millions de dollars en 1977. En 1974 la crise pétrolière, et dans les années 1978 et 1979 deux dévaluations consécutives de la monnaie nationale frappent l'économie ainsi que le commerce extérieur de la Turquie. Pendant les années de deuxième moitié de 1970 le volume du commerce reprends la chute. C'est en 1980 qu'il recommence à augmenter et il représente alors 10 819 millions de dollars. Durant la période 1923-1980 la Turquie est fortement dépendante de l'importation.

### **3.2.1.2. L'évolution du commerce extérieur depuis 1980**

Les difficultés rencontrées dans les années 1970 influencent l'évolution du commerce extérieur de la Turquie dans les années 1980. Les mesures prises du 24 janvier 1980 envisagent d'augmenter les entrées des devises par le biais du commerce extérieur, c'est-à-dire par le freinage de l'importation et l'encouragement de l'exportation. Selon les décisions du 24 janvier 1980, la transformation des secteurs d'agriculture et d'industrie en vue d'exportation industrielle se trouve parmi les priorités.

Le rôle du commerce extérieur n'est pas significatif dans le processus de financement de l'industrialisation jusque dans les années 1980. Le volume de commerce qui représente 2 910 millions de dollars d'exportation contre 7 909 millions de dollars d'importation en 1980, et qui est toujours déficitaire, ne permet pas un développement rapide. Il faut donc changer le cadre du commerce extérieur en encourageant l'exportation, en réorganisant la structure financière et en protégeant les consommateurs.

L'Etat soutient l'augmentation des exportations surtout par sa politique de taux de change: en choisissant le taux de change flexible en 1981 et en quittant le taux de change fixe en 1984. Ces changements ont joué un rôle important dans le passage partiel à la convertibilité de la monnaie nationale en 1990. Ces politiques ont donné des résultats dans les années 1980, cependant l'évolution de la part des exportations dans le commerce extérieur représente une évolution négative dans les années 1983, 1986, et 1989, et sur toute la période 1980-1989.

Le volume des exportations dépasse le seuil de 10 190 millions de dollars en 1987, ce qui témoigne du rôle des changements sur le commerce extérieur. Sur la même période l'année 1981 et l'année 1986 enregistrent respectivement une hausse et une chute importante des exportations.



**Tableau 128 : Commerce extérieur 1980-2006 (000 dollars)**

Années	EXPORTATION		IMPORTATION		Balance de commerce extérieur	Volume de commerce extérieur	Substitution
	Valeur (000 \$)	Changement (%)	Valeur (000 \$)	Changement %	Valeur (000 \$)	Valeur (000 \$)	Changement (%)
1980	2 910 122	28,7	7 909 364	56,0	-4 999 242	10 819 486	36,8
1981	4 702 934	61,6	8 933 374	12,9	-4 230 439	13 636 308	52,6
1982	5 745 973	22,2	8 842 665	-1,0	-3 096 692	14 588 639	65,0
1983	5 727 834	-0,3	9 235 002	4,4	-3 507 168	14 962 836	62,0
1984	7 133 604	24,5	10 757 032	16,5	-3 623 429	17 890 636	66,3
1985	7 958 010	11,6	11 343 376	5,5	-3 385 367	19 301 386	70,2
1986	7 456 726	-6,3	11 104 771	-2,1	-3 648 046	18 561 497	67,1
1987	10 190 049	36,7	14 157 807	27,5	-3 967 757	24 347 856	72,0
1988	11 662 024	14,4	14 335 398	1,3	-2 673 374	25 997 422	81,4
1989	11 624 692	-0,3	15 792 143	10,2	-4 167 451	27 416 835	73,6
1990	12 959 288	11,5	22 302 126	41,2	-9 342 838	35 261 413	58,1
1991	13 593 462	4,9	21 047 014	-5,6	-7 453 552	34 640 476	64,6
1992	14 714 629	8,2	22 871 055	8,7	-8 156 426	37 585 684	64,3
1993	15 345 067	4,3	29 428 370	28,7	-14 083 303	44 773 436	52,1
1994	18 105 872	18,0	23 270 019	-20,9	-5 164 147	41 375 891	77,8
1995	21 637 041	19,5	35 709 011	53,5	-14 071 970	57 346 052	60,6

Source : TIK, [http://www.tuik.gov.tr/PreIstatistikTablo.do?istab\\_id=621](http://www.tuik.gov.tr/PreIstatistikTablo.do?istab_id=621) 29/08/2007

**Tableau 129:** Commerce extérieur 1996-2006 (000 dollars)

Années	EXPORTATION		IMPORTATION		Balance de commerce extérieur	Volume de commerce extérieur	Substitution
	Valeur (000 \$)	Changement (%)	Valeur (000 \$)	Changement (%)	Valeur (000 \$)	Valeur (000 \$)	Changement (%)
1996	23 224 465	7,3	43 626 642	22,2	-20 402 178	66 851 107	53,2
1997	26 261 072	13,1	48 558 721	11,3	-22 297 649	74 819 792	54,1
1998	26 973 952	2,7	45 921 392	-5,4	-18 947 440	72 895 344	58,7
1999	26 587 225	-1,4	40 671 272	-11,4	-14 084 047	67 258 497	65,4
2000	27 774 906	4,5	54 502 821	34,0	-26 727 914	82 277 727	51,0
2001	31 334 216	12,8	41 399 083	-24,0	-10 064 867	72 733 299	75,7
2002	36 059 089	15,1	51 553 797	24,5	-15 494 708	87 612 886	69,9
2003	47 252 836	31,0	69 339 692	34,5	-22 086 856	116 592 528	68,1
2004	63 167 153	33,7	97 539 766	40,7	-34 372 613	160 706 919	64,8
2005	73 476 408	16,3	116 774 151	19,7	-43 297 743	190 250 559	62,9
2006*	85 528 416	16,4	139 480 361	19,4	-53 951 945	225 008 777	61,3

\*valable pour les données de 2006

Source : TIK, [http://www.tuik.gov.tr/PreIstatistikTablo.do?istab\\_id=621](http://www.tuik.gov.tr/PreIstatistikTablo.do?istab_id=621) 29/08/2007

L'évolution de l'exportation suit une trajectoire remarquable dans les années 1990 et encore plus dans les années 2000. Elle représente 12 959 millions de dollars en 1990, 21 637 millions de dollars en 1995, 31 334 millions de dollar en 2001, et 85.528 millions de dollars en 2006. Le commerce extérieur se réduit à cause d'un redressement économique en 1994: l'exportation enregistre une hausse de 3 milliards de dollars contre 6 milliards de dollars de chute de l'importation de 1993 à 1994.

Comme nous avons présenté dans le chapitre ci-dessus, l'année 1996 qui est l'année de l'application de l'union douanière entre la Turquie et l'UE, est un point de rupture dans le commerce extérieur de la Turquie. Dans les années suivantes le déficit du commerce extérieur s'aggrave : le volume des exportations qui est de 23 224 en 1996, et de 26 261 millions de dollars en 1997 ne change pas considérablement durant les deux années suivantes alors que le volume de l'importation qui est de 43 626 millions de dollars en 1996 passe à 48 558 millions de dollars en 1997.<sup>152</sup>

En 1995, dans le cadre des relations avec l'UE et des décisions de GATT certaines formes de soutien remplacent les subventions pour encourager l'exportation. L'Eximbank a mis en services ses soutiens aux profits des exportateurs à partir de 1996 (Serin Necdet., 2001, p. 310). En 1998 le commerce extérieur représente 72 895 millions de dollars ce qui signifie une chute de 2 millions de dollars par rapport à l'année précédente. L'exportation enregistre 26 973 millions de dollars dont l'augmentation n'est pas significative par rapport en 1997. Cependant l'importation diminue à 45 921 millions de dollars, il s'agit donc d'une chute de 3 milliards de dollars par rapport à l'année précédente.

La chute du déficit commercial qui commence en 1998 continue jusqu'à 2003 excepté en 2000 où la balance commerciale enregistre déficite supérieure de 4 milliards de dollars à celui de l'année 1997.

---

<sup>152</sup> Les obligations qui ne sont pas remplies par l'UE alors que la Turquie les avait accompli, la guerre de Yougoslavie qui empeche le commerce transit, le redressement économique dans les pays de l'UE peuvent être considérées comme les causes principales (Serin Necdet, 2001, p. 310).

L'économie turque subit trois crises financières durant la période 1997-2003: d'abord la crise qui commence en Russie et après l'Asie, frappe l'économie turque en 1999, puis la crise financière de 2000, et la grande crise de 2001.

En 2003 une période de forte croissance commence: le volume de commerce extérieur arrive à 116 592 milliards de dollars, à 160 706 milliards de dollars en 2004, à 190 250 milliards de dollars en 2005, et à 225 008 milliards de dollars en 2006. Depuis 2001 l'augmentation des importations est plus forte que celle des exportations. La substitution de l'importation qui est de 75 % en 2001, recule à 61,3 % à la fin de période 2001-2006.

### **3.2.2. L'évolution sectorielle du commerce extérieur de la Turquie**

En 1980, la part du secteur agricole dans le commerce extérieur est 57,4 %, celle de l'industrie est de 36 %, et celle de la mine est de 6,6 %. Les politiques appliquées après 1980 donnent des résultats dans les années 1990: à savoir une transformation dans la composition du commerce extérieur de la Turquie vers les années 2000. La part du secteur agricole dans le commerce extérieur se réduit au profit du secteur industriel. Comme le tableau ci-dessous indique, la part de l'industrie augmente de 91,2 % alors que celle de l'agricole diminue de 7,8 % dans le commerce extérieur.

**Tableau 130:** Evolution du commerce extérieur en fonction des groupes de produit.

	1990	1995	2000	2003	2005
<b>EXPORTATION (%)</b>					
Exportation totale(million de dolar)	12.959	21.599	27.485	47.253	73.476
Alimentation	22.4	19.6	12.8	10.0	8.3
Matières premières agricoles	3.0	1.5	1.1	1.1	1.0
Produits énergétiques	2.3	1.3	1.1	2.1	3.6
Métaux	4.5	3.3	3.0	2.2	2.6
Produits industriels	67.7	74.3	82.0	84.3	84.2
-Produits chimiques	5.7	4.1	4.4	3.8	4.2
-Equipement de machines et de transport	6.6	10.8	20.5	26.5	29.4
-Autres produits industriels	55.4	59.4	57.1	54.0	50.6
Textile		37.7	36.2	31.7	25.8
Ménages		10.4	8.3	9.7	10.2
<b>IMPORTATION (%)</b>					
Importation totale(million de dolar)	22.301	35.707	54.150	69.340	116.774
Alimentation	8.3	7.0	3.9	4.0	2.2
Matières premières agricoles	4.2	5.5	3.7	3.5	2.4
Produits énergétiques	20.8	13.0	17.6	16.8	18.2
Métaux	5.5	5.9	4.0	5.3	5.7
Produits industriels	61.1	68.4	70.6	66.1	68.0
-Produits chimiques	12.7	14.8	13.4	14.8	15.0
-Equipement de machines et de transport	31.5	32.1	37.6	31.0	32.5
-Autres produits industriels	16.9	21.5	19.5	20.3	20.5
Autres produits	0.1	0.2	0.2	4.3	3.5

**Source:** Sahin Huseyin, 2007, pp. 399-400

### 3.2.2.1. La part du secteur agricole dans le commerce extérieur

Le secteur agricole avait une part importante dans le commerce extérieur jusqu'aux années 1980. Avant 1970 plus de trois quarts, avant 1980 plus de la moitié des revenus d'exportation était assurée par le secteur agricole.

Après 1980, il s'agit d'une transformation dans les secteurs, et la part relative de l'agriculture dans les revenus d'exportation diminue considérablement. Elle assure un quart des revenus en devises en 1984.

**Tableau 131** : Part des produits agricoles dans l'exportation en 1980

PAYS	%	PAYS	%
Japon	2.3	Grèce	27.9
Allemagne	6.5	Mexique (1978)	36.3
Angleterre	8.2	*Turquie (1984)	40.1
Italie	8.0	Pakistan	44.0
Corée du Sud	8.8	Australie	45.2
Belgique	11.0	*Turquie (1980)	63.1
Autriche	12.0	Kenya (1979)	65.3
France	18.5	Argentine (1979)	74.2
Finlande	22.2	Madagascar 1979)	82.5
Pays-Bas	23.3	Ghana (1978)	83.0
Etats-Unis	23.4		

**Source:** U.N. Handbook of International Trade Statistics, et \*les données ajoutées par Dura Cihan., 1991, p.211.

Par ailleurs, les données du tableau 131 montrent qu'en 1980 la Turquie se trouvait parmi les pays sous-développés, et en 1984 elle avance à la limite supérieure de ces pays par rapport à la part des produits agricoles dans le commerce extérieur du pays.

Depuis les années 1990, la part des produits agricoles dans l'exportation a diminué considérablement: le secteur représente 5,7 % de l'exportation en 2006, alors que sa part était 11,1 % en 2000, et 17 % en 1996.

**Tableau 132 :** Evolution des produits du secteur agricole dans les exportation (millions de dollars)

Années	Agriculture											
	Agriculture			Agro-alimentaires			Fruits de mer			Total		
	Valeur	(%)	Chang. (%)	Valeur	(%)	Chang. (%)	Valeur	(%)	Chang. (%)	Valeur	(%)	Chang. (%)
1996	3 377	14,5	-	460	2,0	-	101	0,4	-	3 938	17,0	-
1997	3 886	14,8	15,1	501	1,9	8,9	124	0,5	22,8	4 511	17,2	14,6
1998	3 705	13,7	-4,7	393	1,5	-21,6	94	0,3	-24,2	4 192	15,5	-7,1
1999	3 218	12,1	-13,1	276	1,0	-29,8	97	0,4	3,2	3 591	13,5	-14,3
2000	2 705	9,7	-15,9	299	1,1	8,3	90	0,3	-7,2	3 094	11,1	-13,8
2001	3 165	10,1	17,0	326	1,0	9,0	72	0,2	-20,0	3 563	11,4	15,2
2002	2 738	7,6	-13,5	388	1,1	19,0	123	0,3	70,8	3 249	9,0	-8,8
2003	3 498	7,4	27,8	508	1,1	30,9	156	0,3	26,8	4 162	8,8	28,1
2004	4 424	7,0	26,5	614	1,0	20,9	208	0,3	33,3	5 246	8,3	26,0
2005	3 980	5,4	-10,0	706	1,0	15,0	228	0,3	9,6	4 914	6,7	-6,3
2006	3 816	4,5	-4,1	830	1,0	17,6	196	0,2	-14,0	4 842	5,7	-1,5

Source: DTM, [http://www.dtm.gov.tr/dtmin/upload/AB/EuromedEntegrasyonDb/sektorl\\_dunya.xls](http://www.dtm.gov.tr/dtmin/upload/AB/EuromedEntegrasyonDb/sektorl_dunya.xls)

Comme l'illustrent les tableaux d'évolution de la part des produits agricoles, il s'agit d'une transformation dans le secteur d'agriculture sur la période 1980-2006. La part des fruits de mer est 0,2 %, celle des produits agro-alimentaires est 1 %, et celle des produits agricoles est 4,5 % en 2006.

### 3.2.2.2. La part du secteur industriel dans le commerce extérieur

Le secteur industriel permet de la diversité des produits d'exportation en fonction de la croissance de la taille du commerce extérieur. Surtout le secteur manufacturier a la capacité d'articulation avec les autres sous-secteurs au fur et à mesure que l'économie se développe. Ainsi la diversification des sous-secteurs permet de diversifier la production nationale. C'est la raison pour laquelle le secteur industrielle a le potentiel pour l'expansion de l'exportation par rapport au secteur agricole qui représente des inconvénients dans ce sens. Le début des années 1980 marquent une période de changement sur les produits d'exportation du secteur industriel. Dans le tableau 133 des indices de concentration pour certains pays sont illustrés. Plus l'indice de concentration augmente la diversité des produits d'exportation du pays diminue.

**Tableau 133:** Indices de concentration dans l'exportation en 1982

<b>PAYS</b>	<b>INDICES</b>	<b>PAYS</b>	<b>INDICES</b>
Australie	0.080	Canada	<i>1.180</i>
France	0.089	Corée du Sud	<i>0.185</i>
Danemark	0.092	Thaïlande	<i>0.195</i>
Etats-Unis	0.100	Japon	<i>0.205</i>
Espagne	0.104	Pakistan	<i>0.212</i>
Belgique-Luxembourg	0.118	Israël	<i>0.222</i>
<b>Turquie</b>	<b>0.125</b>	Pérou	<i>0.237</i>
Inde	0.133	Singapour	<i>0.252</i>
Brésil	0.140	Tunisie	<i>0.352</i>
Allemagne	0.142	Kénya	<i>0.366</i>
Pays-Bas	0.143	Colombie	<i>0.488</i>
Portugal	0.145	Egypte	<i>0.551</i>
<i>Argentine</i>	<i>0.150</i>	<i>Zambie</i>	<i>0.794</i>

**Source:** UN, Handbook of International Trade and Development Statistics, 1985, Tableau 4.5.



En cas de la Turquie, son indice de concentration est de 0,125 qui signifie un niveau plus bas parmi les pays de son groupe comme l'Argentine, Corée du sud, le Pérou, Pakistant. Autrement dit la Turquie a des produits d'exportatin diversifiés par rapport à ces pays en 1982.

Dans les années 1990, la Turquie devient l'exportateur de nombreux produits industriels: la part des produits industriels représente 79 % de l'exportation contre 18,4% des produits agricoles en 1990. La part du secteur industriel augmente régulièrement sur la période 1990-2000 alors que celle du secteur agricole diminue. En 2000, le secteur industriel occupe 91,2 % de l'exportation tandis que le secteur agricole occupe 7,8 % de l'exportation.

Comme les tableaux 134 et 135, montrent, dans la composition de l'exportation les produits industriels; les apareils électroniques, les véhicules, les pièces détachées occupent une part importante vers les années 2000. Ce groupe de produits représente 12,7 % en 1996, 20,2 % en 2001, et 22,5 % de l'exportation en 2006.

**Tableau 134 : Evolution des produits du secteur industriel dans l'exportation (millions de dollars)**

	Textile et Confection						Sidérurgie (72)			Utile de sidérurgie (73)			Total				
	Valeur	(%)	Cha. (%)	Valeur	(%)	cha. (%)	Valeur	(%)	Cha. (%)	Valeur	(%)	Evol. (%)	Valeur	(%)	Evol. (%)	Valeur	(%)
<b>1996</b>	2 592	11,2	-	4 867	21,0	-	7 459	32,1	-	1 750	7,5	-	506	2,2	-	2 256	9,7
<b>1997</b>	3 085	11,7	19,0	5 346	20,4	9,8	8 431	32,1	13,0	2 004	7,6	14,5	611	2,3	20,8	2 615	10,0
<b>1998</b>	3 249	12,0	5,3	5 783	21,4	8,2	9 032	33,5	7,1	1 589	5,9	-20,7	662	2,5	8,3	2 251	8,3
<b>1999</b>	3 222	12,1	-0,8	5 368	20,2	-7,2	8 590	32,3	-4,9	1 542	5,8	-3,0	605	2,3	-8,6	2 147	8,1
<b>2000</b>	3 378	12,2	4,8	5 403	19,5	0,7	8 781	31,6	2,2	1 624	5,8	5,3	697	2,5	15,2	2 321	8,4
<b>2001</b>	3 633	11,6	7,5	5 535	17,7	2,4	9 168	29,3	4,4	2 069	6,6	27,4	975	3,1	39,9	3 044	9,7
<b>2002</b>	3 976	11,0	9,4	6 872	19,1	24,2	10 848	30,1	18,3	2 269	6,3	9,7	1 243	3,4	27,5	3 512	9,7
<b>2003</b>	5 043	10,7	26,8	8 559	18,1	24,5	13 602	28,8	25,4	2 969	6,3	30,9	1 391	2,9	11,9	4 360	9,2
<b>2004</b>	6 132	9,7	21,6	9 872	15,6	15,3	16 004	25,4	17,7	5 293	8,4	78,3	2 226	3,5	60,0	7 519	11,9
<b>2005</b>	6 761	9,2	10,3	10 601	14,4	7,4	17 362	23,6	8,5	4 942	6,7	-6,6	2 716	3,7	22,0	7 658	10,4
<b>2006</b>	7 202	8,5	6,5	10 804	12,7	1,9	18 006	21,1	3,7	6 268	7,4	26,8	3 327	3,9	22,5	9 595	11,3

Source: DTM, [http://www.dtm.gov.tr/dtmadmin/upload/AB/EuromedEntegrasyonDb/sektorl\\_dunya.xls](http://www.dtm.gov.tr/dtmadmin/upload/AB/EuromedEntegrasyonDb/sektorl_dunya.xls)

**Tableau 135** : Evolution des produits du secteur industriel dans l'exportation (millions de dollar)

Yil	Apareils d'électricité (84,85,87)												Autres produits industriels	
	Machines (84)				Utile d'électricité(85)			Véhicules et pièces d'attachées (87)			Total			
	Evol. (%)	Valeur	(%)	Evol. (%)	Valeur	(%)	Evol. (%)	Valeur	(%)	Evol. (%)	Valeur	(%)	Valeur	(%)
<b>1996</b>	-	807	3,5	-	1 326	5,7	-	811	3,5	-	2 944	12,7	6 627	28,5
<b>1997</b>	15,9	984	3,7	21,9	1 447	5,5	9,1	676	2,6	-16,6	3 107	11,8	7 597	28,9
<b>1998</b>	-13,9	1 167	4,3	18,6	1 844	6,8	27,4	798	3,0	18,0	3 809	14,1	7 690	28,5
<b>1999</b>	-4,6	1 273	4,8	9,1	1 645	6,2	-10,8	1 474	5,5	84,7	4 392	16,5	7 867	29,6
<b>2000</b>	8,1	1 422	5,1	11,7	1 974	7,1	20,0	1 592	5,7	8,0	4 988	18,0	8 591	30,9
<b>2001</b>	31,2	1 748	5,6	22,9	2 256	7,2	14,3	2 335	7,5	46,7	6 339	20,2	9 228	29,4
<b>2002</b>	15,4	2 142	5,9	22,5	2 867	8,0	27,1	3 304	9,2	41,5	8 313	23,1	10 137	28,1
<b>2003</b>	24,1	2 992	6,3	39,7	3 474	7,4	21,2	5 272	11,2	59,6	11 738	24,8	13 390	28,3
<b>2004</b>	72,5	4 125	6,5	37,9	4 790	7,6	37,9	8 288	13,1	57,2	17 203	27,3	17 148	27,2
<b>2005</b>	1,8	5 227	7,1	26,7	5 413	7,4	13,0	9 527	13,0	14,9	20 167	27,4	23 375	31,8
<b>2006</b>	25,3	6 502	7,6	24,4	6 312	7,4	16,6	11 882	42,4	24,7	24 696	29,0	28 002	32,9

Source: DTM, [http://www.dtm.gov.tr/dtmadmin/upload/AB/EuromedEntegrasyonDb/sektorl\\_dunya.xls](http://www.dtm.gov.tr/dtmadmin/upload/AB/EuromedEntegrasyonDb/sektorl_dunya.xls)

### **3.2.3. L'évolution du commerce extérieur selon les pays**

Le commerce extérieur de la Turquie a une tendance vers les pays de l'OCDE au sein de laquelle les pays de l'UE occupent une place importante. En 1996, la Turquie enregistre 78 milliards de dollars d'exportation dont 48 milliards de dollars (62 %) avec les pays de l'OCDE, et 124 milliards de dollars d'importation dont 70 milliards de dollars (56 %) avec les pays de l'OCDE. Les pays de l'UE occupent une grande part dans ce groupe: la destination de 55 % de l'exportation de la Turquie est vers l'UE, contre 44 % de l'importation.

Le deuxième groupe de pays est l'Asie qui suit les pays de l'UE dans le commerce extérieur: sa part représente 18 % de l'exportation, contre 26 % de l'importation en 2006. Dans ce groupe les pays du Moyen-Orient jouent un rôle important par rapport aux autres. Ils réalisent 13 % de l'exportation et 9 % de l'importation de ce groupe.

Les pays de l'Organisation de Conférence islamique qui se présentent devant les pays de l'Amérique n'occupent pas une part importante par rapport aux pays occidentaux.

**Tableau 136:** Répartition géographique du commerce extérieur de Turquie en 2006

	<b>Exportation</b>		<b>Importation</b>	
<b>TOTAL</b> (Million dolar)	7 815	100,0	12 466	100,0
<b>Union Européenne(27)</b>	4 361	55,8	5 485	44,0
<b>Europe sans UE</b>	602	7,7	2 288	18,4
<b>Afrique</b>	441	5,6	431	3,5
Afrique du Nord	263	3,4	346	2,8
Autres	178	2,3	85	0,7
<b>Amérique</b>	542	6,9	803	6,4
Amérique du Nord	435	5,6	579	4,6
Amérique Centrale	77	1,0	20	0,2
Amérique du Sud	30	0,4	204	1,6
<b>Asie</b>	1 432	18,3	3 343	26,8
Moyen-Orient	1 057	13,5	1 173	9,4
Autres	376	4,8	2 170	17,4
<b>Groupes de Pays</b>				
Pays de l'EFTA	128	1,6	395	3,2
Union des Pays Indépendant	568	7,3	2 098	16,8
Pays de l'OCDE	4 864	62,2	7 053	56,6
Pays de l'Organisation de Coopération Economique de la Mer Noire	969	12,4	2 415	19,4
Pays de l'Organisation Economique	265	3,4	982	7,9
Pays turcs de l'Asie centrale	157	2,0	170	1,4
Pays de l'Organisation de Conférence islamique	1 342	17,2	1 811	14,5

**Source:** <http://www.dtm.gov.tr/dtmadmin/upload/EAD/IstatistikDb/eko04.xls>

En ce qui concerne la part des pays dans le commerce extérieur de la Turquie, les cinq premiers pays importateurs sont l'Allemagne, l'Angleterre, l'Italie, la France et les Etats-Unis. Parmi ces pays l'Allemagne a toujours une place importante: 10,5 % de l'exportation et de l'importation de la Turquie se réalise avec l'Allemagne.

**Tableau 137: 20 premiers pays dans le commerce extérieurs de la Turquie en 2006**

	PAYS	EXPORTATION Million \$			PAYS	IMPORTATION Million \$	
1-	Allemagne	821	10,5	1-	Russie	1 558	12,5
2-	Angleterre	644	8,2	2-	Allemagne	1 315	10,5
3-	Italie	617	7,9	3-	Chine	835	6,7
4-	France	448	5,7	4-	Italie	856	6,9
5-	Espagne	362	4,6	5-	Etats-Unis	498	4,0
6-	Russie	262	3,3	6-	Suisse	347	2,8
7-	Etats-Unis	406	5,2	7-	France	800	6,4
8-	Roumanie	194	2,5	8-	Iran	766	6,1
9-	Grèce	136	1,7	9-	Angleterre	447	3,6
10-	Pays-Bas	220	2,8	10-	Espagne	387	3,1
11-	Irak	242	3,1	11-	Corée du Nord	281	2,3
12-	Bulgarie	139	1,8	12-	Ukraine	308	2,5
13-	Belgique	132	1,7	13-	Japon	288	2,3
14-	Emirats arabes unis	195	2,5	14-	Roumanie	226	1,8
15-	Israël	157	2,0	15-	Belgique	222	1,8
16-	Pologne	89	1,1	16-	Pays-Bas	190	1,5
17-	Afrique su Sud	103	1,3	17-	Arabie soudite	189	1,5
18-	Suisse	108	1,4	18-	Afrique du Sud	44	0,4
19-	Chine	80	1,0	19-	Inde	128	1,0
20-	Ukraine	94	1,2	20-	Bulgarie	152	1,2

Source: <http://www.dtm.gov.tr/dtadmin/upload/EAD/IstatistikDb/eko09.xls>

Dans l'importation c'est la Russie qui occupe la première place. Cependant la plupart des matières d'importation venant de l'Allemagne sont des matières intermédiaires alors que l'importation venant de la Russie concerne plutôt l'énergie. Dans l'importation l'Allemagne, la Chine, l'Italie et les Etats-Unis suivent la Russie.

#### **4. Le rôle du secteur de tourisme dans le financement de l'industrialisation.**

Le tourisme est un secteur qui a suivi un processus de développement remarquable depuis les années 1990 en Turquie ainsi que dans le monde. Aujourd'hui il représente l'un des quatre secteurs les plus importants de l'économie comme le bâtiment, l'automobile, et le textile. Le tourisme a des liens forts avec les autres branches d'économie: il permet au développement des industries en arrière et en avant. Comme la production de certaines sous-secteur pour l'hôtellerie, et pour des services. C'est la raison pour laquelle il facilite la création d'emploi dans le pays. Il est également l'une des sources principales de devises surtout pour les pays qui en ont besoin comme la Turquie. Ce secteur joue un rôle majeur dans le financement du déficit courant de la Turquie depuis les années 2000.

L'évolution du secteur du tourisme en Turquie dans les années 1990 est spectaculaire par rapport à celle de la moyenne mondiale. C'est grâce aux investissements infrastructurels depuis la deuxième moitié du 1980 que le secteur de tourisme a enregistré ce changement positif (Gür Timur Han, 2001, p. 203).

##### **4.1. L'évolution du secteur de tourisme**

La part du secteur de tourisme occupe une place importante dans la composition du revenu national en Turquie. Dans le tableau 138 l'évolution des revenus de tourisme sur les période 1980-1999 et 2000-2006 est illustrée. Le volume des revenus du tourisme est de 326 millions de dollars en 1980. C'est en 1985 que le revenu du tourisme dépasse un milliard de dollars. Cependant il progresse rapidement: en 1990 il représente 2 705 millions de dollars. Le secteur enregistre 7.636 millions de dollars en 2000 qui n'augmente pas considérablement durant les deux années suivantes. Il enregistre 8.090 millions de dollars en 2001 et 8.479 millions de dollars en 2000 qui sont les résultats négatifs des crises économiques et de tremblement de terre en 1999. C'est à partir de l'année 2003 que le secteur

commence à progresser: le revenu du secteur dépasse 13 203 millions de dollars en 2003 à 15 888 millions de dollars en 2004<sup>153</sup>.

**Tableau 138:** Nombre des touristes et leurs dépenses (1980-1999)

Années	Nombre de visiteurs étrangers (1000 pers.)	Evolution %	Dépense par visiteurs étrangers (Million \$)	Evolution %
1980	1 288	-15,4	326	16,4
1981	1 405	9,1	381	16,9
1982	1 391	-1	370	-2,9
1983	1 625	16,8	411	11,1
1984	2 117	30,3	840	104,4
1985	2 614	23,5	1 482	76,4
1986	2 391	-8,5	1 215	-18
1987	2 855	19,4	1 721	41,6
1988	4 172	46,1	2 355	36,8
1989	4 459	6,9	2 556	8,5
1990	5 389	20,9	2 705	5,8
1991	5 517	2,4	2 654	-1,9
1992	7 076	28,3	3 639	37,1
1993	6 500	-8,1	3 959	8,8
1994	6 670	2,6	4 321	9,1
1995	7 726	15,8	4 957	14,7
1996	8 614	11,5	5 650	13,9
1997	9 689	13	7 008	23,9
1998	9 752	0,6	7 177	2,4
1999	7 464	-23,4	5 193	-27,64

Source: Tursab <http://www.tursab.org.tr/content/turkish/istatistikler/gostergeler/63TSTG.asp>

L'évolution de la hausse des revenus du secteur montre que l'augmentation importante se réalise durant les mois d'été. En 2000, le volume des revenus représente au-dessus d'un milliard de dollar seulement durant les mois de juillet, août et septembre. En 2004, il est visible qu'il s'agit d'une répartition élargie des revenus en fonction des mois: les mois de mai, juin, octobre et novembre y sont aussi ajoutés.

<sup>153</sup> TURSAB <http://www.tursab.org.tr/content/turkish/istatistikler/gostergeler/63TSTG.asp>



**Tableau 139:** Evolution du revenu dans le secteur de tourisme (2000-2005)

Mois	Evolution mensuelle (million de dollars)						Evolution pourcentage				
	2000	2001	2002	2003 <sup>(2)</sup>	2004 <sup>(2)</sup>	2005 <sup>(1)(2)</sup>	01/00	02/01	03/02	04/03	05/04
Janvier	217	223	212	377	602	690	2,8	-4,9	77,8	59,7	14,6
Février	216	216	262	418	503	548	0,0	21,3	59,5	20,3	8,9
Mars	302	298	421	406	608	757	-1,3	41,3	-3,6	49,8	24,5
Avril	422	555	451	442	773	860	31,5	-18,7	-2,0	74,9	11,3
Mai	662	827	759	773	1 165	1 400	24,9	-8,2	1,8	50,7	20,2
Juin	749	983	877	1 044	1 332	1 500	31,2	-10,8	19,0	27,6	12,6
Juillet	1 054	1 113	1 126	1 811	2 155	2 602	5,6	1,2	60,8	19,0	20,7
Août	1 207	1 315	1 450	2 880	3 024	3 453	8,9	10,3	98,6	5,0	14,2
Septembre	1 056	1 127	1 237	2 341	2 483	2 762	6,7	9,8	89,2	6,1	11,2
Octobre	984	825	978	1 454	1 729	2 022	-16,2	18,5	48,7	18,9	16,9
Novembre	476	384	435	767	856	1 008	-19,3	13,3	76,3	11,6	17,8
Décembre	291	224	271	490	658		-23,0	21,0	80,8	34,3	
ACCUMULEE	7.636	8.090	8.479	13.203	15.888						

En ce qui concerne la répartition des touristes par rapport aux pays d'origine, c'est la région de l'OCDE qui occupe la première place. Le nombre des touristes ressortissants de cette région représente 5 702 mille personnes en 2000, et il est redoublé en arrivant à 10 163 mille en 2006. Parmi les pays dont les citoyens sont attirés par la Turquie, l'Allemagne qui avec 3 762 mille visiteurs prend la première place. Il est suivi par l'Angleterre qui a 1 678 mille visiteurs, et le Pays-Bas qui a 997 mille visiteurs.

Parmi les autres pays de l'OCDE hors de l'Europe c'est les Etats-Unis qui occupent une place important : 532 mille touristes américains ont visité la Turquie en 2006.

Après les pays de l'OCDE, c'est la région de Communauté des Etats indépendants qui prend les premières places avec 3 772 mille visiteurs dans le secteur du tourisme en Turquie. La Russie est le premier pays, avec 1 853 mille visiteurs dans ce groupe. Il est suivi par la Géorgie, l'Ukraine et l'Azerbaïdjan.

Les pays de l'Asie qui avec 2 279 mille visiteurs occupent la troisième place en fonction du nombre de touristes venus en Turquie.

La part de l'Afrique et de l'Amérique latine reste plus modeste du point de vue du nombre de visiteurs en Turquie : en 2006, 233 mille visiteurs d'Afrique dont la plupart sont de Tunisie, d'Egypte et d'Algérie, ont visité la Turquie. La même année le nombre de visiteurs de l'Amérique latine a été de 125 mille personnes.

**Tableau 140:** Répartition des touristes par rapport aux pays d'origine (2000-2006)

<b>Nationalité</b>	<b>2000</b>	<b>2001</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>	<b>2005</b>	<b>2006</b>
<b>Etrangers (Total)</b>	<b>10 428 153</b>	<b>11 619 909</b>	<b>13 248 176</b>	<b>13 956 405</b>	<b>17 548 384</b>	<b>21 124 886</b>	<b>19 819 833</b>
<b>Pays de l'OCDE</b>							
<b>Pays de l'OCDE (Europe)</b>	5 702 690	6 854 504	7 947 397	7 986 524	10 012 187	11 519 879	10 163 292
Allemagne	2 277 505	2 881 443	3 481 691	3 305 044	3 985 141	4 240 122	3 762 469
Autriche	320 630	360 145	377 196	379 814	456 253	486 051	429 708
Belgique	256 885	310 512	313 600	308 043	426 769	485 758	451 426
France	449 727	523 777	522 349	470 071	544 917	701 190	657 859
Pays-Bas	439 819	632 833	873 249	938 483	1 199 474	1 253 885	997 466
Angleterre	915 286	845 932	1 037 480	1 090 629	1 398 412	1 757 843	1 678 845
Irlande	41 967	48 638	53 034	58 993	71 332	98 316	88 973
<b>Pays de l'OCDE (Autres)</b>	733 238	646 143	443 107	399 361	486 865	741 830	873 536
Etas-Unis	515 284	428 989	247 593	222 675	289 290	434 991	532 404
<b>Autres Pays de l'Europe</b>	1 239 936	1 353 101	1 756 168	1 870 139	2 299 207	2 753 094	2 351 710
Bulgarie	381 545	540 437	834 070	1 006 268	1 310 643	1 621 704	1 177 903
Pologne	118 185	150 993	150 588	102 153	138 611	181 021	190 770
Roumanie	265 128	180 941	180 106	185 111	169 348	202 623	245 941
<b>Communauté des Etats Indépendants</b>	1 380 731	1 431 190	1 661 767	2 072 103	2 790 003	3 431 601	3 772 925
Azerbaïdjan	179 878	178 861	163 114	192 645	330 313	411 652	380 132
Géorgie	179 563	163 970	161 687	167 759	235 143	367 339	549 328
Fédération de Russie	677 152	757 121	946 494	1 257 559	1 603 372	1 864 682	1 853 442
Ukraine	173 551	177 402	193 038	225 452	293 644	380 392	487 917

Source: [http://www.tuik.gov.tr/PreIstatistikTablo.do?istab\\_id=320](http://www.tuik.gov.tr/PreIstatistikTablo.do?istab_id=320)

**Tableau 141:** Répartition des touristes par rapport aux pays d'origine (2000-2006)

PAYS DE L'ASIE	1 124 323	1 074 877	1 203 394	1 398 315	1 688 231	2 311 110	2 279 980
PAYS DE L'ASIE DE L'EST	56 953	69 534	86 657	89 033	111 962	155 983	183 710
Corée	22 816	29 828	42 839	46 738	60 831	92 040	108 399
PAYS DE L'ASIE DU SUD EST	41 828	40 131	39 382	36 094	46 156	61 650	67 087
PAYS DE L'ASIE DU SUD	404 012	351 641	453 803	546 244	673 878	1 008 432	934 560
Inde	12 546	9 234	10 113	13 610	20 003	26 479	35 378
Iran	380 819	327 067	432 281	494 977	631 522	957 245	865 942
PAYS DE L'ASIE DE L'OUEST	621 530	613 571	623 552	726 944	856 235	1 085 045	1 094 623
Israel	312 301	310 714	270 262	321 096	299 944	393 805	362 501
Syrie	122 417	109 723	126 428	154 823	195 597	288 626	277 779
PAYS DE L'AFRIQUE	172 545	181 301	185 295	174 114	198 278	233 266	233 148
Algérie	33 395	39 941	41 476	42 131	44 262	45 017	38 564
Egypte	31 848	22 384	21 583	23 229	34 451	43 149	42 459
Tunisie	39 682	44 978	51 244	46 712	52 456	61 093	47 984
PAYS DE L'AMERIQUE	62 943	66 946	39 952	41 442	53 973	111 195	125 748
Brésil	11 925	10 521	8 332	7 334	9 903	20 071	24 222
Mexique	18 502	20 899	11 297	12 141	13 396	17 801	20 000
PAYS DU PACIFIQUE	790	269	477	281	351	428	207
<b>TOTAL</b>	<b>5 314 884</b>	<b>4 892 641</b>	<b>5 059 422</b>	<b>5 817 368</b>	<b>7 097 473</b>	<b>8 045 085</b>	<b>8 167 369</b>

Source: [http://www.tuik.gov.tr/PreIstatistikTablo.do?istab\\_id=320](http://www.tuik.gov.tr/PreIstatistikTablo.do?istab_id=320)

#### 4.2. Le contenu général du secteur de tourisme dans l'économie turque

La Turquie possède les moyens comme l'infrastructure, la nature etc., pour évoluer encore son niveau de compétence. Cependant, le développement de ce secteur important représente certaines caractéristiques (ITO, 2005, p. 79):

- la Turquie se trouve parmi les pays qui offrent des services moins chers par rapport aux autres pays de l'OCDE,
- la répartition des touristes montre que la part des pays de l'Europe de l'Est, celle des pays de l'OCDE est en train d'augmenter.
- les pays auxquels les visiteurs de la Turquie appartiennent sont l'Allemagne (20,23 %), la Russie (9,19 %), l'Angleterre (8,86 %), la Bulgarie, les Pays-Bas, l'Iran, la France, la Grèce, l'Autriche, la Belgique, les Etats-Unis, la Suède etc., en 2005.
- Selon le sondage fait par DİE, la Turquie devient un pays attirant par ses offres de loisirs culturels: le nombre des visiteurs venus en Turquie pour des raisons culturelles diminue alors que le nombre des visites pour des raisons de loisir augmente..

Le secteur de tourisme représente par ses caractéristiques un atout pour la réduction du déficit courant de l'économie turque. Comme marqué dans le tableau ci-dessous il existe un surplus énorme entre les revenus et les dépenses dans ce secteur.

Année :	Revenu (millions \$)	Dépense (millions \$)
1996 :	5 650	1 265
1997 :	7 008	1 716
1998 :	7 177	1 754
1999 :	5 193	1 471
2000 :	7 636	1 711
2001 :	10 066	1 738
2002 :	11 900	1 880
2003 :	13 203	2 113
2004 :	15 887	2 524
2005 :	14 572	2 119

Sachant que le secteur de tourisme a une structure liée aux autres secteurs de l'économie, il rajoute une valeur au potentiel de création d'emploi, et répond au besoin de devises pour le commerce extérieur. Il est donc évident que la modernisation dans ce secteur permettra aux autres branches de l'économie de connaître des transformations semblables.



## **CHAPITRE III - POLITIQUES DE FINANCEMENT DU PROCESSUS D'INDUSTRIALISATION DE LA TURQUIE**

### **1. Les politiques de financement avant 1980**

L'insuffisance des ressources financières a joué un rôle majeur dans l'orientation des politiques d'industrialisation de la Turquie. L'héritage de l'Empire ottoman qui avait raté l'élan de la révolution industrielle en Europe, a eu une influence sur la détermination des ressources potentielles de l'expansion économique de la République turque dès les années 1920. Le Premier Congrès de l'économie d'Izmir en 1923 avait mis en évidence le bilan reçu du passé. L'expérience de l'Empire ottoman vis-à-vis des dettes extérieures montrait la nécessité d'un passage à une économie nationale. Kemal Atatürk l'avait mis en évidence en disant que « la souveraineté nationale doit être renforcée par la souveraineté économique » dans son discours au congrès d'Izmir.<sup>154</sup> C'est pourquoi, il fallait attendre les années 1950 pour que la Turquie franchisse le point de (non) retour dans la voie de transformation d'une structure de production traditionnelle vers une structure industrielle (Reynolds L.G, 1985, p. 91-95). Les modèles de financement de l'industrialisation en Turquie ont suivi un processus propre à leurs époques. Concernant les périodes distinguées du processus d'industrialisation en fonction des modèles de financement, certains auteurs classifient la période avant 1980 comme suit (Tokgöz Erdiñç, 2001, p. 4) ;

- la période d'Atatürk (1923-1938)
- les années de la Deuxième Guerre mondiale (1939-1949)
- la période anti-Etatique (1950-1960)
- la période planifiée (1960-1980)

---

<sup>154</sup> La république a été créée en forme d'un Etat-nation par une sythèse qui s'appuyait d'une part sur la définition française de la nation qui correspond à l'idée d'Ernest Renan, et d'autre part sur la définition allemande de l'économie nationale (Kazgan Gülten, 2006, p. 42).



Cependant cette distinction est faite plutôt en fonction des événements politiques qu'économiques. C'est la raison pour laquelle nous allons suivre un classement comme suit :

- 1923-1929,
- 1930-1946,
- 1946-1960,
- 1960-1980.

Par ailleurs, il est possible de diversifier encore ces périodes en prenant en considération la particularité des époques. Nous allons aborder les politiques de financement de la Turquie avant 1980 de façon générale.

Les caractéristiques générales des politiques de financement durant cette période peuvent être déterminés comme une économie centrée, nationale et planifiée. Pourtant, ces politiques se distinguent en fonction de la période du développement industriel.

### **1.1. Les politiques de financement dans la période de 1923-1929**

Il est possible de trouver une cohérence entre les politiques appliquées dans la période du 1923-1929 qui représente la base des politiques ultérieures. La situation économique et sociale de la Turquie n'était pas favorable pour mettre en application des politiques libérales. L'héritage de l'Empire ottoman se composait d'un territoire dont le 5 % était cultivable, d'une industrie qui ne se composait que des entreprises dans le domaine du tissu, d'une ligne de chemin de fer du 4637 km, d'une flotte maritime du 50.000 tonnes, d'un budget qui a un revenu de 93 millions de livres turques, et d'une dette de 84 456 337 livres d'or (Tekeli I., İlkin S., 1977, pp.35-45). Autrement dit, il s'agissait d'une économie ayant une tendance entièrement agricole, et d'absence du capital pour les investissements. Ce bilan a été interprété au Congrès de l'Economie d'İzmir en 1923, comme une obligation des politiques en vue d'une économie nationale. La création d'un capital national était donc la principale occupation de ces politiques. Le tableau 142 montre l'évolution du PNB durant la période 1923-1929.

**Tableau 142:** PNB dans la période de 1923-1929 (aux prix de producteur en 1938)

Années	PNB (000 dollars)	Augmentation (%)
1923	633.1	
1924	758.4	19.8
1925	846.2	11.6
1926	981.8	16.0
1927	892.3	-9.1
1928	990.9	11.0
1929	1150.1	11.7

Source : Bulutay T et Tezel Y., 1974, Tableau 8 2a.

Le PNB a suivi une croissance régulière pendant la période 1923-1929 sauf l'année 1927. La rupture sur la croissance de PNB qui signifie d'une chute de 981.8 dollars à 892.3 dollars est la cause d'une part d'un recul dans la production agricole, et d'autre part, d'une chute des prix agricoles dans le monde en 1927 (Bulutay T. et Tezel Y., Tableau 120/D, 120/I). L'économie de la Turquie représente une structure agricole cependant, le manque d'infrastructure empêche la distribution des produits agricoles dans le marché intérieur. L'évolution des marchés extérieurs cause une chute dans l'exportation de la Turquie dans les années 1926, 1927. Le tableau suivant montre l'évolution du commerce extérieur de la Turquie.

**Tableau 143:** Commerce extérieur de la Turquie dans la période de 1923-1929 (million dollars)

Années	Exportation	Importation	Solde
1923	50.8	86.3	-36.1
1924	82.4	100.5	-18.1
1925	102.7	129.0	-26.3
1926	96.4	121.4	-25.0
1927	80.7	107.8	-27.1
1928	88.3	113.7	-25.4
1929	74.8	123.6	-48.8

Source : 1923-1981 Cumhuriyet Doneminde Istatistiklerle Turkiye, Tableau 27. Turkiye Ticaret Odalari ve Ticaret Borsalari Birliigi.

La part de l'importation dans le commerce extérieur de la Turquie a diminué dans la période de 1926-1929, et ceci a facilité l'accumulation du capital. Par contre,

le déficit commercial augmente à partir de l'année 1929. Durant cette période, les politiques économiques sont en général libérales et la réorganisation de certains impôts, diminue le revenu de l'Etat.<sup>155</sup>

En ce qui concerne les institutions financières, il s'agit d'une croissance remarquable. Le nombre des banques nationales qui était de 18 en 1923 augmente à 45 en 1930. Elles représentent 80 % de l'épargne nationale. Dans la même période, la création de grandes banques de la République s'est poursuivie : İş Bankası (Banque d'affaires), Ziraat Bankası (Banque agricole), Sanayi ve Maden Bankası (Banque d'industrie et de min) et Eytam Bankası.

En 1927, la loi sur l'encouragement de l'industrie a été mise en vigueur. Cette loi est considérée comme une démarche importante dans la voie de libéralisation. Cependant, le besoin du capital étranger a encore son importance dans l'organisation du commerce extérieur. La structure dualiste de l'industrie était l'une des caractéristiques de cette époque ; la structure moderne et traditionnelle se présente en interrelation.

Le modèle libéral du développement à cette époque n'a pas eu de succès parce que les institutions nécessaires n'existaient pas. De plus, la Grande crise de 1929 a obligé les dirigeants à rechercher d'autres politiques.

## **1.2. Les politiques de financement dans la période de 1930-1946**

C'est une époque dans laquelle certains développements importants ont vu le jour. Le PNB a enregistré la croissance durant cette période, sauf la période du 1930-1933. Le recul sur les prix des produits agricoles à cause de la Grande crise de 1929, a eu une véritable influence sur l'économie en 1932. Le PNB qui était de 2.073.1 de millions de livres turques, représente 1.171.2 millions de livres turques en 1932. Ce changement oriente la production vers les secteurs industriels alors qu'ils étaient auparavant majoritairement agricoles. La part de l'industrie dans le PNB augmente

---

<sup>155</sup> L'enlèvement de l'impôt dit « asar » qui comprenait trois quarts du revenu budgétaire, a causé une diminution d'impôt agricole de 33% à 10% en 1931.

de 7.9 % en 1929 à 12.9 % en 1934 contrairement à la chute dans les secteurs agricoles de 52.5 % en 1929 à 43.2 % en 1934.

L'inefficacité des politiques antérieures, obligeait la recherche de nouvelles politiques répondant aux problèmes actuels. En 1931, durant le Troisième Congrès du Parti populaire de République (CHP), les politiques d'économie étatique ont été mis en actualité pour faire face aux difficultés comme le déficit du commerce extérieur, dévaluation du livre turque etc.<sup>156</sup> En 1934, le premier plan d'industrialisation quinquennal a été mis en application et à partir de là, une augmentation du revenu national a été enregistrée et la part de l'industrie est devenue 15 % dans la production nationale. Le premier plan d'industrialisation quinquennal a eu un succès certain; Sümerbank et Etibank ont été créées dans le cadre de ce plan.<sup>157</sup> Ceci a encouragé le pouvoir à préparer un deuxième plan quinquennal en 1936.

Le montant de la monnaie en billet est resté à peu près stable dans la période allant de 1924 à 1938 : dans cette dernière année, il arrive à 204,7 millions livres turques avec une hausse d'émission de 25 millions de livres turques. De même, l'épargne nationale a augmenté de 16 745 000 livres en 1924 à 137 767 000 livres en 1931. La part des banques nationales dans l'épargne et le crédit est arrivée à 80 %. Le nombre des banques nationales a augmenté au détriment des banques étrangères. Cette époque a été marquée par les politiques qui envisagent le développement industriel sous contrôle de l'Etat. La loi de la « Protection nationale » (Millî Koruma Kanunu) qui est entré en vigueur en 1940 est l'un des exemples de cet objectif.

### **1.3. Les politiques de financement dans la période de 1946-1960**

La Turquie n'avait pas eu l'occasion d'appliquer le deuxième plan d'industrialisation quinquennal préparé en 1936 à cause de la Deuxième Guerre mondiale. Cette guerre mondiale a eu une influence négative sur l'économie de la Turquie, bien qu'elle fût en dehors du conflit. La production agricole a diminué à cause des mesures militaires prises. Le budget était déficitaire suite à l'augmentation

---

<sup>156</sup> La Turquie a été gouvernée par le Parti populaire de République, parti unique de l'époque, jusqu'à l'année 1950.

<sup>157</sup> Sumerbank et Etibank sont des banques d'Etat dont la première a plutôt des activités sur le textile et le tissu, la deuxième a des activités dans le domaine de la mine. Toutes les deux sont privatisées dans les années 2000.

importante des dépenses. L'Etat a mis en place un nouveau impôt dit « l'impôt du patrimoine », (varlık vergisi) pour faire face à l'augmentation des prix, au déficit budgétaire etc., en 1942.<sup>158</sup> En 1950, l'impôt sur le revenu a été mis en place et les ressources de l'Etat ont commencé à augmenter. En 1946, un autre plan d'industrialisation a vu le jour. Dans le plan, le transport et l'agriculture étaient considérés comme des secteurs prioritaires. Ce plan a eu une occasion pour profiter de l'aide Marshall, en important des machines agricoles comme des tracteurs à partir de l'année 1949.

Les conditions après la Guerre, ont obligé la Turquie à suivre un régime de change sous contrôle de l'Etat. L'achat des devises a été limité. La substitution de l'importation qui était de 88 % dans la période du 1928-1938 est ramenée à 76 % dans la période du 1948-1958. C'est-à-dire, le déficit du commerce extérieur de la Turquie a augmenté durant cette période. Comme le montre le tableau 144, le commerce extérieur dans la période du 1950-1960 est marqué par un accroissement notable :

**Tableau 144:** Commerce extérieur de la Turquie dans la période de 1950-1960

Années	Importation	Exportation	Solde
1950	285.7	263.4	-22.3
1951	402.1	314.1	-88.0
1952	556.0	362.9	-193.1
1953	532.5	396.1	-136.4
1954	478.4	334.9	-143.5
1955	497.6	313.3	-184.3
1956	407.3	305.0	-102.3
1957	397.1	345.2	-51.9
1958	315.1	247.2	-67.9
1959	470.0	353.8	-116.2
1960	468.2	320.7	-147.5

Source : D.P.T., Birinci Beş Yıllık Kalkınma Planı, s. Tablo 18.

<sup>158</sup>

Il s'agit d'une forme d'impôt par lequel l'Etat envisage de financer ses dépenses et assurer la distribution équitable du revenu en imposant le patrimoine des citoyens comme imposable pour une fois.

Comme il est visible dans le tableau, le solde de l'importation enregistre ses meilleurs résultats dans les années 1957 et 1958. C'est en fait, le résultat des politiques de substitution à l'importation.

Dans cette période, la production agricole et le revenu national ont considérablement augmenté grâce aux investissements de l'infrastructure et la mécanisation agricole. La part du secteur privé dans les investissements a augmenté. La part du secteur industrielle dans la composition du PNB a également augmenté. En revanche, la croissance économique dans a eu certains effets négatifs aussi ainsi que l'augmentation de la dette extérieure.

A la fin d'une période de dix ans, l'émission de la monnaie a augmenté de 80 %, et le dépôt de billets a augmenté de 30 %. Dans cette période, l'épargne nationale a augmenté de 60% en 1951 la loi d'encouragement des investissements étrangers (Yabancı Sermaye Yatırımlarını Teşvik Kanunu) a été mise en vigueur.

#### **1.4. Le premier plan quinquennal (1963-1967)**

En 1960, l'Organisation de planification d'Etat avait été créée et en 1961, la loi imposait à l'Etat que « le développement économique, social et culturel se réalise par le biais des plans». Ces plans quinquennaux envisageaient :

- la croissance annuelle de 7 %,
- la création d'emplois,
- la balance de paiement excédentaire,
- la justice sociale.

La période du 1963-1967 est caractérisée par les politiques de substitution à l'importation. Le Premier Plan qui était appliqué durant cette période avait pour objectif le développement du pays par la voie de l'industrialisation. Autrement dit, l'Etat doit investir dans les secteurs des biens d'investissements et d'exportation.

Les résultats du premier plan étaient considérables : la transformation structurelle de l'économie du secteur agricole vers le secteur industriel avait été

réussi. La part de l'agriculture dans le revenu national a diminué de 41,1 % à 36,8 % contrairement au secteur industriel qui avait augmenté de 16,7 % à 18,6 % durant cette période. Par ailleurs, le secteur privé n'a pas eu la part importante dans le secteur industriel. Le tableau 145 montre l'évolution des secteurs dans la structure économique.

**Tableau 145:** Part des secteurs dans le revenu national intérieur net (aux prix des facteurs)

Secteurs	1962	1963	1964	1965	1966
Agriculteur	41.2	41.2	39.4	36.8	36.8
Industrie	16.7	16.8	17.5	18.4	18.6
Construction	5.7	5.6	5.8	5.9	6.0
Commerce	9.2	9.1	9.5	9.8	9.7
Transport	6.5	6.6	6.7	6.9	6.9
Institutions financières	7.3	7.3	7.5	7.7	7.7
Batiment	3.4	3.4	3.5	3.7	3.7
Services publics	10.0	10.0	10.1	10.8	10.6
Revenus internes	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

Source : D.P.T., İkinci Beş Yıllık Kalkınma Planı, 1968-1972, p. 11, Ankara 1967

A la fin de la période du Première Plan, la Turquie a réalisé un bon niveau de croissance, en dépassant ses objectifs. Les ressources totales ont augmenté de 26,46 % durant 4 ans. Les investissements ont enregistré une augmentation annuelle de 15 % au cours de cette période.

Le déficit du commerce extérieur a été réduit grâce à, d'une part, l'encouragement de certains produits agricoles qui ont fait l'effet positif sur l'exportation en enregistrant 12 % d'augmentation de plus qu'elle ne prévoyait, et d'autre part, les envois des immigrants à l'étranger ce qui n'était pas prévu.

### 1.5. Le Deuxième Plan quinquennal (1968-1972)

Dans la période du Premier Plan de Développement, il s'agissait d'une transformation structurelle de l'économie : de l'agriculture vers l'industrie. Par contre, le Deuxième Plan de Développement n'a pas pu conduire cette transformation. Cependant, il y a eu un changement à l'intérieur du secteur agricole ;

dans la production agricole, la part d'élevage a diminué, et la part des produits agricoles pour l'industrie a augmenté. Dans la production manufacturière, la part des produits de consommation a diminué et celle des produits intermédiaires a augmenté.

**Tableau 146:** Composition de l'industrie manufacturière (%)

Consommation	1962	1967	1972
Biens de consommation	62.3	52.9	46.6
Biens intermédiaires	27.8	35.4	39.4
Biens d'investissement	9.9	11.7	14.0
Industrie manufacturière	100.0	100.0	100.0

**Source :** D.P.T., Üçüncü Beş Yıllık Kalkınma Planı 1973-1977, Tableau : 9, p. 14.

La composition de l'exportation a encore une forte propension vers les produits agricoles : la part des produits industriels dans l'exportation est de 21 % en 1971 et de 25 % en 1972. Cette augmentation contient des produits d'alimentation, d'alcool et de tissu.

Le Deuxième Plan de Développement quinquennal, considérait la réduction de la demande d'emploi et du déficit commercial comme les objectifs prioritaires. Par contre, ce plan n'a pas eu de succès dans ces domaines malgré les politiques mixtes : la politique de substitution d'importation et d'exportation appliquées en même temps.

### **1.6. Le Troisième Plan quinquennal (1973-1977)**

L'application de ce plan correspond à une période des crises importantes en Turquie et dans le monde. C'est la raison pour laquelle le plan n'a pas atteint ses objectifs. La croissance économique qui était envisagée est de 7,4 % dans le plan et est réalisée à 6,5 % à la fin de la période. Le bilan est pareil pour la croissance des secteurs aussi. L'industrie manufacturière a eu des problèmes financiers et d'énergie et elle a fonctionné au dessous de sa capacité.



**Tableau 147:** Evolution de la croissance de PNB et des valeurs ajoutées sectorielles (aux prix constants)

Secteurs	1973	1974	1975	1976	1977	Moyen
PNB	5.4	7.4	8.0	7.7	4.0	6.5
PIB	4.4	8.5	8.9	8.5	4.4	6.9
AGRICULTURE	10.1	10.3	10.9	7.6	0.5	3.3
INDUSTRIE	11.3	8.3	9.0	10.3	10.8	9.9
-Min	4.8	21.4	11.8	7.0	37.9	16.0
-Manufactur	12.1	6.9	8.1	10.0	7.1	8.8
-Energie	9.1	11.8	17.1	18.4	22.6	15.7
SERVICES	11.4	8.0	7.7	8.8	6.8	7.9

Source : D.P.T., Dördüncü Beş Yıllık Kalkınma Planı 1979-1983, p. 8

La part des investissements des capitaux dans le PNB s'est réalisée pour la première fois dans le Troisième Plan quinquennal, à peu près comme prévu dans le plan.

**Tableau 148:** Part des investissements directs dans le PNB

	I. PLAN	II. PLAN	III. PLAN
Investissement direct dans le PNB	16.0	16.1	20.2
Ressources intérieures	14.2	15.5	16.0
Ressources extérieures	1.8	0.6	4.2

Source : D.P.T., Dördüncü Beş Yıllık Kalkınma Planı, p.32

La période du 1973-1977 représente plusieurs difficultés au niveau national et mondial. Pendant cette période, la dépendance à l'extérieur pour des biens intermédiaires, la production nationale qui a une tendance vers l'intérieur, le niveau d'inflation etc., s'ajoutent à la crise du pétrole qui a influencé les économies occidentales. Pourtant, le protocole ajouté qui organisait les conditions de préadhésion de la Turquie à l'UE, avait mis en application en 1973 au cours de Troisième Plan de développement.

Durant cette période, la dette extérieure de la Turquie a augmenté à cause des crédits octroyés pour encourager les investissements, et qui ne sont pas remboursés. La part d'émission de la monnaie a été enregistrée supérieure à 80 % en 1977 à cause des crédits octroyés par la Banque centrale. La part des secteurs agricole et industrielle a diminué. La période du 1973-1974 a été marquée par la hausse des prix, encore plus élevé par rapport aux périodes antérieures.

### 1.7. Le Quatrième Plan quinquennal (1979-1983)

Le Quatrième Plan quinquennal qui était appliqué dans la période du 1979-1983 visait les problèmes multiplies depuis les années 1970, comme la croissance économique insuffisante pour le développement du pays, la dette extérieure qui est en train d'augmenter, le chômage, l'inflation plus élevée, le besoin d'énergie etc. Ce plan, envisageait comme les autres que la transformation de l'économie résoudrait tous ces problèmes accumulés.

**Tableau 149** : Niveau de réalisation du Quatrième plan quinquennal (en %)

Années	Objectifs (PIB)	Réalisation (PIB)
1979	6.8	-0.8
1980	7.5	-0.7
1981	8.5	4.3
1982	9.1	4.8
1983	9.2	3.1
Moyenne (aux prix du 1968)	8.2	2.14

Source : D.P.T., Beşinci Beş Yıllık Kalkınma Planı

En fait les problèmes lourds de l'époque n'ont pas permis de se réaliser les objectifs de troisième plan. La réalisation du PIB était de -0,8 % en 1979 alors que l'objectif du plan pour cette année était de 6,8 %. Elle représente 4,8 en 1982 tandis que le plan envisageait 9,1 % pour cette année. Le PIB avait réalisé en moyenne 2,14 % contre le 8,2 % prévu sur la période 1979-1983. Les problèmes financiers sont surtout devenus incontournables et bloqué la production industrielle. Les politiques de la croissance plus élevée jusqu'à 1978 n'étaient pas bien établies par rapport aux conditions économiques de la Turquie. C'est la raison pour laquelle les

gouvernements turcs ont petit à petit renoncé au développement économique, en cherchant une sortie aux mauvaises conditions économiques.

## **2. Transformation de l'économie de Turquie depuis 1980**

Depuis les vingt-cinq dernières années, l'économie de la Turquie se trouve dans un processus de transformation qui a pris de la vitesse à partir des années 1970 à l'échelle mondiale. Les politiques de substitution de l'importation sont remplacées par les politiques d'ouverture aux marchés extérieurs qui constituent l'essentiel de ce changement structurel.

Le processus de la mondialisation exige aux pays de devenir de plus en plus actifs dans le commerce international, notamment en ce qui concerne le mouvement de leurs capitaux ainsi que leurs échanges dans les relations internationales. Cependant, le caractère imprévisible du taux de change des monnaies nationales et leurs disponibilités possibles jouent un rôle important dans les marchés nationaux: les banques centrales sont de plus en plus obligées d'avoir des réserves de capacité importante et ceci limite les ressources disponibles pour les investissements réels des pays. Selon les données du FMI et UNCTAD, les pays moins développés utilisent à peu près un tiers des entrées des capitaux, ce qui leur coûte trop cher pour assurer les réserves (UNCTAD 1998 et 1999). Dans le tableau 149 nous avons les mouvements des capitaux convergés aux pays émergents.

**Tableau 150:** Mouvements des capitaux nets et équilibre des opérations courantes dans les pays émergents

	Pays en voie de développement		Nouveaux marchés émergents		
	1990-94	1995-98	1990-98	1980-89	1990-97
Milliard de dollars et %					
Entrée nette de capital	825,8	1064,9	1890,6	355,3	1083,8
Fuite nette de capital	-142	-435,3	-577,2	-49,6	-256,2
Mouvements nets de capital	683,8	629,6	1313,4	305,7	827,6
Erreure nette	-49,9	-106,2	156,2	-39,5	-53,2
Mouvements de réserve	-221,2	-216,5	-437,7	-10,6	-231,6
Equilibre des opérations courantes	-412,7	-306,8	-719,5	-255,6	-542,7
% des flux nets					
Erreure nette	7,3	16,9	11,9	12,9	6,4
Mouvements de réserve	32,3	34,4	33,3	3,5	28
Equilibre des opérations courantes	60,4	48,7	54,8	83,6	65,6

Source: UNCTAD, 1998, Tableau 5. 2.

Selon les données, l'entrée des capitaux aux pays émergents représente 1890,6 milliards de dollars sur la période 1990-1998, cependant 1083,6 milliards de dollars de ces flux convergent vers les 14 nouveaux pays émergents<sup>159</sup>. Par ailleurs, sur la même période, il s'agit de la fuite des capitaux qui représente 577,2 milliards de dollars, c'est-à-dire que le montant d'entrée nette des capitaux sur la période 1990-1998 est 1313,4 milliards de dollars.

En ce qui concerne l'accumulation des réserves internationales, ils représentent 33,3% des entrées des capitaux. Quand il s'agit de nouveaux pays émergents, ce montant représente 28 %. Autrement dit, un tiers des entrées nettes des capitaux ne servent pas au financement des investissements.

Dans le cas actuel de la Turquie, le taux d'intérêt élevé, et le taux de change réduit, attirent les flux du capital et causent aussi l'instabilité économique par la fuite brutale des capitaux. Les mouvements des capitaux à court terme convergent vers le

<sup>159</sup> L'Argentine, le Brésil, la Colombie, l'Égypte, l'Inde, l'Indonésie, le Malaisie, le Mexique, le Pakistan, le Pérou, les Philippines, la Corée, l'Afrique du Sud, la Turquie.

taux d'intérêt réellement très élevé. L'économie nationale accumule un volume de capital à court terme à la suite de l'appréciation de la monnaie nationale qui cause la chute des prix des biens d'importation: le recul dans les secteurs d'exportation provoque le déficit des opérations courantes. La rupture entre le taux d'intérêt réel et le taux de change cause l'effondrement de l'économie. Toutes ces évolutions donnent à la croissance économique un caractère artificiel et dépendant vers l'extérieur.

### **2.1. L'articulation de l'économie turque avec le monde dans le processus de la mondialisation (1980-1989)**

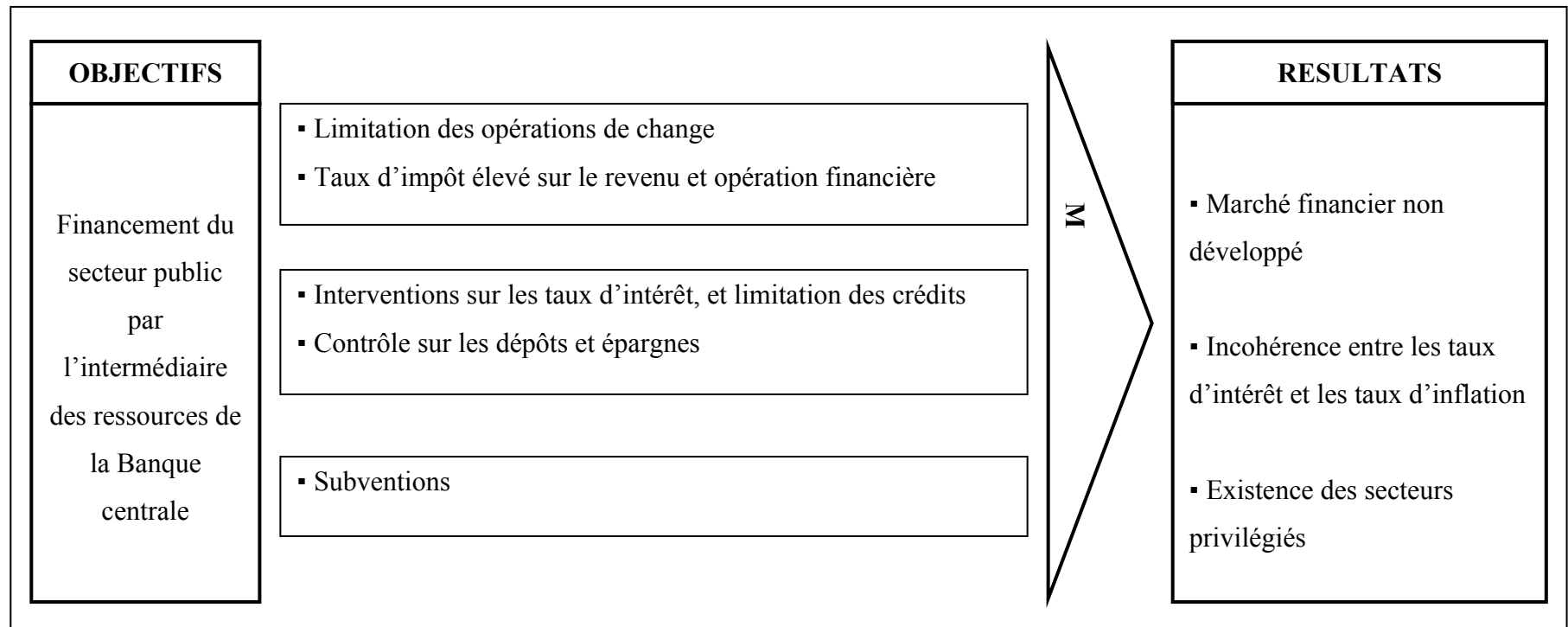
Les crises financières provoquées par les problèmes de paiement, et l'inflation à partir de la deuxième moitié des années 1970 ont porté la Turquie dans un processus d'intégration avec l'économie mondiale au début des années 1980. En effet, l'ouverture économique était une nécessité menée par l'évolution de l'économie mondiale. Les mesures prises depuis le 24 janvier 1980 avaient précisé la forme d'intégration de la Turquie avec l'économie mondiale. « Les décisions du 24 janvier 1980 étaient d'abord considérées comme des mesures économiques, puis elles ont pris des caractéristiques politiques à long terme par l'influence des événements sociopolitiques de la même année » (Kepenek Yakup et Yentürk Nurhan, 2007, p. 195).

C'est pendant la période du 1980-1989 que la structure économique intérieure du pays formée par les politiques de substitution de l'importation avait rencontré les facteurs dynamiques du monde extérieur. Durant cette période, le débat sur le modèle choisi en vue de l'installation du libéralisme a été focalisé entre les modèles keynésien et celui de Friedman. En effet, les décisions du 24 janvier 1980 (les mesures de stabilité) envisageaient d'établir un marché libre permettant d'utiliser des ressources de façon productive (Kılıçbay Ahmet, 1992, p. 164).

Nous pouvons schématiser comme ci-dessous les politiques appliquées avant 1980 : les moyens de la Banque centrale se composaient l'essentiel du financement public comme l'intervention sur les opérations de change, le taux d'impôt sur le revenu etc. Par ailleurs, l'interventions sur les taux d'intérêt et la limitation des

crédits, le contrôle sur les dépôts ont creusé l'écart entre les niveaux du taux d'intérêt et taux d'inflation. En ce qui concerne les subventions, elles ont permis de développement de certains secteurs privilégiés.

**Schéma 151:** Politiques de substitution de l'importation avant 1980



L'ouverture économique de la Turquie avait essentiellement achevée dans les années 1989-1990. L'ouverture avait commencé tout d'abord dans les marchés de biens et continué par la libéralisation de l'importation. L'industrie avait orienté vers l'exportation par l'intermédiaire de la dévaluation de la monnaie nationale et de l'application des subventions. Enfin, la libéralisation des marchés financiers avait permis l'articulation de l'économie avec les centres financiers de l'extérieur. La Turquie avait une économie entièrement ouverte au début des années 1990 (Yeldan Erinç, 2003, p. 25).

Les décisions du 24 janvier 1980 envisageaient :

- un modèle d'industrialisation par exportation,
- une politique de taux de change réaliste,
- une libéralisation des taux d'intérêt,
- une politique de monnaie crédit partiellement pour soutenir la politique de taux d'intérêt afin de contrôler la demande intérieure et l'inflation,
- une fixation des prix en fonction de l'offre et de la demande, de supprimer les contrôles des prix,
- enlèvement ou réduction des subventions dans la production par secteur public,
- réformes des entreprises d'Etat (KİT),
- réduction des dépenses publiques et équilibre budgétaire,
- encouragement du capital étranger, (Ulugay Osman, 1984, p. 21).

Cependant selon Boratav, ces décisions sont des instructions dans le cadre d'un programme de stabilisation économique du FMI, destinées aux pays plutôt sous-développés ou en voie de développement dans les années 1970 (Boratav Korkut, 1987, pp. 121-122).

Par ailleurs, les politiques de transformation économique encadrées par les décisions du 24 janvier 1980 seront utilisées dans les années suivantes comme un moyen des stratégies de la part de certaines institutions internationales créditrices ainsi que FMI, OCDE et Banque mondiale (Kazgan Gülten, 2006, p. 121). La Turquie



deviendra par ce biais l'un des pays les plus endettés et n'arrivera pas à y échapper même dans la première décennie du 21<sup>ème</sup> siècle.

« En fait, ce concept ne représente pas des nouveautés du point de vue de l'application d'une économie libre, par contre, dans le cas de la Turquie, il s'agissait des politiques étatiques qui duraient depuis les années 1930. C'est la raison pour laquelle, ces politiques du marché libre avaient été offertes comme une nouvelle voie économique » (Kepenek Yakup et Yentürk Nurhan, 2007, p. 199) « Cependant, les décisions du 24 Janvier 1980, ne contenaient pas des mesures assurant le fonctionnement du mécanisme de marché libre et le changement de mentalité par l'intermédiaires des institutions » (Kılıçbay Ahmet, 1992, p. 164).

Les politiques financières (il s'agit des politiques monétaires) envisageaient la réduction de la demande intérieure qui était possible par la hausse des prix des biens d'une part et la chute du revenu de la main d'œuvre d'autre part. Ces deux biais causeront la réduction des achats des produits nationaux par les ménages et, par conséquent, les producteurs seront orientés vers l'extérieur. Selon Boratav, Ces politiques imposées par le FMI et la Banque mondiale existent aux pays de l'Amérique latine aussi mais la réduction de la demande intérieure par le biais de la chute des revenus différenciait la Turquie par rapport à ces pays. (Boratav Korkut, 1987, p. 123). Cependant, l'augmentation de l'exportation à court terme n'était pas possible, c'est la raison pour laquelle il faudrait d'abord, rapporter le remboursement des dettes extérieures, puis avoir les crédits et les aides extérieures.

Les priorités étaient l'augmentation du revenu en devises, l'encouragement de l'exportation et la réduction du déficit courant. A cet égard, la livre turque avait connu une dévaluation de 49 %. La parité entre le dollar et la livre turque avait été refixée: 1 dollar était égal à 70 TL (qui était égale à 47 TL). A partir de juillet 1981, le régime du taux de change flexible avait été mis en vigueur.

La présence en même temps de l'inflation et du chômage avait caractérisé les problèmes de l'époque. Les politiques monétaristes convenaient à cette articulation dans la conjoncture des années 1980. Elles envisageaient :

- des mesures orthodoxes menées par le FMI pour la stabilisation à court terme, comme la politique du taux de change, la politique de prix et de la monnaie,

- la transformation de l'économie en moyen et long terme, comme la libéralisation financière, la libéralisation du commerce extérieur, et la réduction de la balance de paiement.

Les politiques monétaires appliquées dans la période après 1980 impliquaient ces deux objectifs en même temps. Les politiques monétaires avaient été appliquées par le biais des moyens Keynésiens autrement dit, l'offre de la monnaie avait été considérée comme objectif principal, alors que les taux d'intérêt et les réserves dans les banques (moyens Keynésien) avaient été considérés comme des objectifs intermédiaires (Parasız İlker, 1998, p. 211).

### **2.1.1. Politiques monétaires: taux d'intérêt élevé-taux de change réduit (1980-1983)**

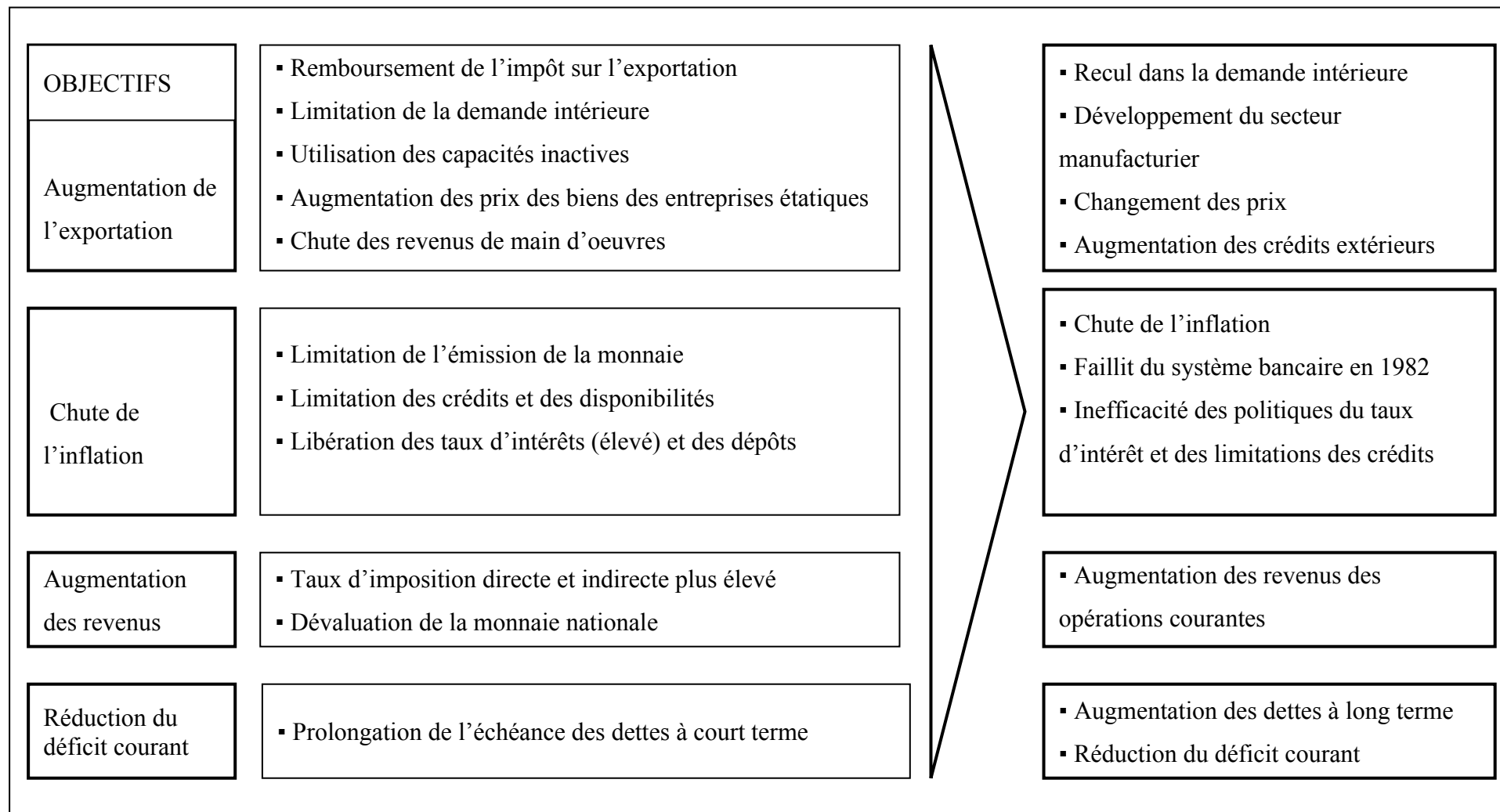
Les principales politiques de cette époque envisageaient une économie stable exigeant la réhabilitation sur trois domaines:

- la réduction de l'inflation (hyper),
- l'augmentation de l'exportation considérée parmi les domaines prioritaires permettant une accumulation des devises,
- la réduction du déficit courant.

Comme les politiques appliquées entre 1980-1983 montrent dans le schéma 152, l'augmentation de l'exportation, la chute du niveau de l'inflation, l'augmentation des revenus, et la réduction du déficit courant étaient vues comme des objectifs prioritaires de cette période.

Les mesures du 24 janvier ont connu une réussite du point de vue de la lutte contre l'inflation. Le FMI avait le contrôle sur l'émission de la monnaie jusqu'en 1984. Les politiques de la Banque centrale avaient aussi la réussite en limitant ses crédits et ses disponibilités. La hausse de l'inflation avait diminué de 73 % sur la période allant de 1978 à 1980, et de 51,2 % sur la période de 1980 à 1983.

**Schéma 152:** Politiques monétaires: taux d'intérêt élevé-taux de change réduit (1980-1983)



En effet, l'émission très limitée de la monnaie avait augmenté les taux d'intérêt. Quand il s'agit de dépôts, le taux d'intérêt enregistré 14,5 %, et 17 % pour les crédits en 1981.<sup>160</sup> Ceci avait permis l'introduction d'épargnes dans le système bancaire. L'augmentation du taux d'intérêt servait à deux objectifs par l'intermédiaire de l'épargne; elle envisageait d'une part, d'assurer les ressources pour les investissements et d'autre part, de réduire la demande de consommation, autrement dit la pression de l'inflation (Kılıçbay Ahmet, 1992, p. 169). Cependant, la libéralisation des taux d'intérêts et des limites de crédits sont considérés comme les domaines inefficaces de cette transformation car dès le début du 1982, la faillite du système bancaire est apparu et a causé une crise économique qui a coûté 2,5 % de PIB (Artun T, 1985, p. 35-71).

L'augmentation de l'exportation sert également à la diminution du déficit courant; selon l'objectif, la Turquie peut payer sa dette extérieure grâce au revenu d'exportation. Ceci elle pourrait rendre la confiance aux marchés internationaux.

Cependant, les produits d'exportation de la Turquie avaient la tendance agricole. Dans les années 1980, le rôle du secteur agricole dans les échanges internationaux avait été réduit à cause de la nouvelle orientation : la composition du commerce international était remplacée par les produits industriels et des services comme le transport, le tourisme etc. Dans ce cas, la transformation des produits d'exportation est possible par l'utilisation des capacités inactives dans l'industrie manufacturière du secteur privé.

En ce qui concerne l'orientation des producteurs vers l'extérieur, elle nécessite la réduction de la demande intérieure. Autrement dit, la réduction du pouvoir d'achat qui est possible par la hausse des prix des biens d'une part, et par la chute du revenu de main d'œuvre d'autre part. La dévaluation de la monnaie, le remboursement de l'impôt sur l'exportation étaient d'autres moyens utilisés pour encourager l'exportation.

Les mesures du 24 janvier 1980 ont eu une influence certaine sur l'évolution du PNB : le secteur manufacturier avait enregistré un développement considérable par

---

<sup>160</sup> Avant 1980, le taux d'intérêt ne jouait pas un rôle important pour encourager les dépôts à la banque, il existait d'autres moyens motivants mais non efficaces.

rapport au secteur agricole. La structure du commerce extérieur avait la tendance vers les produits agricoles et ceci avait aggravé les crises de devises depuis 1978. La valeur ajoutée dans le secteur, s'est élevée à 7,4 % sur la période entre 1981 et 1983 alors qu'elle était moins de 2,3 % sur la période comprise entre 1978 et 1980 (Kazgan Gülten, 2006, p. 136).

### **2.1.2. Politiques monétaires: la libéralisation de l'importation (1984-1989)**

La période 1980-1984 qui était sous la surveillance du FMI s'était terminée en 1984 et les démarches qui apporteront à la Turquie de nouveaux moyens de financement qui ont été mis en place. Les étapes qui amènent l'économie à la libéralisation de l'importation peuvent être résumées comme suivant :

-l'augmentation de la dette intérieure : les dettes à court terme avaient été transformées en dette à long terme pendant la consolidation de 1979-1980, et c'est ainsi que le poids de la dette extérieure à long terme dans le budget avait été augmenté. L'Etat avait fait recours à l'endettement intérieur et avait appliqué la TVA. Comme il est illustré dans le tableau ci-dessous, la nécessité de l'endettement de l'Etat représente 4,5 à 5,5 % (c'est à dire 129,5 % - 125 %).

-l'accélération de la libéralisation des marchés : il s'agit de marché de biens, de services et de capitaux. Le niveau de la libéralisation représentait 94 % vers la fin des années 1980.

- l'encouragement de l'exportation : le remboursement de l'impôt en cas d'exportation avait été appliqué. Cependant, il fut terminé en 1988, parce qu'il s'agissait d'un cas contradictoire avec l'accord de GATT concernant les subventions. La Banque d'investissement d'Etat avait été réformée et l'Eximbank avait été créé afin de soutenir les exportateurs par des crédits.

-la libéralisation du marché de devise : ouverture d'un compte bancaire en devise avait été autorisée pour tous les habitants dans le pays en 1985. Le marché de devise en 1988 et le marché d'or ont été créés en 1989.

-la libéralisation des taux d'intérêt : la crise des années 1982-1983 avait obligé la surveillance des taux d'intérêt. La libéralisation dans ce domaine a eu une influence sur le marché de la monnaie.

-la création de la Bourse des valeurs mobilières : depuis 1986, la bourse était le lieu de vente des actions des entreprises d'Etat, et des certificats de l'endettement de l'Etat. L'introduction des étrangers à la bourse a été réalisée après la libéralisation en 1989.

-la loi concernant la création des zones de libre échange était entrée en vigueur en 1985. de ce fait, les investissements étrangers avaient été encouragés.

-l'imposition : durant cette période les politiques fiscales n'ont pas pu augmenter les revenus de l'impôt.

Le tableau 153 permet de comparer l'efficacité des politiques appliquées dans la période 1980-1983 par rapport aux années 1978/1979.

**Tableau 153:** Indicateurs macro-économiques (1978/79-1985)

	Moyenne des années 1978/1979	1985
Produit national (indice)	100,0	123,4
Revenu industriel (indice)	100,0	129,5
Taux d'inflation (%)	58,0	40,0
Taux d'accumulation (%)	21,1	19,6
-Privé	10,4	8,4
-Public	10,7	11,2
Investissements totaux (indice)	100,0	106,6
-Privé	100,0	86,0
-Public	100,0	125,6
Investissement industriel (indice)	100,0	65,9
-Privé (%)	100,0	64,8
-Public (%)	100,0	67,4
Exportation (millions de dollars)	2275	7959
Importation (millions de dollars)	4834	11613
Dettes extérieures (millions de dollars)	13699	25366
Poids de la dette extérieure (%)	20,7	29,8

**Source:** Boratav Korkut., 1987, p. 128.<sup>161</sup>

<sup>161</sup> Les calculs sont faits en fonction des données de la Banque centrale, et l'Institut Statistique de l'Etat (DIE). Dans le tableau, le taux d'accumulation signifie l'accumulation du capital national / PIB. Le poids de la dette signifie les remboursements de la dette extérieure (la dette + l'intérêt) / les revenus de l'exportation des biens et des services.

Comme nous avons déjà souligné ci-dessus, la Turquie avait réussi l'orientation de la production nationale du marché intérieur vers l'extérieur. Les principaux moyens de cette transformation étaient le redressement de la demande intérieure, les encouragements de l'exportation, et la réduction du revenu des consommateurs. Cependant, ce qui joue un rôle décisif dans la transformation de la demande et de l'offre est la capacité de l'importation. Comme le tableau montre, l'importation représente 11.613 millions de dollars en 1985 alors qu'elle était de 4.834 millions de dollars dans les années 1978/1979. En général, le programme de stabilité a un effet de freinage sur l'importation dans les pays dans lesquels il est appliqué, par contre ce n'était pas le cas en Turquie.

La dépendance vis-à-vis des biens intermédiaires et des biens d'investissement n'a pas diminué durant cette période. L'économie de la Turquie a enregistré une croissance par l'intermédiaire de l'endettement.

Dans le tableau, l'augmentation dans l'exportation est également considérable mais cette évolution n'a pas pu réduire ni la dépendance de l'économie vis-à-vis de l'importation, ni le déficit extérieur. C'est à cause de la libéralisation financière que le contrôle de l'Etat sur la capacité et la composition de l'importation avait été affaibli. L'économie a suivi une évolution en fonction des fonds extérieurs assurés par le FMI et la Banque mondiale.

Selon le tableau, le volume réel des investissements ont augmenté seulement 6,6% durant cette période. Le niveau de l'accumulation recule de 21,1% à 19,6% dans la même période. Cela signifie que le potentiel de la croissance économique a connu un recul par rapport aux années 1970.

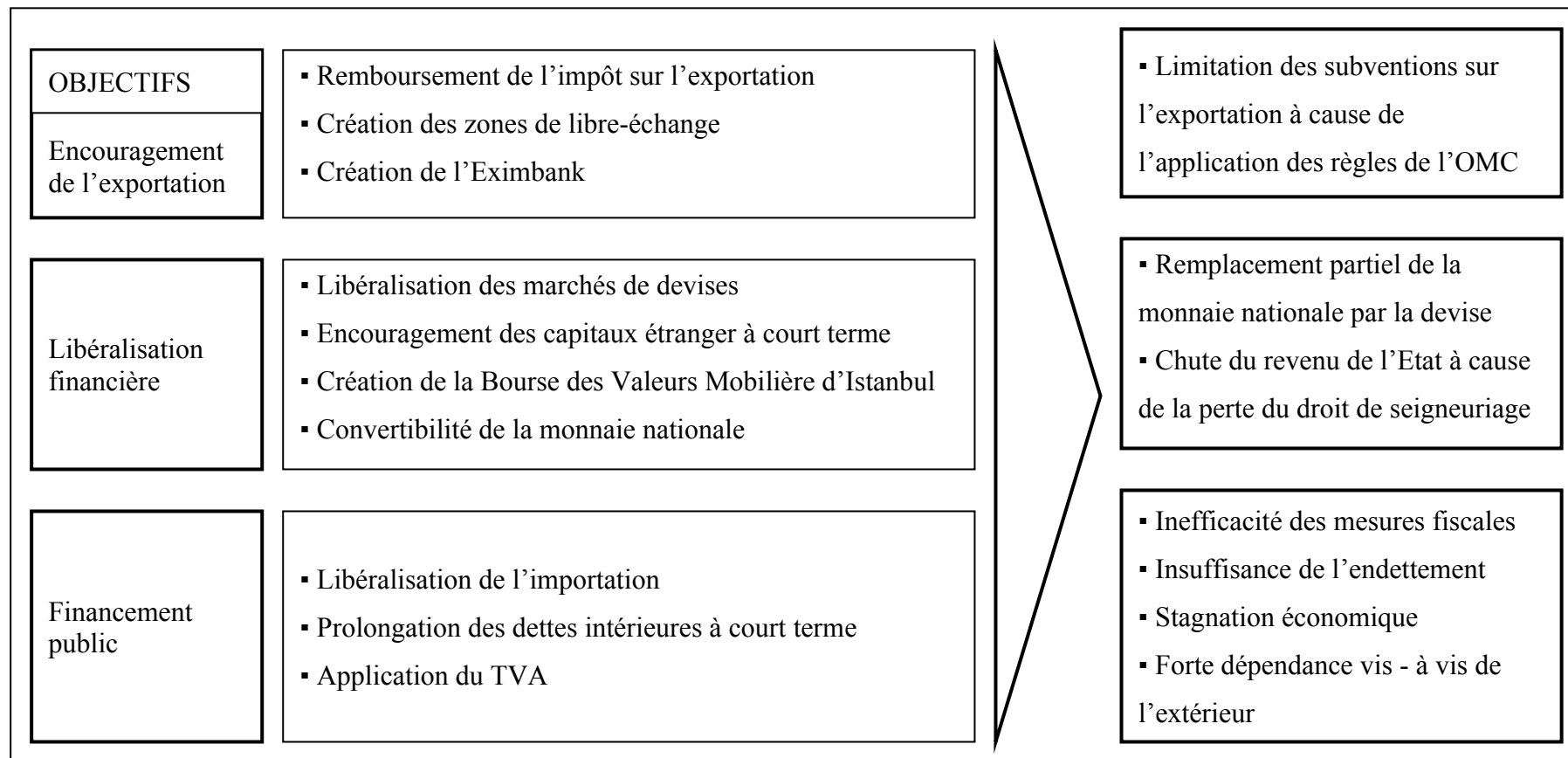
Les investissements industriels ne représentent que 65,9% de la moyenne des années 1978/1979. La part du secteur privé dans les investissements industriels est aussi en recul: elle contient 64,8%. Cela signifie que dans les années 1980, les entreprises se trouvent sous la pression de l'intérêt, et elles utilisent leurs capacités inutilisés.

En ce qui concerne les secteurs, c'est le secteur public qui joue le rôle essentiel dans la croissance économique par l'intermédiaire des investissements (Boratav Korkut, 1987, pp. 129-132).

Il est possible de schématiser les politiques appliquées entre 1984-1989 comme ci-dessous: l'augmentation de l'exportation est encore parmi les objectifs de cette période. En réalité l'on envisageait de réaliser le financement public par la libéralisation financière. Après les démarches de la libéralisation, la Turquie représentait un pays plus ou moins ouvert vers la fin des années 1980. En revanche comme le schéma 154 montre dans les résultats, les mesures en vue du financement public restent inefficaces malgré l'ouverture financière.



**Schéma 154:** Politiques monétaires (1984-1989)



Certains indicateurs montrent une autre stagnation de l'économie en 1989 : le niveau de la croissance enregistre moins de 2 %, et l'inflation est de 60 % malgré le ralentissement de sa croissance. La production agricole diminue de 7 %. En fait 1989 peut être considéré comme l'année préparatoire pour la période 1991-1994.

En 1989, certaines démarches en vue de la libéralisation des marchés financiers ont été faites comme la convertibilité de la monnaie nationale, les programmes monétaires annuels de la Banque nationale etc. Par contre, ces démarches ne représentaient pas de solutions durables pour les problèmes importants. Par l'intermédiaire de la convertibilité de la monnaie on envisageait d'importer des capitaux à court terme en libéralisant les marchés financiers. C'est par la convertibilité de la monnaie que la Turquie a commencé à partager le même destin avec l'Empire ottoman après 1839. Elle s'est introduite dans les problèmes liés à la domination des centres financiers (Kazgan Gülten, 2006, p. 149).

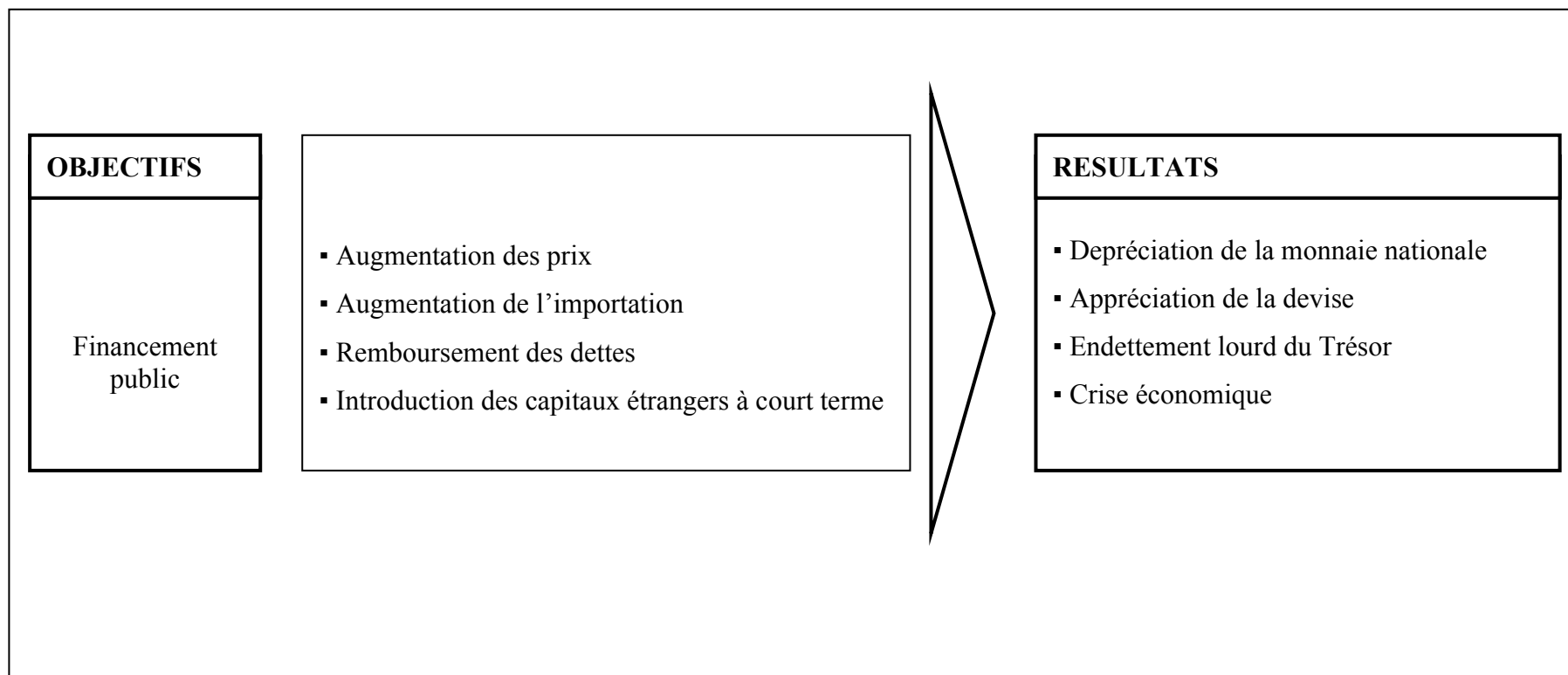
## **2.2. La dépendance vis-à-vis des capitaux internationaux (1990-1998)**

Les années 1990 sont marquées par les problèmes macro-économiques de plus en plus compliqués, et l'économie est devenue de plus en plus ouverte suite à la pression des capitaux internationaux. C'est la raison pour laquelle durant les années 1990 et au début des années 2000, la Turquie a connu l'une des crises économiques les plus dures de son histoire.

### **2.2.1. La transition des politiques monétaires vers les politiques Keynésiennes (1990-1994)**

Cette période est marquée par les mauvaises évolutions économiques qui résultent des crises dans les années 1994 et 1999. Les déficits budgétaires importants depuis 1993, l'augmentation des prix, de l'importation et les remboursements des dettes extérieures ont joué le rôle décisif dans l'apparition de ces crises financières. Cependant, comme le schéma 155 montre le changement des politiques, c'est à dire, la préférence des politiques monétaristes aux politiques Keynésiennes se trouve à l'origine des crises de 1994.

**Schéma 155:** Transition des politiques monétaires vers les politiques Keynessiennes (1990-1994).



Le marché des biens avait influencé l'évolution de l'économie plutôt que des marchés de la monnaie, de devises et des capitaux qui ne sont pas encore pleinement en activité (Parasız İlker., 1998, p. 345). Cette structure avait influencé la formation des crises financières vers la fin des années 1990. Les principales causes des crises vues dans les années 1990 sont :

*-la convertibilité de la monnaie nationale a eu deux effets sur l'économie :* en premier lieu, elle a encouragé des capitaux étrangers à court terme que l'Etat avait besoin conjoncturellement. En deuxième lieu, l'Etat a renoncé à son droit de seigneurage par cette transformation.<sup>162</sup> Ainsi, le revenu de l'Etat se réduit par la substitution de son droit de l'émission de monnaie, et aussi par la réduction du revenu de l'inflation (Parasız İlker., 1998, p. 349). Après la convertibilité, la demande intérieure de capitaux de l'Etat a été financée par le système bancaire ayant soutenu par les crédits extérieurs. Cette forme de financement a causé une série de crises qui commence vers la moitié des années 1990. A partir de 1994, le remboursement des intérêts des dettes se composait de 50 % des dépenses du budget, et dépassait 10 % du PNB.

*-mouvement des capitaux :* après la libéralisation des marchés financiers, les mouvements des capitaux à court terme ont transformé les devises en moyens financiers dans le commerce. Puis, la monnaie nationale qui avait perdu de la valeur a été remplacée partiellement par la devise. Il s'agissait de la perte de la valeur de la monnaie nationale en face de l'appréciation de la devise: le niveau du taux d'intérêt ne permettait pas de substituer la perte de la valeur de la monnaie nationale et ceci a orienté les détenteurs de la monnaie nationale vers les devises. (Kazgan Gülten, 2006, p. 206).<sup>163</sup>

---

<sup>162</sup> Par le droit de seigneurage il s'agit de l'avantage financier direct qui découle, pour l'institut émetteur, de l'émission d'une monnaie qui est égal au montant de la monnaie fiduciaire émise, moins ses coûts de fabrication, de mise en circulation et d'entretien (remplacement des espèces usagées).

<sup>163</sup> Nous imaginons que le taux d'intérêt annuel du dollar est 10 % et la valeur du dollar ne change pas en face d'autres devises. Cependant, nous estimons que la monnaie nationale (TL) perd 50 % de sa valeur. Dans ce cas, le taux d'intérêt annuel de la TL doit être au moins de 60 % pour qu'elle puisse substituer la perte de sa valeur (50 %) et le taux d'intérêt annuel du dollar (10%). Si nous prenons en considération le risque de la chute de la valeur, il faut préciser le niveau du taux d'intérêt annuel de TL 70-75 % (Kazgan Gülten., 2006, p. 206).

*-la libéralisation des marchés financiers et le taux d'intérêt* : avant la libéralisation, le niveau du taux d'intérêt empêchait le risque de dévaluation. Puis, l'appréciation de la devise a provoqué les taux d'intérêts réels qui se faisaient par l'intermédiaire des bons de trésor, et qui s'élevaient dans cette période, jusqu'à 50-60 %. Cependant, la demande avait toujours une tendance vers la devise et a entraîné l'inflation.<sup>164</sup>

*-politique d'endettement* : la structure d'endettement des banques commerciales de différente taille, avait influencé la structure du trésor public. Elles empruntent en devise à court terme de l'extérieur et achètent des bons de trésor en monnaie nationale (TL). Dans cette relation, le niveau du taux d'intérêt augmentait sur l'endettement du trésor alors que l'échéance diminuait dans le temps vers la fin des années 1990. Le trésor public avait risqué de ne pas pouvoir rembourser les dettes intérieures en 1999.

### **2.2.2. Politiques mixtes; politiques monétaires et Keynesiennes (1995-1998)**

Le problème important était l'inéquilibre entre les dépenses et les ressources financiers. C'est la raison pour laquelle les gouvernements avaient préféré de faire l'émission de la monnaie et d'emprunter de l'extérieur et de l'intérieur au lieu d'augmenter le volume de l'impôt et de limiter les dépenses publiques depuis 1980 et surtout depuis 1989. Ainsi, l'Etat était devenu de plus en plus dépendant des institutions financières internationales (Kazgan Gülten, 2006, p. 213).

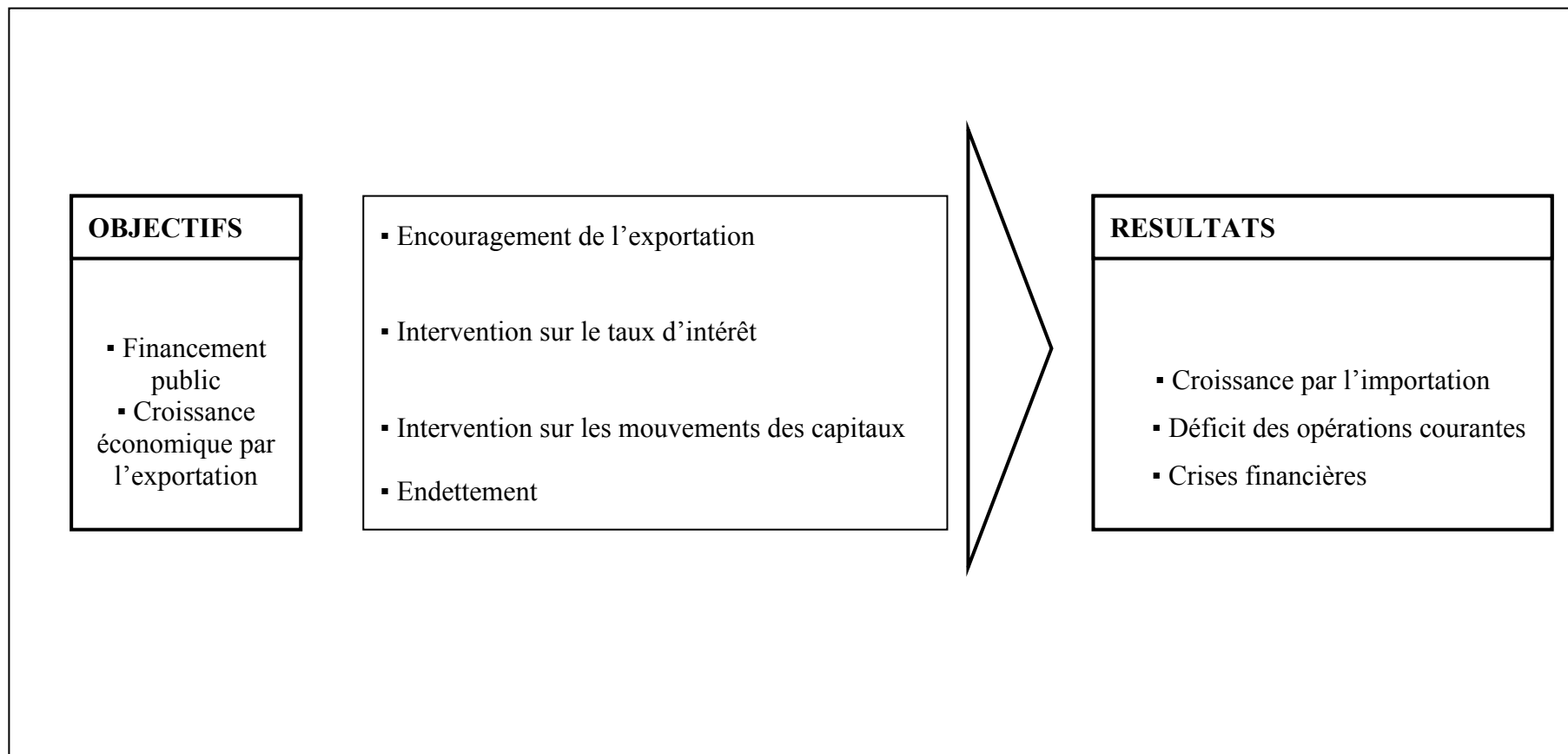
L'endettement du système bancaire et de l'offre de l'Etat par l'intermédiaire des marchés extérieurs a eu un effet négatif sur le taux de change et le bilan des opérations courantes. Le taux de change réels de la monnaie nationale avait augmenté après la hausse des réserves en devises par les entrées des capitaux étrangers. Cependant, suivi par l'appréciation de la monnaie nationale dans les années 1990, 1993 et 1997 le déficit du budget des opérations courantes était apparu, et puis dans les années 1991, 1994 et 1998, il y avait eu des crises financières à cause de la fuite

---

<sup>164</sup> La circulation de la monnaie étrangère dans l'économie nationale, peut être considérée comme si la Turquie emprunte de l'étranger avec l'intérêt et prête aux étrangers sans intérêt (Kazgan Gülten, 2006, p. 208).

des capitaux à l'extérieur (Kazgan Gülten, 2006, p. 216). Le schéma 156 montre les politiques appliquées entre 1995-1998.

**Schéma 156:** Politiques mixtes (politiques monétaires et Keynessiennes entre 1995-1998)



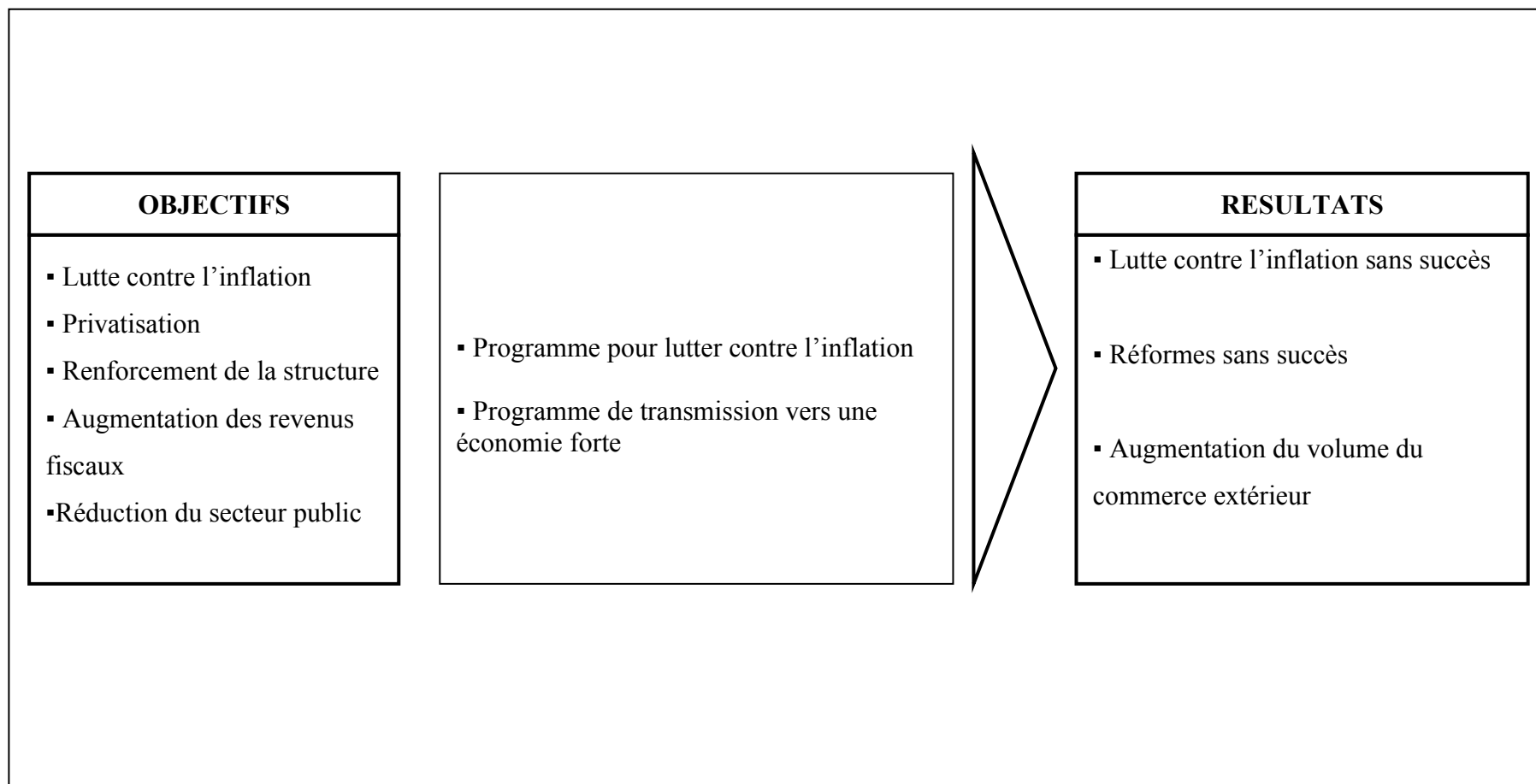
Enfin, comme le schéma montre les politiques économiques qui envisageaient une croissance par l'exportation dans les débuts des années 1980 ont causé une croissance par l'importation dans les années 1990.

### **2.3. Les politiques monétaires (1990-2006)**

Après 1994, la Turquie a connu deux nouvelles crises assez sévères dans les années 1999 et 2001. En effet, l'application de deux facteurs en même temps entre les années 1989-1993 se trouvait à l'origine de la crise du 5 avril 1994: le taux de change élevé et la demande. Les problèmes rencontrés avaient montré la nécessité de la révision dans les politiques. C'est la raison pour laquelle la nouvelle politique pour la période de 1994-1999 avait été construite sur un modèle mixte: la banque nationale intervenait sur les taux d'intérêt pour fixer les taux réels, et sur le marché monétaire pour contrôler les mouvements de capitaux. Le schéma 157 montre les politiques appliquées entre 1999-2006.



**Schéma 157:** Politiques monétaires (1999-2006).



Cependant, les problèmes de l'économie s'aggravaient vers la deuxième moitié de 1998. De plus, une série de crises financières qui avait commencé en Asie en 1997, et continué en Russie et en Brésil avait commencé à frapper l'économie de la Turquie à partir de 1998. L'économie se trouvait dans une stagnation. Les démarches de certains pays industriels comme les Etats-Unis pour canaliser les capitaux vers les pays touchés par la crise avaient eu une influence négative sur les flux internationaux à court terme. Dans ce climat, le bilan lourd de la Turquie était d'abord à plus de 6 milliards de dollars de fuites du capital en 1999. La dévaluation dans les pays de l'Asie du Sud, et la diminution de la demande mondiale avaient provoqué le niveau de concurrence. Ainsi, les turbulences sont apparues en premier lieu dans le secteur du textile et des pièces détachées d'automobiles et en second lieu dans les autres secteurs. La Turquie a connu un niveau du PIB négatif (-6,1 %) sous l'influence d'un tremblement de terre qui a frappé la région de Marmara, la zone industrielle en 1999. Le taux d'intérêt qui avait monté jusqu'à 148 % et l'inflation enregistrée 50 % de croissance ont rendu l'économie dans une forte recession: le volume de la production diminuait et puis le chômage augmentait. L'augmentation de l'inflation provoquait toujours la dépréciation de la livre turque qui cause sa substitution par des devises<sup>165</sup>.

Il est possible de mettre les ressources insuffisantes qui ne couvrent pas les dépenses budgétaires à l'origine des problèmes rencontrés au début des années 2000. Le manque des ressources par rapport aux dépenses arrivait parfois à 20-25 % des ressources. La privatisation des entreprises d'Etat déjà amorcée en 1984 a été reprise dans les années 2000, mais sans établir l'infrastructure nécessaire. C'est la raison pour laquelle le revenu de la privatisation n'avait même pas atteint un milliard de dollars sur la période 1995-1998, alors qu'on attendait 5 à 10 milliards de dollars<sup>166</sup>. En revanche, le volume du revenu par la privatisation a connu 6,1 milliards de dollars sur la période 1994-2001.

Les objectifs envisagés par les mesures du 5 avril 1994 avaient été manqués. Car le système bancaire qui se composait l'essentiel du système financier n'était pas réstructuré. Les banques ont continué à fonctionner dans le système en abusant de la

---

<sup>165</sup> Ainsi la Turquie faisait recours à l'endettement en devises en payant 4-5 milliards de dollars d'intérêt. Par ailleurs, elle utilisait les devises comme des moyens d'épargne. En fait, c'était comme si elle prêtait ses ressources financières sans contrepartie (Şahin Hüseyin, 2007, p. 246).

<sup>166</sup> Certaines privatisations ont été annulées par le Cour constitutionnelle (Anayasa Mahkemesi) à cause de la prétendue corruption.

fragilité du contrôle public. Elles étaient sous l'abri de l'Etat pour les risques du déficit à cause des opérations financières.

L'inflation a été toujours un facteur qui fragilise la résistance de l'économie surtout dans les années 1990. Après la crise du 1994, les pouvoirs n'avaient pas pris des mesures importantes pour la lutte contre l'inflation sauf certaines mesures conjoncturelles qui n'étaient pas efficaces.

### **2.3.1. Le programme de lutte contre l'inflation (2000-2002)**

Le déséquilibre entre les revenus et les dépenses des finances publiques a continué à être la cause principale des crises vues dans les années 1990 et 2000. Les conditions économiques du pays obligeant le pouvoir à un accord de "Stand by" avec le FMI en 1998. Selon cet accord, la Turquie acceptait la surveillance de FMI pour 18 mois. Un programme visant l'inflation a été mis en place dans le cadre de l'accord. Il envisageait d'atteindre un niveau d'inflation au dessous de 10 % à la fin de la période 2000-2002. Ce programme a été soutenu par FMI qui a offert un crédit de 10,4 milliards de dollars. Le programme avait les objectifs suivants:

- la réduction de l'inflation à 5 % suivant une période de trois ans: elle a été envisagée à 25 % (Tüfe) et 20 % (Tefe) à la fin 2000, 12 % (Tüfe) et 10 % (Tefe) à la fin 2001, et 7 % (Tüfe) et 5 % (Tefe) à la fin 2002.
- la croissance du PNB avait été envisagée 5,6 % en 2000, 5,2 % en 2001, et 5,8 % en 2002
- le ratio du déficit courant / PIB avait été envisagé -1,8 % en 2000, -1,6 % en 2001, et -1,5 % en 2002,
- la réduction dans le ratio du stock de la dette publique / PNB de 57,9 % à 54,6 %.

La Turquie avait commencé à appliquer la politique monétaire en fonction des recommandations du FMI en 1999: il s'agissait d'un programme qui garantit le taux de change pour les fonds étrangers, en fixant la valeur de la monnaie nationale vis-à-vis du dollar.

Ce programme envisageait l'application de certaines politiques et des réformes pour faire face à l'inflation. Les objectifs peuvent être classifiés comme suivant:

- *les politiques monétaires*: depuis 2001, la Banque centrale était autorisée pour appliquer les politiques monétaires. L'essentiel de cette politique s'appuyait sur le contrôle de l'offre de la monnaie, et un régime du taux de change intermédiaire. Dans les années 1990, il y avait deux régimes du taux de change: le régime de change fixe et le régime de change flexible. Il existe aussi des régimes intermédiaires entre les deux extrêmes<sup>167</sup>. "Le choix d'un régime de change revêt une grande importance. Il met en cause la politique économique d'un pays, ses marges de manoeuvre et son mode d'ajustement macro-économique. Il implique également les partenaires du pays considéré, qui sont sensibles aux conséquences d'un régime de change sur leur compétitivité relative, ou qui peuvent être amenés à soutenir une monnaie liée à la leur par un système de parité fixe. Les régimes de change déterminent ainsi les conditions de l'insertion internationale des économies" (Lahrèche-Revil Amina, 1999, p. 93). Selon le régime de change "Currency boards" (caisse d'émission ou conseils monétaires) qui s'appliquait en Turquie, la création monétaire dépend strictement des réserves de change dans la monnaie de rattachement, et la politique monétaire n'a aucune autonomie. Ces régimes autorisent une double circulation monétaire (TL et dollar en Turquie). L'application de ce régime sur une longue période représenterait des inconvénients sur la balance du commerce extérieur, c'est la raison pour laquelle à partir de juillet 2001, le passage au régime du taux de change flexible avait été prévu. Dans les étapes qui suivirent le programme, une cohérence entre le taux d'inflation et le taux de change avait été envisagée alors qu'auparavant le taux de change avait été fixée en fonction de l'objectif.

Le programme avait été appliqué par la Banque centrale jusqu'à février 2001 et elle a perdu son contrôle sur le marché monétaire en fonction de la nature du programme appliqué: la politique financière a remplacé la politique monétaire.

---

167

Un régime de change fixe suppose la définition d'une parité de référence entre la monnaie du pays considéré et une devise (ou un panier de devises), à laquelle la Banque centrale s'engage à échanger sa monnaie. Pour un régime de change flexible, à l'inverse, aucun engagement n'est pris au sujet du taux de change qui flotte librement (flottement pur) en fonction de l'offre et de la demande sur le marché des échanges. Entre ces deux régimes extrêmes, il se trouve des régimes intermédiaires, qui se distinguent selon la fluctuation que la banque centrale autorise autour de la parité de référence, et selon la fréquence des réalignements de cette parité.

<http://www.cepii.fr/francgraph/publications/ecomond/lepoinstsur/2000ch8.pdf>

- *les politiques de financement et de l'équilibre dans le secteur public*: la réduction du besoin d'endettement pour le secteur public et le taux d'intérêt avaient été envisagés comme essentiels dans le programme d'inflation. Ils prévoyaient une augmentation de 1,2 % du PNB dans les revenus fiscaux et une réduction de 0,8 % du PNB dans les dépenses courantes.

Les revenus de privatisation des entreprises d'Etat étaient considérés comme des ressources prioritaires pour assurer l'équilibre financier du secteur public. Le revenu prévu de privatisation était 7,6 milliards de dollars pour 2000, 7,0 milliards de dollars pour 2001, et 4,0 milliards de dollars pour 2002.

- *les réformes structurelles*: les principales réformes structurelles envisagées à réaliser étaient la réorganisation du programme de privatisation, la réorganisation du système financier, l'installation d'un système de contrôle cohérent avec les critères internationaux, certaines réformes sur la sécurité sociale, le secteur agricole, et l'administration locale.

Le résultat obtenu en 2000 et 2001 dans le domaine de privatisation reste très modeste par rapport aux objectifs. Le système financier a été renforcé par la restructuration du secteur bancaire. Le déficit des institutions de la sécurité sociale enregistrait 2,5 milliards YTL (3 % du PNB) en 1999. En ce qui concerne le programme agricole, il s'agissait d'un changement étape par étape en trois ans.

Le programme anti inflationniste n'a pas eu de succès malgré l'application des politiques de monnaie et de taux de change. Certains auteurs prétendent qu'il n'existait pas une cohérence entre les objectifs et les moyennes dans le programme.

### **2.3.2. Le programme de transition vers une économie forte (2002-2004)**

Le programme de la lutte contre l'inflation avait manqué son effet. Le besoin de liquidité dans l'économie avait causé d'abord l'augmentation des taux d'intérêt puis la hausse des taux de change sous l'influence d'attente d'une dévaluation. La chute brutale de l'indice de la Bourse des valeurs mobilières d'Istanbul a provoqué la fuite des capitaux étrangers. Une crise financière qui aura un bilan trop lourd pour l'économie de la Turquie avait vu le jour.

Le pouvoir a changé le régime de change en acceptant le régime de change flexible bien que le programme de l'inflation prévoyait une date ultérieure. Un nouveau programme qui permettrait un passage vers une économie fortifiée dans le cadre d'un nouvel accord de "Stand by" avec FMI a suivi la hausse de 50 % du taux de change<sup>168</sup>. Le nouveau programme préparé en fonction des conseils du FMI envisageait de soutenir ses objectifs par les crédits de FMI<sup>169</sup>.

Le programme souligne l'importance de certaines régularisations pour avoir un niveau de développement durable dans une économie stable. Selon le programme, d'abord l'application des régularisations structurelles puis des politiques macro-économiques pour la période 2002-2004 avaient été prévus afin de stabiliser l'économie. Le tableau ci-dessous montre les objectifs et les résultats des moyens appliqués de cette période.

- la mise en vigueur d'une quinzaine de lois sur la restructuration du système financier,

- la privatisation de certaines entreprises d'Etat ainsi que TEKEL, TUPRAŞ, POAŞ, PETKİM, TELEKOM, THY et les banques d'Etat.

- l'autorisation du droit d'acquisition aux capitaux étrangers dans la privatisation.

- le changement sur les politiques de soutien agricole: passage à la politique de soutien agricole sur le revenu des agriculteurs.

- le contrôle et l'organismes par l'intermédiaire des autorités indépendantes des domaines contrôlés auparavant par l'Etat comme le tabac, le sucre et l'énergie.

- les changements permettant l'augmentation des revenus fiscaux par exemple l'évaluation des prix du pétrole en fonction du taux de change et du taux d'intérêt.

Ce programme envisageait un soutien de 18 à 20 milliards de dollars de la part du FMI qui devrait être remboursé par la Turquie dans la période de 2005-2007.

---

<sup>168</sup> Il s'agissait du 18<sup>ème</sup> accord de « Stand by » fait avec le FMI.

<sup>169</sup> Premier accord de stand-by 01 janvier 1961, 1962 (2), 1963 (3), 1964 (4), 1965 (5), 1966 (6), 1977 (7), 1988 (8), 1989 (9), 1978 (10), 1979 (11), 1980 (12), 1983 (13), 1994 (14), 1999 (17), 2002 (18), 2005 (19) <http://arsiv.sabah.com.tr/2004/12/16/eko96.html>

**Tableau 158:** Certains indicateurs économiques sur la période de 2000-2004

	2000	2001	2001	2002	2003	2004	2002	2003	2004	2005	2006
	Réalisés		Prévus				Réalisés				
PNB (milliards de dollars)	01,3	44,6	150,3	165,6	183,0	201,3	180,9	239,3	299,5	360,9	399,7
Croissance réelle du PNB	6,3	-9,4	-6,0	3,0	5,0	5,0	7,9	5,8	8,9	7,4	6,1
PIB par habitant	2 983	2 070					2 595	3 383	4 172	5 008	5 477
TEFE (12 mois en %)	51,4	61,6	52,5	31,0	16,2	12,0	50,1	25,6	11,1	5,9	11,1
TUFE (12 mois en %)	54,9	54,4	68,5	35,0	20,0	12,0	29,7	18,4	9,3	7,7	9,65
Taux d'intérêt réel (%)							13,4	11,9	9,5	8,9	7,8
Taux de chômage (%)		8,5					10,3	10,5	10,3	10,3	9,9
Paieement net d'intérêt (%)	15,8	23,2	23,2	20,4	16,2	12,0					
Paieement d'intérêt / PNB (%)							18,9	16,4	13,2	9,4	8,0
Stock net de la dette publique / PNB	65,4	107,5	91,5	81,3	73,0	68,8					
- Dette extérieure (%)	26,3	38,3	36,5	36,3	32,6	30,3	32,1	22,0	17,4	8,5	5,2
- Dette intérieure (%)	39,1	69,2	55,0	45,0	40,4	38,5	46,3	48,4	46,5	46,8	39,5
Stock de dette publique / PNB (selon les critères de l'UE)							93,0	85,5	76,9	69,6	60,7
Balance des opérations courantes / PNB (%)	-4,9	-2,3	1,2	-1,4	-1,2	-2,4					
Stock net de dette la extérieure / PNB (%)	37,0	78,6	52,2	48,7	44,8	40,8	72,0	60,5	54,2	46,8	51,7
Dette extérieure à court terme / Dette extérieure totale	23,9	14,4	23,2	20,4	18,9	18,4	12,6	15,9	19,8	22,0	20,3
Revenu de privatisation (millions de dollars)	3 300	400	2 800	1 500	2 500	1 00	536,5	187,1	1 282,8	8 222,2	8 096,2
Augmentation de l'émission (%)		55,5					54,0	38,5	26,1	46,8	35,0
Croissance de M1 (%)		57,4					34,2	51,2	26,4	45,6	16,5
Croissance de M2 (%)		57,6					35,0	32,2	31,2	41,1	25,0

**Source:** TCMB, <http://www.tcmb.gov.tr/HDTM>, <http://www.hazine.gov.tr/>, 20 Ocak 2002 tarihli IMF Niyet Mektubu, <http://www.tcmb.gov.tr/yeni/paraprog/rev0189.pdf>, DPT, TUIK,

Comme le tableau 158 le montre, la croissance économique qui avait été envisagée était de -6,0 % pour 2001. Cependant, elle n'avait pas réalisé -9,5 %. Le programme proposait de rattrapper le niveau de croissance avant la crise, à partir de 2004 en envisageant 3,0 % pour 2003 et 5,0 % pour l'année 2004.

Le programme n'avait pas pu atteindre ses objectifs au niveau de l'inflation: elle représentait 88,6 % en 2001 alors qu'il était prévu 52,5 %.

Le ration du stock net de la dette publique / PNB s'est réalisé 107,5 en 2001, c'est-à-dire, au-dessus des attentes.

Une série de changements sur certaines lois dans le cadre d'une réorganisation constitutionnelle envisageait un important encouragement pour les capitaux étrangers. En 2004, la loi de l'encouragement qui était en vigueur depuis 50 ans a été remplacée par une nouvelle loi: celle de l'investissement étranger direct.

Le programme précédent envisageait la réduction du niveau d'inflation, car elle était vue comme la cause principale de l'instabilité économique. Le programme contenait certaines régularisations:

*Réorganisation du secteur financier:* le programme considérait le système bancaire comme un problème privilégié à résoudre. Le contrôle sur les banques était très fragile et loin du niveau recommandé par les critères internationaux (BIS) et ainsi la plupart des banques importantes du secteur avaient des problèmes financiers<sup>170</sup>. Elles représentaient des structures incontrôlables qui mettaient en difficulté d'autres banques dans le secteur. L'intervention en vue du rétablissement du secteur, qui n'était pas évident sur le secteur financier.

La première étape de l'intervention sur le secteur était le changement sur la loi de la Banque centrale qui était l'une des démarches importantes dans le cadre de la restructuration<sup>171</sup>. Ce changement prévoyait la création d'une supervision bancaire et le

---

<sup>170</sup> La Banque des Règlements Internationaux (Bank for International Settlements en anglais, BIS) a été créée en 1930, étant une organisation financière la plus ancienne au niveau international.  
<http://www.bis.org/about/index.htm>

<sup>171</sup> Loi du 25 / 02 / 2001.



statut d'indépendance opérationnelle à la Banque centrale vis-à-vis du pouvoir par l'intermédiaire des institutions de l'Etat. La deuxième étape dans le processus de rétablissement du secteur concernait les banques. Dans ce cadre, une série d'opérations a été prévue par certaines banques:

- le transfert de la Banque Emlak à Ziraat Bankası (Banque agricole),
- la privatisation de Vakıflar Bankası (Banque des fondations) à court terme possible,
- la réstructuration de Ziraat Bankası et Halk Bankası en transformant leurs statuts d'entreprise d'Etat vers le statut de Sociétés Anonymes,
- la réduction des agences et des personnels,
- la fortification des structures financières des banques,
- la redétermination des droits de BDDK,
- l'annulation de garantie de l'Etat sur les comptes d'épargne des banques,
- la transformation des banques ayant des difficultés financières au TMSF Fonds d'Assurance des Comptes d'Epargne (anglais SDIF),

Selon le programme, la liquidation de certains fonds budgétaires et hors budgétaires permettrait d'avoir une structure de financement public plus solide qui envisageait un équilibre entre les revenus et les dépenses publics dans le budget. La limitation des activités de l'Etat était apparue comme une nécessité. De ce point de vue:

- la privatisation des entreprises d'Etat envisageait le recul du secteur public dans les activités de production.
- les lois sur la production du sucre et du tabac envisageaient la réduction du rôle de l'Etat dans ces domaines.
- la création de l'Autorité de régulation sur le marché d'énergie (Enerji Piyasası Düzenleme Kurulu, EPDK) prévoyait la protection des droits des consommateurs contre les importateurs ou distributeurs de gaz.
- la privatisation de TÜPRAŞ, TEAŞ et TEDAŞ qui étaient des sociétés anonymes d'Etat dans le secteur du gaz visait un marché libre dans ce domaine.
- la création de la loi sur TELEKOM avait pour objectif d'obtenir l'efficacité dans le secteur de la communication.

*Les politiques de monnaie et du taux de change:* les deux moyens importants pour la réduction de l'inflation étaient d'une part le statut indépendant à la Banque centrale, et d'autre part le taux d'intérêt à court terme. "La réussite de la politique monétaire obligeait une coordination entre la Banque centrale et le Trésor public: c'était l'augmentation du niveau de l'inflation à la suite d'utilisation des crédits donnés par l'intermédiaire de la Banque mondiale et du FMI. C'est la raison pour la quelle la Banque centrale devrait absorber la liquidité du marché financière" (Şahin Hüseyin, 2007, p. 265).

En fait, l'objectif de la politique de la Banque centrale était d'obtenir un niveau réel de l'inflation. Autrement dit, un niveau nominal du taux d'intérêt pourrait être évalué en fonction de l'évolution de l'inflation. A cet égard, la Banque centrale insistait sur un régime du taux de change flexible pour la stabilisation économique. Elle essayait de ne pas intervenir sur le taux<sup>172</sup>.

*La balance des paiements:* dans le cadre de ce programme les évolutions les plus satisfaisantes étaient les relations extérieures. L'application du régime de taux de change flexible avait été envisagé à la suite de la dépréciation de la livre turque. La hausse du taux de change avait causé un recul importante dans la demande intérieure et ainsi:

- le volume de l'exportation avait enregistré 30 milliards de dollars d'augmentation de 14 % en 2001.

- le bilan des opérations courantes avait enregistré 1,8 milliards de dollars d'excédent dans la même année, comme prévu<sup>173</sup>.

- le volume du commerce extérieur qui représentait 90 milliards de dollars en 2002 avait atteint à 150 milliards de dollars qui faisait 50 % du PIB. La part de

---

<sup>172</sup> La Turquie applique actuellement la politique monétaire qui se compose du taux d'intérêt élevé-le taux de change réduit (le taux de conversion moins élevé de la monnaie nationale par rapport aux monnaies étrangères). Elle se trouve par cette particularité parmi un groupe de pays, dit les pays émergents, qui appliquent les mêmes politiques monétaires en fonction des recommandations du FMI depuis la moitié des années 1990. En Amérique latine : l'Argentine, le Mexique et le Brésil ; en Eurasie : la Russie et la Turquie ; en Europe de l'Est : la République tchèque, la Hongrie et la Pologne ; en Asie du Sud – Est : la Corée du Sud, Taiwan etc., ont connu une augmentation des investissements financiers depuis l'application de ses politiques orientées par le FMI.

<sup>173</sup> Ce bilan était déficitaire de 9,2 milliards de dollars en 2000.

l'exportation dans ce volume était de 63 milliards de dollars. En 2006, le volume du commerce extérieur atteint 230 milliards de dollars, ce qui représente 55 % du PNB.

En revanche, le déficit des opérations courantes s'aggravait en fonction de l'augmentation du commerce extérieur: il représente 30 milliards de dollars en moyenne durant la période de 2000-2004. Ce déficit annuel représente 23 milliards de dollars en 2005. Le déficit des opérations courantes représente un point très faible de l'économie. C'était également l'une des causes importantes qui obligea la Turquie à un autre accord de stand-by avec le FMI au début de l'année 2005 (Şahin Hüseyin, 2007, p. 267).

L'origine du programme de transition vers une économie forte (GEGP) présente les mêmes caractéristiques que le programme pour la réduction de l'inflation (EMP). Ces programmes exigeaient certaines réformes visant une économie stable. Les politiques monétaires ont été appliquées, cependant les réformes dans le cadre du programme (GEGP) n'ont pas eu les résultats escomptés.

En effet, ces programmes ont été mis en cause pour différentes raisons: ils sont plutôt considérés comme des moyens d'adaptation à la conjoncture économique que comme des réformes structurelles. Leurs caractéristiques ne correspondent pas à la nature des champs d'application.



## CONCLUSION

Les 30 dernières années ont été marquées par l'évolution de certains événements auxquels faire référence ajoutera sans doute une clarification à notre analyse sur un pays comme la Turquie. Parmi ces événements, la réunification de l'Allemagne, la chute de l'URSS, les élargissements de l'UE, la création de l'OMC, l'apparition des pays de l'Asie centrale peuvent être considérés comme les plus remarquables au passage à la deuxième étape de la mondialisation. La récession économique dans les pays industrialisés comme en Europe, au Japon, et l'émergence des pays en voie de développement comme la Chine, l'Inde ont marqué la fin des années 1990 et le début des années 2000. Durant cette période la concentration de la production nationale des pays émergents et les conditions du commerce international ont eu pour conséquence l'évolution dans le cadre d'un nouvel ordre mondial.

Ce moment se traduit pour la Turquie comme la transformation de l'économie étape par étape dans le sens libéral, et son articulation avec le monde. La Turquie s'intègre dans la nouvelle étape de la mondialisation par l'intermédiaire du programme de stabilisation du 24 janvier 1980. Comme Yeldan Erinç prétend, "il est possible de déterminer l'ouverture depuis 1980 du point de vue de l'industrialisation comme une transformation de l'industrie qui se basait sur les obstacles douaniers, et qui produisait pour la demande intérieure sous la protection de l'Etat, vers une industrie plus ou moins compétante sous la surveillance et soutien indirect de l'Etat".

Aujourd'hui, la Turquie est un pays candidat à l'adhésion de l'UE, suivant un processus d'une quarantaine d'années. Un pays faisant une grande partie de son commerce extérieur avec les pays de l'OCDE (y compris l'UE), donne l'impression qu'il s'agit d'un pays ayant terminé son processus d'articulation aux marchés internationaux. C'est le cas également surtout en faisant son intégration par l'intermédiaire de l'union douanière à l'UE qui est le plus grand bloc économique du monde. Du point de vue de son commerce extérieur, elle représente une économie occidentale. Depuis 1980, elle a réussi à transformer une grande partie de ses secteurs de production, ce qui est visible par l'augmentation des produits industriels dans son commerce extérieur. Elle entretient des relations commerciales avec environ 200 pays. Le volume du commerce extérieur représente 228 572 millions de dollars en 2006 alors qu'il était de 10 819 millions de dollars en 1980. Elle se trouve parmi les vingt grandes économies du monde par la taille de son économie. Son PNB atteint à peu près 400 milliards de dollars (399 673 millions de dollars en 2006) à la fin d'une période de 25 à 30 ans. Le PNB par tête représente de 5 477 dollars en 2006 tandis qu'il était de 1 539 dollars en 1980.

Les indicateurs qui nous permettent de déterminer le cadre général de la Turquie comme ci-dessus, sont sans doute, les fruits d'une période de transformation qui montrent la réussite d'un certain niveau de la Turquie dans l'application des politiques de développement qui l'amènent aux marchés extérieurs : les politiques d'ouverture aux marchés extérieurs avaient été mises en place, et la restructuration du système financier avait été réalisée. En 1989, la libéralisation des mouvements des capitaux avait rassuré son articulation dans l'économie mondiale, et les politiques de privatisation avaient accéléré la restructuration du secteur public.

Cependant, son processus de transformation économique qui était le résultat des programmes de stabilisation économique soutenus par le FMI et la Banque mondiale a été mise en cause du point de vue de l'efficacité. Autrement dit, la transformation économique qui se réalise dans une période longue, et qui n'est pas encore tout à fait achevée, met en lumière certains handicaps de ce processus depuis 1980. Un tel pays comme la Turquie qui a déjà raté la révolution industrielle, et signé 18 fois la lettre de crédit "stand-by" du FMI se trouve dans un autre cadre pour franchir ses étapes d'industrialisation. Les conditions d'industrialisation pour les pays contiennent

aujourd'hui de nombreux concepts comme des critères, des institutions etc., dans un processus de mondialisation. Aucun pays ne peut ignorer les rôles de certaines institutions comme celui de l'Organisation mondiale du commerce qui gouverne ce processus. Les problèmes importants auxquels la Turquie doit faire face actuellement en tant que pays émergent étaient existés durant toutes les étapes de son processus d'industrialisation. De ce point de vue, l'efficacité des politiques appliquées dans cette période de 25 à 30 ans doit être interrogée par l'intermédiaire des indicateurs cités ci-dessus.

Il est évident que le climat économique instable, hérité des années 1970, et les nouvelles difficultés propres à la période concernée ont obligé la Turquie à faire face aux multiples problèmes socio-économiques comme le chômage, l'inflation, le déficit du commerce extérieur etc., au début du 21<sup>ème</sup> siècle.

- le taux de croissance ne représente toujours pas un niveau stable ; sauf les cinq dernières années, une période de croissance de deux ans est suivie par une chute ou un redressement dans l'économie. Le niveau de la croissance suit une trajectoire en chute depuis les années 1950: il représente 6,9 % sur la période 1950-1959, 4,7 % sur la période de 1970 à 1979, 4 % sur la période de 1980 à 1989, et 3,8 % sur la période de 1990 à 1999. En ce qui concerne la période de 2000 à 2006, il représente 4,7 % qui n'a pas d'effet sur la création d'emploi et qui reste encore insuffisant pour le développement.

- l'augmentation de l'exportation était considérée comme l'un des moyens pour diminuer le déficit des opérations courantes, mais à la fin de 25 ans le résultat manque d'efficacité. Le déficit des opérations courantes a atteint à 8 % de PNB en 2006, niveau le plus inquiétant. De même, l'augmentation dans ce domaine n'a pas pu empêcher l'augmentation de l'importation: l'économie de la Turquie est devenu de plus en plus dépendante de l'importation du point de vue des matières intermédiaires et d'investissement. La part de l'importation en dollar dans le PNB a considérablement augmenté depuis 1950: le ratio de l'importation sur le PNB représente 5,6 % sur la période 1950-1959, 8 % sur la période 1970-1979, 15 % sur la période 1980-1989, et 19,5 % sur la période 1990-1999. Il augmente à 33,7 % sur la période 2000-2005. Ainsi, cela montre que l'importation est l'un des éléments qui limite la capacité de la croissance économique.

- le PNB de la Turquie représente 399,7 milliards de dollars en 2006, parmi lesquels le poids de l'impôt représente 24,5 %, ce qui reste modeste par rapport aux pays de l'OCDE. Le nombre des personnes physiques imposables reste encore modeste par rapport au nombre de la population.

- le PNB par habitant qui enregistre 5.477 dollars en 2006, représente une répartition inéquilibrée : 20 % de la population qui touchent de revenu le plus bas représentent 6,2 % du revenu national en 2005, alors que ce pourcentage était de 4,86 % en 1994 et 5,24 % en 1987. Il s'agit d'une augmentation dans les revenus de ce groupe de la population durant la période 1987-2005. Dans la même période, le cas est contraire pour ceux qui sont impliqués dans la cinquième tranche du 20 % de la population, c'est-à-dire pour les plus riches de la population: leur part sur le revenu national représente près de 44,4 % en 2005, alors qu'elle était de 49,94 % en 1987. Autrement dit, la répartition du revenu national possède encore son caractère inéquilibré malgré que l'écart entre les plus riches et les plus pauvres de la population a modestement diminué depuis 1987.

- dans les années 2000, la Turquie a connu son meilleur résultat au niveau de l'inflation depuis les années 1970. Cependant, le taux d'intérêt reste encore élevé. Dans les années 1980, le niveau élevé de l'inflation a été interprété comme l'indicateur de la haute croissance économique. Cependant, les crises vécues dans les années 1990 et 2000 montrent que la réalité n'était pas la même pour la Turquie. La libéralisation financière en vue de financer les déficits publics en 1989 a fragilisé l'économie à long terme par ce que les conditions préalables de cette libéralisation n'étaient pas présentes. Un niveau d'inflation chronique dans les années 1990 était le résultat de ces politiques. La relation prétendue entre l'inflation élevée et la croissance économique a rendu impossible de retour en arrière dans les politiques appliquées.

- selon les ratios de la dette totale sur le PNB, la dette totale sur l'exportation, le service de dette sur l'exportation et le service d'intérêt sur l'exportation, la Turquie se trouve aujourd'hui parmi les pays lourdement endettés. Dans le cadre de la libéralisation financière, l'augmentation des instruments offerts aux marchés, le niveau plus élevé des taux d'intérêt et de l'inflation par rapport aux marchés internationaux, ont provoqué l'entrée des capitaux à court terme. Ainsi que la valeur de la monnaie nationale apprécie



par rapport au dollar, et facilite l'endettement extérieur pour les intermédiaires financières.

Une étude simple sur la période de 1980-2006 montre que la Turquie n'a pas pu profiter des conditions existantes pour favoriser son processus de développement. La croissance de son PIB avait enregistré les meilleurs résultats avant 1980: 70 % durant la période 1960-1969, et 65 % sur la période de 1970-1979. En ce qui concerne la période après 1980, le niveau de croissance reste modeste: il enregistre 52 % sur la période de 1980-1989 et 32 % entre 1990-1999. Selon l'évolution descendante de la croissance du PIB, les années 1990 peuvent être considérées comme "les années disparues" de la Turquie.

De même, une comparaison entre la Turquie et les pays de l'UE atteste aussi cette idée pessimiste: le revenu par tête en Turquie est de 26 % par rapport à celui de l'UE-15 en moyenne en 2005, alors qu'il était 27 % en 1975. La raisonabilité des objectifs de 2013 qui prévoit de 800 milliards de dollars du PIB, et celles de 2023 qui envisage la Turquie comme parmi les dix premiers pays présentent des contradictions avec les résultats d'une étude faite par Tepav: selon laquelle la Turquie doit enregistrer 7,5 % de croissance tous les ans à venir pour atteindre en 2023 la moitié du revenu par tête dans l'UE-15. Au cas où la croissance est de 5 % tous les ans, il faudrait attendre 2040 pour obtenir ce même objectif. Ainsi, il est possible de dire que la Turquie n'a pas pu utiliser son potentiel de développement sur la période de 1975-2005.

Dans la première décennie des années 2000, la Turquie est caractérisée comme un pays ayant franchi de longues étapes sans avoir les moyens de financement qui ne correspondent pas à son processus d'industrialisation. Les politiques libérales depuis les années 1980 ont rendu la Turquie par l'intermédiaire de la libéralisation financière, un pays ayant une industrie de plus en plus dépendante et soutenue par l'endettement extérieur.

Comme indiqués dans le plan quinquennal (2007-2013) les points fragiles de l'économie turque exigent des objectifs qui souhaitent un processus de développement et son financement plus solides :

- un processus de croissance économique durable,

- une répartition de revenu bien équitable par rapport aux habitants et aux régions,
- une ouverture de secteurs vis-à-vis de la concurrence internationale,
- un marché plus efficace,
- l'efficacité des institutions etc.

La Turquie manifeste toujours sa volonté de développement, conseillée dans les plans quinquennaux, pour arriver au niveau des pays développés qui est un point indiqué par son fondateur Kemal Ataturk dans les années 1920. Cependant, elle n'arrive pas à utiliser ses disponibilités de façon convenable à ses objectifs, dont la période étudiée dans notre travail montre la dimension des difficultés. Elle a une population de 71 millions dont la majorité est jeune, elle se trouve dans une région géo-stratégique au carrefour des voies d'énergie. Elle a toujours le potentiel de réunir ses moyens disponibles qui restent comme un atout pour les politiciens en vue d'une industrialisation durable et assurée du point de vue du financement.

## BIBLIOGRAPHIE

- ABEL Olivier, “La Turquie au seuil de l'Europe”, **Esprit**, Janvier 2001.
- ABDELMALIKI Lahsen et SANDRETTO René, « La Nouvelle Géographie du Commerce International » in : Cahiers Français, N°325, **La Documentation Française**, Paris 2005.
- AKDOĞAN Abdurrahman, **Kamu Maliyesi**, Gizem Kitabevi, Ankara 1997.
- AKAGÜL Deniz, **Les défis d'une adhésion de la Turquie à l'Union Européenne**, Bruylant, Bruxelles 2006.
- AKGÜL Deniz et VANER Semih, **L'Europe avec ou sans la Turquie**, éd. Eyrolles, 2005.
- AKYÜZ Yılmaz, “Financial System and Policies in Turkey in the 1980s”, **The Political Economy of Turkey**, Macmillan, Hong kong 1990.
- AKMUT Özdemir, “Sermaye Piyasaları”, in: ŞAHİNÖZ Ahmet., **Türkiye Ekonomisi: Sektörel Analiz.**, İmaj Yayınevi, Ankara 2001.
- ALTUĞ Osman, “Vergiye Karşı Başkaldırı”, **Görüş**, Mart 1994.
- AOKI Kim et Okuno-Fujiwara, The role of government in East Asian economic development : comparative institutional analysis, Clarendon Pres, Oxford 1997.
- APAK Sudi, **Türkiye ve Gelişmekte Olan Ülkelerde Ekonomik İstikrar Uygulamaları**, Anahtar Kitaplar, İstanbul 1993.
- ARTUN T, “Türk Mali Sistemi 1980-1984: Değişim ve Maliyeti”, **Bırakınız Yapsınlar, Bırakınız Geçsinler** (ed. Bilsay Kuruç), Ankara 1985.
- AMIN S., **L'accumulation à l'échelle Mondiale**, Anthropos, Paris 1970.
- ANDİCAN Ahat, “Tüm Yönleriyle Türkiye ve Orta-Asya İlişkileri”, **Konferans**, Beykent Üniversitesi, 11 Mayıs 2007.
- ASHTON T.S., **La révolution industrielle: 1760-1830**, traduit de l'Anglais par Frans DURIF, librairie Plon, Paris 1955.
- ASSELAIN Jean Charles et BLANCHETON Bertrand, « Les Mutation de l'économie Mondiale : Mondialisation et Commerce International, Une Histoire

- Ancienne » in Chaiers Française N°325, **La Documentation Française**, Paris 2005.
- AUSTRUY Jacques, **Le Scandale du Développement**, Paris,1972.
- AYDOĞAN K., “Finansal Liberalizasyon ve Türk Bankacılık Sektörü”, **Yeni Forum**, Kasım 1992.
- BACCARIA C.B., “Elements d'Economie Publique”, 1804, **Encyclopaedia Universalis**.
- BAIROCH P., KOZUL-Wright R., “Globalization Mythis: Some Historical Reflections on Integration, Industrialisation and Growth in the World Economy”, **UNCTAD Discussion Papers**, n°113, 1996.
- BALASSA Bela et WILLIAMSON John, **Les réussites du Sud-Est asiatique**, Economica, Paris 1989.
- BALASSA Bela, « The Process of Industrial Development and Alternative Development Strategies », **Princeton Essays in International Finance**, Princeton Universit Press, New Jersey, 1980.
- BALASSA Bela, **Trade Prospects for Developing Countries**, Yale Universty Press, R.D. Irwin Inc. Homewood, Illinois, 1964.
- BALOGH Thomas, **Partenaires Inégaux dans l'échange International** : Analyse Théorique Traduit par Michel Chatelus, Dunod, Paris 1971.
- BAN KI-MOON, "Faire des Migrations un Facteur de Développement" **Le Figaro**, le 09 Juillet 2007.
- BANQUE MONDIALE, **Rapport Sur le Développement Dans le Monde**, New York, Oxford University Press, 1994.
- BARAN P.A., “The Political Economy of growth”, New York, **Monthly Review Press**, 1957.
- BARKAN Lütfi Ö., « Les Principes d'Organisations de l'économie Agricole Dans l'Empire Ottoman », t. 1, « Les lois », Istanbul, 1943.
- BASU Kaushik, A propos des objectifs du développement in : STIGLITZ, **Aux frontières de l'économie du développement** traduit par ROZENBAUM Marc, Edition Eska, Paris 2002.
- BOUKHARINE, **L'économie Mondiale et l'impérialisme**, Anthropos, 1969
- BDDK, Finansal Piyasalar Raporu, Aralık 2006a
- BDDK, Bankacılıkta Yapısal Gelişmeler Raporu, 2006b.

- BDDK, Aylık Bülten, Haziran 2007.
- BEITONE Alain, CAZORLA Antoine, **Dictionnaire des Sciences économiques**, Armand Colin, Paris 2007.
- BEN HAMMOUDA Hakim, « Quoi de Neuf Chez les Structuralistes ? », **Economie Politique**, N°5, 2000.
- BEN HAMMOUDA Hakim, **L'économie Politique du Post-ajustement**, éd. Karthala, 1999.
- BENOT Yves , **Qu'est ce que le développement**, François Maspero 1973.
- BERKSOY Taner et BORATAV Korkut, **Türkiye'de Kamu Maliyesi, Finansal Yapı ve Politikalar**, Tarih Vakfı Yurt Y., Istanbul 1994.
- BERR Eric et HARRIBEY Jean-Marie, « Le Concept de Développement en Débat » in **Economie et Société** « Développement, Croissance et Progrès », N°43, 3/2005.
- BERNARD Yves, COLLI Jean-Claude, **Dictionnaire économique et Financier**, Editions du Seuil, Paris 1996.
- BHAGWATI, J., « Directly Unproductive, Profit seeking (DUP) Activities », **Journal of Political Economy**, vol. 90, octobre, p. 988-1002.
- BHAGWATI, J., **L'économie des Pays Sous-Développés**, Texte Français de Claud Pagani, Librairie Hachette, Paris 1966.
- BHAGWATI, J., **Protectionism**, MIT Press, Cambridge 1988.
- BLANDIER G., **Le Tiers-Monde, Sous-Développement et Développement**, PUF, 1956, 1961.
- BONTE Pierre, IZARD Michel, **Dictionnaire de l'ethnologie et de l'anthropologie**, PUF, Paris 1992
- BORATAV Korkut, **Türkiye İktisat Tarihi 1908-2002**, İmge Kitabevi, İstanbul 2003.
- BORATAV Korkut, “Ekonomi Sıcak Para Giriş Çıktılarına Bağımlı Kılındı”, **Forum**, Yıl 8, Sayı: 5, 1 Mayıs 2001.
- BORATAV Korkut, **Türkiye İktisat Tarihi 1908-1985**, Gerçek Yayınevi, İstanbul 1987.
- BORATAV Korkut, “Türkiye Büyük Bir Borsaya Dönüştü”, İktisat, Mart 1994.
- BOHM-BAWERK, **Une Nouvelle Théorie sur le Capital**, in: **Revue d'Economie Politique**, Paris 1889.

- BOHM-BAWERK, **Théorie Positive du Capital**, Trad. Franc. Camille Polack, Paris 1929.
- BRASSEUL Jacques, **Les Nouveaux Pays Industrialisés**, 1993.
- BRANDER James A, **Government Policy Toward Business**, Butterworths, Toronto 1992.
- BRAUDEL F, **Civilisation matérielle et capitalisme, XVe-XVIIIe siècle**, t. II, A. Colin, 1967.
- BULUTAY T et TEZEL Y, **Türkiye Milli Geliri (1923-1948)** A.Ü. S.B.F. Yayınları, Ankara 1974.
- BURGENMEIER Beat, **Economie du Développement**, De Boeck, Buruxelles 2005.
- BURDY Jean-Paul, **La Turquie est-elle Européenne ?**, éd. Turquoise, 2004.
- BYE Maurice, “The Role of Capital in Economic Development”, in H.S. Ellis (éd.), **Economic Development for Latin America**, pp.110-124, London: Macmillan, 1961.
- CAMPBELL D, “Foreign Investment Labour Immobility and The Quality of Employment”, **International Labour Review**, Vol.133, Num.2, 1994,
- CEM İsmail, **Türkiye’de Geri Kalmışlığın Tarihi**, Cem Yayınevi, İstanbul 1974.
- CEYLAN Ali et KORKMAZ Turhan, **Sermaye Piyasası ve Menkul Değer Analizi**, Ekin Kitabevi, Bursa 2004.
- ÇETİN Hikmet, “Tüm Yönleriyle Türkiye ve Orta-Asya İlişkileri”, **Konferans**, Beykent Üniversitesi, 11 Mayıs 2007.
- CARLUER Frédéric, **Les théories du développement économique**, Presses universitaires de Grenoble, 2002.
- CHABEL Pierre et RAULIN de Arnaud (dir.), **Les Chemins de la Turquie vers l'Europe**, Presses de l'université d'Artois, 2002.
- CHAUNU P., **Conquête et Exploitation des Nouveaux Mondes**, PUF, Paris 1969.
- CHENERY Hollis, ROBINSON Sherman, SYRQUIN Moshé, with contributions by FEDER Gershon, KUBO Yuji, LEWIS Jeffrey., **Industrialization and Growth : A Comparative Study**, Oxford University Press, Oxford 1986.
- CHENERY Hollis, « Patterns of Industrial Growth, » **American Economic Review**, Sept. 1960.
- CHERNEY Hollis, **Changement des structures et politique de développement**, Economica, Paris 1979.

- CHENERY Hollis et TAYLOR L., « Development Patterns : Among Countries and Over Time, » **Review of Economics and Statistics**, Nov. 1968.
- CHERNEY H.B., « Interactions Between Industrialization and Exports », Reprint from **American Economic Review**, Vol. 70, No: 2, May 1980, World Bank Reprint Series N° 150, p. 281.
- CHENERY Hollis B., **Gelisme politikolari ve programlari** : Traduit par Nejat Bengül, Ajans Turk-Mathaso, Ankara 1959.
- CLARK C.G., **Les Conditions du Progrès économique**, PUF, Paris 1960.
- COMELIAU Christian., « Pour un Renouveau de l'étude du Développement », **Revue Tiers-Monde**, p.687-701, N°135, Juillet-Septembre 1993.
- COMMISSION ECONOMIQUE POR L'AFRIQUE., **Etat de l'intégration Régionale**, 2006.
- COMMISSION EUROPEENNE., Avis de la Commission Européenne sur la Demande d'adhésion de la Turquie à la Communauté, Document, n° 1589, 20 Décembre 1989.
- COMMISSION EUROPEENNE., Dossier « Union douanière Turquie », Document n°4, « Les enjeux Politiques et Stratégiques de l'Union douanière », MEMO/95/196, Bruxelles, 11 Décembre 1995.
- COMMISSION EUROPEENNE., Dossier « Union Douanière Turquie », La portée de la Décision du Parlement Européen sur l'Union Douanière, MEMO/95/196, Bruxelles, 11 Décembre.
- COMMISSION EUROPEENNE., Le Traité de Rome instituant la Communauté économique, Information des Communautés Européennes, n° 37, Novembre.
- COMMISSION EUROPEENNE., Renforcement de la Politique Méditerranéenne de l'Union Européenne : Propositions pour la Mise en œuvre d'un Partenariat Euro-Méditerranéen, Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen, COM (95) 72 du 8 mars.
- CONSEIL DES COMMUNAUTES EUROPEENNES, Association CEE-Turquie-Protocole Additionnel, Protocole Financier, Accord CECA et Acte Final, 23 Novembre.
- COTTA Alain, **Dictionnaire de Science Économique**, Mame, 1968.
- COTTA Alain, Les Fonction de Production, Cours de Doctorat Rédigé par PAGNY François, Faculté de Droit et des Sciences Economiques de Caen, 1967.

- COURTOT Thomas et HUSSON Michel, **Les Destins du Tiers-Monde, Analyse, Bilan et Perspectives**, Editions Nathan 1993.
- CROUZET F, **Histoire de l'économie Européenne (1000-2000)**, Albin Michel, Paris 2000.
- CROCHET Alain, "La globalisation, stade ultime de la convergence?" , in Faugère Jean Pierre et alii, *Convergence et diversité, à l'heure de la mondialisation*, Paris, Economica, 1997.
- CROCHET Alain, « Le concept de globalisation : mythes et réalités » in Azuelos Martine, *Le modèle économique anglo-saxon à l'épreuve de la globalisation*, Paris, CERVEPAS, Presse de la Sorbonne Nouvelle, 1996.
- CROCKETT A., « The Rote of International Institutions in Surveillance and Policy Coordination. » in R. A. Bryant et alii, « Macroeconomic Policies in an Interpedant World », Trie Brookings Institution and I.M.F., Washington , 1990.
- DEMAS W.C., "The Economics of Development in Small Countries with Special Referance to the Caribbean", Montreal McGill univ. Press, 1965.
- DE BERNIS Gérard Destanne, "Quel Commerce Pour Quel Développement" in DAMIAN Michel, GRAZ Jean-Christophe., **Commerce International et Développement Soutenable**, Economica, Paris 2001.
- DE SENARCLENS Pierre, *La mondialisation : théories, enjeux et débats*, A.Colin, Paris 2005.
- DERVIS Kemal, "Gelişmekte Olan Ülkeler İçin Ekonomik Politika Seçenekleri", **Yeni Yüzyıl**, 4 Ağustos 1995a.
- DERVIŞ Kemal, « Kontrollü Sıcak Para Politikası », **Yeni Yüzyıl**, 6 Ağustos 1995b.
- DESAI P., "Alternative Measures of Import Substitution", *Oxford Economic Papers*, Vol: 21, N°3, 1969.
- DİE., Türkiye 1985 Input-Output Projesi Sonuç Tabloları, no. 1397, Ankara 1989.
- DİE., Türkiye Ekonomisinin Input-Output Yapısı, no. 1693, Ankara 1994.
- DİE., Türkiye Ekonomisinin Input-Output Yapısı, no. 2488, Ankara 2001a.
- DİE., "İstatistik ve Yorumlar", **Türkiye Ekonomisi** Mayıs-Haziran 2001b.
- DİE., "İstatistik ve Yorumlar", **Türkiye Ekonomisi** Mayıs-Haziran1998
- DOMAR Evsey, "Capital expansion, rate of growth and employment" *Econometrica* 1946.



- DOMAR Evsey, "Expansion and employment" *American Economic Review* 1947.
- DPT., **Küreselleşme**, Sekizinci Beş Yıllık Kalkınma Planı Özel İhtisas Komisyonu Raporu, Ankara 2000.
- DPT., Temel Ekonomik Göstergeler, Eylül 1994
- DPT., Temel Ekonomik Göstergeler, Haziran 1996
- DPT., Temel Ekonomik Göstergeler, Mayıs, Ankara 1998
- DPT., Temel Ekonomik Göstergeler, Mayıs, Ankara 2001
- D.P.T., Birinci Beş Yıllık Kalkınma Planı, 1963-1967, Ankara
- D.P.T., İkinci Beş Yıllık Kalkınma Planı, 1968-1972, Ankara 1967.
- D.P.T., Üçüncü Beş Yıllık Kalkınma Planı 1973-1977, Ankara
- D.P.T., Dördüncü Beş Yıllık Kalkınma Planı 1979-1983, Ankara
- D.P.T., Sekizinci Beş Yıllık Kalkınma Planı, N°2599-OIK: 610.
- DUMOND Paul., **Mustapha Kemal Invente la Turquie Moderne**, éd. Complexe, 1983, rééd. 1997 et 2006.
- DUNNING John Harr, "Governments, markets and multinational enterprises : some emerging issues", *International Trade Journal*, aut. 1992 : p. 1-14.
- DUNNING John Harry, *Governments, globalization, and international business*, Oxford University pres, Oxford 1996.
- DURA Cihan, **Commerce Extérieur et Freinage du Développement économique en Turquie**, Thèse de Doctorat, Université Ecole Des Hautes Etudes Sciences Economiques et Sociales Sorbonne, Paris 1975.de Paris
- DURA Cihan, **Türkiye Ekonomisi**, Erciyes Üniversitesi Basımevi, Kayseri 1991.
- EKONOMİK RAPOR 2005 Yılı İkinci Yarısında Türkiye Ekonomisi, Yayın No : 2005-39, İstanbul 2005, pp.117-120,.
- ELLUL J., **La Technique ou l'enjeu du Siècle**, Economica, 1990.
- EPOSITO Marie-Claud, AZUELOS Martine, COSTE Jacques Henri, CROCHET Alain, FRAYSSE Olivier, PERON Michel., **Mondialisation et Domination économique: La Dynamique Anglo-Saxonne**, Economica, Paris 1997.
- EREN Erol, "Yabancı Sermaye ve Türkiye'de Elektronik, Kimya ve Toprak Sektörlerinde Faaliyet Gösteren Yatırım Ortaklıklarının Performanslarının İncelenmesi", *Doğuş Üniversitesi Dergisi*, Ocak 2003.
- EREN Erol, **Stratejik Yönetim ve İşletme Politikası**, Beta Yayınları, İstanbul 1998.

- EREN Erol, “Yapısal Sermayenin İşletme Performansı Üzerine Etkileri”, *Öneri Dergisi*, Cilt 6, Sayı 22, Haziran 2004.
- EROL Ü., “Türkiye’de Kamu Açıklarının Gelişimi, Finansmanı ve Etkileri”, *Toplum ve Ekonomi*, Temmuz 1997.
- ERTÜRK Emin, **Ekonomik Entegrasyon Teorisi**, Bursa: Ezgi Kitabevi Yayınları, 1991.
- ESEN Oğuz, “Türk Bankacılık Sektörü”, in: SAHİNÖZ Ahmet., **Türkiye Ekonomisi: Sektörel Analiz**, İmaj Yayınevi, Ankara 2001.
- FAUCHEUX S.et NOEL J.F., **L’économie des Ressources Naturelles et de l’environnement**, Armand Colin, Paris1995.
- FEDER Gershon, « On Exports and Economics Growth », **Journal of Economic Development** 12, North-Hollanda Pub. Co. 1982.
- FONTAINE Jean-Marc et JACMART Marie-Claude., « La réhabilitation de la Demande. Points de Repères et Analyses Appliquées », **Revue Tiers Monde**, Tome XXXIV, N°135, Juillet-Septembre 1993.
- FRANK A.Gunder, **Capitalisme et Sous-Développement en Amérique Latine**, Maspero, 1968.
- FRANK Gunder, **Le Développement du Sou-Développement**, Maspero, 1970.
- FRIEDMAN Milton, “The Reductions of Fluctuations in the Income of Primary Producers”, in **Economic Jurnal**, n°64, Décembre 1964.
- FRIEDMAN Milton, **Inflation et Systèmes Monétaires**, Calmann-Lévy, 1976.
- FURTADO Celso, **Développement et Sous-Développement**, PUF 1966.
- FURTADO Celso, **Théorie du Développement économique**, PUF, Paris 1970.
- FURTADO Celso, **Accumulation and Developpement**, St.Martin’s Press, New York, 1983.
- FURTADO Celso, **Um projeto para o Brasil**, Ed. Saga Rio 1968.
- GENDARME René, **La pauvreté des nations**, 2me éd. Editions Cujas, Paris, 1973.
- GENTIZON P., Le Temps, 15 mars 1924, in: DUMONT P., **Mustafa Kemal Invente la Turquie Moderne**, Editions Complexe, Paris, 1983, pp. 154-155.
- GILLIS Malcom, PERKINS H. Dwight, ROEMER Michael, SNODGRASS R. Donald., **Economie du Développement, Traduit par Bruno Baron-Renault**, De Boeck Université, Paris, Bruxelles 1998.
- GRAZIADEI A., **Le Capital et l’inérêt**, Paris 1935.

- GREFFET X, **Politique Economique**, Economica, 1991.
- GRIFFIN Keith B. et ENOS John L., **Planning Development**, Addison-Wesley Pub. Co., London 1970.
- GUILLAUMONT Patrick, **Economie du Développement**, PUF, Paris 1985.
- GÜNEY Alptekin, **Banka İşlemleri**, Beta yayınevi, İstanbul 2007
- GURBANOV Turab, **Le pétrole de la Caspienne et la politique extérieure de l’Azerbaïdjan**, Tome 2, l’Harmattan, Paris 2007.
- GÜR Timur Han, “Turizm sektörü”, in: ŞAHİNÖZ Ahmet., **Türkiye Ekonomisi: Sektörel Analiz.**, İmaj Yayıncılık, Ankara 2001.
- GURANOWSKI J., **De la Nature et du Rôle Économique de l’épargne**, Thèse, Paris 1936.
- GÜRKAN Ömer, “Kalkınmakta Olan Ülkelerde Yeniden Yapılanma Politikaları: Türkiye Örneği”, **Mülkiyeliler Birliği Dergisi**, Ocak 1992.
- GÜRSEL Seyfettin, **L’Empire Ottoman Face au Capitalisme**, Edition L’Harmattan Paris, 1987.
- GÜRSEL Seyfettin, “Osmanlı Dış Borçları”, **Osmanlı**, Tome:3, pp. 389-399, Yeni Türkiye Yayınları, Ankara 1999.
- HAFTACI Vasfi., **İşletme Bütçeleri**, Beata Basım-Yayın, İstanbul 2007.
- HARBERGER Arnold C., “Issues Concerning Capital Assistance to Less-Developped Countries”, in **Economic Développement and Culturel Change**, Juillet 1972.
- HARRINGTON R., *La Gestion par les banques de leurs actifs et de leurs passifs / Organisation de coopération et de développement économiques*, OCDE, Paris 1987
- HARROD Roy, “Towards a Dynamic Economics” *Macmillan* 1948.
- HIGGINS B., *Economic Development*, Norton, N. Y., 1959.
- HIRSCHMAN A.O., « Classification et quasi-démantèlement des Obstacles au Développement », *Tiers Monde*, Juin 1966.
- HIRSCHMAN A.O., **La Stratégie du Développement économique**, Editions Ouvrières, Paris 1964.
- HIRSCHMAN A.O., **The Strategy of Economic Development**, Yale University Press, 1958.
- HOFFMANN W, **The Growth of Industrial Economies**, Manchester, 1958.

- HUGON Philippe., “L’Europe et le Tiers Monde: Entre la Mondialisation et la Régionalisation”, **Revue Tiers Monde**, N°136, Octobre-Décembre 1993
- HUGON Philippe, POURCET G., QUINERS-VALETTE S., **L’Afrique des Incertitudes** Paris, PUF, 1994.
- IKONICOFF M., “Trois Thèses Erronées sur l’industrialisation du Tiers-Monde”, **Tiers-Monde**, Avril 1987.
- İKTİSADİ KALKINMA VAKFI, **Yedi Yıl Önce Yedi Yıl Sonra Gümrük Birliği**, Gümrük Vakfı Yayını, Ankara, Mayıs 2002
- İLKİN A, “Endüstrileşme”, **Ak İktisat Ansiklopedisi**, Tom 2, Ak Yayınları, İstanbul 1973
- İSTANBUL TICARET ODASI, **Ekonomik Rapor : 2003 Yılında Türkiye Ekonomisi**, İstanbul 2003.
- İSTANBUL TICARET ODASI, **Ekonomik Rapor : 2003 Yılında Türkiye Ekonomisi**, İstanbul 2005.
- İSTANBUL TICARET ODASI, **Rakamlarla Türkiye Ekonomisi.**, Yayın No :2003/25, p.30-32, 2003.
- İSTANBUL TICARET ODASI, **Türkiye’nin İmzaladığı Serbest Ticaret Anlaşmaları**, Yayın no: 2003/22, İstanbul 2003.
- JALEE Pierre, Le Pillage du “Tiers-Monde”, Maspero, 1965.
- JESSUA Claude., **Histoire de la Théorie Économique**, PUF, Paris 1991.
- JOCE L 138, 9 juin 2000.
- JOCE L 352, 30 décembre 2002
- JOHNSON Harry G., **The Ideology of Economic Policy in the New States, in Economic Nationalism in Old and New States**, édité par Harry G. Johnson, Chicago, University of Chicago Press, 1967.
- JOHNSTON Jack et DI NARDO John., **Econometric Methods**, International editions 1997.
- JUDET Pierre, **Les Nouveaux Pays Industriels, Les éditions Ouvrières**, Paris 1981.
- KARAN Baha M et Karacabey Argun A., **Türkiye’de Sermaye Piyasasının Mali Sistem İçindeki Yeri, Sorunları ve Geleceği**, Sermaye Piyasası Kurulu, Yayın No: 140, Ankara 2003.
- KALDOR Nicholas, **Causes of Growth and Stagnation in the Worldeconomy**, Cambridge University Press, Cambridge 1996.

- KALDOR Nicholas, **Strategic Factors in Economic Development**, Cornel University, 1967.
- KARLUK Rıdvan, **Türkiye Ekonomisi**, Beta Yayınevi, İstanbul 2007.
- KARLUK Rıdvan, “Dış Finansmanın İkinci Kaynağı: Dış Borç”, in: ARUOBA Çelik et ALPAR Cem., **Türkiye Ekonomisi: Sektörel Gelişmeler**, Türkiye Ekonomi Kurumu, 1992.
- KAZGAN Gülten., **Ekonomide Dışa Açık Büyüme**, Altın Kitaplar Yayınevi, İstanbul 1985.
- KAZGAN Gülten., **Tanzimattan 21.yüzyıla Türkiye Ekonomisi**, İstanbul Bilgi Üniversitesi Yayınları, İstanbul 2006.
- KAZGAN Gülten., **Yeni Ekonomik Düzendeki Türkiye'nin Yeri**, Altın Kitaplar Y., İstanbul 1994.
- KEPENEK Yakup et YENTÜRK Nurhan., **Türkiye Ekonomisi**, Remzi Kitabevi, 19. Baskı, İstanbul 2007.
- KEYNES J.M., **The General Theory and After**, T.1, Preparation, The Collected Writting of J.M.K., vol.XII, p.93, Macmillian, 1973.
- KEYNES J.M., *La Théorie Générale de l'Emploi, de l'interet et de la Monnaie*, Payot, 1982.
- KINDLEBERGER Charles P., **Economic Development**, 2<sup>ème</sup> éd. McGraw-Hill, New York 1965.
- KINDLEBERGER Charles P., **International Economics**, 3e éd. 1963.
- KİLİ Suna, GÖZÜBÜYÜK Ş., **Türk Anayasa Metinleri Senedi İttifaktan Günümüze**, Türkiye İş Bankası Kültür Yayınları. 2000.
- KILÇBAY Ahmet., **Ekonometri**, İstanbul Üniversitesi İktisat Fak. Yay. No : 236, İstanbul, 1968.
- KILÇBAY Ahmet., **Turkiye Ekonomisi**, İş Bankası Yayınları, İstanbul 1993.
- KORKMAZ Cemil., **Le Financement du Développement Économique en Turquie Depuis 1950**, Thèse de Doctorat, Université de Rennes, Rennes 1978.
- KRUGMAN Paul., **Developing Countries in the World Economy**, in Sutton, A World to Make, Transaction Publ., 1990.
- KRUEGER, A., **Foreing Trade Regimes and Economic Developpement : Turkey**, New York 1974.

- KUCUKKALAY Mesud A., “Osmanlı İktisadi Yapısının Ana Hatları”, **Osmanlı**, pp. 53-57, Yeni Türkiye Yayınevi, Ankara 1999.
- KUZNETS Simon., **Croissance et Structure économique**, Paris 1972.
- KUZNETS Simon, “Economic Growth of Small Nations”, in “Economic Consequences of the Size of Nations”
- LACOSTE Yves, **Anales de Géographie**, n° 385, mai-juin 1962.
- LACOSTE Yves, Géographie du Sous-Développement, PUF, Paris 1976.
- LACOSTE Yves, Géographie du Sous-Développement, PUF, Paris 1981.
- LACOSTE Yves, “Mondialisation et Géographie”, Hérodote Revue de Géographie et de Géopolitique, N° 108, Primer Trimestre 2003.  
*[http://www.herodote.org/article.php3?id\\_article=59](http://www.herodote.org/article.php3?id_article=59)*
- LAHRECHE-Revil Amina, Economie mondiale 2000, Edition La Découverte, Collection Repères, Paris 1999.
- LAMBERT Denis, “Les inflations sud-américaines”, **Institut des Hautes Etudes de l’Amérique latine**, 1959.
- LANDES D, “The Creation of Knowledge and Technique : Today’s Task and Yesterday’s Experience”, Daedalus, 1980.
- LAVOIE M, La « Théorie générale » et l’inflation de sous-emploi, in : **Les Écrits de Keynes**, Dunod, p.137, Paris 1985.
- LEBULENGER Joel et RAPOPORT Cecile, Les Contraintes Générées par l’union Douanière, in : LANNON Erwan et LEBULENGER Joel., Les défis d’une Adhésion de la Turquie à l’union Européenne, Bruylant, Bruxelles, 2006.
- LEBLOND Simon et BELLEY-FERRIS Isabelle, Guide d’économétrie appliquée à l’intention des étudiants du cours ECN 3950, Université de Montréal, 2004.
- LEON Pierre., **La naissance de la grande industrie en Dauphiné**, Paris 1954.
- LERNER A., « The Economics and Politics of Consumer Sovereignty », **American Economic Review**, 62, n°2, 1972, p. 259.
- LEVET Jean-Louis., L’Economie Industrielle en Évolution: Les Faits Face aux Théories, p.IX, Economica 2004 Paris.
- LEWIS Arthur, **L’Ordre Economique Internationa**, Economica, 1981, Paris
- LEWIS Arthur, **La Théorie de la Croissance Économique**, Payot, 1971.
- LEWIS Arthur, “Economics Development with Unlimited Supplies of Labor”, **The Manchester School of Economic and Social Studies**, vol.XXII, N°2, 1954.

- LEWIS Arthur, “Le Développement Économique et les Échanges Mondiaux”, **Congrès International sur le Développement Économique**, Vienne 1962.
- LIST Frederic, *Système National Economie Politique*, Capelle, Paris 1857.
- MADDISON Angus, **Economic progress and policy in developing countries**, George Allen and Unwin, London 1970.
- MAIZELS Alfred, **Growth & Trade**, Cambridge University Press, New York 1970.
- MALTHUS., **Essai Sur le Principe de Population**, Traduit de l’anglais par MM. P. et G.Prevoist (De Genève), Guillaumin, Libraire, Paris 1845.
- MANDELBAUM Kurt, **The Industrialisation of Backward Areas**, Blackwell, Oxford 1955.
- MANİSALI Erol, **Uluslararası Ekonomi**, İstanbul Üniversitesi Yayınları, 1971.
- MANTOUX Paul, **La révolution industrielle au XVIIIe siècle**, 1906.
- MARSHALL Alfred, **Principes d’économie Politiques**, Giard et Brière, Paris 1906-1909.
- MARSHALL Alfred., “L’ancienne Génération d’économistes du Développement et la Nouvelle », 1897.
- MARSHALL Alfred, **Industry and Trade**, Londres, 1932.
- MARSHALL A et M.P, **Economics of Industry**, Londres, McMillan, 1879.
- MARX Karl, ENGELS Frederich., **Komunist Manifesto**, Traduit par KAVAS Levent, Ç Yayinevi, Ankara 2002.
- MASON E., **Economic Concentration and the Monopoly Problem**, Harvard University Press, Cambridge, 1957.
- MASSON Paul., *Histoire du commerce français dans le Levant au XVIIe siècle*, Hachette, Paris 1896.
- MOUSSA P., **Les Nations Prolétaires**, PUF, 1959.
- MEIER Gerald M., “L’ancienne Génération d’économistes du Développement et la Nouvelle”, in: MEIER Gerald M et STIGLITZ Joseph E., **Aux Frontières de l’économie du Développement: le Futur en Perspective**, pp.13-49, Edition Eska 2002.
- MELO, J., de PANAGARIYA, A., RODRIK, D., 1992, « The New Regionalisme : A Country Perspective », **World Bank and CEPR Conference in New Dimension in Regional Integration**, Washinton, avril 1992.

- MEUNIE André, “Croissance Soutenable et Courbe Environnemental de Kuznets: les Émissions de SO2 Dans les Régions Chinoises à l’ère des Reformes” *Economie et Société*, N°43, 3/2005, p.385-414.
- MICHAELY Michael, **Economic Analysis: Concentration in International Trade**, North Holland Publishing Company, Amsterdam 1962.
- MICHON François, *L’emploi, l’entreprise et la société: débats économique-sociologie*, 1990.
- MILL Stuart J., **Principles of Political Economy**, Londres 1892.
- MONTESQUIEU, **De l’esprit des lois**, Livre XX, Garnier Flammarion, Paris 1979.
- MORGAN Theodore, **Economic Development; Concept and Strategy**, Harper and Row Publishers, New York, 1975.
- MYRDAL Gunnar, **Théories Economiques et Pays Sous-Développés**, Paris, 1959.
- MYRDAL Gunnar, “Une économie internationale”, Publications de l’I.S.E.A., PUF., 1958.
- MYRDAL G., *Asian Drama: An Inquiry into the Poverty of Nations*, New York, Pantheon 1968.
- NANA-SINKAM Samuel, **Pays Candidats au Processus de Développement**, Mouton, 1975.
- NEUMARK F, **Maliyeye Dair Tetkikler**, İktisat Fakültesi Neşriyatı, No. 9, İsmail Akgün Matbaası, İstanbul 1948.
- NICULESCU B.M., **Colonial Planning : A Comparative Study**, Allen&Unwin, London 1958.
- NURKSE R., **Les Problèmes de la Formation du Capital dans les Pays Sous-Développés**, 1968, Cujas, Paris.
- NURKSE R., « Some International Aspects of the Problem of Economic Development », **American Economic Review**, Mai 1952.
- OCDE., *Etudes Économiques de l’OCDE 2004: Turquie*
- OECD., **Revenue Statistics of OECD Member Countries**, Paris, 2005.
- OCDE., **Foreign Trade by Commodities: Export**, Vol.1, 1983.
- OMAN P. Charles et WIGNARAJA Ganeshan., **L’évolution de la Pensée Économique sur le Développement Depuis 1945**, Centre de Développement, OCDE, Paris.



- OMC., Rapport « Evolution du Commerce Mondiale en 2004 et Perspectives Pour 2005 ».
- ONUDI, **Act de la Conférence sur un Développement Industriel Écologiquement Durable**, Copenhague 14-18 octobre 1991.
- ONCEL Mualla, KUMRULU Ahmet., **Vergi Hukuku**, Turhan Kitabevi, Ankara 2001.
- ONGUN Tuba., “Yabancı Sermaye ve Dış Borçlar”, in: ŞAHİNÖZ Ahmet., **Türkiye Ekonomisi: Sektörel Analiz.**, İmaj Yayıncılık, Ankara 2001.
- ÖZAL Turgut, **La Turquie en Europe**, Plon, Paris, 1988.
- PARASIZ İlker, **L’inflation En Turquie**, Thèse de Doctorat, Montpellier, 1972.
- PARASIZ İlker, **Türkiye Ekonomisi: 1923’ten Günümüze İktisat ve İstikrar Politikaları**, Ezgi Kitabevi, Bursa 1998.
- PASSET Garrigou-Lagrange, **Economie politique**, 4<sup>ème</sup> année, Dalloz.
- PEARCE D., MARKANDYA A., BARBIER E., **Blueprint for a Green Economy**, London : Earthscan 1992.
- PARETO V., **Manuel d’économie Politique**, Trad. Français A. Bonnet, 2me éd. Paris 1927.
- PENOUIL Marc, GARRIGOU André, Histoire des faits économiques de l’époque contemporaine, Dalloz, Paris 1986.
- PENOUIL Marc, **Économie du développement**, Dalloz, Paris 1972.
- PERROUX François, “La croissance, le développement, le progrès”, **Tiers Monde**, avril-juin 1966.
- PERROUX François, **Economie des Jeunes Nations**, Paris, P.U.F., 1962
- PERROUX François, **l’Economie du XXème siècle**, 2<sup>ème</sup> édition, Paris, Presses Universitaire de France, 1965a.
- PERROUX François, **Indépendance de l’économie Nationale et Interdépendance des Nations**, Editions Aubier Montaigne, 1965b.
- PERROUX François, **Commerce Extérieur et Développement de la Petite Nation**, Librairie Droz 1972.
- PERROUX François., « Note on the Concept of Growth Poles », **Economie Appliquée**, vol. 8, 1955.
- PNUD., **Rapport sur le Développement Humain**, 2004
- POLAT Seçkin, “Türkiye’de Sanayileşme Tartışmaları”, **İktisat Dergisi**, Sayı: 452, Ağustos 2004.

- POULON Frédéric., **Les écrits de Keynes**, Dunod, Paris 1985.
- PREBISCH P., **Le Développement Économique de l'Amérique Latine et ses Principaux Problèmes**, Nations Unies, 1950.
- QUESNAY F., **Tableau Économique des Physiocrates**, Calmann-Lévy, 1969.
- RICARDO David, **Ouvres Complètes de David Ricardo**, Traduites en Français par MM. Constancio et Alc. Fonteyraud, Chez Guillaumin et Cie. Libraires, Paris 1847.
- REYNOLD Lyod G., **Economic growth in the Third World : 1850-1980**, New Haven, Yale University Press, 1985.
- RIOUX Jean-Pierre, **La révolution industrielle: 1780-1860**, Editions du Seuil, Paris 1971.
- RIST Charles., **Les finances de guerre de l'Allemagne**, Payot&Cie, Paris 1921.
- RODRIK, D., « The Limits of Trade Policy Reforms in Developing Countries », *Journal of Economic Perspectives* 1992, n° 6(1).
- RODOPLU Gultekin., “Esnaf ve Sanatkarlar ile Küçük ve Orta Ölçekli İşletmelerin Finansman Sorunları ve Ticari krediler”, **Muhasebe ve Finansman Dergisi**, Ocak 2001.
- RODOPLU Gultekin., “Bankacılıkta Yeni Gelişmeler ve Sanayinin Sorunları ile Çözüm Önerileri”, **Muhasebe ve Finansman Dergisi**, Temmuz 2002.
- RODOPLU Gultekin., **Para ve Sermaye Piyasaları**, Tugra Ofset, Isparta 2001.
- ROMER Paul, “Object Gaps, Idea Gaps and Development”, *Washington Economic Report*, February 1993.
- ROMO Hector G., « de la Pensée de la Cepal au Néo-libéralisme, du Néo-libéralisme au Néo-structuralisme : une Revue de la Littérature Sud-américaine », **Revue Tiers-Monde** N° 140, Octobre Décembre 1994.
- ROSTOW W.W., **Les Étapes de la Croissance Économique**, Traduit de l'Américain par M.-J. Du ROURET, Edition du Seuil, Paris 1962.
- ROY Olivier, **La Turquie Aujourd'hui, un Pays Européen**, 2004.
- ŞAHİN Hüseyin, **Türkiye Ekonomisi**, Ezgi Kitabevi, Bursa 2007.
- ŞAHİNÖZ Ahmet, **Türkiye Ekonomisi**, İmaj Yayınevi, Ankara 2001.
- SAK Hüseyin, **Le Rôle et Les Effets de l'aide Extérieure dans le Développement de l'économie Turque**, Thèse de Doctorat, Université de Paris1 Panthéon Sorbonne, Paris 1979.

- SAMUELSON Nordhaus, **Economie**, *Economica*, 16.édition, Paris 2000.
- SAMUELSON Alain Paul, **Les Grands Courants de la Pensée économique**, Presses Universitaires de Grenoble, 1990.
- SANDEFORD G.T., **The Economics of Public Finance**, Second Edition, Pergamon Press, William Clowers and Sons Ltd., London, 1978.
- SAUVY Alfred, **Théorie Générale de la Population**, PUF, tom 1
- SAUVY Alfred, **Economie et Population**, PUF, tom2
- SOUTOU Georges-Henri Soutou, “La France du Général de Gaulle, la Turquie et l'Europe”, **Commentaire**, n° 104, hiver 2003-2004
- SAVAŞ Vural, **Kalkınma Ekonomisi**, 4.baskı, Beta Basım Dağıtım A.Ş. İstanbul 1986
- SAY Jean -Baptiste, **Cours Complet d'économie Politique Pratique**, Guillaumin, 1840.
- SCHUMPETER J.-A., **Théorie de l'évolution Économique: Recherche sur le Profit, le Crédit, l'interet et le Cycle de la Conjoncture**, Dalloz, Paris 1935.
- SCHUMPETER J., **Capitalisme, Socialisme et Démocratie**, Payot, 1974
- SERIN Necdet, « Dış Ticaret ve Dış Ticaret Politikaları », in : ŞAHINOZ Ahmet., **Türkiye Ekonomisi Sektörel Analiz**, İmaj Yayınevi, Ankara 2001.
- SEYİDOĞLU Halil, **Uluslararası İktisat Teorisi: Politika ve Uygulamalar**, Gizem yayınları, İstanbul 1990.
- SID AHMED Abdelkader, **Industrialisation d'importation en Amérique Latine**, Thèse de Doctorat d'Etat, Université de Paris Faculté de Droit et des Sciences Economiques, Paris 1969.
- SINGER Hans W., « The Distribution of Gains Between Investing and Borrowing Countries », **American Economic Review**, vol. XI, mai. 1950.
- SINGER Hans W., “La Création de la CNUCED et l'Évolution de la Pensée Contemporaine sur le Développement”, **Revue Tiers-Monde**, pp. 489-498, N°139, Juillet-Septembre 1994.
- SINGER Hans W., “The distribution of gains between investing and borrowing countries”, **American Economic Review**, mai 1950, p. 473.
- SIROEN Jean Marc, « Intégration Régionale et Multilatéralisme » in : **Mondialisation et Commerce International**, Cahiers Français N°325, La Documentation Française, 2005.
- SMITH Adam, **Recherche sur la Nature et les Causes de la Richesse des Nations**, Livre V, traduit par Christiane Bernard, Denise Berthaud, Marie-Thérèse

- Blanchon... [et al.] ; et Philippe Jaudel, coordonnateur ; avec la collaboration de Emmanuel Blanc, Jérôme Blanc, Pierre-Henri Goutte... [et al.] ; et sous la responsabilité scientifique de Jean-Michel Servet, 2005.
- SMITH Adam, La Richesse des nations, Livre I et II., Eds P Jaudel et J.M.Servet, Economica 2000.
- SMITH Adam., **Recherche sur la Nature et les Causes de la Richesse des Nations**, T.I. Paris 1843.
- SOLOW R.M., Théorie de la Croissance Économique, Traduit par DESHONS M., GARRABE M., LAPORTE J-M., VIGNAU J-P., Librairie Armand Colin, Paris 1972.
- SOMBART Werner, **Le Bourgeois : Contribution à l'histoire Morale et Intellectuelle de l'homme économique Moderne**, Payot, Paris 1928.
- SORMAN G, **La Nouvelle Richesse des Nations**, Fayard, Paris 1987.
- SPK., Arastirma Dairesi Sermaye Piyasalarındaki Gelismeler Raporu, Sayı:1, 23 Aralık-5 Ocak 2007.
- SPK., Aylik Bulten, Mart 2001.
- STEWART Michael, **Keynes, Traduit de l'anglais par Annie Vallée**, Editions du Seuil, 1969.
- STIGLITZ Joseph, « Vers un Nouveau Paradigme Pour le Développement », **Economie Politique**, p.6, N°5 janvier 2000.
- STIGLER G.J., **The Theory of Prices**, McMillan, New York, 1952.
- STIGLER G.J., **The Organization of Industry**, Homewood, III, Irwin R.D., 1968.
- ŞENSES Fikret., **Kalkınma İktisadi: Yükselişi ve Gerilemesi**, İletişim Yayınları, İstanbul 2003.
- ŞENESEN Ümit et ŞENESEN Gülay-Günlük, “Üretim Kesimlerinde Dışa Bağımlılık”, **İktisat Dergisi**, ss.51-56, Ağustos 2004.
- ŞENESEN Ümit et ŞENESEN Gülay-Günlük, “Üretimde Dışa Bağımlılık: 1970’lerden 200’lere Ne Değişti? In: Köse A. H., Şenses F., Yeldan E. (der.) İktisat Üzerine Yazılar II: İktisadi Kalkınma, Kriz ve İstikrar, **İletişim**, 2003 içinde 533-559.
- ŞENSES Fikret, **Kalkınma İktisadi**, İletişim yayınları, İstanbul 2003.
- TABAKOĞLU Ahmet, **Türk İktisat Tarihi**, Dergah Yayınları, İstanbul 2005.
- TABAKOĞLU Ahmet, “Osmanlı İktisadi Yapısının Ana Hatları”, **Osmanlı**, Yeni

- Türkiye Yayınevi, Ankara 1999, pp. 17-31
- TARI Recep, **Ekonometri**, Avcı Ofset, İstanbul 2006.
- TEKELİ I et İLKİN S., 1929 Dünya Buhranında Türkiye'nin İktisadi Politika Arayışları, ODTÜ Yayını, Ankara 1977.
- TEKELİ İ. et İLKİN S., Uygulamaya Geçerken Türkiye'de Devletçiliğin Oluşumu, ODTÜ Yayını, Ankara 1982.
- TELATAR F., "Türkiye'de Enflasyon, Enflasyon Belirsizliği ve Siyasi Belirsizlik Arasındaki Nedensellik İlişkileri", **İktisat, İşletme ve Finans**, 2003.
- TINBERGEN J., **On the Theory of Economics Policy**, Amsterdam:North Holland, 1952.
- TIROLE J., **Théorie de l'organisation Industrielle**, Economica, 1995.
- TOBB., 1980-1990 **Planlı Dönemde Rakamlarla Türkiye Ekonomisi**, TOBB 1991.
- TOKGÖZ Erdinç., « Türkiye İktisadi Gelişme Tarihinin Ana Çizgileri », in : ŞAHİNÖZ Ahmet, **Türkiye Ekonomisi :Sektörel Analiz**, İmaj Yayıncılık, Ankara 2001.
- TOPRAK Metin, **Türk Ekonomisinde Yapısal Donüşümler 1980-1995**, Turhan Kitabevi, Ankara 1996.
- TOPRAK Metin et DÖNEK Ekrem., "Structural Change in the Turkish Economy: The Case of Financial Sector", *Rensselaer Polytechnic Institute Managerial Economics Program / Departement of Economics*, Troy, New York 1993.
- TÖRE Nihat., « Türkiye-Avrupa Birliği İlişkileri », in : ŞAHİNÖZ Ahmet., **Türkiye Ekonomisi Sektörel Analiz**, İmaj Yayınevi, İstanbul 2001.
- TRUCHY H, Cours d'économie Politique, 4me éd. T. I. Paris 1936 et T. II. 2me éd. Paris 1927.
- TRUCHY H, Précis d'économie Politique 6me éd. Paris 1941.
- TRUCHY H, Cours d'économie politique Sirey, Paris 1936.
- TURGOT A.R.J., **Reflexion Sur la Formation et Distribution des Richesses**, 1776, Encyclopaedia Universalis.
- TURKİYE SİGORTA VE REASSURANS ŞİRKETLERİ BİRLİĞİ., "Birlik", Dünya yayıncılık A.Ş., Ekim-Aralık 2006, İstanbul.
- TÜRKKAN Erdal, 1980 Sonrasında Sanayileşme in : ARUOBA Çelik et ALPAR Cem, **Türkiye Ekonomisi Sektörel Gelişmeler**, Türkiye Ekonomi Kurumu.
- TÜRKKAN Erdal, Türkiye'de Sanayileşme (1980-2000) in : ŞAHİNÖZ Ahmet,

**Türkiye Ekonomisi**, İmaj Yayınevi, Ankara 2001.

TÜZ, M. V., **Japon ve Amerikan Yönetim Modeli**. Alfa. 2001. İstanbul.

TUNÇ, G., “ Japon İşletmecilik Uygulamaları ”, *Banka ve Ekonomik Yorumlar*, Yıl : 32, Sayı :9, Eylül 1995.

TURVEY Ralph., « İktisatçı Görüşü ile Vergileme », **Maliye Enstitüsü Konferansları**, İ.Ü. İktisat Fakültesi, Maliye Enstitüsü Yayınları, No. 804/105-6, Dördüncü Seri-Sene, İstanbul 1958.

TÜSİAD., **Enflasyon ve Büyüme Dinamikleri Gelmekte Olan Ülke Deneyimleri Işığında Türkiye Analizi**, İstanbul Aralık 2002.

ULUGAY Osman, **24 Ocak Deneyimi Üzerine**, Hil yayın 1984.

UNCTAD, World Trade and Development Report, 1998.

UNCTAD., **Handbook of Statistique**, 2005.

UTKAN,M., HAŞİM, Ahmet., **Protection et Développement Industriel: Le cas de la Turquie**, These de Doctorat, Université de Paris1-Panthéon Sorbonne, Paris.

UYGUR Ercan., « Türkiye’de Enflasyon », in : ŞAHİNOZ Ahmet., **Türkiye Ekonomisi : Sektörel Analiz**, İmaj Yayınevi 2001.

URAS Güngör, Ekonomide Özal’lı Yıllar 1980-1990, AFA Y., İstanbul 1993.

WAGNER Adolph, *Traité de la science des finances*, V.Giard & E.Brière, Paris 1909-13.

WEBER Max, **L’éthique Protestante et l’esprit du Capitalisme**, Plon, Paris 1970.

WEISSE J., *Industry in Developing Countries, Theory, Policy and Evidence*, Croom Helm, 1988.

WOLF Martin, “Globalization”, *Oxford Review of Economic Policy* vol.20:n°1, 2004 Spring, p.1-156.

VANER Semih, **La Turquie**, éd. Fayard, 2005

VENTELOU Bruno., **Lire Keynes et le Comprendre**, Vuibert, Paris 1997.

VERGNIERES S., **Ethique et Politique chez Aristot: Physis, Éthos, Nomos**, Paris, PUF, 1995.

VINER Jacob, **International Trade and Economic Developpement**, Oxford University Presse, Londres 1953.

VITO Francesco, I Problemi dello sviluppo economico con particolare riguardo alle aree are trate, in: NANA-SINKAM Samuel, Pays candidats au processus de développement, Mouton&Co, Paris 1975.

YELDAN Erinç., **Küreselleşme Sürecinde Türkiye Ekonomisi**, İletişim Yayınları, İstanbul 2003.

ZAHEDI Parviz., **La Coopération Économique Entre l'Iran, le Pakistan, la Turquie**, Thèse de Doctorat, Université de Paris, 1974.





## ANNEXE I:

**Tableau 1:** Statistiques de base : Comparaisons internationales

<b>Population</b>	Unité	Période de référence	Turquie	Hongrie	Corée du Sud	Mexique	Pologne
Total	Milliers	2000	67461	10024	47275	97379	38646
Densité (nombre d'habitants au km <sup>2</sup> de superficie de terrestre)	Nobre	2000	86	108	476	49	124
Accroissement annuel moyen net sur 10 ans	%	2000	1.8	-0.3	1.0	1.4	0.1
<b>Emploi</b>							
Emploi civil net (ECN) <sup>2</sup>	Milliers	2000	21546	3764	21061	37771	14526
<i>Dont :</i>							
Agriculture	%de l'ECN	2000	34.5	6.7	10.9	17.5	18.8
Industrie	%de l'ECN	2000	24.5	34.5	28.0	26.9	30.8
Services	%de l'ECN	2000	40.9	58.8	61.1	55.2	50.4
<b>Produit intérieur brut (PIB)</b>							
Aprix et taux de change courants	Milliards USD	2000	199.9	46.6	457.2	573.9	157.6
Par habitant	USD	2000	2991	4649	9671	5903	4078
Aux prix et PPA courants <sup>3</sup>	Milliards USD	2000	430.3	125.4	711.7	889.8	370.2
Par hanbitant	USD	2000	6439	12507	15055	9152	9579
Croissance annuelle moyenne, en volume, sur 5 ans	%	2000	3.9	4.0	4.8	5.5	5.2
<b>Formation brute de capital fixe (FBCF)</b>	% du PIB	2000	24.3	24.8	27.7	22.7	26.5
<i>Dont :</i>							
Machines et autres équipements	% du PIB	2000	.....	.....	10.4	10.2(99)	.....
Construction de logements	% du PIB	2000	5.0	.....	3.8	4.4(99)	.....
Croissance annuelle moyenne, sur 5 ans	%	2000	0.4	4.3	-5.5	7.1	7.3
<b>Taux d'épargne brut<sup>4</sup></b>	% du PIB	2000	15.6	.....	32.1	20.6	20.9(99)
<b>Ensemble des administrations publiques</b>							
Dépenses courantes en biens et services	% du PIB	2000	12.4	20.7	8.6	9.0	14.2
Empolis courants <sup>5</sup>	% du PIB	2000	.....	.....	17.2(99)	17.7(99)	39.5(99)
Ressources courantes <sup>6</sup>	% du PIB	2000	.....	.....	26.3(99)	19.7(99)	41.4(99)
<b>Apports nets d'aide publique au développement</b>	% du PIB	2000	.....	.....	.....	.....	.....
<b>Indicateur de niveau de vie</b>							
Consommation privée par habitant aux PPA courantes <sup>3</sup>	USD	2000	4584	6357	8463	6188	6160

Voitures de tourisme pour 1000 habitants	Nombre	1999	62	224	163(98)	98	230(98)
Abonnements à l'internet pour 100 habitants	Nombre	2000	.....	1.1	23.2	1.9	.....
Postes de télévision pour 1000 habitants	Nombre	1998	328(97)	266	346(97)	272(97)	240
Médecins pour 1000 habitants	Nombre	1999	1.2	3.2	1.3	1.7	2.3
Mortalité infantile pour 1000 naissances vivantes	Nombre	1999	37.5	8.5	7.7(96)	14.5	8.9
<b>Salaires et prix</b> (accroissement annuel moyen sur 5ans)							
Salaires (gains ou taux selon la disponibilité)	%	2001	68.1	16.5	6.2	.....	17.7
Prix à la consommation	%	2001	68.4	12.2	3.8	13.2	9.8
<b>Commerce extérieur</b> <sup>7</sup>							
Exportation des marchandises, f.o.b.	Milliards USD	2000	27859	28127	172268	166455	31667
En pourcentage du PIB	%	2000	13.9	60.7	37.7	29.0	20.1
Accroissement annuel moyen sur 5 ans	%	2000	4.9	16.9	6.6	15.9	6.7
Importations de marchandises, caf.	Milliards USD	2000	54688	32113	160481	174458	49022
En pourcentage du PIB	%	2000	27.4	69.3	35.1	30.4	31.1
Accroissement annuel moyen sur 5 ans	%	2000	8.7	15.8	3.5	19.2	11.0
<b>Réserves officielles totales</b> <sup>8</sup>	Millions de DTS	2000	17005	7981	53907	23.156	17876
En ratio des importations mensuelles de marchandises	Ratio	2000	3.7	3.0	4.0	1.6	4.4

Source: Etudes économiques de l'OCDE: Turquie, volume 2004/15-Décembre 2004.

1. Sauf indication contraire.

2. Suivant définition retenue dans *Statistiques de la population active* de l'OCDE.

3. Converti à l'aide des Parités de Pouvoir d'Achat (PPA) courantes.

4. Epargne brute = Revenu national disponible moins consommation privée et consommation des administrations publiques.

5. Emplois courantes = Dépense de consommation finale des administrations publiques + subventions + revenus de la propriété + impôts courants sur le revenu, la patrimoine, etc. + prestations sociales autres que transferts sociaux en nature + autres transferts courants.

6. Recettes courantes = Excédent d'exploitation + impôts sur la production et les importations + revenus de la propriété + impôts courants sur le revenu, le patrimoine etc. + plus cotisations sociales + autres transferts courants.

7. Aux prix et taux de change courants

8. Situation en fin d'année.

9. Y compris les constructions non résidentielles.

10. Source Nations Unies.

**Tableau 2:** Statistiques de base : Comparaisons internationales

<b>Population</b>	Unité	Période de référence	Turquie	Portugal	Grèce	Rép. slovaque	Zone Euro
Total	Milliers	2000	67461	10008	10516(98)	5401	300595
Densité (nombre d'habitants au km2 de superficie de terrestre)	Nobre	2000	86	109	80(98)	11	120(98)
Accroissement annuel moyen net sur 10 ans	%	2000	1.8	0.1	0.5(98)	0.2	0.9(98)
<b>Emploi</b>							
Emploi civil net (ECN)2	Milliers	2000	21546	4877	3946	2102	119351
<i>Dont :</i>							
Agriculture	%de l'ECN	2000	34.5	12.6	17.0	6.6	4.7(99)
Industrie	%de l'ECN	2000	24.5	35.3	22.5	37.3	30.1(99)
Services	%de l'ECN	2000	40.9	52.1	60.5	56.1	64.9(99)
<b>Produit intérieur brut (PIB)</b>							
Aprix et taux de change courants	Milliards USD	2000	199.9	106.2	113.3	19.3	6036.1
Par habitant	USD	2000	2991	10614	10733	3568	19812
Aux prix et PPA courants3	Milliards USD	2000	430.3	180.3	177.5	62.9	7395.5
Par hanbitant	USD	2000	6439	18022	16817	11643	24273
Croissance annuelle moyenne, en volume, sur 5 ans	%	2000	3.9	3.8	3.4	4.1	2.5
<b>Formation brute de capital fixe (FBCF)</b>	% du PIB	2000	24.3	28.6	23.0	28.6	21.8
<i>Dont :</i>							
Machines et autres équipements	% du PIB	2000	.....	7.2	5.8	.....	.....
Construction de logements	% du PIB	2000	5.0	14.2	4.8	.....	.....
Croissance annuelle moyenne, sur 5 ans	%	2000	0.4	4.6	4.4	1.6	1.3
<b>Taux d'épargne brut4</b>	% du PIB	2000	15.6	19.0	18.2	26.2(98)	....
<b>Ensemble des administrations publiques</b>							
Dépenses courantes en biens et services	% du PIB	2000	12.4	18.1	14.0	19.2	.....
Empolis courants5	% du PIB	2000	.....	38.7	41.4	56.3(98)	.....
Ressources courantes6	% du PIB	2000	.....	38.6	43.9	53.8(98)	.....
<b>Apports nets d'aide publique au développement</b>	% du PIB	2000	.....	0.26	0.2	.....	0.27
<b>Indicateur de niveau de vie</b>							
Consommation privée par habitant aux PPA courantes3	USD	2000	4584	10851	11689	6155	13676
Voitures de tourisme pour 1000 habitants	Nombre	1999	62	460(98)	279	229	437(97)
Abonnements à l'internet pour 100 habitants	Nombre	2000	.....	4.7	1.9	.....	7.2(98)

Postes de télévision pour 1000 habitants	Nombre	1998	328(97)	333(97)	242(97)	487(97)	519(97)
Médecins pour 1000 habitants	Nombre	1999	1.2	3.2	4.1(97)	.....	.....
Mortalité infantile pour 1000 naissances vivantes	Nombre	1999	37.5	5.5	5.9	8.3	4.7(00)
<b>Salaires et prix (accroissement annuel moyen sur 5ans)</b>							
Salaires (gains ou taux selon la disponibilité)	%	2001	68.1	....	.....	11.6	2.7
Prix à la consommation	%	2001	68.4	2.9	3.9	8.5	1.8
<b>Commerce extérieur<sup>7</sup></b>							
Exportation des marchandises, f.o.b.	Milliards USD	2000	27859	24310	10508(99)	11866	1827722
En pourcentage du PIB	%	2000	13.9	22.9	8.4(99)	61.6	30.3
Accroissement annuel moyen sur 5 ans	%	2000	4.9	0.8	0.7(99)	6.7	1.6
Importations de marchandises, caf.	Milliards USD	2000	54688	39865	28418(99)	12.769	1782484
En pourcentage du PIB	%	2000	27.4	37.5	22.6(99)	66.3	29.5
Accroissement annuel moyen sur 5 ans	%	2000	8.7	3.5	5.5(99)	7.8	2.4
<b>Réserves officielles totales<sup>8</sup></b>	Millions de DTS	2000	17005	6447	13204	2456	.....
En ratio des importations mensuelles de marchandises	Ratio	2000	3.7	1.9	5.6	2.3	.....

**Source:** Etudes économiques de l'OCDE: Turquie, volume 2004/15-Décembre 2004.

**ANNEXE II:**

**Tableau 1:** Premières 50 firmes exportatrices (Source: ISO, İstanbul Sanayi Odası Dergisi, Özel Sayı: 2006'da Türkiye'nin 500 Büyük Sanayi Kuruluşu, Ağustos 2007, p. 126)

Place	Firmes	Chambre de commerce	Volume d'exportation (ooo dollars)
1	TÜPRAŞ-Türkiye Petrol Rafinerileri A.Ş.	Kocaeli	3.044.360
2	Toyota Otomotiv Sanayi Türkiye A.Ş.	Adapazarı	2.545.866
3	Ford Otomotiv Sanayi A.Ş.	İstanbul	2.461.605
4	Oyak-Renault Otomobil Fabrikaları A.Ş.	İstanbul	2.176.508
5	Vestel Elektronik San. ve Tic. A.Ş.	İstanbul	1.816.954
6	Tofaş Türk Otomobil Fabrikası A.Ş.	İstanbul	1.218.021
7	Arçelik A.Ş.	İstanbul	1.166.345
8	Beko Elektronik A.Ş.	İstanbul	757.384
9	Habaş Sınai ve Tıbbi Gazlar İstihsal Endüstrisi A.Ş.	İstanbul	674.367
10	Bosch Sanayi ve Ticaret A.Ş.	Bursa	650.742
11	İçdaş Çelik Enerji Tersane ve Ulaşım San. A.Ş.	İstanbul	604.452
12	Ereğli Demir ve Çelik Fabrikaları T.A.Ş.	Ankara	510.000
13	Vestel Beyaz Eşya Sanayi ve Ticaret A.Ş.	Manisa	485.362
14	Sarkuysan Elektrolitik Bakır San. ve Tic. A.Ş.	İstanbul	459.372
15	İzmir Demir Çelik Sanayi A.Ş.	Ege-İzmir	438.145
16	Mercedes-Benz Türk A.Ş.	İstanbul	412.634
17	Çolakoğlu Metalurji A.Ş.	İstanbul	412.284
18	Petkim Petrokimya Holding A.Ş. Genel Müdürlüğü	Kamu	410.413
19	BŞH Ev Aletleri San. ve Tic. A.Ş.	İstanbul	392.862
20	Diler Demir Çelik Endüstri ve Ticaret A.Ş.	İstanbul	384.504
21	Eti Maden İşletmeleri Genel Müdürlüğü	Kamu	365.094
22	Hyundai Assan Otomotiv San. ve Tic. A.Ş.	Kocaeli	356.265
23	Oltan Gıda Mad. İhr. İth. ve Tic. Ltd. Şti.	Trabzon	330.663
24	Yazıcı Demir Çelik Sanayi ve Turizm Ticaret A.Ş.	İstanbul	330.609
25	Kroman Çelik Sanayii A.Ş.	Kocaeli	306.711
26	Kaptan Demir Çelik End. ve Tic. A.Ş.	İstanbul	305.658
27	Goodyear Lastikleri T.A.Ş.	İstanbul	299.069
28	MAN Türkiye A.Ş.	Ankara	292.370
29	Profilo Telra Elektronik Sanayi ve Ticaret A.Ş.	İstanbul	285.735
30	Ekinciler Demir ve Çelik San. A.Ş.	İstanbul	264.824
31	Aksa Akrilik Kimya Sanayii A.Ş.	İstanbul	259.458
32	Kordsa Global Endüstriyel İplik ve Kord Bezi San. ve Tic. A.Ş.	İstanbul	241.240
33	Assan Demir ve Sac San. A.Ş.	İstanbul	240.996
34	Areva T&D Enerji Endüstrisi A.Ş.	Kocaeli	218.355
35	Türk Pirelli Lastikleri A.Ş.	İstanbul	218.014
36	Yeşim Tekstil Sanayi ve Ticaret A.Ş.	Bursa	207.417
37	İskenderun Demir ve Çelik A.Ş.	İskenderun	204.136
38	Borusan Mannesmann Boru Sanayi ve Ticaret A.Ş.	İstanbul	203.069
39	Çebitaş Demir Çelik Endüstrisi A.Ş.	İstanbul	193.863
40	Delphi Automotive Systems Ltd. Şti.	İstanbul	190.765
41	Petrol Ofisi A.Ş.	İstanbul	182.619
42	Temsa Sanayi ve Ticaret A.Ş.	Adana	176.789
43	Bilkont Dış Ticaret ve Tekstil San. A.Ş.	İstanbul	169.895
44	-	-	-
45	Er-Bakır Elektrolitik Bakır Mamülleri A.Ş.	Denizli	168.121
46	Türk Demir Döküm Fabrikaları A.Ş.	İstanbul	166.413
47	Componenta Döktaş Dökümcülük Tic. ve San. A.Ş.	Orhangazi	165.851
48	Vestel Komünikasyon San. ve Tic. A.Ş.	Ege-İzmir	162.691
49	Eczacıbaşı Yapı Gereçleri San. ve Tic. A.Ş.	İstanbul	161.841
50	Zorlu Linen Dokuma Emprime Konfeksiyon San. ve Tic. A.Ş.	İstanbul	160.379

**ANNEXE III:**  
**Tableau 1: Tableau F**

df2/df1	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	12	15	20	24	30	40	60	120	INF
<b>1</b>	161.4476	199.5000	215.7073	224.5832	230.1619	233.9860	236.7684	238.8827	240.5433	241.8817	243.9060	245.9499	248.0131	249.0518	250.0951	251.1432	252.1957	253.2529	254.3144
<b>2</b>	18.5128	19.0000	19.1643	19.2468	19.2964	19.3295	19.3532	19.3710	19.3848	19.3959	19.4125	19.4291	19.4458	19.4541	19.4624	19.4707	19.4791	19.4874	19.4957
<b>3</b>	10.1280	9.5521	9.2766	9.1172	9.0135	8.9406	8.8867	8.8452	8.8123	8.7855	8.7446	8.7029	8.6602	8.6385	8.6166	8.5944	8.5720	8.5494	8.5264
<b>4</b>	7.7086	6.9443	6.5914	6.3882	6.2561	6.1631	6.0942	6.0410	5.9988	5.9644	5.9117	5.8578	5.8025	5.7744	5.7459	5.7170	5.6877	5.6581	5.6281
<b>5</b>	6.6079	5.7861	5.4095	5.1922	5.0503	4.9503	4.8759	4.8183	4.7725	4.7351	4.6777	4.6188	4.5581	4.5272	4.4957	4.4638	4.4314	4.3985	4.3650
<b>6</b>	5.9874	5.1433	4.7571	4.5337	4.3874	4.2839	4.2067	4.1468	4.0990	4.0600	3.9999	3.9381	3.8742	3.8415	3.8082	3.7743	3.7398	3.7047	3.6689
<b>7</b>	5.5914	4.7374	4.3468	4.1203	3.9715	3.8660	3.7870	3.7257	3.6767	3.6365	3.5747	3.5107	3.4445	3.4105	3.3758	3.3404	3.3043	3.2674	3.2298
<b>8</b>	5.3177	4.4590	4.0662	3.8379	3.6875	3.5806	3.5005	3.4381	3.3881	3.3472	3.2839	3.2184	3.1503	3.1152	3.0794	3.0428	3.0053	2.9669	2.9276
<b>9</b>	5.1174	4.2565	3.8625	3.6331	3.4817	3.3738	3.2927	3.2296	3.1789	3.1373	3.0729	3.0061	2.9365	2.9005	2.8637	2.8259	2.7872	2.7475	2.7067
<b>10</b>	4.9646	4.1028	3.7083	3.4780	3.3258	3.2172	3.1355	3.0717	3.0204	2.9782	2.9130	2.8450	2.7740	2.7372	2.6996	2.6609	2.6211	2.5801	2.5379
<b>11</b>	4.8443	3.9823	3.5874	3.3567	3.2039	3.0946	3.0123	2.9480	2.8962	2.8536	2.7876	2.7186	2.6464	2.6090	2.5705	2.5309	2.4901	2.4480	2.4045
<b>12</b>	4.7472	<b>3.8853</b>	3.4903	3.2592	3.1059	2.9961	2.9134	2.8486	2.7964	2.7534	2.6866	2.6169	2.5436	2.5055	2.4663	2.4259	2.3842	2.3410	2.2962
<b>13</b>	4.6672	3.8056	3.4105	3.1791	3.0254	2.9153	2.8321	2.7669	2.7144	2.6710	2.6037	2.5331	2.4589	2.4202	2.3803	2.3392	2.2966	2.2524	2.2064
<b>14</b>	4.6001	3.7389	3.3439	3.1122	2.9582	2.8477	2.7642	2.6987	2.6458	2.6022	2.5342	2.4630	2.3879	2.3487	2.3082	2.2664	2.2229	2.1778	2.1307
<b>15</b>	4.5431	3.6823	3.2874	3.0556	2.9013	2.7905	2.7066	2.6408	2.5876	2.5437	2.4753	2.4034	2.3275	2.2878	2.2468	2.2043	2.1601	2.1141	2.0658
<b>16</b>	4.4940	3.6337	3.2389	3.0069	2.8524	2.7413	2.6572	2.5911	2.5377	2.4935	2.4247	2.3522	2.2756	2.2354	2.1938	2.1507	2.1058	2.0589	2.0096
<b>17</b>	4.4513	3.5915	3.1968	2.9647	2.8100	2.6987	2.6143	2.5480	2.4943	2.4499	2.3807	2.3077	2.2304	2.1898	2.1477	2.1040	2.0584	2.0107	1.9604
<b>18</b>	4.4139	3.5546	3.1599	2.9277	2.7729	2.6613	2.5767	2.5102	2.4563	2.4117	2.3421	2.2686	2.1906	2.1497	2.1071	2.0629	2.0166	1.9681	1.9168
<b>19</b>	4.3807	3.5219	3.1274	2.8951	2.7401	2.6283	2.5435	2.4768	2.4227	2.3779	2.3080	2.2341	2.1555	2.1141	2.0712	2.0264	1.9795	1.9302	1.8780
<b>20</b>	4.3512	3.4928	3.0984	2.8661	2.7109	2.5990	2.5140	2.4471	2.3928	2.3479	2.2776	2.2033	2.1242	2.0825	2.0391	1.9938	1.9464	1.8963	1.8432
<b>21</b>	4.3248	3.4668	3.0725	2.8401	2.6848	2.5727	2.4876	2.4205	2.3660	2.3210	2.2504	2.1757	2.0960	2.0540	2.0102	1.9645	1.9165	1.8657	1.8117
<b>22</b>	4.3009	3.4434	3.0491	2.8167	2.6613	2.5491	2.4638	2.3965	2.3419	2.2967	2.2258	2.1508	2.0707	2.0283	1.9842	1.9380	1.8894	1.8380	1.7831
<b>23</b>	4.2793	3.4221	3.0280	2.7955	2.6400	2.5277	2.4422	2.3748	2.3201	2.2747	2.2036	2.1282	2.0476	2.0050	1.9605	1.9139	1.8648	1.8128	1.7570
<b>24</b>	4.2597	3.4028	3.0088	2.7763	2.6207	2.5082	2.4226	2.3551	2.3002	2.2547	2.1834	2.1077	2.0267	1.9838	1.9390	1.8920	1.8424	1.7896	1.7330
<b>25</b>	4.2417	3.3852	2.9912	2.7587	2.6030	2.4904	2.4047	2.3371	2.2821	2.2365	2.1649	2.0889	2.0075	1.9643	1.9192	1.8718	1.8217	1.7684	1.7110

<b>26</b>	4.2252	3.3690	2.9752	2.7426	2.5868	2.4741	2.3883	2.3205	2.2655	2.2197	2.1479	2.0716	1.9898	1.9464	1.9010	1.8533	1.8027	1.7488	1.6906
<b>27</b>	4.2100	3.3541	2.9604	2.7278	2.5719	2.4591	2.3732	2.3053	2.2501	2.2043	2.1323	2.0558	1.9736	1.9299	1.8842	1.8361	1.7851	1.7306	1.6717
<b>28</b>	4.1960	3.3404	2.9467	2.7141	2.5581	2.4453	2.3593	2.2913	2.2360	2.1900	2.1179	2.0411	1.9586	1.9147	1.8687	1.8203	1.7689	1.7138	1.6541
<b>29</b>	4.1830	3.3277	2.9340	2.7014	2.5454	2.4324	2.3463	2.2783	2.2229	2.1768	2.1045	2.0275	1.9446	1.9005	1.8543	1.8055	1.7537	1.6981	1.6376
<b>30</b>	4.1709	3.3158	2.9223	2.6896	2.5336	2.4205	2.3343	2.2662	2.2107	2.1646	2.0921	2.0148	1.9317	1.8874	1.8409	1.7918	1.7396	1.6835	1.6223
<b>40</b>	4.0847	3.2317	2.8387	2.6060	2.4495	2.3359	2.2490	2.1802	2.1240	2.0772	2.0035	1.9245	1.8389	1.7929	1.7444	1.6928	1.6373	1.5766	1.5089
<b>60</b>	4.0012	3.1504	2.7581	2.5252	2.3683	2.2541	2.1665	2.0970	2.0401	1.9926	1.9174	1.8364	1.7480	1.7001	1.6491	1.5943	1.5343	1.4673	1.3893
<b>120</b>	3.9201	3.0718	2.6802	2.4472	2.2899	2.1750	2.0868	2.0164	1.9588	1.9105	1.8337	1.7505	1.6587	1.6084	1.5543	1.4952	1.4290	1.3519	1.2539
<b>inf</b>	3.8415	2.9957	2.6049	2.3719	2.2141	2.0986	2.0096	1.9384	1.8799	1.8307	1.7522	1.6664	1.5705	1.5173	1.4591	1.3940	1.3180	1.2214	1.0000

Dans l'application du test F, le tableau ci-dessus permet de justifier le montant calculé dans l'exemple. Dans notre exemple pour utiliser le tableau F nous avons besoin des valeurs F1 et F2.

Dans le tableau la ligne  $F1 = k$  qui représente le nombre des périodes d'observation. Dans notre application de test F nous avons 2 périodes, c'est à dire 1980-1995, et 1996-2006.

La colonne  $F2 = n1 + n2 - 2k$  qui montre le nombre des observations. Où :

$n1$  = le nombre d'observation pour la période 1980-1995,

$n2$  = le nombre d'observation pour la période 1996-2006.





## **RESUME**

Le processus d'industrialisation de la Turquie et ses modèles de financement présente une situation délicate entre sa tendance d'articulation aux marchés internationaux ainsi que celui de l'Union européenne et la dépendance financière et industrielle vis-à-vis de l'extérieur. Depuis 1980, elle a réussi à transformer une grande partie de ses secteurs de production. Cependant, elle a assumé une période d'une vingtaine d'années marquées par les crises financières, et se trouve surtout depuis les années 1990 dans un cercle vicieux : instabilité-crise-croissance-instabilité. Aujourd'hui, la Turquie est un pays ayant terminé son processus d'articulation aux marchés internationaux. Cependant, dans la première décennie des années 2000, la Turquie est caractérisée comme un pays ayant franchi de longues étapes sans avoir les moyens de financement qui ne correspondent pas à son processus d'industrialisation.

## **TITRE ET RESUME EN ANGLAIS: THE MODELS OF FINANCING OF THE PROCESS OF INDUSTRIALIZATION OF EMERGING COUNTRIES: THE CASE OF TURKEY**

The industrialization process of Turkey and the financial modals of this process reflect an interesting situation in terms of international marketing integration and financial and industrial dependency, tendency towards foreigners as in the EU example. Turkey has succeeded in sector-specific transformation from agricultural production to industrialization to a large extent. Nonetheless, in a 20-year-process which is marked by financial crises especially has gone on for a long time since 90s in an inconsistency - crises - inconsistency vicious circle. Turkey is a country which has accomplished the process of international marketing integration. Also, in the first decade of 2000s Turkey passed the long phases of industrialization process deprived of suitable financing tools for itself.

## **MOTS CLES**

Industrialisation – développement – échange – régionalisation – intégration - pays émergents – croissance - structure productive - marchés internationaux - investissement direct étranger - crise financière – endettement – épargne - revenu national-Etat.

PROCES VERBAL DE SOUTENANCE DU 18/07/2008 A 15h00

ANNEE UNIVERSITAIRE 2007/2008

Etudiant : M. ILHAN GULLU né le : 04/04/1971  
 Version de diplôme : Doctorat d'économie  
 Titre des travaux : Les modèles de financement du processus d'industrialisation des pays émergents : le cas de la Turquie  
 Ecole doctorale : Espace européen contemporain: politiques, économies, sociétés, cultures  
 Section CNU : 05 - Sciences économiques  
 Equipe de Recherche : Intégration et coopération dans l'espace européen contemporain  
 Directeur : M. ALAIN CROCHET  
 Cotutelle : Cotutelle avec l'Université de Kocaeli - Turquie  
 Lieu de soutenance : Salle Bourjac , galerie Rollin - 17, rue de la Sorbonne - 75005 PARIS

La soutenance est publique.

Résultat : *Docteur*  
 Mention : *Traî honorable*

Membres du Jury

Nom	Qualité	Etablissement	Rôle	Signature
M. JEROME BALLET	MAITRE DE CONFERENCE	UNIVERSITE DE VERSAILLES		<i>[Signature]</i>
M. ALAIN CROCHET	MAITRE DE CONFERENCE	UNIVERSITE PARIS III - Sorbonne Nouvelle		<i>[Signature]</i>
M. EROL EREN	PROFESSEUR DES UNIVERSITES	UNIVERSITE DE BEYKENT- TURQUIE		<i>[Signature]</i>
M. VASFI HAFTACI	PROFESSEUR DES UNIVERSITES	UNIVERSITE DE KOCAELI - TURQUIE		<i>[Signature]</i>
M. XAVIER RICHET	PROFESSEUR DES UNIVERSITES	UNIVERSITE PARIS III - Sorbonne Nouvelle		<i>[Signature]</i>
M. GÜLTEKIN RODOPLU	PROFESSEUR DES UNIVERSITES	UNIVERSITE DE KOCAELI - TURQUIE		<i>[Signature]</i>

Président du jury: *M. Xavier RICHET*

Copie certifiée  
 conforme à l'original  
 SORBONNE le 01/09/08

Le chef du service des doctorats

*[Signature]*  
 Geneviève JOURDAN

